



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS

2021

MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE
LOI N° 64-35 DU 31 DÉCEMBRE 1964 PORTANT CODIFICATION DES DROITS, IMPÔTS
ET TAXES FISCALES D'ENREGISTREMENT, DE TIMBRE, DE PUBLICITÉ FONCIÈRE ET
HYPOTHÉCAIRE ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS
(J.O. R.D. du 31 mars 1965)

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER - Sont refondus, aménagés et codifiés selon le texte ci-annexé, tous textes antérieurs régissant les droits de timbre et d'enregistrement, l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers et les droits de publicité foncière et hypothécaire, perçus au profit du budget national.

Art. 2 : Sous réserve des dispositions spéciales contenues dans la codification annexée, la présente loi entrera en vigueur pour compter du premier jour du mois qui suivra sa publication au Journal Officiel

Art. 3 - Le Ministre des Finances pourra déterminer, par voies d'arrêtés la contexture de tous registres, sommiers et imprimés quelconques à l'usage du Service de l'Enregistrement, des Domaines, du Timbre et de la Conservation de la Propriété Foncière.

Art. 4 - Au cas où des lois viendraient à contenir des dispositions fiscales, des décrets pourront mettre en harmonie la codification annexe avec ces dispositions, sans qu'il puisse en résulter une modification de l'assiette, du taux et des modalités de recouvrement des impositions en cause.

Un tel décret interviendra en principe annuellement, sur proposition du Ministre des Finances, à l'initiative du Directeur de l'Enregistrement.

Art. 5 - Sont abrogées pour le Bénin, toutes dispositions antérieures contraires.

Art. 6 - La présente loi sera exécutée comme loi d'État.

Fait à Porto-Novo, le 31 décembre 1964

S.-M. APITHY.

Pour le Président de la République :
Le Président du Conseil, Chef du Gouvernement,

J. AHOMADÉGBE-TOMETIN

Pour le Garde des sceaux Ministre de la Justice et de la Législation, absent
Le Ministre des Travaux Publics, Transports Postes et Télécommunications chargé de l'intérim

M. LASSISSI

Pour le Ministre des Finances, des Affaires Économiques et du Plan, absent :
.Le Ministre de la Justice et de la Législation chargé de l'intérim.

A. ADANDE

MINISTÈRE DES FINANCES
EXTRAIT DU JORD N° 5 DU 1er MARS 1966
ORDONNANCE N° 2 P.R. /M.F.E.
PORTANT CODIFICATION DES IMPÔTS DIRECTS ET INDIRECTS

Le Président de la République,
Vu la proclamation du 22 décembre 1965 ;
Vu le décret n° 114 PR du 24 décembre 1965, portant formation du Gouvernement ;
Après avis de la Cour Suprême ;
Le Conseil des Ministres entendu,

Ordonne :

ARTICLE PREMIER - Sont refondues, aménagées, créées et codifiées selon le texte ci-annexé, intitulé «Code Général des Impôts», comprenant 405 articles, toutes dispositions régissant l'assiette, la liquidation, le contentieux et le recouvrement des impôts, contributions et taxes directs et indirects.

Art 2 : Sont abrogés toutes dispositions législatives et règlements contraires à celles du Code Général des Impôts, ci-annexé, et notamment l'ensemble des textes compris dans le Régime Fiscal du Territoire du Dahomey (Édition 1958) et tous actes modificatifs subséquents.

Sont en outre abrogés :

- La loi n°64-1 du 24 avril 1964, portant création d'une taxe civique d'investissement et tous actes modificatifs subséquents

- Tous textes législatifs et réglementaires concernant :

- a) Toutes perceptions de centimes additionnels aux profits de quelques budgets que ce soient, sur des impôts, contributions et taxes inclus dans le Code Général des Impôts ci-annexé ;
- b) La taxe sur le revenu net des propriétés bâties ;
- c) La taxe sur la valeur locative des locaux professionnels.

Art. 3 - A titre transitoire, et pour l'année 1966, le produit de l'impôt général sur le revenu correspondant à l'application du tarif ne tenant pas compte de la situation et des charges de famille des contribuables (paragraphe 11 de l'article 181 du Code Général des Impôts, ci-annexé), pris en compte par le budget de l'Etat, sera ristourné aux budgets départementaux et communaux, selon des modalités qui seront fixées par arrêté du Ministre des Finances

Art. 4- La présente ordonnance qui prendra effet pour compter du 1er janvier 1966, sera publiée au «Journal Officiel» de la République et exécutée comme loi d'État

Fait à Cotonou, le 10 janvier 1966

C. SOGLO

Pour le Président de la République
Le Ministre des Finances et des Affaires Économiques,

N. SOGLO

PRÉAMBULE

«Nul n'est censé ignorer la loi» dit un adage populaire. Toutefois, la loi n'est opposable que lorsqu'elle est soumise à publicité, donc portée à la connaissance de ceux auxquels elle s'applique. La loi fiscale ne déroge pas à ce principe. Néanmoins, elle n'est pas toujours disponible dans un document unique facilement exploitable pour ceux qui sont appelés à la connaître pour s'y conformer et l'appliquer. Le journal officiel devant comporter les règlements et les lois ne court pas les kiosques à journaux. Et quand bien même il est disponible, on n'y trouverait que les mesures récentes alors que celles dont l'existence remonte à l'année 1960 demeurent encore applicables.

Un effort a été fait en 1982 pour fusionner les textes fiscaux de base, la loi n° 64-35 du 31 décembre 1964 et l'ordonnance n° 2PR/MFE de 1966. Le Code Général des Impôts, issu de ce travail, a donc regroupé tous les textes fiscaux dans un document unique pour permettre aux professionnels et aux usagers d'avoir sous la main, l'ensemble de la législation fiscale. Une mise à jour annuelle devrait être effectuée pour intégrer les nouvelles mesures fiscales des lois de finances de l'année. Malheureusement celle-ci ne se fait pas de manière régulière. Cet état de choses ne permet pas aux usagers, étudiants, hommes de droit, hommes d'affaires, entrepreneurs et investisseurs de connaître aisément l'état du droit fiscal béninois.

Le Livre des procédures fiscales, fruit de l'extraction des dispositions procédurales du Code Général des Impôts en 2005, participant de la transparence dans l'action de l'administration fiscale, paraît désuet en raison de la non-évacuation de ces procédures dudit code et des modifications et suppressions successives de ses articles déjà transférés audit livre.

En attendant la refonte du Code Général des Impôts et du Livre des procédures fiscales dont la parution est imminente, nous prions les lecteurs de se reporter au Code Général des Impôts lorsque les dispositions sont manquantes au livre des procédures fiscales.



**LIVRE PREMIER
ASSIETTE ET LIQUIDATION DE L'IMPÔT
PREMIERE PARTIE
IMPÔTS D'ETAT**

TITRE PREMIER
IMPÔTS DIRECTS ET TAXES ASSIMILÉES
CHAPITRE I : IMPÔT SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES

SECTION I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

SOUS-SECTION 1 : PERSONNES ET REVENUS

IMPOSABLES

Article 1^{er}

Il est établi, au profit du budget de l'Etat, un impôt annuel unique sur les revenus des personnes physiques et assimilées. Cet impôt frappe le revenu net global du contribuable déterminé conformément aux dispositions de l'article 10 du présent Code.

Il est exigible de toute personne physique et assimilée dont le domicile fiscal est situé au Bénin.

Sont considérées comme personnes physiques assimilées, l'Etat, les communes, les établissements publics à caractère administratif, culturel ou scientifique, les associations, les ONG, etc., lorsqu'ils sont titulaires uniquement de revenus fonciers.

I. Personnes imposables

Article 2

Sont considérés, comme ayant leur domicile fiscal au Bénin :

- 1 - les personnes qui y possèdent une habitation à leur disposition à titre de propriétaires, d'usufruitiers ou de locataires, lorsque dans ce dernier cas, la location est conclue soit par convention unique, soit par conventions successives pour une période continue d'au moins une année ;
- 2 - les personnes qui exercent au Bénin une activité professionnelle, à moins qu'elles ne justifient que cette activité y est exercée à titre accessoire ;
- 3 - les personnes qui, sans disposer au Bénin d'une habitation, dans les conditions définies à l'alinéa 1^{er} du présent article, ont néanmoins au Bénin le lieu de leur séjour principal ou le centre de leurs intérêts ;
- 4 - les personnes se trouvant en congé hors du Bénin au 1^{er} janvier de l'année d'imposition, et pour lesquelles le Bénin demeure la résidence qu'elles avaient en raison de leurs fonctions, avant leur départ en congé ;
- 5 - les fonctionnaires ou agents de l'Etat exerçant leurs fonctions ou chargés de mission dans un pays étranger, s'ils ne sont pas soumis dans ce pays, à un impôt personnel sur l'ensemble de leurs revenus.

Article 3

Sous réserve des dispositions des conventions internationales visant à éliminer la double imposition, les personnes physiques dont le domicile fiscal est situé au Bénin sont, quelle que soit leur nationalité, soumises à l'impôt sur le revenu sur l'ensemble de leurs revenus de source béninoise comme de source étrangère.

Quelle que soit leur nationalité, les personnes physiques non domiciliées au Bénin sont, sous réserve des dispositions des conventions internationales visant à éliminer la double imposition, passibles de l'impôt sur le revenu en raison des revenus de source béninoise dont elles disposent.

Article 4

L'impôt sur le revenu des personnes physiques est également exigible :

- 1 - de toute personne qui transfère en cours d'année son domicile au Bénin ou hors du Bénin. Dans ce cas, l'impôt est établi dans les conditions fixées aux articles 126 et 127 du présent Code ;
- 2 - des personnes de nationalité béninoise ou étrangère qui, ayant ou non une résidence habituelle au Bénin recueillent des bénéfices ou des revenus dont l'imposition est attribuée, au Bénin par une convention internationale.

II. Revenus imposables

Article 5

Nonobstant les dispositions de l'article 2 ci-dessus, les associés des sociétés en nom collectif et ceux des sociétés en commandite simple sont, lorsque ces sociétés n'ont pas opté pour le régime fiscal des sociétés de capitaux, personnellement soumis à l'impôt sur le revenu pour la part de bénéfices sociaux correspondant à leurs droits dans la société.

Il en est de même, sous les mêmes conditions :

- a. de l'associé unique, personne physique de la société anonyme et de la société unipersonnelle à responsabilité limitée ;
- b. des membres des sociétés civiles qui ne revêtent pas, en droit ou en fait, l'une des formes assimilées aux sociétés de capitaux et qui ne se livrent pas à une exploitation ou à des opérations visées aux articles 13 et 14 du présent Code ;

- c. des membres des sociétés en participation, y compris les syndicats financiers qui sont indéfiniment responsables et dont les noms et adresses ont été indiqués à l'Administration ;
- d. des indivisaires, des membres des sociétés de fait et des membres des groupements d'intérêt économique.

Article 6

- 1 - Sont considérés comme revenus de source béninoise :
 - a. les revenus d'immeubles sis au Bénin ou de droits relatifs à ces immeubles ;
 - b. les revenus d'exploitations industrielles, commerciales, artisanales, agricoles, forestières ou minières sises au Bénin ;
 - c. les revenus tirés d'activités professionnelles, salariées ou non, exercées au Bénin ou d'opérations à caractère lucratif au sens de l'article 40 ci-après et réalisées au Bénin ;
 - d. les revenus de valeurs mobilières béninoises et de tous autres capitaux placés au Bénin ;
 - e. les produits tirés d'opérations définies à l'article 14 du présent Code, lorsqu'ils sont relatifs à des fonds de commerce exploités au Bénin, ainsi qu'à des immeubles situés au Bénin, à des droits immobiliers s'y rapportant ou à des actions et parts de sociétés dont l'actif est constitué principalement par de tels biens et droits.
- 2- Sont également considérés comme des revenus de source béninoise, lorsque le débiteur des revenus a son domicile fiscal ou est établi au Bénin :
 - a. les produits définis à l'article 40 ci-après et perçus par les inventeurs ou au titre de droits d'auteur, ainsi que tous les produits tirés de la propriété industrielle ou commerciale et de droits assimilés ;
 - b. les sommes payées en rémunération des prestations de toute nature fournies ou utilisées au Bénin. Une prestation est fournie au Bénin lorsqu'elle y est matériellement exécutée. Une prestation est utilisée au Bénin si le lieu de l'utilisation effective de la prestation se situe au Bénin.

SOUS-SECTION 2 : EXONERATIONS

Article 7

Sont exonérés de l'impôt :

- 1 - Supprimé ;
- 2 - les agents diplomatiques et consulaires de nationalité étrangère, mais seulement dans la mesure où les pays qu'ils représentent, concèdent des avantages analogues au personnel diplomatique et consulaire béninois, et exclusivement pour les revenus de l'exercice de leurs

fonctions diplomatiques ou consulaires.

SOUS-SECTION 3 : LIEU D'IMPOSITION

Article 8

Si le contribuable a une résidence unique, l'impôt est établi au lieu de cette résidence. Si le contribuable possède plusieurs résidences au Bénin, il est assujéti à l'impôt au lieu où il est réputé posséder son principal établissement ou sa principale résidence.

Le lieu du principal établissement est celui où réside l'intéressé de façon effective et habituelle sans qu'il y ait à se préoccuper du fait que le logement dont il dispose soit ou non sa propriété, qu'il corresponde ou non à son domicile civil ou au lieu d'exercice de sa profession ou même qu'il soit loué au nom d'un tiers.

Toutefois, pour le contribuable disposant de revenus autres que salariaux, l'impôt est établi au lieu où il est réputé posséder son principal établissement.

SOUS-SECTION 4 : REVENU GLOBAL

I. Revenu brut global

Article 9

L'impôt sur le revenu est établi d'après le montant total du revenu net annuel dont dispose le contribuable. Ce revenu net est déterminé eu égard aux professions qu'il exerce, aux traitements, salaires, revenus des capitaux mobiliers dont il jouit ainsi qu'aux bénéfices de toutes opérations lucratives auxquelles il se livre.

Le revenu brut global annuel servant de base à l'impôt sur le revenu des personnes physiques est déterminé en totalisant les bénéfices ou revenus nets des professions industrielles, commerciales, artisanales, agricoles, non commerciales et assimilées.

Les revenus autres que ceux visés à l'alinéa 2 du présent article font l'objet d'imposition et de prélèvements libératoires, conformément aux dispositions des articles 88, 89, 104, 116, 142 et 194 nouveau du présent Code.

N'entrent pas en compte pour la détermination des sommes passibles de l'impôt sur le revenu des personnes physiques :

- 1° les intérêts des bons du Trésor à échéance de trois ans au plus ou ceux dont l'exonération de l'impôt est accordée par décret ;
- 2° les lots, ainsi que les primes de remboursement attachés aux bons et obligations émis avec l'autorisation du Ministre chargé des finances ;
- 3° les lots de loteries organisées en République du Bénin.

II. Revenu net global

Article 10

Pour la détermination du revenu net global, les charges suivantes sont admises en déduction, lorsqu'elles n'entrent pas en compte pour l'évaluation des revenus nets catégoriels :

- 1 - les déficits affectant l'exercice de liquidation, en cas de cession ou de cessation d'entreprise, lorsque les pertes des trois années précédentes n'auraient pas pu être imputées sur le revenu catégoriel ;
- 2 - les versements volontaires pour la constitution de retraite, dans la limite de 5% du montant du revenu brut global, en ce qui concerne les personnes non salariées ;
- 3 - les primes d'assurances-vie, dans la limite de 5% du revenu brut global, le maximum de la déduction autorisée étant fixé à deux cent mille (200.000) francs, augmenté de vingt mille (20.000) francs par enfant à charge dans les conditions prévues au point 2 de l'article 142 du présent code.
- 4 - les dons, les libéralités et les versements effectués au profit d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général à caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social ou familial, reconnus d'utilité publique désignés par arrêté du ministre en charge des organisations de la société civile, dans la limite de 1% du revenu brut global, avant déduction des charges prévues au présent article ;
- 5 - les intérêts des emprunts à la charge du contribuable, pour l'acquisition, la conservation ou les réparations de son habitation principale située au Bénin, sous réserve de la production du tableau d'amortissement du prêt, certifié par l'organisme prêteur.

Article 11

Ne constituent pas des charges déductibles du revenu brut global, l'impôt sur le revenu des personnes physiques, les majorations de droit pour défaut ou inexactitude de déclarations et les majorations de droit pour infraction aux règles applicables en matière de recouvrement.

III. Modalités d'imposition

Article 12

Supprimé par la loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant loi de finances pour la gestion 2020

SECTION II : DETERMINATION DES BENEFICES OU DES REVENUS NETS CATEGORIELS

Sous-section 1 : Bénéfices industriels, commerciaux, artisanaux et agricoles

I. Champ d'application

A. Bénéfices et personnes imposables

Article 13

Sont considérés comme bénéfices industriels et commerciaux, les bénéfices réalisés par les personnes physiques provenant de l'exercice d'une profession industrielle et commerciale.

Il en est de même des bénéfices réalisés par les concessionnaires de mines, par les amodiataires et sous-amodiataires de concessions minières, par les titulaires de permis d'exploitation de mines et par les adjudicataires, concessionnaires et fermiers de droits communaux.

Article 14

Présentent également le caractère de bénéfices industriels et commerciaux pour l'application de l'impôt sur le revenu, les bénéfices réalisés par les personnes physiques qui :

- 1 - donnent en location un établissement commercial et industriel muni du matériel ou du mobilier nécessaire à son exploitation, que la location comprenne ou non tout ou partie des éléments incorporels du fonds de commerce ou d'industrie ;
- 2 - se livrent à des opérations d'intermédiaires pour l'achat ou la vente des immeubles ou des fonds de commerce ou qui habituellement, achètent en leur nom les mêmes biens en vue de les revendre ;
- 3 - procèdent au lotissement et à la vente de terrains leur appartenant ;
- 4 - louent ou sous-louent des locaux meublés ;
- 5 - travaillent chez elles, soit à la main soit à l'aide de la force motrice, que les instruments de travail soient ou non leur propriété, lorsqu'elles opèrent exclusivement à façon, pour le compte d'industriels ou de commerçants, avec des matières premières fournies par ces derniers, et lorsqu'elles n'utilisent pas d'autre concours que celui de leur conjoint, de leur père et mère, de leurs enfants et petits-enfants, d'un compagnon et d'un apprenti de moins de dix-huit (18) ans, avec lequel un contrat régulier d'apprentissage a été passé.

Article 15

Les professions artisanales sont celles des contribuables qui exercent, pour leur propre compte, une activité manuelle et qui tirent leur profit de la rémunération de leur propre travail.

Article 16

Sont considérés comme bénéfiques de l'exploitation agricole, les bénéfices réalisés par les agriculteurs, les planteurs, les éleveurs et les pêcheurs.

Ces bénéfiques sont notamment, ceux qui proviennent de la production forestière même si les propriétaires se bornent à vendre les coupes de bois sur pied.

Ils comprennent également les produits des exploitations agricoles, avicoles, piscicoles, ostréicoles, mytilicoles et conchylicoles ainsi que les profits réalisés par les chercheurs et obtenteurs de nouvelles variétés végétales.

Article 17

Lorsque les agriculteurs vendent en même temps que les produits de leur propre exploitation des produits achetés, les profits réalisés sur la vente de ces derniers relèvent de la catégorie des bénéfiques industriels et commerciaux. De même, les contribuables ne participant pas eux-mêmes à la culture des produits ou à l'élevage des animaux qu'ils vendent, réalisent à raison de ces ventes des profits de nature commerciale.

Les profits que les agriculteurs retirent de la vente des produits de leurs récoltes doivent être assujettis à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéfiques industriels et commerciaux lorsque les ventes sont réalisées dans une installation commerciale permanente agencée pour la vente au détail ou à l'aide d'un personnel spécialisé.

De même, les profits réalisés par les cultivateurs qui font subir des transformations aux produits qu'ils récoltent eux-mêmes sont considérés comme des bénéfiques industriels et commerciaux.

Article 18

Les traitements, remboursements forfaitaires de frais et toutes autres rémunérations sont soumis à l'impôt sur le revenu au nom de leurs bénéficiaires, s'ils sont admis en déduction des bénéfices soumis à l'impôt sur les sociétés par application de l'article 154, même si les résultats de l'exercice social sont déficitaires, lorsqu'ils sont alloués :

1 - aux gérants majoritaires des sociétés à responsabilité limitée ;

2 - aux gérants des sociétés en commandite simple ;

3 - aux associés des sociétés de personnes, aux membres des sociétés en participation et à l'associé unique, personne physique de la société anonyme et de la société à responsabilité limitée, lorsque ces sociétés ont opté pour l'impôt sur les sociétés.

B. Exonérations**Article 19**

Sont exonérés de l'impôt sur le revenu des personnes physiques :

- les plus-values dégagées lors des cessions de valeurs mobilières et perçues par des particuliers ;
- les revenus générés par les fonds déposés en gestion pour une durée minimale de trois ans auprès des entreprises de capital-risque;
- les revenus des entreprises individuelles d'agriculture, de pêche et d'élevage pour la vente des produits de leur propre exploitation, au sens des articles 15, 16 et 17 du présent Code ;
- les revenus des peintres, sculpteurs, graveurs, dessinateurs et autres personnes considérées comme artistes et ne vendant que le produit de leur art.

II. Détermination du résultat imposable**A. Principe général****Article 20**

L'impôt est établi chaque année sur les bénéfices réalisés l'année précédente.

Les contribuables sont tenus d'arrêter chaque année leurs comptes à la date du 31 décembre, sauf en cas de cession ou de cessation d'activités en cours d'année.

Les entreprises nouvelles, créées antérieurement au 30 juin, sont tenues d'arrêter leur premier exercice comptable au 31 décembre de la même année. Celles créées postérieurement au 30 juin, peuvent arrêter leur premier exercice comptable au 31 décembre de l'année suivante. Le cas échéant, l'impôt est établi sur les bénéfices réalisés au cours de cette période.

Article 21

1 - Le bénéfice imposable est le bénéfice net, déterminé d'après le résultat d'ensemble des opérations de toute nature effectuées par les contribuables, y compris notamment les cessions d'éléments quelconque de l'actif, soit en cours ou en fin d'exploitation.

2 - Le bénéfice net est constitué par la différence entre les

valeurs de l'actif net à la clôture et à l'ouverture de la période dont les résultats doivent servir de base à l'impôt, diminuée des suppléments d'apports et augmentée des prélèvements effectués au cours de cette même période par l'exploitant ou par les associés.

L'actif net s'entend de l'excédent des valeurs d'actif sur le total formé au passif par les créances des tiers, les amortissements et les provisions justifiées.

2° bis : Pour l'application des points 1° et 2°, les produits correspondants à des créances sur la clientèle ou à des versements reçus à l'avance en paiement du prix sont rattachés à l'exercice au cours duquel intervient la livraison des biens pour les ventes ou opérations assimilées et suivant l'avancement des prestations pour les fournitures de services.

Toutefois, ces produits doivent être pris en compte :

- a- pour les prestations continues rémunérées notamment par des intérêts ou des loyers et pour les prestations discontinues mais à échéances successives sur plusieurs exercices, au fur et à mesure de l'exécution ;
- b- pour les travaux d'entreprise donnant lieu à réception complète ou partielle, suivant l'avancement des travaux.

La livraison au sens du premier alinéa s'entend de la remise matérielle du bien même si le contrat comporte une clause de réserve de propriété.

Dans tous les cas, la constatation du produit ne peut être postérieure à l'établissement d'une facture totale ou partielle.

3 - Pour l'application des points 1 et 2 ci-dessus, les stocks doivent être évalués au prix de revient ou au cours du jour de la clôture de l'exercice, si ce cours est inférieur au prix de revient. Les travaux en cours sont évalués au prix de revient.

Les écarts de conversion des devises ainsi que des créances et dettes libellées en monnaies étrangères par rapport aux montants initialement comptabilisés sont déterminés à la clôture de chaque exercice en fonction du dernier cours de change et pris en compte pour la détermination du résultat imposable de l'exercice.

4 Le bénéfice est établi sous déduction de toutes charges remplissant les conditions suivantes :

- a. être exposées dans l'intérêt direct de l'exploitation ou se rattacher à la gestion normale de l'entreprise;
- b. correspondre à une charge effective et être appuyées de justifications suffisantes ;
- c. être appuyées de factures normalisées justificatives ou de documents en tenant lieu, émis dans les conditions fixées

par l'article 162 bis du Code général des impôts, sous réserve des dérogations expresses accordées pour certaines activités par le Directeur Général des Impôts;

d. être ventilées sur la base de justification suffisantes attestant la détermination de la part rattachée à l'activité, lorsqu'il s'agit de dépenses à caractère mixte engagées par une entreprise individuelle, sous peine d'une évaluation administrative de la part professionnelle à 30% desdites dépenses mixtes ;

e. se traduire par une diminution de l'actif net de l'entreprise ;

f. être comprises dans les charges de l'exercice au cours duquel elles ont été engagées ;

g. concourir à la formation d'un produit non exonéré de l'impôt assis sur le bénéfice

5 - Les charges visées au point 4 ci-dessus comprennent notamment :

a. les frais généraux de toute nature, les dépenses de personnel, de main-d'œuvre, le loyer des biens meubles et immeubles dont l'entreprise est locataire, le loyer versé par le crédit-preneur pour la partie représentant les charges d'intérêts.

a.1. S'agissant des rémunérations, celles allouées au personnel constituent une charge de l'exercice au cours duquel la dépense correspondante a été engagée.

Par suite, les dépenses de l'espèce non encore réglées à la clôture d'un exercice ne peuvent être déduites des résultats dudit exercice qu'à la condition que l'entreprise ait pris à l'égard des salariés des engagements fermes quant au principe et au mode de calcul des sommes dues.

Ces dépenses sont comptabilisées sous forme de frais à payer lorsque leurs montants sont exactement connus ou dans le cas contraire sous forme de provision correspondant à leurs montants probables.

L'indemnité légale pour congés payés revêt, d'un point de vue fiscal, le caractère d'un salaire de substitution qui constitue une charge normale de l'exercice au cours duquel le salarié prend le congé correspondant.

Les entreprises doivent donc réintégrer dans le bénéfice de l'exercice, la provision constituée à la clôture dudit exercice pour tenir compte des droits acquis à cet égard par le personnel. Si la charge des congés payés correspondant à la période de référence connue à la clôture de l'exercice a été comptabilisée en frais à payer, la somme correspondante doit également être réintégrée pour l'assiette de l'impôt.

a.2. Toutefois, les rémunérations ne sont admises en

déduction des résultats que dans la mesure où elles correspondent à un travail effectif et ne sont pas excessives eu égard à l'importance du service rendu.

Cette disposition s'applique à toutes les rémunérations directes ou indirectes, y compris les indemnités, allocations, avantages en nature et remboursements de frais.

Les rémunérations qui sont exclues des charges en vertu de ce principe, sont considérées pour l'imposition du bénéficiaire comme des revenus mobiliers si elles sont versées par une entreprise passible de l'impôt sur les sociétés ou comme des bénéfices non commerciaux si elles sont versées par une entreprise dont l'exploitant est passible de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

a.3. Les prélèvements que les exploitants individuels effectuent sur leurs recettes professionnelles à titre de rémunération de leur travail personnel sont exclus des charges déductibles. Il en est de même des dépenses exposées dans l'intérêt personnel de l'exploitant.

Toutefois, le salaire du conjoint de l'exploitant participant effectivement à l'exploitation peut être admis en déduction à la condition que ce salaire ne soit pas anormalement élevé et ait donné lieu au versement des cotisations relevant du régime de sécurité sociale et subisse les retenues fiscales à la source.

Les rémunérations allouées aux autres membres de la famille de l'exploitant sont déductibles dans les conditions normales dès lors qu'elles sont réellement versées et correspondent à un travail effectif ;

b. les frais financiers, y compris ceux relatifs à la redevance de crédit-bail, sont déductibles, dès lors qu'ils répondent aux conditions générales de déduction des charges de l'entreprise exposées au point 4 du présent article. Toutefois :

- les intérêts échus sur emprunt sont déductibles du bénéfice soumis à l'impôt à condition que les engagements auxquels ils se rapportent ne soient en souffrance, au sens de l'instruction n° 026-11-2016 du 15 novembre 2016 de la BCEAO ;

- les intérêts des capitaux engagés par l'exploitant et les sommes de toute nature versées à titre de rémunération des fonds propres de l'entreprise, qu'ils soient capitalisés ou mis en réserve, ne sont pas admis en déduction du bénéfice soumis à l'impôt;

c. les impôts à la charge de l'entreprise mis en recouvrement au cours de l'exercice à l'exception de l'impôt sur le revenu, ainsi qu'éventuellement de l'impôt sur les sociétés.

Si des dégrèvements sont ultérieurement accordés sur les impôts déductibles, leur montant entre dans les recettes de l'exercice au cours duquel l'exploitant est avisé de ces dégrèvements ;

d. les primes d'assurance relatives aux Indemnités de Fin de Carrière (IFC), à condition que :

d.1. le versement de la prime relève d'une obligation prévue par la législation sociale en vigueur au Bénin ;

d.2. le contrat d'assurance présente un caractère général, c'est-à-dire concerne l'ensemble du personnel ou une ou plusieurs catégories déterminées de ce personnel;

d.3. la prime soit versée à une compagnie d'assurances installée en République du Bénin ;

d.4. l'entreprise qui a versé la prime d'assurances relative aux indemnités de fin de carrière ne conserve ni la propriété, ni la libre disposition des fonds ;

e. les dépenses d'études et de prospection exposées en vue de l'installation à l'étranger d'un établissement de vente, d'un bureau d'études ou d'un bureau de renseignements ainsi que les charges visées dans le présent article, supportées pour le fonctionnement dudit établissement ou bureau pendant les trois premiers exercices, peuvent être admises en déduction pour la détermination du bénéfice net imposable afférent à ces trois exercices.

Les sommes déduites des bénéfices par application de l'alinéa précédent devront faire l'objet d'un relevé spécial détaillé, annexé à la déclaration annuelle dont la production est prévue à l'article 33 du présent Code.

Elles seront rapportées par fractions égales aux bénéfices imposables des cinq exercices consécutifs à partir du quatrième suivant celui de la création de l'établissement ou du bureau ;

f. les frais de recherches, redevances, rémunérations d'intermédiaires et honoraires sont déductibles lorsqu'ils remplissent les conditions générales de déductibilité.

Toutefois, les frais d'assistance technique, comptable et financière, les frais d'études, les frais de siège et autres frais assimilés, les commissions aux bureaux d'achat versés par des entreprises exerçant au Bénin, à des personnes physiques ou morales non installées au Bénin ne sont admis en déduction du bénéfice imposable qu'à la condition supplémentaire de ne pas être excessifs et présenter le caractère d'un transfert indirect de bénéfice.

Dans tous les cas, ils ne sont déductibles que dans la limite de 5 % du bénéfice imposable avant déduction des frais en cause.

En cas de déficit, cette disposition s'applique sur les

résultats du dernier exercice bénéficiaire non prescrit.

g. Le montant des transactions, amendes, confiscations, pénalités et sanctions de toute nature mis à la charge des contrevenants à la législation fiscale, douanière et sociale, à la réglementation régissant les prix, le contrôle des changes et d'une manière générale aux lois et règlements de l'Etat, n'est pas admis en déduction des bénéfices soumis à l'impôt ;

h. Les amortissements linéaires réellement comptabilisés dans la limite de ceux qui sont admis d'après les usages de chaque nature d'industrie, de commerce ou d'exploitation.

Alinéa 2 : abrogé

Toutefois, est exclu des charges déductibles pour l'établissement de l'impôt, l'amortissement des voitures de tourisme, pour la fraction de leur prix d'acquisition qui dépasse vingt-cinq millions (25.000.000) de francs. Cette limite s'applique à l'ensemble des véhicules immatriculés dans la catégorie des voitures particulières lorsque l'exploitation desdits véhicules ne constitue pas l'objet principal du commerce ou de l'industrie.

La valeur d'entrée des biens est le coût d'acquisition déterminé conformément aux règles comptables. Toutefois, les charges non encore réelles, estimées, sont exclues de la base amortissable.

Ces charges non réelles, estimées à l'acquisition du bien, sont déductibles pour leur montant réel, à partir de l'exercice au cours duquel elles sont engagées. Cette déduction de charges est étalée de façon linéaire sur cinq (5) exercices consécutifs.

h.1. Sous réserve des dispositions ci-dessous, les entreprises sont autorisées à comptabiliser des amortissements pratiqués suivant les modes accéléré et dégressif.

h.1.1. Amortissements accélérés.

Peuvent faire l'objet d'un amortissement accéléré, les matériels et outillages neufs remplissant la double condition :

- d'être utilisés exclusivement pour les opérations industrielles de fabrication, de manutention, d'hôtellerie, de téléphonie, de transport ou d'exploitation agricole ;
- d'avoir une durée de vie supérieure à cinq (5) ans.

Pour ces matériels et outillages, le montant de la première annuité d'amortissement, calculé d'après leur durée d'utilisation normale, pourra être doublé, cette durée étant alors réduite d'une année.

h.1.2. Amortissements dégressifs

Les entreprises imposées d'après le régime du bénéfice réel

peuvent amortir, suivant le système dégressif, leurs matériels et outillages neufs.

Le taux dégressif est obtenu par l'affectation au taux d'amortissement linéaire d'un coefficient fixé en fonction de la durée de vie du bien, comme ci-après :

- 1,5 lorsque la durée normale d'utilisation du bien est de trois (03) ou quatre (04) ans;
- 2,0 lorsque cette durée normale est de cinq (05) ou six (06) ans ;
- 2,5 lorsque cette durée normale est supérieure à six (06) ans.

Le montant de la première annuité d'amortissement dégressif est déterminé en appliquant au prix de revient de l'immobilisation le taux utilisable tel que défini ci-dessus.

Le point de départ du calcul de l'amortissement dégressif est constitué par le premier jour du mois d'acquisition ou de création du bien.

Les annuités suivantes se calculent en appliquant le pourcentage d'amortissement retenu au prix de revient du bien diminué du montant des annuités précédentes.

Lorsque l'annuité dégressive pour un exercice devient inférieure au rapport valeur résiduelle/nombre d'années restant à courir, l'entreprise peut alors pratiquer un amortissement égal à ce rapport.

Un tableau spécial des immobilisations faisant l'objet d'un amortissement dégressif doit être produit lors de la déclaration annuelle des résultats.

h.1.3. Sont exclus du bénéfice de l'amortissement dégressif les immobilisations autres que les matériels et outillages, les matériels et outillages qui sont déjà usagés au moment de leur acquisition, les matériels et outillages dont la durée de vie est inférieure à trois (03) ans ainsi que ceux acquis ou fabriqués par elles antérieurement au 1er janvier 2011.

h.2. Les biens donnés en location dans le cadre d'une opération de crédit-bail sont obligatoirement amortissables sur la durée normale d'utilisation du bien chez le crédit-preneur.

h.3. Les taux d'amortissements généralement admis par l'Administration sont fixés par arrêté du ministre chargé des Finances.

i. les provisions constituées en vue de faire face à des pertes ou charges déductibles, nettement précisées, que les événements en cours rendent probables et qui ont leur origine dans l'exercice en cause, à condition qu'elles aient été effectivement constatées dans les écritures de l'exercice avant l'expiration du délai de l'article 33 du présent Code et qu'elles aient également figuré au relevé des provisions

prévues à l'article 34 ci- après.

Des décrets fixent les règles d'après lesquelles des provisions pour fluctuations des cours peuvent être retranchées des bénéfices des entreprises dont l'activité consiste essentiellement à transformer directement des matières premières acquises sur les marchés internationaux ou des matières premières acquises sur le marché national et dont les prix sont étroitement liés aux variations des cours internationaux.

i.1. Les provisions techniques constituées par les compagnies d'assurance IARD, notamment les provisions pour annulation de primes et les provisions pour sinistres tardifs, à condition :

- qu'elles aient été déterminées conformément à la méthode de la cadence recommandée par la CIMA dans ses circulaires n°00229/CIMA/CRCA/PDT/2005 du 24 octobre 2005 relative aux provisions pour annulation de primes et n°00230/ CIMA/CRCA/PDT/2005 du 24 octobre 2005 relative aux provisions pour sinistres tardifs ;

- que les bases statistiques utilisées soient représentées à toute réquisition de l'inspecteur chargé de l'assiette ou du contrôle.

i.2. Les provisions pour dépréciation de créances constituées par les banques et établissements financiers en application des normes prudentielles édictées par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), à condition qu'elles ne soient pas cumulées avec des provisions déterminées forfaitairement et sous réserve de l'exercice du droit de communication et du droit de contrôle de l'Administration.

i.3. Les provisions qui, en tout ou partie, reçoivent un emploi non conforme à leur destination ou deviennent sans objet au cours d'un exercice ultérieur, sont rapportées au résultat dudit exercice. Lorsque le rapport n'a pas été effectué par l'entreprise elle-même, l'Administration peut procéder aux redressements nécessaires dès qu'elle constate que les provisions sont devenues sans objet, dans ce cas, ces provisions sont, s'il y a lieu, rapportées aux recettes du plus ancien des exercices soumis à vérification.

Nonobstant les redressements prévus à l'alinéa précédent, les excédents de provisions pour annulation de primes ou de provisions pour sinistres tardifs, ainsi que ces mêmes provisions devenues sans objet, donnent lieu au paiement par la société d'assurance, d'une taxe spéciale au taux de 5%.

j. les pertes se rapportant aux créances accordées par les établissements de crédit dans le respect des règles

prudentielles de la profession, classées douteuses ou litigieuses, conformément aux dispositions du Plan Comptable Bancaire Révisé (PCB-R) et non recouvrées au terme du cinquième exercice comptable, à compter de leur transfert en créances douteuses ou litigieuses.

Ne sont pas concernées, les créances sur l'Etat, les organismes publics et celles accordées aux parties liées au sens de la réglementation bancaire.

La déductibilité des pertes prévue à l'alinéa 1 du présent point ne fait pas obstacle à l'exercice du droit de contrôle des établissements de crédit par l'administration fiscale.

L'établissement de crédit doit assurer le suivi des créances de manière à préserver les droits de contrôle et à l'information de l'administration fiscale.

Les créances jugées irrécouvrables ainsi que celles passées en pertes, conformément aux règles prévues par le PCB-R, doivent faire l'objet d'un état détaillé indiquant l'identité du débiteur, la date d'octroi du prêt ou du crédit, le montant initial, le montant restant à recouvrer, le montant passé en perte, la nature et la valeur de la garantie, la date du transfert de la créance et l'étape de la procédure de recouvrement. L'état détaillé est joint à la déclaration annuelle de résultat.

Les pertes portant sur des créances pour lesquelles aucune action de recouvrement n'a été menée, ainsi que celles pour lesquelles les actions de recouvrement bien qu'ayant été entamées ont été abandonnées sans échec constaté par un officier ministériel, soit parce qu'il est survenu un accord de règlement partiel amiable entre le créancier et son débiteur, soit pour toute autre raison résultant de la volonté délibérée de la banque de mettre un terme aux poursuites, doivent faire l'objet de réintégration dans le résultat imposable à l'impôt sur les sociétés de l'exercice concerné.

6- Les charges de toute nature de montants supérieurs ou égaux à cent mille (100 000) francs CFA doivent être réglées par chèque ou virement bancaire ou postal. A défaut, l'entreprise est astreinte au paiement de l'amende prévue à l'article 1096 quater du présent code.

Article 22

Le bénéfice imposable est obtenu en déduisant du bénéfice net total déterminé comme il est dit aux articles précédents, le revenu net des valeurs et capitaux mobiliers figurant à l'actif de l'entreprise et atteints par l'impôt sur le revenu au Bénin ou dans un État lié ou non avec le Bénin par une Convention visant l'élimination des doubles impositions, ou exonérés de cet impôt par les textes en vigueur dans les

conditions et sous les réserves ci-après :

Au montant de ce revenu est imputée une quote-part des frais et charges fixée forfaitairement à 30% de ce montant en ce qui concerne les revenus autres que les produits des titres émis par les Etats membres de l'UEMOA, les collectivités publiques et leurs démembrements.

Les dispositions de l'alinéa 1 ci-dessus s'appliquent également au revenu net des participations reçues par la holding ou société mère.

Sont exclus de la déduction ci-dessus, les produits des prêts non représentés par des titres négociables, ainsi que les produits des dépôts et comptes courants, lorsqu'ils sont encaissés par et pour le compte des banquiers ou d'établissements de gestion de valeurs mobilières, ainsi que des sociétés et compagnies autorisées par le Gouvernement à faire des opérations de crédit foncier.

B. Régime des plus-values

Article 23

Par dérogation aux dispositions du point 1 de l'article 21 du présent Code, les plus-values provenant de la cession, en cours d'exploitation, d'éléments de l'actif immobilisé, ne sont pas comprises dans le bénéfice imposable de l'exercice au cours duquel elles ont été réalisées, si dans la déclaration des résultats dudit exercice, le contribuable prend l'engagement de réinvestir en immobilisation dans ses entreprises au Bénin avant l'expiration d'un délai de trois ans à partir de la clôture de l'exercice, une somme égale au montant de ces plus-values ajoutées au prix de revient des éléments cédés. Pour l'application des dispositions qui précèdent, les valeurs constituant le portefeuille sont considérées comme faisant partie de l'actif immobilisé lorsqu'elles sont entrées dans le patrimoine de l'entreprise cinq ans avant la date de la cession.

D'autre part, sont assimilées à des immobilisations les acquisitions d'actions ou de parts ayant pour effet d'assurer à l'exploitant la pleine propriété de 30% au moins du capital d'une tierce entreprise sise au Bénin.

Si le réemploi est effectué dans le délai prévu ci-dessus, les plus-values distraites du bénéfice imposable viennent en déduction du prix de revient des nouvelles immobilisations, soit pour le calcul des amortissements s'il s'agit d'éléments d'actif amortissables, soit pour le calcul des plus-values réalisées ultérieurement. Dans le cas contraire, elles sont rapportées au bénéfice imposable de l'exercice au cours duquel a expiré le délai ci-dessus.

Si le contribuable vient à cesser sa profession ou à céder

son entreprise au cours du délai ci-dessus, les plus-values à réinvestir seront immédiatement taxées.

Article 24

Dans le cas de décès de l'exploitant, la taxation de la plus-value du fonds de commerce (éléments corporels et incorporels) est, lorsque l'exploitation est continuée par les héritiers en ligne directe ou par le conjoint, reportée au moment de la cession ou de la cessation de l'exploitation par ces derniers, à condition qu'aucune augmentation ne soit apportée aux évaluations des éléments de l'actif figurant au dernier bilan établi par le défunt.

Cette disposition reste applicable lorsque, à la suite du partage de la succession, l'exploitation est poursuivie par le ou les héritiers en ligne directe ou par le conjoint attributaire du fonds, de même que dans le cas où les héritiers en ligne directe et le conjoint constituent exclusivement entre eux une société en nom collectif ou en commandite simple, à condition que les évaluations des éléments d'actif existant au décès ne soient pas augmentées à l'occasion du partage ou de la transformation de l'entreprise en société.

C. Régime des déficits

Article 25

En cas de déficit subi pendant un exercice, ce déficit est considéré comme une charge de l'exercice suivant et déduit du bénéfice réalisé pendant ledit exercice.

Si ce bénéfice n'est pas suffisant pour que la déduction puisse être intégralement opérée, l'excédent du déficit est reporté successivement sur les bénéfices des exercices suivants jusqu'au cinquième exercice qui suit l'exercice déficitaire.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables au déficit engendré par la déduction prévue à l'article 22 du présent code en ce qui concerne les produits des titres émis par les Etats membres de l'UEMOA.

Les modalités d'application de la présente disposition sont définies par voie réglementaire.

D. Cas particuliers des sociétés de personnes et des rémunérations des dirigeants de sociétés

Article 26

Le bénéfice des sociétés visées à l'article 5 est déterminé, dans tous les cas, dans les conditions prévues pour les exploitants individuels.

Article 27

Le montant imposable des rémunérations versées au premier alinéa de l'article 18 du présent Code est déterminé en déduisant du montant brut des rémunérations, les frais inhérents à leur activité et fixés forfaitairement à 30% desdites rémunérations.

III. Régimes d'imposition**Article 28**

Les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu des personnes physiques sont imposables suivant le régime du réel.

Sont au régime du réel, les entreprises qui réalisent pour un exercice, un chiffre d'affaires annuel supérieur à cinquante millions (50 000 000) de francs CFA.

Les entreprises imposées d'après le régime du réel dont le chiffre d'affaires s'abaisse en dessous du seuil visé supra, ne sont soumises au régime de la Taxe Professionnelle Synthétique prévu aux articles 1084-18 à 1084-48 du présent code, que lorsque cette baisse est constatée pendant deux (2) exercices consécutifs.

Article 29

Supprimé par la loi n°2014-25 du 23 décembre 2014 portant loi de finances pour la gestion 2015.

Article 30

Supprimé par la loi n°2014-25 du 23 décembre 2014 portant loi de finances pour la gestion 2015.

Article 31

Supprimé par la loi n°2014-25 du 23 décembre 2014 portant loi de finances pour la gestion 2015.

Article 32

Supprimé par la loi N°2018-39 du 28 décembre 2018 portant loi de finances pour la gestion 2019.

IV. Obligations des contribuables**Article 33**

Les contribuables relevant du régime du réel doivent souscrire avant le 1er mai de chaque année, une déclaration de leur bénéfice de l'année ou de l'exercice précédent.

Cette déclaration, accompagnée des états financiers, doit être remise à l'inspecteur des Impôts du lieu du siège social ou du principal établissement du contribuable au Bénin.

Si l'entreprise a été déficitaire, la déclaration du montant du

déficit est produite dans les mêmes conditions et délais.

Les déclarations prévues aux alinéas précédents du présent article peuvent être transmises par voie électronique.

Les entreprises bénéficiaires du code des investissements et d'autres régimes d'exonération sont soumises aux mêmes obligations que celles visées au premier alinéa du présent article.

Article 34

1 - Les contribuables visés à l'article précédent sont tenus de représenter à toute réquisition de l'inspecteur des impôts, les documents ayant servi à l'établissement de leur bénéfice de l'année ou de l'exercice précédent, notamment :

a. Les états financiers annuels comprenant le bilan, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie ainsi que les notes annexes, établis et présentés conformément aux dispositions des articles 25 à 34 de l'Acte Uniforme de l'OHADA du 25 janvier 2017 relatif au droit comptable et à l'information financière.

b. la liste détaillée par catégorie des frais généraux ;

c. le tableau des amortissements et des provisions constituées par prélèvement sur les bénéfices avec l'indication précise de l'objet de ces amortissements et provisions ;

d. un relevé des ventes des éléments figurant à l'actif du bilan.

2 - Ils doivent, en outre, joindre à leur déclaration un état rédigé en triple exemplaire faisant apparaître très distinctement les énonciations suivantes :

a. le chiffre d'affaires de l'exercice, ventilé :

- par nature des marchandises vendues, en distinguant les ventes en gros de celles en détail ;

- par nature de travaux effectués pour le compte des clients en distinguant les travaux d'installation des travaux de réparation ;

- par nature des profits divers ou accessoires réalisés ;

b. le montant des achats de l'exercice, ventilé par nature des marchandises achetées, frais de douane inclus ;

c. la valeur au prix de revient des stocks à l'ouverture et à la clôture de l'exercice, ventilée par nature des marchandises stockées ;

d. l'état du personnel et le montant des salaires payés durant l'exercice;

e. le montant des amortissements (dotations de l'exercice) ;

f. le montant net des résultats de l'exercice avant report

déficitaire et après report déficitaire

3 - Les fabricants, importateurs, grossistes et toutes entreprises effectuant des opérations de gros et demi-gros doivent adresser à la Direction Générale des Impôts :

a. avant le 1er avril de chaque année, la liste de leurs clients, comportant pour chacun d'eux :

- l'indication de l'identité et de l'adresse précise ainsi que le numéro de la boîte postale ;

- l'Identifiant Fiscal Unique (IFU) ainsi que le numéro d'inscription au registre du commerce, suivi du nom de la localité où est réalisée l'inscription ou le cas échéant la mention néant ;

- le montant total des achats effectués au cours de l'année précédente ;

- le montant total de la retenue à la source prélevé par le commerçant grossiste et reversé mensuellement à l'Administration dans les conditions définies ci-après ;

e. au plus tard le 10 de chaque mois, une déclaration du chiffre d'affaires global du mois précédent et du montant des prélèvements à la source effectués conformément aux dispositions des articles 168 et 170 du présent Code.

Cette déclaration, accompagnée du versement des prélèvements opérés pour le compte de l'Administration, est souscrite en deux exemplaires auprès de la Recette des Impôts.

4- Les entreprises qui sont sous la dépendance ou qui possèdent le contrôle d'entreprises établies hors de la République du Bénin au sens de l'alinéa 5 de l'article 37 et dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes ou l'actif brut est supérieur ou égal à un milliard (1.000.000.000) de francs sont tenues de souscrire, par voie électronique, une déclaration annuelle des prix de transfert dans le délai prévu à l'article 33 du présent Code.

Le contenu et le format de cette déclaration sont fixés par arrêté du ministre chargé des Finances.

Article 35

Les contribuables susvisés doivent, en outre, indiquer le nom et l'adresse du ou des comptables ou experts-comptables chargés de tenir leur comptabilité ou d'en déterminer ou contrôler les résultats généraux, en précisant si ces techniciens font ou non partie du personnel salarié de leur entreprise.

Ils peuvent joindre à leur déclaration les observations essentielles et les conclusions qui ont pu leur être remises par les experts-comptables, comptables agréés ou tous autres commissaires aux comptes, chargés par eux, dans

les limites de leur compétence, d'établir, contrôler ou apprécier leurs états financiers.

Article 36

1 - Le déclarant est tenu de représenter immédiatement à toute réquisition des inspecteurs chargés de l'assiette de l'impôt ainsi que des inspecteurs vérificateurs, tous documents comptables, à savoir: le livre-journal, le livre d'inventaire et en ce qui concerne les institutions financières, le registre des transferts, le tout coté, visé et paraphé par le président du Tribunal de Première Instance ou le juge compétent, les copies d'inventaires, copies de lettres, pièces de recettes et toutes autres pièces de nature à justifier la régularité des écritures et l'exactitude des résultats indiqués dans sa déclaration. Il est également exigé, des entreprises pour lesquelles la nomination de commissaires aux comptes est rendue obligatoire par l'acte uniforme de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) portant sur le droit des sociétés commerciales et groupements d'intérêt économique, la représentation du rapport final de ceux-ci. Tous ces documents doivent se trouver en permanence au Bénin sous peine des sanctions prévues à l'article 1085-E.

2 - Lorsque la comptabilité est informatisée, le déclarant est tenu de mettre en place des procédures qui permettent de satisfaire aux exigences de régularité, de sécurité, de permanence et de contrôle requises conformément aux dispositions des articles 22 et 67 de l'Acte Uniforme de l'OHADA du 26 janvier 2017 relatif au droit comptable et à l'information financière.

Le déclarant est tenu :

- à toute réquisition de l'inspecteur de mettre à sa disposition, les sources du logiciel utilisé;
- d'arrêter au plus tard à la fin du mois suivant, les opérations du mois précédent.

Si la comptabilité est tenue en une autre langue que le français, une traduction certifiée par un traducteur assermenté doit être présentée à toute réquisition de l'Administration.

3- Les entreprises de téléphonie installées au Bénin sont tenues de communiquer à l'Administration fiscale, sans demande préalable, dans les quinze (15) jours du mois suivant chaque trimestre civil, sur support magnétique ou sur support papier, un état comprenant les informations suivantes :

- les plans tarifaires ;

- les accords d'interconnexion avec les opérateurs locaux et extérieurs ;
- les accords de roaming ;
- la documentation sur les formats.

Toute décision de changement de paramètres dans les documents visés au point 3 ci-dessus, doit impérativement être notifiée à l'Administration fiscale par l'opérateur concerné, au moins quinze (15) jours avant la mise en œuvre des modifications des paramètres.

Ces entreprises sont tenues de communiquer à l'administration fiscale, à sa demande, sur support magnétique, un état comprenant les informations suivantes :

- les comptes rendus d'appels nationaux et internationaux (post payés, prépayés valorisés dont rechargements, interconnexion et roaming) ;

- les comptes rendus des transactions de rechargement.

4 - Les infractions aux dispositions du présent article ainsi qu'aux textes pris pour leur application sont sanctionnées conformément à l'article 1096 quater d du présent code.

Article 37

Pour l'établissement de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés dû par les entreprises qui sont sous la dépendance ou qui possèdent le contrôle d'entreprises situées hors de la République du Bénin au sens de l'alinéa 5 du présent article, les bénéfices indirectement transférés à ces dernières, soit par la majoration ou la diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen, sont incorporés aux résultats accusés par les comptabilités.

Les bénéfices indirectement transférés sont déterminés par comparaison avec ceux qui auraient été réalisés en l'absence de lien de dépendance ou de contrôle.

Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent également pour la détermination du bénéfice imposable en République du Bénin d'une personne morale exerçant son activité à la fois en République du Bénin et à l'étranger. Toutefois, pour déterminer le bénéfice d'un établissement stable en République du Bénin d'une personne morale étrangère, aucune déduction n'est admise pour les sommes qui seraient, le cas échéant, payées ou dues, à d'autres titres que le remboursement de frais encourus, par l'établissement stable au siège central de la personne morale ou à l'un quelconque de ses bureaux, comme redevances, honoraires ou autres paiements similaires, pour l'usage de brevets ou d'autres droits, ou comme commissions pour des services précis rendus ou pour une activité de direction ou, sauf dans le cas d'une entreprise

bancaire, comme intérêts sur des sommes prêtées à l'établissement stable.

La condition de dépendance ou de contrôle mentionnée à l'alinéa premier n'est pas exigée lorsque le transfert s'effectue avec des entreprises établies dans un Etat étranger ou dans un territoire situé hors de la République du Bénin dont le régime fiscal est privilégié, au sens de l'article 37 bis du présent Code.

Des liens de dépendance ou de contrôle sont réputés exister entre deux (2) entreprises :

- a) lorsque l'une détient, directement ou par personne interposée, la majorité du capital social ou des droits de vote de l'autre ou y exerce en fait le pouvoir de décision ;
- b) lorsqu'elles sont placées l'une et l'autre, dans les conditions définies au a), sous le contrôle d'une même entreprise ou d'une même personne.

En l'absence de réponse à la demande faite au contribuable en application de l'article 1085 ter 2 ou en cas d'absence de production ou de production partielle de la documentation prévue à l'article 1085 ter 2 bis du présent Code, les bases d'imposition concernées par la demande ou la mise en demeure sont évaluées par l'administration à partir des éléments dont elle dispose.

Article 37 bis

Les intérêts, arrérages et autres produits des obligations, créances, dépôts et cautionnements, les redevances de cession ou concession de licences d'exploitation, de brevets d'invention, de marques de fabrique, procédés ou formules de fabrication et autres droits analogues ou les rémunérations de services, payés ou dus par une personne physique ou morale domiciliée ou établie en République du Bénin à des personnes physiques ou morales qui sont domiciliées ou établies dans un Etat étranger ou un territoire situé hors de la République du Bénin et y sont soumises à un régime fiscal privilégié, ne sont admis comme charges déductibles pour l'établissement de l'impôt que si le débiteur apporte la preuve que les dépenses correspondent à des opérations réelles et qu'elles ne présentent pas un caractère anormal ou exagéré.

Pour l'application du premier alinéa, les personnes sont considérées comme soumises à un régime fiscal privilégié dans l'Etat ou le territoire considéré si elles n'y sont pas imposables ou si elles y sont assujetties à des impôts sur les bénéfices ou sur les revenus dont le montant est inférieur de plus de la moitié à celui de l'impôt sur les bénéfices ou sur les revenus dont elles auraient été

redevables dans les conditions de droit commun en République du Bénin, si elles y avaient été domiciliées ou établies.

Article 38

Les sociétés visées à l'article 5 du présent Code sont tenues aux obligations qui incombent normalement aux entreprises individuelles relevant du régime du réel.

Article 39

L'Inspecteur des Impôts vérifie les déclarations.

Il peut rectifier les déclarations en se conformant à la procédure prévue à l'article 1085-G du présent Code.

Sous-section 2 : Bénéfices des professions non commerciales

I. Bénéfices imposables

Article 40

Sont considérés comme provenant de l'exercice d'une profession non commerciale ou comme revenus assimilés aux bénéfices non commerciaux, les bénéfices des professions libérales, des charges et offices dont les titulaires n'ont pas la qualité de commerçant. Ces bénéfices comprennent également les revenus tirés de toutes occupations, exploitations lucratives et sources de profit ne se rattachant pas à une autre catégorie de bénéfices ou de revenus notamment :

- 1 - les produits des opérations de bourse effectuées à titre habituel par les particuliers ;
- 2 - les produits de droits d'auteurs perçus par les écrivains ou compositeurs qu'ils assurent ou non l'édition et la vente de leurs œuvres et par leurs héritiers ou légataires ;
- 3 - les produits perçus par les inventeurs au titre, soit de la concession de licences d'exploitation de leurs brevets, soit de la cession ou concession de marques de fabrique, procédés ou formules de fabrication ;
- 4 - les bénéfices réalisés par les greffiers titulaires de leur charge, abstraction faite des traitements et indemnités alloués par l'Etat qui sont imposés en tant que tels ;
- 5 - les revenus non dénommés et profits divers même occasionnels dès lors que leur source est susceptible de renouvellement. Il en est de même des subsides régulièrement versés par des tiers à certaines personnes et qui constituent pour celles-ci, dès lors qu'elles en disposent librement, des moyens habituels d'existence.

Sont toutefois exclus du champ d'application du présent article :

- 1° les gains retirés de la pratique des jeux de hasard ;
- 2° les plus-values dégagées lors des cessions des valeurs mobilières et perçues par les personnes physiques n'ayant pas la qualité de commerçant ;
- 3° les revenus générés par les fonds déposés en gestion pour une durée minimale de trois ans auprès des entreprises de capital-risque ;
- 4° les revenus des musiciens, comédiens et autres artistes pour leur prestation.

II. Détermination des bénéfices imposables

A. Principe général

Article 41

Le bénéfice imposable est constitué par l'excédent des recettes totales sur les dépenses nécessitées par l'exercice de la profession. Il tient compte des gains ou des pertes provenant soit de la réalisation des éléments d'actif affectés à l'exercice de la profession, soit des cessions de charges ou d'offices. Il tient compte également de toutes indemnités reçues en contrepartie de la cessation de l'exercice de la profession ou du transfert d'une clientèle.

Les dépenses de montants supérieurs ou égaux à cent mille (100.000) francs, doivent être réglées par chèque ou virement bancaire ou postal. A défaut, l'entreprise est astreinte au paiement de l'amende prévue à l'article 1096 quater du présent code.

Toutefois, si les dépenses ne sont pas ventilées sur la base de justifications suffisantes attestant la détermination de la part rattachée à l'activité, la part professionnelle est évaluée à 30% des dépenses à caractère mixte engagées par l'entreprise individuelle.

Les dépenses déductibles comprennent notamment :

- 1 - le loyer des locaux professionnels ; lorsque le contribuable est propriétaire des locaux affectés à l'exercice de sa profession, aucune déduction n'est apportée, de ce chef, au bénéfice imposable ;
- 2 - les amortissements effectués selon les règles applicables en matière de bénéfices industriels ou commerciaux ;
- 3 - les impôts professionnels du contribuable mis en recouvrement au cours de l'exercice, à l'exception de l'impôt sur le revenu. Si des dégrèvements sont ultérieurement accordés sur les impôts déductibles, leur montant entre dans les recettes de l'exercice au cours duquel le contribuable est avisé de ces dégrèvements.

Si pour une année déterminée, les dépenses déductibles dépassent les recettes, l'excédent est reporté sur les

bénéfices des années suivantes jusqu'à la cinquième inclusivement, dans les conditions prévues à l'article 25 du présent code.

Option pour la comptabilité d'engagement

Article 42

1 - A compter du 1er janvier 2011, et par dérogation aux dispositions de l'alinéa 1 de l'article 41, le bénéficiaire à retenir dans les bases de l'impôt sur le revenu peut, sur demande des contribuables, être constitué de l'excédent des créances acquises sur les dépenses mentionnées à l'alinéa 1 de l'article 41 et engagées au cours de l'année d'imposition.

2 - L'option doit être exercée avant le 30 novembre de l'année et prend effet pour compter du 1^{er} janvier de l'année suivante. Elle s'applique tant qu'elle n'a pas été dénoncée dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 32 du présent Code.

En cas de commencement d'activité en cours d'année, les contribuables qui entendent se placer sous le régime défini au premier alinéa pour la détermination du bénéfice de leur première année d'activité exercent l'option précitée dans les délais prévus pour le dépôt de la déclaration visée à l'article 44 du présent Code.

3 - Pour l'application des dispositions du point 1 du présent article, les recettes encaissées et les dépenses payées qui correspondent à des créances acquises ou à des dépenses engagées au cours d'une année antérieure à celle de l'option et au titre de laquelle le bénéfice était déterminé en application de l'article 41 ci-dessus sont respectivement ajoutées ou déduites du bénéfice de l'année de leur encaissement ou de leur paiement. Les avances, acomptes ou provisions encaissés et les acomptes sur dépenses payés au cours d'une année antérieure à l'application de l'article 41 du présent Code et au titre de laquelle le bénéfice était déterminé en application du présent article sont, lorsqu'il y a lieu, déduits du montant des créances acquises ou des dépenses engagées correspondantes.

4 - L'année au titre de laquelle le contribuable renonce à cette option et le cas échéant, les années suivantes, les dépenses payées et les recettes encaissées au cours des mêmes années qui correspondent à des dépenses engagées ou à des créances acquises au cours d'une année antérieure à celle de la renonciation à l'option et au titre de laquelle le bénéfice était déterminé en application de cet article sont respectivement ajoutées ou déduites du bénéfice imposable déterminé en application de l'article 41 du même code. Les avances, acomptes ou provisions encaissés et les acomptes

sur dépenses payés pendant la période de l'option et qui ne correspondaient pas à des créances acquises ou à des dépenses engagées sont ajoutés, selon le cas, au montant des recettes encaissées ou des dépenses payées au cours de l'année au titre de laquelle la renonciation à l'option prend effet.

III. Obligation des contribuables

Article 43

Les contribuables qui réalisent des bénéfices non commerciaux ou des revenus assimilés sont soumis selon le niveau annuel de leur chiffre d'affaires aux régimes d'imposition définis aux articles 28 et 1084-28 du présent code et sous les mêmes conditions.

Article 44

Les contribuables qui réalisent des bénéfices non commerciaux ou des revenus assimilés sont obligatoirement soumis, pour la détermination du bénéfice imposable, au régime de la déclaration contrôlée. Ils sont tenus d'adresser à l'agent chargé de l'assiette de l'impôt, avant le 1er mai de chaque année, une déclaration indiquant :

- 1- la nature de l'activité qu'ils exercent en précisant leur ancienneté dans la profession;
- 2- les services réguliers qu'ils assurent moyennant rémunération pour le compte d'entreprises ou de collectivités publiques et privées, le montant brut des recettes encaissées à ce titre de ces entreprises et collectivités ;
- 3- le montant brut de leurs autres recettes professionnelles ;
- 4- le montant brut des recettes qu'ils tirent éventuellement de toutes autres occupations, d'exploitations lucratives ou sources de profits ;
- 5- le montant de leurs loyers professionnels d'une part et personnels d'autre part ;
- 6- les états financiers pour les contribuables ayant opté pour la tenue d'une comptabilité d'engagement ou sur réquisition de l'inspecteur d'assiette ;
- 7- le chiffre exact de leur bénéfice net, appuyé de toutes les justifications nécessaires ;
- 8- le nombre de leurs employés et collaborateurs attitrés ou non ainsi que le total des salaires et honoraires qu'ils ont versés à ces employés ou collaborateurs attitrés ou non ;
- 9- le nombre, la situation et la valeur des immeubles, du matériel et des installations à usage personnel ou professionnel dont ils sont propriétaires ;

10- le nombre, la situation et la valeur des immeubles, du matériel et des installations à usage personnel ou professionnel dont ils sont locataires ;

11- la liste des personnes vivant dans leur foyer avec indication, éventuellement, des professions qu'elles exercent.

La déclaration prévue à l'alinéa précédent du présent article peut être transmise par voie électronique.

Article 45

Les sociétés civiles professionnelles non soumises à l'impôt sur les sociétés doivent produire la même déclaration que les contribuables exerçant à titre individuel.

Elles sont tenues en outre d'indiquer sur l'imprimé de déclaration, les nom, prénoms, adresse et qualité des associés, leur part en pourcentage dans les résultats de la société ou du groupement et le montant de la part du résultat net à prendre en considération pour le calcul de la base d'imposition.

Article 46

Les membres des professions libérales qui apportent leur collaboration à des confrères sans être placés vis-à-vis de ceux-ci en état de subordination sont considérés comme exerçant eux-mêmes une profession non commerciale. Ils relèvent en conséquence, à raison des revenus tirés de cette collaboration, de la catégorie des bénéfices non commerciaux.

Article 47

L'inspecteur des Impôts peut demander aux intéressés tous les renseignements susceptibles de justifier l'exactitude des chiffres déclarés. S'il juge ces renseignements insuffisants, l'Administration détermine le bénéfice imposable et engage la procédure prévue à l'article 1085-G du présent Code.

Article 48

Tous les contribuables sont tenus d'avoir un livre-journal coté et paraphé par le président du Tribunal d'Instance ou le juge compétent, servi au jour le jour, présentant le détail de leurs recettes et de leurs dépenses.

Ils sont tenus de délivrer des reçus tirés d'un carnet à souches indiquant le montant des honoraires versés par leurs clients ou consultants.

1 - Tous les contribuables sans exception sont tenus de présenter à toute réquisition de l'inspecteur des impôts, les documents ayant servi à la détermination de leur bénéfice

notamment :

- les états financiers annuels comprenant le bilan, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie ainsi que les notes annexes, établis et présentés conformément aux dispositions des articles 25 à 34 de l'Acte Uniforme de l'OHADA du 26 janvier 2017 relatif au droit comptable et à l'information financière;
 - la liste détaillée par catégorie des frais généraux ;
 - le tableau des amortissements et des provisions constitués par prélèvement sur les bénéfices avec l'indication précise de l'objet de ces amortissements et des provisions ;
 - l'état des intérêts payés au titre des créances, dépôts et cautionnements avec l'identité et l'adresse des bénéficiaires ;
 - les livres, registres et pièces de recettes.
- 2 - Les contribuables tenant leur comptabilité au moyen de systèmes informatisés sont soumis aux obligations prévues au point 2 de l'article 36 du présent Code.

Sous-section 3 : Traitements et salaires

I - Champ d'application

A. Revenus et personnes imposables

Article 49

1 - Sont imposables à l'impôt sur le revenu des personnes physiques dans la catégorie des traitements et salaires, les revenus provenant des traitements, émoluments et salaires publics ou privés, ainsi que les rétributions accessoires de toute nature.

2 - Les traitements, émoluments, salaires et rétributions accessoires sont imposables :

- a. lorsque le bénéficiaire est domicilié au Bénin alors même que l'activité rémunérée s'exerce hors du Bénin ou que l'employeur est domicilié ou établi hors du Bénin ;
- b. lorsque le bénéficiaire est domicilié hors du Bénin à la condition que l'activité rétribuée s'exerce au Bénin ou que l'employeur soit domicilié ou établi au Bénin.

B. Exonérations

Article 50

Sont affranchis de l'impôt :

- les traitements, émoluments, salaires et rétributions accessoires payés aux sportifs professionnels et artistes ;
- les indemnités de licenciement ;
- les allocations familiales, allocations d'assistance et majorations de salaires ou d'indemnités à caractère de prestation de sécurité sociale. Pour les salariés du secteur

privé, la portion de ces allocations ou majorations qui est située au-dessus du montant payable par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale aux fonctionnaires de même qualification, de même grade et de même situation matrimoniale, n'est pas affranchie de l'impôt ;

- les cotisations patronales versées par les employeurs dans le cadre d'un contrat collectif de prévoyance et de retraite complémentaire, dans la limite d'une fois et demie la part patronale de la cotisation retraite à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

- les rémunérations et gratifications de toutes natures versées dans le cadre d'une convention de stage régulièrement conclue pour une durée ne pouvant excéder trois (3) mois au profit des élèves, étudiants ou apprentis âgés de moins de trente (30) ans. Le stage concerné doit faire partie intégrante d'un programme scolaire ou universitaire et présenter un caractère obligatoire, c'est-à-dire être prévu par le règlement scolaire ou universitaire ou être nécessaire à la participation à un examen ou l'obtention d'un diplôme. La rémunération mensuelle ne peut en aucun cas dépasser trois (3) fois le salaire minimum interprofessionnel garanti.

II- Détermination du revenu imposable

Article 51

Le salaire mensuel imposable inclut les montants bruts des traitements, émoluments, salaires, pécules, gratifications, rétributions des heures supplémentaires, avantages professionnels en argent ou en nature et indemnités de toute sorte, y compris les indemnités de transport.

Pour l'application de l'alinéa précédent, le montant à retenir pour les rémunérations allouées sous forme d'avantages en nature, est fixé par arrêté du ministre chargé des Finances. Toutefois, il sera retenu une valeur forfaitaire égale à :

- 15 % du salaire de base en ce qui concerne le logement ; et

- 15 % du salaire de base pour la domesticité mais à la condition que le salaire du domestique ait donné lieu au versement des cotisations sociales à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale et ait subi les retenues fiscales à la source. Les frais de voyage des salariés étrangers supportés par les employeurs sont considérés comme des avantages en nature et à ce titre sont pris en compte pour la détermination de la base d'imposition.

En cas d'indemnités ou primes pluri-mensuelles, le salarié peut demander qu'elles soient réparties, pour l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes

physiques, sur l'année de leur encaissement.

Article 52

Les obligations des employeurs et autres redevables de revenus salariaux sont celles prévues à l'article 182 du présent Code.

Sous-section 4 : Revenus des capitaux mobiliers

Article 53

Sont considérés comme revenus des capitaux mobiliers :

- les revenus des valeurs mobilières ;
- les revenus des créances, dépôts, cautionnements et comptes courants.

I. Revenus des valeurs mobilières

A. Champ d'application

1° Personnes imposables

Article 54

Les dispositions du présent article et de celles des articles 55 à 89 ci-après fixent les règles suivant lesquelles sont déterminés les revenus distribués par les personnes morales béninoises ou étrangères désignées ci-après, lorsqu'elles ont au Bénin leur siège social, leur siège effectif, un établissement, ou y exercent une activité quelconque :

- a. les sociétés anonymes et les sociétés à responsabilité limitée quel que soit leur objet;
- b. les sociétés civiles ;
- c. les personnes morales qui, sous une autre dénomination, présentent les caractéristiques fondamentales des sociétés visées ci-dessus ;
- d. les établissements publics, les organismes de l'Etat ou des communes jouissant de l'autonomie financière et se livrant à une exploitation ou à des opérations de caractère lucratif ;
- e. les sociétés de fait, les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite simple, les sociétés à responsabilité limitée où l'associé unique est une personne physique, les sociétés en participation et les groupements d'intérêt économique ayant opté pour leur assujettissement à l'impôt sur les sociétés.

Article 55

Ces dispositions sont également applicables aux sociétés, compagnies et entreprises ayant leur siège social hors du Bénin et qui ont pour objet l'exploitation des biens meubles ou immeubles situés au Bénin.

Article 56

Les sociétés, compagnies ou entreprises visées à l'article précédent sont celles qui, ayant leur siège social hors du Bénin, possèdent ou exploitent des biens au Bénin ou y font des opérations qui seraient taxables et sont constituées sous une forme qui les rendrait taxables si elles y avaient leur siège social.

Les personnes visées à l'alinéa qui précède acquittent l'impôt sur le revenu sur le produit des valeurs mobilières au même taux, dans les mêmes conditions et sous les mêmes sanctions que les sociétés ayant leur siège social au Bénin.

2° Revenus imposables**Principe général****Article 57**

Sous réserve des exemptions prévues aux articles 61 à 73 ci-après, relèvent de la catégorie des revenus des valeurs mobilières

- 1 - les dividendes, intérêts, arrérages, revenus et tous autres produits des actions de toute nature et des parts de fondateur visés à l'article 918 de l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, des sociétés, compagnies et entreprises quelconques, financières, industrielles, commerciales ou civiles, ayant leur siège social au Bénin quelle que soit l'époque de leur création ;
- 2 - les intérêts, produits et bénéfices des parts d'intérêts et commandites dans les sociétés, compagnies et entreprises ayant leur siège social au Bénin, dont le capital n'est pas divisé en actions ;
- 3 - le montant des remboursements et amortissements totaux ou partiels que les sociétés désignées aux points 1 et 2 qui précèdent effectuent sur le montant de leurs actions, parts d'intérêt ou commandites, avant leur dissolution ou leur mise en liquidation ;
- 4 - le montant des rémunérations revenant à quelque titre que ce soit aux administrateurs des sociétés visées au point 1 qui précède ;
- 5 - les intérêts, arrérages et tous autres produits des obligations et emprunts de toute nature des communes, départements, établissements publics, ainsi que des sociétés, compagnies et entreprises désignées aux points 1 et 2 qui précèdent ;
- 6 - les lots et primes de remboursement payés aux créanciers et aux porteurs d'obligations des communes,

départements, établissements publics ainsi que des sociétés, compagnies et entreprises désignées aux points 1 et 2 qui précèdent.

Les dividendes, arrérages, bénéfices et produits visés aux points 1 et 2 du présent article s'entendent de toutes sommes ou valeurs attribuées à quelque époque que ce soit aux associés et porteurs de parts, à un autre titre que celui de remboursement de leurs apports.

Article 58

Pour l'application du point 5 de l'article précédent, il convient d'entendre par « emprunts de toute nature », toutes opérations au moyen desquelles une société (ou autre personne morale assimilée à ce sujet) se procure d'une manière quelconque, par souscription publique ou autrement, les fonds dont elle a besoin, même si les emprunts ne sont pas constatés par des titres ou sont représentés par des titres n'ayant pas le caractère d'obligations négociables.

Article 59

Lorsqu'une personne morale soumise à l'impôt sur les sociétés cesse d'y être assujettie, ses bénéfices et réserves, capitalisés ou non, sont réputés distribués aux associés en proportion de leurs droits.

Cette disposition est applicable, le cas échéant, au prorata des résultats qui cessent d'être soumis à cet impôt.

Autres revenus soumis à l'impôt**Article 60**

Sont considérés comme revenus distribués et soumis à l'impôt sur le revenu :

- les rémunérations et avantages occultes ;
- les redressements des résultats déclarés à la suite d'un contrôle fiscal dans la mesure où ils ne sont pas demeurés investis dans l'entreprise.

Les sommes correspondant à la réintégration fiscale d'amortissements, de provisions ou au rehaussement de l'évaluation des valeurs d'exploitation ne représentent pas des revenus distribués.

Lorsque le redressement aboutit à substituer à un déficit déclaré un solde bénéficiaire, la présomption de distribution s'applique uniquement à concurrence de la fraction du redressement effectivement cotisée à l'impôt sur les sociétés. La fraction du redressement ayant annulé le déficit déclaré n'est susceptible d'être taxé au titre des revenus distribués que si le service apporte la preuve de

l'appréhension par les associés des sommes ainsi réintégrées.

3° Exonérations

Article 61

Sont exonérés de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, les revenus des obligations perçus par les résidents hors Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ainsi que les produits désignés aux articles 62 à 73 ci-après :

Amortissement de capital

Article 62

Les dispositions du point 3 de l'article 57, ne sont pas applicables aux amortissements qui seraient faits par une réalisation d'actif et au moyen de prélèvements sur les éléments autres que le compte de résultat, les réserves ou provisions inscrites au bilan.

De même, elles ne s'appliquent pas aux sociétés concessionnaires de l'Etat, des départements et des communes qui établissent que l'amortissement par remboursement de tout ou partie de leur capital social, parts d'intérêts ou commandites est justifié par dépérissement progressif ou par obligation de remise en fin de concession à l'autorité concédante.

Sont fixées à l'article 86 les conditions dans lesquelles il est constaté, dans chaque cas, que l'opération a bien le caractère d'amortissement et que l'exonération est légitime.

Article 63

Lorsque les actions ont été remboursées par un des moyens non expressément exclus par le premier alinéa de l'article 62 et à la liquidation de la société, la répartition de l'actif entre les porteurs d'actions de jouissance et jusqu'à concurrence du pair des actions originaires est considérée comme un remboursement de capital non imposable à l'impôt sur le revenu.

Distribution sous forme d'augmentation de capital

Article 64

Les distributions de réserves effectuées sous la forme d'augmentation de capital sont exonérées de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

Sont également exonérés de cet impôt, les bénéfices incorporés directement au capital. Toutefois, lorsque ces distributions sont consécutives à une réduction de capital non motivée par des pertes sociales ou à une opération

quelconque impliquant le remboursement direct ou indirect en franchise de l'impôt sur le revenu réalisé depuis moins de dix ans, elles ne peuvent bénéficier de l'exemption édictée par l'alinéa précédent que si et dans la mesure où l'augmentation de capital en résultant excède le capital remboursé.

Lorsque les distributions sont suivies dans le délai de dix ans d'une réduction de capital non motivée par des pertes sociales ou d'une opération quelconque impliquant remboursement direct ou indirect du capital en franchise d'impôt, elles sont déchuées du bénéfice de l'exemption pour une somme égale au montant du remboursement et les droits exigibles doivent être acquittés dans les vingt (20) premiers jours du trimestre suivant celui de l'événement qui a entraîné la déchéance, sous les sanctions édictées par l'article 1096 ter du présent Code.

Sociétés de construction d'immeubles

Article 65

Les plus-values résultant de l'attribution exclusive en propriété aux membres des sociétés de construction visées à l'article 544 du présent Code, constituées antérieurement à sa date d'entrée en vigueur, par voie de partage en nature à titre pur et simple, de la fraction des immeubles construits par celles-ci et pour laquelle ils ont vocation, sont exonérées de l'impôt sur le revenu. Le bénéfice de cette disposition est subordonné à la condition que les sociétés dont il s'agit fassent enregistrer le procès-verbal de la délibération de l'assemblée générale approuvant le projet de partage avant l'expiration d'un délai de sept ans à compter de la date de leur constitution.

L'acte de partage lui-même devra être enregistré au plus tard un an après l'enregistrement du procès-verbal de l'assemblée approuvant le projet de partage.

Sociétés en commandite simple

Article 66

Les dispositions du point 2 de l'article 57 ne s'appliquent, dans les sociétés en commandite simple qu'au montant de la commandite, à la double condition que :

- a. le ou les associés responsables soient des personnes physiques ;
- b. l'ensemble de leurs parts n'excède pas 25% du capital social.

Le bénéfice des dispositions de l'alinéa précédent est retiré aux sociétés qui, ayant ouvert à l'un ou plusieurs de leurs

associés des comptes courants ou des comptes d'avances ou de prêts, leur consentent un découvert excédant le quart de leur part dans le capital social.

L'option prévue par le second alinéa du présent article est notifiée à l'inspecteur des Impôts du lieu du siège de la direction de la société, dans les deux premiers mois de l'année suivant celle de la création. L'inspecteur en délivre récépissé.

L'option est irrévocable.

Sociétés en nom collectif et sociétés civiles

Article 67

Les dispositions du point 2 de l'article 57, ne sont pas applicables aux parts d'intérêt dans :

- a. les sociétés commerciales en nom collectif ;
- b. les sociétés civiles de personnes assujetties à l'impôt sur le revenu, dont l'actif ne comprend que les biens mobiliers nécessaires à l'exercice de la profession des associés ;
- c. les sociétés civiles de personnes assujetties à l'impôt sur le revenu, constituées exclusivement entre agriculteurs participant personnellement à l'exploitation de l'entreprise sociale et dont l'actif ne comprend que les biens nécessaires à l'exercice de la profession des associés ;
- d. les sociétés civiles assujetties à l'impôt foncier (ou exemptées temporairement par la réglementation) constituées entre copropriétaires et ayant uniquement pour objet la gestion de leurs immeubles à l'exclusion de toutes opérations commerciales visées à l'article 370 du présent Code.

Sociétés de crédit et d'encouragement à l'habitat

Article 68

A condition d'avoir été inscrites sur la liste prévue au n° 1 du § 2 de l'article 543 du présent Code, les sociétés qui ont pour objet le crédit aux petites entreprises de toute nature et l'encouragement à l'habitat sont exonérées de l'impôt sur le revenu :

- 1 - des obligations ou emprunts émis ou à émettre dans le public ou contractés auprès de la Caisse Française de Développement ou de tout autre organisme de crédit ;
- 2 - des dépôts dans ces mêmes établissements ;
- 3 - des prêts consentis conformément à leur objet et des intérêts perçus par elles pour ventes d'immeubles.

Sociétés exerçant leur activité hors du Bénin

Article 69

Seront exonérés d'impôt sur le revenu au Bénin, les produits visés aux points 1 et 2 de l'article 57 ci-avant, distribués par une société béninoise exerçant son activité en dehors du

Bénin, à concurrence de la quotité taxée dans un autre État pour cette activité extérieure.

Cette exonération portera sur une quotité déterminée par la proportion existant entre les bénéfices totaux réalisés par la société, et ceux provenant de son activité dans un autre État et qui donnent lieu à l'impôt sur le revenu ou à un impôt semblable dans cet État, selon les principes appliqués pour la taxation respective des sociétés béninoises exerçant leur activité dans les Etats qui ont signé avec le Bénin une convention visant l'élimination de la double imposition et des sociétés desdits Etats exerçant leur activité au Bénin.

L'exonération de cette quote-part sera subordonnée à la présentation par la société en cause, à l'Administration et sous son contrôle :

- 1 - d'un état faisant ressortir les bénéfices totaux réalisés par elle et ceux réalisés en dehors du Bénin et qui donnent ouverture à un impôt de distribution à l'extérieur du Bénin ;
- 2 - de tous documents prouvant la taxation d'une quote-part de son bénéfice à l'impôt sur le revenu ou à un impôt assimilable dans un autre Etat que le Bénin.

Ces justifications devront être présentées au plus tard la deuxième année qui suivra le règlement d'un exercice déterminé, et l'exonération sera effectuée en principe par imputation sur les sommes exigibles au Bénin pour l'impôt sur le revenu.

Sociétés par actions

Article 70

Les plus-values résultant de l'attribution gratuite d'actions, de parts bénéficiaires visés à l'article 918 de l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, de parts sociales ou d'obligations à la suite de fusions de sociétés anonymes ou à responsabilité limitée, réalisées à compter de l'entrée en vigueur du présent Code, sont exonérées de l'impôt sur le revenu.

Le même régime est applicable lorsqu'une société anonyme ou à responsabilité limitée, apporte :

- a. une partie de ses éléments d'actif à une autre société constituée sous l'une de ces formes ;
- b. l'intégralité de son actif à deux ou plusieurs sociétés constituées à cette fin, sous l'une de ces formes.

Toutefois, si dans les dix ans précédant la fusion, le capital de la société absorbée ou des sociétés anciennes a fait l'objet d'une réduction non motivée par des pertes sociales, les plus-values ne peuvent bénéficier de l'exonération qui excède le montant de la réduction.

Si, dans les dix ans suivant la fusion, il est procédé à une

réduction de capital non motivée par des pertes sociales ou à un remboursement total ou partiel des obligations attribuées gratuitement, les plus-values sont déduites, à concurrence de la portion du capital remboursé aux actions, parts ou obligations attribuées gratuitement, de l'exemption dont elles avaient bénéficié, et les droits exigibles doivent être acquittés par la société absorbante ou nouvelle dans les vingt (20) premiers jours du trimestre qui suit celui au cours duquel a été fait le remboursement, à peine des sanctions édictées par l'article 1096 bis du présent Code.

Article 71

a. Lorsqu'une société par actions ou à responsabilité limitée, ayant son siège au Bénin, possède, soit des actions nominatives d'une société par actions, soit des parts d'intérêts d'une société à responsabilité limitée, les dividendes distribués par la première société sont, pour chaque exercice, exonérés de l'impôt sur le revenu dans la mesure du montant net, déduction faite de l'impôt sur le revenu, des produits des actions ou des parts d'intérêt de la seconde société touchée par elle au cours de l'exercice, à condition:

a.1. que la société filiale ait son siège dans un Etat lié avec le Bénin par une convention visant l'élimination des doubles impositions ;

a.2. que les actions ou parts d'intérêt possédées par la première société représentent au moins 20 % du capital de la seconde société.

Toutefois, ce taux est abaissé à 5% lorsque la deuxième société a pour objet la recherche ou l'exploitation minière dans un Etat lié avec le Bénin par une convention visant l'élimination des doubles impositions et figure sur une liste dressée par décret pris en Conseil des ministres ;

a.3. qu'elles aient été souscrites ou attribuées à l'émission et soient toujours restées inscrites au nom de la société ou qu'elles soient détenues depuis deux années consécutives au moins sous la forme nominative.

b. En cas de fusion, le bénéfice des dispositions qui précèdent est transporté de plein droit de la société absorbée à la société absorbante ou nouvelle ; les mêmes dispositions sont également applicables aux sociétés béninoises qui ont une participation dans la société absorbée pour les actions nominatives ou les parts d'intérêt de la société absorbante ou nouvelle qu'elles ont reçues sans les avoir souscrites à l'émission, en remplacement des actions ou parts d'intérêt de la société absorbée à charge par elles de justifier que les actions ou parts d'intérêt de la

société absorbée ont été souscrites à l'émission et sont toujours restées inscrites au nom de la société ou que leur acquisition est antérieure de deux (02) ans au moins à la distribution des dividendes et autres produits susceptibles d'être exonérés.

c. La dispense prévue aux paragraphes précédents est applicable, sous les conditions qu'ils édictent, aux sociétés par actions ou à responsabilité limitée ayant leur siège au Bénin, qui possèdent des actions nominatives ou des parts d'intérêt de sociétés de même forme ayant leur siège hors du Bénin.

Article 72

Les dividendes distribués par les sociétés ayant pour objet exclusif la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières et dont les statuts et leurs modificatifs ultérieurs auront reçu l'agrément du ministre en charge des Finances seront, pour chaque exercice, exonérés de l'impôt sur le revenu dans la mesure du montant net, déduction faite de l'impôt sur le revenu, des produits encaissés au cours de l'exercice, des actions des parts de fondateur visés à l'article 918 de l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, des parts d'intérêt et des obligations qu'elles détiennent, à condition de justifier que ces produits ont supporté l'impôt sur le revenu.

Warrants

Article 73

L'impôt sur le revenu n'est pas applicable aux avances faites aux sociétés au moyen d'endossement de warrants.

Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM)

Article 73 bis

Les revenus distribués par les Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) et les autres formes de placement collectif agréées par le Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) sont exonérés de l'impôt applicable aux revenus des valeurs mobilières.

Les plus-values résultant des cessions de parts ou actions d'Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) et de toute autre forme de placement collectif agréée par le CREPMF effectuées par leurs adhérents sont exonérées de l'impôt applicable aux revenus des valeurs mobilières.

Etablissements financiers de capital risque ou financiers d'investissement en fonds propre et sociétés de capital-risque ou d'investissement en fonds propres

Article 73 ter

1° les revenus des valeurs mobilières des entreprises d'investissement à capital fixe sont exonérés pour une durée de quinze (15) ans à partir de leur date de création ;
2° les plus-values de cessions des titres détenus par les entreprises d'investissement à capital fixe sont exonérées lorsque les titres cédés ont été conservés dans leurs portefeuilles pendant une période minimale de trois (3) années à compter de leur date d'acquisition ;
3° les plus-values de cession de titres réinvesties dans d'autres titres, dans un délai de douze (12) mois à compter de l'exercice de cession, sont exonérées d'impôt, quelle que soit la durée de leur séjour dans le portefeuille de l'entreprise.

Caisse des dépôts et consignations du Bénin

Article 73 quater

Les revenus des valeurs mobilières générés par les titres de participations de la Caisse des dépôts et consignations du Bénin sont exonérés de l'impôt applicable aux revenus des valeurs mobilières.

Sont également exonérées, les plus-values de cession de titres détenus et de titres réinvestis dans d'autres titres.

B. Assiette de l'impôt

1° Détermination du revenu imposable

Article 74

Les revenus désignés à l'article 57 précédent sont déterminés pour le paiement de l'impôt conformément aux dispositions des articles 75, 76 et 77 ci-après.

L'impôt est dû, que les sommes ou valeurs attribuées soient ou non prélevées sur les bénéfices.

En cas de réunion, de quelque manière qu'elle s'opère, de toutes les actions ou parts d'une société entre les mains d'un seul associé, la taxe est acquittée par cet associé dans la mesure de l'excédent du fonds social sur le capital social. Sont considérés, du point de vue fiscal, comme une cessation d'entreprise :

- le transfert du siège social d'une société béninoise hors du Bénin, dans un pays non lié avec la République du Bénin par une convention concernant le partage de l'impôt sur le

revenu ;

- la transformation d'une société par actions ou à responsabilité limitée en une société de personnes.

Cette disposition n'est toutefois pas applicable aux sociétés ayant un objet purement civil, qui bornent leur activité à l'exploitation des immeubles composant leur patrimoine et qui se transforment en l'une des sociétés visées à l'article 67 ci-avant, sous les points b, c et d, sans modification de l'objet social ni création d'un être moral nouveau.

Article 75

Le revenu est déterminé :

- 1 - pour les actions, par le dividende fixé d'après les délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou de conseils d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents analogues ;
- 2 - pour les obligations ou emprunts, par l'intérêt ou le revenu distribué dans l'année ;
- 3 - pour les parts d'intérêts et commandites, soit par les délibérations des assemblées générales des associés ou des conseils d'administration, soit, à défaut de délibération, au moyen d'une déclaration à souscrire dans les trois (03) mois de la clôture de l'exercice, faisant connaître les bénéfices ou produits effectivement distribués ;
- 4 - pour les lots, par le montant même du lot en francs CFA ;
- 5 - pour les primes de remboursement, par la différence entre la somme remboursée et celle résultant de l'application du taux d'émission des emprunts ;
- 6 - pour les rémunérations de l'administrateur unique ou des membres des conseils d'administration des sociétés, par les délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents analogues ;
- 7 - pour les autres revenus ayant le caractère de revenus distribués, par tous les éléments déterminés par l'Administration.

2° Mode d'évaluation du taux des emprunts

Article 76

Lorsque les obligations, effets publics et tous autres titres d'emprunt, dont les lots et primes de remboursement sont assujettis à l'impôt en vertu de l'article 57 ci-dessus, auront été émis à un taux unique, ce taux servira de base à la liquidation du droit sur les primes.

Si le taux d'émission a varié, il sera déterminé, pour chaque emprunt, par une moyenne établie en divisant par le

nombre de titres correspondant à cet emprunt le montant de l'emprunt total, sous la seule déduction des arrérages courus au moment de chaque vente.

A l'égard des emprunts dont l'émission faite à des taux variables n'est pas terminée, la moyenne sera établie d'après la situation de l'emprunt au 31 décembre de l'année qui a précédé celle du tirage.

Lorsque le taux ne pourra pas être établi conformément aux trois paragraphes ci-dessus, ce taux sera représenté par un capital formé de vingt fois l'intérêt annuel stipulé lors de l'émission au profit du porteur du titre.

A défaut de stipulation d'intérêt, il sera pourvu à la fixation du taux d'émission par une déclaration estimative faite dans la forme prévue par la réglementation.

3° Imposition des sociétés ayant leur siège social dans un pays lié avec l'Etat du Bénin par une convention visant l'élimination des doubles impositions

Article 77

Les personnes visées à l'article 55, dont le siège social est situé dans un pays lié avec la République du Bénin par une convention visant l'élimination des doubles impositions doivent l'impôt à raison d'une quote-part du revenu distribué, déterminé en fonction de l'activité qu'elles exercent, d'une part au Bénin, d'autre part en dehors.

Les modalités de la répartition sont fixées au moyen de la convention visée à l'alinéa premier du présent article.

Article 78

L'impôt est liquidé sur la quotité résultant de l'application des dispositions de l'article 77. Le paiement est effectué au bureau dans le ressort duquel la société possède son établissement principal, un siège administratif ou un établissement stable, aux époques et conditions fixées pour les sociétés ayant leur siège au Bénin. Il peut aussi être effectué à tout autre bureau sur autorisation du Directeur Général des Impôts.

L'impôt exigible sur les rémunérations et remboursements forfaitaires de frais revenant à l'administrateur unique ou aux membres des conseils d'administration des sociétés par actions en leur dite qualité n'est perçu que dans le territoire du siège de la société.

Les rémunérations que ces mêmes personnes perçoivent à raison de fonctions salariées sont imposables dans le pays où ces fonctions sont exercées.

Article 79

Pour l'assujettissement à l'impôt sur le revenu des personnes physiques dans la catégorie des revenus des valeurs mobilières des sociétés étrangères exerçant leur activité au Bénin, il est appliqué les dispositions des conventions fiscales passées entre leur Etat et la République du Bénin.

Pour l'application de ces conventions, seront assimilés à des obligations négociables les titres dits « parts bénéficiaires » visés à l'article 918 de l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique remis aux actionnaires des sociétés nationalisées.

4° Imposition de toutes les autres sociétés

Article 80

Les sociétés, compagnies et entreprises visées aux articles 55 et 56 ci-avant, mais ayant leur siège social dans un pays qui n'est pas lié avec la République du Bénin par une convention sur le partage de l'impôt sur le revenu, acquittent également l'impôt sur le revenu au Bénin, à raison d'une quote-part du revenu distribué, déterminée en fonction de l'activité qu'elles exercent au Bénin.

Cette quote-part est fixée forfaitairement, par une présomption légale irréfragable, en ce qui concerne les personnes visées à l'alinéa précédent, à quatre-vingt-dix pour cent (90%) du bénéfice réalisé au Bénin, tel qu'il est taxé par les services d'assiette au titre des bénéfices industriels et commerciaux, mais en y ajoutant les revenus de toute nature, notamment les revenus fonciers, et sauf à tenir compte de tous redressements qui pourraient intervenir au titre des bénéfices industriels et commerciaux.

Article 81

L'impôt est liquidé sur la quotité résultant de l'article 80, au vu d'une déclaration déposée par la société au service des Impôts dans le ressort duquel la société possède son principal établissement. Cette déclaration comporte tous éléments nécessaires pour liquider l'impôt. Elle est accompagnée, en copies, des états financiers.

Tout redressement du bénéfice imposable à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés au titre d'une période sera pris en compte au titre de la même période pour le calcul des sommes réputées distribuées.

Dans ce cas, le complément d'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, majoré d'un intérêt de 1% par mois ou fraction de mois de retard, doit être payé spontanément par

la société dans le mois d'émission du rôle afférent à ce redressement.

Article 82

Par exception aux règles suivies pour les sociétés béninoises et étrangères, la société peut passer par frais généraux le montant de l'impôt sur le revenu acquitté par elle au Bénin, sans qu'il en résulte de taxation supplémentaire au titre de distribution indirecte.

Article 83

Le délai de trois (03) mois, fixé pour la déclaration et le paiement de l'impôt sur le revenu, peut exceptionnellement être prolongé si la demande en est faite avant l'expiration du délai, dans tous les cas et dans la mesure où viendrait à être prolongé le délai fixé pour la déclaration du bénéfice réalisé au Bénin.

C. Obligations des assujettis

Article 84

Les bordereaux de versements effectués conformément aux dispositions de l'article 192 du présent Code tiennent lieu de déclaration. Les personnes concernées doivent, avant le 1^{er} mai de chaque année, souscrire une déclaration récapitulative des paiements effectués au titre d'une année.

Article 85

La déclaration prévue à l'article 81 est faite dans les quatre (04) mois de la clôture de l'exercice ou, si aucun exercice n'est clos au cours d'une année, avant le 1^{er} mai de l'année suivante, et l'impôt est payé en même temps.

Article 86

a. Les sociétés, compagnies ou entreprises désignées aux points 1 et 2 de l'article 57, qui entendent procéder à un remboursement total ou partiel sur le montant de leurs actions, parts d'intérêts ou commandites avant leur dissolution ou leur mise en liquidation, doivent en faire la déclaration au service des impôts de leur siège social.

Cette déclaration doit être faite dans le mois de la date à laquelle l'opération a été décidée et doit être accompagnée :

- a.1. d'une copie certifiée conforme de la décision qui a ordonné la répartition ;
- a.2. d'un tableau faisant connaître le nombre des actions, leur montant nominal, le capital versé et, s'il y a lieu, les amortissements auxquels il a été procédé et les réductions

de capital opérées.

b. Les sociétés qui entendent bénéficier des exemptions prévues à l'article 62 doivent joindre à leur déclaration une demande spéciale accompagnée d'un état détaillé et estimatif de tous les biens qui composent l'actif social au jour de la demande, ainsi que tous les éléments du passif.

L'estimation de l'actif est faite d'après sa valeur réelle, nonobstant toute évaluation des états financiers.

c. La demande d'exemption est accompagnée selon les cas des pièces suivantes :

c. 1. s'il est procédé à un amortissement obligatoire prévu dans les statuts, statuts primitifs et, s'il y a lieu, du texte de toutes les modifications qui y ont été apportées avec les dates auxquelles ces modifications ont été effectuées ;

c.2. si l'amortissement doit être opéré par une réalisation d'actif et au moyen de prélèvement sur les éléments autres que le compte de résultat, les réserves et provisions diverses du bilan de l'état certifié indiquant sur quelle réalisation d'actif et grâce à quel prélèvement l'opération doit être réalisée ;

c.3. si la demande d'exemption est fondée sur l'obligation de remettre en fin de concession à l'autorité concédante tout ou partie de l'actif de la déclaration détaillée et, s'il y a lieu, estimative, d'une part, de l'actif social et, d'autre part, des biens à remettre en fin de concession à l'autorité concédante.

d. En cas de contestation sur les déclarations prévues aux alinéas précédents, il est procédé à la conciliation prévue par les articles 410 et suivants du présent Code.

e. Lorsque la demande d'exemption est fondée sur la disparition en fin de concession de tout ou partie de l'actif social, soit par suite de dépérissement, soit par suite de remise à l'autorité concédante, l'exemption est accordée dans la mesure où le capital social ne pourrait se retrouver compte tenu des amortissements ou remboursements qui ont été effectués en franchise d'impôt, au moment où elle est réalisée.

Article 86 bis

Les déclarations prévues aux articles 81, 84 et 86 du présent Code peuvent être souscrites par voie électronique.

Article 87

Les comptes rendus et les extraits des délibérations des conseils d'administration ou des actionnaires sont déposés, dans le mois de leur date, au service des impôts du lieu du siège social.

D. Tarif de l'impôt**Article 88**

L'impôt est calculé par application à la base d'imposition d'un taux de 15%.

Ce taux est réduit à :

- 10 % pour les produits des actions régulièrement distribués ;
- 5% pour les produits des actions régulièrement distribués aux associés non- résidents au Bénin à moins qu'une convention visant l'élimination de la double imposition entre le Bénin et le pays desdits associés ne prévoit un taux d'imposition plus favorable ;
- 5% pour les produits des actions régulièrement distribués par les sociétés cotées sur une bourse des valeurs agréées par le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers au sein de l'UEMOA ;
- 7% pour les plus-values dégagées lors des cessions d'actions et perçues par des particuliers.

Article 89

Le taux applicable est de 6% pour les revenus des obligations et pour les lots et primes de remboursements payés aux créanciers et aux porteurs d'obligations.

Toutefois, le Gouvernement est autorisé à fixer par acte réglementaire un taux applicable inférieur à 6% lorsque les obligations ont une durée supérieure ou égale à cinq (5) ans et sont émises pour financer des investissements dans des secteurs prioritaires du programme de développement du Bénin.

En ce qui concerne le produit des obligations émises par les Etats membres de l'UEMOA ainsi que celles émises par les collectivités publiques et leurs démembrements, ce taux est réduit à :

- 3% lorsque la durée des obligations est comprise entre cinq (05) et dix (10) ans ;
- 0% lorsque la durée des obligations est supérieure à dix (10) ans.

Le taux applicable est de 5% pour les plus- values dégagées lors des cessions d'obligations.

II - Revenus des créances, dépôts et cautionnements**1- Champ d'application****1° Revenus imposables****Article 90**

Sont considérés comme revenus des créances, dépôts et cautionnements pour l'application de l'impôt sur le revenu, les intérêts, arrérages et tous autres produits :

- a. des créances hypothécaires, privilégiées et chirographaires, à l'exclusion de toute opération commerciale ne présentant pas le caractère juridique d'un prêt ;
- b. des dépôts de sommes d'argent à vue ou à échéance fixe, quel que soit le dépositaire et quelle que soit l'affectation du dépôt ;
- c. des cautionnements en numéraire ;
- d. des comptes courants ;
- e. des bons de caisse.

2° Exonérations**Article 91**

Sont exonérés de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, les produits désignés aux articles 92 à 100 bis ci-après :

Caisse d'épargne et Caisse des dépôts et consignations du Bénin**Article 92**

Sont exempts de l'impôt sur le revenu :

- 1 - les intérêts des sommes inscrites sur les livrets de caisse d'épargne ;
- 2 - les intérêts et tous autres produits des comptes ouverts dans les établissements de crédit au nom de la caisse nationale d'Epargne.
- 3 - les intérêts et autres produits versés par la Caisse des dépôts et consignations du Bénin dans le cadre de sa mission d'intérêt général.

Comptes courants**Article 93**

Les dispositions de l'article 90 ne sont pas applicables aux intérêts, arrérages et tous autres produits des comptes courants figurant dans les recettes provenant de l'exercice d'une profession industrielle, commerciale ou agricole ou d'une exploitation minière, sous la double condition :

- 1 - que les contractants aient l'un et l'autre l'une des qualités d'industriel, de commerçant ou d'exploitant agricole ou minier ;
- 2 - que les opérations inscrites au compte courant se rattachent exclusivement à l'industrie, au commerce ou à l'exploitation des deux parties.

Coopératives

Article 94

L'impôt sur le revenu n'est pas applicable aux emprunts ou obligations des sociétés de toute nature, dites de coopération, et par les accessoires de toute nature, quels qu'en soient l'objet et la dénomination, constituées exclusivement par ces sociétés coopératives.

Article 95

Les intérêts des prêts d'investissement, à l'exclusion de tous prêts commerciaux, consentis par les banques sont exempts de l'impôt sur le revenu.

Crédit mutuel et coopération agricole

Article 96

Les dispositions relatives aux revenus des créances, dépôts et cautionnements ne s'appliquent :

- 1 - ni aux parts d'intérêt, emprunts ou obligations de sociétés ou unions de sociétés coopératives agricoles et associations agricoles, visées dans l'ordonnance n° 59/PR/MDRC du 28 décembre 1966, portant Statut Général de la Coopération ou de la Caisse Locale de Crédit Agricole régie par la loi n° 97-027 du 08 août 1997 portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives d'Épargne et de Crédit ;
- 2 - ni aux emprunts contractés par les caisses centrales de crédit agricole mutuel ;
- 3 - ni aux intérêts, arrrages et tous autres produits des comptes courants ouverts dans les établissements de crédit au nom des caisses de crédit mutuel agricole.

L'exonération prévue au point 3 ci-dessus n'est pas étendue aux intérêts des dépôts effectués par les non-adhérents auxdites caisses. Elle s'applique aux sociétés coopératives de pêche et d'élevage et à leurs unions.

Emprunts des collectivités publiques

Article 97

Sont affranchis de l'impôt sur le revenu les intérêts, arrrages et tous autres produits des rentes, obligations et autres effets publics émis par l'Etat du Bénin, les

départements et les communes.

Sont également affranchis dudit impôt les intérêts, arrrages et tous autres produits des emprunts contractés par l'Etat, les départements, les communes et établissements publics auprès de la Caisse de Dépôts et Consignations, du Crédit Foncier de France ou d'une société de crédit foncier agréée dans les termes du décret du 22 avril 1937, de la Caisse Centrale de Coopération Economique ou des Caisses d'Épargne.

Habitations économiques ou à bon marché

Article 98

Sont affranchis de l'impôt sur le revenu :

- 1 - les obligations et emprunts émis ou à émettre par les sociétés d'habitations à bon marché ;
- 2 - les prêts consentis ou les dépôts effectués par les sociétés d'habitations à bon marché.

Prêts consentis au moyen de fonds d'emprunts

Article 99

Sont exonérés de l'impôt sur le revenu :

- 1 - les intérêts, arrrages et autres produits des prêts consentis sous une forme quelconque par les personnes exerçant le commerce de banque ou une profession s'y rattachant, ainsi que par toutes sociétés béninoises au moyen des fonds qu'elles se procurent en contractant des emprunts soumis eux-mêmes à l'impôt sur le revenu ;
- 2 - les intérêts, arrrages et autres produits des prêts consentis sous une forme quelconque et des dépôts effectués par les associations constituées en vue de mettre à la disposition de leurs membres ou des associations similaires auxquelles elles sont affiliées les fonds qu'elles se procurent en contractant des emprunts ou en recevant des dépôts.

Le montant des prêts exonérés ne peut excéder celui des emprunts contractés ou des dépôts reçus et il doit en être justifié par la société, la personne ou l'association.

Article 100

- a. Sont exonérés de l'impôt sur le revenu, lorsqu'ils sont encaissés par et pour le compte de banquiers ou d'établissements de banque, entreprises de placement ou de gestion de valeurs mobilières, ainsi que de sociétés autorisées par le Gouvernement à faire des opérations de crédit foncier, les produits de prêts non représentés par des titres négociables ainsi que les produits visés à l'article 90 ci-dessus.

Toutefois, cette exonération ne s'applique pas aux produits des opérations réalisées par les personnes ou établissements susvisés au moyen de leurs fonds propres.

b. Sont également exonérés de l'impôt sur le revenu, les intérêts et tous autres produits générés par les placements effectués par la Caisse autonome d'amortissement et la Caisse des dépôts et consignations du Bénin.

c. Les dispositions de l'article 99 ne sont pas applicables aux personnes et établissements visés au point a du présent article.

Établissements financiers de capital risque ou financiers d'investissement en fonds propres et sociétés de capital- risque ou d'investissement en fonds propres

Article 100 bis

Les revenus distribués par les entreprises d'investissement à capital fixe au titre des fonds qu'elles reçoivent en gestion pour une durée minimale de trois (03) ans sont exonérés de l'impôt sur le revenu.

2- Assiette de l'impôt

Article 101

La base imposable est constituée par le montant brut des intérêts, arrérages et tous autres produits de valeurs désignées à l'article 90.

L'impôt sur le revenu est dû par le seul fait, soit du paiement des intérêts de quelque manière qu'il soit effectué, soit de leur inscription au débit ou au crédit d'un compte, soit du débiteur, soit du créancier.

L'inscription au débit ou au crédit d'un compte s'entend de la constatation des intérêts dans les livres du débiteur ou sur le compte du créancier personne physique ou morale, même si les sommes concernées ne sont pas encore payées.

Article 102

En cas de capitalisation des intérêts d'un prix de vente de fonds de commerce, le fait générateur de l'impôt sur le revenu est reporté à la date du paiement effectif des intérêts.

Article 103

S'il est procédé au remboursement total ou partiel d'une créance comportant des intérêts impayés, l'impôt est calculé en imputant ce remboursement d'abord sur les intérêts.

Cette disposition ne s'applique ni aux réductions de dettes

judiciairement constatées, ni aux remboursements par voie d'ordre ou de contribution amiable ou judiciaire.

3- Tarif de l'impôt

Article 104

L'impôt est calculé par application à la base d'imposition d'un taux de 15%.

4- Obligations des contribuables

Déclarations incombant aux débiteurs d'intérêts

Article 105

Dans tous les cas où le paiement de l'impôt ne leur incombe pas personnellement, les personnes physiques ou morales qui versent des intérêts, arrérages et autres produits de créances de toute nature, dépôts, cautionnements et comptes courants, sont tenues de déclarer, au cours du premier trimestre de chaque année civile, les nom et adresse des bénéficiaires, ainsi que le montant des sommes versées pendant l'année précédente, lorsque ces sommes dépassent annuellement 15 000 (quinze mille) francs CFA par bénéficiaire.

Cette déclaration doit être déposée en double exemplaire au service des Impôts de leur résidence.

La déclaration peut être aussi transmise par voie électronique.

Actes notariés

Article 106

Le notaire qui reçoit un acte d'obligation est tenu de donner lecture aux parties des dispositions des articles 90, 101 et 1096 bis du présent Code ; il mentionne cette lecture dans l'acte.

Radiation des inscriptions

Article 107

L'inscription prise pour la garantie du prix de vente d'un fonds de commerce ne peut être radiée que s'il est justifié que l'impôt édicté par l'article 90 a été acquitté sur les intérêts de ce prix.

Toutes autres inscriptions de privilèges, hypothèques ou nantissements prises en garantie de créances productives d'intérêts ne peuvent être radiées que sous la même justification.

La forme et le mode de production des justifications sont déterminés par les dispositions des articles 108 et 109 ci-après.

Article 108

Le greffier du tribunal, le conservateur de la propriété foncière, qui est requis de radier une inscription de privilège, hypothèque ou nantissement prise pour la garantie de créances productives d'intérêts, doit, avant de procéder à la radiation, exiger la production :

a. d'une expédition du titre de la créance, s'il est authentique, d'un original s'il est sous seing privé et, le cas échéant, des titres qui ont constaté la cession ou le transport de la créance ou qui ont augmenté ou réduit le quantum de cette créance ou le taux des intérêts.

Toutefois, le conservateur de la propriété foncière ne peut pas exiger une nouvelle fois la production de celles des pièces ci-dessus qui lui auraient déjà été déposées pour l'inscription ;

b. d'un décompte établi par le requérant en double exemplaire et présentant :

- d'une part, le détail, année par année, des intérêts courus jusqu'au jour du remboursement ou, à défaut du remboursement total ou partiel du capital, jusqu'au jour de l'acte de mainlevée, ainsi que le détail de l'impôt exigible sur ces intérêts ;

- d'autre part, le détail des pièces justificatives du paiement de l'impôt visées au point c du présent article, ainsi que le montant de l'impôt effectivement acquitté ;

c. des pièces justificatives du paiement de l'impôt sur le revenu.

Pour la période postérieure à l'entrée en vigueur du présent Code, ces pièces consisteront en des extraits, délivrés par le service des Impôts compétent, de chacune des déclarations souscrites soit par le créancier, soit par la société créancière ou débitrice.

Article 109

Le total de l'impôt afférent aux intérêts courus est comparé à celui de l'impôt effectivement acquitté.

Cette comparaison est effectuée sur le décompte par l'agent chargé de la radiation, qui certifie que les sommes inscrites par lui comme représentant l'impôt réellement acquitté sont bien celles versées au Trésor, soit au moyen de l'apposition de timbres mobiles, soit sur déclarations, ainsi qu'il résulte des pièces produites.

Si de cette comparaison il résulte que l'impôt a été intégralement acquitté, il peut être procédé à la radiation.

Si au contraire, l'impôt n'a pas été acquitté soit sur la totalité, soit sur une fraction des intérêts, ou bien encore si

les quittances sous seing privés ne sont pas revêtues de timbres mobiles en nombre suffisant, le greffier ou le conservateur de la propriété foncière sursoit à la radiation et, dans la huitaine de la réquisition de radiation, il transmet à l'inspecteur du service des Impôts de sa résidence les deux exemplaires du décompte visé à l'article précédent. Il y joint les pièces justificatives produites par les parties en conformité de ce même article.

Il est accusé réception de ces documents.

Après examen et rectification, le cas échéant, du décompte, le service des Impôts poursuit le recouvrement de l'impôt et des pénalités.

Lorsque l'impôt et les pénalités ont été acquittés, le service des Impôts en avise le greffier ou le conservateur de la propriété foncière au pied de l'un des exemplaires de la formule du décompte, qu'il lui renvoie séance tenante, ainsi que les pièces justificatives communiquées, l'autre exemplaire est conservé au service des Impôts.

Le greffier ou le conservateur peut alors procéder à la radiation.

Article 110

Les décomptes sont conservés par les greffiers ou les conservateurs de la propriété foncière pendant cinq (05) ans, à compter de la radiation. Les pièces justificatives du paiement de l'impôt sur le revenu peuvent être restituées aux requérants aussitôt après la radiation.

Article 111

Toute infraction aux dispositions de la sous-section 4 donne lieu, à l'application des sanctions fiscales édictées aux articles 1096 bis et suivant du présent Code.

En outre, les personnes visées à l'article 105 précédent et qui n'ont pas déposé les déclarations prescrites par cet article, perdent le droit de porter les sommes non déclarées dans leurs charges pour l'assiette de l'impôt sur le revenu. Cette sanction n'est cependant pas applicable, pour la première infraction, lorsque les intéressés ont réparé leur omission, soit spontanément, soit à la première demande de l'Administration, avant la fin de l'année au cours de laquelle la déclaration devrait être souscrite.

L'application de cette sanction ne met pas obstacle à celle de l'amende prévue à l'alinéa 1 du présent article, ni à l'imposition des mêmes sommes au nom du bénéficiaire.

Sous-section 5 : Revenus fonciers**I- Champ d'application****A. Revenus imposables****Article 112**

Sous réserve des conventions internationales visant à éliminer les doubles impositions et des dispositions de l'article 113, sont compris dans la catégorie des revenus fonciers, lorsqu'ils ne sont pas inclus dans les bénéfices d'une entreprise industrielle, commerciale ou d'une exploitation agricole ou d'une profession non commerciale :

- les revenus des propriétés bâties telles que maisons et usines, ainsi que les revenus de l'outillage des établissements industriels attachés au fond à perpétuelle demeure ou reposant sur des fondations spéciales faisant corps avec l'immeuble, et les revenus de toutes installations commerciales ou industrielles assimilées à des constructions ;
- les revenus des propriétés non bâties de toute nature, y compris ceux des terrains occupés par les carrières, les mines, les étangs, les salines et marais salants ;
- les revenus accessoires provenant notamment de la location du droit d'affiche, de la concession du droit d'exploitation de carrières, de redevances tréfoncières ou autres redevances analogues ayant leur origine dans le droit de propriété ou d'usufruit.

B. Exonérations**Article 113**

Les revenus en nature correspondant à la disposition d'un logement dont le propriétaire se réserve la jouissance, ne sont pas soumis à l'impôt sur le revenu.

L'exonération ne concerne que le revenu en nature correspondant à la disposition du logement ; les charges correspondantes ne sont pas déductibles, dans ce cas, pour l'assiette de l'impôt.

C. Détermination du revenu imposable**Article 114**

- Le revenu imposable est le montant du revenu brut.
- Le revenu net foncier est égal à la différence entre le montant du revenu brut et le total des charges de la propriété.
- Lorsque le propriétaire n'occupe pas personnellement le logement mais le met gratuitement à la disposition d'un tiers sans y être tenu par une obligation légale, le revenu en nature correspondant est compris dans la base imposable. Ce revenu est évalué conformément aux

dispositions de l'article 996 nouveau 3 bis du présent Code.

Article 115

Supprimé par la loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant loi de finances pour la gestion 2020

Article 116

Les taux applicables au montant brut des loyers sont fixés comme suit :

- 10% pour les loyers annuels inférieurs ou égaux à trois millions (3.000.000) de francs ;
- 20 % pour les loyers annuels supérieurs à trois millions (3.000.000) de francs.

L'impôt résultant de l'application des taux ci-dessus est majoré de quatre mille (4 000) francs, au profit de l'Office de Radiodiffusion et Télévision du Bénin.

Ces prélèvements sont portés distinctement sur le même avis d'imposition que la taxe foncière unique.

II- Obligations des contribuables**Article 117**

Toute personne percevant des revenus fonciers est tenue de remettre chaque année avant le 31 janvier, au service des Impôts compétent, un état annoté des noms de ses locataires et du détail des acomptes versés sur la base des loyers de l'année précédente.

L'état annoté visé à l'alinéa précédent du présent article peut être transmis par voie électronique.

Les locataires, sous-locataires, passibles de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu sont tenus de fournir à l'appui de leur déclaration annuelle de bénéfice, le relevé détaillé des loyers passés en frais généraux.

Article 118

Les gérants des sociétés civiles visés à l'article 5 sont tenus de fournir, avant le 31 janvier de chaque année pour les revenus de l'année précédente, à l'inspecteur des Impôts du lieu du siège de la société ou, si ce siège est situé à l'étranger, à l'Inspecteur des Impôts du lieu de situation de l'immeuble, un état indiquant par immeuble, les renseignements prévus à l'article 119 ci-après.

Article 119

Les renseignements dont la production est prévue à l'article précédent sont :

- 1- les prénoms, nom et domiciles des associés;
- 2- le revenu brut global de l'immeuble tel qu'il est défini à

l'article 114 ;

3 - la liste détaillée des charges déductibles énumérées à l'article 115 ;

4 - le nombre de parts de la société civile possédées par chaque associé ainsi que la part du revenu net ou du déficit revenant à chacun d'eux.

Article 120

Les associés des sociétés civiles visées à l'article 5 sont personnellement tenus de déclarer leur part de revenu net foncier dans les mêmes conditions et délais que les autres contribuables.

Article 121

Pour fixer la base imposable, l'administration fiscale peut adresser une demande de renseignements. L'absence de réponse, dans un délai de trente (30) jours, est sanctionnée

par la pénalité prévue à l'article 1096 bis du présent Code. En cas de contestation, elle fait supporter la charge de la preuve au requérant.

Le défaut de production des renseignements demandés entraîne une taxation d'office.

SECTION III: DISPOSITIONS PARTICULIERES

Sous-section 1 : Évaluation forfaitaire minimale du revenu imposable d'après les éléments de train de vie

Article 122

En cas de disproportion marquée entre le train de vie d'un contribuable et ses revenus, le revenu imposable à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, ne peut être inférieur à une somme forfaitaire déterminée en appliquant à certains éléments de ce train de vie, le barème ci-après :

Éléments du train de vie	Revenu forfaitaire annuel correspondant
1 - Résidences principales et secondaires au Bénin ou hors Bénin, dépenses d'entretien et occupation Cette valeur est majorée si la résidence comporte des piscines.	Trois fois la valeur locative 1 000 000 francs par piscine
2 - Gardien, cuisinier, jardinier et autres par personne	400 000 francs
3 - Voitures automobiles de tourisme a) de puissance supérieure à 20 CV, par voiture b) de puissance comprise entre 15 et 20 CV, par voiture ; c) d'une puissance inférieure à 15 CV, par voiture ;	a) (>20CV) 3 000 000 francs b) (15CV et 20CV) 2 500 000 francs c) (<15CV) 2 000 000 francs Ces valeurs subissent un abattement de 20% après un an d'usage et de 10% supplémentaires par année pendant les quatre années suivantes sans pour autant être inférieures à 500 000. Toutefois, la base ainsi déterminée est réduite de moitié, pour les voitures qui sont affectées à titre exclusif à un usage professionnel.
4 - Bateaux de plaisance à voiles a- jusqu'à trois tonneaux b- par tonneau au-dessus de trois jusqu'à dix c- au-dessus de dix:	200 000 francs 5 000 francs 100 000 francs
5- Bateaux de plaisance à moteur fixe hors bord - pour les 20 premiers chevaux - par cheval-vapeur supplémentaire	300 000 francs 20 000 francs.
6 - Chevaux de course a- par cheval pur-sang b- par cheval demi-sang c- par cheval local	1 500 000 francs 1 000 000 francs 500 000 francs
7 - Avions de tourisme	20 000 000 francs.
8 - Voyages à l'étranger Le revenu à retenir sera fonction du coût du voyage et de la durée du séjour	Frais réels par jour
9- Frais de subsistance	Trois fois le SMIG
10- Frais de scolarité pour les enfants inscrits à l'étranger	Frais réels

Les dispositions de l'alinéa précédent sont applicables aux personnes domiciliées en République du Bénin qui ne déclarent aucun revenu nonobstant le caractère ostentatoire de leur train de vie.

Article 123

Les éléments dont il est fait état d l'article 122 du présent Code pour le calcul du revenu minimum sont ceux dont le contribuable a disposé pendant l'année dont les revenus sont imposés.

Par dérogation aux dispositions de l'article 12 ci-dessus, les éléments dont il est fait état à l'article 122 du présent Code pour le calcul du revenu minimum, sont ceux dont le contribuable, son épouse et les enfants à charge, ont disposé pendant l'année dont les revenus sont imposés.

La valeur locative à retenir pour les résidences principales ou secondaires est la valeur locative réelle ou estimée.

Sont déduits du revenu global forfaitaire déterminé en vertu de l'article 122ci-dessus, tous les revenus qui sont affranchis à un titre quelconque de l'impôt sur le revenu et dont le contribuable justifie avoir disposé au cours de ladite année.

Sous-section 2 : Imposition des revenus exceptionnels

Article 124

Lorsqu'au cours d'une année, un contribuable a réalisé un revenu exceptionnel tel que la plus-value d'un fonds de commerce ou la distribution de réserves d'une société, et que le montant de ce revenu exceptionnel dépasse la moyenne des revenus nets d'après lesquels ce contribuable a été soumis à l'impôt sur le revenu au titre des trois (03) dernières années, l'intéressé peut demander qu'il soit réparti, pour l'établissement de l'impôt, sur l'année de sa réalisation et les années antérieures non couvertes par la prescription.

Cette disposition est applicable pour l'imposition de la plus-value d'un fonds de commerce à la suite du décès de l'exploitant. Cette demande doit être adressée au ministre chargé des Finances (Direction Générale des Impôts) au plus tard le 1^{er} avril de l'année suivant celle au cours de laquelle le revenu a été réalisé.

L'étalement prévu au premier alinéa est également applicable aux primes de départ volontaire, même si leur montant n'excède pas la moyenne des revenus nets imposables des trois (03) dernières années.

La même faculté est accordée au contribuable qui, par suite de circonstances indépendantes de sa volonté a eu, au cours d'une même année, la disposition de revenus correspondant, par la date normale de leur échéance, à une période de plusieurs années et sans qu'il soit nécessaire que le montant de ces revenus différés dépasse la moyenne des revenus nets d'après lesquels ce contribuable a été soumis à l'impôt sur le revenu au titre des trois (03) dernières

années.

En aucun cas, les revenus visés au présent article ne peuvent être répartis sur la période antérieure à leur échéance normale ou à la date à laquelle le contribuable a acquis les biens ou exploitations, ou entrepris l'exercice de la profession génératrice desdits revenus.

Sous-section 3 : Imposition des revenus occultes

Article 125

Les sociétés anonymes, les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés en commandite simple qui, directement ou indirectement, versent à des personnes dont elles ne révèlent pas l'identité, des commissions, courtages, ristournes commerciales ou non, gratifications et toutes autres rémunérations, sont assujetties à l'impôt sur le revenu à raison du montant global de ces sommes.

La taxation est établie sous une cote unique et porte chaque année sur les sommes payées au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés dû au titre de la même année.

Il est fait application à la totalité des sommes ainsi imposées du taux le plus élevé prévu pour l'impôt sur le revenu sans aucun abattement.

L'application de l'impôt sur le revenu des personnes physiques aux dites sociétés ou personnes morales, ne met pas obstacle à l'imposition des sommes visées ci-dessus, au nom de leurs bénéficiaires, lorsque ceux-ci peuvent être identifiés par l'Administration.

Sous-section 4 : Revenus de l'année fiscale d'acquisition d'une résidence au Bénin

Article 126

Lorsqu'un contribuable, précédemment domicilié à l'étranger, transfère son domicile au Bénin, les revenus dont l'imposition est entraînée par l'établissement du domicile dans cet Etat, ne sont comptés que du jour de cet établissement.

La même règle est applicable dans le cas du contribuable qui n'ayant pas antérieurement de résidence habituelle au Bénin, y acquiert la disposition d'une telle résidence.

Sous-section 5 : Revenus de l'année fiscale du transfert du domicile à l'étranger ou de l'abandon de toute résidence au Bénin

Article 127

Le contribuable domicilié au Bénin qui transfère son domicile à l'étranger est passible de l'impôt sur le revenu à

raison des revenus dont il a disposé pendant l'année de son départ jusqu'à la date de celui-ci et de tous revenus qu'il a acquis sans en avoir la disposition antérieurement à son départ.

Les revenus visés au présent article sont imposés d'après les règles applicables au 1^{er} janvier de l'année de départ. Les cotisations dues sont calculées dès réception de la déclaration provisoire, et, exigibles immédiatement au vu de l'avis d'imposition délivré par le service d'assiette.

Sous-section 6 : Dispositions spéciales applicables en cas de décès

Article 128

Les revenus dont le contribuable a disposé pendant l'année de son décès et les revenus qu'il a réalisés depuis la fin du dernier exercice taxé, sont imposés d'après les règles applicables au 1^{er} janvier de l'année du décès.

Il en est de même des revenus dont la distribution ou le versement résultent du décès du contribuable, s'ils n'ont pas été précédemment imposés, et de ceux qu'il a acquis sans en avoir la disposition antérieurement à son décès.

SECTION IV : OBLIGATIONS DES CONTRIBUABLES

Article 129

Tout contribuable passible de l'impôt sur le revenu des personnes physiques est tenu de souscrire chaque année, avant le 1^{er} mai, une déclaration de son revenu acquis au cours de l'année précédente, avec l'indication, par nature de revenu, des éléments qui le composent. La déclaration devra également comporter l'indication précise des éléments du train de vie énumérés à l'article 122.

Cette déclaration établie sur un formulaire réglementaire mis à la disposition des intéressés, doit être signée et adressée à l'inspecteur des Impôts du lieu d'imposition.

La déclaration peut être transmise par voie électronique.

Article 130

En cas de transfert de domicile à l'étranger ou d'abandon de toute résidence au Bénin, une déclaration provisoire des revenus imposables en vertu de l'article 127 est produite dix jours francs avant la date de départ. Elle est soumise aux règles et sanctions prévues pour les déclarations annuelles. Lorsqu'il s'agit du départ d'un salarié, l'employeur est tenu de déclarer au service des Impôts compétent le montant des rémunérations et de tous les avantages acquis par ce contribuable au titre de son séjour au Bénin et du congé y faisant suite, la date de départ, le mode de transport,

l'adresse mentionnée au contrat de travail et l'adresse de congé du salarié.

Cette déclaration doit être remise en deux exemplaires au service des Impôts, trente (30) jours francs avant la date de départ.

Article 131

En cas de décès du contribuable, la déclaration est produite par les ayants droit du défunt dans les six (06) mois de la date du décès.

Elle est soumise aux règles et sanctions prévues à l'égard des déclarations annuelles.

SECTION V: CONTROLE DES DECLARATIONS

Article 132

L'inspecteur des Impôts vérifie les déclarations. Il peut demander au contribuable des éclaircissements.

Il peut, en outre, lui demander des justifications :

- 1 - au sujet de sa situation et de ses charges de famille ;
- 2 - au sujet des charges retranchées du revenu global par application de l'article 10 du présent Code.

Il peut également lui demander des justifications lorsqu'il a réuni des éléments permettant d'établir que le contribuable peut avoir des revenus plus importants que ceux qui font l'objet de sa déclaration. En particulier si le contribuable allègue la possession de bons ou de titres dont les intérêts ou arrrages sont exclus du décompte des revenus imposables en vertu de l'article 9 ci-dessus, l'inspecteur peut exiger la preuve de la possession de ces bons ou titres et celle de la date à laquelle ils sont entrés dans le patrimoine de l'intéressé.

En cas de décès du contribuable, les demandes d'éclaircissements et de justifications ainsi que les notifications prévues au présent article et à l'article 133 ci-après peuvent être valablement adressées à l'un quelconque des ayants droit ou des signataires de la déclaration de succession.

Article 133

Les éclaircissements et justifications visés à l'article 132 ci-dessus peuvent être demandés verbalement ou par écrit.

Lorsque le contribuable a refusé de répondre à une demande verbale ou lorsque la réponse faite à cette demande est considérée par l'inspecteur comme équivalente à un refus de répondre sur tout ou partie des points à éclaircir, l'inspecteur doit renouveler sa demande par écrit.

Toutes les demandes écrites doivent indiquer explicitement les points sur lesquels l'inspecteur juge nécessaire d'obtenir des éclaircissements ou des justifications et assigner au contribuable, pour fournir sa réponse, un délai de trente (30) jours.

Article 134

Le contrôle de l'impôt sur le revenu se fait conformément aux procédures définies aux articles 1085-B à 1085-D, 1085 bis et 1085 quater à 1085 quater 2 du présent Code.

Article 135

Le contribuable qui, encaissant directement ou indirectement des revenus à l'étranger, ne les a pas mentionnés dans sa déclaration, est réputé les avoir omis et il est tenu de verser le complément d'impôt correspondant assorti de pénalités conformément aux dispositions de l'article 1096 ter du présent Code.

SECTION VI : CALCUL DE L'IMPOT SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES

Article 136

Pour le calcul de l'impôt, le revenu imposable est arrondi au millier de franc inférieur.

Le barème à taux progressifs applicable au revenu net imposable est fixé comme suit :

- 30% pour la tranche de revenu allant de 0 à 10.000.000 de francs ;
- 35% pour la tranche de revenu supérieur à 10.000.000 de francs et inférieur ou égal à 20.000.000 de francs ;
- 40% pour la tranche supérieure à 20.000.000 de francs.

L'impôt résultant de l'application du barème ci-dessus est majoré de quatre mille (4 000) francs, au profit de l'Office de Radiodiffusion et Télévision du Bénin, payable lors du versement de l'acompte du 10 mars prévu à l'article 1120 du présent Code.

I. Impôt minimum

Article 137

Le montant de l'impôt résultant de l'application du barème ne peut en aucun cas être inférieur à un minimum, déterminé suivant chaque catégorie de revenu ainsi qu'il suit :

1- le montant de l'impôt sur le revenu des contribuables réalisant des revenus industriels, commerciaux et non commerciaux, artisanaux et agricoles ne peut être inférieur

à 1% des produits encaissables. Ce montant ne peut en aucun cas être inférieur à deux cent cinquante mille (250.000) francs.

Toutefois, en ce qui concerne les contribuables réalisant des revenus non commerciaux n'ayant pas opté pour la comptabilité d'engagement, le montant de l'impôt ne peut être inférieur à 1% des produits encaissés. Ce montant ne peut en aucun cas être inférieur à deux cent cinquante mille (250 000) francs.

2- Pour les gérants de stations-services, le montant de l'impôt ne peut, nonobstant les dispositions prévues au 1 ci-dessus, être inférieur à celui obtenu par application d'un taux unique de 0,60 franc par litre au volume des produits pétroliers vendus. Ce montant ne peut en aucun cas être inférieur à deux cent cinquante mille (250.000) francs. Ces dispositions sont applicables aux distributeurs non importateurs de produits pétroliers, s'approvisionnant auprès des entreprises importatrices agréées, et pratiquant les prix homologués au même titre que les stations-services.

3- Supprimé

4- En ce qui concerne le commerce de véhicules d'occasion et de certains produits alimentaires, le montant et les modalités de perception de l'impôt minimum sont fixés par arrêté du Ministre chargé des Finances.

II. Barème à taux progressifs

Article 138

Supprimé par la loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant loi de finances pour la gestion 2020

Article 139

Supprimé par la loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant loi de finances pour la gestion 2020

III. Dispositions particulières à certains contribuables

1. Artisans

Article 140

Par dérogation aux dispositions de l'article 136 ci-dessus, le montant de l'impôt calculé est réduit de moitié pour :

- a. les ouvriers travaillant dans les conditions fixées à l'article 14 du présent Code ;
- b. les artisans travaillant chez eux ou au dehors qui se livrent principalement à la vente du produit de leur propre travail et qui n'utilisent pas d'autre concours que celui des personnes énumérées au paragraphe précédent.

2. Adhérents des centres de gestion agréés

Article 141

Pour les contribuables adhérents des centres de gestion agréés, le résultat issu de l'application des tarifs fixés à l'article 136 ci-dessus est réduit de 40% pendant quatre (4) années à compter de celle de leur adhésion.

Une réduction supplémentaire de 10% est accordée aux adhérents exerçant dans le secteur primaire.

1 - L'adhérent au centre de gestion agréé, celui habilité à bénéficier de la réduction d'impôt doit :

- être issu du secteur informel ;
- être assujetti à l'impôt sur le revenu ;
- en être à sa première déclaration fiscale
- s'engager à tenir au moins une comptabilité suivant le système minimal de trésorerie (SMT) du droit comptable OHADA ;
- avoir la qualité d'adhérent pendant toute la durée de l'exercice ou avoir adhéré dans les trois (3) mois de l'ouverture de la période d'imposition.

Une attestation d'adhésion doit lui être fournie par le centre et jointe à la déclaration des revenus.

2 - Les adhérents soumis au régime du bénéfice réel normal ne bénéficient pas de l'abattement fiscal.

Les adhérents aux centres de gestion agréés qui ne se verraient pas octroyer le bénéfice de l'abattement fiscal pourront être éligibles aux mesures d'incitations administratives, commerciales, sociales et d'assistance fiscale auxquelles leur donnera droit leur adhésion aux centres de gestion agréés.

3 - La réduction d'impôt peut être remise en cause en cas de redressement de bénéfices pour dissimulation d'éléments de chiffre d'affaires ou en cas de redressement de taxe sur la valeur ajoutée lorsque la mauvaise foi est établie.

3. Titulaires de revenus salariaux

Article 142

1- En ce qui concerne les contribuables disposant de traitements, salaires ou revenus assimilés, l'impôt est calculé par application à la base d'imposition des taux progressifs suivants :

- 0 % pour la tranche inférieure ou égale à 50.000 francs ;
- 10 % pour la tranche comprise entre 50.001 et 130.000 francs ;
- 15 % pour la tranche comprise entre 130.001 et 280.000 francs ;
- 20 % pour la tranche comprise entre 280.001 et 530.000

francs ;

-30 % pour la tranche supérieure à 530.000 francs.

Un mécanisme de réduction d'impôt est prévu pour tenir compte du nombre d'enfants à la charge du chef de famille. La qualité de chef de famille, considéré comme ayant les enfants à charge, appartient généralement au mari. Elle est attribuée à l'épouse ou à l'une des épouses, si celle-ci justifie de la garde effective des enfants.

2- Sont considérés comme étant à la charge du contribuable, à la condition de n'avoir pas de revenus distincts de ceux qui servent de base à l'imposition de ce dernier, ses enfants ou ceux adoptés légalement qui ne sont pas âgés de plus de vingt-et-un (21) ans, ou de plus de vingt-cinq (25) ans, s'ils justifient de la poursuite de leurs études ou s'ils sont infirmes, sans condition d'âge.

Les taux de réduction d'impôts pour charge de famille se présentent comme ci-après :

- 0 % pour les contribuables ayant un enfant à charge ;
- 5 % pour les contribuables ayant deux enfants à charge ;
- 10 % pour les contribuables ayant trois enfants à charge ;
- 15% pour les contribuables ayant quatre enfants à charge ;
- 20 % pour les contribuables ayant cinq enfants à charge ;
- 23 % pour les contribuables ayant six enfants et plus à charge.

3- L'impôt résultant de l'application du barème ci-dessus est majoré d'un prélèvement, au profit de l'Office de Radiodiffusion et Télévision du Bénin à raison de :

- 1 000 francs sur le salaire du mois de mars ;
- 3 000 francs sur le salaire du mois de juin.

Les salariés dont le montant du revenu imposable n'excède pas la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu salarial sont exonérés du prélèvement de 3 000 francs.

Article 143

Supprimé par la loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant loi de finances pour la gestion 2020

Contribuable ne disposant que de revenus fonciers inférieur ou égal à trois millions (3 000 000) de francs CFA

Article 143 bis

Supprimé par la loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant loi de finances pour la gestion 2020

4. Entreprises nouvelles régulièrement créées

Article 143 ter

Par dérogation aux dispositions des articles 136 et 137 du présent Code, l'impôt sur le revenu dû par les entreprises nouvelles régulièrement créées au titre de leurs trois (03) premières années d'activités est réduit comme suit :

- 25% au titre de la première année d'activités ;
- 25% au titre de la deuxième année d'activités ;
- 50% au titre de la troisième année d'activités.

Les réductions d'impôt prévues à l'alinéa précédent ne s'appliquent pas en cas de rappel de droits suite à une procédure de contrôle fiscal.

Sont également exclues du bénéfice des réductions prévues à l'alinéa 1, les entreprises créées dans le cadre d'une reprise totale ou partielle d'activités préexistantes.



CHAPITRE II : IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

SECTION I : CHAMP D'APPLICATION

I. Personnes morales passibles de l'impôt sur les

Sociétés

Article 144

Il est établi un impôt annuel sur l'ensemble des bénéfices réalisés par les sociétés et autres personnes morales désignées à l'article 145. Cet impôt est désigné sous le nom d'impôt sur les sociétés.

Article 145

Sont passibles de l'impôt sur les sociétés quel que soit leur objet, les sociétés anonymes et les sociétés à responsabilité limitée.

Sont également passibles dudit impôt :

1 - les sociétés en nom collectif, les sociétés civiles professionnelles, les sociétés en commandite simple, les sociétés en participation, les groupements d'intérêt économique, la société anonyme et la société à responsabilité limitée dont l'associé unique est une personne physique, lorsqu'ils optent pour leur assujettissement à cet impôt.

L'option qui doit être formulée avant le 30 novembre s'exerce pour une période de deux (2) ans à compter du 1^{er} janvier de l'exercice suivant. Elle se renouvelle par tacite reconduction à l'issue de la période, sauf dénonciation avant le 30 novembre de la deuxième année.

2 - les sociétés coopératives, les groupements et leurs unions et fédérations, ainsi que les confédérations des sociétés coopératives et des groupements, quelle que soit leur activité à savoir : a. les sociétés coopératives de consommation lorsqu'elles possèdent des établissements, boutiques ou magasins pour la vente ou la livraison de denrées, de produits ou marchandises ;

b. les sociétés coopératives et unions de coopératives d'artisans ;

c. les sociétés coopératives ouvrières de production ;

3 - les personnes morales et sociétés se livrant à des opérations d'intermédiaires pour l'achat ou la vente d'immeubles ou de fonds de commerce ou qui habituellement, achètent en leur nom les mêmes biens en vue de les revendre, et les sociétés de crédit foncier ;

4 - les personnes morales et sociétés qui procèdent au lotissement et à la vente des terrains leur appartenant ;

5 - les personnes morales et sociétés qui donnent en location un établissement commercial ou industriel muni du

mobilier et du matériel nécessaire à son exploitation, que la location comprenne ou non tout ou partie des éléments incorporels du fonds de commerce ou d'industrie ;

6 - les adjudicataires, concessionnaires et fermiers de droits communaux ;

7 - les sociétés d'assurances et de réassurances, quelle que soit leur forme ;

8 - les banques et établissements financiers ;

9 - les loueurs d'appartements meublés ;

10 - les établissements publics, les organismes de l'Etat ou des collectivités décentralisées qui jouissent de l'autonomie financière et qui se livrent à une activité de caractère industriel ou commercial;

11 - les sociétés anonymes et les sociétés à responsabilité limitée dont l'associé unique est une personne morale ;

12 - toutes autres personnes morales se livrant à une exploitation ou à des opérations à caractère lucratif.

II. Exonérations

Article 146

Sont exonérés de l'impôt sur les sociétés :

1- les sociétés coopératives de consommation qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes ;

2- les offices d'habitations économiques ;

3- les institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit régies par les textes en vigueur ;

4- les sociétés de prévoyance, sociétés coopératives agricoles, les associations d'intérêt général agricole, sociétés d'assurances et de réassurances mutuelles agricoles ;

5- les sociétés de secours mutuels ;

6- les établissements publics de l'Etat ou des collectivités décentralisées n'ayant pas un caractère industriel et commercial ;

7- les collectivités locales, les syndicats de communes, ainsi que leurs régies de services publics ;

8- les chambres de commerce, d'industrie, d'artisanat, d'agriculture et de métiers, lorsqu'elles ne se livrent pas à des activités de nature commerciale ;

9- les associations et organismes sans but lucratif légalement constitués et dont la gestion est désintéressée.

Le but non lucratif s'entend de l'exercice d'une activité qui

n'emprunte pas les modalités de gestion similaires à celles des entreprises commerciales.

Le caractère désintéressé de la gestion résulte de la réunion des conditions suivantes :

- l'organisme doit, en principe, être géré et administré à titre bénévole par des personnes n'ayant elles-mêmes, ou par personne interposée, aucun intérêt direct ou indirect dans les résultats de l'exploitation. Toutefois, lorsque l'association décide que l'exercice des fonctions dévolues à ses dirigeants justifie le versement d'une rémunération, le caractère désintéressé de sa gestion n'est pas remis en cause si ses statuts et ses modalités de fonctionnement assurent sa transparence financière, l'élection régulière et périodique de ses dirigeants, le contrôle effectif de sa gestion par ses membres et l'adéquation de la rémunération aux sujétions effectivement imposées aux dirigeants concernés ;

- la rémunération mensuelle d'un dirigeant ne peut en aucun cas excéder deux (02) fois le salaire minimum interprofessionnel garanti.

Nonobstant cette exonération, les associations et organismes sont tenus de déposer, avant le 1er mai de chaque année auprès des services fiscaux de leur ressort territorial, le rapport d'activité (moral et financier) de leur structure ;

10- - les sociétés d'investissement à capital variable pour la partie des bénéfices provenant des produits nets de leur portefeuille ou des plus-values qu'elles réalisent sur la vente des titres ou des parts sociales faisant partie de ce portefeuille ;

11- - les établissements financiers de capital- risque ou financiers d'investissement en fonds propres et les sociétés de capital-risque ou d'investissement en fonds propres pour la partie des bénéfices provenant des produits nets de leur portefeuille. Cette exonération est de quinze (15) ans à compter de la date de création de la société et subordonnée aux conditions suivantes :

-avoir à tout moment un minimum de 50% de la valeur nette du portefeuille global composé d'actions de sociétés non cotées en bourse ;

-joindre à la déclaration de résultat prévue à l'article 33 du présent Code, un état permettant d'apprécier à la fin de chaque année le quota de 50% visé ci-dessus.

12- - les sociétés ayant pour objet la construction d'immeubles en vue de leur division en ce qui concerne les plus-values résultant de l'attribution exclusive aux associés, par voie de partage en nature à titre pure et simple, de la

fraction des immeubles construits par celles-ci et pour laquelle ils ont vocation.

Le bénéfice de ces exonérations est subordonné toutefois à la condition que le procès-verbal de l'Assemblée Générale approuvant le partage soit enregistré avant l'expiration d'un délai de sept (07) ans à compter de la date de la constitution de la société.

L'acte de partage lui-même devra être enregistré au plus tard, un (01) an après l'enregistrement du procès-verbal de la délibération de l'Assemblée Générale approuvant le projet de partage ;

13- les sociétés d'exploitation agricole, de pêche et d'élevage.

14- la Caisse des dépôts et consignations du Bénin ainsi que toute filiale créée assurant une mission d'intérêt général.

III. Territorialité

Article 147

1) L'impôt sur les sociétés est dû à raison des bénéfices réalisés dans les entreprises exploitées au Bénin ainsi que de ceux dont l'imposition est attribuée au Bénin par une convention internationale visant l'élimination des doubles impositions.

2) Sous réserve des dispositions des conventions internationales relatives aux doubles impositions, sont réputées exploitées au Bénin :

a) les sociétés et autres entités résidentes au Bénin, c'est-à-dire celles dont le siège social ou le lieu de direction effective est situé au Bénin ;

b) les sociétés et autres entités non-résidentes disposant d'un établissement stable au Bénin.

3) Dans le cas visé au point 2-b, les bénéfices de la société non-résidente sont imposables au Bénin où est situé son établissement stable, mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables :

- a) à cet établissement stable ; ou
- b) aux ventes, au Bénin, de marchandises de même nature ou de nature analogue que celles qui sont vendues par cet établissement stable ; ou
- c) à d'autres activités industrielles ou commerciales exercées au Bénin et de même nature ou de nature analogue à celles qui sont exercées par cet établissement stable.

Article 147-bis

1) L'expression « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle

l'entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2) Constituent notamment des établissements stables :

- a) un siège de direction ou d'exploitation ;
- b) une succursale ;
- c) un entrepôt ;
- d) un bureau ;
- e) une usine ;
- f) un atelier ;
- g) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou autre lieu d'extraction de ressources naturelles ;
- h) une installation ou structure servant à la prospection ou l'exploitation de ressources naturelles.

3) Sont réputés posséder la qualité d'établissement stable :

- a) un chantier de construction, un projet de montage ou d'installation ou des activités de surveillance s'y exerçant, lorsque ce chantier, ce projet ou ces activités ont une durée supérieure à trois (3) mois ;
- b) la fourniture de services, y compris les services de consultants, par une entreprise agissant par l'intermédiaire de salariés ou d'autre personnel engagé par l'entreprise à cette fin, mais seulement si les activités de cette nature se poursuivent pour le même projet ou un projet connexe sur le territoire béninois pendant une ou des périodes représentant un total de plus de cent quatre-vingt-trois (183) jours dans les limites d'une période quelconque de douze mois.

4) On ne considère pas qu'il y a établissement stable si :

- a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage ou d'exposition de marchandises appartenant à l'entreprise ;
- b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage ou d'exposition ;
- c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;
- d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise ;
- e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité ;
- f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux points a) à e),

à condition que cette activité, ou que, dans le cas visé au point f), l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires, revête un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5) Le paragraphe 4 ne s'applique pas à une installation fixe d'affaires utilisée ou détenue par une entreprise si la même entreprise ou une entreprise étroitement liée exerce des activités d'entreprise dans la même installation ou dans une autre installation au Bénin, et :

- a) cette installation ou cette autre installation constitue un établissement stable pour l'entreprise ou pour l'entreprise étroitement liée en vertu des dispositions du présent article, ou
- b) l'activité d'ensemble résultant du cumul des activités exercées par les deux entreprises dans la même installation, ou par la même entreprise ou des entreprises étroitement liées dans les deux installations, ne revêt pas un caractère préparatoire ou auxiliaire, si les activités d'entreprise exercées par les deux entreprises dans la même installation, ou par la même entreprise ou des entreprises étroitement liées dans les deux installations, constituent des fonctions complémentaires qui s'inscrivent dans un ensemble cohérent d'activités d'entreprise.

6) Nonobstant les dispositions des points 1 et 2, mais sous réserve des dispositions du point 8 ci-dessous, lorsqu'une personne agit au Bénin pour le compte d'une entreprise, cette entreprise est réputée avoir un établissement stable au Bénin pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, si cette personne :

- a) conclut habituellement des contrats ou joue habituellement le rôle principal menant à la conclusion de contrats qui, de façon routinière, sont conclus sans modification importante par l'entreprise, et que ces contrats sont :

- i. au nom de l'entreprise, ou
- ii. pour le transfert de la propriété de biens, ou pour la concession du droit d'utiliser des biens, appartenant à cette entreprise ou que l'entreprise a le droit d'utiliser, ou
- iii. pour la prestation de services par cette entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au point 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires (autre qu'une installation fixe d'affaires à laquelle le point 5 s'appliquerait), ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce point ; ou
- b) ne conclut pas habituellement des contrats ni ne joue habituellement le rôle principal menant à la conclusion de contrats, mais maintient de manière habituelle au Bénin des stocks de marchandises à partir desquels cette personne

livre de manière régulière des marchandises pour le compte de l'entreprise.

7) Nonobstant les dispositions du présent article, une entreprise d'assurances non-résidente est, sauf en matière de réassurance, considérée comme ayant un établissement stable au Bénin si elle y perçoit des primes ou assure des risques qui y sont courus par l'intermédiaire d'un employé ou par l'intermédiaire d'un représentant qui n'entre pas dans la catégorie de personnes visées au point 6.

8) Les points 6 et 7 ne s'appliquent pas lorsque la personne qui agit au Bénin pour le compte d'une entreprise non-résidente exerce au Bénin une activité d'entreprise comme agent indépendant et agit pour l'entreprise dans le cadre ordinaire de cette activité. Toutefois, lorsqu'une personne agit exclusivement ou presque exclusivement pour le compte d'une ou de plusieurs entreprises auxquelles elle est étroitement liée, cette personne n'est pas considérée comme un agent indépendant au sens du présent point en ce qui concerne chacune de ces entreprises.

9) Le fait qu'une société résidente contrôle ou soit contrôlée par une société non-résidente ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

10) Aux fins du présent article, une personne ou une entreprise est étroitement liée à une entreprise si, compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances pertinents, l'une contrôle l'autre ou toutes deux sont sous le contrôle des mêmes personnes ou entreprises. Dans tous les cas, une personne ou une entreprise sera considérée comme étroitement liée à une entreprise si l'une détient directement ou indirectement plus de 50 % du total des droits de vote et de la valeur des actions de la société ou des droits ou participations effectifs dans les capitaux propres de la société, ou si une autre personne ou entreprise détient directement ou indirectement plus de 50 % du total des droits de vote et de la valeur des actions de la société ou des droits ou participations effectifs dans les capitaux propres de la société de la personne et l'entreprise ou dans les deux entreprises.

SECTION II : DETERMINATION DU BENEFICE IMPOSABLE

I. Principes généraux

Article 148

Les bénéficiaires passibles de l'impôt sur les sociétés sont déterminés d'après les règles fixées aux articles 20 à 23, 25,

28 et 37 du présent Code.

Article 149

Sont déductibles du résultat :

- Les intérêts servis aux associés ou ceux constatés au profit des entreprises apparentées, en rémunération des sommes qu'elles laissent ou mettent à la disposition de la société en sus de leur part de capital dans les limites suivantes :
 - le montant total des sommes laissées à la disposition de la société par l'ensemble de ces personnes ne peut excéder le montant de son capital social, cette limite n'étant toutefois pas applicable aux associés ou actionnaires des sociétés holdings visées à l'article 22 du présent Code ;
 - le montant total de ces intérêts ne peut excéder 30 % du résultat avant impôt, intérêts, dotations aux amortissements et provisions ;
 - le taux des intérêts servis ne peut excéder le taux moyen des avances de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, pratiqué au titre de l'année en cours, majoré de trois (03) points ;
 - le remboursement des sommes doit intervenir dans les cinq (05) années suivant leur mise à disposition et la société ne doit pas faire l'objet d'une liquidation pendant cette période. Dans le cas contraire, les intérêts déduits au titre de ces sommes sont rapportés au résultat de la sixième année ou de l'année de liquidation ;
 - les intérêts servis à ces personnes ne sont déductibles, quel que soit leur montant, qu'à condition que le capital social de la société emprunteuse ait été entièrement libéré.
 - les dons, cotisations et autres libéralités dans la limite de un pour mille (1‰) du chiffre d'affaires ;
 - par dérogation aux dispositions du tiret précédent, les dons et libéralités dans les domaines de l'éducation, de la santé ou des infrastructures collectives consentis à l'État, à ses démembrements et aux fédérations sportives reconnues par le ministère en charge des sports et désignées par arrêté conjoint du ministre chargé des sports et du ministre chargé des finances, dans la limite de vingt-cinq millions (25 000 000) de francs CFA en sus de la déduction accordée au deuxième tiret.

La preuve de la réception des dons et libéralités visés au tiret précédent est jointe obligatoirement à la déclaration de résultat.

Article 150

Sont admis en déduction :

- 1- en ce qui concerne les sociétés coopératives de

consommation, les bonis provenant des opérations faites avec les associés et distribués à ces derniers au prorata de la commande de chacun d'eux ;

2 - en ce qui concerne les sociétés coopératives ouvrières de production, la part des bénéfices nets qui est distribuée aux travailleurs, dans les conditions prévues par les textes qui régissent ces sociétés.

II. Règles particulières d'établissement de l'imposition

Article 151

En cas de dissolution, de transformation entraînant la création d'un être moral nouveau, d'apport en société, de fusion, de transfert de siège ou d'un établissement à l'étranger, l'impôt sur les sociétés est établi dans les conditions prévues à l'article 167.

III. Fusions de sociétés et apports partiels d'actif

Article 152

Les plus-values, autres que celles réalisées sur marchandises, résultant de l'attribution d'actions ou de parts sociales (parts de capital) à la suite de fusions de sociétés anonymes ou à responsabilité limitée, sont exonérées de l'impôt sur les sociétés.

Il en est de même des plus-values autres que celles réalisées sur les marchandises, résultant de l'attribution gratuite d'actions ou de parts sociales, à la suite de l'apport par une société anonyme ou à responsabilité limitée à une autre société constituée sous l'une de ces formes d'une partie de ses éléments d'actif, à condition que la société bénéficiaire de l'apport ait son siège social au Bénin.

Toutefois, l'application des dispositions des deux alinéas précédents est subordonnée à l'obligation constatée dans l'acte de fusion ou d'apport pour la société absorbante ou nouvelle ou pour la société bénéficiaire de l'apport de calculer en ce qui concerne les éléments autres que les marchandises comprises dans l'apport, les amortissements annuels à prélever sur les bénéfices ainsi que les plus-values ultérieures résultant de la réalisation de ces éléments, d'après le prix de revient qu'ils comporteraient pour les sociétés fusionnées ou pour la société apporteuse, déduction faite des amortissements déjà réalisés par elle.

IV. Personnes morales dont le siège est situé hors du Bénin et disposant de propriétés immobilières situées au Bénin

Article 153

Si une personne morale dont le siège est situé hors du Bénin a la disposition d'une ou plusieurs propriétés immobilières situées au Bénin ou en concède la jouissance gratuitement ou moyennant un loyer inférieur à la valeur locative réelle, elle est soumise à l'impôt sur les sociétés sur une base qui ne peut être inférieure à la valeur locative réelle de cette propriété ou de ces propriétés.

Lorsque l'occupant a son domicile fiscal au Bénin, il est solidairement responsable du paiement de cette imposition. Ces dispositions ne sont toutefois pas applicables aux organismes à but non lucratif qui exercent une activité désintéressée de caractère social ou philanthropique, éducatif ou culturel et qui établissent que l'exercice de cette activité au Bénin justifie la possession ou la disposition des propriétés immobilières en cause.

V. Cas particuliers de rémunérations déductibles pour certaines sociétés

Article 154

Dans les sociétés à responsabilité limitée dont les gérants sont associés majoritaires, les traitements et toutes autres rémunérations qui leur sont alloués, sont admis en déduction du bénéfice de la société pour l'établissement de l'impôt à la condition que ces rémunérations correspondent à un travail effectif et ne soient pas excessives eu égard à l'importance du service rendu et soient soumises à l'impôt sur le revenu au nom des bénéficiaires.

Pour l'application du présent article, les gérants qui n'ont pas personnellement la propriété des parts sociales sont considérés comme associés si leur conjoint ou leurs enfants non émancipés ont la qualité d'associés.

Dans ce cas, comme dans celui où le gérant est associé, les parts appartenant en toute propriété ou en usufruit au conjoint et aux enfants non émancipés du gérant sont considérées comme possédées par ce dernier.

Le caractère minoritaire ou majoritaire de la gérance est apprécié dans son ensemble, compte tenu du rôle effectif de chacun des associés au sein de l'entreprise. Ainsi, dès lors qu'un associé exerce un contrôle constant sur la marche des affaires, qu'il détient la signature sociale ou qu'il a manifestement pouvoir d'engager la société vis-à-vis des tiers, qu'il perçoit des rémunérations ou tout autre avantage équivalent à ceux de l'associé gérant statutaire, il acquiert

ipso facto la qualité de gérant de fait. Dans cette éventualité et sans que les conditions ci-avant énumérées soient simultanément réunies, la gérance devient majoritaire dès l'instant que le total des parts détenues par l'ensemble des gérants de droit ou de fait excède la moitié des parts sociales.

Dans le cas où seul l'associé-gérant est domicilié au Bénin, il est réputé être gérant majoritaire sauf pour lui d'apporter la preuve que chacun des autres associés résidant hors du territoire a bien inclus dans les bases de son impôt personnel la quote-part des bénéfices lui revenant. Cette preuve ne saurait résulter que de la production d'une attestation des services fiscaux du lieu du domicile de chacun des intéressés.

SECTION III : ETABLISSEMENT DE L'IMPOSITION

I. Lieu d'imposition

Article 155

L'impôt sur les sociétés est établi sous une cote unique au nom de la personne morale ou association pour l'ensemble de ses activités imposables au Bénin au lieu de son principal établissement.

Toutefois, l'Administration chargée de l'assiette de l'impôt peut désigner comme lieu d'imposition :

- soit celui où est assurée la direction effective de la société ;
- soit celui de son siège social s'il est situé au Bénin.

Les personnes morales exerçant des activités au Bénin ou y possédant des biens sans y avoir leur siège social, sont imposables dans les conditions prévues à l'article 160 du présent Code.

II. Calcul de l'impôt

Article 156

Pour le calcul de l'impôt, toute fraction du bénéfice imposable inférieure à 1 000 francs CFA est négligée.

Le taux de l'impôt est fixé à 25% du bénéfice imposable pour :

- les personnes morales ayant une activité industrielle ;
- les entreprises minières en ce qui concerne les bénéfices provenant exclusivement de l'exploitation d'un gisement de substances minérales.

Le taux de l'impôt est fixé à 30% du bénéfice imposable pour les personnes morales autres que les industries.

Cependant :

1° pour les activités autres que celles visées au 2° ci-dessous du présent article et pour les contribuables

assujettis à l'impôt selon le régime du bénéfice réel, le montant annuel de l'impôt ne peut être inférieur à celui obtenu par application aux produits encaissables des taux de:

- 0,75% pour les personnes morales ayant une activité industrielle:

- 1% pour les entreprises minières et les personnes morales autres que les industries. Dans tous les cas, l'impôt ne peut être inférieur à deux cent cinquante mille (250 000) francs.

2° les bénéficiaires tirés des activités de recherche, d'exploitation, de production et de vente d'hydrocarbures naturels, y compris les opérations de transport en République du Bénin qui en sont l'accessoire, sont soumis à l'impôt sur les sociétés à un taux compris entre 35% et 45% selon les clauses du contrat de recherche et d'exploitation.

Si des règles spéciales concernant la détermination du bénéfice imposable et des modalités d'assiette et de recouvrement de l'impôt sont spécifiées dans les conventions d'octroi des titres pétroliers, les dispositions du présent Code et des autres textes fiscaux ne s'appliquent aux activités susvisées que dans la mesure où ces dispositions ne sont pas modifiées par lesdites conventions ;

3° Pour les stations-services, le montant annuel de l'impôt ne peut, nonobstant les dispositions prévues au 1 ci-dessus, être inférieur à celui obtenu par application d'un taux unique de 0,60 franc par litre au volume des produits pétroliers vendus.

Dans tous les cas, l'impôt ne peut être inférieur à deux cent cinquante mille (250.000) francs.

Ces dispositions sont applicables aux distributeurs non importateurs de produits pétroliers, s'approvisionnant auprès des entreprises importatrices agréées, et pratiquant les prix homologués au même titre que les stations-services.

4° En ce qui concerne le commerce de véhicules d'occasion et de certains produits alimentaires, le montant et les modalités de perception de l'impôt minimum sont fixés par arrêté du Ministre chargé des Finances.

5° Le montant de l'impôt est majoré de quatre mille (4 000) francs, au profit de l'Office de Radiodiffusion et Télévision du Bénin, payable lors du versement de l'acompte du 10 mars prévu à l'article 1120 du présent Code.

6° Les personnes morales bénéficient des avantages fiscaux dans les conditions prévues au point 1 de l'article 141 du présent Code.

III. Impôt dû par les sociétés nouvelles régulièrement créées

Article 156 bis

Par dérogation aux dispositions de l'article 156 du présent Code, l'impôt sur les sociétés dû par les sociétés nouvelles régulièrement créées est réduit de :

- 25% au titre de la première année d'activités ;
- 25% au titre de la deuxième année d'activités ;
- 50% au titre de la troisième année d'activités.

Les réductions d'impôt prévues à l'alinéa précédent ne s'appliquent pas en cas de rappel de droits suite à une procédure de contrôle fiscal.

Sont également exclues du bénéfice des réductions prévues à l'alinéa 1, les entreprises créées dans le cadre d'une reprise totale ou partielle d'activités préexistantes.

SECTION IV : OBLIGATIONS DES PERSONNES

MORALES

I. Modalités de paiement de l'impôt

Article 157

L'impôt sur les sociétés est payé conformément aux dispositions de l'article 1120 nouveau du présent Code.

II. Déclarations d'existence et de modification des statuts

Article 158

1 - Les sociétés, collectivités et autres personnes morales visées aux articles 145 et 153 du présent Code sont tenues, lors de leur création, de souscrire une demande " aux fins d'immatriculation à l'identifiant Fiscal Unique et de joindre à leur demande un plan de localisation.

2 - En cas de modification de la raison sociale, de la forme juridique, de l'objet, de la durée, du siège de la société ou du lieu de son principal établissement, d'augmentation, de réduction ou d'amortissement du capital, de libération totale ou partielle des actions, d'émission, de remboursement ou d'amortissement d'emprunts représentés par des titres négociables, de remplacement d'un ou plusieurs dirigeants ou gérants ou, dans les sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions, d'un ou plusieurs associés, les sociétés visées à l'article 145 doivent en faire la déclaration dans le délai d'un mois et déposer en même temps un exemplaire, sur papier non timbré, dûment certifié, de l'acte modificatif. Les déclarations prévues aux points 1 et 2 qui précèdent doivent être adressées ou remises au service chargé de

l'assiette de l'impôt dont la personne morale relève.

III. Déclaration des résultats

Article 159

1- Les redevables de l'impôt sur les sociétés doivent souscrire avant le 1^{er} mai de chaque année, une déclaration de leur bénéfice de l'année ou de l'exercice précédent.

Cette déclaration doit être remise à l'inspecteur des Impôts du lieu du siège social ou du principal établissement du redevable en République du Bénin.

Si l'entreprise a été déficitaire, la déclaration du montant du déficit est produite dans les mêmes conditions et délais.

La déclaration peut être transmise par voie électronique.

Pour les compagnies et sociétés d'assurances, le délai de dépôt est, nonobstant l'alinéa 1^{er} du présent article, fixé à six (06) mois après la date statutaire de clôture de l'exercice.

Les entreprises bénéficiaires du code des investissements sont soumises aux mêmes obligations visées au point 1 du présent article.

En cas d'absence de déclaration ou de déclaration tardive, la liquidation de l'impôt dû à raison de la période d'imposition est faite d'office dans les conditions de l'article 1085-E du présent Code.

2 - Les personnes morales et associations visées au point 1 du présent article sont tenues de fournir en même temps que leur déclaration du bénéfice ou de déficit, outre les pièces prévues à l'article 34 du présent Code :

- les comptes rendus et les extraits des délibérations des conseils d'administration ou des actionnaires et, dans le mois suivant leurs dates, si les délibérations interviennent après le délai de dépôt des déclarations de résultats, un état indiquant les bénéfices répartis aux associés actionnaires ou porteurs de parts ainsi que les sommes ou valeurs mises à la disposition au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés et présentant le caractère de revenus distribués au sens des articles 57 et suivants ;

- le relevé des mouvements ayant affecté pendant l'exercice les comptes courants des associés, un état des intérêts payés au titre des créances, dépôts et cautionnements avec l'identité et l'adresse des bénéficiaires ;

- pour les entreprises dont le siège social est situé hors de la République du Bénin, deux exemplaires de leurs états financiers ;

- pour les holdings ou sociétés mères, les états financiers consolidés de l'ensemble constitué par toutes les entreprises qu'elles contrôlent ;

- les entreprises d'assurances ou de réassurances, de capitalisation ou d'épargne remettent un double du compte détaillé et des tableaux annexes qu'elles fournissent au contrôle des assurances.

IV. Désignation d'un représentant au Bénin

Article 160

Les personnes morales exerçant des activités au Bénin ou y possédant des biens sans y avoir leur siège social et imposables à l'impôt sur les sociétés comme prévu à l'article 153 du présent Code, sont tenues de désigner un représentant au Bénin nanti des pouvoirs en vue de les représenter valablement et, au respect des obligations prévues aux articles 34 à 37 du présent Code.

En outre, ces personnes morales qui ne satisfont pas aux prescriptions dudit article encourent la procédure de taxation d'office dans les conditions de l'article 1085-E du présent Code sans préjudice des sanctions fiscales prévues aux articles 1096 bis et des sanctions pénales qui pourraient être appliquées en vertu des dispositions des articles 1178 du présent Code.

V. Obligations comptables

Article 161

Les dispositions des articles 34 à 39 du présent Code sont applicables aux personnes soumises à l'impôt sur les sociétés.

Toutefois, les établissements financiers de capital-risque ou les établissements financiers d'investissement en fonds propres et les sociétés de capital-risque ou les sociétés d'investissement en fonds propres qui se livrent à des activités annexes ou connexes doivent tenir une comptabilité séparée desdites activités soumises d'office au régime fiscal de droit commun.



CHAPITRE III : DISPOSITIONS COMMUNES AUX IMPÔTS VISES AUX CHAPITRES PREMIER ET DEUXIEME**SECTION I : IMPOSITION DES CONTRIBUABLES
DISPOSANT DEREVENUS PROFESSIONNELS
PROVENANT DE SOURCES DIVERSES****Article 162**

Lorsqu'une entreprise industrielle ou commerciale étend son activité à des opérations relevant de la catégorie des professions non commerciales, les résultats de ces opérations, déterminés suivant les règles propres aux revenus tirés des bénéfices industriels et commerciaux, sont compris dans les bases de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

**SECTION I BIS : OBLIGATION DE DELIVRANCE DE
FACTURES NORMALISEES****Article 162 bis**

1- Sauf dérogation expresse accordée par le directeur général des impôts, toute opération effectuée par les personnes physiques, les sociétés et toutes autres personnes morales visées à l'article 145 du présent code, soumises à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou à l'impôt sur les sociétés, doit faire l'objet d'une facture normalisée,

2- La facture normalisée est une facture émise et transmise à travers une machine électronique de facturation certifiée par la direction générale des impôts.

Les modalités de certification, notamment les obligations incombant aux entreprises ainsi qu'aux importateurs sont fixées par arrêté du ministre chargé des finances.

Les factures normalisées doivent porter les mentions obligatoires énumérées à l'article 256 du présent code.

3- Une machine électronique certifiée de facturation est une unité de facturation ou un système de facturation électronique homologué par la direction générale des impôts relié à un module de contrôle de facturation.

4- La machine électronique certifiée de facturation peut être également présentée sous une version dématérialisée.

5- Les systèmes de facturation électronique commercialisés ou développés par une entreprise pour son propre compte doivent satisfaire aux spécifications techniques émises par la direction générale des impôts et être homologués avant toute utilisation au Bénin. Ces systèmes doivent en outre respecter les critères

d'inaltérabilité, de sécurisation, de conservation et d'archivage des données en vue du contrôle de l'administration fiscale.

Les modalités d'homologation des systèmes de facturation électroniques, notamment les obligations incombant aux fournisseurs et aux utilisateurs sont fixées par arrêté du ministre chargé des finances.

6- Le défaut de présentation de la preuve de l'homologation prévue au point 5 ci-dessus est sanctionné par l'amende prévue à l'article 1096 quater j du présent code.

**SECTION II : DECLARATION DES COMMISSIONS,
COURTAGES, RISTOURNES, HONORAIRES, DROITS
D'AUTEUR, REMUNERATIONS D'ASSOCIES ET DE****Article 163**

Les chefs d'entreprise ainsi que les contribuables relevant de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés qui, à l'occasion de l'exercice de leur profession, réalisent des opérations avec des tiers ne faisant pas partie de leur personnel salarié, doivent déclarer les montants de ces prestations de services lorsqu'elles dépassent mille (1 000) francs CFA par an pour un même bénéficiaire.

A cet effet, ils sont tenus de remettre, au plus tard le 30 avril de chaque année à l'inspecteur des Impôts en même temps que leurs déclarations de résultats, un état mentionnant pour chaque bénéficiaire le montant des prestations de services consommées au cours de l'année précédente :

- le nom et l'adresse précise ;
- l'Identifiant Fiscal Unique (IFU) du bénéficiaire ;
- le montant toutes taxes comprises (TTC).

L'entreprise bénéficiaire des prestations de services qui n'a pas déclaré les charges visées au présent article perd le droit de les porter dans ses frais professionnels pour l'établissement de ses propres impositions.

L'application de cette sanction ne fait pas obstacle à celle de l'amende fiscale prévue à l'article 165 ci-après, ni à l'imposition des mêmes sommes au nom du bénéficiaire.

Les entreprises, sociétés ou associations qui procèdent à l'encaissement ou au versement des droits d'auteur ou inventeur sont tenues de déclarer dans les conditions prévues ci-dessus au présent article, le montant des sommes dépassant mille (1000) francs CFA par an qu'elles

versent à leurs membres ou à leurs mandants.

Toute autre modalité de communication des informations visées aux alinéas 1^{er}, 2 et 4 du présent article est précisée par un arrêté du ministre en charge des Finances.

Article 164

1 - Les gérants des sociétés en nom collectif ou en commandite simple sont tenus de fournir à l'inspecteur des Impôts, en même temps que la déclaration annuelle du bénéfice social prévue à l'article 159 ci-dessus, un état indiquant :

- les noms, prénoms et domiciles des associés ;
- la part des bénéfices de l'exercice ou des exercices clos au cours de l'année précédente correspondant aux droits de chacun des associés en nom collectif ou commandités dans la société ;

En ce qui concerne les sociétés en commandite simple le montant des bénéfices distribués aux commanditaires au cours de l'année précédente.

2 - Les gérants des sociétés à responsabilité limitée sont tenus de déclarer dans les conditions prévues au paragraphe A ci-dessus outre les noms, prénoms et domiciles des associés :

- le nombre de parts sociales appartenant en toute propriété ou en usufruit à chaque associé ;
- les sommes versées à chacun des associés au cours de l'exercice précédent à titre soit de traitement, émoluments, indemnités et autres rémunérations, soit d'intérêts, dividendes ou autres produits de leurs parts sociales.

3 - Les gérants des associations en participation et des sociétés de copropriétaires de navires sont tenus de fournir dans les conditions prévues au point 1^o susvisé un état indiquant :

- les noms, prénoms, professions et domiciles des associés, gérants et des coparticipants ;
- les parts des bénéfices de l'exercice précédent revenant à chaque associé-gérant ainsi qu'à chaque coparticipant, exploitant personnellement une entreprise ou exerçant une profession dans les produits de laquelle entre sa part de bénéfices ;

- le montant des bénéfices distribués aux autres coparticipants, au cours de l'année précédente.

4 - Les sociétés anonymes sont tenues de déclarer le montant des rémunérations versées au cours de l'année précédente aux membres de leur Conseil d'Administration et passibles de l'impôt sur le revenu.

Article 165

Toute infraction aux prescriptions des articles 163 et 164 ci-dessus donne lieu à l'application d'une amende égale au montant des versements non déclarés.

Cette amende peut être atténuée de moitié lorsqu'il s'agit de la première infraction constatée.

Article 166

Les dispositions des articles 163 et 165 ci-dessus ne seront appliquées qu'après un refus d'obtempérer dans les quinze (15) jours de la mise en demeure de produire les déclarations, adressée au contribuable de déclarer les sommes en cause ou de régulariser les erreurs relevées sur la déclaration.

L'application des sanctions ci-dessus ne fait pas obstacle à la mise en œuvre de la solidarité au paiement des impôts qui seraient dus par les bénéficiaires des rémunérations.

SECTION III : SUSPENSION, CESSATION D'ACTIVITES OU CESSION D'ENTREPRISES

Article 167

1 - Toute suspension, cessation d'activités ou cession d'entreprise est soumise à une déclaration préalable auprès de la Direction Générale des Impôts.

La déclaration faite par l'entreprise trois mois avant le jour de la suspension, cessation, ou de la cession indique les nom, prénoms ou raison sociale et adresse de l'exploitant ou du cessionnaire ainsi que la date d'effet de la suspension, de la cessation ou de la cession. La déclaration est soumise à la formalité de l'enregistrement dans les dix (10) jours en cas de cessation ou de cession.

La déclaration faite à la Direction Générale des Impôts est annexée à l'acte de cession intervenu entre les parties qui en fait mention obligatoirement.

2 - Dans le mois suivant l'accomplissement des formalités prévues ci-dessus, les redevables font parvenir à l'inspecteur, la déclaration de leur bénéfice réel accompagnée des pièces indiquées à l'article 34 du présent Code.

En cas d'insuffisance de déclaration ou d'inexactitude dans les renseignements fournis à l'appui de la déclaration du bénéfice réel, l'impôt est majoré ainsi qu'il est prévu à l'article 1096 ter du présent Code.

Dans le cas de suspension, cessation d'activités ou cession en totalité ou en partie d'une entreprise, l'impôt sur le revenu ou l'impôt sur les sociétés est dû en raison de tous

les bénéfices qui n'ont pas encore été taxés. Il est immédiatement établi.

Les bénéfices réalisés au cours de l'année ou de l'exercice de la suspension, de la cessation ou de la cession jusqu'au jour de celle-ci, sont imposables d'après les règles en vigueur à la date de la suspension, de la cessation ou de la cession. Toutefois, si celle-ci est postérieure à la date de publication de nouvelles dispositions applicables au titre de l'année suivante pour l'imposition des bénéfices des exercices clos au cours de l'année de la suspension, de la cessation ou de la cession, les bénéfices du dernier exercice sont imposés suivant les nouvelles dispositions, même si celles-ci ne doivent entrer en vigueur qu'à partir du 1^{er} janvier suivant.

En cas de cession, qu'elle ait lieu à titre onéreux ou à titre gratuit, qu'il s'agisse d'une vente forcée ou volontaire, le cessionnaire est solidairement responsable avec le cédant ou les ayants droit de celui-ci du paiement des cotes relatives à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés dû par le cédant jusqu'à la date de la cession même si elles ne sont pas encore mises au rôle.

3 - Dans le cas de cessation de l'exercice d'une profession non commerciale, l'impôt sur le revenu dû en raison des bénéfices provenant de l'exercice de cette profession, y compris ceux qui proviennent de créances acquises et non encore recouvrées, et qui n'ont pas encore été imposés est immédiatement établi.

Les contribuables doivent, dans le même délai qu'au point 1 ci-dessus, aviser l'Administration de la cessation et lui faire connaître la date à laquelle elle a été ou sera effective, ainsi que, s'il y a lieu, les nom, prénoms et adresse du successeur.

Ce délai commence à courir :

- a. lorsqu'il s'agit de la cessation de l'exercice d'une profession autre que l'exploitation d'une charge ou d'un office, du jour où la cessation a été effective ;
- b. lorsqu'il s'agit de la cessation de l'exploitation d'une charge ou d'un office du jour où a été publiée au Journal officiel la nomination du nouveau titulaire de la charge ou de l'office ou du jour de la cessation effective si elle est postérieure à cette publication.

Les contribuables sont tenus de faire parvenir à l'Administration dans le délai prévu au point 1, la déclaration visée à l'article 44 du présent Code.

Si les contribuables ne produisent pas la déclaration visée au premier alinéa du présent article, les bases d'imposition sont arrêtées d'office.

4 - Les dispositions du présent article sont également applicables dans les cas suivants :

- a. décès de l'exploitant

Les renseignements nécessaires pour l'établissement de l'impôt sont alors produits par les ayants droit du défunt dans les six mois de la date du décès ;

- b. cessation d'entreprise visée à l'article 74 du présent Code.

SECTION IV : TRAITEMENT DES CONTRIBUABLES AYANT CRÉÉ DES EMPLOIS STABLES D'UNE DURÉE D'AU MOINS UN AN

Article 167 bis

Les personnes physiques ou morales passibles de l'impôt sur les bénéfices suivant le régime réel d'imposition et justifiant d'une année d'activité, peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt annuel non renouvelable suite à la conclusion d'un contrat d'embauche à durée indéterminée avec des personnes de nationalité béninoise accédant à leur premier emploi.

Le crédit n'est accordé que lorsque le salarié a accompli un an de service au moins. Le nombre d'emplois créés s'apprécie au 31 décembre de chaque année.

Le montant du crédit est déterminé comme suit :

- 100 000 francs CFA pour 1 à 5 emplois créés ;
- 200 000 francs CFA pour 6 à 10 emplois créés ;
- 350 000 francs CFA pour 11 à 20 emplois créés ;
- 500 000 francs CFA pour plus de 20 emplois créés.

Le crédit est accordé sur demande introduite au cours du premier trimestre de l'année suivant celle du recrutement accompagnée d'une attestation certifiée conforme par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale et la Direction du Travail. Un certificat de crédit d'impôt est délivré à l'entreprise suivant la procédure des régimes d'exception.

Les contribuables assujettis à la taxe professionnelle synthétique et ceux agréés à un régime privilégié prévu par le code des investissements, la zone franche industrielle, le code minier, le code pétrolier ou tout autre régime dérogatoire existant ou à venir ne peuvent bénéficier de cette mesure.

**SECTION V : REMBOURSEMENT PAR CREDIT
D'IMPOT DES FRAIS D'ACQUISITION ET DE
PARAMETRAGE INFORMATIQUE DES MACHINES
ELECTRONIQUES DE FACTURATION DE LA TAXE
SUR LA VALEUR AJOUTEE**

Article 167 ter

Les personnes physiques ou morales qui ont mis en place un système électronique de facturation et acquis des Machines Electroniques Certifiées de Facturation, bénéficient sur demande adressée au Directeur Général des Impôts, d'un remboursement forfaitaire des frais d'acquisition des machines.

Le montant du remboursement par Machine Electronique Certifiée de Facturation est fixé par arrêté du Ministre chargé des Finances.

Le remboursement étalé sur trois années est accordé sur la base du rapport annuel d'utilisation effective de la Machine Electronique Certifiée de Facturation sous forme de crédit imputable sur l'impôt sur le revenu.

Le montant du crédit remboursé par année d'utilisation des Machines Electroniques Certifiées de Facturation est déterminé comme suit :

- 25% au titre de la première année ;
- 25% au titre de la deuxième année ;
- 50% au titre de la troisième année.

Un certificat de crédit d'impôt est délivré chaque année à l'entreprise suivant la procédure des régimes d'exception.



CHAPITRE IV : LES RETENUES A LA SOURCE

SECTION I : ACOMPTE SUR IMPOT ASSIS SUR LES BENEFCES

I. Champ d'application

Article 168

Il est institué un acompte sur impôt assis sur les bénéfices (AIB) exigible sur :

- 1- les marchandises importées, y compris celles mises en régime suspensif, à l'exception des marchandises manifestées en transit et celles en transbordement ;
- 2- les achats commerciaux en régime intérieur auprès d'importateurs, de producteurs et de revendeurs effectués à titre onéreux dans un but commercial ou présumé tel par un assujetti à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés ;
- 3- tous les paiements faits aux fournisseurs de travaux et de biens et aux prestataires de services par les organismes de l'Etat et les entreprises publiques et semi-publiques ;
- 4- tous les paiements faits aux prestataires de services par les entreprises privées relevant du régime du réel visé à l'article 28 du présent code.

II. Exonérations

Article 169

Sont dispensés de l'acompte sur impôt assis sur les bénéfices :

- 1 - les ventes par les sociétés distributrices d'eau non conditionnée ;
- 2 - les ventes d'électricité ;
- 3- les importations à but commercial ou les achats intérieurs effectués par les contribuables relevant du régime du réel et figurant sur la liste établie chaque année par la Direction Générale des Impôts ;
- 4- les entreprises en cours de création notamment à l'étape de formalisation ;
- 5- les importations à but commercial ou les achats intérieurs effectués au cours de leur première année d'activités, par les entreprises nouvellement créées, figurant sur une liste établie chaque année par la Direction Générale des Impôts, au cours de chaque trimestre ;
- 6- les paiements faits par les entreprises privées assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés aux prestataires de services relevant du régime du

réel et figurant sur la liste établie chaque année par la Direction Générale des Impôts ;

- 7- tous les paiements faits par les organismes de l'Etat, les entreprises publiques et semi- publiques aux prestataires de services relevant du régime du réel et figurant sur une liste établie chaque année par la Direction Générale des Impôts ;
- 8- les ventes de produits pétroliers aux distributeurs ou revendeurs non importateurs de produits pétroliers s'approvisionnant auprès des entreprises importatrices agréées et pratiquant les prix homologués.

III. Calcul du prélèvement et imputation

Article 170

L'acompte sur impôt assis sur les bénéfices est de :

- 1- Au cordon douanier:
 - 1% de la valeur en douane majorée de l'ensemble des droits et taxes exigibles, à l'exception de la TVA, en ce qui concerne les importations de marchandises réalisées par les entreprises à risque faible ;
 - 3% de la valeur en douane majorée de l'ensemble des droits et taxes exigibles, à l'exception de la TVA, en ce qui concerne les importations de marchandises réalisées par les entreprises autres que celles à risque faible.

Pour l'application des dispositions ci-dessus, sont considérées comme entreprises à risque faible, celles qui sont dûment localisées, à jour de leurs obligations fiscales et remplissent les critères cumulatifs ci-après :

- appartenir, depuis au moins un (01) an, au fichier des contribuables de la Direction Générale des Impôts ;
- ne pas avoir d'arriérés fiscaux.

La liste des entreprises à risque faible est publiée par l'administration fiscale.

2- En régime intérieur :

- 1% du prix toutes taxes comprises, à l'exception de la TVA, en ce qui concerne les achats commerciaux et les prestations de services réalisés par les entreprises immatriculées à l'identifiant Fiscal Unique ;
- 1% du prix toutes taxes comprises, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée, en ce qui concerne les fournitures de travaux, de biens et de services à l'Etat, aux collectivités locales et aux entreprises publiques ;
- 3% du prix toutes taxes comprises, à l'exception de la TVA, en ce qui concerne les prestataires relevant des

professions libérales ;

- 5% du prix toutes taxes comprises, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée, en ce qui concerne les achats commerciaux, les fournitures de travaux et de biens à l'Etat et aux collectivités locales, aux entreprises publiques et les prestations de services réalisés par les entreprises et les personnes non immatriculées à l'identifiant fiscal unique.

Article 171

Les assujettis à l'AIB relevant du régime du réel d'imposition sont autorisés à imputer sur le montant de l'AIB exigible sur leurs opérations :

- a) l'AIB acquitté lors des achats de biens corporels ;
- b) l'AIB retenu sur les paiements des prestations de services fournies ;
- c) l'AIB acquitté lors de l'importation.

Le montant de l'AIB dont l'imputation est demandée doit être mentionné sur une déclaration appuyée de la quittance de paiement.

Si le montant des AIB payés et imputés est supérieur au montant de l'AIB exigible au titre d'une déclaration mensuelle donnée, l'excédent est imputé sur l'AIB exigible au titre de la ou des déclarations ultérieures jusqu'au 31 décembre de la même année.

Les AIB susvisés qui n'ont pu être imputés au 31 décembre sont imputables sur les impôts dus au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) et de l'impôt sur les sociétés de l'exercice.

Les AIB imputables qui n'ont pas été pris en compte au titre du mois de prélèvement peuvent être mentionnés sur les déclarations déposées au plus tard le 30 avril de l'année suivante.

L'AIB représenté en revanche un prélèvement définitif pour les assujettis autres que ceux visés à l'alinéa premier du présent article.

IV. Obligations et sanctions

Article 172

Les contribuables réalisant des ventes ou des prestations de services entrant dans le champ d'application de l'acompte sur impôt assis sur les bénéfices sont tenus de délivrer à leurs clients une facture normalisée mentionnant distinctement le montant de la retenue exigible, sous réserve des dérogations expresses accordées pour certaines activités par le Directeur Général des Impôts.

Article 173

L'acompte sur impôt assis sur les bénéfices (AIB) est perçu pour le compte de la Direction Générale des Impôts.

1 - Il est retenu à la source, d'une part, par la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI), d'autre part, par les régisseurs ou comptables de services publics, par les entreprises publiques et semi-publiques bénéficiaires de prestations de services et enfin par les entreprises privées, bénéficiaires de prestations ou importateurs, producteurs et revendeurs qui vendent en gros ou demi-gros, et qui relèvent du régime du réel d'imposition ;

2 - l'acompte sur impôt assis sur les bénéfices facturé ou retenu à la source doit être déclaré et versé au guichet du receveur des Impôts au plus tard le 10 du mois suivant celui de sa facturation ou de son prélèvement ;

3 - la déclaration de l'AIB facturé ou retenu à la source doit mentionner le nom, l'adresse précise et le numéro d'immatriculation à l'IFU de l'assujetti ainsi que le montant de l'acompte sur impôt assis sur les bénéfices et celui de la somme toutes taxes comprises ayant donné lieu au prélèvement.

4 - la déclaration et le paiement visés aux points 2° et 3° du présent article peuvent être faits par voie électronique.

5 - Abrogé

Article 174

1- Les sanctions prévues par les articles 459 à 461 du Code des Douanes s'appliquent en matière d'acompte sur impôt assis sur les bénéfices perçus au cordon douanier ; - les sanctions prévues par l'article 1096 bis du présent Code s'appliquent au contribuable qui a souscrit hors délai la déclaration de l'acompte sur impôt assis sur les bénéfices ou effectué hors délai le versement ;

2 - les importateurs, producteurs ou revendeurs, visés à l'article 168 du présent Code qui n'ont pas effectué ou reversé la retenue à la source, sont tenus au reversement du montant de l'AIB indépendamment de la sanction prévue à l'article 1096 quater-i du présent code ;

3 - le bénéficiaire de prestations de services qui n'a pas effectué ou reversé la retenue à la source est tenu au reversement de l'AIB et perd le droit de porter le montant des prestations dans ses charges déductibles indépendamment des sanctions prévues à l'article 1096 quater-i du présent Code ;

4 - les régisseurs ou comptables de services publics qui n'ont pas effectué ou reversé la retenue à la source sont tenus au reversement du montant de l'AIB

indépendamment de la sanction prévue à l'article 1096 quater- i du présent Code ;

5 - les demandes de validation d'AIB payé au cordon douanier ou en régime intérieur introduites hors délai sont passibles des sanctions prévues à l'article 1096 quater-h du présent Code ;

6 - Toute imputation injustifiée d'AIB donne lieu au versement du montant de l'AIB correspondant, sans préjudice de l'application des amendes prévues à l'article 1096 quater i du présent code.

V. Obligation de facturation

Article 175

Supprimé par la loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant loi de finances pour la gestion 2020

SECTION I BIS : RETENUE SUR LES PAIEMENTS EFFECTUES PAR LES ASSOCIATIONS ET ORGANISMES DIVERS

Article 175 bis

Les organisations non gouvernementales, les associations et organismes à but non lucratif nationaux et internationaux, les organismes d'aide au développement ainsi que les missions diplomatiques qui paient des sommes en rémunérations des prestations de services reçues ou financées par eux sont tenus d'effectuer une retenue égale à :

- 1% du montant des rémunérations toutes taxes comprises, à l'exception de la TVA versées aux entreprises et personnes immatriculées à l'IFU ;
- 3% du montant des rémunérations toutes taxes comprises, à l'exception de la TVA, versées aux personnes relevant des professions libérales ;
- 5 % du montant des rémunérations toutes taxes comprises, à l'exception de la TVA versées aux entreprises et personnes non immatriculées à l'IFU.

Article 175 ter

Cette retenue est à faire valoir au niveau de l'administration fiscale par les fournisseurs de biens et services immatriculés à l'IFU conformément aux dispositions de l'article 171 du Code Général des Impôts.

Article 175 quater

Les dispositions des articles 173 points 2, 3 et 4 et 174 point

2 du présent Code sont applicables en matière de retenues sur paiements par les associations et organismes divers.

SECTION II : RETENUE A LA SOURCE DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES DES PRESTATAIRES NON DOMICILIES AU BENIN

Article 176

Il est institué une retenue à la source sur les sommes payées aux prestataires de services non domiciliés en République du Bénin.

Cette retenue concerne :

- a. les sommes versées en rémunération d'une activité exercée en République du Bénin dans l'exercice d'une profession non commerciale ;
- b. les produits de droits d'auteurs perçus par les écrivains ou compositeurs ou par leurs héritiers ou légataires ;
- c. les produits perçus par les inventeurs au titre, soit de la concession de licences d'exploitation de leurs brevets, soit de la cession ou concession de marques de fabrique, procédés ou formules de fabrication ;
- d. les sommes payées en rémunération des prestations de toute nature fournies ou utilisées en République du Bénin ;
- e. les sommes payées en contrepartie des travaux immobiliers au sens du troisième tiret de l'article 221 du présent Code.

Article 177

Le taux de la retenue est fixé à 25% pour les personnes physiques et à 30% pour les personnes morales. Il s'applique aux sommes versées après un abattement de 60%.

Article 178

La retenue est opérée par le débiteur de la somme et reversée à la recette des impôts au plus tard le 10 du mois suivant celui du prélèvement.

Le débiteur ou toute autre personne chargée de la facturation de la prestation ou de la collecte des sommes dues et le prestataire non-résident sont solidairement responsables du paiement de l'impôt prélevé.

Article 179

- 1 - les sanctions prévues par l'article 263 nouveau du présent Code s'appliquent au contribuable qui a souscrit hors délai la déclaration de l'acompte sur impôt assis sur les bénéfices ou effectué hors délai le versement ;

2 - le bénéficiaire de prestations de services qui n'a pas effectué ou reversé la retenue à la source, perd le droit de porter le montant de la (des) prestation (s) dans ses charges déductibles et est passible d'une amende égale au montant de la retenue non régulièrement déclarée.

**SECTION II BIS: PRELEVEMENT SUR LES
IMPORTATIONS, LES VENTES ET LES PRESTATIONS
REALISEES PAR LES PERSONNES NON CONNUES
AU FICHER DES CONTRIBUABLES DE LA
DIRECTION GENERALE DES IMPOTS ET SUR LES
CONNAISSEMENTS FAISANT L'OBJET DE
RECTIFICATION**

I. Champ d'application

Article 179 bis

Il est institué, indépendamment de l'Acompte sur Impôt assis sur les Bénéfices (AIB) prévu aux articles 168 à 174 du présent code, un prélèvement sur les importations, les ventes et les prestations réalisées par les personnes physiques ou morales non connues au fichier des contribuables de la Direction Générale des impôts.

Le fichier des contribuables de la Direction Générale des Impôts est constitué par l'ensemble des contribuables relevant de ses structures opérationnelles et qui accomplissent régulièrement leurs obligations déclaratives et de paiement.

Le prélèvement est exigible sur :

- 1 - les marchandises importées et mises à la consommation au Bénin et dont le connaissance est l'objet de rectification portant sur la nature du titre entraînant un changement de propriétaire, à l'exception des véhicules neufs et des véhicules d'occasion ;
- 2 - tous les paiements faits aux fournisseurs de biens et aux prestataires de services visés à l'alinéa 1 par les comptables publics, les organismes de l'Etat, les entreprises publiques et semi-publiques.

II. Calcul du prélèvement

Article 179 ter

Le prélèvement est de :

- 1- 10% de la valeur en douane majorée de l'ensemble des droits et taxes exigibles, à l'exception de la TVA, en ce qui concerne les importations de marchandises réalisées par les entreprises non connues au fichier de la Direction Générale des Impôts.

En ce qui concerne les marchandises importées et mises à la consommation au Bénin et dont le connaissance est l'objet de rectification portant sur la nature du titre entraînant un changement de propriétaire, le taux est également de 10%. Ce prélèvement est exigé de l'importateur et acquitté par l'acheteur au moment des formalités douanières. Toutefois, l'importateur et son client sont tenus solidairement responsables du paiement dudit prélèvement.

2- 10% du prix toutes taxes comprises, à l'exception de la TVA, en ce qui concerne les paiements faits aux fournisseurs de biens et aux prestataires de services non connus au fichier de la Direction Générale des Impôts par les comptables publics, les organismes de l'Etat, les entreprises publiques et semi- publiques.

Article 179 quater

Le prélèvement n'est pas imputable sur les impôts dus par les assujettis visés à l'article 179 bis du présent Code. Il est dû à titre définitif et ne les dispense pas des obligations fiscales découlant de leurs régimes d'imposition.

III. Obligations et sanctions

Article 179 quinquies

Le prélèvement sur les opérations effectuées par les personnes visées à l'article 179 bis du présent Code est opéré pour le compte de la Direction Générale des Impôts d'une part, par la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI) et, d'autre part, par les comptables publics, les entreprises publiques et semi-publiques.

Le prélèvement opéré par les comptables publics, les entreprises publiques et semi- publiques doit être déclaré et reversé au guichet du receveur des Impôts compétent au plus tard le 10 du mois suivant.

La déclaration doit mentionner le nom, l'adresse précise et le numéro d'immatriculation à l'IFU de l'assujetti ainsi que le montant du prélèvement et la base imposable.

La déclaration et le paiement peuvent être faits par voie électronique.

Article 179 sexies

Les sanctions prévues aux points 1 et 5 de l'article 174 du présent code s'appliquent en matière de prélèvement sur les opérations des personnes physiques et morales ne relevant pas du fichier de la Direction Générale des Impôts.

SECTION II TER : PRELEVEMENT LIBERATOIRE SUR LES VENTES D'HYDROCARBURES REALISEES AU BENIN PAR LES PERSONNES NON DOMICILIEES

Article 179 septies

Un prélèvement libératoire égal à 0,3 franc par litre vendu est dû par les entreprises n'ayant pas leur domicile fiscal au Bénin mais qui cèdent directement aux importateurs agréés locaux ou étrangers, les hydrocarbures dont elles disposent dans les bacs édifiés au Bénin.

La retenue est opérée par les dépositaires des stocks d'hydrocarbures et reversée à la recette des impôts au plus tard le 10 du mois suivant celui du prélèvement.

Article 179 octies

Le débiteur de la somme et l'importateur non-résident sont solidairement responsables du paiement de l'impôt prélevé.

Article 179 novies

Les sanctions prévues par l'article 263 du présent Code s'appliquent au contribuable qui a effectué hors délai le versement.

SECTION III : RETENUE SUR LES TRAITEMENTS ET SALAIRES

Article 180

Toute personne physique ou morale qui paie des sommes imposables au Bénin est tenue d'opérer pour le compte du Trésor Public, la retenue de l'impôt.

Elle doit, pour chaque bénéficiaire d'un paiement imposable, mentionner sur son livre, fichier ou autre document destiné à l'enregistrement de la paie ou à défaut, sur un livre spécial, la date, la nature et le montant des retenues opérées, les références de la quittance délivrée par la recette des Impôts compétente.

Les employeurs qui sont tenus, en vertu des dispositions du Code du Travail, de délivrer lors de chaque paiement de salaire une pièce justificative aux bénéficiaires, doivent indiquer sur cette pièce les retenues opérées au titre de l'impôt sur le revenu.

Article 181

1 - L'impôt est prélevé à la source pour le compte du budget national au moment des paiements des traitements, émoluments, salaires et rétributions accessoires, lorsque

l'employeur est domicilié ou établi au Bénin.

2 - Les contribuables domiciliés au Bénin, qui reçoivent de particuliers, d'administrations, de sociétés ou d'associations domiciliés ou établis hors du Bénin, des traitements, émoluments, salaires et rétributions quelconques, sont tenus de souscrire spontanément, chaque mois, la déclaration de leurs revenus salariaux.

La déclaration peut être souscrite par voie électronique.

Ils doivent calculer et reverser les retenues correspondantes dans les mêmes conditions et délais que ceux imposés aux employeurs.

3 - Les retenues opérées sont libératoires.

Obligations des employeurs et autres redevables

Article 182

Les retenues afférentes aux salaires relatifs à un mois déterminé doivent être reversées en espèces ou par chèque certifié émis à l'ordre du Directeur Général des Impôts dans les dix (10) premiers jours qui suivent la fin dudit mois.

Le montant correspondant aux retenues faites à la source doit être présenté au guichet de la recette des Impôts compétente, accompagné d'une déclaration fiscale mensuelle établie telle que prévue au paragraphe précédent du présent article, en double exemplaire sur le modèle des imprimés fournis par l'Administration.

La déclaration fiscale mensuelle peut être transmise par voie électronique.

Article 182 bis

Une retenue est effectuée par les sociétés à responsabilité limitée qui versent des rémunérations et toutes autres sommes aux gérants majoritaires, au titre des fonctions de gérance exercées.

Sont astreintes à la même obligation, les sociétés en commandite simple, les sociétés de personnes, les sociétés en participation ainsi que les sociétés unipersonnelles anonymes ou à responsabilité dès lors qu'elles optent pour l'impôt sur les sociétés.

Le taux de la retenue est fixé à 30% des rémunérations de toutes natures après application de la déduction forfaitaire prévue à l'article 27 du présent code.

Les retenues effectuées et reversées en l'acquit des bénéficiaires des rémunérations viendront en déduction de l'impôt sur le revenu des personnes physiques dû par ceux-ci au titre de l'année d'imposition.

Cette retenue doit être acquittée spontanément au plus tard

le 10 du mois suivant celui au cours duquel, les rémunérations correspondantes sont effectivement versées ou créditées en compte.

Le défaut de la retenue ou son non-reversement sont passibles des sanctions prévues à l'article 183 du présent code pour les revenus fonciers.

Les bénéficiaires des rémunérations demeurent solidairement responsables du reversement des retenues effectuées par les sociétés. Ils peuvent également faire l'objet des mêmes poursuites et sanctions en cas de manquement.

SECTION IV : RETENUE A LA SOURCE SUR LES REVENUS FONCIERS

Article 183

Une retenue à la source sur le montant brut des loyers doit être effectuée par les locataires autres que les personnes physiques et reversée dans les conditions ci-après :

- 10 % pour les loyers annuels inférieurs ou égaux à trois millions de francs CFA ;
- 20 % pour les loyers annuels supérieurs à trois millions de francs CFA.

Cette retenue doit être acquittée spontanément au plus tard le dix (10) du mois pour la part du loyer du mois précédent. Lorsque le loyer est versé par anticipation, la retenue est due au plus tard le dix (10) du mois suivant celui du versement.

Les retenues effectuées et reversées par les locataires en l'acquit des propriétaires viendront en déduction des loyers dus.

En ce qui concerne les locations consenties à l'État, les services du Trésor sont autorisés à précompter l'impôt sur le revenu au taux fixé à l'alinéa 1 ci-dessus sur les mandats émis pour le paiement des loyers. La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique adresse à la Direction Générale des Impôts dans les dix (10) premiers jours de chaque mois, un relevé nominatif des retenues effectuées au cours du mois précédent.

Nonobstant les dispositions relatives aux majorations pour paiement tardif, en cas de non-respect par les locataires des prescriptions édictées au second paragraphe du présent article, ceux-ci seront personnellement passibles d'une majoration pour paiement tardif égale à 20% des montants dus, ramenée à 10% s'il s'agit d'une première infraction.

Les propriétaires demeurent solidairement responsables du reversement des retenues effectuées par les locataires. Ils

peuvent également faire l'objet des mêmes poursuites et sanctions en cas de manquement.

La retenue visée au premier alinéa du présent article est imputable sur les impôts dus au titre de l'IRPP et de l'IS par les propriétaires, ainsi que les acomptes provisionnels payés au titre de ce même impôt, objet de l'article 1120 nouveau du même Code.

SECTION V : RETENUES EN MATIERE DE REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS

I. Revenus des dépôts et cautionnements

Article 184

1 - L'impôt sur le revenu est dans tous les cas payé en numéraire, sur états, bordereaux ou déclarations dans les conditions, formes et délais fixés aux articles ci-après.

L'impôt est acquitté sur fiche de déclaration par voie électronique, lorsqu'il s'applique à des intérêts ou autres produits dus par des banquiers, sociétés de crédit, ou toute autre personne physique ou morale, inscrits par eux au débit ou au crédit d'un compte.

2 - Les banquiers ou sociétés de crédit doivent tenir un registre spécial sur lequel sont indiqués dans les colonnes distinctes :

- a) le nom du titulaire de tout compte à intérêts passibles de l'impôt et, s'il y a lieu, le numéro ou matricule du compte ;
- b) le montant des intérêts taxables ;
- c) la date de leur inscription au compte.

Le montant de l'impôt que doit acquitter le redevable est établi à la fin de chaque mois d'après les énonciations portées au registre spécial.

Article 185

Dans les dix (10) premiers jours de chaque mois, le redevable dépose au service des impôts, un bordereau faisant connaître pour le mois précédent :

- 1- le total des sommes à raison desquelles l'impôt est dû ;
- 2- le montant de l'impôt exigible qui est immédiatement acquitté.

Article 186

Lorsqu'un banquier ou une société de crédit possède indépendamment de son établissement principal, des agences ou succursales autonomes, le bordereau prévu à l'article 185 est déposé et l'impôt acquitté au service des impôts dans le ressort duquel se trouve l'agence ou la

succursale.

Article 187

Tout commerçant qui ouvre des comptes pour l'inscription des produits visés par l'article 90 du présent Code peut, sur sa demande, être autorisé à bénéficier des dispositions des articles 184 et 186, à charge de se conformer à toutes les prescriptions qui y sont contenues.

La demande d'autorisation est adressée au Directeur Général des Impôts qui statue.

Article 188

Toutes sociétés, autres que celles énoncées au point 2 de l'article 184, ayant leur siège social ou un établissement stable au Bénin, qui paient des intérêts donnant lieu à l'impôt réglementé par la sous-section 4, du chapitre I du titre I du présent Code, à des personnes domiciliées au Bénin, ou qui reçoivent des intérêts donnant ouverture au même impôt, retiennent obligatoirement cet impôt et le paient sur déclaration au service des impôts de leur siège social ou principal établissement.

Cette déclaration est déposée, et l'impôt est payé dans les dix (10) premiers jours du mois suivant celui de la retenue. A l'appui de ce paiement les sociétés déposent :

- 1 - un état faisant apparaître le total des intérêts et autres produits payés ou reçus au cours de l'exercice, donnant ouverture à l'impôt ;
- 2 - un autre état faisant apparaître pour chacun des bénéficiaires avec les noms et adresse de chacun, le montant des intérêts payés qui eussent été assujettis à l'impôt réglementé par la sous-section 4, du chapitre I du titre I du présent Code si les créanciers avaient eu leur domicile au Bénin.

Ces dispositions du présent article ne dispensent pas les sociétés intéressées de l'observation des formalités et obligations prévues aux articles 184 à 187.

Article 188 bis

Les déclarations prévues par les articles 184 et 188 du présent Code peuvent être transmises par voie électronique.

Article 189

L'impôt sur les intérêts et autres produits reçus de sociétés ou établissements non installés au Bénin, ou de particuliers est payé par le bénéficiaire au service des impôts de son domicile dans les dix (10) premiers jours du mois suivant

celui de leur encaissement.

Cette déclaration peut être déposée au nom du créancier des intérêts, dans les mêmes délais, par le notaire en l'étude duquel les intérêts ont été payés. A l'appui de ce paiement, il est déposé une déclaration faisant connaître :

- 1 - l'origine de la créance (acte notarié ou sous signature privée, avec indication de sa date et de celle de son enregistrement, jugement, etc.) ;
- 2 - le montant des intérêts et autres produits encaissés au cours de l'année écoulée ;
- 3 - le montant de l'impôt exigible ;
- 4 - la période à laquelle s'appliquent les intérêts payés et, éventuellement, les montants des intérêts non payés aux échéances.

La déclaration peut être transmise par voie électronique.

Article 190

Dans tous les cas où il est procédé au remboursement total ou partiel d'une créance comportant des intérêts impayés, l'impôt doit être acquitté à due concurrence sur les intérêts arriérés. Il en est de même s'il y a simplement mainlevée de garanties prises.

Cette disposition ne s'applique ni aux réductions de dettes judiciairement constatées, ni aux remboursements par voie d'ordre ou de contribution amiable ou judiciaire.

II. Revenus des valeurs mobilières

Article 191

Le montant de l'impôt est avancé, sauf leur recours, par les sociétés, compagnies, entreprises, communes, départements ou établissements publics.

Article 192

L'impôt est versé :

- 1- pour les obligations, emprunts et autres valeurs, dont le revenu est fixé et déterminé à l'avance, en douze (12) termes égaux, d'après les produits annuels afférents à ces valeurs ;
- 2- pour les actions, parts d'intérêts, commandites et emprunts à revenus variables, en douze (12) termes égaux, déterminés provisoirement d'après le résultat du dernier exercice réglé et calculé sur les quatre cinquièmes du revenu s'il en est distribué.

Chaque année, après la clôture des écritures relatives à l'exercice, il est procédé à une liquidation définitive de l'impôt dû pour l'exercice entier. Si de cette liquidation il résulte un complément d'impôt au profit du Trésor, il est

immédiatement acquitté.

Dans le cas contraire, l'excédent versé est imputé sur l'exercice courant.

Si la société cesse de donner des revenus, l'excédent versé au titre de l'impôt sur le revenu est restituable après au minimum deux exercices consécutifs ne comportant pas de distribution et à la suite d'une vérification de comptabilité.

Si la société est arrivée à son terme, l'excédent versé est restituable s'il apparaît nettement, au vu des résultats de la liquidation, que le fonds social ne comportera pas de plus-values sur le capital social non amorti ;

3 - dans les dix (10) premiers jours de chaque mois pour les lots et primes de remboursement mis en paiement au cours du mois précédent.

A l'appui du versement, il est remis à l'inspecteur avec, s'il y a lieu, une copie du procès-verbal de tirage au sort, un état indiquant :

- a. le nombre des titres amortis;
- b. le taux d'émission de ces titres déterminés conformément à l'article 76, s'il s'agit de primes de remboursement ;
- c. le cas échéant, le prix de rachat en bourse de ces mêmes titres ;
- d. le montant des lots et des primes revenant aux titres amortis ;
- e. la somme sur laquelle la taxe est exigible ;

4- dans les dix (10) premiers jours de chaque mois pour les bénéfices et rémunérations diverses distribués aux membres des conseils d'administration des sociétés, compagnies ou entreprises, au cours du mois précédent ;

5- pour les remboursements ou amortissements totaux ou partiels, dans les trente jours (30) qui suivent la mise en paiement de ces remboursements.

Toutefois, si une demande d'exemption a été présentée, l'impôt n'est exigible qu'après qu'il aura été statué sur ladite demande.

Article 193

Les paiements à faire en douze (12) termes égaux, prévus aux points 1 et 2 de l'article 192, doivent être effectués dans les dix (10) premiers jours de chaque mois.

La liquidation définitive a lieu dans les trente jours de la mise en distribution du dividende.

Article 194

A l'appui du paiement de l'impôt sur les rémunérations de l'administrateur unique, ou des membres des conseils d'administration, les sociétés, compagnies ou entreprises sont tenues de déposer un état nominatif totalisé, certifié par leurs représentants légaux et énonçant le montant des sommes distribuées à chacun des membres des conseils d'administration avec l'indication de leur domicile ou de leur résidence.

SECTION VI : CONTRIBUTION SPECIALE LIBERATOIRE SUR LES GAINS DES JEUX DE HASARD

Article 194 nouveau

Il est institué une contribution spéciale libératoire sur les gains versés aux gagnants des jeux de hasard par une retenue à la source libératoire de 15%.

Les retenues effectuées sont reversées au Receveur des Impôts par les personnes distributrices, dans les dix (10) premiers jours du mois suivant celui de la retenue.

Les personnes qui n'auraient pas effectué ou reversé la retenue, sont tenues aux versements de la taxe en sus des sanctions prévues à l'article 1096 quater du CGI.

**CHAPITRE V : REGIME FISCAL DES PETITES
ENTREPRISES**

SECTION I : LE FORFAIT CLASSIQUE

I. Champ d'application

A. Personnes et bénéficiaires imposables

Article 195 à Article 202 :

Supprimés par la loi N°2014-25 du 23 décembre 2014 portant loi de finances pour la gestion 2015.

SECTION II : TAXE UNIQUE SUR LES TRANSPORTS

ROUTIERS

Article 203 à Article 207 :

Supprimés par la loi N°2014-25 du 23 décembre 2014 portant loi de finances pour la gestion 2015.



CHAPITRE VI : AUTRES IMPOTS DIRECTS ET TAXES ASSIMILEES**SECTION I : TAXE SUR LES VEHICULES DES SOCIETES****Article 208 à Article 210**

Supprimés par la loi N°40-2017 du 29 décembre 2017 portant loi de finances pour la gestion 2018.

SECTION II : VERSEMENT PATRONAL SUR SALAIRES**I. CHAMP D'APPLICATION****A. Personnes imposables****Article 211**

Les personnes physiques ou morales qui paient des traitements, émoluments, salaires et rétributions accessoires, sont assujetties au paiement du versement patronal sur salaires.

B. Exonérations**Article 212**

Sont affranchis du versement patronal sur salaires :

- 1 - l'Etat et les collectivités territoriales ;
- 2 - les services publics et offices exerçant une activité non lucrative ;
- 3 - les représentations diplomatiques et organisations internationales ;
- 4 - les contribuables assujettis à la taxe professionnelle synthétique ;
- 5 - les entreprises nouvelles régulièrement créées au titre de leur première année d'activités ;
- 6 - les personnes visées à l'article précédent pendant deux ans sur les rémunérations versées au titre du premier emploi du salarié, à compter de la date d'embauche et à condition que le salarié soit déclaré à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ;
- 7 - les personnes physiques ou morales promotrices d'activités sportives ou artistiques pour les rémunérations versées aux sportifs professionnels et aux artistes.
- 8 - Les personnes physiques ou morales pour les rémunérations versées aux stagiaires dans les conditions prévues au cinquième tiret de l'article 50 du présent code.

II. Base et taux d'imposition**Article 213**

Entrent dans la base de calcul du versement patronal sur salaires, les montants bruts des traitements, émoluments, salaires et autres rétributions, y compris les avantages en

argent et en nature évalués conformément à l'article 51 du présent Code et non expressément exonérés.

Article 214

Le taux du versement patronal sur salaires est fixé à 4%. Il est réduit à 2% en ce qui concerne les établissements d'enseignement privé.

III. PAIEMENT**Article 215**

Le versement patronal sur salaires est liquidé sur la même déclaration que l'impôt sur le revenu dû au titre des traitements et salaires.

Il est payé à la recette des Impôts compétente dans les conditions et délais précisés aux articles 180 à 182 du présent Code.

Articles 216 à 218

Supprimés par la Loi de Finances 1989

SECTION III : TAXE SUR LES VEHICULES A MOTEUR**Article 216 bis**

Il est institué au profit du budget de l'Etat une taxe sur les véhicules à moteur d'au moins trois (3) roues, immatriculés en République du Bénin et utilisés pour le transport public ou privé des personnes ou des marchandises.

1- Véhicules de transport privé de personnes ou de marchandises**Article 216 ter**

Les véhicules à moteur d'au moins quatre (4) roues, utilisés au Bénin pour le transport privé des personnes ou des marchandises sont assujettis à la Taxe sur les Véhicules à Moteur.

La taxe est due par le propriétaire du véhicule au nom duquel est établie la carte grise.

Article 216 quater

Sont exemptés de la taxe sur les véhicules à moteur :

- les véhicules immatriculés au nom de l'Etat du Bénin ou de ses démembrements ;
- les véhicules immatriculés au nom du Corps Diplomatique (CD, CMD), du Corps Consulaire (CC), des Organisations Internationales relevant du système de l'Organisation des Nations Unies, des Organismes inter-Etats

et fondations à caractère international (OI, NU) ;

- les véhicules immatriculés au nom des organismes internationaux et des organisations non gouvernementales internationales ayant signé un accord de siège avec la République du Bénin.

Article 216 quinquies

La taxe sur les véhicules à moteur est fixée suivant la puissance fiscale ainsi qu'il suit :

- inférieure ou égale à 7 chevaux : 20.000 francs CFA ;
- de 8 à 10 chevaux : 30.000 francs CFA ;
- de 11 à 15 chevaux : 40.000 francs CFA ;
- au-dessus de 15 chevaux : 60.000 francs CFA.

2- Véhicules de transport public de personnes ou de marchandises

Article 216 sexies

Les transporteurs par voie de terre de personnes et de marchandises sont assujettis à la taxe sur les véhicules à moteur.

Article 216 septies

Les tarifs sont les suivants :

Transport public de personnes et de marchandises

Véhicules de transport public de personnes (francs CFA)	
0 à 9 places	Francs CFA
10 à 20 places	57 000
plus de 20 places	86 800
Véhicules de transport public de marchandises (francs CFA)	
0 à 2,5 tonnes	49 500
2,6 à 5,00 tonnes	57 000
5,01 à 10,00 tonnes	86 800
plus de 10 tonnes	136 400

Pour les véhicules attelés, la taxe est acquittée par l'ensemble articulé (tracteur et remorques) en prenant en compte le cumul des charges utiles inscrites sur la carte grise de chaque élément.

Véhicules à moteur à trois (03) roues___ 15 000 francs CFA.

Article 216 octies

Le paiement de la taxe sur les véhicules de transports publics de personnes et de marchandises revêt un caractère définitif pour les transporteurs dont le montant annuel des

recettes est inférieur ou égal au seuil fixé par l'article 1084-18 du présent Code.

Les transporteurs soumis au régime du bénéfice réel en matière d'impôt sur le revenu, acquittent la taxe à titre d'acompte imputable à l'impôt sur le revenu.

3- Véhicules des Sociétés

Article 216 novies

Les véhicules immatriculés dans la catégorie des transports privés de personnes possédés ou utilisés par les sociétés ou par toute entreprise publique ou privée sont soumis à la taxe sur les véhicules à moteur non déductible pour l'établissement de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés dont le montant est fixé à :

- 150.000 francs CFA pour les véhicules dont la puissance fiscale n'excède pas 7 chevaux-vapeur (CV);
- 200.000 francs CFA pour les autres véhicules.

La taxe est due même si les véhicules sont affectés exclusivement à la réalisation de l'objet social.

Dispositions communes

Article 216 decies

La taxe est due pour l'année entière à raison des véhicules possédés ou utilisés au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. Toutefois, pour les personnes qui mettent en circulation pour la première fois des véhicules imposables dans le courant de l'année, la taxe calculée au prorata temporis est exigible le dernier jour du mois suivant celui de l'immatriculation. Lorsque le véhicule est mis en circulation au mois de décembre, la taxe est exigible au plus tard le 31 décembre de la même année. Tout trimestre entamé est dû.

La taxe est acquittée au plus tard le 31 mars de chaque année au guichet de la recette des Impôts compétente sur présentation de la carte grise et du livret de bord du véhicule imposable. Elle peut être également payée par voie électronique.

Le propriétaire d'un véhicule hors d'usage est dispensé du paiement de la taxe pour ce véhicule, s'il apporte la preuve de l'accomplissement, avant le 1^{er} janvier de ladite année, des formalités administratives pour l'obtention de la réforme dudit véhicule.

Le paiement des droits est constaté par la délivrance d'une quittance et par l'inscription dans le livret de bord des références dudit paiement.

SECTION IV : TAXE SUR L'EXPORTATION DE LA FERRAILLE ET DES SOUS-PRODUITS FERREUX

Article 216 undecies

Les services compétents chargés de la visite technique (Centre National de Sécurité Routière), doivent obligatoirement exiger la justification du paiement préalable de la taxe.

Un arrêté conjoint des ministres chargés des Finances et des Transports précise les modalités d'application de l'alinéa ci-dessus.

Article 216 duodecies

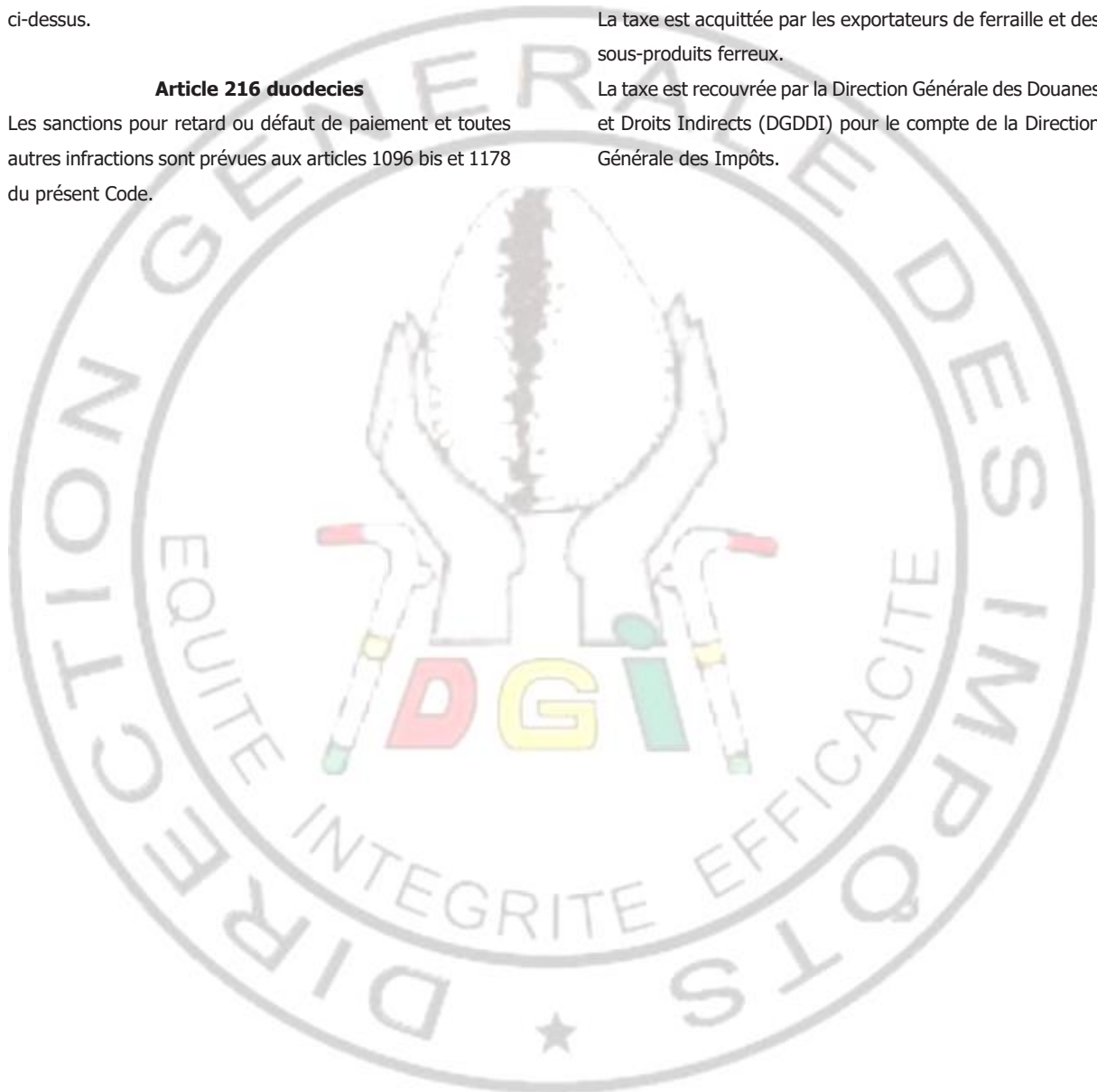
Les sanctions pour retard ou défaut de paiement et toutes autres infractions sont prévues aux articles 1096 bis et 1178 du présent Code.

Article 217 bis

Il est institué, pour compter du 1er janvier 2017, une taxe dénommée taxe sur l'exportation de la ferraille et des sous-produits ferreux, fixée à cinquante mille (50.000) francs CFA par tonne.

La taxe est acquittée par les exportateurs de ferraille et des sous-produits ferreux.

La taxe est recouvrée par la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI) pour le compte de la Direction Générale des Impôts.





TITRE II
IMPÔTS INDIRECTS
CHAPITRE PREMIER : TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

SECTION PREMIERE : AFFAIRES IMPOSABLES

A. AFFAIRES IMPOSABLES DE PLEIN DROIT

Article 219

Les affaires réalisées au Bénin par des personnes physiques ou morales qui habituellement ou occasionnellement achètent pour revendre ou accomplissent des actes relevant d'une activité industrielle, commerciale, agricole, artisanale, ou d'une activité non commerciale à l'exclusion des activités salariées, sont soumises à la taxe sur la valeur ajoutée.

Article 220

Sont soumises à la TVA, toutes les affaires réalisées au Bénin, quand bien même le domicile ou le siège social de l'assujetti serait situé en dehors des limites territoriales.

Article 220 bis

Une vente est réputée faite au Bénin lorsque celle-ci est réalisée aux conditions de livraison de la marchandise au Bénin.

1) Le lieu d'une livraison de bien est réputé situé au Bénin dès lors que le bien s'y trouve :

- au moment de la livraison ; ou
- en cas d'exportation du bien, au moment du départ de l'expédition ou du transport à destination de l'acquéreur.

2) Lorsque le lieu de départ de l'expédition ou du transport du bien se trouve en dehors du Bénin, le lieu de l'importation est réputé se situer au Bénin.

3) Si le bien fait l'objet d'une installation ou d'un montage par le fournisseur ou pour son compte, le lieu de la livraison est réputé se situer à l'endroit où est fait l'installation ou le montage.

Article 220 ter

Une prestation de services est réputée faite au Bénin lorsque le service rendu, le droit cédé ou l'objet loué sont utilisés ou exploités au Bénin.

En particulier :

1) Les prestations de services matériellement localisables sont imposables au Bénin si elles y sont exécutées. Sont notamment considérées comme prestations matériellement

localisables :

- les locations des moyens de transport ;
- les prestations de services se rattachant à un immeuble ;
- les prestations culturelles, artistiques, sportives, scientifiques, éducatives et récréatives ;
- les opérations d'hébergement et de vente à consommer sur place ;
- les travaux et expertises portant sur les biens meubles corporels ;
- les prestations des intermédiaires qui agissent au nom et pour le compte d'autrui.

2) Les prestations de services immatérielles sont imposables au Bénin si le preneur y a son domicile fiscal au sens de l'article 2, ou est une entreprise qui y est exploitée au sens de l'article 147 du présent Code.

Sont notamment considérées comme prestations immatérielles :

- les cessions et concessions de droits d'auteurs, de brevets, de droits de licences, de marques de fabrique et de commerce et d'autres droits similaires ;
- les locations de biens meubles corporels autres que des moyens de transport ;
- les prestations de publicité ;
- les prestations des conseillers, ingénieurs, bureaux d'études dans tous les domaines y compris ceux de l'organisation, de la recherche et du développement ;
- les prestations des experts comptables, des avocats et des conseils juridiques et fiscaux régulièrement inscrits ;
- les prestations des autres professions libérales ;
- le traitement de données et fournitures d'information ;
- les opérations bancaires, financières et d'assurance ou de réassurance, à l'exception de la location de coffre-fort ;
- la mise à disposition de personnel ;
- les prestations des intermédiaires qui interviennent au nom et pour le compte d'autrui dans la fourniture des prestations de services désignées ci-dessus ;
- les prestations de télécommunications ;
- les services de radiodiffusion et de télévision ;
- l'accès aux réseaux de transport et de distribution d'électricité ou de gaz naturel, l'acheminement par ces réseaux et tous les autres services qui lui sont directement

liés.

3) Les commissions des agences de voyage sur les ventes de titres de transport sont réputées être perçues au Bénin si l'agence est une entreprise qui y est exploitée, quels que soient la destination, le mode de transport ou le siège de la société de transport.

4) En ce qui concerne les transports internationaux de marchandises, les opérations sont réputées faites au Bénin si le transporteur y a son siège, alors même que le principal de l'opération s'effectuerait hors du Bénin.

5) Par dérogation aux dispositions des points 2, 3 et 4 du présent article, lorsque le preneur est établi dans un autre État membre de l'UEMOA, le lieu d'imposition est réputé se situer dans cet autre Etat si le prestataire domicilié au Bénin apporte la preuve que ce preneur est un assujetti redevable.

Article 221

Constituent des opérations imposables :

- les importations ; par importation, il faut entendre le franchissement du cordon douanier au Bénin pour la mise à la consommation, qu'il s'agisse de marchandises provenant de l'extérieur ou d'un régime douanier suspensif ;

- les ventes : par vente, il faut entendre toutes opérations ayant pour effet de transférer la propriété de biens corporels à des tiers, réalisées aux conditions de livraison définies à l'article 219 ci-dessus que ces biens soient ou non fabriqués par le vendeur ;

- les travaux immobiliers : par travaux immobiliers, il faut entendre tous les travaux exécutés par les différents corps de métier participant à la construction, à l'entretien et à la réparation de bâtiments et d'ouvrages immobiliers, les travaux publics, les travaux de constructions métalliques, les travaux de démolition, ainsi que tous les travaux accessoires ou préliminaires à des travaux immobiliers ;

- les prestations de services : par prestation de service, il faut entendre toutes opérations autres que celles énumérées ci-dessus, effectuées entre deux personnes juridiquement distinctes et comportant une contrepartie en espèces ou en nature quels que soient les buts visés et les résultats obtenus, notamment :

1° les cessions et concessions de biens incorporels ;

2° les locations de fonds de commerce ;

3° les locations de biens meubles ;

4° les locations d'immeubles et d'emplacements à usage industriel et commercial ;

5° les opérations d'intermédiaires ;

6° les opérations d'entretien et de réparation de biens

meubles ;

7° les opérations de tourisme, d'hôtellerie et de restauration ;

8° les opérations de transports ;

9° les prestations fournies dans le cadre des professions libérales ;

10° les prestations de publicité, communiqué, annonce, dédicace, avis et autres prestations assimilées;

11° les opérations de crédit-bail ; 12° les opérations de transfert d'argent.

Article 222

Sont également passibles de la taxe sur la valeur ajoutée :

1- les opérations de transformation de produits agricoles et piscicoles et toutes autres opérations même réalisées par les agriculteurs, les pêcheurs ou leurs coopératives qui, en raison de leur nature ou de leur importance sont assimilables à celles réalisées par des industriels ou des commerçants, que ces opérations constituent ou non le prolongement de l'activité agricole ou piscicole ;

2- les livraisons qu'un assujetti se fait à lui-même, pour ses besoins propres ou pour ceux de son exploitation et celles faites par lui, à titre gratuit, au profit des tiers ;

3- les prestations relatives aux télécommunications ;

4- la fourniture d'eau et d'électricité ainsi que toutes les prestations annexes ;

5- d'une manière générale, toute activité lucrative autre que les activités agricoles et les emplois salariés.

B. AFFAIRES IMPOSABLES PAR OPTION

Article 223 nouveau

Peuvent être soumises à la taxe sur la valeur ajoutée sur option du redevable :

- les opérations de transport public de voyageurs ;

- l'importation, la production et la revente des produits énumérés à l'annexe 1 du présent chapitre;

- les activités agricoles;

- les affaires réalisées par les personnes dont le chiffre d'affaires est supérieur ou égal à vingt millions (20.000.000) de francs CFA.

SECTION II : EXONERATIONS

A. CAS GENERAL

Article 224 nouveau

Sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée :

1- les ventes et prestations réalisées par les personnes dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe ne dépasse pas le seuil fixé à l'article 1084-18 du présent Code, à l'exception de celles réalisées avec l'Etat, les collectivités territoriales et les sociétés, établissements et offices de l'Etat.

Cette limite d'assujettissement n'est pas applicable lorsque l'Administration a dressé un procès-verbal de flagrante fiscale, dans les conditions prévues à l'article 1085 quater, au titre de l'année ou de l'exercice au cours duquel ce procès-verbal est établi.

2- l'importation, la production et la vente des produits énumérés à l'annexe 1 du présent chapitre ;

3- les activités d'enseignement scolaire, universitaire, technique et professionnel réalisées par les établissements publics ou privés ou par des organismes assimilés ;

4- les consultations médicales, les soins et toutes prestations présentant un caractère médical y compris le transport des blessés et des malades ainsi que les prestations entrant dans le cadre de l'hospitalisation fournies par les hôpitaux, les cliniques et autres établissements assimilés, à l'exclusion des soins prodigués par les vétérinaires ;

5- la composition, l'impression et la vente des journaux et périodiques, à l'exception des recettes provenant de la publicité, des communiqués, annonces, dédicaces, avis et autres prestations assimilées;

6- les consommations et d'électricité des premières tranches du tarif domestique ;

7- les livres;

8- les timbres-postes pour affranchissement, timbres fiscaux et autres valeurs similaires ; 9 - les services rendus bénévolement ou à un prix égal ou inférieur au prix de revient par les associations et organismes visés au point 9 de l'article 146 et les établissements d'utilité publique ;

10 les ventes, cessions ou prestations réalisées par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics n'ayant pas un caractère industriel ou commercial à l'exception des recettes provenant de la publicité, des communiqués, annonces, dédicaces, avis et autres prestations assimilées;

11 - les opérations de transport public de voyageurs ;

12 - les affaires réalisées par les sociétés ou compagnies d'assurance et tous autres assureurs, quelle que soit la nature des risques assurés et qui sont soumises à la taxe unique sur les contrats d'assurance, y compris les commissions versées aux intermédiaires d'assurances ;

13 - les opérations bancaires et financières soumises à la

taxe sur les activités financières ;

14 - les opérations ayant pour objet la transmission de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, de fonds de commerce ou de clientèle, soumises à la formalité de l'enregistrement ;

15 - les ventes par leur auteur, d'œuvres d'art originales ;

16 - les activités agricoles ;

17 - les locations d'immeuble nu à usage d'habitation ;

18 - le gaz à usage domestique ;

19 - les dispositifs photosensibles y compris les cellules photovoltaïques même assemblées en module ou constituées en panneaux diode émettrices de lumière.

B. CAS DES EXPORTATIONS

Article 225 nouveau

Sont également exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée par application d'un taux zéro à la base d'imposition, les exportations de produits et de marchandises auxquelles sont assimilés :

a) les affaires de vente, de réparation ou de transformation portant sur des bâtiments destinés à la navigation maritime et immatriculés comme tels ;

b) les ventes aux compagnies de navigation et aux pêcheurs professionnels de produits destinés à être incorporés dans leurs bâtiments ou à l'entretien de ceux-ci, ainsi que d'engins et de filets pour la pêche maritime ;

c) l'avitaillement des navires et aéronefs à destination de l'étranger ;

d) les affaires de vente, de réparation, de transformation et d'entretien d'aéronefs destinés aux compagnies de navigation aérienne dont les services à destination de l'étranger représentent au moins 60 % de l'ensemble des lignes qu'elles exploitent ;

e) les entrées en entrepôt fictif, en entrepôt réel, en entrepôt spécial ou tout autre régime suspensif, dans les mêmes conditions que pour les droits d'entrée et sous réserve d'exportation effective des biens concernés ;

f) les prestations de services liées aux biens placés sous le régime douanier du transit, à l'exception de celles réalisées en République du Bénin lorsque le prestataire y a le siège de son activité ou un établissement stable à partir duquel le service est rendu ou, à défaut, son domicile ou sa résidence habituelle ;

g) les prestations de services directement liées aux opérations du marché financier et effectuées par les intermédiaires financiers agréés par le Conseil Régional de

l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF), notamment :

- le conseil en ingénierie financière lié aux opérations de marché ;
- la structuration et l'arrangement d'opérations liées au marché financier
- le placement et la garantie de placement de titres ;
- l'introduction de titres en bourse ;
- la souscription et le rachat de titres d'Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières et de toute autre forme de placement collectif agréé par le Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers ;
- le conseil en placement ou investissements boursiers ;
- la négociation de valeurs mobilières ;
- l'animation de titres sur le marché secondaire ;
- la tenue de compte de titres ;
- la conservation de titres ;
- le service financier de titres ;
- la gestion sous mandat ;
- le transfert et le nantissement de titres ;
- tout autre service lié aux activités du marché financier et considéré comme tel par le Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers.

Pour la réalisation des opérations visées ci-dessus, les entreprises exportatrices bénéficient du droit à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée acquittée auprès des fournisseurs dans les conditions prévues par les articles 234 et suivants du présent chapitre.

SECTION III: BASE IMPOSABLE

Article 226

La base imposable de la TVA est constituée:

- a) pour les importations, par la valeur en douane de la marchandise augmentée des droits et taxes de toute nature, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée elle-même ;
- b) pour les livraisons de biens vendus et les prestations de services, par toutes les sommes, valeurs, biens ou services reçus ou à recevoir en contrepartie de la livraison ou de la prestation ;
- c) pour les travaux immobiliers, par le montant des mémoires, marchés, factures ou acomptes ;
- d) pour les livraisons à eux-mêmes que se font les assujettis, par le prix d'achat de biens ou de services similaires ou, à défaut, par leur prix de revient ;
- e) pour les opérations d'entremise effectuées par les

agences de voyages et les organisateurs de circuits touristiques, par la différence entre le prix toutes taxes comprises payé par le client et le prix toutes taxes comprises facturé à l'agence ou à l'organisateur par les transporteurs, les hôteliers, les restaurateurs, les organisateurs de spectacles et les autres assujettis qui exécutent matériellement les services utilisés par le client ;

f) pour les opérations effectuées par les sociétés d'intérim consistant à recruter de la main d'œuvre pour le compte d'autres entreprises, par la rémunération du service uniquement.

Article 227

Les bases définies à l'article 226 ci-dessus s'entendent tous frais et taxes compris notamment les taxes ad valorem ou spécifiques, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée, et le cas échéant, des rabais ou réductions consentis au client sur facture et dans des limites raisonnables.

SECTION IV : FAIT GÉNÉRATEUR

Article 228

Le fait générateur de la taxe sur la valeur ajoutée est défini comme l'événement juridique qui donne naissance à la dette fiscale. Il est constitué :

- 1- pour les importations, par la mise à la consommation au sens douanier du terme ;
- 2- pour les ventes, par la livraison des biens ;
- 3- pour les travaux immobiliers, par l'exécution des travaux ;
- 4- pour les prestations de services, par l'accomplissement des services ;
- 5- pour les livraisons à soi-même, par la première utilisation du bien ou service.

La constatation du fait générateur ne peut en aucun cas être postérieure à l'établissement d'une facture totale ou partielle.

Article 229

L'exigibilité de la TVA désigne le moment à partir duquel le paiement de la dette fiscale peut être exigé par le Receveur des Impôts au redevable.

- a. La taxe est exigible pour les opérations mentionnées aux points 1, 2 et 5 de l'article 228 ci-dessus, lors de la réalisation du fait générateur.
- b. La taxe devient exigible, pour les opérations mentionnées aux points 3 et 4, lors de l'encaissement du

prix ou, à concurrence du montant encaissé, lors de l'encaissement d'une fraction du prix de la prestation.

c. Pour les opérations autres que les importations, le versement d'avances ou acomptes, rend la taxe exigible sur le montant dudit versement, que l'opération soit matériellement réalisée ou non.

Article 230

Pour toutes les opérations de fournitures ou de livraison à l'Etat, aux collectivités territoriales et aux sociétés, établissements et offices de l'Etat, la taxe n'est exigible qu'au moment du paiement du prix de la marchandise ou du service ; le montant dû est retenu à la source par le service chargé du paiement au taux fixé par arrêté du ministre chargé des Finances et en vigueur lors du visa du marché ou du contrat. Pour les entreprises relevant de la Taxe Professionnelle Synthétique (TPS), la retenue porte sur la totalité de la TVA facturée.

Toutefois, le Ministre chargé des finances peut, en cas de besoin, dispenser certaines entreprises potentiellement en situation de crédit structurel, de la retenue à la source susvisée.

Article 230 bis

Le montant de la retenue est reversé dans le mois où elle a été effectuée ou au plus tard le dix (10) du mois suivant.

Le défaut de reversement ou le non reversement des retenues effectuées dans les délais ci-dessus est passible des sanctions prévues aux articles 267 et 1096 bis et suivants du Code Général des Impôts.

Article 231

Les affaires soumises au régime de la retenue à la source défini à l'article ci-dessus doivent figurer sur la déclaration effectuée au titre de la période couvrant cette date particulière d'exigibilité. La TVA retenue à la source, est mentionnée pour un montant correspondant dans la rubrique des déductions.

SECTION V : TAUX

Article 232

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est fixé à 18%.

Article 233

Dans les cas de travaux ou fournitures sur marché public ou de gré à gré, l'assiette et le taux applicables sont ceux en vigueur à la date de signature du marché.

SECTION VI : REGIME DES DEDUCTIONS

A - PRINCIPE DU DROIT A DEDUCTION

Article 234

Sous réserve des conditions et restrictions prévues à la présente section, les assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée sont autorisés à déduire, du montant de l'impôt exigible sur leurs opérations :

- 1- la taxe sur la valeur ajoutée facturée ou acquittée lors de l'achat ou de l'importation des matières premières qui entrent intégralement ou pour partie dans la composition d'opérations taxables, effectivement taxées ou bénéficiant du régime des exportations ;
- 2- la taxe sur la valeur ajoutée figurant sur les factures d'achat et acquittée lors de l'importation ou de la livraison à soi-même de biens meubles ou immeubles inscrits à l'actif du bilan et affectés à la réalisation d'opérations taxables, effectivement taxées ou bénéficiant du régime des exportations ;
- 3- la taxe sur la valeur ajoutée facturée et acquittée pour des services se rapportant aux mêmes opérations que celles visées ci-dessus.

B - EXCLUSION DU DROIT A DEDUCTION

Article 235 nouveau

Sont exclus du droit à déduction y compris lorsque les biens ou services concernés sont utilisés pour la réalisation d'opérations ouvrant droit à déduction :

- 1- les acquisitions de véhicules de tourisme ou à usage mixte ainsi que leurs parties, pièces détachées ou accessoires, à l'exception de celles effectuées par les loueurs professionnels ou les crédits-bailleurs;
- 2- les frais de carburant pour véhicules, à l'exception de ceux engagés pour les véhicules affectés exclusivement aux activités de transport public de personnes ou de marchandises assujetties à la TVA;
- 3- les dépenses engagées pour assurer le logement ou l'hébergement des dirigeants et du personnel non chargé de la surveillance ou de la sécurité de l'entreprise, ainsi que les frais de réception, de restauration, de spectacles, ou ceux à caractère somptuaire ;
- 4 - le mobilier et le matériel de logement ainsi que tous les objets qui ne sont pas strictement indispensables à l'activité de l'entreprise, notamment :
 - les climatiseurs et autres installations pour conditionnement d'air ;
 - les réfrigérateurs à usage domestique ;

- les tapis et moquettes ;
- les vases, pots à fleurs et autres objets décoratifs ;
- les gravures et sculptures ;
- les nappes, assiettes, plats et verres acquis pour l'usage du personnel ou pour les réceptions organisées au nom de l'entreprise ;
- 5- les dons et libéralités, y compris ceux ayant un caractère publicitaire, d'une valeur unitaire supérieure à 10.000 francs CFA ;
- 6- les services se rapportant à des biens exclus du droit à déduction.

C- CONDITIONS ET MODALITES D'EXERCICE DU DROIT A DEDUCTION

Article 236

a) Le droit à déduction s'exerce dans les conditions et modalités suivantes :

Le montant de la taxe sur la valeur ajoutée dont la déduction est demandée doit être mentionné sur une facture normalisée ou un document en tenant lieu dans les conditions fixées par l'article 256 du Code Général des Impôts.

Les biens ou services pour lesquels la déduction est demandée doivent être nécessaires à l'exploitation et utilisés exclusivement pour ses besoins.

Les biens ou services acquis doivent être inscrits en comptabilité pour ouvrir droit à déduction.

Les biens ou services pour lesquels la déduction est demandée ne doivent pas faire l'objet d'une exclusion expressément prévue par la loi.

b) Le droit à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée prend naissance lorsque la taxe déductible devient exigible chez le redevable.

Les déductions qui n'ont pas été prises en compte au titre de la période définie ci-dessus peuvent être mentionnées sur les déclarations déposées au plus tard le 30 avril de l'année suivant celle de l'omission.

Cependant, le redevable a l'obligation de payer par chèque ou virement bancaire ou postal, les achats de marchandises ou de prestations de services supérieurs ou égaux à cent mille (100 000) francs CFA hors taxe, sous peine des sanctions prévues à l'article 1096 quater du présent Code.

c) La TVA dont la déduction est demandée doit être facturée par un assujetti-redevable. La liste des assujettis-redevables est publiée périodiquement par la direction générale des Impôts et un certificat d'assujettissement est

délivré à tout redevable qui en fait la demande.

Article 237

Les assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée ne sont autorisés à déduire que la taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé les biens et services utilisés directement pour la production, de biens ou services taxables et effectivement taxés ou exportés.

Lorsque leur utilisation aboutit concurremment à la réalisation d'opérations ouvrant ou n'ouvrant pas droit à déduction, une fraction des taxes qui les ont grevées est déductible. Cette fraction est déterminée par application du prorata dans les conditions prévues à l'article 238 nouveau.

Article 238 nouveau

La fraction de la taxe sur la valeur ajoutée déductible par les assujettis qui ne réalisent pas exclusivement des opérations ouvrant droit à déduction est déterminée par le rapport existant entre les opérations soumises à la taxe sur la valeur ajoutée, qu'elles soient effectivement taxées ou exportées et la totalité du chiffre d'affaires réalisé par l'entreprise.

Le prorata prévu à l'alinéa précédent est déterminé provisoirement en fonction du chiffre d'affaires de l'année, ou pour les nouveaux assujettis, du chiffre d'affaires prévisionnel.

Ne figurent pas dans la fraction permettant de calculer le prorata :

- les livraisons à soi-même ;
- les cessions d'immobilisations ;
- les ventes de biens d'occasion ;
- les subventions d'équipement ;
- les remboursements de débours perçus par un mandataire et non soumis à la TVA.

Le prorata est arrondi à l'unité immédiatement supérieure.

L'application du prorata se fait de la façon suivante :

- 1- pour les immobilisations, seule une fraction de la TVA doit être déduite, quelle que soit leur affectation;
- 2- pour les biens autres que les immobilisations et les services :
 - la déduction est totale si les biens et services sont exclusivement affectés à la réalisation d'opérations taxables à la TVA ;
 - la taxe n'est pas déductible si les biens et services concourent exclusivement à la réalisation d'une opération n'ouvrant pas droit à déduction ;
 - la taxe ayant grevé les biens et services dont l'utilisation

aboutit concurremment à la réalisation d'opérations taxables et exonérées, est déductible suivant le prorata.

Toutes les déductions pratiquées sur la base d'un prorata provisoire au cours de l'exercice précédent doivent être régularisées, au plus tard le 30 avril de l'année suivante, en tenant compte du prorata définitif.

Article 239

En cas de modification intervenue dans l'activité de l'entreprise, notamment la cessation d'activités, la destruction de biens, la cession séparée à titre onéreux ou gratuit d'éléments d'actif, l'abandon de la qualité d'assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée, l'affectation d'un bien à une activité ou à un usage n'ouvrant pas droit à déduction, les redevables doivent reverser :

- s'il s'agit de biens non soumis à amortissement, le montant des taxes déduites lors de l'acquisition de ces biens, à concurrence de la partie restant en stock à la date de l'événement motivant la remise en cause de la déduction ;
- s'il s'agit de biens amortissables, une fraction de la même taxe calculée au prorata du temps d'amortissement restant à courir.

Le reversement est effectué par le redevable dans les trente (30) jours qui suivent l'événement ayant motivé la remise en cause du droit à déduction. Tout retard ou irrégularité entraîne l'application des sanctions prévues à l'article 263 du présent Code.

Article 240

Les assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée opèrent les déductions sous leur responsabilité et sont tenus de justifier à tout moment de l'affectation réelle des biens dont l'acquisition a ouvert droit à déduction. Toute déduction injustifiée donne lieu au versement du montant de la taxe correspondante, sans préjudice de l'application des pénalités prévues à l'article 1096 ter du présent Code.

Article 240 bis

La Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) acquittée à l'occasion des ventes qui sont par la suite résiliées, annulées ou qui restent impayées, peut être récupérée par voie d'imputation sur l'impôt dû pour les opérations faites ultérieurement.

Pour les opérations annulées ou résiliées, la récupération de la taxe acquittée est subordonnée à l'établissement et à l'envoi au client d'une facture nouvelle dite « d'avoir ».

Pour les opérations impayées, lorsque la créance est réellement et définitivement irrécouvrable, la rectification

de la facture consiste dans l'établissement d'un duplicata de la facture initiale avec les indications réglementaires surchargées de la mention « facture demeurée impayée pour la somme de....., prix hors TVA et pour la somme de... TVA correspondante qui peut faire l'objet d'une déduction ».

Article 241

Si le montant de la déduction autorisée est supérieur au montant de la taxe exigible au titre d'une déclaration donnée, l'excédent est imputé sur la taxe exigible au titre de la ou des déclarations ultérieures.

Article 242

Les déductions susvisées ne peuvent, sauf aux cas prévus à l'article 243 nouveau du présent chapitre, aboutir à un remboursement de la taxe payée en amont.

SECTION VII : REMBOURSEMENT DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Article 243 nouveau

Peuvent obtenir, sur leur demande, remboursement des crédits de taxe sur la valeur ajoutée dont ils disposent à l'issue d'un bimestre civil :

- les producteurs
- les assujettis qui réalisent, pour plus de la moitié de leur chiffre d'affaires annuel, des opérations d'exportation ou des opérations assimilées ;
- les assujettis qui acquièrent des biens d'investissement ouvrant droit à déduction pour une valeur supérieure 40 000 000 de francs CFA TTC ;
- les agréés suivant les dispositions du code communautaire des investissements.

Article 244 nouveau

Les assujettis visés à l'article 243 nouveau ci-dessus qui, pour la période concernée, n'ont pas la possibilité d'imputer totalement la taxe déductible sur la taxe exigible au titre d'opérations imposables, peuvent obtenir le remboursement de cet excédent. A cet effet, ils sont tenus de déposer une demande de remboursement au plus tard le dernier jour du mois suivant les délais précisés à l'article précédent. Toutefois, les demandes qui n'ont pu être déposées à l'issue d'un bimestre pourront être introduites exceptionnellement, sous peine de forclusion du droit à remboursement pour ladite période, jusqu'au 30 avril

suivant celle au cours de laquelle le droit à remboursement est né.

Article 245 nouveau

La demande de remboursement accompagnée d'un exemplaire des documents portant TVA déductible, des déclarations d'exportation, des titres d'exportation dûment signés des responsables de la banque domiciliataire des sommes provenant des ventes à l'étranger et du bureau des douanes ayant constaté le franchissement des marchandises, de la facture d'acquisition de biens d'investissement ou de toutes pièces justificatives, est adressée au Directeur Général des Impôts. Elle peut être introduite par voie électronique.

Elle ne peut porter que sur le crédit de TVA constaté à la fin de chaque période visée à l'article 243 nouveau ci-dessus. Toutefois, en attendant la création des conditions pour le rapatriement par une banque domiciliataire, des sommes provenant des ventes à un Etat de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), utilisant une monnaie autre que le franc CFA, la présentation des titres d'exportation dûment signés prévus au paragraphe 1^{er} ci-dessus n'est pas exigée pour le remboursement du crédit de TVA lié à ces exportations.

Article 246 nouveau

Les demandes de remboursement de la TVA doivent être instruites dans le délai maximum d'un (01) mois à compter de leur date de réception.

Celles qui sont reconnues fondées après instruction par les services des Impôts donnent lieu à l'établissement d'un certificat de détaxe approuvé par le ministre chargé des Finances. Celui-ci peut déléguer son pouvoir au Directeur Général des Impôts.

Le certificat de détaxe peut être remis par le bénéficiaire en paiement de la TVA due au titre d'autres opérations taxables ; il peut être également transféré par endos à un commissionnaire en douane pour être utilisé aux mêmes fins.

Le cas échéant, le certificat de détaxe peut être remis en paiement d'autres impôts d'Etat dus par le bénéficiaire.

Les remboursements de crédits de TVA s'effectuent suivant le degré de civisme des contribuables demandeurs, classés en entreprises à risque faible, à risque moyen et à risque élevé :

- pour les entreprises à risque faible, les remboursements

se font automatiquement pour le montant demandé sans que ne soit mise en œuvre une procédure de validation préalable. La simple introduction d'une demande complète donne lieu à la mise en œuvre directe de la procédure de remboursement ;

- pour les entreprises à risque moyen, les remboursements se font au terme d'une procédure de contrôle de validation des crédits ;

- pour les entreprises à risque élevé, les remboursements ne peuvent intervenir qu'au terme d'une procédure de vérification générale de comptabilité.

Au sens de l'alinéa 5 ci-dessus :

1- Sont considérées comme entreprises à risque faible, celles qui sont dûment localisées, à jour de leurs obligations fiscales et remplissent à la date d'introduction de leur demande, les critères cumulatifs ci-après :

- appartenir, depuis au moins un (1) an, au portefeuille de la Direction des Grandes Entreprises;
- ne pas avoir d'arriérés fiscaux, y compris dans le cadre d'un contentieux fiscal ;
- n'avoir enregistré aucune remise en cause, à la suite d'un contrôle fiscal, des remboursements dont elle a bénéficié sur les trois (03) dernières années.

2- Sont considérées comme entreprises à risque moyen, celles qui sont dûment localisées, à jour de leurs obligations fiscales et remplissent à la date d'introduction de leur demande, les critères cumulatifs ci-après :

- appartenir au portefeuille de la Direction des Grandes Entreprises ou d'un Centre des Impôts des Moyennes Entreprises ;
- ne pas avoir d'arriérés fiscaux ;
- n'avoir enregistré aucune remise en cause des remboursements de crédits de TVA dont elle a bénéficié sur un exercice fiscal des suites d'un contrôle.

3- Sont considérées comme entreprises à risque élevé, celles n'appartenant à aucune des catégories ci-dessus.

Les listes des entreprises jugées à risque faible et moyen sont publiées par le Directeur Général des impôts.

Les entreprises à risque faible ayant bénéficié d'un remboursement automatique font l'objet d'un contrôle a posteriori de validation de leurs crédits. Ce contrôle a posteriori peut prendre la forme d'une vérification générale de comptabilité, d'un contrôle ponctuel ou d'un contrôle sur pièces.

Les entreprises à risque moyen ayant bénéficié de remboursement après contrôle de validation peuvent faire l'objet d'une vérification générale de comptabilité.

Sans préjudice du déclassement des contribuables visés ci-dessus, les redressements fiscaux en matière de TVA effectués à l'occasion des contrôles à posteriori des contribuables à risque faible ou à risque moyen, ayant bénéficié de remboursement de crédits, donnent lieu à l'application de l'amende prévue à l'article 1096 ter b.3 du Code Général des Impôts, sans possibilité de remise gracieuse.

Article 247 nouveau

Le remboursement en espèces ne peut être obtenu que si l'assujetti n'est pas redevable, vis-à-vis du Trésor Public, d'une somme quelconque due au titre des impôts et taxes de toute nature.

Article 248 nouveau

Le remboursement de la TVA prévu à l'article 243 nouveau ci-dessus et/ou l'imputation du montant à restituer sur d'autres droits et taxes dus, se fait contre remise de l'original du certificat de détaxe.

L'original du certificat de détaxe, après consommation intégrale du crédit, ainsi que les titres de consommations de crédit de TVA autorisées par le service des Impôts, seront joints par le Receveur Général des Finances au compte de gestion.

Article 249 nouveau

A cet effet, il est ouvert, dans les écritures du Receveur Général des Finances, des comptes appropriés.

Un arrêté du ministre chargé des Finances précisera les modalités d'application des dispositions visées aux articles 247 nouveau, 248 nouveau et à l'alinéa 1^{er} du présent article.

SECTION VIII : OBLIGATIONS DES REDEVABLES

Article 250

La taxe sur la valeur ajoutée est à la charge des consommateurs ou utilisateurs des biens et services. Toutefois, elle est acquittée par les personnes effectuant les opérations imposables pour leur compte ou pour le compte de tiers établis ou non au Bénin.

Article 251

Tout assujetti, même occasionnel à la taxe sur la valeur ajoutée, doit souscrire une demande aux fins d'immatriculation au début de ses activités, et joindre à sa

demande un plan de localisation.

Toute modification substantielle affectant l'exploitation (changement de dirigeant, modification du capital, cession, cessation, fusion, scission), et/ou le lieu d'exercice de l'activité fera l'objet d'une déclaration dans les trente (30) jours suivant cette modification.

Article 252

Tout assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée est tenu de souscrire, auprès du service des Impôts au plus tard le dix (10) de chaque mois, et au titre du mois précédent, une déclaration conforme au modèle prescrit, indiquant :

- les montants de ses opérations taxables et non taxables ;
- le montant brut de la taxe liquidée ;
- le détail des déductions opérées ;
- le montant de la taxe exigible ou, le cas échéant, le crédit de la taxe.

Article 253

Le retard de dépôt de la déclaration mensuelle et de versement de l'impôt correspondant est sanctionné par une pénalité établie conformément aux dispositions de l'article 263 nouveau ci-après.

En l'absence de déclaration mensuelle et de versement de l'impôt dû au terme du délai de mise en demeure adressée par l'Administration, suivant les dispositions de l'article 1085-F du présent Code, le contribuable fait l'objet d'une taxation d'office assortie de la pénalité prévue par l'article 1096 ter du même Code.

Article 254

La taxe sur la valeur ajoutée sur les opérations autres que les importations, est liquidée spontanément par le contribuable qui effectue le versement de l'impôt dû à l'appui de sa déclaration souscrite en deux exemplaires auprès de la recette des Impôts.

Article 254 bis

Les déclarations prévues par les articles 252 et 254 du présent Code peuvent être souscrites par voie électronique.

Article 255

Pour les importations, le redevable est tenu de faire apparaître distinctement sur la déclaration de mise à la consommation, la valeur en douane de la marchandise ou du produit et l'Identifiant Fiscal Unique (IFU).

La liquidation et le paiement de la taxe, la constatation des

infractions, le traitement du contentieux sont soumis aux mêmes règles de procédure qu'en matière de droits de douane.

Article 256

Toute opération réalisée par un redevable doit faire l'objet d'une facture normalisée ou d'un document en tenant lieu : décompte de travaux, feuilles d'honoraires, acomptes, etc. La facture normalisée ou tout document en tenant lieu est émise et transmise par une Machine Electronique Certifiée de Facturation.

Les redevables de la TVA sont tenus de mettre en place un système de facturation électronique soumis à une procédure de certification par la Direction Générale des Impôts.

Les modalités de certification des Machines Electroniques Certifiées de Facturation, notamment les obligations incombant aux entreprises ainsi qu'aux importateurs, sont fixées par arrêté du Ministre chargé des Finances.

Les factures normalisées ou documents en tenant lieu doivent obligatoirement faire apparaître :

- l'identifiant Fiscal Unique (IFU) du fournisseur ;
- le numéro d'ordre et la date de la facturation ;
- les nom ou raison sociale, adresse et numéro d'immatriculation au registre du commerce du fournisseur ou son numéro d'inscription au tableau de l'ordre, de la chambre professionnelle ou numéro d'enregistrement de l'organisme ;
- le nom ou la raison sociale, l'adresse et le numéro IFU du client ;
- la nature et l'objet de la transaction ;
- la quantité et la désignation précise unitaire des biens et services vendus ;
- le prix unitaire et global ;
- le prix hors taxe sur la valeur ajoutée ;
- le taux et le montant de la taxe due ;
- le cas échéant la mention "exonéré" ;
- le montant total dû par le client ;
- le numéro d'identification de la Machine Electronique Certifiée de Facturation ;
- la signature et le code électronique.

Article 257

Toute personne qui mentionne la taxe sur la valeur ajoutée sur une facture ou tout autre document en tenant lieu est redevable de la taxe sur la valeur ajoutée du seul fait de sa facturation.

Article 258

Indépendamment des obligations découlant du Code du Commerce, toute personne physique ou morale assujettie à la taxe sur la valeur ajoutée doit tenir une comptabilité régulière comportant au moins :

- un grand livre ;
- un livre-journal ;
- un journal auxiliaire des ventes ;
- un journal auxiliaire des achats.

Article 259

Toutes les opérations d'achats et de ventes, qu'elles se rapportent à des marchandises ou à des éléments de l'actif immobilisé doivent être comptabilisées hors taxe sur la valeur ajoutée déductible ; la taxe sur la valeur ajoutée est constatée au débit et au crédit, dans le compte de tiers « Etat, impôts et taxes ».

Article 260

Les redevables de la taxe sur la valeur ajoutée doivent conserver, pendant un délai de dix (10 ans) les livres comptables, les doubles des factures, mémoires, marchés, feuilles d'honoraires, bons de commande, bons de livraison et toutes autres pièces justificatives des éléments contenus dans les déclarations souscrites au titre de l'exercice de référence. Ces documents doivent être présentés à toute requête des agents de l'administration fiscale sous peine de sanctions prévues à l'article 263 du présent chapitre.

Article 261

Lorsque l'assujetti n'est pas domicilié au Bénin, il doit désigner un représentant domicilié au Bénin qui s'engage à remplir toutes les formalités nécessaires et à exécuter tous les paiements exigibles en son lieu et place.

A défaut, la taxe sur la valeur ajoutée ainsi que les pénalités sont dues par les destinataires ou bénéficiaires des opérations imposables et par toute personne physique ou morale qui, de par sa position dans l'exécution de l'opération, est chargée de la facturation de la prestation ou de la collecte des sommes dues pour le compte du prestataire étranger.

SECTION IX : SANCTIONS - PENALITES

Article 262

Supprimé par la loi n° 2010-46 du 30 décembre 2010 portant loi de finances pour la gestion 2011.

Article 263

Les sanctions pour retard ou défaut de déclarations et pour minorations, inexactitudes ou omissions d'un ou plusieurs éléments de la déclaration mensuelle ainsi que les infractions liées à l'obligation d'utiliser les machines électroniques certifiées de facturation, sont celles prévues aux articles 1096 bis et 1096 ter et quater du présent Code.

Article 264

Supprimé par la loi n° 2010-46 du 30 décembre 2010 portant loi de finances pour la gestion 2011.

Article 265

Supprimé par la loi n° 2010-46 du 30 décembre 2010 portant loi de finances pour la gestion 2011.

Article 266

Toute facturation illégale de la taxe sur la valeur ajoutée est passible des sanctions prévues à l'article 1096 ter du présent Code.

Constituent notamment des facturations illégales :

- la mention de la taxe sur la valeur ajoutée sur une facture par un non assujetti ;
- la facturation de la taxe sur la valeur ajoutée pour un produit exonéré ;
- l'application d'un taux supérieur au taux légal.

Article 267

Outre les pénalités et amendes fiscales prévues à la présente section, la facturation illégale de la taxe sur la valeur ajoutée ainsi que le non-reversement à la recette des Impôts de la taxe sur la valeur ajoutée facturée, sont passibles des peines instituées par l'article 405 du Code Pénal en matière d'escroquerie.

Les poursuites sont engagées à l'initiative du Directeur Général des Impôts selon la procédure fixée par l'article 1135 du Code Général des Impôts.

SECTION X : REGIME DU CHIFFRE D'AFFAIRES**REEL SIMPLIFIE****PERSONNES IMPOSABLES****Article 268 bis**

Supprimé par la loi N°2018-39 du 28 décembre 2018 portant loi de finances pour la gestion 2019

OPTION**Article 268 ter**

Supprimé par la loi N°2014-25 du 23 décembre 2014 portant loi de finances pour la gestion 2015.

SECTION X NOUVEAU : OPTION**Article 268 ter nouveau**

Les contribuables visés à l'article 1084-28 du présent code et relevant du régime de la taxe professionnelle synthétique peuvent opter pour la TVA. L'option faite pour la TVA est valable pour le régime du bénéfice réel pour l'imposition des bénéficiaires.

Les conditions de l'option sont fixées par un arrêté du ministre chargé des finances.

OBLIGATIONS DES REDEVABLES**Article 268 quater**

Supprimé par l'article 6 de la loi n° 99-001 du 13 janvier 1999 portant Loi de Finances pour la gestion 1999.

Article 268 quater nouveau

Supprimé par la loi N°2018-39 du 28 décembre 2018 portant loi de finances pour la gestion 2019

SECTION XI : REGIME DU FORFAIT**Articles 268 à 272**

Supprimés par l'article 6 de la loi n° 99-001 du 13 janvier 1999 portant Loi de Finances pour la gestion 1999.

ANNEXE I :

Produits exonérés de taxe à l'importation, à la production et à la vente

1. Produits médicaux

CODE PRODUIT	LIBELLE PRODUIT
28.01.20.00.00	-iode
28.04.40.00.00	-Oxygène Médical
29.18.22.00.00	-Acides O - acétylsalicylique, ses sels et ses esters.
29.30.40.00.00	-Méthionine
29.32.21.00.00	-Coumarine, méthylcoumarines et éthyl-coumarines
29.36	-Provitamines et vitamines, naturelles ou reproduites...
29.36.10.00.00	-Provitamines non mélangées
29.36.21.00.00	-Vitamines A et leurs dérivés
29.36.22.00.00	-Vitamines B1 et leurs dérivés
29.36.23.00.00	-Vitamines B2 et leurs dérivés
29.36.24.00.00	-Acides D ou DL pantothénique (Vitamines B3 ou B5) et ses dérivés
29.36.25.00.00	-Vitamines B6 et leurs dérivés
29.36.26.00.00	-Vitamines B12 et leurs dérivés
29.36.27.00.00	-Vitamines C et leurs dérivés
29.36.28.00.00	-Vitamines E et leurs dérivés
29.36.29.00.00	- Autres Vitamines et leurs dérivés
29.36.90.00.00	- Autres, y compris les concentrats naturels
29.37.10.00.00	- Hormones du lobe antérieur de l'hypophyse et similaires, et leurs dérivés
- Hormones corticosurrénales et leurs dérivés :	
29.37.21.00.00	Cortisone, hydrocortisone, prednisone (déhydrocortisone) et prednisolone (déhydrohydrocortisone).
29.37.22.00.00	- Dérivés halogènes des hormones cortico surrénales
29.37.29.00.00	- Autres
- Autres hormones et leurs dérivés ; autres stéroïdes utilisés principalement comme hormones	
29.37.91.00.00	— Insuline et ses sels
29.37.92.00.00	-- Oestrogènes et progestogènes
29.38.10.00.00	- Rutoside (rutine) et ses dérivés
29.39.10.00.00	-- Alcaloïdes de l'opium et leurs dérivés ; sels de ces produits
- Alcaloïdes du quinquina et leurs dérivés ; sels de ces produits :	
29.39.21.00.00	- Quinine et ses sels
29.39.30.00.00	— Caféine et ses sels
- Ephédrines et leurs sels	
29.39.41.00.00	- Ephédrines et sels
29.39.42.00.00	- Pseudoéphédrine (DCI) et ses sels
29.39.50.00.00	- Théophylline et aminophylline (théophylline-éthylènediamine) et leurs dérivés ; sels de ces produits
- Alcaloïdes de l'ergot de seigle et leurs dérivés ; sels de ces produits :	
29.39.61.00.00	-- Ergométrine (DCI) et ses sels
29.39.62.00.00	- Ergométrine 1 DCI) et ses sels
29.39.63.00.00	— Acide lysergique et ses sels
29.39.70.00.00	- Nicotine et ses sels

29.40.00.00.0	Sucres chimiquement purs...
29.41	Antibiotiques
29.41.10.00.00	- Pénicillines et leurs dérivés, à structure d'acide pénicillanique ; sels de ces produits
29.41.20.00.00	- Streptomycines et leurs dérivés ; sels de ces produits
29.41.30.00.00	- Tétracyclines et leurs dérivés ; sels de ces produits
29.41.40.00.00	- Chloramphénicoi et ses dérivés; sels de ces produits
29.41.50.00.00	- Erhrytromycine et ses dérivés; sels de ces produits
29.41.90.00.00	- autres
29.42.00.00.00	Autres composés organiques
30.01	Glandes et autres organes à usages opothérapiques, à l'état desséché, même pulvérisé ; extraits, à usages opothérapiques, de glandes ou d'autres organes ou de leurs sécrétions , héparine et ses sels ; autres substances humaines ou animales préparées à des fins thérapeutiques ou prophylactiques non dénommées ni comprises ailleurs.
30.01.10.00.00	- Glandes et autres organes, à l'état desséché, même pulvérisés
30.01.20.00.00	- Extraits de glandes ou d'autres organes ou de leurs sécrétions
30.01.90.00.00	- Autres
30.02	Sang humain ; sang animal préparé en vue d'usages thérapeutiques prophylactiques ou de diagnostic ; antisérums, autres fractions du sang, produits immunologiques modifiés, même obtenus par voie biotechnologique ; vaccins, toxines, cultures de micro-organismes (à l'exclusion des levures) et produits similaires.
30.02.10.00.00	- Antisérums, autres fractions du sang, produits immunologiques modifiés, même obtenus par voie biotechnologique
30.02.20.00.00	- Vaccins pour la médecine humaine
30.02.30.00.00	- Vaccins pour la médecine vétérinaire
30.02.90.10.00	— Ferments
30.02.90.90.00	— Autres
30.03	Médicaments (à l'exclusion des produits des n°s 30.02, 30.05 ou 30.06) constitués par des produits mélangés entre eux, préparés à des fins thérapeutiques ou prophylactiques, mais ni présentés sous forme de doses, ni conditionnés pour la vente au détail.
30.03.10.00.00	- Contenant des pénicillines ou des streptomycines ou des dérivés de ces produits, à structure d'acide pénicillanique, ou des streptomycides ou des dérivés de ces produits.
30.03.20.00.00	- Contenant d'autres antibiotiques
- Contenant des hormones ou d'autres produits du n° 29.37, mais ne contenant pas d'antibiotiques :	
30.03.31.00.00	— Contenant de l'insuline
30.03.39.00.00	— Autres
30.03.40.00.00	- Contenant des alcaloïdes ou leurs dérivés, mais ne contenant ni hormones, ni autres produits du n° 29.37, ni antibiotiques.
30.03.90.00.00	- Autres
30.04	Médicaments (à l'exclusion des produits des n°s 30.02, 30.05 ou 30.06) constitués par des produits mélangés ou non mélangés, préparés à des fins thérapeutiques ou prophylactiques, présentés sous forme de doses ou conditionnés pour la vente au détail
30.04.10.00.00	- Contenant des pénicillines ou des dérivés de ces produits, à structure d'acide pénicillanique, ou des streptomycines ou des dérivés de ces produits.
30.04.20.00.00	- Contenant d'autres antibiotiques
30.04.20.00.00	- Contenant des hormones ou d'autres produits du n° 29.37, mais ne contenant pas

	d'antibiotiques :
30.04.31.00.00	— Contenant de l'insuline
30.04.32.00.00	- Contenant des hormones corticosurrénales
30.04.39.00.00	- Autres
30.04.40.00.00	- Contenant des alcaloïdes ou leurs dérivés , mais ne contenant ni hormones, ni autres produits du n° 29.37, ni antibiotiques.
30.04.50.00.00	- Autres médicaments contenant des vitamines ou d'autres produits du n° 29.36
30.04.90.00.00	- Autres
30.05	Ouates, gazes, bandes et articles analogues (pansements, sparadraps, sinapismes, par exemple), imprégnés ou recouverts de substances pharmaceutiques ou conditionnés pour la vente au détail à des fins médicales, chirurgicales, dentaires ou vétérinaires.
30.05.10.00.00	- Pansements adhésifs et autres articles ayant une couche adhésive
30.05.90.00.00	- Autres
30.06	Préparations et articles pharmaceutiques visés à la Note 4 du présent Chapitre.
30.06.10.00.00	- Catguts stériles, ligatures stériles similaires pour sutures chirurgicales et adhésifs stériles pour tissus organiques utilisés en chirurgie pour refermer les plaies ; laminaires stériles ; hémostatiques résorbables stériles pour la chirurgie ou l'art dentaire.
30.06.20.00.00	- Réactifs destinés à la détermination des groupes ou des facteurs sanguins
30.06.30.00.00	- Préparations opacifiantes pour examens radiographiques ; réactifs de diagnostic conçus pour être employés sur le patient.
30.06.40.00.00	- Ciments et autres produits d'obturation dentaire, ciments pour la réfection osseuse
30.06.50.00.00	- Trousses et boîtes de pharmacie garnies, pour soins de première urgence
30.06.60.00.00	- Préparations chimiques contraceptives à base d'hormones ou de spermicides
37.01.10.10.00	- Films pour rayons X
37.02.10.00.00	-Pellicules pour rayons X
38.21.00.00.00	Milieux de culture préparés pour le développement des microorganismes
38.22.00.00.00	Réactifs de diagnostic ou de laboratoire sur support et...
Ex.39.23.90.00.00	- Poche d'urine en matière plastique
Ex.39.24.90.90.00	- Bassin de lit en matière plastique
40.14.10.00.00	- Préservatifs
40.14.90.20.00	- Poires à injections, poires compte-gouttes et similaires
40.15.11.00.00	- Gants pour chirurgie
63.04.91.00.10	— Moustiquaires imprégnées
70.15.10.00.00	- Verres de lunetterie médicale
70.17.10.00.00	- En quartz ou en autre silice fondus
70.17.20.00.00	- En autre verre d'un coefficient de dilatation linéaire n'excédant pas 5×10^{-6} par Kelvin entre 0° C et 300° C.
84.19.20.00.00	- Stérilisateur médicaux
87.13	Fauteuils roulants et autres véhicules pour invalides...
87.13.10.00.00	- Sans mécanisme de propulsion
87.13.90.00.00	- Autres
87.14.20.00.00	- De fauteuils roulants ou d'autres véhicules pour invalides
90.11	Microscopes optiques, y compris les microscopes pour la photo micrographie, la cinéphotomicrographie ou la microprojection.
90.11.10.00.00	- Microscopes stéréoscopiques

90.11.20.00.00	- Autres microscopes, pour la photo micrographie, la cinéphotomicrographie ou la microprojection.
90.11.80.00.00	- Autres microscopes
90.11.90.00.00	- Parties et accessoires.
90.12	Microscopes autres qu'optiques et diffractographes.
90.12.10.00.00	- Microscopes autres qu'optiques et diffractographes
90.12.90.00.00	- Parties et accessoires.
90.18	Instruments et appareils pour la médecine, la chirurgie, l'art dentaire ou l'art vétérinaire, y compris les appareils de scintigraphie et autres appareils électromédicaux ainsi que les appareils pour tests visuels.
	- Appareils d'electrodiagnostic (y compris les appareils d'exploration fonctionnelle ou de surveillance de paramètres physiologiques).
90.18.11.00.00	- Electrocardiographes
90.18.12.00.00	- Appareils de diagnostic par balayage ultrasonique (scanners)
90.18.13.00.00	— Appareils de diagnostic par visualisation à résonance magnétique
90.18.14.00.00	- Appareils de scintigraphie
90.18.19.00.00	- Autres
90.18.20.00.00	- Appareils à rayons ultraviolets ou infrarouges
	- Seringues, aiguilles, cathéters, canules et instruments similaires.
90.18.31.00.00	- Seringues, avec ou sans aiguilles
90.18.32.00.00	— Aiguilles tubulaires en métal et aiguilles à sutures
90.18.39.00.00	- Autres
90.18.41.00.00	- Tours dentaires, même combinés sur une base commune avec d'autres équipements dentaires.
90.18.49.00.00	- Autres
90.18.50.00.00	— Autres instruments et appareils d'ophtalmologie
90.18.90.00.00	- Autres instruments et appareils.
90.21	Articles et appareils d'orthopédie, y compris les ceintures et bandages médico-chirurgicaux et les béquilles ; attelles, gouttières et autres articles et appareils pour fractures ; articles et appareils de prothèse ; appareils pour faciliter l'audition aux sourds et autres appareils à tenir à la main, à porter sur la personne ou à implanter dans l'organisme, afin de compenser une déficience ou une infirmité.
	Prothèses articulaires et autres appareils d'orthopédie ou pour fractures.
90.21.11.00.00	- Prothèses articulaires
90.21.19.00.00	- Autres
90.21.21.00.00	— Dents artificielle
90.21.29.00.00	- Autres
90.21.30.00.00	- Autres articles et appareils de prothèse
90.21.40.00.00	- Appareils pour faciliter l'audition aux sourds, à l'exclusion des parties et accessoires
90.21.50.00.00	- Stimulateurs cardiaques, à l'exclusion des parties et accessoires
90.21.90.00.00	- Autres.
90.22.	Appareils à rayons X et appareils utilisant les radiations alpha, bêta ou gamma, même à usage médical, chirurgical, dentaire ou vétérinaire, y compris les appareils de radiophotographie ou de radiothérapie, les tubes à rayons X et autres dispositifs générateurs de rayons X, les générateurs de tension, les pupitres de commande, les écrans, les tables, fauteuils et supports similaires d'examen ou de traitement.

- Appareils à rayons X, même à usage médical, chirurgical, dentaire ou vétérinaire, y compris les appareils de radiophotographie ou de radiothérapie ;	
90.22.12.00.00	-- Appareils de tomographie pilotés par une machine automatique de traitement d'information.
90.22.13.00.00	— Autres, pour l'art dentaire
90.22.14.00.00	- Autres, pour usages médicaux, chirurgicaux ou vétérinaires
90.22.21.00.00	-- A usage médical, chirurgical, dentaire ou vétérinaire
90.22.30.00.00	- Tubes à rayons X
90.22.90.00.00	- Autres, y compris les parties et accessoires.
90.25.12.00.00	— Thermomètres et Pyromètres, à liquide, à lecture directe et autres

2- Liste des produits alimentaires non transformés et de première nécessité exonérés de la TVA :

- Pain ;
- maïs, mil, millet, sorgho, fonio, blé, riz à l'exception du riz de luxe et autres céréales ;
- manioc, patate, igname, pomme de terre, tarot et autres tubercules et racines ;
- haricot, soja, sésame, arachide, petit pois et autres légumineuses ;
- oignons, tomate, aubergine, gombo, piment et autres légumes et produits maraîchers ;
- œufs en coquille ;
- viande à l'état frais ;
- poisson non transformé (frais, fumé, salé ou congelé) ;
- lait non transformé ;
- animaux reproducteurs ;
- déchets des industries alimentaires ;
- déchets de poisson.

Un arrêté du Ministre chargé des Finances précisera la notion de riz de luxe.

CHAPITRE II : TAXE SPECIFIQUE UNIQUE SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Article 249 bis nouveau

Il est institué une taxe spécifique unique sur les produits pétroliers.

ou de kilogrammes cédés ou prélevés.

Article 250 bis nouveau

Cette taxe frappe toutes les cessions de produits pétroliers effectuées à titre onéreux ou gratuit et réalisées en droit ou en fait aux conditions de livraison sur le territoire du Bénin.

Article 251 bis

Sont assimilés à des cessions les prélèvements effectués par les commerçants pour leurs besoins propres.

Article 252 bis nouveau

La taxe est due dès la première cession réalisée dans les conditions fixées à l'article 250 bis ci-dessus, après entrée ou fabrication dans le territoire.

Article 253 bis

Le fait générateur est constitué soit par la livraison en cas de cession proprement dite, soit par le prélèvement.

Article 254 bis nouveau

La base imposable est déterminée par le nombre de litres

Article 255 bis nouveau

Le tarif de la taxe est de :

- 65 francs CFA par litre pour le super carburant ;
- 55 francs CFA par litre pour l'essence ordinaire ;
- 0 franc CFA par litre pour le pétrole ;
- 20 francs CFA par litre pour le gas-oil ;
- 17 francs CFA par litre pour les lubrifiants (huiles) ;
- 0 franc CFA par litre pour le fuel oil ;
- 23 francs CFA par kilogramme pour les graisses ;
- 0 franc par kilogramme pour le pétrole liquéfié (butane)

Toutefois, en fonction de la variation des cours mondiaux des produits pétroliers et eu égard aux objectifs quantitatifs retenus dans le budget de l'Etat, le gouvernement est autorisé à modifier par voie réglementaire ce tarif.

Article 256 bis

Les modalités de déclaration, de contrôle et de recouvrement, ainsi que les obligations et sanctions sont celles prévues au chapitre premier relatif à la taxe sur la valeur ajoutée.

CHAPITRE III : TAXE SUR LES TABACS ET CIGARETTES**Article 257 bis nouveau à 260 bis nouveau**

Supprimés par la loi n° 2019-46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

CHAPITRE IV : TAXE SUR LES BOISSONS
Articles 261 bis nouveau à 265 bis nouveau

Supprimés par la loi n° 2019-46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

CHAPITRE V : TAXE SUR LA FARINE DE BLE
Articles 266 bis nouveau à 270 bis nouveau

Supprimés par la loi n° 2019-46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

CHAPITRE VI : TAXE SUR LES PRODUITS DE PARFUMERIE ET COSMETIQUES**Articles 271 bis nouveau à 275 nouveau**

Supprimés par la loi n° 2019-46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

CHAPITRE VII : TAXE SUR LES HUILES ET CORPS GRAS ALIMENTAIRES**Articles 276 nouveau à 280 nouveau**

Supprimés par la loi n° 2019-46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

CHAPITRE VII BIS : TAXE SUR LE CAFE
Articles 280 nouveau-1 à 280 nouveau-5 : Supprimés

par la loi n° 2019-46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

CHAPITRE VII QUATER : TAXE SUR LES SACHETS EN MATIERE PLASTIQUE**Articles 280 nouveau-12 à 280 nouveau-16**

Supprimés par la loi n° 2019-46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

CHAPITRE VII QUINQUIES : TAXE SUR LE THE
Articles 280 nouveau-17 à 280 nouveau-21

Supprimés par la loi n° 2019-46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

CHAPITRE VII SEXIES : TAXE SUR LE MARBRE
Articles 280 nouveau-22 à 280 nouveau-26

Supprimés par la loi n° 2019-46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

CHAPITRE VII SEPTIES : TAXE SUR LES LINGOTS D'OR**Articles 280 nouveau-27 à 280 nouveau-31**

Supprimés par la loi n° 2019-46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

CHAPITRE VII OCTIES : TAXE SUR LES PIERRES PRECIEUSES**Articles 280 nouveau-32 à 280 nouveau-36**

Supprimés par la loi n° 2019-46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020



CHAPITRE VII NOVIES : TAXE SUR LES PRODUITS SPECIFIQUES

Article 280 nouveau-37

Il est institué une taxe sur les produits spécifiques. Cette taxe est applicable aux produits spécifiques importés ou fabriqués en République du Bénin et livrés à la consommation intérieure.

Elle frappe toutes importations ou cessions de produits spécifiques effectuées à titre onéreux ou à titre gratuit et réalisées en droit ou en fait aux conditions de livraison en République du Bénin.

Sont assimilés à des cessions, les prélèvements effectués par le producteur pour ses besoins propres ou l'affectation à la consommation.

Article 280 nouveau-38

Le fait générateur de la taxe est constitué :

- pour les importations, par la mise à la consommation au sens douanier du terme ;
- pour la production, par la première cession réalisée dans les conditions définies ci- dessus.

Article 280 nouveau-39

Le taux de la taxe est fixé comme suit :

Produits		Taux
Cigarettes, cigares, cigarillos, tabac à fumer et autres succédanés de tabacs		100%
Produits de parfumerie et cosmétiques		10%
Sachets en matière plastique		5%
Marbre, lingots d'or et pierres précieuses		10%
Boissons	Boissons non alcoolisées à l'exception de l'eau non gazéifiée	7%
	Eau minérale importée	10%
	Jus de fruits importé	10%
	Boissons non alcoolisées énergisantes	20%
	Boissons alcoolisées que sont les bières et cidres	20%
	Vins	40%
Liqueurs et champagnes		45%
Farine de blé		1 %
Pâtes alimentaires importées		5%
Huiles et corps gras alimentaires	Préparations pour soupe ou bouillons préparés	10%
	Huiles et autres corps gras alimentaires	1 %
Café		10%
Thé		10%

Il est appliqué :

- à l'importation, à la valeur en douane majorée des droits et taxes perçus à l'entrée, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée ;
- en régime intérieur, au prix de vente sortie-usine, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée.

Lorsqu'une entreprise vendeuse et une entreprise acheteuse sont, quelle que soit leur forme juridique, dans la dépendance l'une de l'autre, la taxe spéciale ad valorem due par la première doit être assise non sur la valeur des livraisons qu'elle effectue à la seconde, mais sur le prix de vente pratiqué par cette dernière.

Article 280 nouveau-40

La taxe est perçue au cordon douanier par la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects pour le compte de la Direction Générale des Impôts. A l'intérieur, la taxe est collectée et reversée par le producteur.

Article 280 nouveau-41

Les modalités de déclaration, de contrôle et de recouvrement ainsi que les obligations et sanctions sont celles prévues au chapitre premier relatif à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le montant de la taxe spécifique appliqué aux tabacs et cigarettes, est affecté à raison de :

- 80% pour le Trésor public ;
- 20% pour la promotion du sport.

**CHAPITRE VII TER : TAXE SUR LES VEHICULES DE
TOURISME DONT LA PUISSANCE EST EGALE OU
SUPERIEURE A 13 CHEVAUX**

Article 280 nouveau-6

Il est institué une taxe sur les véhicules de tourisme dont la puissance est égale ou supérieure à 13 chevaux.

Cette taxe frappe toutes importations ou cessions de véhicules visés à l'alinéa 1 du présent article effectuées à titre onéreux ou à titre gratuit et réalisées en droit ou en fait aux conditions de livraison au Bénin.

Sont assimilés à des cessions, les prélèvements effectués par l'importateur pour ses besoins propres ou l'affectation à la consommation.

Article 280 nouveau-7

Sont exonérés de cette taxe :

Les véhicules de tourisme dont la puissance est égale ou supérieure à 13 chevaux acquis par les missions diplomatiques et consulaires, les organisations internationales.

Article 280 nouveau-8

Le fait générateur de la taxe est constitué :

- pour les importations, par la mise à la consommation au sens douanier du terme ;
- pour la production, par la première cession réalisée dans les conditions définies ci- dessus.

Article 280 nouveau-9

Le taux de la taxe est fixé à 10%. Il est appliqué:

- à l'importation, à la valeur en douane majorée des droits et taxes perçus à l'entrée, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée ;
- en régime intérieur, au prix de vente sortie- usine ; à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée.

Lorsqu'une entreprise vendeuse et une entreprise acheteuse sont, quelle que soit leur forme juridique, dans la dépendance l'une de l'autre, la taxe spéciale ad valorem due par la première doit être assise non sur la valeur des livraisons qu'elle effectue à la seconde, mais sur le prix de vente pratiqué par cette dernière.

Article 280 nouveau-10

La taxe est perçue au cordon douanier par la Direction Générale des Douanes et Droits indirects pour le compte de la Direction Générale des Impôts. A l'intérieur, la taxe est collectée et reversée par le producteur.

Article 280 nouveau-11

Les modalités de déclaration, de contrôle et de recouvrement ainsi que les obligations et sanctions sont celles prévues au chapitre premier relatif à la taxe sur la valeur ajoutée.

CHAPITRE VIII : TAXE SUR LES VEHICULES A MOTEUR

Articles 281 à 289 : Supprimés

CHAPITRE IX : TAXES RADIOPHONIQUE ET TÉLÉVISUELLE INTÉRIEURES

Articles 290 à 293 : supprimés par la loi n° 2019-46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

CHAPITRE X : TAXE SUR LES ACTIVITES FINANCIERES

Article 293-1

Il est institué une taxe sur les activités financières (TAF).

Cette taxe frappe les opérations réalisées par les banques, les bureaux de change et les établissements financiers à l'exception de celles qui ne se rattachent pas spécifiquement au commerce des valeurs et de l'argent.

Article 293-2 nouveau

Sont exonérées de la taxe sur les activités financières (TAF) :

- 1- les opérations réalisées par la BCEAO ;
- 2- les opérations de prêts et de crédits au Trésor Public et aux collectivités locales ;
- 3- les opérations de cession des certificats spéciaux de créances salariales sur l'Etat ; 4- les opérations de crédits, de prêts, avances, dépôts en compte, engagements ou opérations assimilées réalisées entre banques, entre banques et établissements financiers, entre établissements financiers installés ou non en République du Bénin ;
- 5 - les opérations qui ne se rattachent pas spécifiquement au commerce des valeurs et de l'argent et qui sont passibles de la taxe sur la valeur ajoutée telles que : ventes, locations, crédit-bail, études et consultations, transferts de charge, opérations de transfert d'argent, affacturage et opérations assimilées ;
- 6- les opérations de prêts consentis par les banques aux entreprises de construction de logements économiques ou sociaux agréées comme telles et dont les prix de référence sont fixés par les pouvoirs publics ;
- 7- Les prestations de services directement liées aux opérations du marché financier et effectuées par les intermédiaires financiers agréés par le CREPMF, citées par l'article 225 nouveau g du présent Code;
- 8- les opérations de crédits, de prêts, avances et dépôts en compte, engagements ou opérations assimilées réalisées entre systèmes financiers décentralisés agréés par l'Etat, entre systèmes financiers décentralisés agréés par l'Etat et les banques, entre systèmes financiers décentralisés agréés par l'Etat et les établissements financiers installés ou non en République du Bénin ;
- 9- les opérations de collecte de l'épargne et de distribution du crédit effectuées par les sociétés ayant le statut de système financier décentralisé.

Article 293-3

Le taux de la taxe est fixé à 10 %. Il s'applique au montant

brut hors taxe des intérêts, commissions et autres rémunérations perçues par les banques et établissements financiers.

Article 293-4

Le fait générateur de la taxe est constitué par

- l'inscription du montant des intérêts au crédit du compte du bénéficiaire du prêt, des avances et opérations assimilées ;
- l'accomplissement de la prestation.

Article 293-5

Les modalités de déclaration, de contrôle et de recouvrement ainsi que les obligations et sanctions sont celles prévues au chapitre premier relatif à la taxe sur la valeur ajoutée.

CHAPITRE XI : TAXE SUR LES JEUX DE HASARD

Article 293-6

Il est institué une taxe sur les jeux de hasard.

Cette taxe est applicable à tous les jeux de hasard, à l'exclusion de ceux soumis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Article 293-8

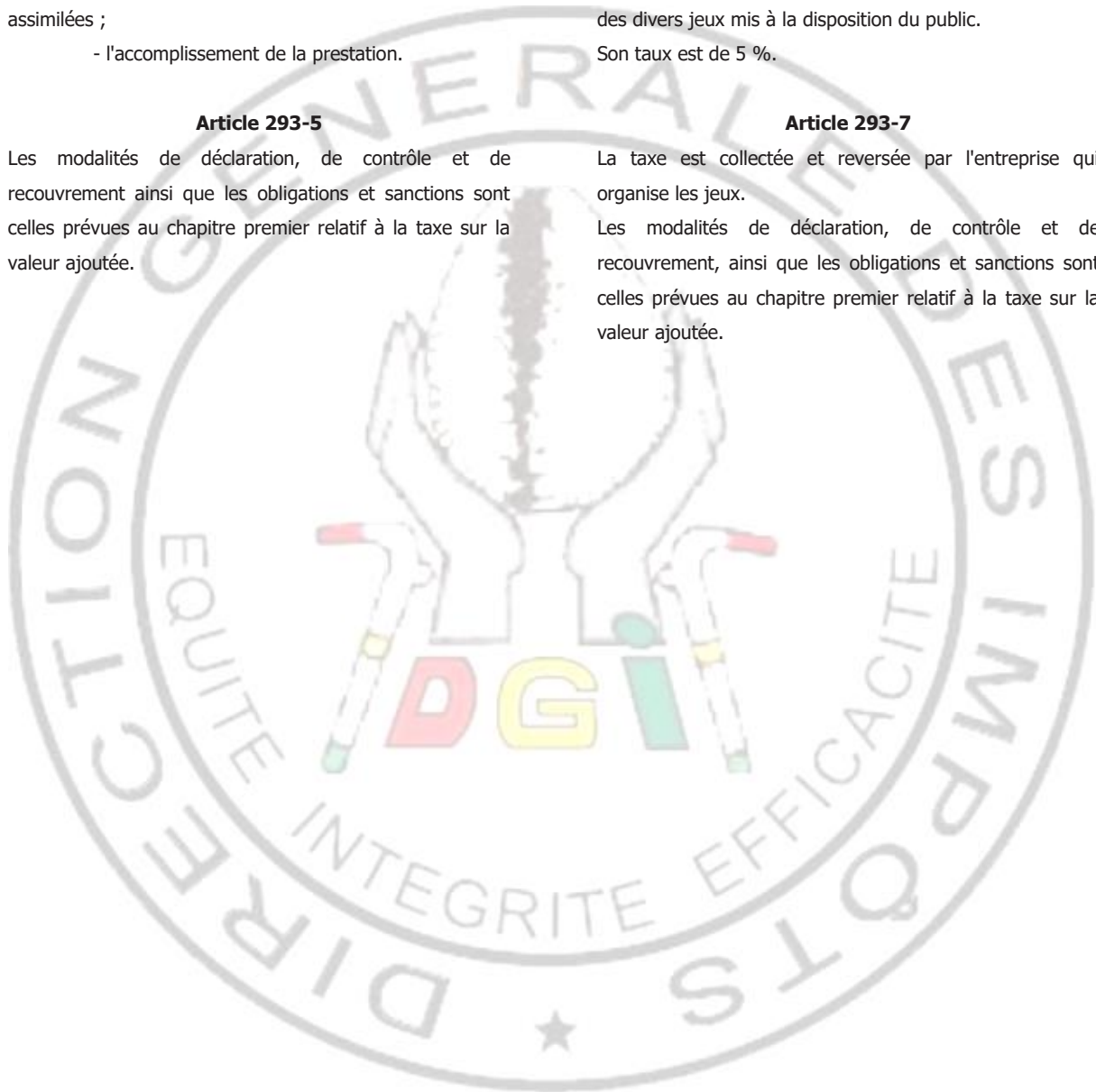
La taxe est assise sur le prix de vente des tickets ou billets des divers jeux mis à la disposition du public.

Son taux est de 5 %.

Article 293-7

La taxe est collectée et reversée par l'entreprise qui organise les jeux.

Les modalités de déclaration, de contrôle et de recouvrement, ainsi que les obligations et sanctions sont celles prévues au chapitre premier relatif à la taxe sur la valeur ajoutée.



CHAPITRE XII : TAXE DE SEJOUR DANS LES HOTELS ET ETABLISSEMENTS ASSIMILES

Article 293-9

Il est institué en République du Bénin, une taxe dénommée taxe de séjour dans les hôtels et établissements assimilés. Cette taxe s'applique également aux locations de résidences meublées.

Est assujéti au paiement de la taxe de séjour, tout client ayant séjourné dans un hôtel ou établissement assimilé ou dans une résidence meublée, quelle que soit la durée du séjour.

Article 293-10

La taxe de séjour est destinée à financer le développement du tourisme.

Article 293-11

Le montant de la taxe est déterminé en fonction des prix pratiqués comme suit :

- tarif inférieur ou égal à 20.000 F CFA : 500 F CFA par jour ou par nuit ;
- tarif supérieur à 20.000 F CFA et inférieur ou égal à 100.000 F CFA : 1.500 F CFA par jour ou par nuit;
- tarif supérieur à 100.000 F CFA : 2.500 F CFA par jour ou par nuit.

Cette taxe, incorporée à la facture du client, est collectée par les hôtels et établissements assimilés ainsi que les

résidences meublées.

Article 293-11 bis

Les réceptifs hôteliers sont astreints à la tenue des documents ci-après :

- le registre de police ;
- la main courante ou le tableau d'occupation ;
- le brouillard journalier et mensuel de caisse et de banque.

Si la gestion des séjours et la tenue de la comptabilité sont informatisées, le déclarant est tenu de mettre en place des procédures qui permettent de satisfaire aux exigences de régularité, de sauvegarde et de sécurité des données ainsi que leur accès en permanence grâce à un système informatique intégré. Ce dernier est soumis à une procédure d'homologation.

Les modalités d'application de l'alinéa précédent sont fixées par arrêté conjoint j des ministres chargés du Tourisme et des Finances.

Article 293-12

Les modalités de déclaration, de contrôle et de recouvrement, ainsi que les obligations et sanctions sont celles prévues au chapitre premier du présent Code relatif à la taxe sur la valeur ajoutée

CHAPITRE XIII : TAXE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SPORT

Article 293-13

Il est institué en République du Bénin une taxe pour le développement du sport due par les grandes entreprises.

Sont dispensées du paiement de la taxe, les grandes entreprises qui remplissent les conditions suivantes :

- être propriétaire ou copropriétaire d'un club professionnel de sport engagé dans un championnat national ;
- réaliser des dépenses de fonctionnement ou d'investissement au profit du club pour un montant supérieur ou égal à la taxe à acquitter ;
- réaliser des dépenses de fonctionnement ou d'investissement au profit des fédérations sportives bénéficiant des subventions de l'Etat, pour un montant supérieur ou égal à la taxe à acquitter.

Les conditions ci-dessus s'appliquent également aux classes sportives.

Article 293-14

La base imposable est constituée par le chiffre d'affaires hors toutes taxes.

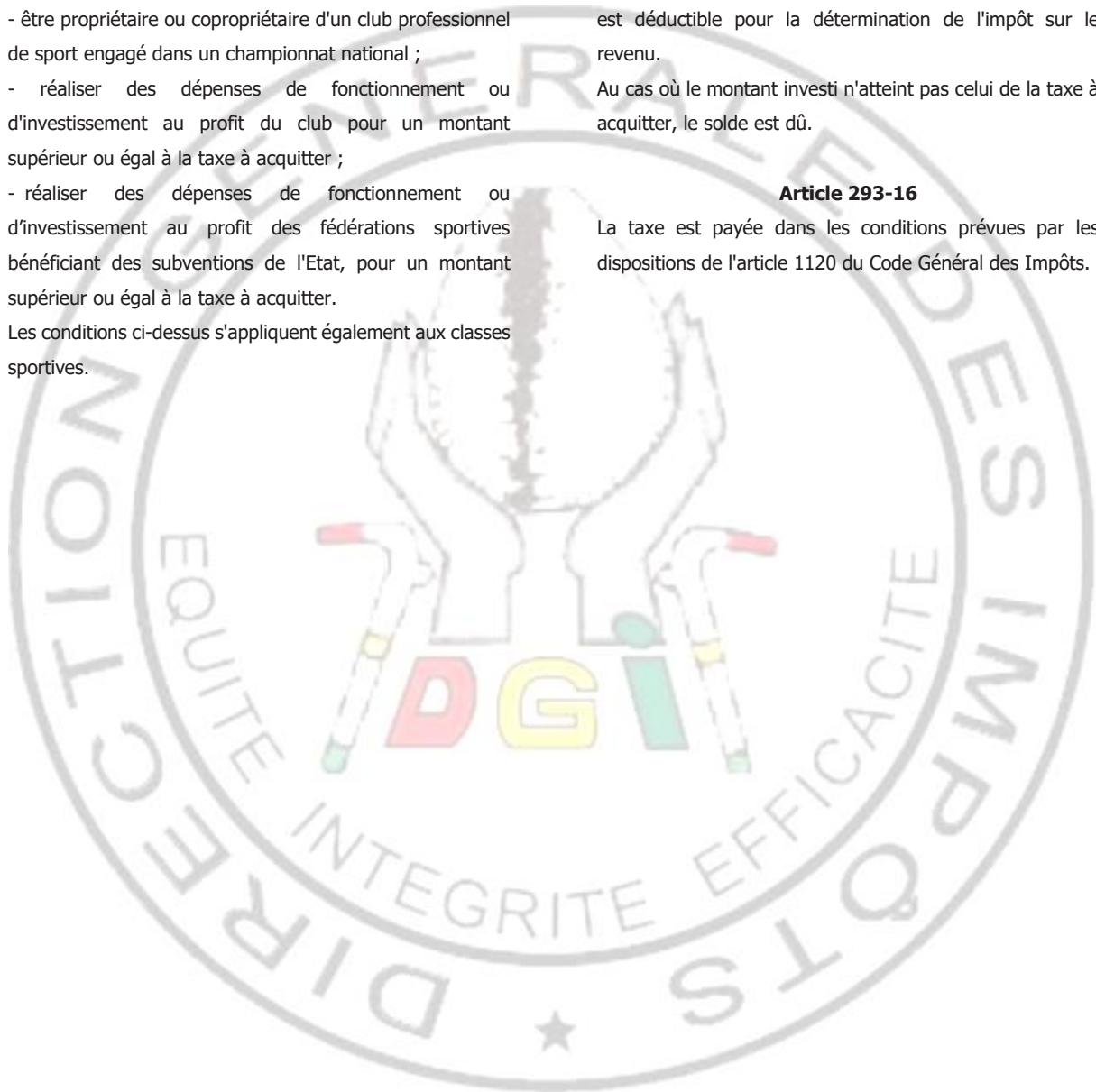
Article 293-15

Le montant de la taxe est fixé à un pour mille (1‰) du chiffre d'affaires hors toutes taxes de l'année précédente et est déductible pour la détermination de l'impôt sur le revenu.

Au cas où le montant investi n'atteint pas celui de la taxe à acquitter, le solde est dû.

Article 293-16

La taxe est payée dans les conditions prévues par les dispositions de l'article 1120 du Code Général des Impôts.



**CHAPITRE XIV : CONTRIBUTION SUR LA VENTE DE
SERVICES DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES
SUR LES RESEAUX OUVERTS AU PUBLIC**

Article 293-17

Il est institué en République du Bénin, une contribution sur la vente de services de communications électroniques sur les réseaux ouverts au public.

Article 293-18

La contribution est collectée et reversée par l'opérateur ou le fournisseur ayant délivré le service.

Article 293-19

Le taux de la contribution est fixé à 5% du prix de vente hors taxe du service.

Article 293-20

Les modalités de déclaration, de contrôle et de recouvrement, ainsi que les obligations et sanctions sont celles prévues au chapitre premier du présent Code relatif à la taxe sur la valeur ajoutée.





IMPÔTS D'ETAT
DROITS D'ENREGISTREMENT, DE TIMBRE ET DE
PUBLICITÉ FONCIÈRE ET HYPOTHÉCAIRE
TAXE UNIQUE SUR LES CONTRATS D'ASSURANCE



TITRE III

DROITS D'ENREGISTREMENT, DE TIMBRE ET DE PUBLICITE FONCIERE ET HYPOTHECAIRE

TAXE UNIQUE SUR LES CONTRATS D'ASSURANCE

SOUS-TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

**CHAPITRE PREMIER : ATTRIBUTIONS ET
FONCTIONNEMENT DU SERVICE RESPONSABLE**

Article 294 : abrogé par la Loi n° 2020 - 33 du 24 décembre 2020 portant gestion 2021

Article 295 : abrogé par la Loi n° 2020 - 33 du 24 décembre 2020 portant gestion 2021

Article 296 : abrogé par la Loi n° 2020 - 33 du 24 décembre 2020 portant gestion 2021

Article 297 : abrogé par la Loi n° 2020 - 33 du 24 décembre 2020 portant gestion 2021

Article 298 : abrogé par la Loi n° 2020 - 33 du 24 décembre 2020 portant gestion 2021

Article 300 : abrogé par la Loi n° 2020 - 33 du 24 décembre 2020 portant gestion 2021

Article 301 : abrogé par la Loi n° 2020 - 33 du 24 décembre 2020 portant gestion 2021

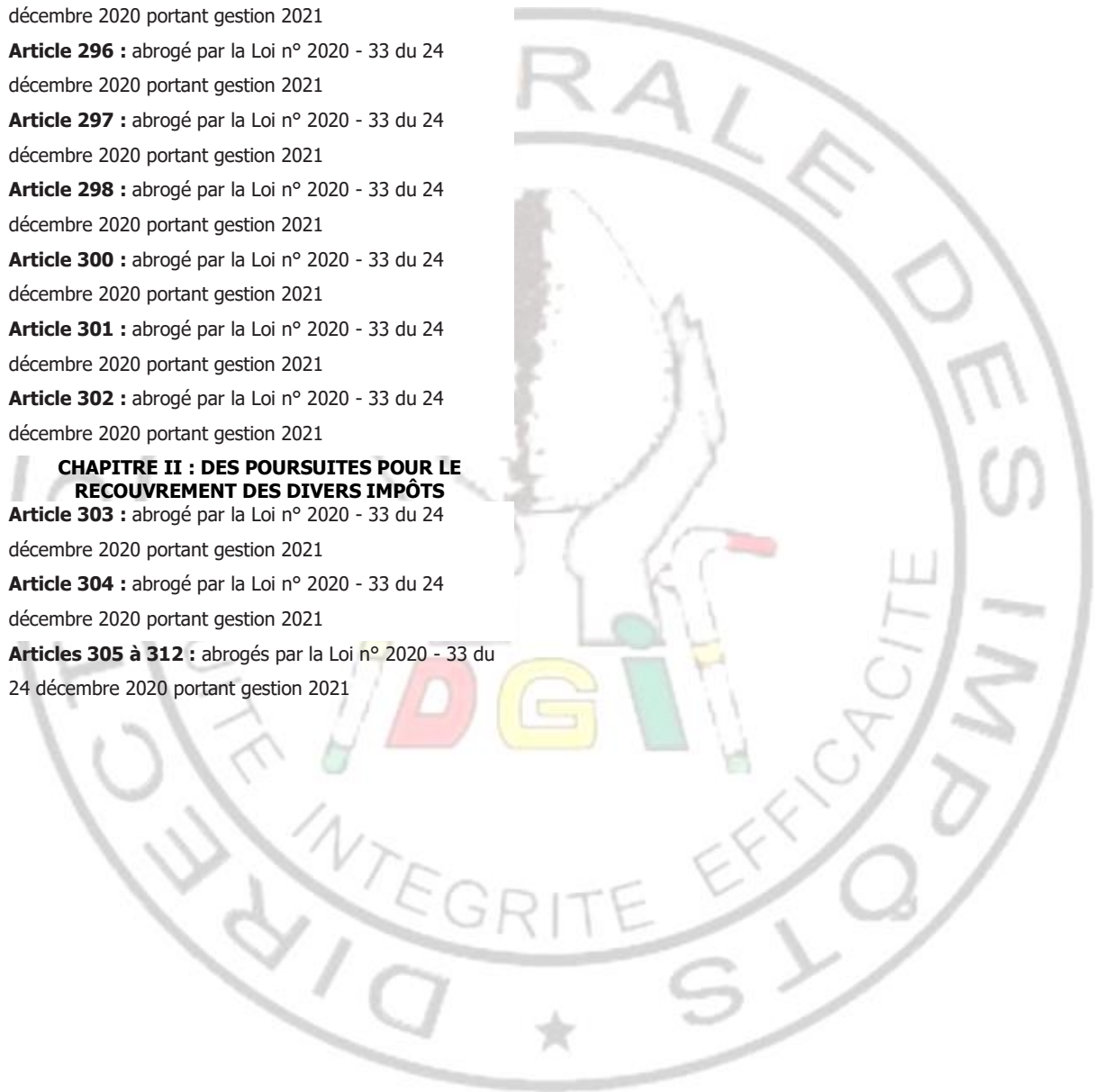
Article 302 : abrogé par la Loi n° 2020 - 33 du 24 décembre 2020 portant gestion 2021

**CHAPITRE II : DES POURSUITES POUR LE
RECouvreMENT DES DIVERS IMPÔTS**

Article 303 : abrogé par la Loi n° 2020 - 33 du 24 décembre 2020 portant gestion 2021

Article 304 : abrogé par la Loi n° 2020 - 33 du 24 décembre 2020 portant gestion 2021

Articles 305 à 312 : abrogés par la Loi n° 2020 - 33 du 24 décembre 2020 portant gestion 2021



CHAPITRE III : DROIT DE COMMUNICATION

Article 313 : Supprimé par la loi N° 2016-33 du 15 décembre 2016 portant loi de finances pour la gestion 2017

Article 314 : Supprimé par la loi N° 2016-33 du 15 décembre 2016 portant loi de finances pour la gestion 2017

Article 315 : Modifié et transféré à l'article 1095 nouveau-1

Article 316 : Transféré à l'article 1095 nouveau-1

Article 317 : Transféré à l'article 1095 nouveau-1

Article 318 : Modifié et transféré à l'article 1096 nouveau et 1097 nouveau

Article 319 : Supprimé par la loi N° 2016-33 du 15 décembre 2016 portant loi de finances pour la gestion 2017

Article 320 : Modifié et transféré à l'article 1096 nouveau et à l'article 1097 nouveau en ses dispositions particulières

Article 321 : Supprimé par la loi N° 2016-33 du 15 décembre 2016 portant loi de finances pour la gestion 2017



CHAPITRE IV : DIVISIONS DU PRESENT TITRE

Article 322 :

Le présent titre comprend 6 sous-titres, à savoir :

Sous-titre I : Dispositions générales (articles 294 à 322)

Sous-titre II : Droits d'enregistrement (articles 323 à 612)

Sous-titre III : Droits de timbre (articles 613 à 777)

Sous-titre IV : Exonérations ou dispenses de timbre ou d'enregistrement ; visa en débet et assistance judiciaire (articles 778 à 912)

Sous-titre V : Taxe unique sur les contrats d'assurance (articles 913 à 934)

Sous-titre VI : Droits de publicité foncière et hypothécaire (articles 935 à 961)



SOUS-TITRE II : DROITS D'ENREGISTREMENT (Exemptions : Voir sous/titre IV)**CHAPITRE PREMIER : DE
L'ENREGISTREMENT, DES DROITS ET DE
LEUR APPLICATION****Généralités****Article 323**

Les droits d'enregistrement sont perçus d'après les bases et suivant les règles déterminées par la présente codification.

Distinction des droits**Article 324**

Les droits d'enregistrement sont fixes ou proportionnels, suivant la nature des actes et mutations qui y sont assujettis.

La perception des droits est réglée d'après la forme extérieure des actes ou la substance de leurs dispositions, sans égard à leur validité, ni aux clauses quelconques de résolution ou d'annulation ultérieures, sauf les exceptions prévues par le présent Code.

Le droit fixe**Article 325**

Le droit fixe s'applique aux actes qui ne constatent ni transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles ou immeubles, ni condamnation de sommes et valeurs, ni apport en mariage, ni apport en société, ni partage de biens meubles ou immeubles, ni marché, et d'une façon générale, à tous autres actes, même exempts de l'enregistrement, qui sont présentés volontairement à la formalité.

Il est perçu aux taux réglés par les articles 541 à 549 bis de la présente codification.

Les droits proportionnels**Article 326**

Le droit proportionnel est établi pour les transmissions de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles ou immeubles entre vifs, les condamnations de sommes et valeurs, ainsi que pour les partages de biens meubles ou immeubles, les marchés et les contrats de prestations de services.

Les quotités du droit proportionnel et du droit progressif sont fixées par les articles 550 et suivants de la présente codification.

Ces droits sont assis sur les valeurs.

Territorialité de l'impôt**Article 327**

Sauf dispositions formelles du présent Code en sens contraire, il est fait application du principe de la territorialité de l'impôt.

En conséquence, le droit proportionnel visé au premier alinéa de l'article qui précède n'est pas applicable en République du Bénin aux mutations de propriété ou de jouissance, à titre gratuit ou à titre onéreux, lorsque ces mutations portent sur des immeubles ou fonds de commerce ayant leur assiette matérielle hors du territoire de la République du Bénin.

Réalisation d'une condition suspensive**Article 328**

En ce qui concerne les mutations et conventions affectées d'une condition suspensive, les tarifs applicables et les valeurs imposables sont déterminés en se plaçant à la date de la réalisation de la condition.

Dispositions dépendantes ou indépendantes**Article 329**

Lorsqu'un acte renferme deux dispositions tarifées différemment, mais qui, à raison de leur corrélation, ne sont pas de nature à donner ouverture à la pluralité des droits, la disposition qui sert de base à la perception est celle qui donne lieu au tarif le plus élevé.

Article 330

Mais lorsque dans un acte quelconque, soit civil, soit judiciaire ou extrajudiciaire, il y a plusieurs dispositions indépendantes ou ne dérivant pas nécessairement les unes des autres, il est dû, pour chacune d'elles, et selon son espèce, un droit particulier.

La quotité des divers droits est déterminée par l'article du présent Code, dans lequel la disposition se trouve classée ou auquel elle se rapporte.

Article 331

Sont affranchies de la pluralité édictée par l'article qui précède, dans les actes civils, judiciaires ou extrajudiciaires,

les dispositions indépendantes et non sujettes au droit proportionnel. Lorsqu'un acte contient plusieurs dispositions indépendantes donnant ouverture, les unes au droit proportionnel, les autres à un droit fixe, il n'est rien perçu sur ces dernières dispositions, sauf application du droit fixe le plus élevé comme minimum de perception si le montant des droits proportionnels exigibles est inférieur.

Enregistrement sur minutes, brevets ou originaux

Article 332

Les actes civils et extrajudiciaires sont enregistrés sur les minutes, brevets ou originaux.

Article 333

Tous actes judiciaires en matière civile, tous jugements en matière criminelle, correctionnelle ou de police sont également, sans exception, soumis à l'enregistrement sur les minutes ou originaux.

Article 334

Il n'est dû aucun droit d'enregistrement pour les extraits, copies ou expéditions des actes qui doivent être enregistrés sur les minutes ou originaux.

Article 334 bis

Nonobstant les dispositions des articles 332, 333 et 334 ci-dessus, la mention de l'enregistrement peut être octroyée de façon électronique. Dans ce cas, il donne lieu à l'établissement d'une attestation d'enregistrement.

Les modalités de mise en œuvre de cette disposition sont précisées par un arrêté du Ministre chargé des Finances.

Minimum de perception

Article 335

Il ne peut être perçu moins de 2500 francs CFA pour l'enregistrement des actes et mutations dont les sommes et valeurs ne produiraient pas 2500 francs CFA de droit proportionnel sous réserve de ce qui est dit à l'article 336 ci-après.

Article 336

Le minimum du droit à percevoir pour les jugements et arrêts des cours d'appel est déterminé conformément aux articles 542, 545, 547 et 549.

Article 337

Sont fixées à 2500 francs CFA les amendes

d'enregistrement édictées par la présente codification et les droits en sus dont le montant serait inférieur à ce chiffre.

Mode de liquidation du droit proportionnel

Article 338

Pour la perception du droit proportionnel et les taxes proportionnelles de toute nature prévus par la présente codification, il est fait abstraction des fractions de sommes et valeurs inférieures à 1000 francs CFA, sauf application, le cas échéant, du droit minimum prévu à l'article 335 précédent.

Article 339

Lorsque la liquidation des sommes perçues par le service de l'Enregistrement, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, fait apparaître des fractions de francs, les sommes résultant de cette liquidation sont arrondies au franc le plus voisin.

Lorsque la recette intéresse plusieurs comptes, lignes, articles ou rubriques ouverts dans la comptabilité des inspecteurs de l'Enregistrement, l'arrondissement au franc le plus voisin porte sur chaque somme faisant l'objet d'une imputation distincte.

Mutations simultanées de meubles et immeubles

Prix uniques

Article 340

Supprimé par la loi n°2016-14 du 20 juillet 2016 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2016

Article 340 nouveau

Lorsqu'un acte translatif de propriété ou d'usufruit comprend des meubles et des immeubles, le droit d'enregistrement est perçu sur la totalité du prix, au taux réglé pour les immeubles, à moins qu'il ne soit stipulé un prix particulier pour les objets mobiliers et que ces derniers ne soient désignés et estimés article par article dans le contrat.

Preuve des mutations

Article 341

La mutation d'un immeuble en propriété ou usufruit est suffisamment établie pour la demande du droit d'enregistrement et la poursuite du paiement contre le nouveau possesseur, soit par l'inscription de son nom au rôle des contributions et des paiements par lui faits d'après ce rôle, soit par des baux par lui passés, ou enfin par des

transcriptions ou autres actes constatant sa propriété ou son usufruit.

Article 342

La mutation de propriété des fonds de commerce ou des clientèles est suffisamment établie pour la demande et la poursuite des droits d'enregistrement et des amendes, par les actes ou écrits qui révèlent l'existence de la mutation ou qui sont destinés à la rendre publique, ainsi que par l'inscription au rôle des contributions au nom du nouveau possesseur et des paiements faits en vertu de ces rôles, sauf preuve contraire.

Article 343

La jouissance à titre de ferme ou de location d'un immeuble sera aussi suffisamment établie pour la demande et la poursuite du paiement des droits des baux non enregistrés, par des actes qui la font connaître ou par des paiements de contributions imposées aux fermiers ou locataires.



CHAPITRE II : DES VALEURS SUR LESQUELLES EST ASSIS LE DROIT PROPORTIONNEL

Article 344

La valeur de la propriété et de la jouissance des biens de toute nature ou les sommes servant d'assiette à l'impôt sont déterminées, pour la liquidation et le paiement du droit proportionnel, ainsi qu'il est dit aux articles ci-après.

Baux et locations

Article 345

§ 1^{er} - Pour les baux, sous-baux et prorogations de baux de biens meubles, fonds de commerce et immeubles, la valeur visée à l'article 344 est déterminée par le prix annuel exprimé en y ajoutant les charges imposées au preneur.

§ 2 - Si le prix du bail ou de la location est stipulé payable en nature ou sur la base du cours de certains produits, le droit proportionnel est liquidé d'après la valeur des produits au jour du contrat, déterminée par une déclaration estimative des parties.

§ 3 - Si le montant du droit est fractionné comme il est prévu à l'article 394 ci-après, cette estimation ne vaudra que pour la première période. Pour chacune des périodes ultérieures, les parties seront tenues de souscrire une nouvelle déclaration estimative de la valeur des produits au jour du commencement de la période qui servira de base à la liquidation des droits.

Les droits afférents aux périodes commencées après l'entrée en vigueur du présent Code seront liquidés d'après les règles qui précèdent, quelle que soit la date du bail auquel ils se rapportent.

§ 4 - Les prescriptions des paragraphes 2 et 3 ci-dessus sont applicables aux baux à portion de fruits, pour la part revenant au bailleur, dont la quotité sera préalablement déclarée.

Article 346

Pour les baux dont la durée est illimitée, la valeur visée à l'article 344 est déterminée par un capital formé de vingt (20) fois la rente ou le prix annuel et les charges aussi annuelles en y ajoutant également les autres charges en capital et les deniers d'entrée s'il en est stipulé.

Les objets en nature s'évaluent comme il est prescrit à l'article précédent.

Article 347

Pour les baux à vie, sans distinction de ceux faits sur une

ou plusieurs têtes, la valeur est déterminée par un capital formé de dix (10) fois le prix et les charges annuelles, en y ajoutant de même les deniers d'entrée et les autres charges, s'il s'en trouve d'exprimés.

Les objets en nature s'évaluent pareillement, comme il est prescrit, à l'article 345 ci-dessus.

Article 348

Les baux sans durée déterminée, résiliables annuellement, ou selon l'usage des lieux, seront enregistrés pour un (01) an, sauf réquisition des parties pour une plus longue durée, les droits pour les années suivantes étant acquittés annuellement comme il est dit pour les baux à périodes en l'article 394.

Contrats de mariage

Article 349

Pour les contrats de mariage, le droit est liquidé sur le montant net des apports personnels des futurs époux.

Créances

Article 350

Supprimé par la loi n°2016-14 du 20 juillet 2016 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2016

Échanges d'immeubles

Article 351 nouveau

Pour la liquidation et le paiement des droits sur les échanges, les immeubles, quelle que soit leur nature, sont estimés d'après leur valeur vénale réelle à la date de la transmission ou d'après la valeur estimative des parties.

Néanmoins, si, dans les deux années qui auront précédé ou suivi l'acte d'échange, les immeubles transmis ont fait l'objet d'une adjudication, soit par autorité de justice, soit volontaire avec admission des étrangers, les droits exigibles ne pourront être calculés sur une somme inférieure au prix de l'adjudication en y ajoutant toutes les charges en capital, à moins qu'il ne soit justifié que la consistance des immeubles a subi, dans l'intervalle, des transformations susceptibles d'en modifier la valeur.

Partages

Article 352

Pour les partages de biens, meubles et immeubles entre copropriétaires, cohéritiers et coassociés, à quelque titre

que ce soit, le droit est liquidé sur le montant de l'actif net partagé.

Rentes

Article 353

Pour les créations de rentes, soit perpétuelles, soit viagères ou de pensions à titre onéreux, la valeur est déterminée par le capital constitué et aliéné.

Article 354

Pour les cessions ou transports desdites rentes ou pensions et pour leur amortissement ou rachat, ladite valeur est déterminée par le capital constitué, quel que soit le prix stipulé pour le transport ou l'amortissement.

Article 355

§ 1^{er} - Pour les rentes et pensions créées sans expression de capital, leurs transports et amortissements, ladite valeur est déterminée à raison d'un capital formé de vingt fois la rente perpétuelle et de dix (10) fois la rente viagère ou la pension, quel que soit le prix stipulé pour le transport ou l'amortissement.

§ 2 - Toutefois, lorsque l'amortissement ou le rachat d'une rente ou pension constituée à titre gratuit est effectué moyennant l'abandon d'un capital supérieur à celui formé de vingt (20) fois la rente perpétuelle et de dix fois la rente viagère ou la pension, un supplément de droit de donation est exigible sur la différence entre ce capital et la valeur imposée lors de la constitution.

§ 3 - Il ne sera fait aucune distinction entre les rentes viagères et pensions créées sur une tête et celles créées sur plusieurs têtes, quant à l'évaluation.

§ 4 - Les rentes et pensions stipulées payables en nature ou sur la base du cours de certains produits sont évaluées aux mêmes capitaux, d'après une déclaration estimative de la valeur des produits à la date de l'acte.

Sociétés

Article 356

Pour les actes de formation et de prorogation de sociétés, qui ne contiennent aucune transmission de biens, meubles ou immeubles, entre les associés ou autres personnes, le droit est liquidé sur le montant total des apports mobiliers et immobiliers, déduction faite du passif.

Transmissions à titre gratuit

Article 357

Pour les transmissions à titre gratuit, entre vifs ou par décès, la valeur visée à l'article 344 est déterminée ainsi qu'il est dit plus loin, à la section II du chapitre VIII intitulé « Transmissions à titre gratuit ».

Transmissions à titre onéreux

Dispositions générales

Article 358

Pour les ventes et autres transmissions à titre onéreux de biens meubles, la valeur visée à l'article 344 est déterminée par le prix exprimé et le capital des charges qui peuvent s'ajouter au prix ou par une estimation des parties si la valeur est supérieure au prix augmenté des charges.

Article 359

§ 1^{er} - Pour les ventes, adjudications, cessions, rétrocessions, licitations et tous autres actes civils, extrajudiciaires ou judiciaires portant translation de propriété ou d'usufruit d'immeubles à titre onéreux, la valeur est déterminée par le prix exprimé en y ajoutant toutes les charges, en capital, ainsi que toutes les indemnités stipulées au profit du cédant, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, ou par une estimation d'experts, dans les cas autorisés par la présente codification.

§ 2 - Dans tous les cas où la cession amiable intervenue entre des particuliers portera sur un terrain nu ou sur un terrain ne portant que de faibles aménagements agricoles ou autres, même si les droits cédés ne sont pas représentés par un titre foncier, la valeur taxable ne devra pas être inférieure à celle résultant de l'évaluation assignée aux terrains, selon leur situation, par la réglementation sur les baux à loyer d'habitation. Cette évaluation formera une base légale minima.

§ 3 - Lorsque la mutation porte à la fois sur des immeubles par nature et sur des immeubles par destination, ces derniers doivent faire l'objet d'un prix particulier et d'une désignation détaillée.

Article 360

Lorsqu'elles s'opèrent par acte passé au Bénin ou par acte passé hors du Bénin dont il est fait usage dans la République, les transmissions à titre onéreux de biens mobiliers sis hors du Bénin, corporels ou incorporels, sont soumises aux droits de mutation dans les mêmes conditions

que si elles ont pour objet des biens de même nature sis au Bénin.

Par exception, le seul droit fixe des actes innomés sera appliqué au Bénin, dans les hypothèses visées à l'alinéa précédent, si l'acte a déjà supporté les droits dans un autre Etat, sous réserve que la réciprocité soit prévue dans l'autre Etat.

Valeur de la nue-propiété et de l'usufruit

Article 361

La valeur de la nue-propiété et de l'usufruit des biens meubles et immeubles est déterminée, pour la liquidation et le paiement des droits, ainsi qu'il suit :

- 1 - pour les transmissions à titre onéreux de biens autres que créances, rentes ou pensions, par le prix exprimé, en y ajoutant toutes les charges en capital sauf application des articles 410 et 422 ;
- 2 - pour les créances à terme, les rentes perpétuelles ou non perpétuelles et les pensions créées ou transmises à quelque titre que ce soit, par une quotité de la valeur de la propriété entière, établie suivant les règles indiquées en l'article 446 ci-après, d'après le capital déterminé par les articles 350 et 355 ;
- 3 - pour les apports en mariage, par une évaluation faite comme il est indiqué en l'article 446 pour les transmissions entre vifs à titre gratuit ou celles par décès.

Il n'est rien dû pour la réunion de l'usufruit à la propriété, lorsque cette réunion a lieu par le décès de l'usufruitier ou l'expiration du temps fixé pour la durée de l'usufruit.

Article 362

Les actes régis par les 2^e et 3^e points de l'article précédent feront connaître, sous les sanctions édictées par l'article 475 en cas d'indications inexactes, la date et le lieu de naissance de l'usufruitier et, si la naissance est arrivée hors du Bénin, il sera, en outre, justifié de cette date avant l'enregistrement, à défaut de quoi, il sera perçu les droits les plus élevés qui pourraient être dus au Trésor, sauf restitution du trop-perçu dans le délai de deux ans, sur la représentation de l'acte de naissance, dans le cas où la naissance aurait eu lieu hors du Bénin.

Déclaration estimative

Article 363

Si les sommes et valeurs ne sont pas déterminées dans un acte ou un jugement donnant lieu au droit proportionnel, les parties sont tenues d'y suppléer, avant l'enregistrement, par une déclaration estimative certifiée et signée au pied de l'acte.

Dans tous les cas où les droits sont perçus d'après une déclaration estimative des parties, la déclaration et l'estimation doivent être détaillées.

Lorsque le requérant est dans l'impossibilité de faire une estimation détaillée des sommes et valeurs visées à l'alinéa 1 du présent article, il souscrit à un engagement déclaratif. Lesdites sommes et valeurs devront être déclarées au bureau de l'enregistrement pour la perception des droits, dans les dix (10) jours du mois suivant celui au cours duquel elles sont connues.

CHAPITRE III : DES DELAIS POUR L'ENREGISTREMENT DES ACTES ET DECLARATIONS

Actes publics et sous signatures privées

Article 364

Les actes des notaires doivent être enregistrés dans le délai d'un (01) mois.

Article 365

Doivent également être enregistrés dans le délai d'un mois, à compter de leur date, les procès-verbaux de conciliation dressés par les juges, les sentences arbitrales en cas d'ordonnance d'exequatur, les sentences arbitrales et les accords survenus en cours d'instance, ou en cours, ou en suite de la procédure prévue par l'article 429 du Code de Procédure Civile, les décisions de nomination d'expert par les tribunaux, les ordonnances de toute nature, ainsi que les jugements et arrêts en premier ou en dernier ressort contenant des dispositions définitives en toutes matières.

Article 366

Les actes des huissiers, fonctionnaires- huissiers et autres ayant pouvoir de faire des exploits et procès-verbaux doivent être enregistrés dans le délai de quinze (15) jours à compter de leur date.

Article 367

§ 1^{er} - Les actes portant transmission de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, de fonds de commerce ou de clientèle, ou cession de droit à un bail ou au bénéfice d'une promesse de bail portant sur tout ou partie d'un immeuble, doivent être enregistrés dans le délai d'un (01) mois, à compter de leur date.

§ 2 - Les dispositions de la présente codification, applicables aux mutations à titre onéreux de fonds de commerce ou de clientèles, sont étendues à toute convention à titre onéreux, ayant pour effet de permettre à une personne d'exercer une profession, une fonction ou un emploi occupé par un précédent titulaire, même lorsque ladite convention conclue avec ce titulaire ou ses ayants cause ne s'accompagne pas d'une cession de clientèle.

Les droits sont exigibles sur toutes les sommes dont le paiement est imposé au chef de la convention, sous quelque dénomination que ce soit, au successeur, ainsi que toutes les charges lui incombant au même titre.

Article 368

Doivent être enregistrés dans le délai d'un mois, à compter

de leur date, les actes portant mutation de propriété ou d'usufruit de biens meubles.

Article 369

Sont assujettis à l'enregistrement dans le délai d'un mois, à compter de leur date, les actes portant mutation de jouissance de biens meubles et immeubles.

Marchands de biens

Article 370

Tous les mandats, promesses de ventes, actes translatifs de propriétés et, d'une manière générale, tous actes se rattachant à la profession d'intermédiaire pour l'achat et la vente des immeubles ou des fonds de commerce, ou à la qualité de propriétaire acquise par l'achat habituel des mêmes biens en vue de les revendre, sont assujettis à l'enregistrement dans le délai de trente (30) jours de leur date ; il n'est pas dérogé aux dispositions de l'article 367 pour le cas où ces actes auraient été rédigés par acte public.

Testaments

Article 371

Les testaments déposés chez les notaires ou par eux reçus sont enregistrés dans les trois (03) mois du décès des testateurs à la diligence des héritiers, donataires, légataires ou exécuteurs testamentaires.

Actes divers

Article 372

Sont assujettis à l'enregistrement dans le délai d'un (01) mois, à compter de leur date :

- 1 - les actes portant acceptation ou répudiation de succession, legs ou communautés ;
- 2 - les certificats de propriété ;
- 3 - les inventaires de meubles, objets mobiliers, titres et papiers et les prisées de meubles ;
- 4 - tous actes ou écrits constatant la nature, la consistance ou la valeur des biens appartenant à chacun des époux lors de la célébration du mariage ;
- 5 - tous les actes constatant la formation, la prorogation, la transformation ou la dissolution d'une société, l'augmentation, l'amortissement ou la réduction de son capital ;
- 6 - les actes constatant un partage de biens meubles et immeubles, à quelque titre que ce soit ;
- 7 - les adjudications au rabais et marchés visés à l'article 573.

Le délai pour l'enregistrement de ceux de ces derniers actes assujettis avant de recevoir exécution, à l'approbation de l'autorité supérieure, ne prendra cours qu'à compter de la date à laquelle la décision sera parvenue au fonctionnaire qui doit rester dépositaire de la minute ou de l'original. Ce fonctionnaire devra mentionner cette date en marge de l'acte par une attestation dûment signée.

Actes extérieurs

Article 373

Les délais sont portés à deux (02) mois, lorsque les actes visés aux articles 364 à 371, quelle qu'en soit la forme, ont été passés hors du Bénin.

Mutations verbales

Article 374

A défaut d'actes, les mutations visées à l'article 367 font l'objet, dans le mois de l'entrée en possession, de déclarations détaillées et estimatives sur des formules spéciales délivrées par l'Administration.

Déclarations des locations verbales d'immeubles

Article 375

§ 1^{er}- A défaut de conventions écrites, les mutations, ainsi que les prorogations conventionnelles ou légales de jouissance de biens immeubles, font l'objet de déclarations détaillées et estimatives, qui sont déposées dans les trois premiers mois de chaque année au bureau de l'Enregistrement de la situation de l'immeuble loué.

Les déclarations sont établies sur les formules spéciales fournies par l'Administration. Elles s'appliquent à la période courue du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année précédente.

§ 2 - Les déclarations sont souscrites par la personne qui est propriétaire ou usufruitière de l'immeuble loué au premier jour du délai fixé au premier alinéa du paragraphe premier ci-dessus, quelles que soient les mutations de propriété intervenues en cours d'année.

En cas de sous-location, une déclaration est, en outre, souscrite par chacun des sous- bailleurs, locataires principaux ou cessionnaires.

§ 3 - Chaque immeuble fait l'objet d'une déclaration particulière qui mentionne obligatoirement :

- a) les noms, prénoms, professions et domiciles des propriétaires ou usufruitiers de l'immeuble pendant la période d'imposition ;
- b) les noms, prénoms et professions des divers locataires

ayant occupé l'immeuble pendant la période d'imposition, la consistance des locaux loués à chacun d'eux

- c) le montant pour chaque locataire des loyers, charges comprises, pendant la période envisagée ;
- d) le point de départ de chaque location et sa durée ;
- e) le montant total des loyers, charges comprises, pour l'ensemble des locataires, pendant la période d'imposition.

§ 4 - Le déclarant est tenu au paiement des droits exigibles, sauf son recours contre le preneur. Néanmoins, les parties restent solidaires pour le recouvrement du droit simple.

Déclaration des locations verbales de fonds de commerce

Article 376

§ 1^{er}- A défaut de conventions écrites, les mutations ainsi que prorogations conventionnelles ou légales de jouissance de fonds de commerce, font l'objet, par le bailleur, de déclarations détaillées et estimatives qui sont déposées dans le délai d'un (01) mois, à compter de l'entrée en jouissance, au bureau de l'Enregistrement de la situation du fonds de commerce loué. Les déclarations sont établies en triple exemplaire sur les formules spéciales fournies par l'Administration.

§2- La déclaration mentionne obligatoirement :

- a) les noms, prénoms, profession, domicile, date et lieu de naissance du bailleur et, le cas échéant, de son conjoint ;
- b) les noms, prénoms, profession, domicile, date et lieu de naissance du preneur ou du gérant libre, et, le cas échéant, de son conjoint ;
- c) la nature, la situation du fonds de commerce loué et, le cas échéant, la valeur des marchandises reprises ;
- d) le point de départ de la location et sa durée ;
- e) le montant détaillé du loyer ou redevances et les charges ;
- f) la date de la dernière mutation du fonds ou, à défaut, celle de sa création ;
- g) le montant des bénéfices (réels ou forfaitaires, suivant le cas, des trois dernières années).

§ 3 - Le déclarant est tenu au paiement des droits exigibles, sauf son recours contre le preneur. Néanmoins, les parties restent solidaires pour le recouvrement des droits simples.

Autres actes

Article 377

Il n'y a pas de délai de rigueur pour l'enregistrement de tous autres actes que ceux mentionnés dans les articles 364 à 369, 372 et 374 à 376 ci-dessus, sauf ce qui est dit en

l'article 438 pour les déclarations de successions.

Article 378

La disposition de l'article qui précède est applicable aux marchés et traités réputés actes de commerce par les articles 3 et 4 de l'acte uniforme du Traité de l'OHADA du 17 avril 1997 relatif au droit commercial général, faits ou passés sous signature privée et donnant lieu aux droits proportionnels établis par les articles 573 et 591 de la présente codification.

Ces droits sont perçus lorsqu'un jugement portant condamnation ou reconnaissance intervient sur ces marchés ou traités ou lorsqu'un acte public est fait ou rédigé en conséquence, mais seulement sur la partie du prix et des sommes faisant l'objet, soit de la condamnation ou reconnaissance, soit des dispositions de l'acte public.

Calculs des délais

Article 379

Dans tous les cas où un délai est fixé par la présente codification pour l'enregistrement d'un acte ou d'une déclaration, pour le paiement d'un droit ou pour l'accomplissement d'une formalité, le jour de la date de l'acte ou celui de l'ouverture du point de départ du délai ne sera point compté.

Ainsi qu'il a été dit en l'article 1103 bis, ce délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable qui suit, lorsque le dernier jour du délai expire un jour non ouvrable.



CHAPITRE IV : DES BUREAUX OU LES ACTES ET MUTATIONS DOIVENT ETRE ENREGISTRES

Article 380

§1^{er} - Les notaires ne pourront faire enregistrer leurs actes qu'aux bureaux dans l'arrondissement desquels ils résident.

§2 - Les huissiers et tous autres ayant pouvoir de faire des exploits, procès-verbaux ou rapports, feront enregistrer leurs actes, soit au bureau de leur résidence, soit au bureau du lieu où ils auront été faits.

§ 3 - Les greffiers et les secrétaires des administrations locales et municipales feront enregistrer les actes qu'ils sont tenus de soumettre à cette formalité au bureau dans l'arrondissement duquel ils exercent leurs fonctions.

Les marchés administratifs soumis à l'approbation de l'autorité supérieure seront présentés à la formalité au bureau dans le ressort duquel réside le fonctionnaire qui reste dépositaire de la minute ou de l'original.

Article 381

Les procès-verbaux de vente publique et par enchères de meubles, effets, marchandises, bois, fruits, récoltes et tous autres objets mobiliers ne pourront être enregistrés qu'aux bureaux où les déclarations prescrites à l'article 501 du présent Code auront été faites.

Article 382

L'enregistrement des actes sous seing privés soumis obligatoirement à cette formalité aura lieu soit :

- pour ceux portant transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens immeubles, de fonds de commerce ou de clientèle, ainsi que pour les actes de cession d'un droit à un bail ou du bénéfice d'une promesse de bail portant sur tout ou partie d'un immeuble, au bureau de la situation des biens ;
- pour tous actes constitutifs ou modificatifs de société, énumérés au numéro 5 de l'article 372 ci-avant, au bureau du siège social, si la société en cause tombe sous le coup des articles 384 et 1096 bis de la présente codification ;
- et pour tous autres actes, au bureau du domicile de l'une des parties contractantes.

Pour l'application du présent article, les actes passés hors du Bénin, sont assimilés aux actes sous signatures privées intervenus au Bénin, même s'ils ont la forme authentique au lieu de rédaction.

Article 383

Les déclarations de mutations verbales d'immeubles, de fonds de commerce ou de clientèle, ainsi que les

déclarations de cessions verbales d'un droit à un bail ou du bénéfice d'une promesse de bail portant sur tout ou partie d'un immeuble doivent être faites au bureau de la situation des biens.

Article 384

Les actes sous signatures privées, autres que ceux visés à l'article 382 et les actes passés en pays étranger pourront être enregistrés dans tous les bureaux indistinctement.

Article 385

Les testaments faits hors de la République du Bénin ne peuvent être exécutés sur les biens situés au Bénin qu'après avoir été enregistrés au bureau du domicile du testateur, s'il en a conservé un, sinon, au bureau de son dernier domicile au Bénin ; et dans le cas où le testament contient des dispositions d'immeubles qui y sont situés, il doit être, en outre, enregistré au bureau de la situation de ces immeubles sans qu'il puisse être exigé un double droit.

CHAPITRE V : DU PAYEMENT DES DROITS ET DE CEUX QUI DOIVENT LES ACQUITTER PAYEMENT DES DROITS AVANT L'ENREGISTREMENT

Article 386

Les droits des actes et ceux des mutations par décès seront payés avant l'enregistrement aux taux et quotités réglés par le présent Code, sous réserve de la possibilité du fractionnement qu'il prévoit en certains cas.

Nul ne pourra en atténuer ni différer le paiement sous le prétexte de contestation sur la quotité, ni pour quelque autre motif que ce soit, sauf à se pourvoir en restitution s'il y a lieu.

Cependant, le ministre chargé des finances peut, dans les cas où l'Etat est partie, autoriser l'accomplissement de la formalité de l'enregistrement avec un paiement différé des droits. Il peut également déléguer ce pouvoir au directeur général des impôts.

Actes civils, extrajudiciaires et judiciaires

Obligation au paiement

Article 387

Les droits des actes à enregistrer seront acquittés à savoir :

- § 1^{er} - par les notaires, pour les actes passés devant eux ;
- § 2 - par les huissiers et autres ayant pouvoir de faire des actes et procès-verbaux, pour ceux de leur ministère ;
- § 3 - par les greffiers ou secrétaires pour les actes et jugements (sauf le cas prévu par l'article 1096 quater 1 point e. du présent Code) et ceux passés et reçus aux greffes et secrétariats des juridictions ;
- § 4 - par les secrétaires des administrations locales et municipales pour les actes de ces administrations qui sont soumis à la formalité de l'enregistrement, sauf aussi le cas prévu par l'article 1096 quater 1 point e. du présent Code ;
- § 5 - par les parties, pour les actes sous signatures privées et ceux passés hors du Bénin, qu'elles auront à faire enregistrer ; pour les ordonnances sur requête ou mémoire et les certificats qui leur sont immédiatement délivrés par les juges ; et pour les actes et décisions qu'elles obtiennent des arbitres, si ceux-ci ne les ont pas fait enregistrer ;
- § 6 - et par les héritiers, légataires et donataires, leurs tuteurs et curateurs, et les exécuteurs testamentaires, pour les testaments et autres actes de libéralité à cause de mort.

Article 388

Les greffiers et secrétaires ne seront personnellement tenus de l'acquittement des droits que dans les cas prévus par l'article 1096 quater 1 point c. du présent Code. Ils continueront à jouir de la faculté accordée par le point e. de

l'article 1096 quater 1 pour les jugements et actes énoncés.

Article 389

§ 1^{er} - Les parties sont solidaires vis-à-vis du Trésor pour le paiement des droits simples et en sus exigibles sur les jugements ou arrêts.

Toutefois, le demandeur est seul débiteur de l'impôt, si le jugement ou l'arrêt le déboute entièrement de sa demande. Sont également seules débitrices des droits les parties condamnées aux dépens, lorsque le jugement ou l'arrêt alloue une indemnité, une pension, une rente ou des dommages-intérêts en matière d'accidents.

§ 2 - Dans le cas prévu par le 3^e alinéa du §1^{er} du présent article, les parties non condamnées aux dépens peuvent faire enregistrer les décisions moyennant le paiement du droit fixe prévu pour l'enregistrement des jugements non sujets au droit proportionnel.

Nonobstant les dispositions du précédent alinéa, tous les jugements et arrêts favorables à l'Etat et aux Collectivités locales ainsi que ceux qui les condamnent aux dépens sont enregistrés « gratis », sur requête de l'Agent Judiciaire du Trésor, du mandant de la Collectivité Publique ou par la partie gagnante.

A cet effet, le greffier doit certifier en marge de la minute que la formalité est requise par la partie non condamnée aux dépens. Le greffier précise en outre la Collectivité Publique ayant requis l'enregistrement, le cas échéant.

La décision ainsi enregistrée au droit fixe est réputée non enregistrée à l'égard des parties condamnées aux dépens qui ne peuvent lever la décision sans acquitter le complément des droits.

Les obligations et sanctions qui incombent aux greffiers en matière de délivrance de grosses ou expéditions sont applicables.

Le droit fixe, acquitté conformément aux dispositions du premier alinéa du § 2 du présent article, est imputé sur les droits dus par les parties condamnées aux dépens.

Article 390

Les sentences arbitrales et les accords entrant dans les prévisions de l'article 365 doivent faire l'objet d'un procès-verbal, lequel est déposé au greffe du tribunal dans le délai d'un (01) mois et enregistré.

Les pièces sont annexées au procès-verbal. Les droits exigibles sont acquittés par le greffier.

Toute contravention aux dispositions du présent article est punie d'une amende égale au montant du droit exigible,

sans pouvoir être inférieure à 2500 francs CFA.

Contribution au paiement

Article 391

Les officiers publics qui, aux termes des articles 387 et 388 ci-dessus, auraient fait pour les parties l'avance des droits d'enregistrement, pourront en poursuivre le paiement conformément aux dispositions de la loi du 24 décembre 1897, relative au recouvrement des frais dus aux notaires, avoués et huissiers.

Article 392

Les droits des actes civils et judiciaires, comportant transmission de propriété ou d'usufruit de meuble ou immeuble, seront supportés par les nouveaux possesseurs ; et ceux de tous les autres actes le seront par les parties auxquelles les actes profiteront, lorsque dans ces divers cas il n'aura pas été stipulé de dispositions contraires dans les actes.

Dans tous les cas, en ce qui concerne les contrats administratifs, les droits seront supportés par le cocontractant de l'Etat, qui est tenu d'accomplir la formalité de l'enregistrement.

Article 393

Lorsqu'il aura été rendu un jugement sur une demande en reconnaissance d'obligation sous seings privés, formée avant l'échéance ou l'exigibilité de ladite obligation, les frais d'enregistrement seront à la charge du débiteur tant dans le cas où il aura dénié sa signature que lorsqu'il aura refusé de se libérer après l'échéance ou l'exigibilité de la dette.

Baux de meubles et d'immeubles

- Fractionnement des droits

Article 394

§ 1^{er} - Le droit proportionnel exigible sur les mutations de jouissance d'immeubles et de fonds de commerce est perçu lors de l'enregistrement de l'acte ou de la déclaration.

§ 2 - Toutefois, le montant du droit est fractionné :

- a) s'il s'agit d'un bail à durée fixe, en autant de paiements qu'il y a de périodes triennales dans la durée du bail ;
- b) s'il s'agit d'un bail à périodes, en autant de paiements que le bail comporte de périodes. Chaque paiement représente le droit afférent au loyer et aux charges stipulées pour la période à laquelle il s'applique sauf aux parties, si le bail est à périodes et si la période dépasse trois (03) ans, à requérir le fractionnement prévu ci-dessus.

Le droit afférent à la première période du bail est seul acquitté lors de l'enregistrement de l'acte ou de la déclaration ; celui afférent aux périodes suivantes est payé dans le mois du commencement de la nouvelle période à la diligence du propriétaire ou du locataire, sous la peine édictée à l'article 409. Il est perçu d'après le tarif en vigueur au commencement de la période.

§ 3 - Le droit afférent à la première période du bail est seul acquitté lors de l'enregistrement de l'acte ou de la déclaration ; celui afférent aux périodes suivantes est payé dans le mois du commencement de la nouvelle période à la diligence du propriétaire ou du locataire, sous la peine édictée à l'article 1096 bis. Il est perçu d'après le tarif en vigueur au commencement de la période.

Les règles de perception fixées au présent paragraphe s'appliquent aux baux de pâturage et nourriture d'animaux, aux baux à cheptel ou reconnaissance de bestiaux.

Marchés - Fractionnement des droits

Article 395

Le droit proportionnel exigible sur les marchés en vertu de l'article 573 du présent Code est fractionné d'office :

- a) s'il s'agit d'un marché à durée fixe, en autant de paiements qu'il y a de périodes triennales dans la durée du marché ;
- b) s'il s'agit d'un marché à périodes, en autant de paiements qu'il y a de périodes.

Si le marché est à périodes et si la période dépasse trois (03) ans, le fractionnement triennal peut être requis pour chaque période.

Chaque paiement représente le droit afférent aux prestations stipulées pour la période à laquelle il s'applique. Le droit afférent à la première période est seul acquitté lors de l'enregistrement de l'acte, celui afférent à chaque période suivante est payé dans le mois du commencement de la nouvelle période à la diligence de l'une ou l'autre des parties. Il est perçu d'après le tarif en vigueur au commencement de la période.

Ventes de maisons d'habitation -

Fractionnement des droits

Article 396 nouveau

1. Lorsque le prix de vente d'un immeuble bâti à usage principal d'habitation, (c'est-à-dire dont les trois quarts au moins de la superficie développée des bâtiments sont à usage d'habitation) a été stipulé payable par annuités, la

perception du droit de mutation peut, sur la demande des parties, être effectuée en plusieurs fractions égales sans que le nombre de ces fractions puisse excéder celui des annuités prévues au contrat, ni être supérieur à six.

Le paiement de la première fraction du droit a lieu au moment où le contrat est enregistré; les autres fractions sont exigibles d'année en année et sont acquittées dans le trimestre qui suit l'échéance de chaque année, de manière que la totalité du droit soit acquittée dans l'espace de cinq ans et trois mois au maximum à partir du jour de l'enregistrement du contrat.

Dans le cas où, par anticipation, l'acquéreur se libérerait entièrement de son prix avant le paiement intégral du droit, la portion restant due deviendrait exigible dans les trois mois du règlement définitif, si ce dernier intervient avant le délai maximum de cinq ans résultant des dispositions précédentes.

La totalité du droit deviendra également exigible immédiatement dans le cas de revente de l'immeuble.

2. L'enregistrement des actes visés au présent article est effectué dans les délais fixés et le cas échéant sous les peines édictées par la présente codification. Tout retard

dans le paiement de la seconde fraction ou des fractions subséquentes des droits rend immédiatement exigible la totalité des sommes restant dues au Trésor.

Au cas où le service ne poursuivrait pas l'exigibilité immédiate de la totalité des sommes restant dues, les versements en retard seraient majorés d'un intérêt de 1% par mois, tout mois commencé comptant pour un mois entier.

Si la vente est résolue avant le paiement complet des droits, les termes acquittés ou échus depuis plus de trois (03) mois demeurent acquis au Trésor, les autres tombent en non-valeur.

La résolution volontaire ou judiciaire de contrat ne donne ouverture qu'au droit fixe des actes innomés.

3. Le bénéfice du présent article ne sera accordé que s'il est demandé dans l'acte même, qui devra contenir en outre, constitution d'hypothèque au profit de l'Administration, avec réquisition d'inscription au moment même de l'inscription de la mutation. L'inspecteur de l'Enregistrement qui a enregistré l'acte a qualité pour donner mainlevée de l'hypothèque ainsi consentie, soit après paiement complet des droits, soit après paiement des seules fractions échues.



**CHAPITRE VI : DES PEINES POUR DEFAUT
D'ENREGISTREMENT DES ACTES ET DECLARATIONS
DANS LES DELAIS
Actes publics**

Articles 397 à 409 bis : abrogés par la Loi n° 2020 - 33
du 24 décembre 2020 portant gestion 2021



**CHAPITRE VII : DES INSUFFISANCES ET DES
DISSIMULATIONS DE LA MANIERE DONT ELLES
SONT ETABLIES ET DES PEINES AUXQUELLES ELLES
DONNENT LIEU**

SECTION PREMIERE : DES INSUFFISANCES

Article 410

Si le prix ou l'évaluation ayant servi de base à la perception du droit proportionnel paraît inférieur à la valeur réelle des biens transmis ou énoncés, l'Administration peut, lorsque l'accord sur l'estimation ne s'est pas fait à l'amiable, déférer le redevable devant la commission de conciliation instituée par l'article 411, en vue de fixer la valeur taxable.

Cette commission peut aussi être saisie par le contribuable et pour les mêmes causes lorsque le différend porte sur au moins 5 000 000 de francs CFA.

Le recours à cette commission est autorisé pour tous les actes ou déclarations constatant la transmission ou l'énonciation :

- 1 - de la propriété, de l'usufruit ou de la jouissance de biens immeubles, de fonds de commerce y compris les marchandises neuves qui en dépendent, de clientèle, de navires ou de bateaux ;
- 2 - d'un droit à un bail ou du bénéfice d'une promesse de bail portant sur tout ou partie d'un immeuble.

Article 411

§ 1^{er} - Il est institué à Cotonou, une commission de conciliation ayant compétence sur toute l'étendue du territoire de la République du Bénin et composée :

1. du Ministre chargé des finances ou de son délégué, président ;
2. du directeur général des Impôts ou de son délégué, premier vice-président ;
3. d'un représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB), deuxième vice-président ;
4. du directeur des domaines, de l'enregistrement et du timbre ou de son délégué ;
5. d'un représentant de la Chambre d'Agriculture du Bénin ;
6. d'un expert immobilier désigné par le président de la cour d'appel ;
7. d'un magistrat désigné par le ministre en charge de la Justice ;
8. d'un notaire désigné par l'ordre des notaires ;
9. du directeur de la législation et du contentieux.

§ 2 - Un fonctionnaire de l'enregistrement, autre que le chef de service, remplit les fonctions de secrétaire et assiste aux

séances avec voix consultative.

§ 3 - Les membres non fonctionnaires de la commission sont désignés par les divers ordres et organismes légalement constitués et les institutions étatiques pour un mandat de deux ans renouvelable une seule fois.

Ils sont soumis aux obligations du secret professionnel.

§ 4 - La commission peut faire appel à toute personne dont la compétence et l'expérience seraient jugées utiles.

§ 5 - La commission se réunit sur la convocation du président ou de son vice- président.

§ 6 - Elle délibère valablement à condition qu'il y ait au moins cinq (05) membres présents, y compris le président ou l'un des deux vice- présidents.

Article 412

Le contribuable est cité par simple avis recommandé ou par voie administrative devant la commission de conciliation qui est compétente pour tous les biens situés ou immatriculés au Bénin.

La citation qui est interruptive de prescription doit être adressée dans les trois (03) ans, à compter du jour de l'enregistrement de l'acte ou de la déclaration. Ce délai est réduit à un (01) an en matière de fonds de commerce.

Les contribuables intéressés sont convoqués un (01) mois avant la date de la réunion. Ils sont invités à se faire entendre ou à faire parvenir leurs observations écrites. Ils peuvent se faire assister par une personne de leur choix ou désigner un mandataire dûment habilité.

Article 413

Si l'accord ne peut s'établir entre l'Administration et les parties ou si ces dernières ne comparaissent pas ou ne se sont pas fait représenter ou n'ont pas fait parvenir leurs observations écrites, la commission émet un avis qui est notifié par lettre recommandée ou par voie administrative.

Article 414

Dans le délai d'un mois, à compter de la notification de l'avis de la commission instituée par l'article 411, l'Administration et les parties peuvent saisir d'une requête en expertise la juridiction civile (Tribunal civil de première instance) dans le ressort de laquelle les biens sont situés.

Lorsqu'il y a lieu de requérir l'expertise d'un immeuble ou d'un corps de domaine ne formant qu'une seule exploitation

située dans le ressort de plusieurs tribunaux, la demande sera portée au tribunal dans le ressort duquel se trouve le chef-lieu de l'exploitation ou, à défaut du chef-lieu, la partie des biens présentant le plus grand revenu d'après la matrice du rôle.

Article 415

§ 1er- L'expertise est ordonnée dans le mois de la demande et il y est procédé par un seul expert, qui est nommé par le tribunal, statuant en chambre du Conseil. Toutefois, si le contribuable ou l'Administration le requiert, l'expertise pourra être confiée à trois experts.

§ 2 - Si l'Administration ou les parties n'acceptent pas les conclusions de l'expert, il peut être procédé à une contre-expertise. La demande en est faite par la partie la plus diligente et par simple requête au tribunal, notifiée à la partie adverse, sous peine de déchéance, dans le mois qui suit la notification que fera le greffier, par lettre recommandée, du dépôt du rapport d'expertise au greffe du tribunal.

§ 3 - La contre-expertise est ordonnée dans les mêmes conditions et suivant les mêmes formes que la première expertise. Toutefois, si l'une des parties le requiert expressément, cette contre-expertise sera confiée à trois experts.

§ 4 - Le procès-verbal d'expertise ou de contre-expertise est rapporté au plus tard dans les trois (03) mois qui suivent la remise à l'expert de la décision de justice.

§ 5 - Il sera statué sur l'expertise ou la contre-expertise par le tribunal jugeant en matière sommaire.

Article 416

Indépendamment du droit simple exigible sur le complément d'estimation, les parties acquittent solidairement, savoir :

1 - si l'insuffisance est reconnue amiablement avant citation des redevables devant la commission ou au cours de la procédure de conciliation, un demi-droit en sus ;

2 - si l'insuffisance est reconnue amiablement après la notification de l'avis de la commission, mais avant le dépôt au greffe du rapport d'expertise, un droit en sus et les frais de toute nature auxquels ont donné lieu les procédures ;

3 - dans les autres cas, un double droit en sus et les frais de toute nature des procédures. Toutefois, aucune pénalité n'est encourue et les frais de procédure restent à la charge de l'Administration lorsque l'insuffisance est inférieure au huitième du prix exprimé ou de la valeur

déclarée. En aucun cas, les frais de procédure susceptibles d'être mis à la charge de l'Administration ne comprennent les frais engagés par le redevable pour se faire assister ou représenter devant la commission de conciliation.

Article 417

Concurremment, le cas échéant, avec la procédure prévue à l'article 411 ci-dessus et dans un délai de trois (03) ans, à compter de l'acte ou de la déclaration, l'Administration est autorisée à établir, par tous les moyens de preuve compatibles avec la procédure spéciale en matière d'enregistrement, l'insuffisance des prix exprimés et des évaluations fournies dans les actes ou déclarations passibles du droit proportionnel.

Indépendamment du complément de droits simples exigibles la peine est d'un droit en sus pour les insuffisances ainsi établies, mais elle ne s'applique que lorsque l'insuffisance est égale ou supérieure à un huitième du prix exprimé ou de la valeur déclarée.

Les tuteurs ou curateurs supportent personnellement la peine, lorsqu'ils ont fait des estimations d'une insuffisance égale ou supérieure à la quotité fixée par le texte.

Article 418

Pour les biens dont la valeur doit être déterminée conformément à l'article 450 la peine du droit en sus ne s'applique que si l'insuffisance dans l'estimation des biens déclarés résulte d'un acte antérieur à la déclaration. Si, au contraire, l'acte est postérieur à cette déclaration, il n'est perçu qu'un droit simple sur la différence existant entre l'estimation des parties et l'évaluation contenue dans les actes.

Article 419

Toute contravention aux deux premiers alinéas de l'article 447 entraîne, indépendamment du complément de droits simples exigibles, l'application d'un droit en sus encouru personnellement par le rédacteur de l'acte ou, en cas de déclaration de succession, par les personnes désignées à l'article 433.

Droit de préemption

Article 420

Pendant un délai de six (06) mois, à compter du jour de l'enregistrement au Bénin, de l'acte ou de la déclaration, l'Administration de l'Enregistrement peut exercer au profit

du Trésor un droit de préemption sur les immeubles, droits immobiliers, fonds de commerce ou clientèle, droit à un bail ou au bénéfice d'une promesse de bail portant sur tout ou partie d'un immeuble dont elle estime le prix de vente insuffisant, en offrant de verser aux ayants droit le montant de ce prix majoré d'un dixième.

Toutefois, le délai sera réduit à trois mois lorsque l'acte ou la déclaration aura été enregistré à Cotonou et concernera un bien situé à Cotonou ou dans les communes d'Abomey-Calavi, Ouidah ou Porto-Novo.

Ce droit est exercé sur autorisation du ministre chargé des Finances, mais sans que le service ait à justifier de cette autorisation.

Il résulte d'une notification à l'acquéreur, soit à domicile réel, soit au domicile élu dans l'acte ou, éventuellement, à la personne qui a signé pour lui l'acte d'acquisition, par acte extrajudiciaire non susceptible de recours. Notification semblable est faite au vendeur.

Le bien objet de cet acte extrajudiciaire est immédiatement, de ce seul fait, incorporé au domaine privé.

Section II : Des dissimulations

Sanctions civiles et fiscales

Article 421

Est nulle et de nul effet toute convention ayant pour but de dissimuler partie du prix d'une vente d'immeubles, d'une cession de fonds de commerce ou de clientèle ou du prix de cession d'un droit à un bail ou au bénéfice d'une promesse de bail portant sur tout ou partie d'un immeuble, et tout ou partie de la soulte d'un échange ou d'un partage comprenant des biens immeubles, un fonds de commerce, une clientèle ou le bénéfice d'un droit à un bail ou une promesse de bail portant sur tout ou partie d'un immeuble.

Article 422

Les dissimulations visées à l'article précédent peuvent être établies par tous les modes de preuve admis en matière d'enregistrement.

Article 423

Toute dissimulation dans le prix d'une vente d'immeuble, d'une cession de fonds de commerce ou de clientèle ou d'une cession de droit à bail ou promesse de bail immobilier et dans la soulte d'un échange ou d'un partage est punie d'une amende égale à la moitié de la somme dissimulée et payée solidairement par les parties, sauf à la répartir entre elles par égales parts.

Article 424

Quiconque aura été convaincu de s'être, d'une façon quelconque, rendu complice de manœuvres destinées à éluder le paiement de l'impôt, sera personnellement passible, indépendamment des sanctions disciplinaires s'il est officier public ou ministériel, d'une amende égale au double de la somme dont le Trésor aura été privé.

Article 425

Lorsqu'est constatée l'existence d'une contre-lettre sous signature privée, autre que celles relatives aux dissimulations visées à l'article 421, et qui aurait pour objet une augmentation du prix stipulé dans un acte public ou dans un acte sous signature privée précédemment enregistré, il y a lieu d'exiger, à titre d'amende, une somme triple du droit qui aurait eu lieu sur les sommes et valeurs ainsi stipulées.

Article 426

Lorsqu'il est amiablement reconnu ou judiciairement établi que le véritable caractère des stipulations d'un contrat ou d'une contravention a été dissimulé sous l'apparence de stipulations donnant ouverture à des droits moins élevés, il est dû un double droit en sus. Cette pénalité est due solidairement par toutes les parties contractantes.

Sanctions correctionnelles

Article 427

Toute déclaration de mutation par décès souscrite par les héritiers donataires et légataires, leurs maris, tuteurs, curateurs ou administrateurs légaux, sera terminée par une mention ainsi conçue :

« Le déclarant affirme sincère et véritable la présente déclaration ; il affirme, en outre, sous les peines édictées par l'article 430 du présent Code, que cette déclaration comprend l'argent comptant, les créances et toutes autres valeurs mobilières béninoises, extra-béninoises ou étrangères qui, à sa connaissance, appartenaient au défunt, soit en totalité, soit en partie ».

Lorsque le déclarant affirmera ne savoir ou ne pouvoir signer, l'inspecteur ou le notaire lui donnera lecture de la mention prescrite au paragraphe qui précède ainsi que de l'article 430 ci-après, et certifiera au pied de la déclaration que cette formalité a été accomplie et que le déclarant a affirmé l'exactitude complète de sa déclaration.

Article 428

Dans tout acte ou déclaration ayant pour objet, soit une vente d'immeubles, soit une cession de fonds de commerce ou du bénéfice d'un droit au bail ou du bénéfice d'une promesse de bail portant sur tout ou partie d'un immeuble, soit un échange ou un partage comprenant des immeubles, un fonds de commerce ou un droit au bail, chacun des vendeurs, acquéreurs, échangistes, copartageants, leurs maris, tuteurs ou administrateurs légaux est tenu de terminer l'acte ou la déclaration par une affirmation ainsi conçue :

« La partie soussignée affirme, sous les peines édictées par l'article 430 du présent Code, que le présent acte (ou la présente déclaration) exprime l'intégralité du prix ou de la soulte convenue ».

Cette mention devra être écrite de la main du déclarant ou de la partie à l'acte, si ce dernier est sous signature privée. Si l'acte est passé dans la forme prévue par le décret du 2 mai 1906 et que les parties affirment ne savoir ou ne pouvoir signer, l'autorité devant laquelle ces parties auront comparu leur donnera lecture de la mention prévue plus haut, ainsi que de l'article 430 ci- après, et certifiera au pied de l'acte que cette formalité a été accomplie et que les parties ont affirmé que la présente convention exprime l'intégralité du prix ou de la soulte convenue.

Article 429

Le notaire qui reçoit un acte de vente, d'échange ou de partage est tenu de donner lecture aux parties des articles 421, 423, 428 et 430 de la présente loi et de l'article 366 du Code Pénal, à peine d'une amende de 1 000 francs CFA. Il mentionnera cette lecture dans l'acte et y affirmera, sous la même sanction, qu'à sa connaissance cet acte n'est modifié ou contredit par aucune contre- lettre contenant une augmentation du prix ou de la soulte.

Le présent article ne s'applique pas aux adjudications publiques.

Article 430

Celui qui aura formulé frauduleusement les affirmations prescrites par les articles 427 et 428 précédents sera puni des peines portées à l'article 366 du Code Pénal.

Lorsque l'affirmation jugée frauduleuse émanera d'un ou plusieurs des cohéritiers solidaires, ou que la déclaration aura été souscrite par un mandataire, les autres héritiers solidaires ou le mandant seront passibles des mêmes peines, s'il est établi qu'ils ont eu connaissance de la fraude et s'ils n'ont pas complété la déclaration dans un délai de six (06) mois.

Les peines correctionnelles édictées par le présent article se cumulent avec les sanctions civiles ou fiscales dont le présent Code frappe les omissions et les dissimulations.

Les articles 59, 60 et 463 du Code Pénal sont applicables au délit spécifié au présent article.

Article 431

Les poursuites seront engagées à la requête du ministre chargé des Finances dans les trois (03) ans qui suivront l'affirmation jugée frauduleuse.

Elles seront portées devant le tribunal correctionnel dans le ressort duquel se trouve le bureau de l'Enregistrement où les droits sont dus.

CHAPITRE VIII : TRANSMISSIONS A TITRE**GRATUIT****Article 432**

Sans préjudice des règles générales édictées par le présent sous-titre, concernant notamment les insuffisances d'évaluation et les déclarations estimatives, les transmissions à titre gratuit entre vifs ou à cause de mort sont soumises à tout ou partie des dispositions spéciales ci-après, selon qu'il y a lieu.

Section première : Condition de forme et de fond de la déclaration de succession**FORME DES DECLARATIONS****Article 433**

Les héritiers, légataires ou donataires, leurs tuteurs ou curateurs seront tenus de souscrire une déclaration et de la signer sur une formule imprimée fournie par l'Administration. Toutefois, en ce qui concerne éventuellement les immeubles situés dans la circonscription de bureaux, autres que celui où est passée la déclaration, le détail sera présenté non dans cette déclaration mais distinctement pour chaque bureau de la situation des biens, sur une formule fournie par l'Administration et signée par le déclarant.

Article 434

La déclaration prévue à l'article précédent doit mentionner les noms, prénoms, date et lieu de naissance:

- 1 - de chacun des héritiers, légataires ou donataires ;
- 2 - de chacun des enfants des héritiers, donataires ou légataires vivant au moment de l'ouverture des droits de ces derniers à la succession.

Si la naissance est arrivée hors du Bénin, il est, en outre, justifié de cette date avant l'enregistrement de la déclaration ; à défaut de quoi, il sera perçu les droits les plus élevés qui pourraient être dus au Trésor, sauf restitution du trop perçu s'il y a lieu.

Les dispositions des articles 473 et 537 sont applicables à toute indication inexacte dans les mentions prévues au présent article.

Article 435

Les agents du service de l'Enregistrement peuvent demander aux héritiers et autres ayants droit des éclaircissements, ainsi que toutes justifications au sujet des titres et valeurs mobilières non énoncés dans la déclaration et rentrant dans les prévisions de l'article 464.

Lorsque la demande de justification aura été formulée par lettre recommandée avec accusé de réception, il devra y être satisfait dans le délai fixé par le service de l'Enregistrement, et qui ne pourra être inférieur à trente jours.

A défaut de réponse dans le délai assigné ou si la réponse constitue un refus de réponse, la preuve contraire réservée par l'article 464 ne sera plus recevable sous réserve des restitutions qui apparaîtraient ultérieurement justifiées.

AFFIRMATION DE SINCERITE**Article 436**

Concernant l'affirmation de sincérité qui doit clore toute déclaration de mutation par décès, il est renvoyé à l'article 427 de la présente loi.

BUREAU COMPETENT**Article 437**

Les mutations par décès seront enregistrées au bureau du domicile du décédé, quelle que soit la situation des valeurs mobilières ou immobilières à déclarer.

A défaut de domicile au Bénin, la déclaration sera passée au bureau du lieu du décès ou, si le décès n'est pas survenu au Bénin, au bureau des successions de Cotonou.

DELAIS**Article 438**

Les délais pour l'enregistrement des déclarations que les héritiers, donataires ou légataires auront à passer, des biens à eux échus ou transmis par décès, courront à compter du jour du décès et seront:

- 1- de six (06) mois, lorsque le décès sera arrivé au Bénin ;
- 2 - d'un (01) an, lorsque le décès sera arrivé hors du Bénin.

Article 439

Le délai de six (06) mois ne courra que du jour de la mise en possession pour la succession d'un condamné, si ces biens sont séquestrés, celle qui aurait été séquestrée pour toute autre cause, celle d'un militaire ou d'un marin, ou d'un employé civil, s'il est mort en activité de service hors du Bénin.

Article 440

Si avant les derniers six (06) mois des délais fixés pour les déclarations de succession de personnes décédées hors du Bénin, les héritiers prennent possession des biens, il ne restera d'autre délai à courir, pour passer déclaration, que

celui de six (06) mois, à compter du jour de la prise de possession.

Article 441

Les héritiers, légataires et tous autres appelés à exercer les droits subordonnés au décès d'un individu dont l'absence est déclarée, sont tenus de faire, dans les six (06) mois du jour de l'envoi en possession provisoire, la déclaration à laquelle ils seraient tenus s'ils étaient appelés par effet de la mort et d'acquitter les droits sur la valeur entière des biens ou droits qu'ils recueillent.

Article 442

A l'égard de tous les biens légués à l'Etat, aux collectivités locales ou à tous autres établissements publics ou d'utilité publique, le délai pour le paiement des droits de mutation par décès ne court contre les héritiers ou légataires saisis de la succession qu'à compter du jour où l'autorité compétente a statué sur la demande en autorisation d'accepter le legs, sans que le paiement des droits puisse être différé au-delà de deux (02) années, à compter du jour du décès.

Article 443

Doivent être entendues comme s'appliquant à toute succession comprenant des biens légués à l'Etat, aux collectivités locales et autres établissements publics ou d'utilité publique, les dispositions de l'article précédent relatives au délai dans lequel les héritiers ou légataires saisis de la succession sont tenus de payer ces droits de mutation par décès sur ces biens. Ce délai ne court pour chaque héritéité qu'à compter du jour où l'autorité compétente a statué sur la demande en autorisation d'accepter les legs, sans que le paiement des droits puisse être différé au-delà de deux (02) années, à compter du décès de l'auteur de la succession.

Section II : Des bases d'imposition

Article 444

Pour les transmissions de biens meubles entre vifs, à titre gratuit, et celles de ces mêmes biens qui s'opèrent par décès, ladite valeur est déterminée par la déclaration détaillée et estimative des parties, sans distraction des charges, sauf ce qui est dit aux articles 447, 448, 450, 451 et 452 ci-après.

Article 445

Pour la liquidation et le paiement des droits sur les mutations à titre gratuit entre vifs et par décès, les immeubles, quelle que soit leur nature, sont estimés d'après la déclaration détaillée et estimative des parties sans distraction des charges sauf, en ce qui concerne celles-ci, ce qui est dit aux articles 454 et suivants.

Néanmoins, si, dans les deux (02) années qui auront précédé ou suivi, soit l'acte de donation, soit le point de départ des délais pour souscrire la déclaration de succession, les immeubles transmis ont fait l'objet d'une adjudication, soit par autorité de justice, soit volontaire avec admission des étrangers, les droits exigibles ne pourront être calculés sur une somme inférieure au prix de l'adjudication, en y ajoutant toutes les charges en capital, à moins qu'il ne soit justifié que la consistance des immeubles a subi, dans l'intervalle, des transformations susceptibles d'en modifier la valeur.

VALEUR DE LA NUE-PROPRIETE ET DE L'USUFRUIT

Article 446

La valeur de la nue-propriété et de l'usufruit de tous les biens est déterminée, pour la liquidation et le paiement des droits pour les transmissions entre vifs à titre gratuit ou celles qui s'opèrent par décès des mêmes biens, par une évaluation faite de la manière suivante :

si l'usufruitier a moins de vingt ans révolus, l'usufruit est estimé aux sept dixièmes et la nue-propriété aux trois dixièmes, de la propriété entière, telle qu'elle doit être évaluée d'après les règles sur l'enregistrement ainsi qu'il est précisé au chapitre II précédent pour les différents biens. Au-dessus de cet âge, cette proportion est diminuée pour l'usufruit et augmentée pour la nue-propriété d'un dixième pour chaque période de dix ans (10), sans fraction. A partir de soixante-dix (70) ans révolus de l'âge de l'usufruitier, la proportion est fixée à un dixième pour l'usufruit et à neuf dixièmes pour la nue-propriété. Pour déterminer la valeur de la nue-propriété il n'est tenu compte que des usufruits ouverts au jour de la mutation de cette nue-propriété.

Toutefois, dans le cas d'usufruits successifs, l'usufruit éventuel venant à s'ouvrir, le nu-propriétaire aura droit à la restitution d'une somme égale à ce qu'il aurait été payé en moins, si le droit acquitté par lui avait été calculé d'après l'âge de l'usufruitier éventuel.

L'action en restitution ouverte au profit du nu-propriétaire se prescrit par deux (02) ans, à compter du jour du décès du précédent usufruitier.

L'usufruit constitué pour une durée fixe est estimé aux deux dixièmes de la valeur de la propriété entière pour chaque période de deux ans de la durée de l'usufruit, sans fraction et sans égard à l'âge de l'usufruitier. Il n'est rien dû pour la réunion de l'usufruit à la propriété, lorsque cette réunion a lieu par le décès de l'usufruitier ou l'expiration du temps fixé pour la durée de l'usufruit.

L'article 362 précédent est applicable aux transmissions à titre gratuit, en cas de déclarations inexactes.

VALEURS MOBILIERES

Article 447

Pour les valeurs mobilières béninoises, extra béninoises ou étrangères de toute nature admises en France à une cote officielle ou à une cote de courtiers en valeurs mobilières, le capital servant de base à la liquidation et au paiement des droits de mutation à titre gratuit entre vifs ou par décès est déterminé par le cours moyen de la bourse au jour de la transmission.

A l'égard des valeurs cotées à la fois dans les bourses de province et à la bourse de Paris, il est tenu compte exclusivement du cours de cette dernière bourse.

S'il s'agit de valeurs non cotées en bourse, le capital est déterminé par la déclaration estimative des parties conformément à l'article 444, sauf application de l'article 417.

Article 448

Sont soumis aux droits de mutation par décès les fonds publics, actions, obligations, parts d'intérêts, créances et généralement toutes les valeurs mobilières extra-béninoises ou étrangères de quelque nature qu'elles soient dépendant d'une succession assujettie à déclaration au Bénin quelle que soit la nationalité du défunt.

Article 449

Lorsqu'elles s'opèrent par acte passé au Bénin ou par acte passé hors du Bénin dont il est fait usage au Bénin, les transmissions entre vifs à titre gratuit de biens mobiliers sis hors du Bénin, corporels ou incorporels, sont soumises aux droits de mutation dans les mêmes conditions que si elles ont pour objet des biens de même nature sis au Bénin.

MEUBLES ET CREANCES BASES LEGALES DE TAXATION

Article 450

§ 1er - Pour la liquidation et le paiement des droits de

mutation par décès, la valeur de la propriété des biens meubles est déterminée, sauf preuve contraire :

1 - par le prix exprimé dans les actes de vente, lorsque cette vente a lieu publiquement dans les deux (02) années du décès ;

2 - à défaut d'acte de vente, par l'estimation contenue dans les inventaires, s'il en est dressé dans les formes prescrites par l'article 943 du Code de procédure civile et commerciale, et dans les cinq années du décès pour les meubles meublants, et par l'estimation contenue dans les inventaires et autres actes, s'il en est passé dans le même délai, pour les autres biens meubles, sauf les dispositions ci-après du paragraphe 2 ;

3 - à défaut des bases d'évaluation établies par les deux alinéas précédents, par la déclaration détaillée et estimative des parties, toutefois, pour les meubles meublants, et sans que l'Administration ait à en justifier l'existence, la valeur imposable ne peut être inférieure à 5 % de l'ensemble des autres valeurs mobilières et immobilières de la succession, la preuve contraire étant aussi réservée.

§ 2 - En ce qui concerne les bijoux, pierreries, objets d'art ou de collection, la valeur imposable ne peut, sous réserve de ce qui est dit au paragraphe 1er, être inférieure à 60 % de l'évaluation faite dans les contrats ou conventions d'assurance contre le vol ou contre l'incendie en cours au jour du décès et conclus par le défunt, son conjoint ou ses auteurs moins de dix (10) ans avant l'ouverture de la succession, sauf preuve contraire.

S'il existe plusieurs polices susceptibles d'être retenues pour l'application du forfait, celui-ci est calculé sur la moyenne des évaluations figurant dans ces polices.

§ 3 - Les dispositions du présent article ne sont applicables ni aux créances, ni aux rentes, actions, obligations, effets publics et autres biens meubles, dont la valeur et le mode d'évaluation sont déterminés par des dispositions spéciales.

Article 451

Les dispositions des paragraphes 1er et 3 de l'article précédent sont applicables à la liquidation et au paiement des droits de mutation entre vifs à titre gratuit toutes les fois que les meubles transmis sont vendus dans les deux (02) ans de l'acte de donation ou que, s'agissant de bijoux, de pierreries, d'objets d'art ou de collection, ils font l'objet d'une assurance contre le vol ou contre l'incendie en cours à la date de cet acte et conclue par le donateur, son conjoint ou ses auteurs depuis moins de dix (10) ans.

Article 452

Par dérogation à l'article ci-dessus, les droits de mutation à titre gratuit entre vifs ou par décès sont liquidés d'après la déclaration estimative des parties, en ce qui concerne les créances dont le débiteur se trouvera en état de faillite, liquidation judiciaire ou déconfiture au moment de l'acte de donation ou de l'ouverture de la succession.

Toute somme recouvrée sur le débiteur de la créance postérieurement à l'évaluation et en sus de celle-ci devra faire l'objet d'une déclaration. Seront applicables à ces déclarations, les principes qui régissent les déclarations de mutation par décès en général, notamment au point de vue des délais, des pénalités de retard et de la prescription, l'exigibilité de l'impôt étant seulement reportée au jour du recouvrement de tout ou partie de la créance transmise.

LEGS PARTICULIERS**Article 453**

Lorsque les héritiers ou légataires universels sont grevés de legs particuliers et sommes d'argent non existantes dans la succession et qu'ils ont acquitté le droit sur l'intégralité des biens de cette même succession, le même droit n'est pas dû pour ce legs ; conséquemment, les droits déjà payés par les légataires particuliers doivent s'imputer sur ceux dus par les héritiers ou légataires universels.

Section III**Déduction des dettes et charges****Article 454**

Pour la liquidation et le paiement des droits de mutation par décès, seront déduites les dettes à la charge du défunt dont l'existence au jour de l'ouverture de la succession sera dûment justifiée par des titres susceptibles de faire preuve en justice contre le défunt. S'il s'agit de dettes commerciales, l'Administration pourra exiger, sous peine de rejet, la production des livres de commerce du défunt.

Ces livres seront déposés pendant cinq (05) jours au bureau qui reçoit la déclaration et ils seront, s'il y a lieu, communiqués une fois, sans déplacement, aux agents du Service pendant les deux (02) années qui suivront la déclaration, sous peine d'une amende égale aux droits, qui n'auraient pas été perçus par suite de la déduction du passif.

L'Administration aura le droit de puiser dans les titres ou livres produits les renseignements permettant de contrôler la sincérité de la déclaration de l'actif dépendant de la succession et, en cas d'instance, la production de ces titres

ou livres ne pourra être refusée.

S'il s'agit d'une dette grevant une succession dévolue à une personne pour la nue-propriété et à une autre pour l'usufruit, le droit de mutation sera perçu sur l'actif de la succession diminué du montant de la dette, dans les conditions de l'article 446 ci-avant.

Article 455

Sur justifications fournies par les héritiers les frais de dernière maladie du de cujus seront déduits de l'actif de la succession dans la limite d'un maximum de 150 000 francs CFA.

Article 456

Les impositions établies après le décès d'un contribuable en vertu de la réglementation fiscale du Bénin et dues par les héritiers du chef du défunt, constituent une dette déductible de l'actif successoral pour la perception des droits de mutation par décès.

Article 457

Les dettes dont la déduction est demandée sont détaillées article par article, dans un inventaire sur papier non timbré, qui est déposé au bureau lors de la déclaration de la succession et certifié par le déposant.

A l'appui de leur demande en déduction, les héritiers ou leurs représentants devront indiquer soit la date de l'acte, le nom et la résidence de l'officier public qui l'a reçu, soit la date du jugement et la juridiction dont il émane, soit la date du jugement déclaratif de la faillite ou de la liquidation judiciaire, ainsi que la date du procès-verbal des opérations de vérifications et d'affirmation de créances ou du jugement définitif de la distribution par contribution.

Ils devront présenter les autres titres ou en produire une copie collationnée.

Le créancier ne pourra, sous peine de dommages-intérêts, se refuser à communiquer le titre sous récépissé ou en laisser prendre, sans déplacement, une copie collationnée par un notaire, ou le greffier du tribunal civil de première instance. Cette copie portera la mention de sa destination ; elle sera dispensée du timbre et de l'enregistrement tant qu'il n'en sera pas fait usage, soit par acte public, soit en justice ou devant toute autre autorité constituée. Elle ne rendra pas par elle-même obligatoire l'enregistrement du titre.

Article 458

Toute dette au sujet de laquelle l'agent de l'Administration aura jugé les justifications insuffisantes, ne sera pas retranchée de l'actif de la succession pour la perception du droit, sauf aux parties à se pourvoir en restitution, s'il y a lieu, dans les deux (02) années, à compter du jour de la déclaration.

Néanmoins, toute dette constatée par acte authentique et non échue au jour de l'ouverture de la succession ne pourra être écartée par l'Administration, tant que celle-ci n'aura pas fait juger qu'elle est simulée, l'action pour prouver la simulation sera prescrite après cinq (05) ans, à compter du jour de la déclaration. Les héritiers ou légataires seront admis dans le délai de deux (02) ans, à compter du jour de la déclaration, à réclamer, sous les justifications prescrites ci-dessus, la déduction des dettes établies par les opérations de la faillite ou de la liquidation judiciaire ou par le règlement définitif de la distribution par contribution postérieure à la déclaration et obtenir le remboursement des droits qu'ils auraient payés en trop.

Article 459

L'agent de l'Administration aura, dans tous les cas, la faculté d'exiger de l'héritier la production de l'attestation du créancier certifiant l'existence de la dette à l'époque de l'ouverture de la succession. Cette attestation, qui sera sur papier non timbré, ne pourra être refusée, sous peine de dommages-intérêts, toutes les fois qu'elle sera légitimement réclamée.

Le créancier qui attestera l'existence d'une dette déclarera, par une mention expresse, connaître les dispositions de l'article 473 relatives aux peines en cas de fausse attestation.

Article 460

Toutefois, ne sont pas déduites :

1 - les dettes échues depuis plus de trois mois avant l'ouverture de la succession, à moins qu'il ne soit produit une attestation du créancier en certifiant l'existence à cette époque dans la forme et suivant les règles déterminées à l'article 457 ;

1 - les dettes consenties par le défunt au profit de ses héritiers ou de personnes interposées. Sont réputées personnes interposées les personnes désignées dans les articles 911 (dernier alinéa) et 1 100 du Code Civil. Néanmoins, lorsque la dette aura été consentie par un acte authentique ou par acte sous seing privé ayant date

certaine avant l'ouverture de la succession autrement que par le décès d'une des parties contractantes, les héritiers, donataires et légataires et les personnes réputées interposées auront le droit de prouver la sincérité de cette dette et son existence au jour de l'ouverture de la succession ;

2 - les dettes reconnues par testament ;

3 - en cas de dettes garanties par une inscription hypothécaire, si le chiffre en principal de la garantie a été réduit, le solde garanti sera seul déduit, s'il y a lieu ;

4 - les dettes résultant de titres passés ou de jugements rendus hors du Bénin, à moins qu'ils n'aient été rendus exécutoires dans ce pays, celles qui sont hypothéquées exclusivement sur des immeubles situés hors du Bénin ou sont garanties exclusivement par des fonds de commerce situés hors du Bénin, celles enfin qui grèvent des successions d'étranger, à moins qu'elles n'aient été contractées au Bénin et envers des citoyens du Bénin ou envers des sociétés ou compagnies étrangères ayant une succursale au Bénin ;

5 - les dettes en capital et intérêts pour lesquelles le délai de prescription est accompli, à moins qu'il ne soit justifié que la prescription a été interrompue.

Article 461

L'inexactitude des déclarations ou attestations de dettes pourra être établie par tous les moyens de preuve admis par le droit commun, excepté le serment.

Section IV : De certains biens taxables**ASSURANCES****Article 462**

Les sommes, rentes ou émoluments quelconques dus par un assureur, à raison ou à l'occasion du décès de l'assuré, c'est-à-dire de la personne sur la tête de laquelle l'assurance a été contractée, ne donnent ouverture aux droits de mutation par décès, suivant le degré de parenté existant entre le bénéficiaire à titre gratuit et l'assuré, que dans la mesure où le capital est réputé par la loi faire partie de la succession.

PRESOMPTIONS DE PROPRIETE**Article 463**

Sont réputés, au point de vue fiscal, faire partie, jusqu'à preuve du contraire, de la succession de l'usufruitier, toute valeur mobilière, tout bien meuble ou immeuble, appartenant pour l'usufruit au défunt et, pour la nue-

propriété, à ses présomptifs héritiers ou descendants d'eux, même exclus par testament, ou ses donataires ou légataires institués même par testament postérieur ou à des personnes interposées, à moins qu'il n'y ait eu donation régulière et que cette donation si elle n'est pas constatée dans un contrat de mariage, ait été consentie plus de trois (03) mois avant le décès. Sont réputées interposées les personnes désignées dans les articles 911 (2e alinéa) et 1100 du Code Civil.

Toute réclamation de ce chef sera prescrite dans un délai de cinq (05) ans, à compter de l'ouverture de la succession. Toutefois, si la nue-propriété provient à l'héritier, au donataire, au légataire ou à la personne interposée, d'une vente ou d'une donation à lui consentie par le défunt, les droits de mutation acquittés par le nu-propriétaire et dont il est justifié sont imputés sur l'impôt de transmission par décès exigible à raison de l'incorporation des biens dans la succession.

Article 464

Sont présumés, jusqu'à preuve contraire, faire partie de la succession pour la liquidation et le paiement des droits de mutation par décès, les titres et les valeurs dont le défunt a perçu les revenus ou à raison desquels il a effectué des opérations quelconques moins d'un an (01) avant son décès.

Article 465

Tous les titres, sommes ou valeurs existants chez les dépositaires désignés au paragraphe 1^{er} de l'article 515 et faisant l'objet de comptes indivis ou collectifs avec solidarité, sont considérés, pour la perception des droits de mutation par décès, comme appartenant conjointement aux déposants et dépendant de la succession de chacun d'eux pour une part virile, sauf preuve contraire réservée tant à l'Administration qu'aux redevables et résultant pour ces derniers, soit des énonciations du contrat de dépôt, soit des titres prévus par l'article 460 point 2 du présent Code.

Article 466

Les sommes, titres ou objets trouvés, dans un coffre-fort loué conjointement à plusieurs personnes sont réputés, à défaut de preuve contraire et seulement pour la perception des droits, être la propriété conjointe de ces personnes et dépendre pour une part virile de la succession.

Cette disposition est applicable aux plis cachetés et cassettes fermées, remis en dépôt aux banquiers,

changeurs, escompteurs et à toute personne recevant habituellement des plis de même nature.

Section V

Du paiement des droits

OBLIGATION ET CONTRIBUTION AU PAIEMENT

Article 467

Les droits des déclarations des mutations par décès seront payés par les héritiers, donataires ou légataires. Les cohéritiers seront solidaires.

Article 468

Supprimé par la loi n° 2016-14 du 20 juillet 2016 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2016

PAIEMENT FRACTIONNE OU DIFFERE

Article 469

Supprimé par la loi n° 2016-14 du 20 juillet 2016 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2016

Section VI : Pénalités

DECLARATION TARDIVE

Article 470

Les héritiers, donataires ou légataires, qui n'ont pas fait dans les délais prescrits les déclarations des biens à eux transmis par décès, payent, à titre d'amende, sauf ce qui concerne les successions visées à l'article 594, 200 francs CFA par mois ou fraction de mois de retard.

Les tuteurs ou curateurs supporteront personnellement la peine ci-dessus, lorsqu'ils auront négligé de faire les déclarations dans les délais.

OMISSIONS

Article 471

Les omissions qui seront reconnues avoir été faites dans les déclarations de biens transmis par décès, seront sanctionnées par une pénalité de 20% de la valeur des objets omis.

Les tuteurs ou curateurs supporteront personnellement les peines ci-dessus, lorsqu'ils auront fait des omissions ou des dissimulations frauduleuses.

Article 472

Supprimé par la loi N° 2016-33 du 15 décembre 2016 portant loi de finances pour la gestion 2017

FAUSSES DECLARATIONS OU ATTESTATIONS DE DETTES

Article 473

Toute déclaration de mutation par décès ayant indûment entraîné la déduction d'une dette sera punie d'une amende égale à 20% du montant de la dette sans que cette pénalité puisse être inférieure à 2500 francs CFA. Le prétendu créancier qui en aura faussement attesté l'existence sera tenu solidairement avec le déclarant au paiement de l'amende et en supportera définitivement le tiers.

Article 474

Supprimé par la loi n° 2016-14 du 20 juillet 2016 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2016

DE LA DATE DE NAISSANCE DES USUFRUITIERS INDICATION INEXACTE

Article 475

L'indication inexacte de la date de naissance de l'usufruitier dans les actes et déclarations régis par les articles 362 et 446 précédents est passible, à titre d'amende, d'un droit en sus égal au supplément de droit simple exigible, sans pouvoir être inférieur à 2500 francs CFA.

Le droit le plus élevé devient exigible si l'inexactitude de la déclaration porte sur le lieu de naissance, sauf restitution si la date de naissance est reconnue exacte.

INDICATION INEXACTE DES LIENS DE PARENTE

Article 476

L'indication inexacte, dans un acte de donation entre vifs ou dans une déclaration de mutation par décès, du lien de parenté entre le donateur ou le défunt et les donataires, héritiers ou légataires, ainsi que toute indication inexacte du nombre d'enfants du défunt ou de l'héritier, donataire ou légataire est passible, à titre d'amende, d'un double droit en sus de celui qui sera dû à titre supplémentaire.

Les tuteurs, curateurs ou administrateurs légaux supporteront personnellement la peine du double droit en sus lorsqu'ils auront passé une déclaration inexacte.

OUVERTURE DE COFFRE-FORT APRES DECES

Article 477

Toute personne qui, ayant connaissance du décès soit du locataire d'un coffre-fort ou compartiment de coffre-fort, soit de l'un des locataires, soit du conjoint de ce locataire ou co-locataire, s'il n'y a pas entre eux séparation de corps, l'a ouvert ou fait ouvrir sans observer les prescriptions de l'article 519, est tenue personnellement des droits de mutation par décès et des pénalités exigibles en raison des sommes, titres ou objets contenus dans le coffre-fort, sauf recours contre le redevable de ces droits et pénalités, s'il y a lieu, et est, en outre, passible d'une amende de 10 000 à 1 000 000 de francs CFA.

Il en est de même en cas d'ouverture irrégulière des plis cachetés et cassettes fermées visées à l'article 520 du présent Code.

Les mêmes sanctions atteindront encore toute personne qui aura sciemment commis une inexactitude dans la déclaration prévue à l'article 518, 3 du présent Code.

L'héritier, donataire ou légataire est tenu au paiement de l'amende solidairement avec les contrevenants visés aux trois alinéas précédents s'il omet, dans sa déclaration, les titres, sommes ou objets en cause.

Le bailleur du coffre-fort ou dépositaire des plis et cassettes qui a laissé ouvrir ceux-ci hors de la présence du notaire ou greffier notaire est, s'il avait connaissance du décès, tenu personnellement à la même obligation et passible également d'une amende de 10 000 à 1 000 000 de francs CFA.

Chaque contravention aux dispositions de l'article 521 est sanctionnée par une amende de 5 000 à 50 000 francs CFA.

Article 478

La preuve des contraventions visées à l'article précédent peut être établie par tous les modes de preuve du droit commun.

INSUFFISANCES

Article 479

Les insuffisances sont sanctionnées conformément aux articles 470 et suivants.

CHAPITRE IX : MOYENS DE CONTROLE ET PRESCRIPTIONS DIVERSES

SECTION PREMIERE : OBLIGATIONS GENERALES DES OFFICIERS MINISTERIELS, SECRETAIRES, JUGES, ARBITRES, FONCTIONNAIRES PUBLICS OU ASSUJETTIS DIVERS ET DES PARTIES ACTES EN CONSEQUENCE

Article 480

Les notaires, huissiers, greffiers, avocats- défenseurs et autres officiers publics et les autorités administratives ne peuvent faire ou rédiger un acte en vertu ou en conséquence d'un acte soumis obligatoirement à l'enregistrement sur la minute ou l'original, l'annexer à leurs minutes, le recevoir en dépôt, ni le délivrer en brevet, extrait, copie ou expédition, avant qu'il ait été enregistré, alors même que le délai pour l'enregistrement ne serait pas encore expiré, à peine de 2 000 francs CFA d'amende, et de répondre personnellement du droit.

Sont exceptés les exploits et autres actes de cette nature qui se signifient à parties par affiches et proclamations.

De même, les greffiers des juridictions de simple police ou correctionnelle pourront, sans encourir l'amende prévue au premier alinéa ci-dessus, délivrer aux parquets, avant l'enregistrement, expédition des actes par eux reçus, sous réserve que la relation de l'enregistrement soit inscrite sur ces expéditions à la diligence des parquets avant utilisation. Les notaires peuvent toutefois faire des actes en vertu ou en conséquence d'actes dont le délai d'enregistrement n'est pas encore expiré, mais sous la condition que chacun de ces actes soit annexé à celui dans lequel il se trouve mentionné, qu'il soit soumis en même temps que lui à la formalité de l'enregistrement et que les notaires soient personnellement responsables, non seulement des droits d'enregistrement et de timbre, mais encore des amendes auxquelles cet acte peut se trouver assujéti.

Sous réserve des exceptions spéciales prévues par la présente codification, aucun acte ne peut être déposé en vue d'une formalité à la Conservation foncière, s'il n'a été enregistré au préalable.

Article 481

Il est défendu, sous peine de 2 000 francs d'amende, à tout notaire ou greffier, de recevoir aucun acte en dépôt sans dresser acte du dépôt.

Sont exceptés les testaments déposés chez les notaires par les testateurs.

Article 48

Il est fait mention dans toutes les expéditions des actes publics, civils ou judiciaires qui doivent être enregistrés sur les minutes, de la quittance des droits par une transcription littérale et entière de cette quittance.

Pareille mention est faite dans les minutes des actes publics, civils, judiciaires ou extrajudiciaires, qui se font en vertu d'actes sous signatures privées ou passés hors du Bénin et qui sont soumis à l'enregistrement.

Chaque contravention est punie d'une amende de 2 000 francs CFA.

Article 483

Dans le cas de fausse mention d'enregistrement, soit dans une minute, soit dans une expédition, le délinquant est poursuivi par la partie publique sur la dénonciation du faux qui est faite par le préposé du service.

Article 484

Tout acte portant sous-bail, subrogation, cession ou rétrocession de bail doit, sous peine d'une amende de 2 000 francs CFA, contenir la reproduction littérale de la mention d'enregistrement du bail cédé en totalité ou en partie.

Article 485

Toutes les fois qu'une condamnation est rendue sur un acte enregistré, le jugement ou la sentence arbitrale en fait mention et énonce le montant du droit payé, la date du paiement et le nom du bureau où il a été acquitté, en cas d'omission, et s'il s'agit d'un acte soumis à la formalité dans un délai déterminé l'inspecteur exige le droit, si l'acte n'a pas été enregistré dans son bureau, sauf restitution dans le délai prescrit s'il est ensuite justifié de l'enregistrement de l'acte sur lequel le jugement a été prononcé.

ACTES SOUS SEINGS PRIVES

Article 486

Les parties qui rédigent un acte sous seings privés soumis à l'enregistrement dans un délai déterminé doivent en établir un double, soit sur du papier normal, ou sur demi-feuille de papier normal de la régie, soit sur tout autre papier du même format revêtu du timbre dans les conditions prévues à l'article 641. Ce double est revêtu des mêmes signatures que l'acte lui-même et reste déposé au bureau de l'Enregistrement lorsque la formalité est requise. Ce double doit comporter une marge non utilisée de cinq centimètres au moins, à gauche au recto et à droite au

verso, afin de permettre l'enlissement et la conservation des documents.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Article 487

Concernant l'affirmation de sincérité qui doit suivre certains actes ou déclarations portant sur des immeubles, fonds de commerce ou droits à un bail ou à une promesse de bail d'immeuble, il est renvoyé à l'article 428 ci- avant.

Article 488

Il est renvoyé à l'article 429 de la présente loi pour lecture imposée au notaire qui reçoit certains actes de vente, d'échange ou de partage.

INVENTAIRE APRES DECES

Article 489

Le notaire qui dresse un inventaire après décès est tenu, avant la clôture, d'affirmer qu'au cours des opérations il n'a constaté l'existence d'aucune valeur ou créance autres que celles portées dans l'acte, ni d'aucun compte en banque hors du Bénin et qu'il n'a découvert l'existence hors du Bénin, soit d'un compte individuel de dépôt de fonds, de titres, soit d'un compte indivis ou collectif avec solidarité. L'officier public qui a sciemment contrevenu aux dispositions qui précèdent ou souscrit une affirmation incomplète ou inexacte est passible, sans préjudice des sanctions disciplinaires, d'une amende de 1000 à 10 000 francs CFA.

ETAT DE FRAIS

INDICATION DU MONTANT DES DROITS PAYES AU TRESOR

Article 490

Les greffiers sont tenus, dans le mois du jugement contenant liquidation des dépens ou de la taxe des frais par le juge, de transmettre à l'inspecteur de l'Enregistrement l'extrait du jugement ou l'exécutoire sous peine de 2 000 francs CFA d'amende par chaque extrait de jugement ou chaque exécutoire non transmis dans ledit délai.

Article 491

Les états de frais dressés par les avocats- défenseurs, huissiers, greffiers, notaires, commis, doivent faire ressortir distinctement, dans une colonne spéciale et pour chaque débours, le montant des droits de toute nature payés au Trésor.

Toute contravention à cette disposition est punie d'une

amende de 2000 francs CFA qui est recouvrée comme en matière d'enregistrement.

MARCHANDS DE BIENS ET DE FONDS DE COMMERCE OBLIGATIONS PARTICULIERES

Article 492

Toute personne ou société se livrant à des opérations d'intermédiaire pour l'achat ou la vente des immeubles ou des fonds de commerce ou qui, habituellement, achète en son nom les mêmes biens dont elle devient propriétaire en vue de les revendre doit :

- 1 - en faire la déclaration dans le délai d'un (01) mois à compter du commencement des opérations ci-dessus visées, au bureau de l'Enregistrement de sa résidence et, s'il y a lieu de chacune de ses succursales ou agences ;
- 2 - tenir deux répertoires à colonnes, non sujets au timbre, présentant jour par jour sans blanc ni interligne et par ordre de numéros, tous les mandats, promesses de vente, actes translatifs de propriété et, d'une manière générale, tous actes se rattachant à sa profession d'intermédiaire ou à sa qualité de propriétaire ; l'un des répertoires est affecté aux opérations d'intermédiaire, l'autre aux opérations effectuées en qualité de propriétaire ;
- 3 - se conformer, pour l'exercice du droit de communication des agents du service de l'Enregistrement, aux prescriptions de l'article 321.

Toute infraction aux dispositions du présent article est punie d'une amende de 5 000 francs CFA.

REPertoire DES NOTAIRES, HUISSIERS, GREFFIERS, SECRETAIRES, COMMISSAIRES- PRISEURS ET COURTIER DE COMMERCE

Article 493

Les notaires, huissiers, greffiers ou assimilés et les fonctionnaires de l'Etat et des collectivités locales tiendront des répertoires à colonnes sur lesquels ils inscriront jour par jour, sans blanc ni interligne et par ordre de numéro, savoir :

- 1 - les notaires, tous les actes et contrats qu'ils recevront, même ceux qui seront passés en brevet, à peine de 2 000 francs (CFA) d'amende pour chaque omission ;
- 2 - les huissiers, tous les actes et exploits de leur ministère, sous peine d'une amende de 2 000 francs (CFA) pour chaque omission ;
- 3 - les greffiers et assimilés, tous les actes et jugements qui, aux termes du présent Code doivent être enregistrés sur les minutes, à peine d'une amende de 2 000 francs

(CFA) pour chaque omission ;

4 - et les fonctionnaires, les actes des administrations dénommés dans les articles 367 § 1er, 368 et 369 du présent Code, à peine d'une amende de 2 000 francs CFA pour chaque omission.

Article 494

§ 1^{er}- Chaque article du répertoire contiendra

- 1 - son numéro ;
- 2 - la date de l'acte ;
- 3 - sa nature ;
- 4 - les noms et prénoms des parties et leur domicile ;
- 5 - l'indication des biens, leur situation et le prix lorsqu'il s'agira d'actes qui auront pour objet la propriété, l'usufruit ou la jouissance de biens fonds ;
- 6 - la relation de l'enregistrement.

§ 2 - Les répertoires des huissiers doivent contenir 4 colonnes supplémentaires dans lesquelles sont indiqués :

- 1 - le coût de chaque acte ou exploit ;
- 2 - le coût du transport applicable à chaque acte ;
- 3 - le nombre des feuilles de papier employées tant pour les copies de l'original que pour les copies des pièces signifiées ;
- 4 - le montant des droits de timbre dus à raison de la dimension de ces feuilles.

Article 495 nouveau

Les notaires, huissiers, greffiers et assimilés et les fonctionnaires des administrations présentent tous les trois (03) mois leur répertoire aux inspecteurs de l'Enregistrement de leur résidence, qui les visiteront et qui énonceront dans leur visa le nombre des actes inscrits. Cette présentation aura lieu dans la première décade des mois de janvier, avril, juillet et octobre de chaque année, sous peine d'une amende de 10 000 francs CFA par trimestre de retard.

Pour les notaires, huissiers, greffiers ou assimilés et les fonctionnaires des administrations, autres que ceux de Cotonou, de Porto-Novo et de Parakou, la date de présentation sera, pour l'application du présent article, celle de la remise à la poste des répertoires.

Article 496 nouveau

Indépendamment de la représentation ordonnée par l'article précédent, les notaires, huissiers, greffiers ou assimilés et fonctionnaires des administrations seront tenus de communiquer leur répertoire à toute réquisition aux

préposés de l'Enregistrement qui se présenteront chez eux pour les vérifier, sous peine d'une amende de 10 000 francs CFA en cas de refus.

Le préposé, dans ce cas, pourra requérir l'assistance du chef d'arrondissement, du maire ou de leur délégué, pour dresser, en sa présence, le procès-verbal du refus qui lui aura été fait.

Article 497

Les répertoires seront cotés et paraphés, savoir :

- ceux des notaires, par le président ou, à défaut, par un juge du tribunal de la résidence ;
- ceux des huissiers et greffiers ou assimilés, par le juge de leur domicile ;
- ceux des huissiers et greffiers des cours et tribunaux, par le président ou le juge qu'il aura commis à cet effet ;
- et ceux des fonctionnaires des administrations, par le directeur de leur administration.

Article 498

Les dispositions relatives à la tenue et au dépôt des répertoires sont applicables aux commissaires-priseurs et aux courtiers de commerce, mais seulement pour les procès-verbaux de vente de meubles et de marchandises et pour les actes faits en conséquence de ces ventes.

Article 499

Indépendamment des obligations qui leur incombent en vertu des articles 494 et suivants, les huissiers et les greffiers tiendront sur registre non timbré, coté et paraphé par le président du tribunal civil, des répertoires à colonnes, sur lesquels ils inscrivent, jour par jour, sans blanc ni interligne et par ordre de numéros, tous les actes, exploits, jugements et arrêts qui sont dispensés des formalités du timbre et de l'enregistrement.

Chaque article du répertoire contiendra :

- 1 - son numéro ;
- 2 - la date de l'acte ;
- 3 - sa nature ;
- 4 - les noms et prénoms des parties et leur domicile.

Chaque acte porté sur ce répertoire devra être annoté de son numéro d'ordre.

Article 500

Les huissiers et les greffiers présenteront sous les sanctions prévues à l'article 493, ce répertoire au visa de l'inspecteur de leur résidence, qui le visera et qui énoncera dans son

visa le numéro du dernier acte inscrit. Cette présentation aura lieu le 16 de chaque mois.

Si le jour fixé pour le visa est un jour férié, le visa sera apposé le lendemain.

Les greffiers seront tenus, sous peine d'une amende de 2 000 francs CFA, pour chaque omission, d'inscrire au répertoire spécial prévu à l'article précédent, les bulletins n° 3 du casier judiciaire par eux délivrés.

VENTES PUBLIQUES DE MEUBLES

Article 501

Les meubles, effets, marchandises, bois, fruits, récoltes et tous autres objets mobiliers ne pourront être vendus publiquement et par enchères qu'en présence et par le ministère d'officiers publics ayant qualité pour y procéder.

Aucun officier public ne pourra procéder à une vente publique par enchères d'objets mobiliers, qu'il n'en ait préalablement fait la déclaration au bureau de l'Enregistrement dans le ressort duquel la vente aura lieu.

Article 502

La déclaration sera rédigée en double exemplaire datée et signée par l'officier public. Elle contiendra les noms, qualité et domicile de l'officier, ceux du requérant, ceux de la personne dont le mobilier sera mis en vente, l'indication de l'endroit où se fait la vente et celle du jour et de l'heure de son ouverture. Elle ne pourra servir que pour le mobilier de celui qui y sera dénommé et devra être soumise ou parvenir à l'inspecteur au moins un jour franc avant la date fixée pour la vente.

Article 503

Chaque objet adjudgé sera porté de suite au procès-verbal ; le prix sera écrit en toutes lettres et tiré hors ligne en chiffres.

Chaque séance sera close et signée par l'officier public.

Lorsqu'une vente aura lieu par suite d'inventaire, il en sera fait mention au procès-verbal de l'officier avec indication de la date de l'inventaire, du nom du notaire qui y aura procédé et de la quittance de l'Enregistrement.

Article 504

Comme il est dit à l'article 381, les procès-verbaux de vente ne pourront être enregistrés qu'aux bureaux où les déclarations auront été faites.

Le droit d'enregistrement sera perçu sur le montant des sommes que contiendra cumulativement le procès-verbal

des séances à enregistrer dans le délai prescrit à l'article 368.

Article 505

Les contraventions aux dispositions ci-dessus seront punies par une amende de 2 000 francs CFA, savoir :

- pour toute vente à laquelle procéderait un officier public ou ministériel sans en avoir fait la déclaration au procès-verbal ;
- pour chaque article adjudgé et non porté au procès-verbal de vente, outre la restitution du droit ;
- pour chaque altération du prix des articles adjudgés faite dans le procès-verbal, indépendamment de la restitution du droit et des peines de faux.

Les autres contraventions que pourraient commettre les officiers publics contre les dispositions de la réglementation sur l'enregistrement seront punies par les amendes et restitutions qu'elle prononce.

L'amende qu'aura encourue tout citoyen pour contravention à l'article 501 (1er alinéa), en vendant ou en faisant vendre publiquement et par enchères, sans le ministère d'un officier public, sera déterminée en raison de l'importance de la contravention ; elle ne pourra cependant être au-dessous de 2 000 francs CFA, ni excéder 100 000 francs CFA pour chaque vente, outre la restitution des droits qui se trouveront dus.

Les préposés du service de l'Enregistrement sont autorisés à se transporter dans tous les lieux où se feront des ventes publiques par enchères et à s'y faire présenter les procès-verbaux de vente et les copies des déclarations préalables. Ils dresseront des procès-verbaux des contraventions qu'ils auront reconnues et constatées, ils pourront même requérir l'assistance du chef d'arrondissement, du maire ou de leur délégué.

Les poursuites et instances auront lieu à la manière prescrite au chapitre II du sous-titre 1^{er} de la présente Codification.

La preuve testimoniale pourra être admise sur les ventes faites en contravention aux dispositions qui précèdent.

Article 507

Sont dispensés de la déclaration ordonnée par l'article 501 les fonctionnaires qui auront à procéder aux ventes de mobilier de l'Etat et des administrations locales.

En sont également dispensés les agents chargés des ventes de biens dépendant des successions de fonctionnaires et des successions gérées par la Curatelle d'office.

Article 508

Les courtiers qui procèdent à des ventes publiques de marchandises en gros ou d'objets donnés en gage, dans les conditions prévues par l'article 56 de l'acte uniforme du 17 avril 1997 de l'OHADA portant organisation des sûretés, se conforment aux dispositions des articles 501 à 506 concernant les ventes publiques de meubles.

**SECTION II : OBLIGATIONS SPECIALES
CONCERNANT LES BIENS DEPENDANT DE
SUCCESION ET LES MUTATIONS PAR DECES.
IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE
OBLIGATION DES ACQUEREURS, DES NOTAIRES,
DES CONSERVATEURS DE LA PROPRIETE FONCIERE
ET DES GREFFIERS**

Article 509

§ 1^{er} - Tout acquéreur de droits réels immobiliers ou de fonds de commerce situé au Bénin et dépendant d'une succession ne pourra se libérer du prix d'acquisition, si ce n'est sur la présentation d'un certificat délivré sans frais par l'inspecteur de l'Enregistrement et constatant, soit l'acquiescement, soit la non exigibilité de l'impôt de mutation par décès, à moins qu'il ne préfère retenir pour la garantie du Trésor et conserver, jusqu'à la présentation du certificat de l'inspecteur, une somme égale au montant de l'impôt calculé sur le prix.

§ 2 - Quiconque aura contrevenu aux dispositions du paragraphe 1^{er} ci-dessus sera personnellement tenu des droits et pénalités exigibles, sauf recours contre le redevable et passible, en outre, d'une amende de 2 000 francs CFA.

§ 3 - Le notaire qui aura reçu un acte constatant l'acquisition de droits réels immobiliers ou de fonds de commerce dépendant d'une succession sera solidairement responsable des droits, pénalités et amendes visés au paragraphe 2 ci-dessus.

§ 4 - L'inscription aux livres fonciers (ou à tous autres documents analogues qui viendraient à être institués) d'actes ou écrits constatant la transmission par décès de droits réels immobiliers, ou l'inscription au registre du commerce de la transmission des fonds ne pourra être effectuée que sur la présentation d'un certificat délivré sans frais par l'inspecteur de l'Enregistrement, constatant l'acquiescement ou la non exigibilité de l'impôt de mutation par décès.

§ 5 - Le conservateur ou le greffier du tribunal qui aura

contrevenu aux dispositions du paragraphe 4 ci-dessus sera personnellement tenu des droits et pénalités exigibles, sauf recours contre le redevable, et passible, en outre, d'une amende de 2 000 francs CFA.

NOTICE DE DECES**Article 510**

Les chefs d'arrondissement, les maires ou autres fonctionnaires compétents pour recevoir les actes de l'état civil fourniront chaque trimestre, aux inspecteurs de l'Enregistrement, les relevés par eux certifiés des actes de décès. Ces relevés seront délivrés sur papier non timbré et remis dans les mois de janvier, avril, juillet et octobre, le tout à peine d'une amende de 2 000 francs CFA à la charge de l'autorité responsable.

Il en sera retiré récépissé, aussi sur papier non timbré.

Les relevés visés à l'alinéa premier du présent article seront limités à l'énumération des personnes décédées, présumées laisser une succession d'un montant brut supérieur à 100.000 francs CFA et indiqueront succinctement la consistance de l'actif connu et l'adresse de l'un des héritiers. Au cas où aucune succession de l'espèce ne serait ouverte pendant un trimestre déterminé, il sera dressé un état négatif, dans le délai fixé au premier alinéa du présent article et sous la même sanction.

CERTIFICAT D'ACQUIT DES DROITS**Article 511**

§ 1^{er} - Le transfert, la mutation, la conversion au porteur ou le remboursement des inscriptions de rentes sur l'Etat ou des titres nominatifs de sociétés ou de collectivités publiques provenant de titulaires décédés ou déclarés absents ne pourra être effectué que sur la présentation du certificat délivré sans frais par l'inspecteur de l'Enregistrement, constatant l'acquiescement du droit de mutation par décès.

§ 2 - Dans le cas où le transfert, la mutation ou la conversion au porteur ou le remboursement donne lieu à la production d'un certificat de propriété délivré conformément à la réglementation relative au régime des titres nominatifs, il appartient au rédacteur de ce document d'y viser, s'il y a lieu, le certificat de l'inspecteur de l'Enregistrement prévu au paragraphe qui précède. La responsabilité du certificateur est dans ce cas, substituée à celle de la société ou collectivité.

§ 3 - Quiconque aura contrevenu aux dispositions ci-dessus sera personnellement tenu des droits et pénalités exigibles,

sauf recours contre le redevable, et passible, en outre, d'une amende de 2.000 francs CFA.

Article 512

Lorsque le transfert, la mutation ou la conversion au porteur est effectué en vue ou à l'occasion de la négociation des titres, le certificat de l'inspecteur de l'Enregistrement visé à l'article précédent pourra être remplacé par une déclaration des parties établie sur papier non timbré, désignant avec précision les titres auxquels elle s'applique et indiquant que l'aliénation est faite pour permettre d'acquitter les droits de mutation par décès et que le produit sera versé directement à l'inspecteur compétent pour recevoir la déclaration de succession, par l'intermédiaire chargé de la négociation.

Au cas où tout ou partie des titres serait amorti, la remise audit intermédiaire des fonds provenant du remboursement libérera l'établissement émetteur dans les mêmes conditions que la remise des titres eux-mêmes.

Tout intermédiaire qui n'effectue pas le versement prévu aux alinéas précédents est passible, personnellement, d'une amende égale au montant des sommes dont il s'est irrégulièrement dessaisi.

POLICE D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE SOUSCRITE PAR DES PERSONNES DECEDEES

I .- Mention obligatoire dans les déclarations de successions

Article 513

Les héritiers, donataires ou légataires dans les déclarations de mutation par décès, les parties dans les actes constatant une transmission entre vifs à titre gratuit, doivent faire connaître si les bijoux, pierreries, objets d'art ou de collection compris dans la mutation étaient l'objet d'un contrat d'assurance contre le vol ou contre l'incendie, en cours au jour du décès ou de l'acte, et, au cas de l'affirmation, indiquer la date du contrat, le nom ou la raison sociale et le domicile de l'assureur, ainsi que le montant des risques.

Toute contravention aux dispositions qui précèdent est punie d'une amende égale au double de la somme dont le Trésor est frustré.

II. - Avis à donner par les assureurs

Article 514

Les sociétés, compagnies d'assurance et autres assureurs béninois ou étrangers, qui auraient assuré contre le vol ou contre l'incendie, en vertu d'un contrat ou d'une convention

en cours à l'époque du décès, des bijoux, pierreries, objets d'art ou de collection situés au Bénin et dépendant d'une succession qu'ils sauraient ouverte ou appartenant au conjoint d'une personne qu'ils sauraient décédée, doivent, dans la quinzaine qui suit le jour où ils ont connaissance du décès, adresser à l'inspecteur de l'Enregistrement de leur résidence une notice faisant connaître :

- 1 - le nom ou la raison sociale et le domicile de l'assureur ;
- 2 - les nom, prénoms et domicile de l'assuré, ainsi que la date de son décès ou du décès de son conjoint;
- 3 - le numéro, la date et la durée de la police et la valeur des objets assurés.

Il en est donné récépissé.

Quiconque a contrevenu aux dispositions qui précèdent est passible d'une amende de 20.000 francs CFA.

OBLIGATIONS DES DEPOSITAIRES OU DEBITEURS DE SOMMES DUES A RAISON DU DECES

Article 515

§ 1^{er}- Les administrations publiques, les établissements ou organismes quelconques soumis au contrôle de l'autorité administrative, les sociétés ou compagnies, banquiers, escompteurs, officiers publics ou ministériels ou agents d'affaires qui seraient dépositaires, détenteurs ou débiteurs de titres, sommes ou valeurs dépendant d'une succession qu'ils sauraient ouverte, doivent adresser, soit avant le paiement, la remise ou le transfert, soit dans la quinzaine qui suit ces opérations, à l'inspecteur de l'Enregistrement de leur résidence, la liste de ces titres, sommes ou valeurs.

Il en est donné récépissé.

§ 2 - Les sociétés, compagnies, caisses ou organismes d'assurance béninois ou étrangers, ainsi que leurs établissements, agences, succursales, directions régionales ou locales au Bénin, ne peuvent se libérer des sommes, rentes ou émoluments quelconques dus par eux à raison ou à l'occasion du décès de l'assuré à tout bénéficiaire domicilié au Bénin ou hors du Bénin, si ce n'est sur la présentation d'un certificat délivré sans frais par l'inspecteur de l'Enregistrement, constatant l'acquiescement du droit de mutation par décès.

Ils peuvent toutefois, sur la demande écrite des bénéficiaires établie sur papier non timbré, verser tout ou partie des sommes dues par eux en l'acquit des droits de mutation par décès, à l'inspecteur compétent pour recevoir la déclaration de succession.

Les dispositions du présent paragraphe ne sont pas

applicables lorsque les sommes, rentes ou émoluments quelconques dus à raison ou à l'occasion du décès de l'assuré n'excèdent pas 100 000 francs CFA et reviennent au conjoint survivant ou à des successibles en ligne directe n'ayant pas hors du Bénin un domicile de fait ou de droit.

Le certificat prévu au premier alinéa du présent paragraphe ne sera toutefois exigé que dans le cas où les sommes dues font partie de l'actif successoral, conformément aux dispositions de l'article 462 précédent.

§ 3 - Quiconque a contrevenu aux dispositions du présent article est personnellement tenu des droits et pénalités exigibles, sauf recours contre le redevable, et passible, en outre, d'une amende de 20 000 francs CFA.

Article 516

Les prescriptions des deux premiers alinéas du paragraphe 2 de l'article 515 sont applicables aux administrations publiques, aux établissements, organismes, sociétés, compagnies ou personnes désignées au paragraphe 1^{er} du même article qui seraient dépositaires, détentrices ou débitrices de titres, sommes ou valeurs dépendant d'une succession qu'elles sauraient ouverte et dévolue à un ou plusieurs héritiers, légataires ou donataires, ayant hors du Bénin leur domicile de fait ou de droit.

Quiconque a contrevenu aux dispositions du présent article est personnellement tenu des droits et pénalités exigibles sauf recours contre le redevable, et passible, en outre, d'une amende de 20 000 francs CFA.

Article 517

Les dépositaires désignés au paragraphe 1^{er} de l'article 515 doivent dans les trois (03) mois au plus tard de l'ouverture d'un compte indivis ou collectif avec solidarité, faire connaître à l'inspecteur de l'Enregistrement de leur résidence les nom, prénom et domicile de chacun des déposants, ainsi que la date de l'ouverture du compte, sous peine d'une amende de 20 000 francs CFA.

Ils doivent, de plus, dans la quinzaine de la notification qui leur est faite par l'administration de l'Enregistrement du décès de l'un des déposants et sous la sanction édictée par le dernier paragraphe dudit article 515, adresser à l'inspecteur de l'Enregistrement de leur résidence, la liste des titres, sommes ou valeurs existant au jour du décès au crédit des co-titulaires du compte.

LOCATION DE COFFRES-FORTS

Article 518

Toute personne ou société qui se livre habituellement à la location de coffres-forts ou de compartiments de coffres-forts doit :

1 - en faire la déclaration au bureau de l'Enregistrement de sa résidence et, s'il y a lieu, de chacune de ses succursales ou agences louant des coffres-forts ;

2 - tenir un répertoire alphabétique non sujet au timbre présentant, avec mention des pièces justificatives produites, les nom, prénoms, profession, domicile et résidence réels de tous les occupants de coffres-forts et le numéro du coffre-fort loué ;

Ce répertoire est tenu sur fiches, les dates et heures d'ouverture des coffres-forts sont mentionnées sur la fiche de chaque locataire dans l'ordre chronologique ;

3 - inscrire sur le registre ou carnet établi sur papier non timbré, avec indication de la date et de l'heure auxquelles elle se présente, les nom, prénoms, adresse et qualité de toute personne qui veut procéder à l'ouverture d'un coffre-fort et exiger que cette personne appose sa signature sur ledit registre ou carnet après avoir certifié, sous les sanctions prévues par l'article 477, 3^e alinéa, en cas d'affirmation inexacte:

a) si elle est personnellement locataire du coffre-fort, qu'elle n'a connaissance d'aucun décès rendant applicables les dispositions de l'article 518 (décès de son propre conjoint non séparé de corps et, dans le cas où la location n'est pas exclusive, d'un de ses colocataires ou du conjoint non séparé de corps de l'un de ses colocataires) ;

b) si elle n'est pas personnellement locataire du coffre-fort, qu'elle n'a pas connaissance du décès soit du locataire ou de l'un des colocataires, soit du conjoint non séparé de corps du locataire ou de l'un de ses colocataires ;

4 - représenter et communiquer lesdits répertoires, registres ou carnets à toutes demandes des agents du service de l'Enregistrement.

Article 519

Aucun coffre-fort ou compartiment de coffre-fort tenu en location ne peut être ouvert par qui que ce soit après le décès soit du locataire ou de l'un des colocataires, soit de son conjoint s'il n'y a pas entre eux de séparation de corps, qu'en présence d'un notaire ou greffier-notaire requis à cet effet par tous les ayants droit à la succession ou du notaire ou greffier-notaire désigné par le président du tribunal civil, en cas de désaccord, et sur demande de l'un des ayants

droit.

Avis des lieu, jour et heure de l'ouverture est donné par le notaire quinze jours francs à l'avance par lettre recommandée ou télégramme adressé au chef du service de l'Enregistrement qui désigne pour assister à l'ouverture, soit l'inspecteur de l'Enregistrement si le coffre-fort ou compartiment de coffre est situé à la résidence de cet agent, soit le préfet dans le cas contraire.

Le procès-verbal constate l'ouverture du coffre-fort et contient l'énumération complète et détaillée de tous les titres, sommes ou objets quelconques qui y sont contenus. S'il est trouvé des testaments ou autres papiers cachetés ou s'il s'élève des difficultés au cours de l'opération, le notaire ou greffier notaire procède conformément aux articles 916, 918, 920, 921 et 922 du Code de procédure civile et commerciale.

Les procès-verbaux sont exempts de timbre et enregistrés gratis, mais, il ne peut pas en être délivré expédition ou copie et il ne peut pas en être fait usage en justice, par acte public ou par-devant toute autorité constituée, sans que les droits de timbre et d'enregistrement aient été acquittés.

Ces procès-verbaux sont reçus en brevet toutes les fois qu'ils sont dressés par un notaire ou greffier-notaire autre que celui choisi ou désigné pour régler la succession.

Article 520

Les dispositions contenues dans les articles 519 et 477 sont applicables aux plis cachetés et cassettes fermées, remis en dépôt aux banquiers, changeurs, escompteurs et à toute personne recevant habituellement des plis de même nature. Lesdites personnes sont soumises aux obligations édictées à l'article 518.

Les plis et cassettes sont remis et leur contenu inventorié dans les formes et conditions prévues pour les coffres-forts.

Article 521

Les personnes et sociétés visées aux articles 518, 1^{er} alinéa, 520, 1^{er} alinéa, et 515, paragraphe 1^{er}, sont tenues d'adresser au chef du service de l'Enregistrement de leur résidence :

- 1 - avis de toute location de coffre-fort qui ne fait pas suite à une location antérieure pour laquelle un avis a déjà été fourni ;
- 2 - avis de la cessation de toute location à laquelle une location nouvelle ne fait pas immédiatement suite.

Les avis indiquant les nom et prénom des locataires, la date et le lieu de naissance, leur domicile, les nom et prénom de

leur conjoint, s'ils sont mariés, la durée de la location et, suivant le cas, la date de cette dernière ou celle de la cessation. Les avis sont envoyés dans la quinzaine de cette date, il en est donné récépissé.

SECTION III : FORMALITE DE L'ENREGISTREMENT BORDEREAU DE DEPOT

Article 522

Les notaires, huissiers, greffiers et autorités administratives sont tenus, chaque fois qu'ils présentent des actes, jugements ou arrêtés à la formalité de l'enregistrement, de déposer au bureau un bordereau récapitulatif de ces actes, jugements ou arrêtés établi par eux en double exemplaire sur des formules imprimées qui leur sont fournies par l'Administration.

A défaut, la formalité de l'enregistrement est refusée.

OBLIGATIONS DES INSPECTEURS

Article 523

Sous réserve des dispositions de l'article 167 du Code Général des Impôts, les inspecteurs de l'Enregistrement ne pourront sous aucun prétexte, lors même qu'il y aurait lieu à la procédure prévue par les articles 417 et suivants, différer l'enregistrement des actes et mutations déposés pendant les heures légales d'ouverture du service public et dont les droits auront été payés aux taux réglés par le présent Code si, par ailleurs, ces actes et déclarations présentent les conditions de forme édictées par la présente codification.

Ils ne pourront non plus suspendre ou arrêter les cours des procédures en retenant des actes ou exploits, cependant, si un acte dont il n'y a pas de minute ou un exploit contient des renseignements dont la trace puisse être utile pour la découverte des droits dus, l'inspecteur aura la faculté de tirer copie et de la faire certifier conforme à l'original par l'officier qui l'aura présenté.

En cas de refus, il pourra réserver l'acte pendant vingt-quatre heures seulement pour s'en procurer une collation en forme, aux frais du service, sauf répétition, s'il y a lieu.

Cette disposition est applicable aux actes sous signatures privées qui seront présentés à l'enregistrement.

Article 524

La quittance de l'enregistrement sera mise sur l'acte enregistré ou sur l'extrait de la déclaration du nouveau possesseur.

L'inspecteur y exprimera la date de l'enregistrement, le folio du registre, le numéro et, en toutes lettres, la somme des droits perçus.

Lorsque l'acte renfermera plusieurs dispositions opérant chacune un droit particulier, l'inspecteur les indiquera sommairement dans sa quittance et y énoncera distinctement la quotité de chaque droit perçu.

EXTRAITS DE REGISTRES OU COPIES D'ACTES

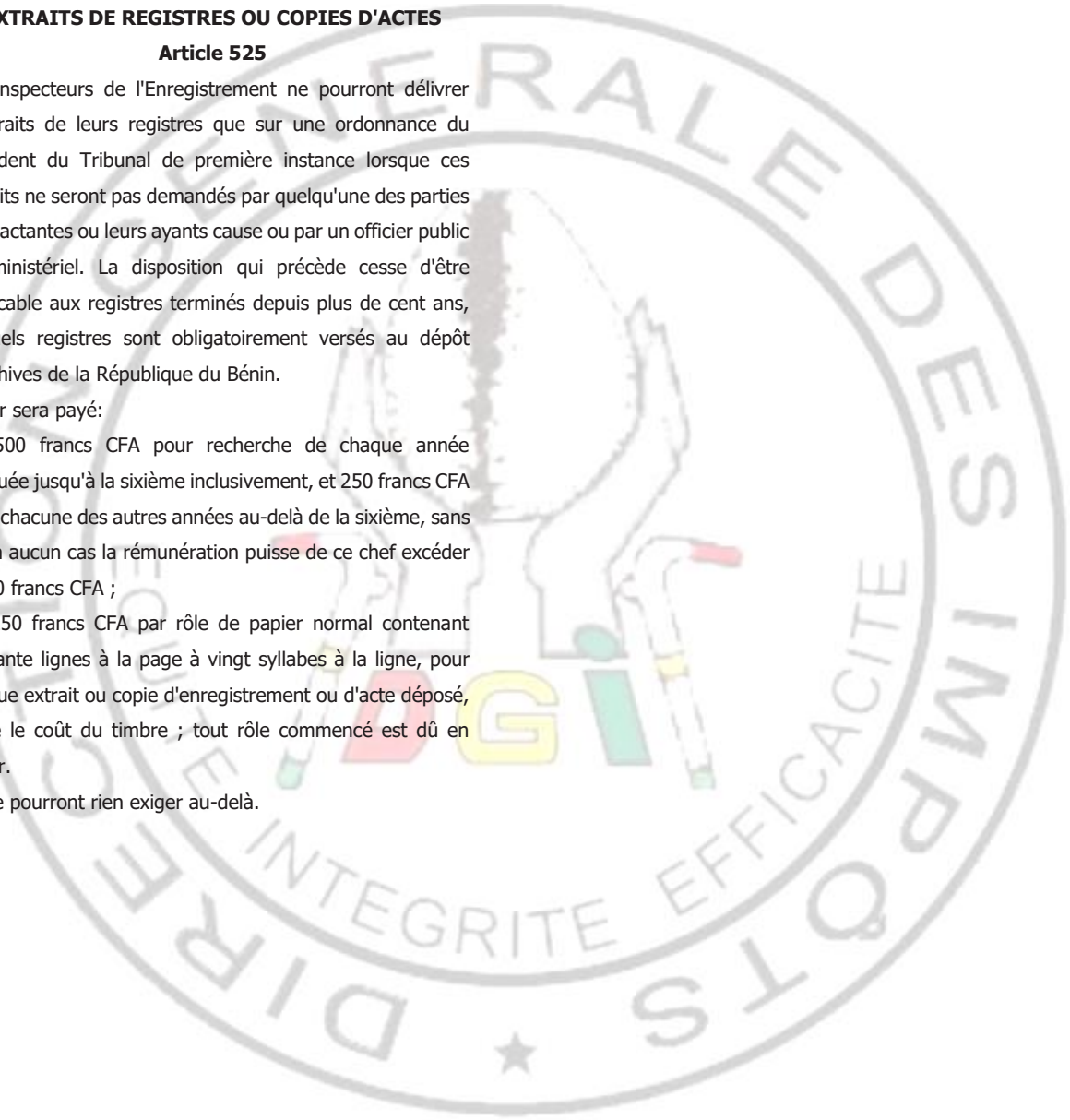
Article 525

Les inspecteurs de l'Enregistrement ne pourront délivrer d'extraits de leurs registres que sur une ordonnance du président du Tribunal de première instance lorsque ces extraits ne seront pas demandés par quelqu'une des parties contractantes ou leurs ayants cause ou par un officier public ou ministériel. La disposition qui précède cesse d'être applicable aux registres terminés depuis plus de cent ans, lesquels registres sont obligatoirement versés au dépôt d'archives de la République du Bénin.

Il leur sera payé:

- 500 francs CFA pour recherche de chaque année indiquée jusqu'à la sixième inclusivement, et 250 francs CFA pour chacune des autres années au-delà de la sixième, sans qu'en aucun cas la rémunération puisse de ce chef excéder 5 000 francs CFA ;
- 250 francs CFA par rôle de papier normal contenant quarante lignes à la page à vingt syllabes à la ligne, pour chaque extrait ou copie d'enregistrement ou d'acte déposé, outre le coût du timbre ; tout rôle commencé est dû en entier.

Ils ne pourront rien exiger au-delà.



**CHAPITRE X : DES DROITS ACQUIS ET DES
PRESCRIPTIONS, RESTITUTIONS OU
REMBOURSEMENTS DE DROITS
DISPOSITIONS GENERALES**

Article 526

Ne sont pas sujets à restitution les droits régulièrement perçus sur les actes ou contrats ultérieurement révoqués ou résolus par application des articles 954 à 958, 1184, 1654 et 1659 du Code Civil.

En cas de résolution d'un contrat pour cause de lésion ou d'annulation d'une vente pour cause de vices cachés et au surplus dans tous les cas où il y a lieu à annulation, les droits perçus sur l'acte annulé, résolu ou rescindé ne sont restituables que si l'annulation, la résolution ou la rescision a été prononcée par un jugement ou un arrêt passé en force de chose jugée.

Cependant, en cas de résiliation unilatérale de contrat par l'Etat, les droits perçus peuvent faire l'objet de restitution. L'annulation, la révocation, la résolution ou la rescision prononcée, pour quelque cause que ce soit, par jugement ou arrêt ne donne pas lieu à la perception du droit proportionnel de mutation.

DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 527

En cas de retour de l'absent, les droits payés, conformément à l'article 441 ci-dessus seront restitués, sous la seule déduction de celui auquel aura donné lieu la jouissance des héritiers.

Article 528

§ 1^{er} - Toute dette, au sujet de laquelle l'agent de l'Administration aura jugé les justifications insuffisantes, ne sera pas retranchée de l'actif pour la perception du droit, sauf aux parties à se pourvoir en restitution, s'il y a lieu, dans les deux (02) années à compter du jour de la déclaration.

§ 2 - Les héritiers ou légataires seront admis dans le délai de deux (02) ans, à compter du jour de la déclaration, à réclamer, sous les justifications prescrites à l'article 454, la déduction des dettes établies par les opérations de la faillite ou de la liquidation judiciaire ou par règlement définitif de la distribution par contribution postérieure à la déclaration et à obtenir le remboursement des droits qu'ils auraient payés en trop.

Article 529

Dans le cas d'usufruits successifs, l'usufruit éventuel venant à s'ouvrir, le nu-proprétaire aura droit à la restitution d'une somme égale à ce qu'il aurait payé en moins si le droit acquitté par lui avait été calculé d'après l'âge de l'usufruitier éventuel.

Article 530

A défaut des indications ou justifications prescrites par l'article 362, les droits les plus élevés seront perçus conformément au même article, sauf restitution du trop perçu dans le délai de deux (02) ans, sur la présentation de l'acte de naissance, dans le cas où la naissance aurait eu lieu hors du territoire de la République du Bénin.

Dans le cas d'indication inexacte du lieu de naissance de l'usufruitier, le droit le plus élevé deviendra exigible, comme il est dit à l'article 475, sauf restitution si la date de naissance est reconnue exacte.

PRESCRIPTION - ACTION DE L'ADMINISTRATION

Article 531

Droits. - Il y a prescription pour la demande des droits :

- 1 - après un délai de trois (03) ans, à compter du jour de l'enregistrement d'un acte ou autre document ou d'une déclaration qui révélerait suffisamment l'exigibilité de ces droits, sans qu'il soit nécessaire de recourir à des recherches ultérieures ;
- 2 - après vingt ans, à compter du jour de l'enregistrement s'il s'agit d'une omission de biens dans une déclaration de succession ;
- 3 - après vingt ans, à compter du jour du décès, pour les successions non déclarées.

Toutefois, et sans qu'il puisse en résulter une prolongation de délai, les prescriptions prévues tant par les 2^e et 3^e qui précèdent que par l'article 534 seront réduites à trois ans à compter du jour de l'enregistrement d'un écrit ou d'une déclaration mentionnant exactement la date et le lieu du décès du défunt, ainsi que le nom et l'adresse de l'un au moins des ayants droit. La prescription ne courra qu'en ce qui concerne les droits dont l'exigibilité est révélée sur les biens, sommes ou valeurs expressément énoncés dans l'écrit ou la déclaration comme dépendant de l'hérédité.

Les prescriptions seront interrompues :

- par les demandes significatives ;

- par le versement d'un acompte ;
- ou par le dépôt d'une pétition en remise des pénalités.

PENALITES

Article 532

La prescription de trois ans, établie par le paragraphe 1er de l'article 531 ci-dessus, s'appliquera tant aux amendes pour contravention aux dispositions du présent Code, qu'aux amendes pour contravention aux prescriptions ci-dessus sur les ventes de meubles. Elle courra du jour où les préposés auront été mis à portée de constater les contraventions au vu de chaque acte soumis à l'enregistrement, ou du jour de la présentation des répertoires à leur visa.

Dans tous les cas, la prescription pour le recouvrement des droits simples d'enregistrement, qui auraient été dus indépendamment des amendes, restera réglée par les dispositions existantes.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 533

La date des actes sous signatures privées ne pourra être opposée au Trésor pour prescription des droits et peines encourues, à moins que ces actes n'aient acquis une date certaine par le décès de l'une des parties ou autrement.

Article 534

Les droits de mutation par décès des inscriptions de rente sur l'Etat et les peines encourues en cas de retard ou d'omission de ces valeurs dans la déclaration des héritiers, légataires ou donataires, ne seront soumis qu'à la prescription de trente (30) ans, sauf ce qui est dit à l'avant-dernier alinéa de l'article 531.

Article 535

L'action en recouvrement des droits et amendes exigibles par suite de l'inexactitude d'une attestation de dettes se prescrit par dix (10) ans, à partir de la déclaration de succession.

Article 536

L'action pour prouver la simulation d'une dette dans les conditions de l'article 458 sera prescrite par cinq ans à compter du jour de la déclaration.

Article 537

L'action en recouvrement des droits simples et en sus, exigibles par suite de l'indication inexacte, dans un acte de donation entre vifs ou dans une déclaration de mutation par décès, du lien ou degré de parenté entre le donateur ou le défunt et les donataires, héritiers ou légataires, s'exercera dans le délai de vingt (20) ans, à compter du jour de l'enregistrement ou de la déclaration.

Article 538

L'action de l'Administration découlant, à l'encontre de toute personne autre que les héritiers, donataires ou légataires du défunt, de l'ouverture d'un coffre-fort en contravention aux dispositions des articles 518 et 519 ou de l'ouverture ou de la remise des plis cachetés et cassettes fermées en contravention aux dispositions de l'article 520 sera prescrite par dix (10) ans, le délai étant compté de ladite ouverture.

ACTION DES PARTIES

Article 539

L'action en restitution des sommes indûment ou irrégulièrement perçues par suite d'une erreur des parties ou de l'Administration est prescrite après un délai de deux (02) ans, à partir du paiement.

En ce qui concerne les droits devenus restituables par suite d'un événement postérieur, l'action en remboursement sera prescrite après une année, à compter du jour où les droits sont devenus restituables et au plus tard, en tout état de cause, cinq (05) ans à compter de la perception.

Les prescriptions seront interrompues par les demandes signifiées après ouverture du droit au remboursement.

L'action en restitution, ouverte au profit du nu-propriétaire dans les conditions déterminées par l'article 446, se prescrit par deux (02) ans à compter du jour du décès du précédent usufruitier.

CHAPITRE XI DE LA FIXATION DES DROITS

Article 540

Les droits à percevoir pour l'enregistrement des actes et mutations sont fixés aux taux et quotités tarifés par les articles 541 et 612.

Article 540 bis

§1^{er} - Les actes de formation de sociétés, quelle que soit la nature des apports, sont enregistrés « gratis ».

§ 2 - Les actes de prorogation, d'augmentation ou de réduction de capital et de dissolution des entreprises d'investissement à capital fixe ainsi que les actes constatant les prises de participations effectuées dans le capital d'autres sociétés par les entreprises d'investissement à capital fixe, sont enregistrés « gratis ».

§ 3 - Les transports, cessions et autres mutations à titre onéreux de créances sont enregistrés « gratis », à l'exception des créances négociables sur le marché monétaire de l'UEMOA qui sont taxées conformément à l'article 549 bis du présent Code.

§ 4 - Les engagements directs ainsi que tous les engagements par signature sont enregistrés « gratis ».

Toutefois la formalité de l'enregistrement est obligatoire dans le délai d'un (01) mois pour les actes sus cités sous peine des sanctions prévues par l'article 1096 quater 1 du présent Code.

SECTION PREMIERE : DROITS FIXES

DROIT FIXE DE 2 500 FRANCS CFA

Article 541

Sont enregistrés au droit fixe de deux mille cinq cents (2 500) francs CFA les procès- verbaux de conciliation dressés par les juges, desquels il ne résulte aucune disposition donnant lieu au droit proportionnel plus élevé en vertu d'autres dispositions de la présente codification.

Article 542

Sont enregistrés au droit fixe de deux mille cinq cents (2 500) francs CFA, les actes dits « des actes innomés », à savoir :

- 1 - tous certificats de propriété ;
- 2 - les acceptations pures et simples de succession, legs ou communautés ;
- 3 - les renonciations pures et simples à succession, legs ou communautés ;

- 4 - tous actes et contrats exclusivement relatifs à la concession par l'auteur ou des représentants du droit de reproduire ou d'exécuter une œuvre littéraire ou artistique;
- 5 - les inventaires de meubles, objets mobiliers, titres et papiers.

Il est dû un droit pour chaque vacation. Toutefois, les inventaires dressés après faillite conformément aux articles 59 à 63 et 141 de l'acte uniforme de l'OHADA du 10 avril 1998 portant organisation des procédures collectives d'apurement du passif, ne sont assujettis qu'à un seul droit fixe d'enregistrement de trois mille sept cent cinquante (3.750) francs CFA, quel que soit le nombre des vacations ;

- 6 - les clôtures d'inventaires ;

- 7 - les actes des huissiers et autres ayant pouvoir de faire des exploits et procès- verbaux, qui ne contiennent aucune disposition pouvant donner lieu au droit proportionnel ;

- 8 - les jugements et les ordonnances de toute nature, lorsque ces jugements et ordonnances ne peuvent donner lieu au droit proportionnel ou donnent ouverture à moins de deux mille cinq cents (2.500) francs CFA de droit proportionnel, sous réserve des dispositions particulières prévues par le présent Code ;

Sont enregistrées au même droit fixe de deux mille cinq cents (2.500) francs CFA, les ordonnances portant injonction de payer, prévues par les articles premier et suivants de l'acte uniforme de l'OHADA du 10 avril 1998 portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution ;

- 9 - les prises de meubles ;

- 10 - les testaments et tous autres actes de libéralités qui ne contiennent que des dispositions soumises à l'avènement du décès du disposant, et les dispositions de même nature qui sont faites par contrat de mariage entre les futurs ou par d'autres personnes ;

- 11 - les actes passés par les commerçants dans l'exercice de leur activité, dans le but normal de vendre à tempérament certains biens dits « de consommation durable » (appareils de TSF, appareils ménagers, etc), même si l'opération, au départ, pour sûreté des sommes impayées, est présentée sous forme d'un louage assorti d'une promesse de vente, ou autre formule ayant le même objectif ;

- 12 - dans le cas où il y aurait lieu à leur enregistrement, tous actes énumérés au numéro 5 de l'article 372 de la présente codification si la société en cause a son siège social en dehors du Bénin, dans un Etat où l'enregistrement est établi, sous réserve qu'il n'y ait pas mutation d'un immeuble

ou fonds de commerce béninois et sauf application éventuelle de l'article 585, § 2 de la présente codification ;

13 - dans le cas où il y aurait lieu à leur enregistrement, tous actes portant mutation de propriété, de jouissance ou d'usufruit d'immeubles ou de fonds de commerce situés, hors du Bénin, dans un Etat où l'enregistrement est établi. Les dispositions des numéros 12 et 13 ci-dessus du présent article sont subordonnées à la condition que les mêmes règles soient édictées pour les sociétés ou biens béninois, dans les autres Etats ;

14 - et généralement tous actes qui ne se trouvent tarifés par aucun autre article du présent sous-titre et qui ne peuvent donner lieu au droit proportionnel et, en particulier ainsi qu'il a été dit en l'article 325, les actes exemptés de la formalité de l'enregistrement en vertu de la présente codification et qui seraient présentés volontairement à la formalité.

DROIT FIXE DE 5 000 FRANCS CFA

Article 543

§ 1^{er} - Sont enregistrés au droit fixe de cinq mille (5 000) francs CFA :

- 1 - les actes de dissolution de sociétés qui ne portent aucune transmission de biens meubles ou immeubles entre les associés ou autres personnes ;
- 2 - les adjudications à la folle enchère, lorsque le prix n'est pas supérieur à celui de la précédente adjudication si elle a été enregistrée ;
- 3 - les déclarations ou élections de command ou d'ami ;
- 4 - les réunions de l'usufruit à la propriété opérées par actes de cession, lorsque le démembrement aura eu lieu sous le régime antérieur à la mise en vigueur du régime fiscal institué par l'arrêté général n° 3600 du 12 octobre 1942 et lorsque la cession n'est pas faite pour un prix supérieur à celui sur lequel le droit a été perçu lors de l'aliénation de la propriété ;
- 5 - les jugements, ordonnances ou arrêts en matière gracieuse ou civile :
 - les jugements rendus sur incidents en cours d'instance et sur les exceptions prévues au titre neuvième du livre II du Code de procédure civile ;
 - les ordonnances, arrêts de référé ou de non conciliation ;
 - les ordonnances, jugements ou arrêts de nomination d'experts lorsqu'ils ne peuvent donner lieu au droit proportionnel ou lorsqu'ils donnent ouverture à moins de cinq mille (5 000) francs CFA de droit ;
 - les ordonnances, arrêts de fixation de cautionnement de

mise en liberté provisoire ; - les arrêts sur appels d'ordonnance de toute nature lorsqu'ils ne peuvent donner lieu au droit proportionnel ou lorsqu'ils donnent ouverture à moins de cinq mille (5 000) francs CFA de droit ;

6 - les contrats de mariage ne contenant que la déclaration du régime adopté par les futurs, sans constater de leur part aucun apport ou qui constatent des apports donnant ouverture à un droit proportionnel moins élevé ;

7 - les actes sous seings privés rédigés en exécution de la législation réglementant la vente à crédit des véhicules automobiles et des tracteurs ;

8 - les actes de vente ou mutations à titre onéreux de propriété ou d'usufruit d'aéronefs ainsi que de navires ou de bateaux servant soit à la navigation maritime, soit à la navigation intérieure.

Toutefois, le bénéfice de cette disposition n'est pas applicable aux mutations à titre onéreux de yachts ou bateaux de plaisance intervenues entre particuliers.

§ 2 - Sont également enregistrés au droit fixe de cinq mille (5 000) francs CFA, à savoir :

- 1- dans tous les cas où ils ne donnent pas ouverture à un droit moindre en vertu des dispositions de la présente codification, les actes et conventions amiables, répondant aux conditions énumérées infra et passés par les sociétés inscrites sur une liste dressée par le ministre chargé des Finances, sous les obligations et réserves fixées par lui. Ne pourront être inscrites sur cette liste que les sociétés et compagnies ayant pour objet l'encouragement à l'habitat et le crédit aux petites entreprises de toute nature et aux sociétés mutuelles, sociétés de prévoyance.

Les actes et conventions visés ci-dessus sont les délégations de loyers, cessions de créances, hypothèques et nantissements ayant pour objet d'assurer le paiement des prix de ventes d'immeubles visés à l'article 543 bis, ou de prêts consentis pour achat ou construction d'immeubles ;

- 2 - les mêmes actes, répondant aux mêmes conditions, qui seront passés par des sociétés ou coopératives de construction ayant reçu l'agrément du ministre chargé de l'Habitat et soumises à son contrôle et qui seront inscrites sur la liste prévue au n°1 ci-dessus, dressée par le ministre chargé des Finances ;

3 - dans tous les cas où il n'y aurait pas lieu à perception de droits moindres aux termes de la présente codification, les actes de prise à bail ou d'acquisition immobilière intervenus au profit de sociétés mutuelles, sociétés de prévoyance ou de leurs unions ;

- 4 - les actes de prêts à leurs adhérents, consentis par les

sociétés mutuelles visées au n°3 ci-dessus, avec des fonds empruntés à cet effet aux sociétés de crédit visées au n° 1 du présent paragraphe ;

5 - les acquisitions d'immeubles en vue de la revente faites par les sociétés de crédit, sociétés de construction et sociétés mutuelles respectivement énumérées aux numéros 1, 2 et 3 du présent paragraphe.

DROIT FIXE DE 6.000 FRANCS CFA

Article 543 bis

Sont enregistrées au droit fixe de six mille (6.000) francs CFA :

- 1- les ventes à crédit et locations-ventes de maisons ou d'appartements dont le prix ou la valeur vénale unitaire ne dépasse pas six millions (6.000.000) de francs CFA, le prix du terrain lui-même étant taxé au tarif ordinaire des ventes d'immeubles ;
- 2- les actes de prorogation et de fusion de sociétés quels que soient, la nature des apports et le mode de fusion ;
- 3- les actes portant augmentation de capital ;
- 4- les actes portant cession d'actions, de parts sociales, d'obligations ou de créances négociables.

Article 544

§1^{er} - Sont enregistrés au droit fixe de 6.000 FCFA :

- 1 - les actes ayant pour objet la constitution des sociétés de construction, visées par le décret du 23 février 1949 tendant à régler en ex-A.O.F. le statut de la copropriété des immeubles divisés par appartements, et qui ne portent aucune transmission de biens meubles ou immeubles entre les associés ou autres personnes, sous condition que les attributions puissent avoir lieu uniquement au profit des associés, en propriété ou en jouissance ;
- 2 - les actes par lesquels les sociétés visées au n° 1 ci-dessus font à leurs membres, par voie de partage en nature, à titre pur et simple, attribution exclusive en propriété de la fraction des immeubles qu'elles ont construits et pour laquelle ils ont vocation, à condition que l'attribution intervienne dans les sept (07) années de la construction desdites sociétés. Cette attribution ne donne lieu, en ce cas, à aucune autre perception au profit du Trésor.

§ 2 - Lorsque l'acte de constitution ou d'augmentation du capital d'une société de construction régie par l'article 2 du décret susvisé du 23 février 1949 constate l'apport d'un terrain par une personne ayant acquis ce terrain depuis moins de quatre (04) ans, cet acte ne peut bénéficier du droit fixe prévu au paragraphe 1^{er} du présent article si

l'apport a lieu pour une valeur supérieure au prix précédemment payé par l'apporteur, majoré de 10%, des droits et taxes acquittés par ce dernier lors de son acquisition et, le cas échéant, du coût des travaux effectués sur le terrain entre les deux opérations.

Les parties doivent fournir à cet égard toutes les indications utiles dans l'acte.

Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas aux apports de terrains qui ont fait l'objet, depuis leur acquisition par l'apporteur, de travaux de viabilité et d'aménagement conformément à un programme de lotissement ou d'aménagement légalement approuvé dans les conditions prévues par le décret n° 55635 du 20 mai 1955 sur les groupes d'habitation et les lotissements.

DROIT FIXE DE 15 000 FRANCS CFA

Article 545

Sont enregistrés au droit fixe de quinze mille (15.000) francs CFA :

- 1 - les jugements de la police correctionnelle et les jugements de première instance en premier ou en dernier ressort, contenant des dispositions définitives qui ne peuvent donner lieu au droit proportionnel, ou donnent ouverture à moins de quinze mille (15.000) francs CFA de droit proportionnel, sauf ce qui est dit à l'article 904 ci-après pour les jugements de la police correctionnelle qui sont visés pour timbre et enregistrés en débet ;
- 2 - les arrêts sur les jugements en matière gracieuse ;
- 3 - les arrêts sur les jugements rendus sur incident au cours de l'instance et sur les exceptions prévues au titre neuvième du livre II du Code de procédure civile, lorsqu'ils ne peuvent donner lieu au droit proportionnel ou lorsqu'ils donnent ouverture à moins de quinze mille (15.000) francs CFA de droit proportionnel ;
- 4 - les arrêts de la Cour Suprême.

Article 546

Les jugements des tribunaux en matière de contributions publiques ou locales et autres sommes dues à l'Etat ou autres collectivités publiques sont assujettis aux mêmes droits d'enregistrement que ceux rendus entre particuliers. Les droits d'enregistrement liquidés par les inspecteurs sont assimilés pour le recouvrement, les poursuites, la procédure et la prescription au principal de la condamnation. Toutefois, si le Trésor est condamné, il est dispensé du paiement des droits.

DROIT FIXE DE 15 000 FRANCS CFA ET DROITS FIXES SUPERIEURS

Article 547

Sont enregistrés au droit fixe de quinze mille (15.000) francs CFA :

- 1- les jugements des tribunaux criminels et les arrêts des cours d'appel contenant des dispositions définitives qui ne peuvent donner lieu au droit proportionnel ou donnent ouverture à moins de quinze mille (15.000) francs CFA de droit proportionnel ;
- 2-les jugements ou arrêts rendus en matière sociale non assortis de condamnation.

Article 548

Les sentences arbitrales, les accords survenus en cours d'instance, en cours ou en suite d'expertise ou d'arbitrage donnent ouverture aux droits prévus par les articles qui précèdent pour les jugements et arrêts selon le degré de la juridiction saisie du litige ou normalement compétente pour connaître de l'affaire, soit en premier, soit en dernier ressort.

Article 549

- 1- les tarifs prévus pour les jugements de première instance et les arrêts des cours d'appel prononçant un divorce sont fixés respectivement à quarante mille (40 000) et soixante-dix mille (70 000) francs CFA;
- 2- les jugements ou arrêts rendus en matière traditionnelle sont enregistrés au droit fixe de vingt mille (20 000) francs CFA.

Article 549 bis

Supprimé par la loi N°2014-25 du 23 décembre 2014 portant loi de finances pour la gestion 2015 et transféré au niveau de l'article 543 bis

Section II : DROITS PROPORTIONNELS

Article 550

Les actes et mutations compris sous les articles 551 et suivants sont enregistrés et les droits payés suivant les quotités fixées dans lesdits articles.

Le présent article n'est pas applicable aux arrêts de la Cour Suprême.

ABANDONNEMENTS (Faits d'assurance ou grosse aventure)

Article 551

Les abandonnements pour faits d'assurance ou grosse aventure sont assujettis à un droit de 3 francs CFA par 100 francs CFA.

Le droit est perçu sur la valeur des objets abandonnés.

En temps de guerre, il n'est dû qu'un demi- droit.

ACTIONS, OBLIGATIONS, PARTS D'INTERETS, CREANCES ET CESSIIONS

Article 552

Supprimé par l'article 22 de l'Ordonnance n° 2000-001 du 02 janvier 2000 portant Loi de Finances pour la gestion 2000.

Article 553 nouveau

Supprimé par la loi n° 2016-14 du 20 juillet 2016 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2016.

Article 554

Les cessions d'actions d'apport et de parts de fondateur conformément à l'article 918de l'acte uniforme de l'OHADA sur le droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique du 17 avril 1997, effectuées pendant la période de non- négociabilité, sont considérées, au point de vue fiscal, comme ayant pour objet les biens en nature représentés par les titres cédés.

Pour la perception de l'impôt, chaque élément d'apport est évalué distinctement avec indication des numéros des actions attribuées en rémunération à chacun d'eux.

A défaut de ces évaluations et indications, les droits sont perçus au tarif immobilier.

Article 555

Les dispositions de l'article précédent sont applicables aux cessions de parts d'intérêts dans les sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions, quand ces cessions interviennent dans les trois (03) ans de la réalisation définitive de l'apport fait à la société.

Dans tous les cas où une cession d'actions ou de parts a donné lieu à la perception du droit de mutation en vertu du présent article, l'attribution pure et simple à la dissolution de la société des biens représentés par les titres cédés ne donne ouverture au droit de mutation que si elle est faite à un autre que le cessionnaire.

BAUX**Article 556 nouveau**

§ 1^{er} - Sont assujettis au droit de 1 %, lorsque la durée est limitée, les baux, les sous-baux et prorogations conventionnelles ou légales de baux d'immeubles, de fonds de commerce et autres biens meubles, ainsi que les baux de pâturage et nourriture d'animaux, les baux à cheptel ou reconnaissance de bestiaux et les baux à nourriture de personnes.

Le droit est perçu sur le montant cumulé de toutes les années, sauf ce qui est dit à l'article 394.

Les baux des biens domaniaux sont assujettis aux mêmes droits.

Le crédit-bail immobilier entraîne également la perception du droit de bail au taux de 1 % payé annuellement sur le montant des loyers stipulés.

§ 2 - L'acte constitutif de l'emphytéose est assujetti au droit de 1% prévu par le paragraphe 1^{er} du présent article ; ce droit est liquidé, sans fractionnement, sur le montant cumulé des redevances pour toute la durée du bail, augmenté des charges additionnelles stipulées au bail, sur déclaration estimative s'il y a lieu.

Les mutations de toute nature ayant pour objet, en matière de bail emphytéotique, soit le droit du bailleur, soit le droit du preneur, sont soumises aux dispositions de la présente codification concernant les transmissions de la propriété d'immeubles.

Article 557 nouveau

Les baux de biens meubles faits pour un temps illimité sont assujettis à un droit de 5%.

Les contrats de crédits mobiliers ne sont soumis ni au droit de bail, ni au droit de mutation lors de l'acquisition des biens par le locataire.

Article 558 nouveau

Les baux à vie de biens immeubles et ceux dont la durée est illimitée sont assujettis à un droit de huit (08) francs CFA par (100) FCFA.

Article 559 nouveau

Toute cession d'un droit à un bail ou du bénéfice d'une promesse de bail portant sur tout ou partie d'un immeuble quelle que soit la forme qui lui est donnée par les parties, qu'elle soit qualifiée de cession de pas-de-porte, indemnité de départ ou autrement est soumise à un droit d'enregistrement de 5%.

Ce droit est perçu sur le montant de la somme ou indemnité stipulée par le cédant à son profit ou sur la valeur vénale réelle du droit cédé, déterminée par une déclaration estimative des parties, si la convention ne contient aucune stipulation expresse d'une somme ou indemnité au profit du cédant ou si la somme ou indemnité stipulée est inférieure à la valeur vénale réelle du droit cédé. Le droit ainsi perçu est indépendant de celui qui peut être dû pour la jouissance des biens loués.

Les dispositions du présent article sont applicables à toutes conventions ayant pour effet de résilier un bail portant sur tout ou partie d'un immeuble pour le remplacer par un nouveau bail en faveur d'un tiers.

Pour le crédit-bail sur fonds de commerce, l'acte est obligatoirement soumis à la formalité de l'enregistrement qui est remplie gratis.

L'acquisition du fonds par le locataire donne lieu au paiement du droit de mutation de fonds de commerce liquidé sur le prix de cession, quelle que soit la valeur vénale du bien à la date de son acquisition par le locataire.

COMMAND (Elections ou déclarations de)**Article 560 nouveau**

Supprimé par la loi n° 2016-14 du 20 juillet 2016 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2016.

Article 561 nouveau

Les élections ou déclarations de command ou d'ami par suite d'adjudication ou contrat de vente de biens immeubles, si la déclaration est faite après les vingt-quatre heures (24H) de l'adjudication du contrat ou lorsque la faculté d'élire un command n'y a pas été réservée, sont assujetties au droit de mutation immobilière à titre onéreux.

Article 562 nouveau

Le délai de vingt-quatre heures (24H) prévu dans l'article précédent est porté à trois (03) jours en ce qui concerne les adjudications ou vente de biens domaniaux.

CONTRATS DE MARIAGE**Article 563**

Les contrats de mariage qui ne contiennent d'autres dispositions que des déclarations, de la part des futurs, de ce qu'ils apportent eux-mêmes en mariage et se constituent sans aucune stipulation avantageuse pour eux, sont assujettis à un droit de 50 centimes par 100 francs CFA.

La reconnaissance y énoncée, de la part du futur, d'avoir

reçu la dot apportée par la future ne donne pas lieu à un droit particulier.

Si les futurs sont dotés par leurs ascendants ou s'il leur est fait donation par des collatéraux ou autres personnes non parentes par leur contrat de mariage, les droits, dans ce cas, sont perçus ainsi qu'ils sont réglés sous la rubrique des mutations entre vifs à titre gratuit.

Donnent ouverture au droit fixé par le premier alinéa ci-dessus tous actes ou écrits qui constatent la nature, la consistance ou la valeur des biens appartenant à chacun des époux lors de la célébration du mariage.

ECHANGE D'IMMEUBLES

Article 564

Les échanges de biens immeubles sont assujettis à un droit de 2%.

Le droit est perçu sur la valeur d'une des parts, lorsqu'il n'y a aucun retour. S'il y a retour, le droit est payé à raison de 2% sur la moindre portion et comme pour les ventes, sur le retour ou la plus-value, au tarif prévu pour les mutations immobilières à titre onéreux.

Article 565 nouveau

Si les immeubles sont situés, les uns en République du Bénin, les autres dans un autre Etat, le droit de 2% sur la valeur d'une des parts est entièrement acquis en République du Bénin, sauf application du droit de vente sur la soulte ou plus-value.

Le présent article est subordonné à la condition que l'autre Etat en cause ait édicté des règles semblables vis-à-vis de la République du Bénin.

Article 566 nouveau

En cas d'échange portant sur les droits immobiliers situés en République du Bénin, si la contre-valeur donnée au cédant consiste en immeubles situés en dehors de la République du Bénin ou en toute autre valeur, le droit est perçu au taux réglé pour les ventes d'immeubles. La même règle est suivie si la condition de réciprocité prévue à l'article précédent n'est pas remplie.

CESSIONS DE FONDS DE COMMERCE

Article 567 nouveau

Les mutations de propriété à titre onéreux de fonds de commerce ou de clientèle sont soumises à un droit de 5 %. Ce droit est perçu sur le prix de vente de l'achalandage, de la cession du droit au bail et des objets mobiliers ou autres

servent à l'exploitation du fonds. Ces objets doivent donner lieu à un inventaire détaillé et estimatif dans un état distinct dont trois exemplaires doivent rester déposés au bureau où la formalité est requise.

Les marchandises neuves garnissant le fonds ne sont assujetties qu'à un droit de 2%, à condition qu'il soit stipulé en ce qui les concerne un prix particulier et qu'elles soient désignées et estimées article par article dans un état distinct, dont quatre exemplaires doivent rester déposés au bureau où la formalité est requise.

JUGEMENTS - DROITS DE CONDAMNATION

Article 568

Les ordonnances de toute nature, les jugements, les sentences arbitrales et les arrêts sont passibles, sur le montant des condamnations prononcées, d'un droit de 5 francs CFA par 100 francs CFA, sauf enregistrement provisoire au droit fixe minimum de jugement, dans l'hypothèse prévue par l'article 389, § 2 ci-avant, sans préjudice, pour les jugements en matière répressive, qui doivent être enregistrés en débet des droits forfaitaires et de timbre édictés par l'article 904 ci-après.

Toutefois, les jugements ou arrêts rendus en matière sociale assortis de condamnation sont enregistrés au taux de 4% du montant de la condamnation prononcée. Les jugements ou arrêts de liquidation d'astreinte, quant à eux, sont passibles d'un droit de 25 francs CFA par 100 francs CFA du montant à recouvrer.

Les décisions de justice rendues en matière commerciale portant des condamnations au paiement dont le montant est inférieur ou égal à cinq millions (5 000 000) de francs sont enregistrées « gratis ».

Lorsque le droit proportionnel a été acquitté sur un jugement rendu par défaut, la perception sur le jugement contradictoire qui peut intervenir n'a lieu que sur le complément des condamnations: il en est de même pour les jugements et arrêts rendus sur appel.

Le présent article est applicable aux décisions de la Cour Suprême.

Article 569

Le droit prévu à l'article précédent n'est pas exigible :

- 1 - sur les jugements, sentences arbitrales et arrêts, en tant qu'ils ordonnent le paiement d'une pension à titre d'aliments ;
- 2 - sur les jugements et arrêts prononçant un divorce ;
- 3 - sur les ordonnances de référé rendues au cours de la

procédure de séparation de corps ou de divorce, ainsi que sur les arrêts de cours d'appel statuant sur les ordonnances prises par le président du tribunal civil au cours de la même procédure.

DROIT DE TITRE

Article 570

Lorsqu'une condamnation est rendue sur une demande non établie par un titre enregistré et susceptible de l'être, le droit auquel l'objet de la demande aurait donné lieu, s'il avait été convenu par acte public, est perçu indépendamment du droit dû pour l'arrêt ou le jugement qui a prononcé la condamnation.

Dans cette hypothèse, le droit de titre n'est dû que dans la mesure où le tribunal a reconnu l'existence de la convention et l'a rendue obligatoire. Il ne peut être exigé si la convention n'est pas contestée dans son principe.

LICITATIONS

Article 571 nouveau

Les parts et portions acquises par licitation de biens meubles indivis sont assujetties à un droit proportionnel de 1 %.

Article 572 nouveau

Les parts et portions indivises de biens immeubles acquises par licitation sont assujetties au droit de mutation immobilière à titre onéreux.

MARCHES

Article 573

Les actes constatant les adjudications, marchés pour constructions, réparations, entretiens et autres prestations de services qui ne contiennent ni vente ni promesse de livrer des marchandises, denrées ou autres objets mobiliers sont assujettis à un droit proportionnel de 1%.

Le droit est liquidé sur le prix exprimé ou sur l'évaluation de l'ensemble des travaux et fournitures imposés à l'entrepreneur.

Les dispositions du présent article s'appliquent également aux bons de commande.

Le paiement peut en être fractionné ainsi qu'il est prévu par l'article 395.

PARTAGES

Article 574

Les partages de biens meubles et immeubles entre

copropriétaires, cohéritiers et coassociés, à quelque titre que ce soit, pourvu qu'il en soit justifié, sont assujettis à un droit de 50 centimes par 100 francs CFA.

S'il y a retour, le droit sur ce qui en sera l'objet sera perçu aux taux réglés pour les ventes conformément à l'article ci-après.

Article 575

Les retours de partages de biens meubles sont assujettis au droit de cinq (5) francs CFA par cent (100) francs CFA.

Les retours de partages de biens immeubles sont assujettis au droit de mutation immobilière à titre onéreux.

Article 576

Les règles de perception concernant les soultes de partage sont applicables aux donations portant partage, faites par actes entre vifs, par les père et mère ou autres ascendants ainsi qu'aux partages testamentaires également autorisés par l'article 1075 du Code Civil.

Article 577

Dans les partages de succession comportant l'attribution à un seul des copartageants de tous les biens meubles ou immeubles composant une exploitation agricole unique d'une valeur n'excédant pas 1 million de francs CFA, la valeur des parts et portions de ces biens acquis par le copartageant attributaire est exonérée des droits de soulte et de retour si, lors de l'ouverture de la succession, l'attributaire habitait l'exploitation et participait effectivement à la culture.

Toutefois, si, dans le délai de cinq (05) ans, l'attributaire vient à cesser personnellement la culture ou à décéder sans que ses héritiers la continuent, ou si l'exploitation est vendue par lui ou par ses héritiers, dans le même délai, en totalité ou pour une fraction excédant le quart de la valeur totale au moment du partage, les droits de mutation deviennent exigibles.

RENTES

Article 578

Sous réserve de ce qui est dit à l'article 579, les constitutions de rentes, soit perpétuelles, soit viagères, et de pensions à titre onéreux, ainsi que les cessions, transports et autres mutations qui en sont faits au même titre, sont assujettis à un droit de 1 franc CFA par 100 francs CFA.

Il en est de même des remboursements ou rachats de rentes et redevances de toute nature, sauf ce qui est stipulé

à l'article 355,

Article 579

Les contrats de rentes viagères passés par les sociétés, compagnies d'assurance et tous autres assureurs, ainsi que tous actes ayant exclusivement pour objet la formation, la modification ou la résiliation amiable de ces contrats, sont soumis aux dispositions de la section II du sous-titre V de la présente codification.

SOCIETES

Articles 580 à 585

Supprimés par l'article 22 de l'Ordonnance n° 2000-001 du 02 janvier 2000 portant Loi de Finances pour la gestion 2000.

VENTES ET AUTRES ACTES TRANSLATIFS DE PROPRIETE OU D'USUFRUIT DE BIENS IMMEUBLES A TITRE ONEREUX

Article 586

Les adjudications, ventes, reventes, cessions, rétrocessions, les retraits exercés après l'expiration des délais convenus par les contrats de vente sous faculté de réméré, et tous autres actes civils, extrajudiciaires ou judiciaires translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles à titre onéreux sont assujettis à un droit de 5 %.

Les actes de mutations d'immeubles au nom des sociétés commerciales et industrielles pour les transactions de montant ne dépassant pas cinquante millions (50.000.000) de francs sont enregistrés « *gratis* ».

L'affirmation des actes visés ci-dessus par le maire, est subordonnée à l'accomplissement préalable de la formalité d'enregistrement.

Article 587

Les adjudications à la folle enchère de biens de même nature sont assujetties au même droit de 5 % mais seulement sur ce qui excède le prix de la précédente adjudication, si le droit en a été acquitté.

Article 588

Les ventes d'immeubles domaniaux sont également soumises au même droit. Les droits et frais de l'inscription à la conservation foncière sont, sauf convention contraire, à la charge des acquéreurs.

Article 589

Supprimé par la loi n° 2016-14 du 20 juillet 2016 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2016.

IMMEUBLES SITUES A L'ETRANGER

Article 590

Les actes translatifs de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens immeubles situés en pays étrangers dans lesquels le droit d'enregistrement n'est pas établi, sont assujettis à un droit de 2%.

Ce droit est liquidé sur le prix exprimé, en y ajoutant toutes les charges en capital.

VENTES ET AUTRES ACTES TRANSLATIFS DE PROPRIETE A TITRE ONEREUX DE MEUBLES ET OBJETS MOBILIERS

Article 591

Sous réserve de toutes autres dispositions particulières du présent Code, les adjudications, ventes, reventes, cessions, rétrocessions, marchés, traités et tous autres actes, soit civils, soit judiciaires, translatifs de propriété à titre onéreux, de meubles, récoltes de l'année sur pied, coupes de bois, taillis et de hautes futaies et autres objets mobiliers généralement quelconques, même les ventes de biens de cette nature faites par l'administration, sont assujettis à un droit proportionnel de 1%.

Les dispositions du présent article s'appliquent également aux bons de commande relatifs aux approvisionnements et fournitures de biens meubles dont le prix doit être payé par l'Etat, les collectivités locales, les établissements publics, les sociétés d'Etat et autres personnes assimilées.

Article 592

Supprimé par la loi n° 2016-14 du 20 juillet 2016 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2016.

SECTION III : DROITS SUR LES MUTATIONS A TITRE GRATUIT

§.1^{er} - DROITS DE MUTATION PAR DECES

Article 593

Les mutations par décès sont enregistrées « *gratis* ».

EXEMPTIONS EN SUITE DE DECES PAR ACTE DE DEVOUEMENT NATIONAL

Article 594

§ 1^{er} - Sont exemptes de l'impôt de mutation par décès les successions :

1 - des militaires de la gendarmerie ou de l'armée morts en service commandé ou en captivité ou des conséquences immédiates et directes de leur captivité ;

2 - des fonctionnaires morts en service commandé et à raison de ce service, ou des particuliers à l'occasion d'un acte de dévouement public, en cas de catastrophe ou d'assistance à une personne en danger, par exemple.

§ 2 - L'exemption ne profite toutefois qu'aux parts nettes recueillies par le conjoint du défunt, ses ascendants, descendants ou frères et sœurs.

§ 3 - L'exemption de l'impôt n'entraîne pas la dispense de la déclaration des successions.

Elle est subordonnée à la condition que la déclaration de succession soit accompagnée d'un certificat de l'autorité militaire ou civile compétente, dispensé du timbre et établissant les circonstances du décès. Au cas visé par le numéro 2 du paragraphe 1er du présent article, ce certificat pourra résulter de la seule production d'une citation du défunt à l'ordre de la Nation, délivrée à raison des circonstances du décès.

FRACTIONNEMENT DES DROITS

Article 595

Supprimé par la loi n° 2016-14 du 20 juillet 2016 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2016.

LEGS AU PROFIT D'ETABLISSEMENTS D'UTILITE

PUBLIQUE

Article 596

Sous réserve des exceptions prévues par le présent Code, les legs faits aux établissements d'utilité publique sont enregistrés « gratis » pour les successions entre oncles et tantes, neveux ou nièces.

§ 2 - DROITS DE DONATION ENTRE VIFS

TARIF GENERAL DES DONATIONS

Article 597

Les donations entre vifs sont assujetties à un droit proportionnel de 5%.

§ 3- DROITS DE DONATION ENTRE VIFS

TARIF REDUIT

Article 598

Supprimé par la loi n° 2016-14 du 20 juillet 2016 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2016.

Article 599

Les actes renfermant, soit la déclaration par le donataire ou ses représentants, soit la reconnaissance judiciaire d'un don

manuel, sont assujettis au droit de donation.

§ 4 - DISPOSITIONS COMMUNES AUX MUTATIONS

ENTRE VIFS ET AUX MUTATIONS PAR DECES

JUSTIFICATIONS A FOURNIR

Article 600

Supprimé par la loi n° 2016-14 du 20 juillet 2016 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2016

Article 601

Supprimé par la loi n° 2016-14 du 20 juillet 2016 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2016

Article 602

Supprimé par la loi n° 2016-14 du 20 juillet 2016 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2016.

DEVOLUTION HEREDITAIRE

Article 603

Supprimé par la loi n° 2016-14 du 20 juillet 2016 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2016

ABATTEMENTS A LA BASE

Article 604

Supprimé par la loi n° 2016-14 du 20 juillet 2016 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2016

REDUCTIONS POUR ENFANTS

Article 605

Supprimé par la loi n° 2016-14 du 20 juillet 2016 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2016

Article 606

Supprimé par la loi n° 2016-14 du 20 juillet 2016 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2016

Article 607

Supprimé par la loi n° 2016-14 du 20 juillet 2016 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2016

CONSEQUENCE DE L'ADOPTION

Article 608

Supprimé par la loi n° 2016-14 du 20 juillet 2016 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2016

NOMBRE D'ENFANTS ENTRANT EN COMPTE

Article 609

Supprimé par la loi n° 2016-14 du 20 juillet 2016 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2016

NON-APPLICATION GENERALE AUX ETRANGERS

Article 610

Supprimé par la loi n° 2016-14 du 20 juillet 2016 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2016

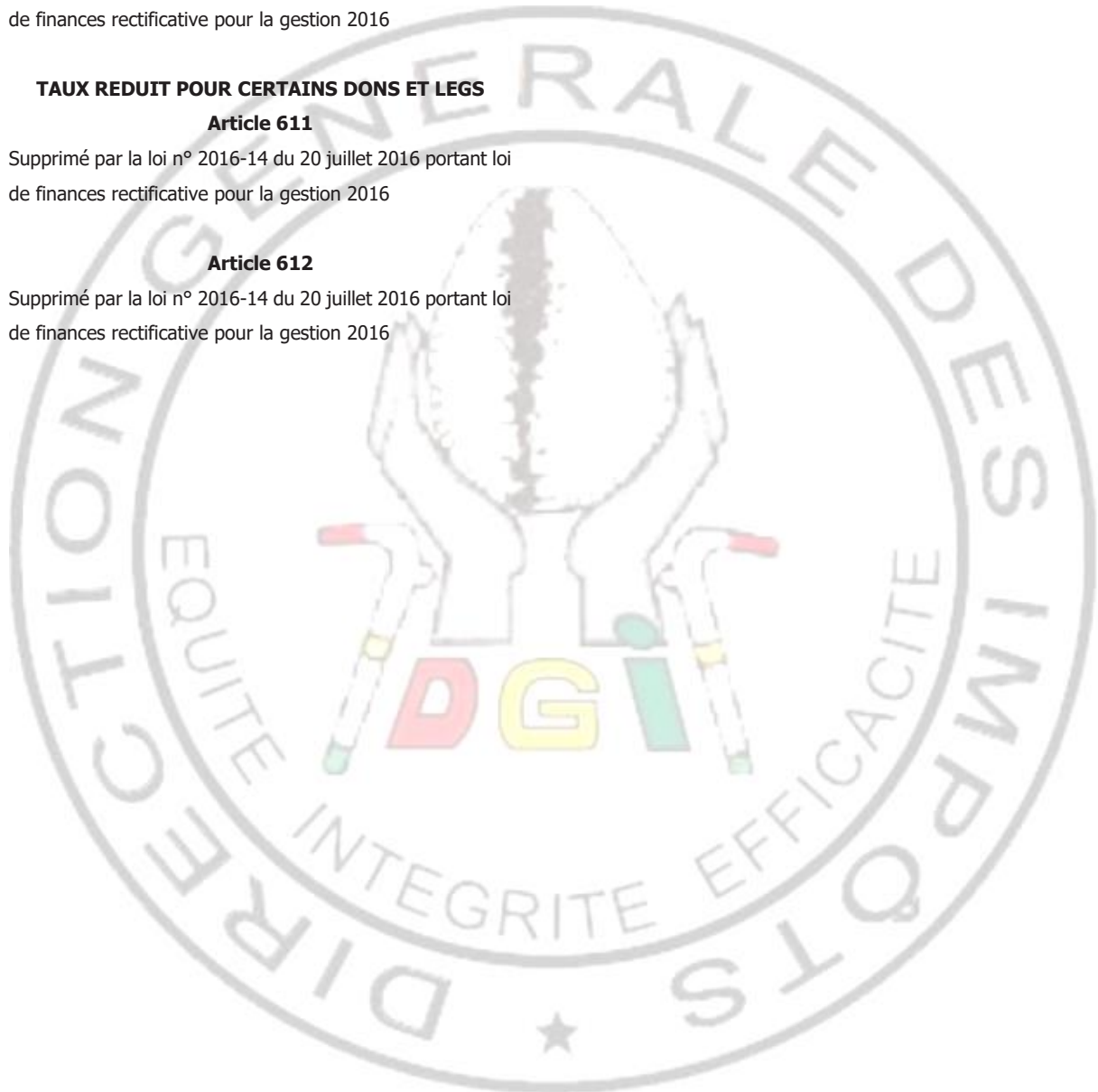
TAUX REDUIT POUR CERTAINS DONS ET LEGS

Article 611

Supprimé par la loi n° 2016-14 du 20 juillet 2016 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2016

Article 612

Supprimé par la loi n° 2016-14 du 20 juillet 2016 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2016



SOUS-TITRE III : CODE DU TIMBRE**Exemptions : voir sous-titre IV****CHAPITRE PREMIER : DROIT DE TIMBRE****SECTION PREMIERE : DISPOSITIONS GENERALES****PRINCIPE DE L'IMPÔT****Article 613**

La contribution du timbre est établie sur tous les papiers destinés aux actes civils et judiciaires et aux écritures qui peuvent être produites en justice et y faire foi.

Cette contribution est de deux sortes :

- la première est le droit imposé et tarifé en raison de la dimension du papier dont il est fait usage ;
- la seconde est le droit de timbre dont la quotité est déterminée en fonction des valeurs exprimées dans les actes qui y donnent ouverture.

Il n'y a d'autres exceptions que celles nommément exprimées dans la loi ou dans la présente codification.

Dans tous les cas où il est prévu une exemption des droits de timbre, cette exemption emporte également dispense de la formalité de l'enregistrement.

Sous réserve des dispositions des articles 716 et 738 de la présente codification, il ne peut être perçu moins de 10 francs CFA dans le cas où l'application des tarifs de l'impôt du timbre ne produirait pas cette somme.

MODE DE PAIEMENT DE L'IMPÔT**Article 614**

Dans les divers cas où, en matière d'impôt, le paiement est attesté par l'apposition de timbres, de vignettes ou marques, l'Administration peut, sous certaines conditions, autoriser les redevables soit à acquitter les droits sur états ou d'après un système forfaitaire, soit à substituer aux figurines des empreintes imprimées à l'aide de machines spéciales préalablement soumises à son agrément.

Ces modes particuliers de paiement de l'impôt du timbre sont réglementés par le premier sous-titre.

DEBITEURS DES DROITS**Article 615**

Sans préjudice des dispositions particulières relatées dans le présent Code, sont solidaires pour le paiement des droits de timbre et des amendes :

- tous les signataires, pour les actes synallagmatiques ;
- les prêteurs et les emprunteurs, pour les obligations ;
- les officiers ministériels qui ont reçu ou rédigé des actes énonçant des actes ou livres non timbrés.

Article 616

Le timbre de tous actes entre l'Etat Béninois et les citoyens est à la charge de ces derniers.

RESTRICTIONS ET PROHIBITIONS DIVERSES**Article 617**

Aucune personne ne peut vendre ou distribuer des timbres, papiers ou impressions timbrées qu'en vertu d'une commission de l'Administration.

Toutefois, les préposés du Trésor, agents spéciaux, receveurs ou gérants de bureaux de poste, agents des Douanes et des Impôts sont habilités de plein droit à vendre ou à distribuer ces papiers ou impressions.

Les timbres, papiers et impressions timbrés saisis chez ceux qui s'en permettent le commerce, en contravention aux dispositions de l'alinéa qui précède, sont confisqués au profit de la Direction Générale des Impôts.

Article 618

L'empreinte du timbre ne peut être couverte d'écriture ni altérée.

Article 619

Le papier timbré qui a été employé à un acte quelconque ne peut servir pour un autre acte, quand même le premier n'aurait pas été achevé.

Article 620

Il ne peut être fait ni expédié deux actes à la suite l'un de l'autre sur la même feuille de papier timbré, nonobstant tout usage ou règlement contraire.

Sont exceptés : les ratifications des actes passés en l'absence des parties, les quittances des prix de ventes et celles de remboursements de contrats de constitution et obligation, les inventaires, procès-verbaux et autres actes qui ne peuvent être consommés dans un même jour et dans la même vacation, les procès-verbaux de reconnaissance et levée de scellés, les significations des huissiers qui peuvent être également écrites à la suite des jugements et autres pièces dont il est délivré copie. Il peut être donné plusieurs quittances authentiques ou délivrées par les comptables de deniers publics sur une même feuille de papier timbré, pour acompte d'une seule et même créance ou d'un seul terme

de fermage ou loyer. Toutes autres quittances qui sont données sur une feuille de papier timbré n'ont pas plus d'effet que si elles étaient sur papier non timbré.

Article 621

Il est fait défense aux notaires, huissiers, greffiers, arbitres et experts d'agir et aux administrations publiques de rendre aucun arrêté sur un acte, registre ou effet de commerce non écrit sur papier timbré du timbre prescrit ou non visé pour timbre.

Aucun juge ou officier public ne peut non plus coter et parapher un registre assujéti au timbre, si les feuilles n'en sont pas timbrées.

Article 622

Les états de frais dressés par les avocats- défenseurs, huissiers, greffiers, notaires commis doivent faire ressortir distinctement dans une colonne spéciale et pour chaque acte, le montant des droits payés au Trésor.

Article 623

Lorsqu'un effet, titre, livre, bordereau ou tout autre acte sujet au timbre et non enregistré est mentionné dans un acte public, judiciaire ou extra-judiciaire et ne doit pas être représenté à l'inspecteur lors de l'enregistrement de cet acte, l'officier public ou officier ministériel est tenu de déclarer expressément dans l'acte si le titre est revêtu du timbre prescrit et d'énoncer le montant du droit de timbre payé.

En cas d'omission, les notaires, avocats- défenseurs, greffiers, huissiers et autres officiers publics sont passibles d'une amende de 2 000 francs CFA par chaque contravention.

Article 624

Il est également fait défense à tout inspecteur de l'Enregistrement:

- 1 - d'enregistrer aucun acte qui ne serait pas sur papier timbré du timbre prescrit ou qui n'aurait pas été visé pour timbre ;
- 2 - d'admettre à la formalité de l'enregistrement les protêts d'effets négociables sans se faire représenter ces effets en bonne forme.

Article 625

A moins qu'il n'en soit autrement stipulé dans les articles suivants, toute contravention aux dispositions du sous-titre

III de la présente codification, relatif à l'impôt du timbre, ainsi qu'aux arrêtés prévus pour leur exécution, est passible de l'une des amendes suivantes :

- défaut de paiement des droits : 5 000 francs ;
- insuffisance de paiement des droits : 2 500 francs CFA ;
- récidive dans l'un ou l'autre cas : 10 000 francs CFA.

Dans tous les cas, le montant des droits exigibles est dû.

Article 626

Sans préjudice des dispositions particulières relatées dans la présente codification, sont solidaires pour le paiement de l'amende encourue :

- toutes les parties à un acte ou écrit non timbré ou insuffisamment timbré ;
- les prêteurs et les emprunteurs pour les obligations ;
- les officiers ministériels qui ont reçu ou rédigé des actes énonçant des actes ou livres non timbrés.

Article 627

Toute infraction aux textes qui réglementent le paiement des droits de timbre en compte avec la direction générale des Impôts est passible d'une amende de 5 000 francs CFA, lorsqu'elle n'a pas entraîné le défaut de paiement de l'impôt dans le délai fixé par la décision autorisant ce mode de paiement.

Dans le cas contraire, cette contravention est passible d'une amende égale au montant de l'impôt exigible et qui ne peut être inférieure à 5 000 francs CFA.

Article 628

Tout acte passé dans un Etat étranger où le timbre n'aurait pas encore été établi, est soumis au timbre avant qu'il puisse en être fait usage au Bénin, soit dans un acte public, soit dans une déclaration quelconque, soit devant une autorité judiciaire ou administrative.

POURSUITES ET INSTANCES PRESCRIPTIONS

Article 629

Les préposés de la direction générale des Impôts sont autorisés à retenir les actes, registres, effets ou pièces quelconques en contravention à la réglementation du timbre, qui leur sont présentés, pour le joindre aux procès-verbaux qu'ils en rapportent, à moins que les contrevenants ne consentent à signer lesdits procès-verbaux ou à acquitter sur-le-champ l'amende encourue et le droit de timbre.

Article 630

Les préposés des Douanes ont, pour constater les contraventions au timbre et des actes ou écrits sous signatures privées et pour saisir les pièces en contravention, les mêmes attributions que les préposés de la direction générale des Impôts.

Article 631

Le recouvrement des droits de timbre et des amendes de contravention y relatives est poursuivi par voie de titre de perception et, en cas d'opposition, les instances sont instruites et jugées selon les formes prescrites par l'article 1108 nouveau du présent Code.

Pour les droits de timbre perçus par la direction générale des Impôts qui ne sont pas majorés de pénalités de retard par les textes en vigueur, est applicable l'intérêt moratoire prévu à l'article 1116 nouveau du présent Code.

Article 632

La prescription de trois (03) ans établie par l'article 531 de la présente codification s'applique aux amendes pour contravention à la réglementation du timbre. Cette prescription court du jour où les préposés ont été mis à portée de constater les contraventions au vu de chaque acte soumis à l'enregistrement.

INFRACTIONS DIVERSES**Article 633**

La peine contre ceux qui abuseraient des timbres pour timbrer et vendre frauduleusement du papier sera la même que celle qui est prononcée par le Code Pénal contre les contrefacteurs de timbre.

Article 634

Ceux qui ont sciemment employé, vendu ou tenté de vendre des timbres mobiles ayant déjà servi sont poursuivis devant le tribunal correctionnel et punis d'une amende de 9 000 à 180 000 francs CFA sans décimes.

En cas de récidive, la peine est d'un emprisonnement de cinq (05) jours à un (01) mois et l'amende est doublée.

Il peut être fait application de l'article 463 du Code Pénal.

Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas où un impôt, une taxe ou un droit quelconque, recouvré par la direction générale des Impôts, est acquitté au moyen de l'apposition de timbres mobiles.

SECTION 2 : REMISE AUX DISTRIBUTEURS**AUXILIAIRES DU TIMBRE****Article 635**

La commission visée à l'article 617 précédent fait l'objet d'un arrêté du ministre chargé des Finances, sur proposition du directeur général des Impôts.

Cet arrêté contiendra les dispositions suivantes :

- obligation d'apposer dans le magasin un avis ou écriteau indiquant la débite de timbres fiscaux et impressions timbrées ;
- obligation de répondre en tout temps à la demande du public par un approvisionnement suffisant ;
- obligation de s'approvisionner au comptant par quantités correspondant au minimum à la débite normale d'un (01) mois.

Article 636

Les distributeurs auxiliaires de timbres mobiles et papiers timbrés (préposés du Trésor, des Impôts et des Douanes) s'approvisionnent en impressions timbrées auprès de la direction générale des Impôts. Quant aux agents spéciaux et particuliers autorisés, ils paieront comptant leurs commandes.

Il leur sera alloué, sur le montant annuel des achats, une remise dégressive dont le tarif est fixé comme suit :

- 5 % pour la tranche jusqu'à 100 000 francs CFA ;
- 3 % sur la tranche de 100 001 à 400 000 francs CFA ;
- 2 % sur la tranche de 400 001 à 1 000 000 de francs CFA ;
- 1 % sur les sommes dépassant 1 000 000 de francs CFA.

Article 637

Le paiement des remises est à la charge du budget national; il est effectué par l'inspecteur sur paiement préalable du bénéficiaire.

SECTION 3 : MODES DE PAIEMENT DU DROIT DE**TIMBRE****TIMBRE FISCAL DE LA SERIE UNIFIEE****Article 638**

Il est créé un modèle unique de timbre mobile pour l'acquiescement :

- 1 - des droits de timbre de dimension ;
- 2 - des droits de timbre proportionnel ;
- 3 - du droit de timbre fixe des effets de commerce domiciliés ;
- 4 - des droits de timbre des quittances, reçus ou

- décharges de sommes, titres, valeurs ou objets ;
- 5 - des droits de timbre sur les contrats de transports terrestres, ferroviaires, fluviaux et aériens ;
- 6 - des droits de timbre sur les passeports et les visas de passeports ;
- 7 - et, en général, pour toutes les taxes et contributions dont la perception sera prescrite par l'apposition de timbres mobiles.

En dehors des timbres de la série unifiée, il n'existe que le timbre spécial des connaissements qui ne peut être affecté au paiement d'autres droits que ceux prévus aux articles 744 à 748 de la présente codification.

Article 639

La série du timbre fiscal unique imprimé sur les vignettes comprendra des timbres de 1 franc ; 2 francs ; 3 francs ; 4 francs ; 5 francs ; 10 francs ; 15 francs ; 20 francs ; 25 francs ; 50 francs ; 100 francs ; 200 francs ; 250 francs ; 350 francs ; 500 francs ; 1 000 francs ; 2 000 francs ; 5 000 francs ; 10 000 francs ; 20 000 francs et 30 000 francs CFA. Cette énumération pourra être codifiée par arrêté du ministre chargé des Finances, dans le cas où il y aurait lieu de prévoir des quantités nouvelles correspondant à des taxes nouvelles ou à une modification des tarifs des taxes existantes.

Outre leur valeur, les vignettes porteront les mentions : « Timbre fiscal » et « République du Bénin ».

A la requête du directeur général des Impôts, chaque nouvelle vignette mise en service devra être déposée sans frais au greffe de tous les Tribunaux de première instance du Bénin, ainsi qu'au greffe de la Cour d'Appel.

Article 640

Le stock de timbres fiscaux continuera cependant à être utilisé jusqu'à une date qui sera fixée par arrêté du ministre chargé des Finances, qui pourra également ordonner la surcharge de tous timbres en stock à de nouveaux taux, en cas de nécessité.

MODES D'OBLITERATION DES TIMBRES FISCAUX

Article 641

Dans tous les cas où l'emploi de timbres mobiles est autorisé par la présente codification, ils sont oblitérés au moment même de l'emploi par l'apposition à l'encre, en travers du timbre, de la signature des contribuables ou de l'un quelconque d'entre eux et de la date et du lieu de l'oblitération.

Cette signature peut être remplacée par une griffe ou un cachet apposé à l'encre grasse, faisant connaître le nom ou la raison sociale du contribuable et la date et le lieu de l'oblitération.

L'oblitération doit être faite de telle manière que partie de la signature et de la date ou du cachet figure sur le timbre mobile et partie sur le papier sur lequel le timbre est apposé. Dans le cas où certaines taxes sont acquittées par apposition de timbre, l'oblitération est faite par le service chargé de délivrer les documents dans les conditions prévues par le présent article.

Article 642

Sont considérés comme non timbrés les actes ou écrits sur lesquels le timbre mobile a été apposé ou oblitéré après usage ou sans l'accomplissement des conditions prescrites ou sur lesquels a été apposé un timbre ayant déjà servi.

PAIEMENTS SUR ETATS

Article 643

Tout commerçant, industriel ou société désirant acquitter certains droits de timbre sur états doit en adresser la demande au directeur général des Impôts par l'intermédiaire de l'inspecteur de son ressort.

Cette demande doit comporter l'engagement de se conformer aux conditions énumérées par les articles 646 à 650 ci-après, sauf dispositions dérogatoires contenues dans un autre chapitre du présent sous-titre.

Article 644

Lorsque l'autorisation aura été accordée le titulaire de cette autorisation percevra sous sa responsabilité et à ses risques et périls les droits de timbre exigibles dans les termes de l'autorisation.

Article 645

Le montant des droits exigibles sera versé à l'expiration de chaque mois et dans les quinze (15) premiers jours du mois suivant, au bureau de l'Enregistrement qui sera désigné à cet effet.

Le délai fixé à l'alinéa premier du présent article pourra toutefois être augmenté par la décision d'autorisation, dans tous les cas où cela s'avèrerait nécessaire.

Article 646

A l'appui du versement il sera fourni par le redevable autorisé un état indiquant distinctement, s'il y a lieu, pour

chaque établissement, agence ou succursale, le nombre de pièces ou actes passibles respectivement du droit de timbre de chacune des quotités fixées par la présente codification. Cet état sera certifié conforme aux écritures du commerçant ou de l'industriel et le montant des droits de timbre sera provisoirement liquidé et payé en conséquence. Il sera fourni en double à l'appui de chaque versement mensuel. L'un de ces doubles sera rendu au déposant revêtu de l'acquit de l'inspecteur de l'Enregistrement ; l'autre sera conservé au bureau à l'appui de la recette des droits de timbre.

Si, par suite de vérifications faites par le commerçant ou l'industriel, il était reconnu des erreurs ou des omissions, les droits se rapportant à ces erreurs ou omissions, feraient l'objet d'un état spécial établi en double et détaillé indiquant les différences en plus ou en moins, cet état serait fourni avec celui du mois pendant lequel ces erreurs ou omissions auraient été constatées.

Article 647

L'Administration pourra faire vérifier tant au siège de l'établissement principal que dans les établissements annexes, agences ou succursales, si elle le juge convenable, l'exactitude des résultats présentés par les états indiqués à l'article précédent. A cet effet, le commerçant ou l'industriel devra conserver pendant un délai de trois (03) ans, tous les documents de comptabilité et autres nécessaires pour la vérification.

Si de cette vérification il résulte un complément de droits au profit du Trésor, ce complément sera acquitté immédiatement.

Dans le cas où la vérification ferait ressortir un excédent dans les versements effectués, cet excédent serait imputé sur le montant du plus prochain versement.

Article 648

A défaut de versement des droits dans les délais et suivant les formes prescrites ci-dessus, le recouvrement en sera poursuivi contre le commerçant ou l'industriel comme en matière de timbre.

Article 649

L'intéressé devra ouvrir sur ses livres de recettes, bordereaux, états ou toutes autres pièces de comptabilité, une colonne spéciale destinée à l'inscription du montant du droit de timbre perçu pour chaque pièce ou acte.

Les droits seront totalisés par bordereau ou état et le total

sera lui-même relevé sur les livres de recettes de manière à faciliter les opérations de contrôle.

L'Administration se réserve le droit, à toute époque de révoquer les autorisations données ou d'en modifier les conditions.

Article 650

Les documents délivrés porteront la mention « Droit de timbre payé sur états. Autorisation du... (date de l'autorisation) ».

EMPLOI DES MACHINES A TIMBRER

Article 651

Sont désignés sous le nom de machines à timbrer les appareils destinés à apposer sur les documents ci-après désignés, les empreintes représentatives de divers droits de timbre perçus par la direction générale des Impôts dont ces documents sont passibles.

L'emploi de machine à timbrer est autorisé pour le timbrage :

- 1 - des actes soumis au timbre de dimension ;
- 2 - des lettres de voiture ;
- 3 - des quittances ;
- 4 - des effets de commerce.

Article 652

Pour être utilisée au Bénin toute machine à timbrer doit être conforme à un prototype agréé par le ministre chargé des Finances selon les conditions fixées par lui.

Les machines sont mises, par la direction générale des Impôts, à la disposition des usagers qui pourront être des sociétés, compagnies, banques, maisons de commerce ou particuliers. Ces usagers, dûment autorisés, seront mis en possession des machines par contrats de vente ou de location.

Les contrats sont conclus sans intervention de l'Administration.

Lorsqu'il est procédé à des locations, les machines demeurent la propriété des concessionnaires bailleurs.

Seul le constructeur ou son représentant exclusif dûment accrédité peut vendre ou louer des machines à timbrer.

Aucune remise ou indemnité n'est allouée au concessionnaire.

Article 653

Les machines à timbrer mises en service doivent, dans toutes leurs parties, être conformes aux modèles agréés par

l'Administration : les clichés donnant les empreintes de timbrage doivent être conformes aux types fixés par la direction générale des Impôts.

Article 654

Chaque machine doit porter :

- a- la lettre distinctive attribuée par l'Administration au concessionnaire ;
- b- un numéro individuel dont la série est continue.

Ces deux indications sont reproduites dans les clichés dont les empreintes de timbrage qui portent également la date de l'apposition, un numéro particulier, ainsi que le nom et la désignation de l'utilisateur et du bureau de l'Enregistrement auquel l'utilisateur est rattaché.

Article 655

Avant d'être introduites au Bénin, les machines à timbrer doivent être présentées à un organisme ou service agréé par le ministre chargé des Finances pour y être individuellement essayées, approuvées, poinçonnées et scellées. Ce service ou cet organisme délivre pour chaque machine un billet de contrôle sur lequel est indiqué le chiffre marqué par le compteur après vérification et scellement.

Article 656

Toute installation de machine à timbrer est subordonnée au versement par l'utilisateur d'une provision afférente au paiement des droits de timbre, à la perception desquels la machine est affectée ; elle ne peut avoir lieu qu'en présence d'un représentant de la direction générale des Impôts.

La provision est versée et renouvelée au bureau de l'Enregistrement.

Elle est fixée par le ministre chargé des Finances ; elle est au moins égale au montant moyen de la valeur des timbres employés pendant une période d'un (01) mois.

Le versement de la provision peut être remplacé par l'engagement personnel d'acquitter les droits et pénalités, contracté par un établissement bancaire agréé par l'Administration. Cet engagement est annexé à la demande d'agrément formulée auprès du ministre chargé des Finances.

Article 657

Le concessionnaire doit retirer immédiatement du domicile de l'utilisateur et remplacer toute machine louée ou vendue dont le fonctionnement lui est signalé comme défectueux. Le retrait et le remplacement ne peuvent avoir lieu qu'en

présence d'un représentant de l'Administration.

Article 658

Sauf autorisation de l'Administration il est interdit au concessionnaire :

- 1 - de délivrer des machines ou des pièces détachées en remplacement ou non d'une pièce déjà fournie;
- 2 - d'effectuer ou de tolérer que soient effectuées chez l'utilisateur des réparations ayant une répercussion sur le mécanisme des compteurs ou sur celui des empreintes ;
- 3 - de modifier d'une façon quelconque une des parties du mécanisme des machines en service.

Article 659

Lorsque la machine est louée à l'utilisateur le constructeur ou son représentant exclusif agréé est tenu d'effectuer gratuitement, en cas de changement de tarif, le remplacement des clichés, pour mettre les empreintes en concordance avec les nouveaux tarifs.

Article 660

Les concessionnaires sont pécuniairement responsables vis-à-vis de la direction générale des Impôts du paiement des droits de timbre exigibles sur les documents établis par les usagers en cas de fraude provenant d'une imperfection technique de la machine.

Article 661

En garantie des sommes dont ils pourraient être redevables par application de l'article précédent, les concessionnaires versent à la caisse des dépôts et consignations un cautionnement fixé à 200.000 francs CFA.

Article 662

Pour être autorisés à utiliser une machine à timbrer, les demandeurs doivent :

- a - présenter toutes garanties d'honorabilité et de solvabilité ;
- b - prendre l'engagement de ne pas rétrocéder la ou les machines louées ou vendues à des tiers ;
- c - verser la provision ou offrir une caution solvable dans les conditions prévues à l'article 656 ci-dessus.

Article 663

Les empreintes valant timbres doivent être nettes, distinctes les unes des autres, et ne jamais être recouvertes par le texte manuscrit ou imprimé du document timbré.

Elles sont imprimées à l'encre indélébile de couleur rouge.

Article 664

Les documents revêtus d'empreintes de machines à timbrer sont soumis aux mêmes règles que ceux revêtus de timbres mobiles ou timbres à l'extraordinaire.

Spécialement, les empreintes afférentes à une nature de timbre ne peuvent être utilisées pour la perception d'un droit de timbre différent, alors même que la quotité serait identique. Toutefois, les usagers peuvent, pour la perception d'un droit de timbre déterminé, apposer plusieurs empreintes sur le même document.

Article 665

§ 1^{er} - Sera réputé non timbré :

- a - tout document portant une empreinte de machine à timbrer et émanant d'une personne non autorisée à utiliser cette machine ;
- b - tout document revêtu d'une empreinte dont le montant ne serait pas représenté par la provision de garantie ou l'engagement de la caution.

§ 2 - Toute fraude ou tentative de fraude et, en général, toute manœuvre ayant pour but ou ayant eu pour résultat de frauder ou de compromettre l'impôt, commise dans l'emploi des machines à timbrer est punie des peines prévues pour chaque impôt éludé. Toutefois, en cas d'utilisation d'une machine sans autorisation de l'Administration, l'amende ne peut être inférieure à 5 000 francs CFA.

Sans préjudice de ces pénalités, toute imitation, contrefaçon ou falsification des empreintes, tout usage d'empreintes falsifiées seront punis des peines portées à l'article 142 du Code Pénal.

Article 666

L'usager est tenu de verser le premier de chaque mois, au bureau de l'Enregistrement désigné à cet effet, les droits représentant la valeur des empreintes apposées. Le versement est accompagné d'une fiche indiquant pour chaque machine :

- 1 - le nom et l'adresse de l'usager ;
- 2 - la lettre et le numéro de la machine ;
- 3 - la nature du timbre imprimé par la machine ;
- 4 - les renseignements qui seront précisés pour chaque type de machine, par l'Administration, au moment de l'autorisation.

Article 667

La direction générale des Impôts n'encourt aucune responsabilité par le fait du non fonctionnement ou du fonctionnement défectueux des machines à timbrer.

Article 668

L'usager ne peut effectuer ni tolérer que soient effectuées à une machine en service des réparations ayant une répercussion sur le mécanisme des compteurs ou sur celui d'apposition des empreintes ; il ne peut modifier d'une façon quelconque aucune des parties du mécanisme des compteurs. Toute machine dont le fonctionnement est devenu défectueux doit être immédiatement signalée au concessionnaire ainsi qu'au bureau d'attache de la machine visé à l'article 666 en vue de son retrait.

Article 669

Toutes facilités doivent être données aux agents de la direction générale des Impôts pour inspecter les machines et pour relever les chiffres des compteurs sans avis préalable, tous les jours non fériés de neuf heures à midi et de quatorze à seize heures.

Article 670

Les autorisations accordées aux concessionnaires et aux usagers sont révocables de plein droit et sans indemnité :

- 1- dans le cas où les modifications apportées à la réglementation en matière de timbre obligeraient l'Administration à supprimer l'usage des machines à timbrer ;
- 2- dans les cas de manquement grave à l'une des obligations sus-indiquées ;
- 3 - dans le cas où il serait fait un emploi frauduleux des machines à timbrer.

Article 671

Il est accordé aux contribuables, en matière d'impôts perçus par la Direction Générale des Impôts, une remise de 0,50 % sur le montant des taxes perçues par l'apposition d'empreintes au moyen de machines.

Cette remise est payée dans les mêmes conditions que celles accordées aux distributeurs auxiliaires de timbres fiscaux et papiers timbrés.

CHAPITRE II : TIMBRE DE DIMENSION**MODES DE PERCEPTION**

Article 672 : abrogé par la Loi n° 2020 - 33 du 24 décembre 2020 portant gestion 2021

Article 673 : abrogé par la Loi n° 2020 - 33 du 24 décembre 2020 portant gestion 2021

Article 674 : abrogé par la Loi n° 2020 - 33 du 24 décembre 2020 portant gestion 2021

Article 675

Les timbres mobiles sont collés sur la première page de chaque feuille et oblitérés conformément aux règles générales posées par l'article 641 précédent.

Article 676

Les inspecteurs de l'Enregistrement peuvent suppléer à la formalité du visa au moyen de l'apposition des timbres de dimension.

Ces timbres sont apposés et annulés immédiatement au moyen du cachet-dateur du bureau.

TARIFS**Article 677 nouveau**

Le tarif du droit de timbre est fixé à 1.200 francs, quelle que soit la dimension du papier.

Par dérogation, les tarifs spécifiques applicables aux statuts-types des entreprises en cours de formalisation sont fixés par arrêté du Ministre chargé des Finances.

Article 678 : abrogé par la Loi n° 2020 - 33 du 24 décembre 2020 portant gestion 2021

Article 679 nouveau : abrogé par la Loi n° 2020 - 33 du 24 décembre 2020 portant gestion 2021

ACTES SOUMIS AU TIMBRE DE DIMENSION**REGLES GENERALES****Article 680**

§ 1^{er}. Sont assujettis au droit de timbre établi en raison de la dimension tous les papiers à employer pour les actes et écritures, soit publics, soit privés, savoir :

- 1 - les actes des notaires et les extraits, copies et expéditions qui en sont délivrés ;
- 2 - ceux des huissiers et autres ayant le pouvoir de dresser des exploits, et les copies et expéditions qu'ils en délivrent ;
- 3 - les actes et procès-verbaux des agents de la force publique et de tous les autres employés ou agents ayant droit de verbaliser, et les copies qui en sont délivrées ;

4 - les actes, jugements et arrêts des tribunaux, cours et arbitres et les extraits, copies et expéditions qui en seront délivrés ;

5 - les actes particuliers des juges et ceux qui sont reçus aux greffes ou par les greffiers ainsi que les extraits, copies et expéditions qui s'en délivrent ;

6 - les actes des avocats-défenseurs et mandataires agréés près les tribunaux, et les copies ou expéditions qui en sont faites ou signifiées ;

7 - les actes des autorités constituées administratives qui sont assujettis à l'enregistrement ou qui se délivrent aux citoyens, et toutes les expéditions et extraits des actes, arrêtés et délibérations desdites autorités, qui sont délivrés aux citoyens ;

8 - les actes des autorités administratives et des établissements publics, portant transmissions de propriété, d'usufruit et de jouissance ;

9 - les actes entre particuliers sous signatures privées et les doubles des comptes recette ou gestion particulière ;

10 - et généralement tous actes et écritures, extraits, copies et expéditions, soit publics, soit privés, devant ou pouvant faire titre ou être produits pour obligation, décharge, justification, demande ou défense ;

§ 2. 1 - les registres de l'autorité judiciaire où s'écrivent des actes sujets à l'enregistrement sur les minutes, et les répertoires des greffiers en matière civile et commerciale ;

2 - ceux des administrations départementales et communales tenus pour objets qui leur sont particuliers et n'ayant point de rapport à l'Administration générale et les répertoires de leurs secrétaires ;

3 - ceux des notaires, huissiers et autres officiers publics et ministériels, et leurs répertoires ;

4 - ceux des compagnies et sociétés d'actionnaires ;

5 - ceux des agents d'affaires, directeurs, régisseurs, syndic de créanciers et entrepreneurs de travaux et fournitures ;

6 - ceux des établissements particuliers et maisons particulières d'éducation ;

7 - ceux des banquiers, négociants, armateurs, marchands, fabricants, commissaires, agents de change, courtiers ; 8 - et généralement tous livres, registres et minutes de lettres qui sont de nature à être produits en justice et dans le cas d'y faire foi, ainsi que les extraits, copies et expéditions qui sont délivrés desdits livres et registres.

Article 681

Les seuls actes dont il doit être tenu répertoire sur papier timbré dans les administrations locales et municipales sont ceux dénommés à l'article précédent, paragraphe premier, n° 8.

APPLICATIONS PARTICULIERES**Article 682**

Sont notamment soumis au timbre de dimension :

- 1 - les expéditions destinées aux parties des ordonnances de nomination des notaires, avocats-défenseurs, greffiers, huissiers, courtiers et commissaires-priseurs ;
- 2 - l'un des deux exemplaires de la déclaration que tout officier public doit déposer au bureau de l'Enregistrement avant de procéder à une vente publique et par enchères d'objets mobiliers; l'exemplaire soumis au timbre est celui destiné à être annexé au procès-verbal de vente ;
- 3 - les recours portés devant la Cour Suprême en matière de contributions directes et de taxes assimilées par les contribuables ;
- 4 - les mandats afférents aux réclamations introduites ou soutenues pour autrui en matière de contributions directes ;
- 5 - les recours contre les jugements du Tribunal administratif rendus sur les réclamations en matière de contributions et des taxes assimilées ;
- 6 - les récépissés prévus par la loi du 28 mai 1858 sur les négociations concernant les marchandises déposées dans les magasins généraux ;
- 7 - les procurations données par le créancier saisissant en vertu de l'article 22 du décret n° 55-972 du 16 juillet 1955, pris en application des dispositions énoncées dans le Code du Travail en matière de retenues sur les traitements et salaires ;
- 8 - les certificats de parts non négociables de sociétés de caution mutuelle dont les statuts et le fonctionnement sont reconnus conformes aux dispositions législatives en vigueur ;
- 9 - les recours pour excès de pouvoir portés devant la Cour Suprême contre les actes des autorités administratives ;
- 10 - les recours portés devant le Tribunal administratif contre les décisions portant refus ou liquidation de pension et les décisions relatives à la jouissance des arrérages d'une pension, ainsi que les recours portés devant la Cour Suprême contre les jugements du Tribunal administratif rendus en cette matière.

REGLES SPECIALES AUX COPIES D'EXPLOITS**Article 683**

Le droit de timbre des copies des exploits et des significations de toutes décisions judiciaires, des exploits ou pièces est acquitté par apposition de timbres mobiles.

Ces timbres mobiles sont apposés par l'officier ministériel avant toute signification de copies, à la marge gauche de la première page de l'original de l'exploit. Ils sont oblitérés par l'inspecteur de l'Enregistrement au moyen de sa griffe.

Article 684

Le papier à employer pour la rédaction des copies d'exploits doit être des mêmes dimensions que la demi-feuille de papier normal visé à l'article 677.

Article 685

Indépendamment des mentions prescrites par le Code de procédure civile, les huissiers sont tenus d'indiquer distinctement au bas de l'original et des copies de chaque exploit, sous peine d'une amende de 1 000 francs CFA :

- 1 - le nombre de feuilles de papier employées tant pour les copies de l'original que pour les copies des pièces signifiées ;
- 2 - le montant des droits de timbre dus à raison de la dimension de ces feuilles.

Article 686

Les copies des exploits, celles des significations de tous jugements, actes ou pièces doivent être correctes, lisibles et sans abréviation.

Article 687

Lorsqu'ils usent de la faculté accordée par l'article 684, les notaires, huissiers, greffiers, avocats-défenseurs et autres officiers ministériels, ainsi que les arbitres et défenseurs officieux, sont tenus d'employer des papiers de qualité équivalente à celle du papier timbré débité par la direction générale des Impôts.

Les notaires et autres officiers publics peuvent néanmoins timbrer ou faire timbrer à l'extraordinaire du parchemin, lorsqu'ils sont dans le cas d'en employer.

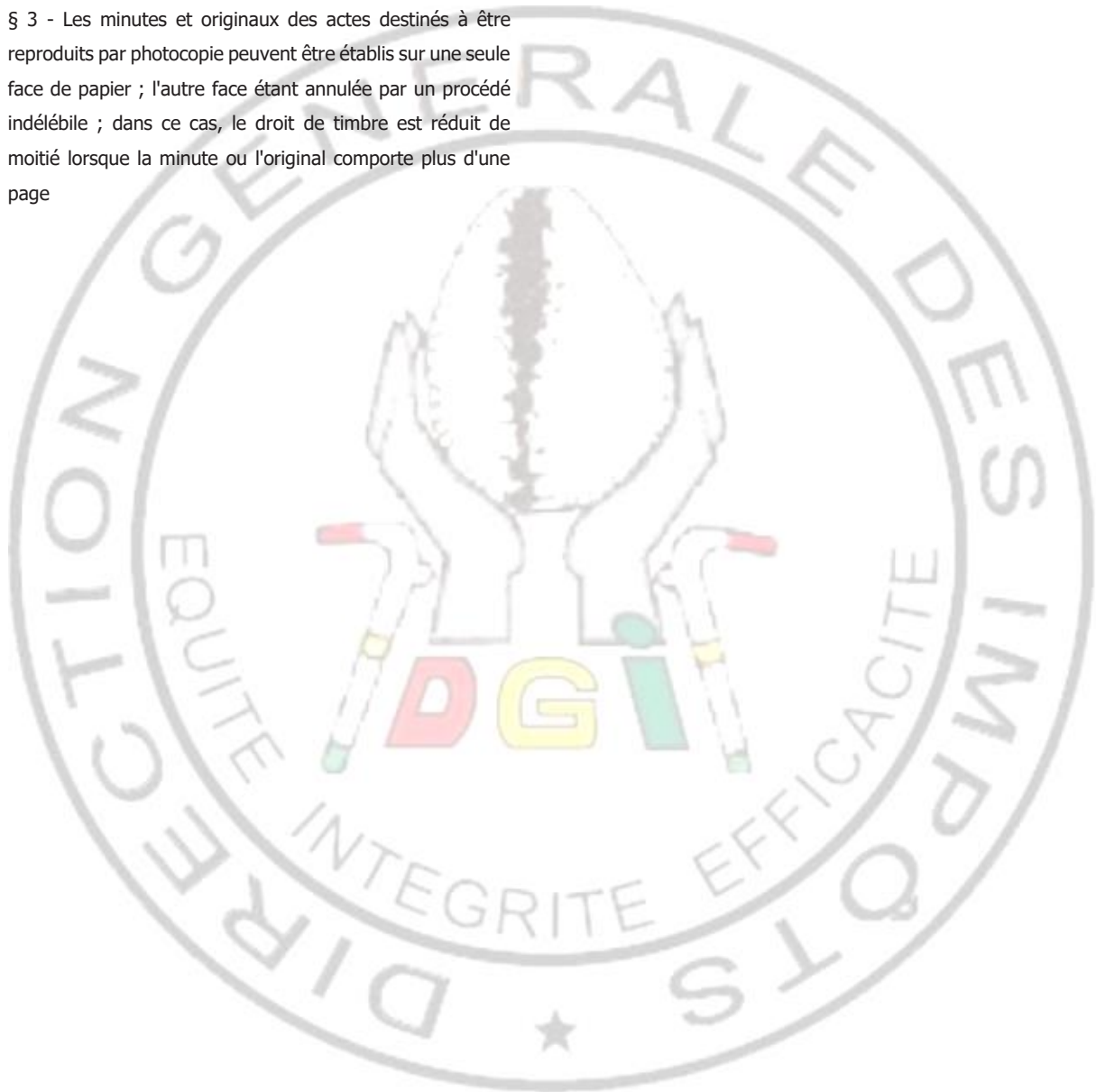
PRESCRIPTIONS ET PROHIBITIONS DIVERSES**Article 688**

§ 1^{er} - Les photocopies et toutes autres reproductions obtenues par un moyen photographique, établies pour tenir lieu des expéditions, extraits ou copies visés à l'article 686

sont soumises à un droit de timbre égal à celui perçu sur les écrits reproduits.

§ 2 - Le droit est acquitté par l'apposition de timbres mobiles. Sauf ce qui est dit à l'article 683, ces timbres sont apposés et oblitérés selon les règles générales posées en l'article 641 précédent par l'officier ou le fonctionnaire public, à la date où il revêt la pièce d'une mention d'authentification.

§ 3 - Les minutes et originaux des actes destinés à être reproduits par photocopie peuvent être établis sur une seule face de papier ; l'autre face étant annulée par un procédé indélébile ; dans ce cas, le droit de timbre est réduit de moitié lorsque la minute ou l'original comporte plus d'une page



CHAPITRE III : TIMBRE PROPORTIONNEL
SECTION PREMIERE : EFFETS NEGOCIABLES ET
NON NEGOCIABLES
ACTES SOUMIS AU TIMBRE PROPORTIONNEL

Article 689

Sous réserve des exceptions prévues aux articles 692 et 693, sont assujettis au droit de timbre, en raison des sommes et valeurs, les billets à ordre ou au porteur, les rescriptions, mandats, retraites, mandatements, ordonnances et tous autres effets négociables ou de commerce, même les lettres de change tirées par seconde, troisième et duplicata, et ceux faits au Bénin et payables au dehors.

Article 690

Les billets et obligations non négociables et les mandats à terme ou de place à place sont assujettis au timbre proportionnel comme il en est usé pour les billets à ordre, lettres de change et autres effets négociables.

Article 691

Sont soumis au droit de timbre proportionnel indiqué aux deux articles précédents les billets, obligations, délégations et tous mandats non négociables, quelles que soient d'ailleurs leur forme ou leur dénomination, servant à procurer une remise de fonds de place à place.

Cette disposition est applicable aux écrits ci-dessus, souscrits au Bénin et payables hors de la République du Bénin et réciproquement.

Article 692

Les lettres de change tirées par seconde, troisième et quatrième peuvent quoiqu'étant écrites sur papier non timbré, être présentées aux agents de l'Enregistrement dans le cas de protêt, sans qu'il y ait lieu au droit de timbre et à l'amende, pourvu que la première, écrite sur papier au timbre proportionnel, soit représentée conjointement à l'inspecteur de l'Enregistrement.

Toutefois, si la première timbrée ou visée pour timbre n'est pas jointe à celle mise en circulation et destinée à recevoir les endossements, le timbre ou visa pour timbre doit toujours être apposé sur cette dernière, sous les peines prescrites par la présente codification.

Article 693

Les effets venant soit de l'étranger, soit d'un Etat dans lequel le timbre n'aurait pas encore été établi, et payables

au Bénin, sont, avant qu'ils puissent être négociés, acceptés ou acquittés, soumis au timbre ou au visa pour timbre.

Article 694

Sont également soumis au timbre les effets tirés de l'étranger sur l'étranger et négociés, acceptés ou acquittés dans la République du Bénin.

TARIF DES DROITS

Article 695 nouveau

Est fixé à 1 franc CFA par 1 000 francs CFA ou fraction de 1 000 francs CFA le droit proportionnel de timbre applicable :

- 1 - aux lettres de change, billets à ordre ou au porteur et tous effets de commerce et traites domiciliés ou non dans une banque, un établissement de crédit ou aux chèques postaux ;
- 2 - aux billets et obligations non négociables ;
- 3 - aux délégations et tous mandats non négociables quelles que soient leur forme et leur dénomination.

Article 696

Les lettres de change, billets à ordre ou au porteur, retraites et tous autres effets négociables ou de commerce tirés de l'étranger sur l'étranger et circulant au Bénin, de même que tous les effets de même nature tirés de l'étranger et payables au Bénin sont assujettis au même droit de timbre, au taux fixé en l'article précédent.

Ces effets sont valablement timbrés au moyen de timbres mobiles en usage dans la République du Bénin.

Article 697

Celui qui reçoit du souscripteur un effet non timbré conformément à l'article 695, est tenu de le faire viser pour timbre dans les quinze (15) jours de sa date ou avant l'échange, si cet effet a moins de quinze (15) jours de date, et, dans tous les cas, avant toute négociation. Ce visa pour timbre est soumis à un droit porté au triple de celui qui eût été exigible s'il avait été régulièrement acquitté et qui s'ajoute au montant de l'effet, nonobstant toute stipulation contraire.

Article 698

Supprimé par l'article 6 de la Loi n° 97-043 du 06 janvier 1998 portant Loi de Finances pour la gestion 1998.

MODE DE PERCEPTION**Article 699**

Le droit de timbre proportionnel applicable aux écrits désignés dans les articles 689 à 691 est perçu par l'apposition de timbres mobiles de la série unique.

Il peut éventuellement être acquitté au moyen du timbrage à l'extraordinaire, du visa pour timbre ou des machines à timbrer.

Article 700

Ces timbres ou empreintes sont collés ou apposés indifféremment au recto ou au verso de l'effet, savoir:

- 1 - sur les effets créés au Bénin, au moment de la souscription ;
- 2 - sur les effets venant de l'extérieur et payables au Bénin, au moment de l'acceptation ou de l'aval, ou à défaut d'acceptation ou d'aval, au moment du premier endossement au Bénin ou de l'acquit.

Chaque timbre mobile est oblitéré au moment même de son apposition, savoir :

- par le souscripteur, pour les effets créés au Bénin ;
- par le signataire de l'acceptation ou de l'aval, de l'endossement ou de l'acquit, s'il s'agit d'effets créés hors de la République du Bénin.

Article 701

L'oblitération consiste dans l'inscription à l'encre sur le timbre mobile, dans les conditions prescrites par l'article précédent, des indications suivantes :

- 1 - lieu où l'oblitération est effectuée ;
- 2 - date (quantième, mois et millésime) à laquelle elle est effectuée ;
- 3 - signature, suivant les cas prévus à l'article précédent, du signataire de l'effet, de l'acceptation, de l'aval, de l'endossement ou de l'acquit.

En cas de protêt, faute d'acceptation, d'un effet créé hors du Bénin, les timbres sont collés par le porteur et oblitérés par lui avant présentation du protêt à l'enregistrement.

Les contribuables, les sociétés, compagnies, maisons de banque ou de commerce peuvent, pour l'oblitération, faire usage d'une griffe ou d'un cachet apposé à l'encre grasse, dans les conditions fixées par ledit article.

Article 702

La date et la signature en cas d'oblitération manuscrite, doivent être apposées sur deux lignes distinctes débordant l'une et l'autre sur la feuille de papier, de chaque côté du

timbre mobile. L'oblitération au moyen d'une griffe doit également porter partie sur le timbre et partie sur le papier.

Lorsque l'impôt est acquitté au moyen de plusieurs timbres mobiles, chacun des timbres doit être collé isolément et séparé des autres par une marge suffisante pour permettre à l'égard de chacun d'eux une oblitération régulière complètement distincte de l'oblitération des timbres voisins.

Article 703

Sont considérés comme non timbrés :

- 1 - les effets visés à l'article 699, sur lesquels le timbre mobile aurait été apposé sans l'accomplissement des formalités prescrites par les articles 701 et 702 ou sur lesquels il aurait été apposé, un timbre mobile ayant déjà servi ;
- 2 - les actes, pièces et écrits autres que ceux mentionnés ci-dessus et sur lesquels un timbre mobile aurait été indûment apposé.

En conséquence, toutes les dispositions pénales et autres concernant les actes ou écrits non timbrés peuvent leur être appliquées.

PENALITES**Article 704**

En cas de contravention aux articles 689, 693, et 697, le souscripteur, l'accepteur, le bénéficiaire ou premier endosseur de l'effet non timbré ou non visé pour timbre sont passibles chacun de l'amende prévue à l'article 625.

A l'égard des effets compris en l'article 693, outre l'application, s'il y a lieu du paragraphe précédent, le premier des endosseurs résidant au Bénin et, à défaut d'endossement au Bénin, le porteur, est passible de cette amende.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux lettres de change, billets à ordre ou autres effets souscrits au Bénin et payables hors de la République du Bénin.

Article 705

Le porteur d'une lettre de change non timbrée ou non visée pour timbre conformément aux articles 693, 695 et 697 ne pourra, jusqu'à l'acquiescement des droits de timbre et des amendes encourues, exercer aucun des recours qui lui sont accordés par la loi contre le tireur, les endosseurs et les autres obligés. Sera également suspendu jusqu'au paiement des droits de timbre et des amendes encourues l'exercice des recours appartenant au porteur de tout autre effet sujet au timbre et non timbré ou non visé pour timbre.

Toutes stipulations contraires sont nulles.

Article 706

Les contrevenants sont soumis solidairement au paiement du droit de timbre et des amendes prononcées par l'article 704. Le porteur fait l'avance de ce droit et de ces amendes, sauf son recours contre ceux qui en sont passibles. Ce recours s'exerce devant la juridiction compétente pour connaître de l'action en remboursement de l'effet.

Article 707

Il est interdit à toutes personnes, à toutes sociétés, à tous établissements publics, d'encaisser ou de faire encaisser pour leur compte ou pour le compte d'autrui, même sans leur acquit, des effets de commerce ou toutes autres valeurs visées à l'article 691 non timbrés ou non visés pour timbre.

Article 708

Toute mention ou convention de retour sans frais, soit sur le titre, soit en dehors du titre, est nulle, si elle est relative à des effets non timbrés ou non visés pour timbre.

Article 709

Les dispositions des articles 697 et 704 à 708 sont applicables aux lettres de change, billets à ordre ou autres effets souscrits au Bénin et payables hors de son territoire.

Article 710

Pour les billets ou obligations non négociables visés par l'article 690, en cas de contravention, le souscripteur et le premier cessionnaire encourent chacun l'amende prévue à l'article 625.

Article 711

Les effets, billets ou obligations écrits sur papiers portant le timbre de dimension ne sont assujettis à aucune amende, si ce n'est dans le cas d'insuffisance du prix du timbre et dans la proportion ci-dessus fixée.

Article 712

Pour les billets ou obligations non négociables visés par l'article 691, en cas de contravention, le souscripteur, le bénéficiaire ou le porteur sont passibles chacun de l'amende prévue à l'article 625.

SECTION 2 : REGLES SPECIALES AUX WARRANTS

Article 713

Sont applicables aux warrants, délivrés par les magasins généraux et endossés séparément des récépissés, les dispositions des articles 689, 692, 695, 697 et 704 à 709.

L'endossement d'un warrant séparé du récépissé non timbré ou non visé pour timbre ne peut être transcrit ou mentionné sur les registres du magasin sans que l'administration du magasin encoure la sanction prévue à l'article 625 du présent Code.

Les dépositaires des registres des magasins généraux sont tenus de les communiquer aux préposés de l'Enregistrement selon le mode prescrit par l'article 318 du présent Code, sous les peines énoncées aux articles 313 à 321 de la présente codification.

Article 714

Le droit de timbre auquel les warrants endossés séparément sont soumis par l'article précédent peut être acquitté par l'apposition, sur ces effets, de timbres mobiles.

Ces timbres mobiles sont apposés sur les warrants au moment du premier endossement et oblitérés par le premier endosseur.

L'oblitération est faite dans les conditions prévues par les articles 701 et 702 ci-dessus.

Article 715

Le warrant agricole est passible du droit de timbre des effets de commerce.

CHAPITRE IV : TIMBRES DES QUITTANCES**TARIF****SECTION PREMIERE : DISPOSITIONS GENERALES****Article 716**

§ 1er- Est fixé à :

- 50 francs, quand les sommes sont comprises entre 1000 et 10 000 francs ;
- 100 francs, quand les sommes sont comprises entre 10 000 et 50 000 francs ;
- et au-delà, 50 francs en sus par fraction de 50 000 francs, le droit de timbre des titres de quelque nature qu'ils soient signés ou non signés, faits sous seing privé qui emportent libération ou qui constatent des paiements ou des versements de sommes.

§2- Sont frappés d'un droit de timbre- quittance uniforme de 50 francs CFA :

- 1- les titres comportant reçu pur et simple, libération ou déclaration de titres, valeurs ou objets, exception faite des reçus relatifs aux chèques remis à l'encaissement ;
- 2- les reçus constatant un dépôt d'espèces à la banque, un établissement de banque, entreprise et établissements financiers, un courtier en valeurs mobilières ou à une caisse de crédit agricole.

Article 717

Le droit est dû pour chaque acte, reçu, décharge de crédit, facture, quittance ou ticket de vente.

Il n'est applicable qu'aux actes faits sous signatures privées et ne contenant pas de dispositions autres que celles spécifiées à l'article précédent.

Article 718

Sont dispensées du droit de timbre édicté par l'article 716 les quittances de toute nature données ou reçues par les comptables publics.

La délivrance des quittances dans les cas visés à l'alinéa précédent n'en demeure pas moins obligatoire.

MODE DE PERCEPTION**Article 719**

Le droit de timbre-quittance peut être acquitté par l'apposition de timbres mobiles sur les écrits passibles de l'impôt.

Article 720

Les timbres mobiles sont collés et immédiatement oblitérés par l'apposition, à l'encre, en travers du timbre, de la

signature du créancier ou de celui qui a donné reçu au décharge, ainsi que la date de l'oblitération.

Cette signature peut être remplacée par une griffe apposée à l'encre grasse faisant connaître la résidence, le nom ou la raison sociale du créancier et la date de l'oblitération du timbre.

Article 721

Le droit de timbre-quittance peut également être acquitté, dans les conditions prévues par le chapitre premier du présent sous-titre et par le présent chapitre :

- au moyen du timbrage à l'extraordinaire ;
- sur états (chapitre 1er, section III, § 3) ;
- par l'apposition d'empreintes obtenues au moyen de machines à timbres (Eod. 1., § 4).

Article 722

Les billets de place délivrés par les compagnies et entrepreneurs et dont le prix excède 100 francs peuvent, si la demande en est faite, n'être revêtus d'aucun timbre, mais ces compagnies et entrepreneurs sont tenus de se conformer aux modes de justification et aux époques de paiement déterminés par l'Administration.

Article 723

La même facilité de paiement de l'impôt peut être accordée à tout commerçant ou industriel qui se soumet aux conditions et produit les justifications arrêtées par les articles 644 à 650 ci-avant.

Article 724

Les sociétés, compagnies et particuliers qui, pour s'affranchir de l'obligation d'apposer et d'oblitérer les timbres mobiles, veulent soumettre au timbre à l'extraordinaire des formules imprimées pour quittances, reçus ou décharges, sont tenus de déposer ces formules et d'acquitter les droits au bureau de l'Enregistrement de leur résidence ou à celui qui sera désigné par l'Administration, s'il existe plusieurs bureaux dans la même ville.

Il n'est accordé aucune remise à titre de déchet.

Article 725

Sont considérés comme non timbrés :

- 1 - les actes, pièces ou écrits sur lesquels le timbre mobile aurait été apposé sans l'accomplissement des conditions prescrites par les articles 720 à 723 ci-dessus ou sur

lesquels aurait été apposé un timbre ayant déjà servi ;
 3 - les actes, pièces ou écrits sur lesquels un timbre mobile aurait été apposé en dehors des cas prévus par les articles 716 et 717.

DEBITEURS DE DROITS PENALITES - POURSUITES

Article 726

Le droit de timbre est à la charge du débiteur ; néanmoins le créancier qui a donné quittance, reçu, facture, décharge de crédit ou ticket de caisse, en contravention aux dispositions des articles 716 et 717 est tenu personnellement et sans recours, nonobstant toute stipulation contraire, du montant des droits, frais et amendes.

A l'effet de s'assurer du contrôle et de récupérer le produit du timbre ainsi créé, des agents assermentés de l'administration financière passeront journellement dans les différentes entreprises.

Article 727

La contravention est suffisamment établie par la représentation des pièces non timbrées et annexées aux procès-verbaux que les employés de l'Enregistrement, les officiers de police judiciaire, les agents de la force publique, les préposés des Douanes et des Impôts sont autorisés à dresser, conformément aux articles 629 et 630.

Les instances sont instruites et jugées selon les formes prescrites en l'article 631.

SECTION 2 : DISPOSITIONS SPECIALES A

L'O.C.B.N.

Article 728

§ 1er. Le montant des droits de timbre de quittance sur les billets de voyageurs et les bulletins de bagages à verser au Trésor par l'O.C.B.N. (Organisation Commune Bénin-Niger des chemins de fer et des Transports) est déterminé forfaitairement par l'application, au nombre total des billets et au nombre total des bulletins de bagages, d'un taux unique moyen calculé :

a) Pour les billets de voyageurs, d'après le montant exact des droits de timbre-quittance grevant tous les billets délivrés pendant une période choisie d'un commun accord entre le directeur général des Impôts et le directeur général de l'O.C.B.N.

b) Pour les bulletins de bagages, d'après le montant exact des droits de timbre-quittance, grevant tous les bulletins de bagages délivrés pendant une période choisie d'un commun accord entre le directeur général des Impôts et le directeur général de l'Organisation Commune Bénin-Niger.

§ 2 - Les taux moyens prévus par le paragraphe précédent pourront être révisés à la demande, soit du ministre chargé des Finances, soit du directeur général de l'O. C. B. N.

Ils seront obligatoirement révisés tous les cinq ans.

§ 3 - Les modalités d'application des dispositions du présent article feront l'objet d'un décret pris en Conseil des Ministres.

CHAPITRE V : TIMBRE DES CHEQUES ET DES ORDRES DE VIREMENT

Article 729

Conformément à l'article 817 de la présente codification, les chèques et ordres de virements bancaires sont exempts de timbre.

Ne profitent de cette exemption que les chèques satisfaisant aux dispositions réglementaires ci-après, résultant de la législation en vigueur.

Article 730

Le chèque ne peut être tiré que sur un banquier, un agent de change, les caissiers du Trésor et de la caisse des dépôts et consignations, les établissements de crédit municipal et les caisses de Crédit agricole.

Les titres tirés et payables au Bénin sous forme de chèque sur toute personne autre que celles visées à l'alinéa précédent ne sont pas valables comme chèques.

Article 731

Par dérogation à l'article 817 ci-après, sont passibles du droit proportionnel édicté par l'article 695 :

1 - le chèque tiré pour le compte d'un tiers, lorsqu'il est émis et payable au Bénin et qu'il intervient en règlement d'opérations commerciales comportant un délai de paiement.

Les dispositions des articles 704 et 708 sont applicables en cas de défaut ou d'insuffisance de timbre;

2 - le chèque tiré hors de l'UMOA, s'il n'est pas souscrit conformément aux prescriptions de la loi uniforme n°2000-12 du 15 février 2001 portant sur les instruments de paiement dans l'UMOA : chèques, carte de paiement, lettre de change, billet à ordre.

Cependant, il peut être délivré des formules de chèques non pré-barrés endossables qui doivent être timbrées.

Ce droit de timbre est fixé pour chaque formule de chèque endossable à 20 F CFA.

Article 732

Le tireur qui émet un chèque ne portant pas l'indication du lieu de l'émission ou sans date, celui qui revêt un chèque d'une fausse date, celui qui tire un chèque sur une personne ou un établissement n'entrant pas dans l'une des catégories visées par le premier alinéa de l'article 730, est passible d'une amende de 6 % de la somme pour laquelle le chèque est tiré, sans que cette amende puisse être inférieure à 500 francs CFA. La même amende est due personnellement et sans recours par le premier endosseur ou le porteur d'un chèque sans indication du lieu d'émission, ou sans date, ou portant une date postérieure à celle à laquelle il est endossé ou présenté. Cette amende est due, en outre, par celui qui paye ou reçoit en compensation un chèque sans indication du lieu d'émission ou sans date.

Article 733

Celui qui émet un chèque sans provision préalable et disponible est passible de la même amende. Si la provision est inférieure au montant du chèque, l'amende ne porte que sur la différence entre le montant de la provision et le montant du chèque.

Les personnes et établissements sur lesquels des chèques peuvent être tirés, qui délivrent à leur créancier des formules de chèques en blanc payables à leur caisse doivent, sous peine de l'amende prévue à l'article 625 par contravention, mentionner sur chaque formule le nom de la personne à laquelle cette formule est délivrée.

Article 734

En matière de timbre toutes les dispositions réglementaires concernant les chèques tirés au Bénin sont applicables aux chèques tirés hors du Bénin.

CHAPITRE VI : TIMBRE DES AFFICHES

Article 735

Demeure supprimé, en ce qui concerne le budget national, le droit de timbre spécial sur les affiches institué par le chapitre VI de l'arrêté général n° 3600 F du 12 octobre 1952.

L'alinéa précédent ne fait pas échec aux règles générales assujettissant au timbre de dimension les affiches légales, faisant partie nécessaire de la procédure, conformément à l'article 700 du Code de procédure civile.



CHAPITRE VII : TIMBRE DES CONTRATS DE TRANSPORT

A. TRANSPORTS PAR ROUTE LETTRES DE VOITURE

Article 736

Le droit de timbre applicable aux lettres de voiture et à tous autres écrits ou pièces en tenant lieu est fixé uniformément à 20 francs, y compris le droit de la décharge donnée par le destinataire et quelle que soit la dimension du papier employé.

Ce timbre est apposé sur les écrits passibles de l'impôt et immédiatement oblitéré par l'apposition à l'encre, en travers du timbre, de la signature, soit de l'expéditeur, soit de l'entrepreneur de transport, commissionnaire ou voiturier, ainsi que la date et le lieu de l'oblitération.

Cette signature peut être remplacée par une griffe apposée à l'encre grasse, faisant connaître la résidence, le nom ou la raison sociale de l'auteur de l'oblitération du timbre, ainsi que la date de cette oblitération.

Article 737

Les redevables, qui, pour s'affranchir de l'obligation d'apposer et d'oblitérer les timbres mobiles, veulent soumettre en timbre à l'extraordinaire les formules destinées à la rédaction des lettres de voiture ou autres écrits en tenant lieu, sont tenus de déposer ces formules et d'acquitter les droits au bureau de l'Enregistrement de leur résidence ou à celui qui est désigné par l'Administration s'il existe plusieurs bureaux dans la même ville.

B. TRANSPORTS PAR CHEMIN DE FER

Article 738

Sont soumis à un droit de timbre de 5 francs les bulletins de bagages constatant les paiements supérieurs à 100 francs délivrés aux voyageurs par les administrations des voies ferrées.

Article 739

Est fixé à 10 francs, y compris le droit de la décharge donnée par le destinataire et pour chacun des transports dont le coût est supérieur à 100 francs, effectués en grande ou en petite vitesse, le droit de timbre des récépissés, bulletins d'expédition ou autres pièces en tenant lieu, délivrés par les administrations des voies ferrées ou compagnies de transport aux expéditeurs, lorsque ces derniers ne demandent pas de lettres de voiture.

Le récépissé énonce la nature, le poids et la désignation des colis, le nom et l'adresse du destinataire, le prix total du

transport et le délai dans lequel ce transport doit être effectué.

Un double du récépissé accompagne l'expédition et est remis au destinataire.

Toute expédition non accompagnée d'une lettre de voiture doit être constatée sur un registre à souches timbré sur la souche et sur le talon.

Les préposés de l'Enregistrement sont autorisés à prendre communication de ce registre et des pièces relatives aux transports qui y sont énoncés.

La communication a lieu selon le mode prescrit par l'article 316 du présent Code et sous les peines portées à l'article 321.

Article 740

Une même expédition ne peut comprendre que le chargement d'un seul wagon, à moins qu'il ne s'agisse d'envois indivisibles ou qu'il n'existe, pour certains trafics, des prescriptions particulières.

Article 741

Les récépissés délivrés par les chemins de fer, en exécution des dispositions de l'article 739, pour chacun des transports effectués autrement qu'une grande vitesse, peuvent servir de lettre de voiture pour les transports qui, indépendamment des voies ferrées, empruntent les routes ou la voie fluviale.

Les modifications qui pourraient survenir en cours d'expédition, tant dans la destination que dans le prix et les conditions du transport, peuvent être écrites sur ces récépissés.

PAIEMENT DES DROITS DE TIMBRE SUR ETATS

Article 742

Les administrations, sociétés et compagnies de transports pourront être autorisées par le ministre chargé des Finances à effectuer sur états mensuels le paiement des droits de timbre-quittance exigibles sur les billets de passage ou de transport des personnes par air, sur mer, sur les cours d'eau ou sur terre, ainsi que le paiement des droits de timbre sur bulletins de bagages ou feuilles d'expédition de marchandises.

Les billets de passage et bulletins de bagages seront, en ce cas, dispensés de l'apposition matérielle des vignettes. Il y sera suppléé par une mention imprimée en caractères

apparents : « Droits de timbre perçus en compte avec la direction générale des Impôts ».

TRANSPORT DES COLIS POSTAUX

Article 743

Le droit de timbre des récépissés, bulletins d'expédition ou autres pièces en tenant lieu, délivrés pour les transports prévus par les conventions et textes relatifs à l'organisation du service des colis postaux est fixé, y compris le droit de la décharge donnée par le destinataire, à 15 francs pour chaque expédition de colis, quel qu'en soit le poids.

L'office des Postes et Télécommunications est chargé d'assurer le timbrage régulier des bulletins ou feuilles d'expédition au moyen de timbres fiscaux de la série unique, qu'il oblitérera par le cachet de son service.

TRANSPORTS MARITIMES - CONNAISSEMENTS

Article 744 nouveau

Les connaissements établis à l'occasion d'un transport par mer sont assujettis à un droit de timbre dont le taux et les modalités de paiement sont fixés comme suit :

- les quatre originaux prescrits par l'article 282 du Code de Commerce sont présentés simultanément à la formalité du timbre ; celui des originaux qui est destiné à être remis au capitaine est soumis à un droit de timbre de 3 000 francs, les autres originaux sont timbrés gratis ;
- le droit de timbre des connaissements créés au Bénin peut être acquitté par l'apposition de timbres mobiles.

Article 745 nouveau

Les connaissements venant d'un Etat étranger sont soumis, avant tout usage au Bénin, à des droits de timbre équivalents à ceux établis sur les connaissements créés au Bénin.

Il est perçu sur le connaissement en la possession du capitaine un droit de timbre de 3 000 francs CFA représentant le timbre du connaissement ci-dessus désigné et celui du consignataire de la marchandise.

Ce droit est perçu par l'apposition de timbres mobiles.

Article 746 nouveau

S'il est créé plus de quatre connaissements, les connaissements supplémentaires sont soumis chacun à un droit de timbre de 1 000 francs CFA.

Ces droits supplémentaires sont perçus au moyen de timbres mobiles.

Ils sont apposés sur le connaissement existant entre les

mains du capitaine et en nombre égal à celui des originaux qui auraient été rédigés et dont le nombre doit être mentionné conformément à l'article 1 325 du Code Civil.

Dans le cas où cette mention ne serait pas faite sur l'original représenté par le capitaine, il est perçu un droit triple de celui indiqué à l'article 744 nouveau du Code Général des Impôts.

Article 747 nouveau

Les transitaires et les consignataires qui utilisent, acceptent ou font circuler des timbres fiscaux autres que ceux émis par la direction des Domaines, de l'Enregistrement et du timbre, seront punis des peines prévues par les lois et actes en vigueur, à l'encontre des auteurs de falsification ou contrefaçon d'effets et valeurs publics, et ce, sans préjudice d'une amende fiscale, égale à cent fois la valeur du timbre fraudé et exigible immédiatement dès la constatation de la fraude.

En cas de récidive, le directeur des Domaines et de l'Enregistrement, procédera à la fermeture provisoire des entreprises de transit et de consignation concernées pour une durée de un (01) à six (06) mois. Il sera inscrit sur les établissements fermés la mention suivante : « Fermé pour falsification de timbres fiscaux ».

Les dispositions de l'article 1154-2 du Code Général des Impôts relatives aux poursuites sont applicables et, ce, nonobstant le paiement de l'amende prévue à l'alinéa premier.

Article 748

Pour permettre l'approvisionnement régulier du service en timbres et estampilles de contrôle, le nouveau tarif fixé par les articles 744 nouveau et suivants ne sera applicable qu'à une date qui sera fixée par arrêté du ministre chargé des Finances. A partir de la date ainsi fixée, les vignettes et estampilles actuellement en usage au Bénin ne seront plus valables, et les détenteurs pourront en obtenir l'échange auprès du service au cours du mois qui suivra.

Deux (02) mois après l'entrée en vigueur du tarif fixé par la présente codification il sera procédé, en présence de la commission de réception des papiers timbrés et impressions timbrées, à la destruction, par incinération, du stock des timbres de connaissement (vignettes et estampilles) aux anciens tarifs.

TIMBRE DES CONTRATS DE TRANSPORTS PAR AIR**Article 749 nouveau**

§ 1^{er}- Le contrat de transport de marchandises par air est constaté par une lettre de voiture ou un récépissé. Ce titre doit contenir, outre les énonciations prévues par l'article 102 du Code de Commerce, l'indication que le transport est effectué par aéronef. Le droit fixe de timbre de 50 francs est applicable aux écrits visés ci-dessus.

§ 2 - Le titre de transport de personnes par air est soumis au droit fixe de timbre de 1 000 francs CFA. Le montant du timbre est incorporé au prix du billet de transport. Il peut être payé sur état.

§ 3 - Les compagnies de transport aérien chargées de la collecte des droits de timbre applicables aux écrits et billets visés au présent article, sont tenues de reverser le montant à la recette des Domaines dans les dix (10) jours du mois qui suit celui au cours duquel les opérations ont été effectuées.

TRANSPORTS PAR FLEUVE OU PAR LAGUNE**Article 750**

Les feuilles d'expédition de marchandises et généralement toutes pièces justificatives de transport de marchandises par voie fluviale ou lagunaire sont passibles d'un droit de timbre de 15 francs, y compris le droit de la décharge donnée par le destinataire.

Le droit est perçu par l'apposition d'un timbre mobile sur l'original de la feuille d'expédition ou de l'écrit justificatif du transport.

Ce timbre est oblitéré dans les conditions prévues à l'article 736.

Les autres originaux accompagnant la même expédition sont exemptés du droit.

DISPOSITIONS SPECIALES A L'O.C.B.N.**Article 751**

Le montant des droits de timbre à verser à la direction générale des Impôts par l'O.C.B.N en application de l'article 739 est déterminé forfaitairement par l'application, au nombre total d'expéditions, d'un taux unitaire moyen calculé d'après le montant exact des droits de timbre grevant toutes les expéditions effectuées au cours d'une période choisie d'un commun accord entre le directeur général des Impôts et le directeur général de l'O.C.B.N.

Article 752

Le montant des droits de timbres afférents aux bulletins de dépôt de bagages à verser à la direction générale des Impôts par l'O.C.B.N., en exécution de l'article 738, est déterminé forfaitairement par l'application, au nombre total de dépôts, d'un taux unitaire moyen calculé d'après le montant exact des droits de timbre grevant tous les dépôts effectués au cours d'une période choisie d'un commun accord entre le directeur général des Impôts et le directeur général de l'O.C.B.N.

Article 753

Le taux unitaire moyen prévu aux articles 751 et 752 pourra être révisé à la demande, soit du ministre chargé des Finances, soit du directeur général de l'O.C.B.N.

Il sera obligatoirement révisé tous les cinq (05) ans.

Article 754

Les modalités d'application des articles 751 à 753 feront l'objet d'un décret pris en Conseil des ministres.

**CHAPITRE VIII : TIMBRE DES CARTES D'IDENTITE,
PASSEPORTS ET TITRES DE VOYAGES**

Article 755

Les cartes d'identité sont assujetties, soit lors de leur délivrance, soit lors de leur renouvellement, à une taxe de 300 francs. Les droits collectés par les structures compétentes pour l'établissement et le renouvellement de la carte d'identité sont reversés conformément aux dispositions des articles 645 à 650 du présent code.

Article 756

Les passeports ordinaires délivrés par la République du Bénin sont assujettis, soit lors de leur délivrance, soit lors de leur renouvellement, à une taxe de six cent (600) francs. Elle est collectée conformément aux dispositions des articles 645 à 650 du présent code.

Sont dispensés du paiement du prix fixé à l'alinéa premier, les passeports délivrés aux fonctionnaires se rendant en mission à l'étranger.

Article 757 nouveau

Chaque visa de passeport de tout étranger donne lieu à la perception d'un droit de timbre de cinq mille (5.000) francs, si le visa est valable pour l'aller et retour et de mille (1.000) francs, s'il n'est valable que pour la sortie.

Toutefois, le visa est délivré gratuitement, par mesure de réciprocité, aux ressortissants des Etats étrangers titulaires de passeports diplomatiques ou de passeports de service, ainsi qu'aux fonctionnaires des organisations internationales dont la République du Bénin est membre, titulaires des mêmes types de passeports ci-dessus cités.

Article 758

La validité du visa est d'une durée maxima d'une année et n'implique nullement un droit quelconque de séjour ou d'établissement pour une durée égale sur le territoire du Bénin.

Article 759

Les droits de visa des passeports sont perçus au moyen de l'apposition de timbres mobiles. Ces timbres seront apposés sur le passeport à côté de la mention du visa et sous la responsabilité de l'autorité administrative chargée de ce visa. Ils sont oblitérés par l'apposition d'une griffe à l'encre grasse portant la date de l'oblitération ; celle-ci sera faite de telle manière que partie de l'empreinte déborde de chaque côté du timbre mobile.

Article 760

Quand un passeport ou un visa sera accordé gratuitement par l'autorité administrative après justification de l'indigence des intéressés, la gratuité sera expressément mentionnée sur le passeport ou à côté du visa.

CHAPITRE IX : TIMBRE DES CASIERS JUDICIAIRES**Article 761**

Le bulletin n° 3 du casier judiciaire délivré à la personne qu'il concerne est soumis à un droit de timbre de 375 francs. Ce droit est perçu par les greffiers au moment de la délivrance desdits bulletins aux personnes qui les réclament.

La perception se fait par application très apparente sur l'angle supérieur gauche du bulletin d'une mention portant ces mots : « droit de timbre de 375 francs perçu en compte avec la Direction Générale des Impôts », et faisant connaître le numéro sous lequel ce bulletin a été inscrit au répertoire spécial institué par l'article 499 de la présente codification. Le greffier établit à la date du 15 de chaque mois un extrait du répertoire spécial prévu par l'article 499 précité.

L'extrait fait connaître:

- 1 - le nombre de bulletins délivrés pendant la période à laquelle il s'applique ;
- 2 - les numéros sous lesquels ces bulletins figurent au répertoire spécial ;
- 3 - le montant des droits perçus. Cet extrait est certifié par le greffier.

L'extrait est déposé le 16 de chaque mois au bureau de l'Enregistrement près le tribunal.

Le dépôt est accompagné du versement des droits perçus d'après les indications de l'extrait.



CHAPITRE X : TIMBRE DE CERTAINS ACTES DE NATURE PARTICULIERE

Article 762

Les actes de nature particulière énumérés au présent chapitre ne sont pas soumis au timbre de dimension, non plus que les demandes tendant à obtenir leur délivrance, conformément à l'article 862 de la présente Codification.

VEHICULES A MOTEUR

Permis et certificats internationaux

Article 763

Le droit de délivrance ou de prorogation de validité des certificats internationaux pour automobiles et des permis internationaux de conduire visés par les conventions internationales est fixé comme suit :

- a) demande de permis international :
1 000 francs de droit de timbre ;
1000 francs de droit de délivrance.
- b) demande de certificat international :
1 000 francs de droit de timbre ;
1000 francs de droit de délivrance.

Ce droit est acquitté au moyen de l'apposition, par l'autorité chargée de la délivrance ou du renouvellement de ces documents, de timbres mobiles de la série unifiée.

Les timbres sont apposés lors de la délivrance, sur la page n° 1 du certificat ou du permis et, en cas de prorogation de validité, en marge de chaque mention de renouvellement. Dans les deux cas, ils sont immédiatement oblitérés par le service qui délivre le document, dans les conditions fixées à l'article 641 ci-dessus.

En aucun cas, la remise ou la restitution du certificat au titulaire ne peut avoir lieu avant que le timbrage et l'oblitération aient été effectués.

Cartes grises

Article 764 nouveau

Les récépissés des déclarations de mise en circulation des véhicules automobiles et de tous autres véhicules à moteur et remorques (cartes grises) donnent lieu au paiement d'une taxe dont le montant est fixé comme suit :

- a) véhicules légers et motocyclettes (vélomoteurs, cyclomoteurs et scooters) d'une cylindrée égale ou supérieure à 50 centimètres cubes, lorsque ces engins sont assujettis à l'immatriculation en vertu du Code de la Route ou des règlements pris pour son application, motocyclettes1 000 francs ;
- b) véhicules automobiles :

- dont la puissance fiscale est inférieure ou égale à 7 CV : ...5.000 francs ;
- dont la puissance est comprise entre 7 et 15 CV : ...10.000 francs ;
- dont la puissance est supérieure à 15 CV :15.000 francs ;
- c) remorques et tracteurs agricoles : 2.000 francs ;
- d) remorques ou semi-remorques :
 - dont la charge utile n'est pas supérieure à 500 kg : ...10.000 francs ;
 - dont la charge utile dépasse 2 500 kg... 20.000 francs ;
- e) engins spéciaux de travaux publics ou de manutention :..... 20.000 francs.

En cas de perte, la délivrance d'un duplicata de récépissé est subordonnée au paiement d'une somme égale à la moitié des droits prévus ci-dessus.

En cas d'échange d'une carte grise usagée, il est prévu un droit de 1 000 francs, réduit à 500 francs pour les véhicules de la catégorie A. Ce même droit est applicable aux primata de récépissé délivré en cas de changement de domicile, de modification d'état civil ou simple changement de dénomination sociale, sans création d'un être moral nouveau ni changement de la personne physique ou de la personne morale du propriétaire du véhicule.

Article 765

La délivrance d'une carte grise W (immatriculation provisoire d'un véhicule automobile sortant de l'usine, du magasin ou des entrepôts sous douane pour être conduit par l'acheteur au lieu de sa résidence, en dehors du Bénin, en vue de son immatriculation) donne lieu à la perception d'un droit de 5 000 francs.

La délivrance d'une carte grise WW (immatriculation), d'une carte grise TT ou IT (immatriculation provisoire d'un véhicule en franchise temporaire de droit de douane ou véhicule appartenant à un agent consulaire et admis en franchise temporaire de droit de douane) donne lieu à la perception d'un droit de 2 000 francs.

Article 766

Sont exonérées des droits prévus ci-dessus les cartes grises afférentes aux véhicules appartenant à l'Etat béninois.

Article 767

Dans le cas de vente prévu à l'article 56 du Code de la Route, le paiement par l'acquéreur des taxes établies par

l'article 764 ci-avant aura lieu dans le mois à compter de la vente du véhicule, sous peine d'une amende de 10.000 francs dont le recouvrement est poursuivi par le service de l'Enregistrement comme en matière de timbre.

Article 768

Dans le cas de changement de domicile prévu à l'article 58 du Code de la Route, le paiement de la taxe établie par le dernier alinéa de l'article 764 ci-avant aura lieu dans le mois à compter du changement de domicile, sous peine d'une amende fiscale de 1 000 francs recouvrée par le service de l'Enregistrement comme en matière de timbre.

Article 769

Les taxes prévues aux articles 764 et 765 sont perçues par apposition, sur la pièce remise au redevable ou à défaut sur la demande faite, de timbres fiscaux oblitérés par la direction des Transports Terrestres dans les conditions fixées à l'article 641.

Visites techniques

Article 770

Une taxe de 2.000 FCFA est perçue à l'occasion de la visite technique des véhicules de transport ; elle est acquittée par l'apposition, sur le procès-verbal de visite, de timbres mobiles oblitérés par le centre national de sécurité routière dans les conditions fixées à l'article 641 ci-dessus.

Pour les véhicules de transport public des personnes et des marchandises, en sus du droit de timbre, il est exigé la présentation à la structure nationale en charge de la visite technique, de la quittance de paiement de la taxe professionnelle synthétique (TPS) au titre de l'année en cours, avant l'accomplissement de la visite technique, sous peine de rejet.

Inscription de gage

Article 771

La mention d'inscription de gage sur vente à crédit d'un véhicule automobile, celle de mainlevée ou de radiation donnent lieu à la perception d'une taxe de 1 500 francs acquittée par l'apposition de timbres mobiles oblitérés par le service détenteur du registre d'inscription, dans les conditions fixées à l'article 641.

Le certificat de gage ou de non-gage donne lieu au timbre de dimension.

Réception des véhicules automobiles

Article 772

Le droit de délivrance des procès-verbaux de réception des véhicules automobiles est fixé à :

- 3 000 francs pour les véhicules réceptionnés à titre isolé ;
- 20 000 francs pour les réceptions par type de véhicule.

Autorisation de transports publics (carte jaune)

Article 773

Le droit de délivrance de l'autorisation de mise en service d'une voiture de transport en commun ou de transport mixte (carte jaune) est fixé à 1 000 francs.

Le même droit de 1 000 francs est applicable pour :

- l'autorisation de mise en service d'un taxi ;
- l'autorisation de transport public de marchandises ;
- la délivrance d'un duplicata, en cas de perte de l'original ;
- l'échange d'une carte jaune usagée.

Permis de conduire (carte rose)

Article 774

Les demandes d'examen de permis de conduire sont dorénavant assujetties à des droits de timbre et d'examen fixés comme suit :

Permis de conduire

a) véhicule de la catégorie A1 (mobylette dont la cylindrée n'excède pas 50 CC) :

1000 francs de droit de timbre ;

1000 francs de droit d'examen ;

b) véhicule de la catégorie A et B :

2000 francs de droit de timbre ;

3000 francs de droit d'examen ;

c) véhicule de la catégorie C et D :

2000 francs de droit de timbre ;

4000 francs de droit d'examen ;

d) véhicule de la catégorie E :

2000 francs de droit d'examen.

Les demandes de duplicata de permis de conduire et les demandes de transformation de permis usagés ou de brevet militaire en permis civil sont assujetties à des droits fixés comme suit :

a) demande de duplicata de permis de conduire :

2 000 francs de droit de timbre ;

1 000 francs de droit de renouvellement ;

b) demande de remplacement de permis usagé :

2 000 francs de droit de timbre ;

1 000 francs de droit de renouvellement ;

c) demande de transformation de brevet militaire en

permis civil :

2 000 francs de droit de timbre ;

1 000 francs de droit de transformation.

L'autorisation de conduire les véhicules « taxis » est renouvelable annuellement et est assujettie aux droits suivants :

1000 francs de droit de timbre ;

1000 francs de droit de délivrance.

Les droits prévus pour les catégories A, B, C et D selon les cas, sont perçus dans les mêmes conditions pour toutes demandes d'extension de permis de conduire.

Les droits prévus au présent article sont acquittés au moyen de timbres mobiles apposés sur la demande de permis, d'extension de permis, de transformation de brevet militaire et oblitérés par le service technique dans les conditions fixées par l'article 641.

Le permis de conduire une remorque et la conversion d'un brevet militaire en permis civil rendent exigible le seul timbre de dimension.

Permis de petite chasse

Article 775

Le droit de délivrance du permis de petite chasse est acquitté par l'apposition de timbres mobiles régulièrement oblitérés.

Carte d'identité

Article 776

Le taux de la taxe de délivrance de la carte d'identité instituée par arrêté général n° 5241 /AP du 17 octobre 1949 est fixé à 300 francs.

Cette taxe est acquittée par apposition d'un timbre mobile oblitéré, dans les conditions fixées par l'article 641, par le service chargé de la délivrance.

Carnets d'étrangers

Article 777 nouveau

§ 1^{er}. Le taux de la taxe de délivrance et de renouvellement des carnets d'identité d'étrangers et celui du visa sont fixés comme suit :

a) taxe de délivrance et de renouvellement : originaires de pays non liés par une convention d'établissement avec la République du Bénin : 10.000 francs. La délivrance du duplicata donne lieu au paiement de moitié du tarif fixé ci-dessus ;

b) taxe de visa :

• visa de séjour ou de transit avec arrêt de 48 heures :

gratuit ;

• visa de séjour ou de transit avec arrêt de 48 h à 15 jours : 2.000 francs ;

• visa de séjour ou de transit avec arrêt de 15 jours à 3 mois : 5.000 francs ;

• visa de séjour de 3 mois à 6 mois : 10.000 francs ;

• visa de séjour de 6 mois à 1 an : 20.000 francs.

Pour les étrangers résidant sur le territoire :

• visa de sortie simple avec retour dans un délai de 3 mois : 2.500 francs ;

• visa de sortie avec retour dans un délai de 6 mois : 5.000 francs ;

• visa de sortie avec retour dans un délai de 1 an : 10.000 francs.

Ces taxes sont acquittées par apposition de timbres fiscaux de la série unique, oblitérés par le service chargé du contrôle des étrangers.

§ 2 - Sont toutefois exonérés des droits prévus au paragraphe 1er du présent article :

1 - les membres de communautés religieuses se consacrant à des œuvres d'assistance ou de bienfaisance ;

2 - les étrangers au service de l'Etat du Bénin, leur conjoint et leurs ascendants ou descendants en ligne directe ;

3 - les diplomates et les fonctionnaires internationaux.

Mention expresse de la gratuité sera portée sur le carnet par le service chargé de sa délivrance, avec indication précise soit du motif d'exonération, soit du numéro appliqué du présent paragraphe.

**SOUS-TITRE IV : EXEMPTION EN MATIERE DE
TIMBRE OU D'ENREGISTREMENT VISA EN DEBET
ET ASSISTANCE JUDICIAIRE**

CHAPITRE PREMIER : EXEMPTIONS

Article 778

En dehors des actes désignés par la loi, les actes énumérés aux articles 779 à 897 ci- après donnent seuls lieu, ainsi qu'il est précisé en chaque article, soit à la dispense des droits d'enregistrement, ou seulement de la formalité, soit à l'exemption du droit de timbre, soit simultanément à la dispense des droits de timbre et d'enregistrement.

Dans tous les cas où le texte prévoit la dispense des droits de timbre, cette exemption comporte également dispense de la formalité.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Article 779

Sont exempts du timbre et de la formalité de l'enregistrement tous actes faits en vertu et pour l'exécution des textes relatifs aux accidents du travail ainsi qu'à la réparation des maladies professionnelles, y compris les jugements des tribunaux du travail et les arrêts des juridictions d'appel et de cassation rendus en la matière.

Devant toutes autres juridictions que les tribunaux du travail, la victime ou ses ayants droit bénéficient de plein droit de l'assistance judiciaire tant en première instance et en appel qu'en cassation.

Acquisitions, échanges, partages et autres actes faits par les collectivités publiques

Article 780

Les acquisitions et échanges faits par l'Etat du Bénin, les partages de biens entre les collectivités publiques et des particuliers et, en général, tous autres actes dont les droits seraient supportés par ces collectivités sont enregistrés gratis.

Article 781

Les actes constatant des acquisitions d'immeubles faites par les départements et communes en vue de revente après lotissement sont exonérés du droit d'enregistrement à condition de porter la mention expresse de la destination des terrains.

Article 782

Sont exemptes de toute perception au profit du Trésor les acquisitions faites à l'amiable et à titre onéreux par les

départements et communes, destinées à des travaux d'urbanisme ou de construction, sous réserve que ces travaux aient été déclarés d'utilité publique dans les formes réglementaires.

Article 783

Les actes énumérés aux trois articles qui précèdent sont exonérés de tous droits de timbre, sous les conditions édictées auxdits articles.

Actes administratifs

Article 784

Sont exemptés de la formalité de l'enregistrement tous les actes, arrêtés et décisions des autorités administratives autres que ceux dénommés dans les articles 367 § 1^{er}, 368, 369 et 573.

Article 785

Sont exonérés du timbre tous les actes, arrêtés et décisions des autorités administratives, à l'exception de ceux qui sont visés à l'article 680 (§ 1^{er} n° 7 et 8) et à l'article 682, n°10. Sont également exonérés les registres de toutes les administrations publiques, ainsi que les actes visés en l'article 793 ci-après.

Article 786

Sont assimilés, au point de vue de la perception des droits d'enregistrement et de timbre, à ceux des entreprises privées, les actes passés :

- 1 - par les établissements publics de l'Etat, des départements et des communes, autres que les établissements publics scientifiques d'enseignement, d'assistance et de bienfaisance ;
- 2 - par les régies municipales, intercommunales ou départementales exploitant des services à caractère industriel ou commercial.

Actes de l'état civil

Article 787

Sont exemptes de la formalité de l'enregistrement les actes de naissance, décès et mariage, reçus par les officiers de l'état civil, et les extraits, qui en sont délivrés.

Article 788

Sont également exemptés de la formalité de l'enregistrement les actes de procédure (à l'exception des jugements) faits à la requête du Ministère public, ayant pour objet :

- 1 - de réparer les omissions et faire les rectifications sur les registres de l'état civil d'actes qui intéressent les individus notoirement indigents ;
- 2 - de remplacer les registres de l'état civil perdus ou incendiés et de suppléer aux registres qui n'auraient pas été tenus.

Sont enregistrés gratis les jugements à la requête du Ministère public ayant le même objet.

Article 789

Sont enregistrés gratis les jugements rendus et les procédures introduites à la requête du Ministère public et ayant pour objet de reconstituer les registres de l'état civil détruits, perdus ou disparus par suite de sinistres.

Article 790

Les registres de l'état civil, les tables annuelles et décennales de ces registres sont dispensés de timbre, ainsi que les extraits des actes de l'état civil de toute nature délivrés aux particuliers.

Article 791

Sont exemptés de timbre tous les actes et jugements énumérés aux deux articles 788 et 789 ci-dessus.

Adjudications et marchés**Article 792**

Sont affranchis du droit proportionnel de mutation à titre onéreux, dans les marchés passés par le département de la Défense Nationale pour l'entretien des approvisionnements en denrées du service des subsistances militaires, les clauses qui obligent le nouvel entrepreneur à prendre les approvisionnements déjà en magasin contre remboursement de leur valeur et tous actes et procès-verbaux passés en exécution de ces clauses.

Article 793

Sont dispensés de timbre les adjudications au rabais et marchés pour constructions, réparations, entretien, approvisionnement et fournitures dont le prix doit être payé par l'Etat, les départements et les communes.

Affirmation de procès-verbaux**Article 794**

Sont exemptées de la formalité de l'enregistrement les affirmations de procès-verbaux des employés, gardes et agents salariés par l'Administration, faits dans l'exercice de leurs fonctions.

Affrètement**Article 795**

La convention d'affrètement au voyage est dispensée d'enregistrement.

Allocations familiales**Article 796**

Sont dispensés de l'enregistrement toutes pièces relatives à l'application de la réglementation sur les allocations familiales, ainsi que les jugements et arrêts et généralement tous actes de procédure relatifs à cette même réglementation.

Seront enregistrées gratis les acquisitions, faites par l'office béninois de Sécurité Sociale, d'immeubles nécessaires pour l'installation de ses services.

Sont dispensés du timbre tous actes, jugements et pièces énumérés au présent article, tant sur les originaux que sur leurs extraits, copies, grosses ou expéditions.

Amendes et condamnations pécuniaires**Article 797**

Sont exempts de la formalité de l'enregistrement les actes et pièces relatifs aux commandements, saisies et ventes, ayant pour objet le recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires, dont le recouvrement est confié au service du Trésor.

Les mêmes actes et pièces sont exemptés de la formalité du timbre.

Apprentissage**Article 798**

Le contrat d'apprentissage constaté par écrit est exempté de la formalité de l'enregistrement.

Est assimilée dans tous ses effets à un contrat écrit d'apprentissage la déclaration que le père, la mère ou le représentant d'un mineur sont tenus de faire quand ils entendent employer ce mineur comme apprenti.

La même exemption s'applique à la formalité du timbre (article 65 du Code du Travail).

Expédition du contrat d'apprentissage peut être délivrée sur

papier libre par le greffier de la justice.

Arbitrage et différends entre patrons et ouvriers

Article 799

Sont exempts de la formalité de l'enregistrement tous les actes faits en exécution des dispositions de la législation du travail en matière de différends individuels ou collectifs entre patrons et ouvriers ou employés.

Il en est de même de tous les actes nécessités par l'application des textes sur les procédures de conciliation et d'arbitrage.

Il y a dispense de la formalité du timbre pour les mêmes actes (cf. article 263 du Code du Travail).

Armée

Article 800

Sont exempts de la formalité de l'enregistrement les engagements, enrôlements, congés, certificats, cartouches, passeports, quittances de prêts et fournitures, billets d'étape, de subsistance et de logement, tant pour le service de terre que pour le service de mer, et tous les actes de l'une et l'autre administration non compris dans les articles précédents et suivants :

- les rôles d'équipage et les engagements de matelots et gens de mer de la marine marchande ;
- les actes faits en exécution de la loi sur le recrutement de l'armée.

Les mêmes actes et pièces sont exempts de la formalité du timbre.

Assistance judiciaire

Article 801

La demande d'une personne qui sollicite l'assistance judiciaire est écrite sur papier libre.

Associations

Article 802

Sont exempts du droit d'enregistrement tous actes et mutations intéressant les associations dont la donation originaire ou, à défaut, les recettes annuelles sont constituées à raison de 80 % au moins des fonds publics.

Ces actes et mutations ne sont pas exempts de la formalité et devront contenir, outre une référence expresse aux présentes dispositions les renseignements nécessaires pour permettre au service de s'assurer si les conditions de l'exonération sont remplies.

Les actes visés au présent article sont exempts du timbre.

Le présent article ne saurait s'appliquer qu'à des associations proprement dites, c'est-à-dire constituées sous le régime de la loi du 1er juillet 1901 et régulièrement déclarées conformément à l'article 5 de cette loi.

Assurance mutuelle agricole

Article 803

Les sociétés ou caisses d'assurance mutuelles agricoles constituées conformément à la loi sont exemptées du droit d'enregistrement.

Article 804

Les actes de prêt aux sociétés d'assurance et de réassurances mutuelles agricoles sont dispensés du droit d'enregistrement.

Article 805

Les sociétés ou caisses d'assurance mutuelles agricoles sont exemptées de tous droits de timbre autre que le droit de timbre des quittances.

Les actes de prêt aux sociétés d'assurance et de réassurances mutuelles agricoles sont dispensés du droit de timbre.

Avances sur titres

Article 806

Les actes d'avances sur titres ne donnent pas ouverture au droit de timbre proportionnel réglementé par le chapitre III du sous-titre II de la présente codification.

Avertissements en justice

Article 807

Les cédules ou avertissements pour citer devant les tribunaux et cours sont exempts de la formalité de l'enregistrement sauf le droit sur la signification.

Avocats-défenseurs

Article 808

Sont dispensés des formalités de l'enregistrement et du timbre les actes de procédure d'avocat-défenseur à avocat-défenseur devant les juridictions de tous ordres, ainsi que les exploits de signification de ces mêmes actes.

Bateaux

Article 809

Ne donne lieu à la perception d'aucun droit de timbre la délivrance prévue par la réglementation en vigueur :

- 1 - du certificat de jaugeage ;
- 2 - du permis de navigation ;
- 3 - du certificat de capacité pour la conduite des bateaux à propulsion mécanique.

Caisse d'épargne

Article 810

Les pouvoirs à donner par les porteurs de livrets, qui veulent vendre leurs inscriptions dans les cas prévus par la réglementation en vigueur, sont exempts de timbre.

Les autres pièces à produire pour la vente dans certains cas, telles que certificats de propriété, intitulés d'inventaire etc. sont aussi exemptes de la formalité de l'enregistrement et du timbre.

Article 811

Les imprimés, écrits et actes de toute espèce nécessaires pour le service des caisses d'épargne sont exempts des formalités de l'enregistrement et du timbre.

Les certificats de propriété et actes de notoriété exigés par les caisses d'épargne pour effectuer le remboursement, le transfert ou le renouvellement des livrets appartenant aux titulaires décédés ou déclarés absents, sont exemptés de la formalité de l'enregistrement et de celle du timbre.

Article 812

Les registres et livrets à l'usage des caisses d'épargne sont exempts des droits de timbre.

Cas fortuits

Article 813

Sont exemptées du droit et de la formalité du timbre les quittances des indemnités pour incendies, inondations, épizooties et autres cas fortuits.

Casier judiciaire

Article 814

Est dispensé de la formalité de l'enregistrement, le bulletin n° 3 du casier judiciaire, délivré à la personne qu'il concerne.

Certificat de maladie

Article 815

Sont exemptés de timbre les certificats de maladie délivrés par les médecins assermentés, quand ces documents concernent des agents au service d'une collectivité publique.

Certificat d'origine

Article 816

Sont dispensés du timbre les certificats d'origine des produits du cru destinés à l'exportation, qui sont délivrés par l'Administration de la réglementation en vigueur.

Chèques

Article 817

Sont exempts de timbre les chèques postaux, les chèques et ordres de virement en banque.

Sont dispensées de timbre et de la formalité de l'enregistrement, les quittances prévues à l'article 46 de la loi uniforme n° 2000-12 du 15 février 2001 portant sur les instruments de paiement dans l'UMOA : chèques, carte de paiement, lettre de change, billet à ordre.

Circulation fiduciaire

Article 818

Est et demeure supprimé le droit de timbre sur les billets émis au Bénin par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. La redevance à la charge de cette dernière est en conséquence intégralement affectée conformément aux dispositions spéciales intervenues à ce sujet.

Actions et obligations

Article 818 bis

Sont dispensées du droit de timbre les actions et les obligations émises par les sociétés.

Comptables publics

Article 819

Sont exempts de timbre :

- 1 - tous les comptes rendus par des comptables publics, les doubles, autres que celui du comptable, de chaque compte de recette ou gestion particulière et privée ;
- 2 - les registres des receveurs des Impôts et autres préposés.

Comptes - Pièces justificatives

Article 820

Les quittances de fournisseurs, ouvriers, maîtres de pension et autres de même nature produites comme pièces justificatives de comptes, sont dispensées de l'enregistrement.

Conseil de famille**Article 821**

Les procurations visées par l'article 412 du Code Civil (conseil de famille) sont exemptées de la formalité de l'enregistrement et du droit de timbre.

Contributions et taxes, sommes dues aux collectivités publiques**Article 822**

Sont exempts de la formalité de l'enregistrement :

- 1 - les actes et pièces relatifs aux commandements, saisies et ventes, ayant pour objet le recouvrement des contributions directes et des taxes assimilées ;
- 2 - tous actes de poursuites ou autres, tant en demande qu'en défense, ayant pour objet le recouvrement des contributions publiques et de toutes autres sommes dues à l'Etat du Bénin, à quelque titre et pour quelque objet que ce soit, quand il s'agit de cotes de 5 000 francs et au-dessous ou de droits et créances n'excédant pas au total la somme de 5.000 francs, le tout sans préjudice de ce qui est dit au paragraphe précédent ;
- 3 - les quittances des contributions, droits, créances et revenus payés aux administrations départementales, communales et municipales ;
- 4 - les ordonnances de décharge ou de réduction, remise ou modération d'imposition, les quittances y relatives et extraits d'icelles ;
- 5 - les récépissés délivrés aux collecteurs, aux receveurs de deniers publics et de contributions locales, et les comptes des recettes ou gestions publiques.

Article 823

Sont exempts de la formalité du timbre :

- 1 - les pièces et actes relatifs aux commandements, saisies et ventes, ayant pour objet le recouvrement des contributions directes et des taxes assimilées ;
- 2 - les quittances ou récépissés délivrés aux collecteurs et receveurs des deniers publics; celles que les collecteurs des contributions directes peuvent délivrer aux contribuables et celles des contributions indirectes qui s'expédient sur les actes ;
- 3 - les réclamations de toute nature présentées par les contribuables en matière de contributions directes et de taxes assimilées.

Crédit agricole**Article 824**

Sont exempts d'enregistrement et de timbre tous actes ou transmissions passés pour les besoins du Crédit mutuel de la coopération agricole.

Croix-Rouge**Article 825**

Les dons et legs de toute nature consentis au bénéfice d'associations de Croix-Rouge rattachées à la « Croix-Rouge Internationale » sont exempts de tous droits d'enregistrement et de timbre.

Sont également exonérées de tous droits de timbre et d'enregistrement l'acquisition et la location, par une telle association des immeubles nécessaires à son fonctionnement.

Déclaration d'appel**Article 826**

Le récépissé de la déclaration d'appel visé à l'article 456 du Code de procédure civile est délivré sans frais à l'avocat-défenseur déclarant.

Dépenses publiques**Article 827**

Sont exempts de la formalité de l'enregistrement :

- les prescriptions, mandats et ordonnances de paiement sur les caisses nationales ou locales, leurs endossements et acquits ;
- les quittances des fonctionnaires et employés salariés par l'Administration, pour leurs traitements et émoluments.

Dettes publiques**Article 828**

Sont exempts du droit de timbre :

- 1 - les inscriptions sur le grand-livre de la Dette Nationale et les effets publics ;
- 2 - les actes sous seing privés tendant uniquement à la liquidation de la dette publique et en tant qu'ils servent aux opérations de la liquidation, ainsi que les actes des administrations et commissaires liquidateurs relatifs aux dites liquidations.

Dommages à la propriété privée**Article 829**

Sont exempts du timbre et de la formalité de l'enregistrement les plans, procès-verbaux, certificats, significations, contrats et autres actes faits en vertu des textes sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics.

Dons et legs**Article 830**

L'Etat, les départements, les communes sont dispensés de droits de mutation à titre gratuit sur les biens qui leur adviennent par donation ou succession.

Article 831

Sont exempts des droits de mutation par décès ou des droits d'enregistrement des donations entre vifs, les dons et legs d'œuvres d'art, de monuments ou d'objets ayant un caractère historique, de livres, d'imprimés ou de manuscrits faits aux établissements dotés de la personnalité civile, si ces œuvres et objets sont destinés à figurer dans une collection publique.

Douanes**Article 832**

Sont exempts du timbre et de la formalité de l'enregistrement les procès-verbaux de contraventions rapportés à la requête de l'Administration des Douanes et les soumissions en tenant lieu.

Effets de commerce**Article 833**

Les endossements et acquits de lettres de change, billets à ordre et tous autres effets négociables sont exempts de la formalité de l'enregistrement.

Elections**Article 834**

Sont exempts du timbre et de la formalité de l'enregistrement les actes de la procédure relatifs aux inscriptions sur les listes électorales ainsi qu'aux réclamations et aux recours tant contre ces inscriptions que contre les opérations électorales.

Article 835

Tous les actes judiciaires en matière électorale sont dispensés de timbre.

Enfant naturel**Article 836**

Est exempt de timbre l'expédition de l'acte de reconnaissance, antérieur à la naissance de l'enfant, délivrée en vue de l'établissement de l'acte de naissance.

Article 837

Les reconnaissances d'enfants naturels, quelle qu'en soit la forme, sont exemptes de la formalité de l'enregistrement.

Engagement des mineurs**Article 838**

Sont exemptes de la formalité du timbre les délibérations des conseils de famille exclusivement relatives à l'engagement des mineurs dans l'Armée.

Entreprises d'assurance et de capitalisation**Transferts de portefeuille de contrats****Article 839**

Sont dispensés de droits d'enregistrement les transferts de contrats et des réserves mobilières ou immobilières afférentes à ces contrats, lorsqu'ils sont faits en vertu des dispositions des articles 11 et 27 (alinéa 2) du Décret du 14 juin 1938.

Expropriation pour cause d'utilité publique**Article 840**

Les plans, procès-verbaux, certificats, significations, contrats et autres actes faits en vertu des textes sur l'expropriation pour cause d'utilité publique sont exempts de la formalité de l'enregistrement, à l'exception des jugements, des contrats de vente, des actes fixant l'indemnité, qui sont enregistrés gratis lorsqu'il y a lieu à la formalité. Tous ces actes et pièces sont exempts de la formalité du timbre.

Les dispositions de l'alinéa qui précède sont applicables :

- 1 - à tous les actes ou contrats relatifs à l'acquisition de terrains, même clos ou bâtis, poursuivie en exécution d'un plan d'alignement régulièrement approuvé pour l'ouverture, l'élargissement de rues ou places publiques, de routes ou pistes reconnues ;
- 2 - à tous les actes et contrats relatifs aux terrains acquis pour la voie publique par simple mesure de voirie.

Faillites et liquidations judiciaires

Article 841

Sont affranchis des formalités du timbre et de l'enregistrement les actes rédigés en exécution des lois relatives aux faillites et liquidations judiciaires et dont l'énumération suit :

- les déclarations de cessation de paiement, les bilans, les dépôts de bilans, les affiches et certificats d'insertion relatifs à la déclaration de faillite ou aux convocations de créanciers ;
- les actes de dépôt des inventaires, des transactions et autres actes ;
- les procès-verbaux d'assemblées, de dires, d'observations, délibérations de créanciers, les états des créances présumées ;
- les actes de produits, les requêtes adressées au juge commissaire, les ordonnances et décisions de ce magistrat ;
- les rapports et comptes de syndics ;
- les états de répartition ;
- les procès-verbaux de vérification et d'affirmation de créance, concordats ou atermoiements.

Toutefois, ces différents actes continueront à rester soumis à la formalité du répertoire, et les quittances de répartition données par les créanciers restent soumises au droit de timbre spécial de quittance.

Greffier

Article 842

Sont rédigés sur papier non timbré les récépissés délivrés aux greffiers, par l'inspecteur de l'Enregistrement, des extraits de jugements que lesdits greffiers doivent fournir en exécution de la réglementation de l'enregistrement.

Indigents

Article 843

Les quittances des secours payés aux indigents, les certificats d'indigence, sont exempts de tout droit de timbre. Les passeports sont délivrés gratuitement aux indigents, dans les conditions énoncées à l'article 859 ci-après.

Article 844

Dans tous les cas où il y aurait lieu à établissement d'actes ou de pièces, obtention d'ordonnances et jugements concernant des indigents, pour leur mariage ou la légitimation de leurs enfants naturels, l'exemption du droit de timbre et la gratuité de l'enregistrement, dans tous les cas où il est nécessaire, pourront être demandées au bureau

d'assistance judiciaire prévu par le décret du 20 décembre 1911.

L'exonération ne pourra être accordée que si l'indigence absolue est constatée, par tous moyens de preuve et, notamment, la non-imposition à tous impôts directs ou assimilés dans les localités où ces impôts font l'objet de rôles individuels.

L'exonération ainsi accordée sera définitive, et les pièces délivrées en conséquence devront mentionner, avec la date de la décision du bureau d'assistance judiciaire, qu'elles sont destinées à servir à la célébration d'un mariage entre indigents ou à la légitimation de leurs enfants naturels. Elles ne pourront servir à d'autres fins sous peine de 500 francs d'amende, outre le paiement des droits, contre ceux qui en ont fait usage ou qui les ont indûment délivrées ou reçues. Les mêmes règles pourront être appliquées aux avis des parents de mineurs dont l'indigence est constatée, aux personnes indigentes interdites ou dont l'interdiction est demandée, aux enfants naturels indigents, pour l'organisation et la surveillance de leur tutelle.

Justice militaire

Article 845

Toutes assignations, citations et notifications aux témoins, inculpés ou accusés visées par le Code de Justice Militaire, sont faites sans frais par la Gendarmerie ou par tous les agents de la force publique.

Livres de commerce

Article 846

Les procès-verbaux de cote et paraphe des livres de commerce, quelle qu'en soit la forme, sont exempts de la formalité de l'enregistrement.

Article 847

Les livres de commerce sont affranchis du timbre.

Manifestes

Article 848

Les manifestes de navires et les déclarations des marchandises qui doivent être fournies aux douanes sont dispensés du timbre.

Mariage**Article 849**

Les certificats de contrat de mariage remis aux parties par les notaires, en exécution de l'article 1394 (3^e alinéa) du Code civil, sont délivrés sans frais.

Article 850

Les actes énumérés aux articles 154 et 155 du Code Civil, relatifs au mariage, sont exempts de la formalité du timbre.

Mutation par décès (Voir aussi la rubrique « Successions »)**Article 851**

Sont délivrés sur papier non timbré les relevés trimestriels d'actes de décès que les maires et les chefs d'arrondissement remplissant les fonctions d'officier de l'état civil, fournissent aux inspecteurs de l'Enregistrement, ainsi que les récépissés de ces relevés.

Article 852

Les certificats visés par le Code Général des Impôts et destinés à constater l'acquiescement ou la non-exigibilité du droit de mutation par décès, sont délivrés sans frais. Les certificats de l'autorité militaire ou civile, relatifs à l'application des exemptions de droits de mutation par décès accordées aux victimes de la guerre ou, d'une façon plus générale, conformément à l'article 594 précédent, sont dispensés du timbre.

L'inventaire des dettes et l'attestation des créanciers, prévus par le titre III du présent Code (sous-titre 1^{er} précédent) pour la déduction des dettes dans les déclarations de successions, sont établis sur papier non timbré. La copie collationnée du titre de la dette est dispensée du timbre tant qu'il n'en est pas fait usage, soit par acte public, soit en justice ou devant toute autre autorité constituée.

Mutilés de guerre - Procurations**Article 853**

Sont enregistrées gratis les procurations, révocations et décharges de procuration et toutes notifications de chacun de ces actes auxquels sont obligés de recourir les mutilés de guerre, civils ou militaires, que la nature de leurs blessures empêche de signer. Les mêmes actes sont exempts des droits de timbre, tant pour les minutes et originaux que pour les expéditions ou copies.

Pour bénéficier de cette double immunité il doit être justifié

que l'impossibilité de signer est le résultat de la mutilation et que celle-ci est consécutive aux événements de guerre.

Cette justification est fournie par la déclaration faite à l'officier ministériel instrumentaire et inscrite dans l'acte et par la production à l'inspecteur de l'Enregistrement du certificat de réforme ou de pension et, le cas échéant, du certificat délivré sans frais par l'autorité militaire.

Les procurations collectives ou celles qui sont assujetties à d'autres droits que le droit fixe, et leur révocation, décharge et notification ne jouissent pas de cette immunité.

Nantissement de fonds de commerce**Article 854**

Sont affranchis du timbre le registre des inscriptions tenu par le greffier en exécution de la réglementation relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce, les bordereaux d'inscription les, reconnaissances de dépôt, les états, les certificats, les extraits et copies dressés en exécution de ladite réglementation, ainsi que les pièces produites pour obtenir l'accomplissement d'une formalité et qui restent déposées au greffe, et les copies qui en sont délivrées, à la condition que ces pièces mentionnent expressément leur destination.

Article 855

Les bordereaux d'inscription ainsi que les états ou certificats et copies d'actes de vente sous seing privés délivrés par les greffiers en exécution des textes relatifs à la vente et au nantissement des fonds de commerce, sont exempts de la formalité de l'enregistrement.

Office d'approvisionnement français**Article 856**

Sont exempts de tous droits de timbre, autres que celui des quittances, et de tous droits d'enregistrement, les actes, pièces et écrits de toute nature concernant l'Office d'approvisionnement français, ses succursales ou agences.

Office des Postes et Télécommunications**Article 857**

Les mandats d'article d'argent émis par la poste, soit au Bénin, soit dans les autres Etats sont exempts de tout droit de timbre.

Passeports**Article 858**

Les passeports délivrés par l'Administration publique sont

exempts de la formalité de l'enregistrement.

Article 859

Les passeports, ainsi que les visas de passeports, à délivrer aux personnes véritablement indigentes et reconnues hors d'état d'en acquitter le montant, sont délivrés gratuitement. Il doit être fait mention de la gratuité sur le passeport ou à côté du visa.

Permis d'exploitation forestière

Article 860

Sont exempts du timbre les permis d'exploitation, de circulation en matière forestière, lorsque les droits à percevoir sont inférieurs à 5.000 francs. Le bulletin de liquidation pour le recouvrement de la redevance, quelle que soit la somme est également exempt de timbre.

Pensions civiles et militaires

Article 861

Sont exempts du timbre les certificats de vie ou autres délivrés par les maires ou les notaires aux titulaires de pensions inscrits au grand livre de la dette viagère ou à leurs représentants légaux, ou aux titulaires de pensions de l'Etat du Bénin, de l'ex-Gouvernement général de l'A.O.F., des Etats de l'Entente douanière ou des établissements publics, lorsqu'ils ne peuvent se déplacer et qu'ils font encaisser les coupons de pension par un tiers.

Pétitions - Mémoires

Article 862

Sont exemptes de timbre les pétitions de toute nature adressées aux autorités constituées. Sont également exempts de timbre, les mémoires, factures et décomptes de créances dont le prix doit être payé par l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics.

Police générale

Article 863

A l'exception des jugements et arrêts, sont exempts des formalités de l'enregistrement et du timbre tous actes (y compris ceux des gendarmes et huissiers) de procédure en matière criminelle et de police, que les procédures intentées aient lieu devant les cours d'assises ou les tribunaux correctionnels ou de simple police, à la seule condition qu'il s'agisse d'actes effectués à la requête du Ministère public et

qu'ils n'incombent pas à une partie civile.

Prestation de serment

Article 864

Les actes de prestation de serment des agents salariés par l'Etat sont dispensés de timbre et de la formalité de l'enregistrement.

Propriétés foncières et droits fonciers

Article 865

Les pièces établies spécialement en vue d'une demande d'inscription aux livres fonciers (original en surnombre d'un acte sous seing privé, expédition d'actes notariés ou judiciaires, copie d'exploits, à l'exception cependant des minutes et brevets d'actes publics et des originaux d'exploits) sont dispensées du timbre.

La même exemption s'applique aux pièces qui seraient spécialement établies pour être produites à l'appui d'une demande d'immatriculation.

Mention de leur destination, avec indication de la formalité pour laquelle elles sont dressées, est inscrite sur lesdites pièces par les parties ou officiers publics ou ministériels, fonctionnaires, etc., chargés de les établir. Elles ne peuvent servir à aucune autre fin, sous peine de 500 francs d'amende, outre le paiement des droits contre ceux qui en font usage.

Article 866

Sont également affranchis du timbre :

- 1 - les registres et livres de toute nature tenus dans les bureaux de Conservation Foncière ;
- 2 - les reconnaissances de dépôt remises aux requérants, et les états, certificats, extraits et copies dressés par les conservateurs, à l'exception toutefois d'actes délivrés aux particuliers, qui doivent être timbrés selon leur dimension.

Article 867

Les dispenses prévues aux deux articles qui précèdent seront éventuellement appliquées, sous les mêmes conditions et sanctions, aux pièces qui seraient établies pour application des décrets de réforme domaniale et foncière des 20 mai 1955 et 10 juillet 1956, et de la loi n°65-25 du 24 août 1965 portant organisation du régime de la propriété foncière au Bénin, pour l'établissement des livres fonciers et inscriptions ultérieures.

Propriété industrielle**Article 868**

Les certificats de dépôts de dessins et modèles délivrés par les greffiers, en exécution des textes sur la propriété industrielle, sont exempts de la formalité de l'enregistrement.

Protection de l'épargne**Article 869**

Les pouvoirs visés à l'avant-dernier alinéa de l'article 17 du décret du 13 janvier 1938 sur la protection des obligataires sont dispensés du timbre.

Pupilles de la Nation**Article 870**

Tous les actes ou pièces ayant exclusivement pour objet la protection des pupilles de la Nation sont dispensés des formalités du timbre et de l'enregistrement.

Quittances et reçus**Article 871**

Sont exempts du droit de timbre de quittance les acquits inscrits sur les chèques ou sur titre séparé du chèque ainsi que sur les lettres de change, billets à ordre et autres effets de commerce assujettis au droit proportionnel.

Article 872

Sont également dispensés du droit de timbre de quittance :

- 1 - les quittances de 100 francs et au-dessous, quand il ne s'agit pas d'un acompte ou d'une quittance finale sur une plus forte somme ;
- 2 - les factures établies par les contribuables assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée ;
- 3 - les reconnaissances et reçus donnés soit par lettre, soit autrement, pour constater la remise d'effets de commerce à négociier, à accepter ou à encaisser ;
- 4 - les écrits ayant pour objet, soit la reprise des marchandises livrées sous condition ou des enveloppes et récipients ayant servi à des livraisons, soit la déduction de la valeur des mêmes enveloppes ou récipients, que cette reprise ou cette déduction soit constatée par des pièces distinctes ou par des mentions inscrites sur les factures ;
- 5 - les acquits de salaires donnés par les ouvriers et employés à leurs employeurs conformément aux dispositions de l'article 223 alinéa 1^{er} du Code du Travail.

Article 873

Toute quittance de sommes réglées par voie de chèque tiré sur un banquier, ou par voie de chèque postal, ou par virement en banque ou par virement postal, est exempte du droit de timbre de quittance, à la condition de mentionner :

- si le règlement a lieu par chèque, la date et le numéro du chèque, ainsi que le nom du tiré ou le numéro du compte courant postal et l'indication du bureau de chèques postaux qui tient ce compte ;

- si le règlement a lieu par virement en banque, la date de l'ordre de virement, la date de son exécution et la désignation des banques qui ont concouru à l'opération et si le règlement a lieu par virement postal, la date et le numéro du chèque de virement, le numéro du compte postal débité et la date du débit et l'indication du bureau de chèques postaux qui tient ce compte.

Recouvrement des petites créances commerciales**Article 874**

Sont exempts du timbre et dispensés de la formalité de l'enregistrement les certificats dont la délivrance est nécessitée par l'exécution de la procédure simplifiée de recouvrement des petites créances commerciales organisée par le décret du 25 août 1937 étendu par celui du 18 septembre 1954.

Registre du commerce**Article 875**

Les déclarations visées par la réglementation sur le registre du commerce et les formalités de publicité des sociétés sont rédigées sur papier libre. Sont également rédigées sur papier libre :

- 1 - les copies d'inscription au registre du commerce délivrées en exécution de la loi ;
- 2 - les copies de pièces déposées au greffe du Tribunal de première instance, tenant lieu de Tribunal de commerce, par les sociétés commerciales étrangères.

Réhabilitation**Article 876**

La procédure de réhabilitation des faillits, prévue par les articles 204 à 206 et 208 à 213 de l'acte uniforme de l'OHADA du 10 avril 1998 organisant les procédures collectives d'apurement du passif, est dispensée de timbre et d'enregistrement.

Répertoire**Article 877**

Sont établis sur papier non timbré :

1 - les répertoires que les huissiers et les greffiers tiennent en exécution du titre III de la présente codification (sous-titre 1^{er} ci-avant) et sur lesquels ils inscrivent tous les actes, exploits, jugements et arrêts qui sont dispensés des formalités du timbre et de l'enregistrement, ainsi que les bulletins n° 3 du casier judiciaire par eux délivrés ;

2- les répertoires que les personnes ou sociétés se livrant à des opérations d'intermédiaires pour l'achat ou la vente d'immeubles ou de fonds de commerce ou qui, habituellement, achètent en leur nom les biens dont elles deviennent propriétaires en vue de les revendre, tiennent en exécution du Code Général des Impôts.

Réquisitions**Article 878**

Les procès-verbaux, certificats, significations, jugements, contrats, quittances et autres actes faits en vertu des textes régissant les réquisitions militaires et exclusivement relatifs au règlement de l'indemnité sont dispensés du timbre et enregistrés gratis lorsqu'il y a lieu à la formalité.

Tous actes et procès-verbaux dressés en vertu de la réglementation relative aux dégâts et dommages commis aux propriétés par les troupes logées ou cantonnées chez l'habitant et au règlement des indemnités de réquisition, sont exempts des formalités du timbre et de l'enregistrement.

Saisie des traitements et salaires**Article 879**

Conformément à l'article 21 du décret n° 55972 du 16 juillet 1955, pris pour l'application des dispositions du Code du Travail relatives aux retenues sur les traitements et salaires des travailleurs, est établi sur papier non timbré, le registre tenu au greffe de chaque Tribunal de première instance, sur lequel sont mentionnés tous les actes, d'une nature quelconque, décisions et formalités auxquels donne lieu l'exécution de la section II du décret susvisé du 16 juillet 1955, en matière de cession et de saisie sur les traitements ou salaires des travailleurs visés par l'article 1^{er} du Code du Travail.

Article 880

Conformément à l'article 22 dudit décret, sont enregistrés gratis, quand il y a lieu, tous les actes, décisions et

formalités visés à l'article précédent ; ils sont, ainsi que leurs copies prévues dans la section du même décret, rédigés sur papier non timbré. Seuls les jugements sont assujettis à la formalité de l'enregistrement.

Les lettres recommandées, les procurations du saisi et du tiers saisi, et les quittances données au cours de la procédure sont exemptes de tout droit de timbre et dispensées de la formalité de l'enregistrement.

Les procurations données par le créancier saisissant sont soumises aux droits de timbre et d'enregistrement édictés par le présent Code.

Article 881

Les dispositions des articles 879 et 880 sont applicables en matière de saisie et de cession :

- a) des salaires, appointements et traitements des fonctionnaires civils ;
- b) des soldes nets des officiers et assimilés et des militaires à solde mensuelle des armées de terre, de mer et de l'air en activité, en disponibilité, en non-activité, en réforme et des officiers généraux du cadre de réserve.

Scellés - Délégation au greffe**Article 882**

La délégation du juge au greffier pour les opérations de scellés, prévue à l'article 907 du Code de procédure civile, est affranchie de l'enregistrement.

Sociétés coopératives agricoles de pêche et d'élevage**Article 883**

§ 1^{er}. Ne donnent lieu à aucune perception au profit du Trésor :

- 1 - les actes de constitution des syndicats agricoles et des sociétés coopératives agricoles ;
- 2 - la dévolution, faite obligatoirement à des œuvres d'intérêt général, de l'excédent de l'actif net sur le capital social des sociétés coopératives agricoles dissoutes.

§ 2 - s'effectue sans autres frais que la rémunération du greffier le dépôt au greffe de la copie de la délibération de l'assemblée générale constitutive des sociétés agricoles coopératives ou des unions de sociétés agricoles coopératives, ainsi que du double ou de l'expédition de l'acte de société.

Article 884

Sont dispensés des droits d'enregistrement et de timbre

tous les actes concernant les fusions de sociétés coopératives agricoles ainsi que les dissolutions de syndicats professionnels agricoles comportant éventuellement dévolution de l'excédent d'actif à des sociétés coopératives agricoles.

Article 885

Les exonérations prévues aux articles 883 et 884 ne seront accordées et maintenues qu'autant que les coopératives et leurs unions seront constituées et fonctionneront conformément à la réglementation en vigueur.

Sous les mêmes conditions et réserves, les articles 883 et 884 sont applicables aux sociétés coopératives de pêche et d'élevage et à leurs unions.

Sociétés mutualistes

Article 886

Tous les actes intéressant les sociétés mutualistes ou sociétés de secours mutuels sont exempts de droits d'enregistrement, à l'exclusion des actes portant transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles ou immeubles.

Les dispositions ci-dessus sont applicables aux unions de sociétés mutualistes, ainsi qu'aux fédérations d'unions de sociétés mutualistes.

Les organisations professionnelles légalement constituées, qui ont prévu dans leurs statuts les secours mutuels entre leurs membres adhérents, bénéficient des immunités fiscales accordées aux sociétés de secours mutuels.

Article 887

Tous les actes intéressant les sociétés de secours mutuels, ainsi que les unions de sociétés de secours mutuels, sont dispensés du timbre.

Sont également dispensés de timbre les pouvoirs sous seing privés, les reçus de cotisation des membres honoraires ou participants, les reçus des sommes versées aux pensionnés et à leurs ayants droit, ainsi que les registres à souches qui servent au paiement des prestations.

La dispense édictée au premier alinéa ci-dessus n'est pas applicable aux transmissions de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles et immeubles, soit entre vifs, soit par décès.

Les certificats, actes de notoriété et autres pièces exclusivement relatives à l'exécution de la loi sur les sociétés de secours mutuels, sont délivrés gratuitement et exempts des droits de timbre.

L'immunité des droits de timbre s'applique aux quittances délivrées en exécution de ladite loi pour remboursement de capitaux réservés et paiement d'arrérages de rentes viagères et de pensions de retraites.

Les organisations professionnelles constituées légalement, qui ont prévu dans leurs statuts les secours mutuels entre leurs membres adhérents, bénéficient des immunités de timbre accordées aux sociétés de secours mutuels.

Sociétés anonymes

Article 888

Les actes ou pièces exclusivement relatifs à la réglementation du droit de vote dans les assemblées d'actionnaires des sociétés anonymes, sont dispensés des droits d'enregistrement à l'exclusion du droit d'apport édicté par l'article 580 précédent.

Article 889

Le projet de statuts que le fondateur d'une société anonyme doit déposer avant toute souscription du capital au greffe du tribunal de commerce du siège ou de la juridiction en tenant lieu est établi sur papier non timbré.

Est également établi sur papier libre l'exemplaire du bulletin de souscription qui doit être remis à tout souscripteur d'actions d'une société.

Société d'encouragement à l'habitat et logements à caractère économique et social

Article 890

Les actes de constitution ou d'augmentation de capital des sociétés immobilières comprenant l'Etat du Bénin parmi leurs actionnaires et ayant pour objet d'améliorer les conditions de l'habitat au Bénin, soit en facilitant la construction, l'achat ou l'assainissement de maisons d'habitation dites économiques ou à bon marché, soit en construisant elles-mêmes ces habitations en vue de la vente ou de la location sont dispensés de timbre et enregistrés gratis.

Sont également enregistrés gratis et dispensés de timbre, les actes de location-vente ou de vente d'immeubles bâtis dont le prix n'excède pas vingt millions de francs hors taxe, effectués par les personnes physiques ou morales qui se consacrent, avec l'agrément et sous le contrôle de l'administration, au développement de l'habitat économique et social.

Successions Voir aussi la rubrique « Mutations par décès »

Article 891

Sont exempts de la formalité de l'enregistrement et de tout droit de timbre les actes, procès-verbaux, jugements et pièces en originaux ou copies concernant la liquidation des successions des fonctionnaires et des militaires, ainsi que ceux concernant la liquidation des successions vacantes d'une valeur inférieure à 200 000 francs.

Article 892

Sont exemptes de la déclaration de mutation les successions comportant un actif brut inférieur à 200 000 francs ou celles dont l'actif brut se compose seulement de biens recueillis selon la coutume et sur lesquels les ayants droit n'acquièrent pas la propriété privative, telle que celle-ci est définie par la loi.

TRAVAIL

Article 893

Le contrat de travail réglementé par le Titre II du Code du Travail applicable au Bénin est exempt de tous droits de timbre et d'enregistrement conformément à l'article 10 dudit Code.

Sont également exempts de tous droits de timbre et d'enregistrement, les certificats de travail délivrés aux travailleurs, encore qu'ils contiennent d'autres mentions que celles prévues par la loi, toutes les fois que ces mentions ne contiennent ni obligation, ni quittance, ni aucune convention donnant lieu au droit proportionnel (articles 62 et 63 du Code du Travail).

Les livrets d'ouvriers, domestiques, etc., en général, toutes les pièces délivrées pour constater la qualité de salarié, sont exemptes de timbre.

Tribunal Administratif et Cour Suprême

Article 894

§ 1^{er}. Sont exempts de timbre et de la formalité de l'enregistrement tous actes, pièces et arrêts concernant le fonctionnement de la Cour Constitutionnelle et de la Chambre des comptes de la Cour Suprême.

§ 2 - Les copies, certificats conformes par le requérant qui accompagnent les requêtes présentées, soit par des particuliers, soit par l'Administration sur la procédure à suivre en matière administrative devant la Cour Suprême et qui sont destinées à être notifiées aux parties en cause, ne sont pas assujetties au timbre.

§ 3 - En cas d'expertise ordonnée par le Tribunal Administratif ou la Cour Suprême, la prestation de serment du ou des experts et l'expédition du procès-verbal ne donnent lieu à aucun droit d'enregistrement.

Tribunaux de Conciliation

Article 895

Sont exempts du timbre et de la formalité de l'enregistrement les actes judiciaires ou extrajudiciaires nécessités par le déroulement des procédures suivies devant toutes les juridictions statuant en matière de droit traditionnel.

Ventes publiques d'objets mobiliers

Article 896

Est établi sur papier non timbré le second exemplaire, conservé au bureau de l'Enregistrement, de la déclaration visée à l'article 682 (n° 2) du présent Code et relative aux ventes publiques et par enchères d'objets mobiliers.

Warrants

Article 897

Sont dispensés de la formalité du timbre les lettres et accusés de réception, les renoncations, acceptations et consentements prévus aux articles 2, 3, 10 et 11 de la loi du 30 avril 1906, modifiée par celle du 28 septembre 1935, sur les warrants agricoles, le registre sur lequel les warrants sont inscrits, la copie des inscriptions d'emprunt, le certificat négatif et le certificat de radiation, mentionnés aux articles 6 et 7 de la même loi.

CHAPITRE II : VISA EN DEBET**SECTION PREMIERE : ACTES VISES POUR TIMBRE ET ENREGISTRES EN DEBET, AUTRES QUE CEUX RELATIFS A L'ASSISTANCE JUDICIAIRE****Article 898**

En dehors des actes désignés par une loi, les seuls actes à viser pour timbre et à enregistrer en débet sont ceux énumérés sous les articles 899 à 905 ci- après.

Aliénés**Article 899**

Sont visés pour timbre et enregistrés en débet, la requête, le jugement et les autres actes auxquels peuvent donner lieu les réclamations prévues par la réglementation en vigueur contre l'internement des aliénés.

Casier judiciaire - Rectification**Article 900**

Les actes, jugements et arrêts relatifs à la procédure organisée par la loi pour la rectification des mentions portées aux casiers judiciaires, sont visés pour timbre et enregistrés en débet.

Communes - Responsabilité civile**Article 901**

Les communes sont dispensées provisoirement du paiement des sommes dues au Trésor pour droits d'enregistrement et de timbre à raison des actions en responsabilité civile prévues par l'article 167 de la loi n° 97-029 du 15 janvier 1999 portant organisation des communes en République du Bénin, en ce qui concerne les dégâts et dommages causés aux personnes et aux propriétés résultant des crimes et délits commis à force ouverte ou par violence et autres faits advenus sur leur territoire par le fait de leurs habitants à l'occasion des attroupements ou rassemblements organisés ou non.

Les actes de procédure faits à la requête des communes, les jugements dont l'enregistrement leur incombe, les actes et titres produits par elles pour justifier de leurs droits et qualités sont visés pour timbre et enregistrés en débet.

Les droits dont le paiement a été différé deviennent exigibles dès que les décisions judiciaires sont définitives à l'égard des communes qui s'en libèrent, le cas échéant, conformément aux dispositions des articles 169 et 170 de la loi n° 97-029 du 15 janvier 1999 complétée par l'article 17 de la loi n° 98007 du 15 janvier 1999 portant régime

financier des communes en République du Bénin.

Contentieux Administratif**Article 902**

Sont enregistrés en débet et jugés sans autres frais que les droits de timbre :

- 1 - les recours pour excès de pouvoir ou en appréciation de validité portée devant la Cour Suprême contre les actes des diverses autorités administratives ;
- 2 - les recours portés devant le Tribunal Administratif et la Cour Suprême en matière d'élections administratives.

Faillite**Jugement déclaratif - Insuffisance de deniers****Article 903**

Lorsque les deniers appartenant à la faillite ne peuvent suffire immédiatement aux frais de jugement de déclaration de la faillite, d'affiche et d'insertion de ce jugement dans les journaux d'apposition, de garde et de levée des scellés, d'arrestation et d'incarcération du failli, l'avance de ces frais est faite, sur ordonnance du juge- commissaire par le Trésor public, qui est remboursé par privilège sur les premiers recouvrements, sans préjudice du privilège du propriétaire. Cette disposition est applicable à la procédure d'appel du jugement de faillite.

Police simple et correctionnelle**Article 904**

Les jugements et arrêts en matière de simple police, de police correctionnelle ou de police criminelle sont visés pour timbre et enregistrés en débet.

Révision des procès criminels et correctionnels**Article 905**

Les frais des instances en révision des procès criminels et correctionnels faits postérieurement à l'arrêt de recevabilité sont avancés par le Trésor.

Section II**ASSISTANCE JUDICIAIRE****Article 906**

§ 1^{er}- Conformément aux textes applicables au Bénin et régissant l'assistance judiciaire, l'assisté est dispensé provisoirement du paiement des sommes dues au Trésor pour droits de timbre, d'enregistrement et de greffe, ainsi que de toute consignation d'amende.

§ 2- Il est aussi dispensé provisoirement du paiement des sommes dues aux greffiers et aux officiers ministériels pour droits, émoluments et salaires.

§ 3- Les actes de la procédure faite à la requête de l'assisté et les jugements et arrêts sont visés pour timbre et enregistrés en débet.

§ 4- Sont pareillement visés pour timbre et enregistrés en débet, s'il y a lieu les actes et titres produits par l'assisté pour justification de ses droits et qualités, dans tous les cas où l'enregistrement est obligatoire dans un délai déterminé en vertu de la présente codification.

Les droits de timbre et d'enregistrement ainsi liquidés deviennent exigibles immédiatement après le jugement définitif.

§ 5- Le visa pour timbre et l'enregistrement en débet doit mentionner la date de la décision qui admet au bénéfice de l'assistance judiciaire ; il n'a d'effet, quant aux actes et titres produits par l'assisté, que pour les procès dans lesquels la production a lieu.

§ 6- Les frais de transport des juges, des officiers ministériels et des experts, des honoraires de ces derniers, les taxes des témoins dont l'audition a été autorisée par le tribunal et le juge et, en général, tous les frais dus à des tiers non officiers ministériels sont avancés par le Trésor, sur exécutoire délivré par le président de chaque juridiction. Le deuxième alinéa du paragraphe 4 du présent article s'applique au recouvrement de ces avances.

§ 7- Sont acquittés dans les conditions prévues au § 3 du présent article, les droits afférents aux actes d'exécution, sous les conditions prévues par la réglementation applicable en matière d'assistance judiciaire.

Article 907

En cas de condamnation aux dépens prononcée contre l'adversaire de l'assisté, la taxe comprend tous les droits, frais de toute nature, honoraires et émoluments auxquels l'assisté aurait été tenu s'il n'y avait pas eu l'assistance judiciaire.

Article 908

§ 1^{er}- Dans le cas prévu par l'article précédent, la condamnation est prononcée et l'exécutoire est délivré au nom du ministre chargé des Finances.

Le recouvrement en sera poursuivi, comme en matière d'enregistrement, par le service de l'Enregistrement, pour le compte du budget national. Sauf le droit pour l'assisté de concourir aux actes de poursuite, conjointement avec ledit

service, lorsque cela est utile pour exécuter les décisions rendues et en conserver les effets.

§ 2- Les frais, faits sous le bénéfice de l'assistance judiciaire, des procédures d'exécution et des instances relatives à cette exécution entre l'assisté et la partie poursuivie, qui auraient été discontinuées ou suspendues pendant plus d'une année, sont réputés dus par la partie poursuivie, sauf justifications ou décisions contraires. L'exécutoire est délivré conformément au paragraphe 1^{er} qui précède.

§ 3- Il est délivré un exécutoire séparé au ministre chargé des Finances pour les droits qui, ne devant pas être compris dans l'exécutoire délivré contre la partie adverse, restent dus par l'assisté au Trésor, conformément au paragraphe 4^e de l'article 906, 2^e alinéa.

§ 4- Le service de l'Enregistrement fait immédiatement aux divers ayants droit la distribution des sommes recouvrées. Les sommes à répartir entre les officiers ministériels d'une part, pour les honoraires, et le budget national de l'autre, pour les droits d'enregistrement et de timbre dont la perception a été différée, seront mandatées au profit des ayants droit sur les crédits du budget national.

§ 5- La créance du Trésor en premier lieu pour les avances qu'il a faites, en second lieu pour tous les droits de greffe, d'enregistrement et de timbre, a la préférence sur celle des autres ayants droit.

Article 909

En cas de condamnation aux dépens prononcée contre l'assisté, il est procédé, conformément aux règles tracées par l'article précédent, au recouvrement des sommes dues au Trésor, en vertu des paragraphes 4 et 6 de l'article 906.

Article 910

Le retrait de l'assistance a pour effet de rendre immédiatement exigibles les droits, honoraires, émoluments et avances de toute nature, dont l'assisté avait été dispensé.

Dans tous les cas où l'assistance judiciaire est retirée, le secrétaire du bureau est tenu d'en informer immédiatement l'inspecteur, qui procédera au recouvrement et à la répartition suivant les règles tracées à l'article 908 ci-dessus.

Article 911

L'action tendant au recouvrement de l'exécutoire délivré au service de l'Enregistrement, soit contre l'assisté, soit contre la partie adverse, se prescrit par dix (10) ans.

SECTION III : DISPOSITIONS GENERALES

Article 912

Dans le cas où, d'après les dispositions en vigueur, un acte doit être enregistré gratis, ou en débet, ou visé pour timbre gratis ou en débet, ces formalités peuvent être supprimées, retardées ou simplifiées.

Des décrets énuméreront les actes dispensés des formalités ainsi que les conditions auxquelles cette dispense sera subordonnée et à défaut desquelles les droits frappant normalement des actes de même nature deviendraient exigibles au comptant ; ils détermineront également toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente disposition.



**SOUS-TITRE V : TAXE UNIQUE SUR LES CONTRATS
D'ASSURANCE**

**SECTION PREMIERE : CONTROLE DES
ORGANISMES ET OPERATIONS D'ASSURANCE**

Article 913

L'ordonnance n° 45-22-11 du 29 septembre 1945 portant réglementation des entreprises d'assurance est et demeure abrogée.

Article 914

Les organismes et opérations d'assurance sont régis :

- par le Code CIMA (Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurance) annexé au Traité du 10 juillet 1992 instituant une organisation intégrée de l'industrie des assurances dans les Etats africains, ratifié par le décret n°93- 262 du 05 novembre 1993 ;
- par la loi n° 92-029 du 26 août 1992 fixant les règles applicables aux organismes d'assurance et de capitalisation, aux opérations d'assurance et à la profession d'assurance, en ses dispositions non contraires à celles du Code CIMA.

**SECTION 2 : PAIEMENT DE LA TAXE UNIQUE SUR
LES CONTRATS D'ASSURANCE ASSIETTE DE LA
TAXE**

Article 915

Toute convention d'assurance conclue avec une société ou compagnie d'assurance agréée en République du Bénin est, quels que soient le lieu et la date auxquels elle est ou a été conclue, soumise à une taxe annuelle obligatoire, moyennant le paiement de laquelle tout écrit qui constate sa formation, sa modification ou sa résiliation amiable ou d'office, ainsi que les expéditions, extraits ou copies qui en sont délivrés, sont, quel que soit le lieu où ils sont ou ont été rédigés, dispensés du droit de timbre et enregistrés gratis lorsque la formalité est requise.

La taxe est perçue sur le montant des sommes stipulées au profit de l'assureur et de tous les accessoires dont celui-ci bénéficie directement ou indirectement du fait de l'assuré.

La perception de la taxe unique établie par le présent article couvre le droit de timbre de quittance exigible sur les reçus délivrés exclusivement pour constater le versement des primes ou des accessoires.

Tarif

Article 916 nouveau

Le tarif de la taxe est fixé à :

- 20 % pour les assurances contre incendie ;
- 10 % pour les assurances automobiles et pour les assurances contre les risques divers
- 5 % pour les assurances de transport ;
- 0,25 % pour les assurances de crédit à l'exportation.

Exonérations

Article 917 nouveau

Sont exonérées de la taxe :

- 1 - les opérations de réassurance, sous réserve de ce qui est dit à l'article 918 nouveau ;
- 2- les opérations d'assurance bénéficiant, en vertu de dispositions exceptionnelles, de l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement, notamment les assurances passées par les sociétés ou caisses d'assurance mutuelles agricoles, les actes intéressant les sociétés de secours mutuels approuvées, les unions de sociétés de secours mutuels, les actes intéressant les syndicats professionnels ;
- 3 - les contrats d'assurance vie ;
- 4 - les contrats d'assurance maladie.

Dispense de la taxe

Article 918 nouveau

Sont dispensés de la taxe, tous les contrats, si et dans la mesure où le risque se trouve situé hors de la République du Bénin, ou ne se rapporte pas à un établissement industriel, commercial ou agricole sis au Bénin ; à défaut de situation matérielle certaine ou de rapport certain avec un établissement industriel, commercial ou agricole, les risques sont réputés situés au lieu du domicile ou du principal établissement du souscripteur.

Mais il ne peut être fait usage au Bénin de ces contrats soit par acte public, soit en justice ou devant toute autre autorité constituée s'ils n'ont été préalablement soumis à la formalité du visa pour timbre et de l'enregistrement.

Cette formalité est donnée moyennant le paiement de la taxe sur l'ensemble des sommes stipulées au profit de l'assureur, afférentes aux années restant à courir.

Les réassurances des risques visés ci- dessus sont soumises aux dispositions du présent article.

Liquidation et paiement de la taxe

Article 919 nouveau

Pour les conventions conclues avec les sociétés ou

compagnies d'assurance agréées au Bénin, la taxe est perçue pour le compte du trésor public par la société ou compagnie d'assurance ou par l'apôtreur de la police, si le contrat est souscrit par plusieurs compagnies d'assurance. Elle est versée par ce dernier ou cette dernière au bureau de l'enregistrement, dans les dix premiers jours du mois qui suit celui de l'encaissement de la prime.

La somme à verser est calculée de la manière suivante :

- la taxe est liquidée au tarif en vigueur au jour de l'échéance sur toutes les sommes stipulées au profit de la société ou compagnie d'assurance et leurs accessoires constatés dans les écritures du redevable comme ayant fait l'objet d'un encaissement au cours du mois écoulé ;
- du montant ainsi obtenu est déduit le montant de la taxe perçue sur toutes les sommes stipulées au profit de la société ou compagnie d'assurance et leurs accessoires constatés dans lesdites écritures comme ayant fait l'objet, au cours de la même période, d'un remboursement.

Article 920

Pour les sociétés ou compagnies d'assurance ayant plusieurs agences générales d'assurance, chaque agence générale est considérée, pour l'application de l'article 919, comme un redevable distinct.

Article 921 nouveau

Modifié par l'article 6 de la Loi n° 99-001 du 13 janvier 1999 portant Loi de Finances pour la gestion 1999 et abrogé par l'article 308 du Code CIMA.

Article 922

Supprimé par l'article 6 de la loi n° 99-001 du 13 janvier 1999 portant Loi de finances pour la gestion 1999.

Solidarité des redevables

Article 923

Dans tous les cas et nonobstant les dispositions de l'article 919, les sociétés ou compagnies d'assurance, leurs représentants responsables, leurs agents généraux d'assurance, directeurs d'établissement, les courtiers, agents généraux et autres intermédiaires d'assurance et les assurés sont tenus solidairement pour le paiement de la taxe et des pénalités.

Obligations des sociétés et compagnies d'assurance

Article 924

Les sociétés et compagnies d'assurance ayant plusieurs

agences générales d'assurance sont tenues de faire une déclaration distincte au bureau de l'enregistrement du siège de chaque agence générale, en précisant le nom de l'agent général.

Article 925 nouveau

Les courtiers, agents généraux et autres intermédiaires d'assurance sont tenus d'avoir un répertoire non sujet au timbre, mais coté, paraphé et visé par le juge du tribunal de première instance, sur lequel ils consignent jour par jour, par ordre de date et sous une série ininterrompue de numéros, toutes les opérations passées par leur entremise. Ils y mentionnent la date de l'opération d'assurance, sa durée et le nom de la société ou compagnie d'assurance, le nom et l'adresse de l'assuré, la nature des risques, leur situation réelle ou présumée selon les distinctions prévues à l'article 918 nouveau, le montant des capitaux assurés ou des rentes constituées, le montant des sommes stipulées au profit de la société ou compagnie d'assurance et de leurs accessoires, les échéances desdites sommes, le montant de la taxe qu'ils ont à verser au Trésor ou le motif pour lequel ils n'ont pas à verser ladite taxe.

Pour les conventions comportant une clause de reconduction, il est fait mention de ladite clause dans la colonne de la durée. Les avenants, polices d'aliment ou d'application y portent une référence à la police primitive.

A la fin de chaque mois, et dans les dix premiers jours du mois suivant, le courtier ou intermédiaire établit un relevé du répertoire concernant le mois entier et dépose ce relevé à l'appui du versement prévu à l'article 919 nouveau.

Droit de communication

Article 926

Les sociétés ou compagnies d'assurance, agents, représentants responsables et intermédiaires sont tenus de présenter, à toute réquisition des préposés de l'Enregistrement, les livres dont la tenue est prescrite tant par les articles 13 et 17 de l'acte uniforme relatif au droit commercial général et l'article 137 de l'acte uniforme portant sur le droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique de l'OHADA que par la législation relative au contrôle et à la surveillance des assurances, les polices ou copies concernant les conventions en cours, y compris celles renouvelées par tacite reconduction ou venues à expiration depuis moins de six ans, le répertoire prévu à l'article 925 nouveau ainsi que tous autres livres ou documents pouvant servir au contrôle

de la taxe.

Le refus de représentation ou de communication, ainsi que la déclaration que les livres, contrats ou documents ne sont pas tenus ou ont été détruits sont constatés par un procès-verbal et soumis aux sanctions édictées par l'article 320 du présent Code.

Pénalités

Article 927

Tout retard dans le paiement de la taxe établie par le présent chapitre, toute inexactitude, omission ou insuffisance et toute autre infraction entraînant un préjudice pour le Trésor donnent lieu au paiement d'une pénalité de :

- 20% lorsque la bonne foi du contribuable n'est pas mise en cause ;
- 40% lorsqu'il est de mauvaise foi ;
- 80% lorsqu'il a commis des manœuvres frauduleuses ou que son imposition a été fixée d'office à défaut de déclaration souscrite dans les trente (30) jours suivant une mise en demeure.

Toutefois, lorsqu'il incombe à une société ou compagnie d'assurance qui a souscrit la déclaration prévue à l'article 924, le simple retard de paiement entraîne l'application aux sommes exigibles d'une majoration de 10% et d'un intérêt moratoire liquidé au taux de 1% par mois, toute fraction de mois étant comptée pour un mois entier.

Les infractions à l'article 924 sont punies d'une amende de 10 000 francs CFA.

Toute autre contravention aux dispositions prises pour leur exécution est punie d'une amende de 10 000 francs CFA, sous réserve de ce qui est dit au dernier alinéa de l'article 926.

Prescription

Article 928

L'action de l'Administration pour le recouvrement de la taxe et des pénalités est prescrite par un délai de cinq (05) ans à compter de leur exigibilité.

Ce délai est porté à trente (30) ans en ce qui concerne la taxe et les pénalités à la charge des sociétés ou compagnies d'assurance qui n'ont pas souscrit la déclaration prévue à l'article 924.

Article 929

La taxe et les pénalités payées à tort peuvent être restituées dans les cinq (05) ans du paiement.

Article 930

La taxe dûment payée ne peut être restituée qu'en cas de résiliation, d'annulation ou de résolution judiciaire de la convention à concurrence de la fraction afférente :

- a) aux sommes stipulées au profit de la société ou compagnie d'assurance et à leurs accessoires dont le remboursement à l'assuré est ordonné par le jugement ou l'arrêt ;
 - b) aux sommes stipulées au profit de la société ou compagnie d'assurance et à leurs accessoires qui, ayant donné lieu à un paiement effectif de la taxe, bien que n'ayant pas encore été payées à la société ou compagnie d'assurance, ne peuvent plus, d'après les dispositions de la décision judiciaire, être exigées par lui de l'assuré.
- L'action en restitution prévue par le présent article se prescrit après une année, à compter du jour où la décision judiciaire est devenue définitive et, en tout état de cause, cinq (05) ans au plus tard après le paiement.

Poursuites et instances

Article 931

Le recouvrement de la taxe et des pénalités est assuré par la direction des Domaines, de l'Enregistrement et du Timbre et les instances sont introduites et jugées comme en matière d'enregistrement.

SECTION 3 : ASSURANCE DES BIENS, PERSONNES ET RESPONSABILITES SITUES AU BENIN

Article 932

Tous les biens meubles et immeubles, personnes et responsabilités situés au Bénin ne peuvent être assurés qu'auprès des sociétés d'assurance agréées au Bénin, conformément aux dispositions de l'article 326 du Code CIMA sauf dérogation expresse du ministre en charge des Assurances.

Toute cession en réassurance à l'étranger portant sur plus de 75% d'un risque concernant une personne, un bien ou une responsabilité située sur le territoire béninois est soumise à l'autorisation du ministre en charge des Assurances à l'exception des branches ci-après, mentionnées aux paragraphes 4, 5, 6, 11 et 12 de l'article 328 du Code CIMA :

- corps de véhicules ferroviaires ;
- corps de véhicules aériens ;
- corps de véhicules maritimes, lacustres et fluviaux ;
- responsabilité civile des véhicules aériens ; - responsabilité civile des véhicules maritimes, lacustres et fluviaux.

Article 933

Les contrats d'assurance portant sur les biens, personnes et responsabilités situés au Bénin, qui ont été souscrits avant la date d'entrée en vigueur du Code CIMA, devront être obligatoirement rattachés, lors de leur premier renouvellement, à un organisme d'assurance agréé au Bénin auquel il incombe à partir de ce moment d'encaisser toutes primes et de régler toutes indemnités et taxes afférentes à ces contrats.

Article 934

Sont nuls et de nul effet les nouveaux contrats d'assurance portant sur des biens, personnes et responsabilités situés au Bénin et souscrits en infraction aux dispositions des articles 932 et 933 ci-dessus. Toutefois, cette nullité n'est pas opposable aux assurés et bénéficiaires de bonne foi.

Toute entreprise d'assurance qui contreviendrait aux dispositions des articles 932 et 933 sera passible d'une amende de 50% du montant des primes émises à l'étranger ou cédée en réassurance à l'étranger au-dessus du plafond fixé à l'article 932.

En cas de récidive, l'amende sera portée à 100% de ce même montant. Le jugement sera publié aux frais des condamnés ou des entreprises civilement responsables.



SOUS-TITRE VI : DROITS DE PUBLICITE FONCIERE ET HYPOTHECAIRE

Article 935

Le présent sous-titre fixe les droits et salaires exigibles à l'occasion des formalités passées devant le conservateur de la propriété foncière et des droits fonciers.

CHAPITRE PREMIER

DROITSET SALAIRES DE CONSERVATION FONCIERE

SECTION PREMIERE : DROIT AU PROFIT DU

TRESOR

Article 936

Le mode d'assiette, la quotité et les règles de perception des droits au profit du budget national pour l'accomplissement des formalités prévues par la loi n° 65-25 du 14 août 1965 portant organisation du régime de la propriété foncière au Bénin, sont établis ainsi qu'il suit.

Article 937

Sont exemptes de tout droit les procédures engagées en vue d'obtenir l'immatriculation des immeubles dépendant du domaine de la République du Bénin, ainsi que toutes inscriptions dont les frais seraient normalement à la charge de cette dernière. Les droits et salaires deviennent cependant exigibles, sur les nouveaux propriétaires, en cas d'attribution par voie de concession ou autrement, à toute autre personne physique ou morale.

Article 938

Sont également exonérés de droits et frais :

- 1 - toutes opérations au profit de collectivités publiques béninoises, lorsque ces opérations ont été déclarées d'utilité publique ;
- 2 - les formalités requises en exécution de l'Ordonnance n° 35/PR/MENJS du 1er juin 1968, relative à la protection des biens culturels ;
- 3 - les apports immobiliers faits aux sociétés énumérées en l'article 890 précédent.
- 4 - les mutations réalisées par les personnes physiques ou morales visées à l'alinéa 2 de l'article 890.

Article 939

L'inscription de l'hypothèque forcée au profit du Trésor public, prévue par l'article 1140 bis de la présente codification donne lieu à la perception en débet des droits et I salaires exigibles à cette occasion.

En cas de remise ou de réduction du montant de la créance garantie, les droits et salaires tombent en non-valeur à due concurrence, tant pour les frais d'inscription que pour ceux de mainlevée.

Liquidation des droits

Article 940

Les droits perçus au profit du budget sont liquidés, à savoir :

- 1 - en matière d'immatriculation, sur la valeur vénale attribuée aux immeubles dans les réquisitions ou, dans le cas visé au 2^{ème} alinéa de l'article 939 précédent, sur la valeur vénale au moment de l'attribution par l'Etat ;

2- supprimé

La perception suit les sommes de mille francs en mille francs inclusivement et sans fraction.

Article 941

Lorsque les sommes énoncées aux actes ou les valeurs estimatives données par les parties paraissent inférieures à la valeur réelle des droits constitués, transmis ou éteints, le conservateur est admis à provoquer l'expertise à l'effet de faire déterminer la valeur exacte desdits droits.

Article 942

La procédure en expertise est engagée et suivie dans les formes fixées par la présente codification en matière d'enregistrement.

Les pénalités, au cas où l'insuffisance d'évaluation est reconnue, sont liquidées conformément aux prescriptions de cette même réglementation. Il en serait de même pour le cas où la réglementation foncière viendrait à prévoir des pénalités de retard à défaut de dépôt à la Conservation foncière, dans les délais fixés par ladite réglementation foncière, d'actes translatifs, modificatifs ou extinctifs de droits réels.

Tarif

Article 943

Il est perçu au profit du budget :

- 1 - pour l'immatriculation aux livres fonciers (article 119 de la loi n° 65-25 du 14 août 1965), sur la valeur vénale 0,50 % avec minimum, par titre créé, de cinq mille (5 000) francs ;
- 2 - **supprimé ;**
- 3 - **supprimé ;**

4 - pour la délivrance d'un duplicata de titre foncier, par titre, une somme fixe de cinq mille (5 000) francs ;

5 - pour la constitution de nouveaux titres par suite de fusion ou de division de titres existants (articles 454 et 456), par titre, une somme fixe de cinq cents (500) francs.

La taxe proportionnelle de 0,20 % est éventuellement seule exigible sur la valeur des parcelles mutées, à l'exclusion de celle de 0,50 % qui n'est exigible que dans le cas de constitution de titres par suite d'immatriculation. Le droit fixe constitue un minimum qui est perçu dans tous les cas, même s'il s'agit du remplacement de titres terminés.

6 - à l'occasion de toute autre formalité, y compris la délivrance de renseignements, une somme fixe de cinq cents (500) francs.

SECTION 2 : SALAIRES ET HONORAIRES

Article 944

Le mode d'assiette, la quotité et les règles de perception des salaires des conservateurs et des greffiers, dus par les personnes qui requièrent l'accomplissement des formalités prévues par la réglementation foncière, sont établis ainsi qu'il suit.

Article 945

Sont exemptes d'émoluments de toute nature les formalités exonérées de droit au profit du budget, telles qu'elles sont énumérées par les articles 937 et 938 ci-avant.

Article 946

Les salaires établis au profit des conservateurs pour les couvrir de leur responsabilité civile envers les parties et intéressés sont liquidés conformément au tarif établi en l'article 949 ci-après.

Article 947

En cas d'insuffisance dûment constatée, dans les formes réglées par l'article 942 ci-avant, des sommes énoncées aux actes ou des valeurs estimatives en tenant lieu, il est dû un supplément de salaires dans tous les cas où il est dû un supplément de droits.

Article 948

Les émoluments dus aux greffiers consistent uniquement, dans les procédures ordinaires, en un droit pour l'affichage de l'extrait des réquisitions dans l'auditoire du tribunal civil. Tous les autres émoluments exigibles en cas de litiges entre requérants et opposants sont réglés selon les formes du

droit commun.

Tarif

Article 949

Il est dû :

- aux greffiers pour affichage en l'auditoire de l'extrait de réquisition et rédaction du certificat (article 387 alinéa 2 du présent Code), une somme fixe de deux cents (200) francs CFA ;

- aux conservateurs :

1 - pour l'immatriculation aux livres fonciers, sur la valeur vénale, un salaire proportionnel de 0,25 % avec minimum, par titre créé de deux mille cinq cents (2500) francs CFA ;

2 - pour la délivrance d'un duplicata de titre foncier, par titre une somme fixe de deux mille cinq cents (2 500) francs CFA ;

3 - pour la constitution de nouveaux titres par suite de fusion ou de division de titres existants, par titre, une somme fixe de 250 francs CFA.

Le salaire proportionnel de 0,10 % est éventuellement seul exigible sur la valeur des parcelles mutées, à l'exclusion de celui de 0,25 % qui n'est exigible que dans le cas de constitution de titres en suite d'immatriculation ;

4 - pour toute autre formalité, une somme fixe de 100 francs CFA ;

5 - à l'occasion de la consultation des livres fonciers par le public :

* pour chaque état de droits réels appartenant à une personne déterminée, ou grevant un immeuble déterminé, par article 50 francs CFA avec un minimum de 250 francs CFA. Ce minimum est dû pour un état négatif ;

* pour chaque copie d'acte ou de bordereau analytique, par rôle de copie, complet ou entamé 100 francs CFA outre le droit de timbre de dimension pour les copies d'actes (cf. art. 866, 2., de la présente codification) ;

* pour tout autre renseignement 100 francs CFA.

SECTION 3 : DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES

COMMUNES

Article 950

Si une réquisition d'immatriculation demeure sans suite, quelle que soit la cause de la suspension de la procédure, il est prélevé sur la provision versée :

1 - avant bornage, le montant du droit minimum prévu au profit du budget, et des salaires fixes et minimum prévus tant au profit du greffier que du conservateur pour les formalités déjà accomplies par leurs soins ;

2 - après bornage, la moitié des droits et salaires proportionnels, avec application, le cas échéant, des minima.

La différence, s'il en existe, est restituée au requérant qui en a fait l'avance.

Article 951

Le paiement des droits et salaires réclamés par le conservateur ne peut jamais être différé, pour quelque motif que ce soit, sauf aux parties versantes à se pourvoir en restitution, si elles le jugent convenable.

Article 952

La somme totale perçue à l'occasion des formalités requises aux bureaux de la Conservation de la propriété et des droits fonciers doit être indiquée en chiffres très apparents, savoir :

- 1 - pour la procédure d'immatriculation, au bas de la première page de la couverture protégeant la copie de titre

foncier remise au requérant ;

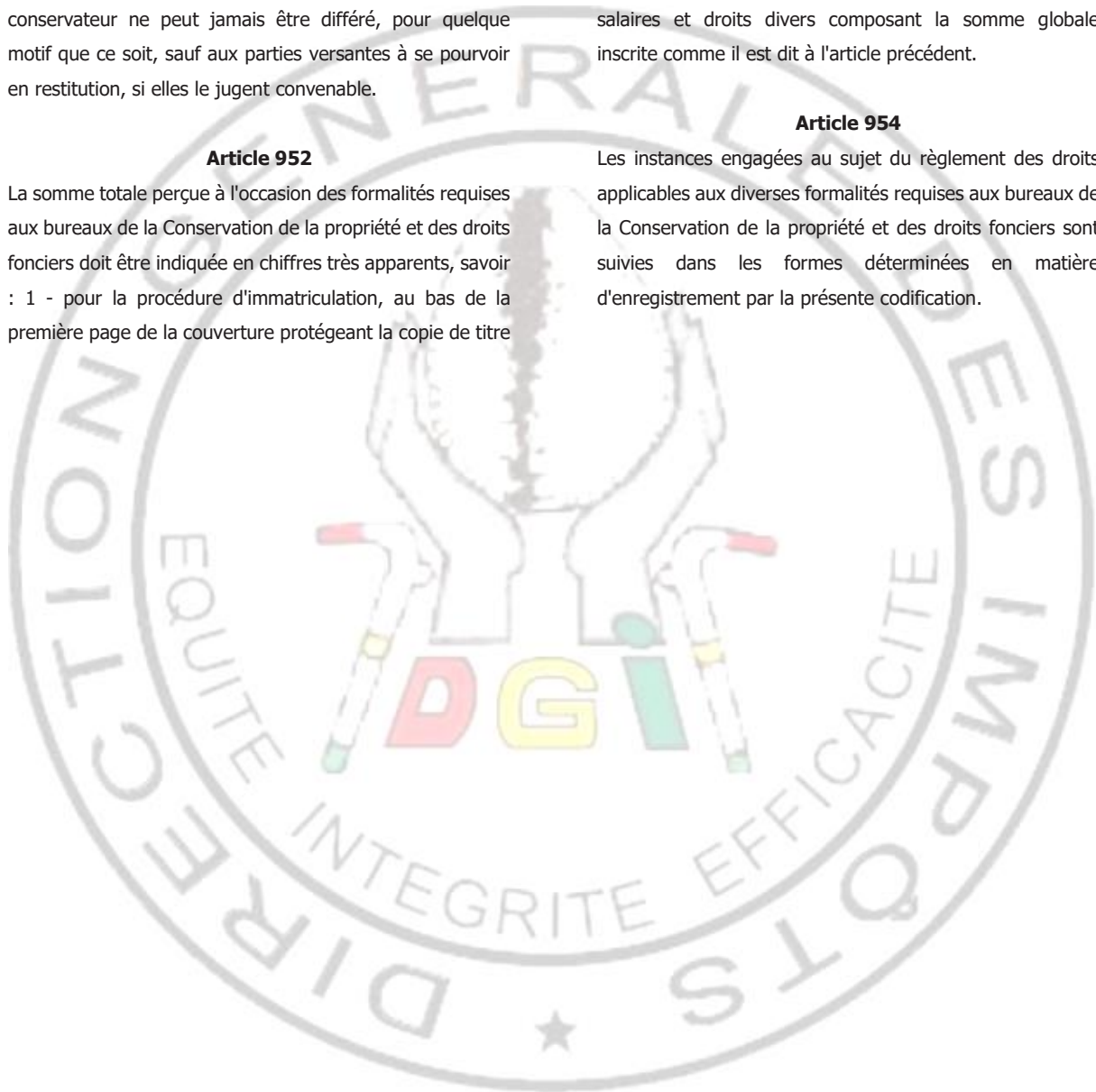
- 3 - pour les mentions ultérieures au bas du duplicata de bordereau analytique de l'acte mentionné devant rester annexé à ladite copie.

Article 953

Les parties ont, en outre, la faculté d'exiger dans tous les cas, du conservateur, le détail établi par écrit des taxes, salaires et droits divers composant la somme globale inscrite comme il est dit à l'article précédent.

Article 954

Les instances engagées au sujet du règlement des droits applicables aux diverses formalités requises aux bureaux de la Conservation de la propriété et des droits fonciers sont suivies dans les formes déterminées en matière d'enregistrement par la présente codification.



CHAPITRE II : HYPOTHEQUES MARITIMES**Article 955**

Conformément à la législation en vigueur, le service des Hypothèques maritimes demeure confié à l'autorité maritime qui est chargée de l'exécution des formalités prévues par l'article 1^{er} de la convention internationale de 1993 sur les privilèges et hypothèques maritimes.

Article 956

Les droits à percevoir par les agents de l'Etat, ainsi que le cautionnement spécial à leur imposer, les émoluments et honoraires de navires pour les ventes dont ils pourront être chargés se composent de remise et de salaire payables d'avance.

Article 957

La remise est fixée à un demi pour mille du capital des créances donnant lieu à l'hypothèque, quel que soit le nombre des navires sur lesquels il est pris ou renouvelé inscription.

Toutefois, dans le cas où les navires affectés à la garantie d'une même créance sont immatriculés dans des ports dépendant de recettes différentes, la remise est due à l'inspecteur de chacune des recettes.

Article 958

Les salaires seront de 100 francs :

- 1 - pour l'inscription de chaque hypothèque requise par un seul bordereau, quel que soit le nombre des créanciers ;
- 2 - pour chaque inscription reportée d'office conformément aux articles 49 et 50 du Code de commerce maritime, sur le registre du lieu de la naturalisation ou sur le registre du nouveau port d'attache ;
- 4 - pour chaque déclaration, soit de changement de domicile, soit de subrogation, soit de tous les deux par le même acte ;
- 5 - pour chaque radiation d'inscription ;
- 6 - pour chaque extrait d'inscription ou pour le certificat lorsqu'il n'en existe pas ;
- 7 - pour la transcription du procès-verbal de saisie, conformément à l'article 11 de la convention internationale de 1993 sur les privilèges et hypothèques maritimes.

Article 959

Chaque bordereau d'inscription ne peut s'appliquer qu'à un seul navire. Dans le cas de changement de domicile, de subrogation ou de radiation, il est fait aussi une déclaration distincte par inscription.

Article 960

Le cautionnement que les inspecteurs de l'Enregistrement ont à fournir pour la garantie des actes auxquels donne lieu l'exécution de la loi n° 65-25 du 14 août 1965 portant organisation du régime de la propriété foncière au Bénin, sera affecté également à la garantie des actes auxquels donnera lieu l'exécution de la convention internationale de 1993 sur les privilèges et hypothèques maritimes.

CHAPITRE III : HYPOTHEQUES TERRESTRES

Article 961

Le régime hypothécaire du Code Civil n'étant pas applicable au Bénin, le chapitre premier du Livre III de la délibération susvisée du 28 septembre 1948 est sans objet et est abrogé purement et simplement.



SOUS-TITRE VII : TAXE DE PLUS-VALUE**IMMOBILIERE****Article 961-1**

La plus-value acquise par les terrains bâtis ou non bâtis, les droits relatifs aux mêmes immeubles et les droits relatifs aux titres miniers est soumise, en cas de cession desdits immeubles ou droits, à une taxe dite « taxe de plus-value immobilière ».

Le montant de la taxe est calculé en appliquant un taux de 5% au montant de la plus-value.

La plus-value est la différence entre, d'une part, la somme ou contre-valeur moyennant laquelle l'immeuble, le droit réel immobilier ou le droit relatif à un titre minier est aliéné, ou l'estimation pour laquelle il fait l'objet d'un apport en société pur et simple ou à titre onéreux et, d'autre part, son prix ou sa valeur d'acquisition telle qu'elle est définie à l'article 961-2. Si cette acquisition a eu lieu à titre gratuit, la valeur d'acquisition présumée est la valeur vénale des immeubles ou droits au jour de la mutation à titre gratuit.

Pour la cession de droits afférents à un terrain détenu par voie de bail, la valeur d'origine est constituée par le cumul des loyers échus à la date de cession.

Pour les titres miniers reçus directement de l'État, la valeur d'acquisition correspond aux droits qui ont été payés contre l'octroi du titre, conformément aux dispositions prévues par les lois et règlements en vigueur et les conventions entre l'État et les titulaires de droits.

Les dispositions des alinéas ci-dessus sont applicables aux mutations à titre gratuit entre vifs ; le cas échéant, la plus-value est déterminée sur la base de la valeur vénale du bien à la date de la mutation.

Article 961-2

La valeur d'acquisition est la somme ou contre-valeur déboursée par le cédant pour obtenir la propriété de l'immeuble ou du droit réel immobilier. Elle est déterminée à partir du prix d'achat ou de l'estimation de la valeur d'acquisition de l'immeuble ou du droit réel immobilier et des ouvrages qu'il comporte à l'époque de l'acquisition.

Le prix d'achat ou l'estimation est révélé par les actes de toute nature ayant date certaine.

À défaut de documents relatifs à l'immeuble lui-même ou en cas de majoration du prix d'achat, la plus-value est déterminée à partir de la valeur d'acquisition de référence.

La valeur d'acquisition de référence est la valeur actualisée de la somme ou contre-valeur qu'aurait déboursée le cédant pour obtenir la propriété de l'immeuble.

Les valeurs d'acquisition de référence sont fixées et révisées périodiquement par arrêté du Ministre chargé des Finances. Toutefois, la somme déboursée en ce qui concerne un créancier saisissant demeuré, faute d'enchérisseurs, adjudicataire de l'immeuble hypothéqué à son profit, est celle qui figure au commandement qui a été signifié à son débiteur préalablement à la saisie, en application de l'article 1224 du Code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes, pourvu que cette somme soit supérieure au prix d'adjudication.

Article 961-3

En cas de construction, l'aliénateur est tenu de faire une déclaration détaillée du prix de cession en distinguant la valeur de la parcelle de celle de la construction. La plus-value sur la construction est fixée à 10% de son prix de cession.

Article 961 -4

1. La taxe est liquidée et payée au moment même et à l'occasion des formalités d'enregistrement des actes d'aliénation ou des déclarations de mutation. Elle est due, nonobstant toutes conventions contraires, par le cédant. Le montant de la taxe de plus-value ne peut en aucun cas être inférieur à 1% du prix de cession.

2. S'agissant de la cession de droits attachés à des titres miniers ou pétroliers, la taxe est retenue et acquittée par le cessionnaire sur la somme versée au cédant. Pour les cédants domiciliés en République du Bénin, le montant payé au titre de la taxe de plus-value immobilière est, sur la base de la quittance de paiement, déduit de l'impôt sur le revenu et reporté pour une durée de trois ans, sans pouvoir donner lieu à un remboursement.

3. La taxe de plus-value immobilière est liquidée et réclamée à l'occasion des acquisitions par l'État ou les collectivités territoriales.

4. Si la taxe n'est pas réglée en même temps que les droits de mutation, la formalité de l'enregistrement est refusée, sauf le cas des acquisitions faites par l'État et les collectivités territoriales.

5. Le cessionnaire de titres miniers est redevable de la taxe de plus-value immobilière due par le cédant non domicilié en République du Bénin ou qui n'y dispose pas de représentant. Dans ce cas, le montant de la taxe est retenu et acquitté par le cessionnaire sur la somme reçue. Par titres miniers, il faut entendre, tous droits d'exploration, d'exploitation et autres autorisations présentant un

avantage économique, accordés dans le domaine des mines ou des hydrocarbures.

Article 961 -5

Les actes ou déclarations de mutation contiennent, dans l'origine de propriété, des renseignements tant sur la date et le mode d'acquisition que sur la valeur des immeubles à l'époque de leur acquisition par celui ou ceux qui les aliènent. Ces renseignements sont complétés par la date à laquelle les actes, pièces, jugements ou documents relatifs à l'immeuble ont été enregistrés et, autant que possible, par la relation elle-même de l'enregistrement.

Article 961 -6 : abrogé par la Loi n° 2020 - 33 du 24 décembre 2020 portant gestion 2021

Article 961-7

Sont exemptés de la taxe :

- 1- le produit de l'aliénation des immeubles de l'Etat, des établissements publics à caractère administratif, des sociétés nationales, des sociétés à participation publique ayant pour objet l'amélioration de l'habitat, des collectivités et organismes publics ou privés dont les acquisitions sont exonérées de droit d'enregistrement ;
- 2- les plus-values réalisées sur les immeubles inscrits à l'actif du bilan des entreprises soumises à l'impôt sur les revenus.

Article 961-8

Aucune mutation foncière ne peut se faire si le vendeur n'a au préalable justifié du paiement de la taxe.

En ce qui concerne les cessions faites aux personnes désignées au point 1 de l'article 961-7 ci-dessus, aucune somme ne peut être ordonnancée au profit du vendeur s'il

n'a, au préalable, justifié du paiement de la taxe.

Article 961-9

Les officiers publics et ministériels et les fonctionnaires investis d'attributions du même ordre, sont dans tous les cas, tenus responsables du paiement de la taxe dont l'exigibilité est révélée par les actes qu'ils reçoivent ou les documents qu'ils annexent ou dont ils font usage.

Article 961-10

L'omission dans l'origine de propriété contenue dans les actes ou déclaration de mutations immobilières, des renseignements prescrits par l'article 961-5 ci-dessus est punie d'une amende égale à 20% de la taxe exigible. Cette amende est personnelle à l'officier ministériel rédacteur de l'acte ou au déclarant.

L'indication d'une valeur d'acquisition reconnue fautive est passible d'une pénalité égale à 40% de la taxe calculée en tenant compte de la véritable valeur d'acquisition.

Nonobstant les dispositions des articles 397 et suivants du présent Code, les sommes perçues à titre de pénalités pour défaut d'enregistrement dans les délais, portent sur les droits simples d'enregistrement majorés de la taxe de plus-value immobilière.

Article 961-11 : Abrogé par la Loi n° 2020 - 33 du 24 décembre 2020 portant gestion 2021

Article 961-12

Une part du produit de la taxe de plus-value immobilière est affectée au budget de la collectivité locale du lieu de situation du bien immobilier cédé.

Les modalités d'application des présentes dispositions sont précisées par arrêté du ministre chargé des finances.

**LIVRE PREMIER
ASSIETTE ET LIQUIDATION DE L'IMPÔT
DEUXIÈME PARTIE
IMPOSITIONS PERÇUES AU PROFIT DES COMMUNES ET DE
DIVERS ORGANISMES**



TITRE PREMIER : IMPÔTS DIRECTS ET TAXES ASSIMILÉES
CHAPITRE PREMIER : TAXE CIVIQUE
Article 962 à 972

Supprimé par l'article 3 de l'ordonnance n°94-001 du 16 septembre 1994 portant loi des finances pour la gestion 1994

CHAPITRE PREMIER : TAXE DE DEVELOPPEMENT LOCAL
CHAMP D'APPLICATION DE LA TAXE

Article 962-1 à 962-11

Supprimés par l'ordonnance n°2010-01 du 1er janvier 2010 portant loi de finances pour la gestion 2010

Articles 963 à 972

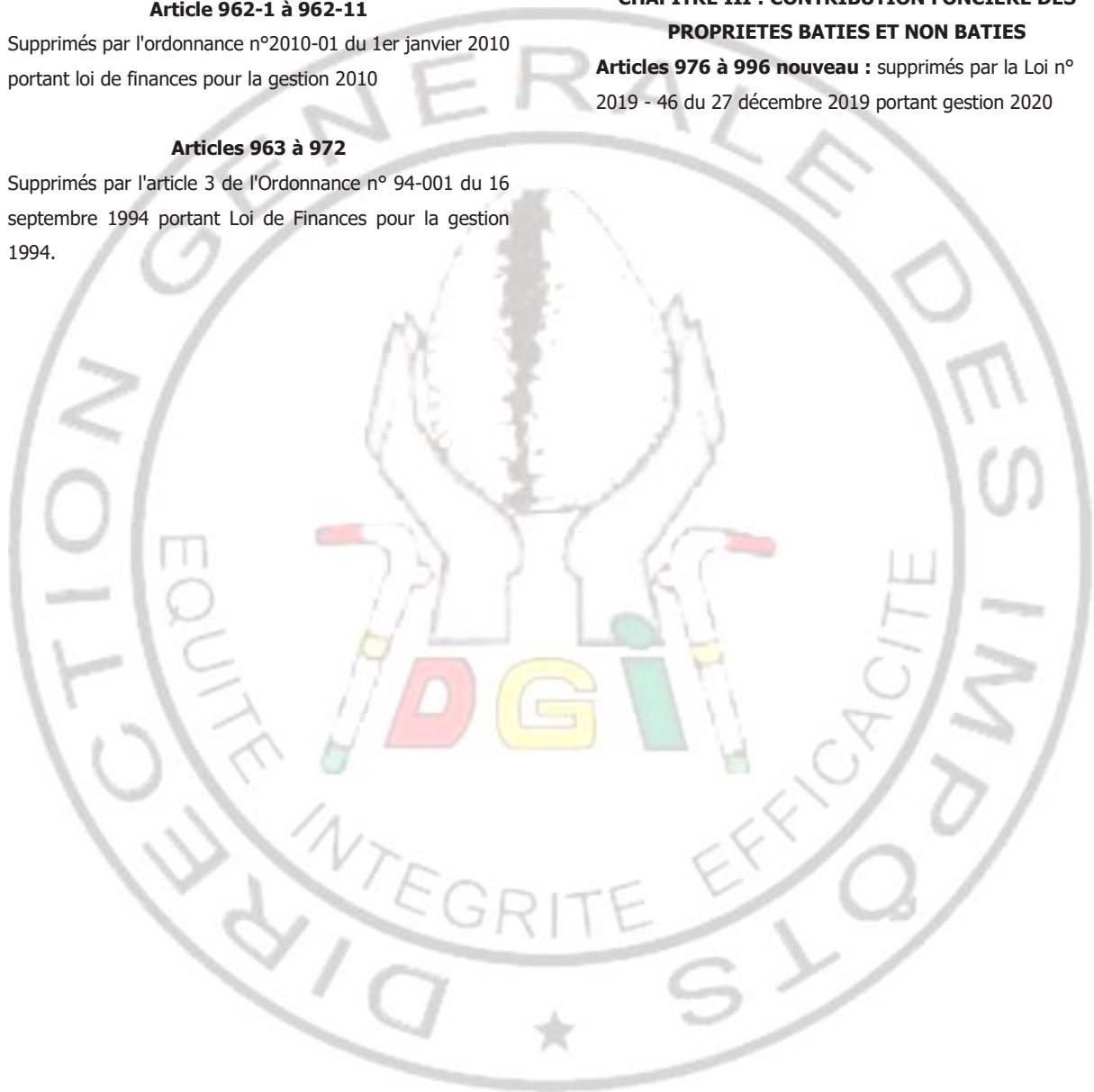
Supprimés par l'article 3 de l'Ordonnance n° 94-001 du 16 septembre 1994 portant Loi de Finances pour la gestion 1994.

CHAPITRE II : TAXE DE CREDIT AGRICOLE
Articles 973 à 975

Supprimés par l'article 25 de l'Ordonnance n° 94-001 du 16 septembre 1994 portant Loi de Finances pour la gestion 1994.

CHAPITRE III : CONTRIBUTION FONCIERE DES PROPRIETES BATIES ET NON BATIES

Articles 976 à 996 nouveau : supprimés par la Loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020



CHAPITRE III BIS : TAXE FONCIERE UNIQUE

Article 996 nouveau 1

La taxe foncière unique est une contribution annuelle sur les propriétés foncières bâties et non bâties, sises en République du Bénin. Elle est due par les propriétaires de ces biens au 1er janvier de l'année d'imposition.

Les propriétés bâties sont les constructions fixées au sol à demeure, telles que maisons, fabriques, manufactures, usines et en général tous les immeubles construits en maçonnerie, fer, bois ou autres matériaux.

Sont assimilés aux propriétés bâties les terrains non cultivés, employés à usage commercial ou industriel, tels que chantiers, lieux de dépôts de marchandises et autres emplacements de même nature.

Constituent des propriétés non bâties et imposées comme telles, les terrains nus non bâtis de toutes natures sises en République du Bénin à l'exception de celles qui en sont expressément exonérées.

Sont assimilés aux propriétés non bâties les constructions légères (kiosques, tonnelles, pavillons, guérites, cases construites en paille, en banco, etc.) simplement posées sur le sol ou démunies de fondations en maçonnerie.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, les constructions visées à l'alinéa précédent et productives de revenus ou affectées à un usage commercial sont imposables suivant le régime des propriétés bâties.

Exonérations

Article 996 nouveau 2

Sont exemptés de la taxe foncière unique ;

- 1- les immeubles, bâtiments ou constructions appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes et aux établissements publics, affectés ou non à usage public, mais improductifs de revenus. Cette exonération s'étend aux immeubles appartenant aux missions diplomatiques et organismes internationaux ayant signé un accord de siège avec la République du Bénin ;
- 2- les pépinières et jardins à essais créés par l'Administration ou par les sociétés d'intérêt collectif agricole dans un but de sélection et d'amélioration des plants ; les terrains ou les lieux à usage scolaire, universitaire ou sportif appartenant à des établissements scolaires ou universitaires, ou à des sociétés à but sportif reconnues par l'Etat ; les terrains, non à bâtir, appartenant aux coopératives agricoles ;
- 3- les terrains cultivés ou effectivement utilisés au 1er

janvier de l'année d'imposition pour la culture maraîchère, florale ou fruitière ou pour la production de plants et semis, lorsque ces terrains sont situés en dehors d'un périmètre fixé par arrêté du Préfet pour chaque commune ou localité ;

4- les terres de culture de cinq hectares ou moins d'un seul tenant, lorsque le propriétaire ne possède aucune autre terre de culture ;

5- les immeubles affectés à des œuvres d'assistance médicale ou d'assistance sociale ;

6- les immeubles servant aux exploitations agricoles pour loger les animaux ou serrer les récoltes ;

7- les édifices et lieux servant à l'exercice des cultes, lorsque ceux-ci appartiennent à la communauté religieuse.

III.- EXEMPTIONS TEMPORAIRES

Article 996 nouveau 2 bis

Les constructions nouvelles, les reconstructions et les additions de constructions exclusivement destinées à l'habitation du propriétaire et de sa famille ne sont soumises à la taxe foncière unique que la quatrième année suivant celle de leur achèvement ou de leur première utilisation. Si lesdits immeubles ou portions d'immeubles sont ultérieurement affectés à un usage autre que l'habitation exclusive du propriétaire et de sa famille, ils cesseront d'avoir droit à l'exemption pour le reste de la période à compter de l'année de leur transformation.

Pour bénéficier de l'exemption temporaire, le propriétaire devra adresser au service des impôts, dans l'année de l'achèvement des travaux ou de sa première utilisation et au plus tard avant le 1er janvier de l'année suivant celle de cet achèvement ou de cette utilisation, une lettre indiquant la nature du nouveau bâtiment, sa destination, et y joindre toutes pièces utiles attestant sa qualité de propriétaire.

En aucun cas, l'exemption temporaire ne peut être accordée si le propriétaire n'est à jour de la Taxe Foncière Unique due à raison de l'immeuble préexistant.

A défaut de déclaration dans le délai fixé au deuxième alinéa du précédent article, les constructions, les additions de constructions et reconstructions sont imposées définitivement dès le 1er janvier de l'année de leur découverte.

Les terrainsensemencés, plantés ou replantés en bois de toutes essences sont exonérés pendant trente (30) ans pour compter de la première année du semis, de la plantation ou de la replantation.

IV - PERSONNES IMPOSABLES ET DEBITEURS DE L'IMPÔT

Article 996 nouveau 2 ter

La taxe foncière unique est due pour l'année entière par le propriétaire au 1er janvier de l'année de l'imposition, sauf le cas prévu à l'article 996 nouveau 2 quater.

En cas d'impossibilité d'accéder au propriétaire, le possesseur, le mandataire, le locataire, le légataire ou tout autre ayant droit est tenu d'acquitter ladite taxe au nom et pour le compte du propriétaire. ;

En cas d'usufruit, l'imposition est due par l'usufruitier dont le nom doit figurer sur le rôle à la suite de celui du propriétaire.

En cas de donation, par le donataire dont le nom doit figurer au rôle.

En cas de bail emphytéotique, le preneur ou l'emphytéote est entièrement substitué au bailleur.

Article 996 nouveau 2 quater

Lorsqu'un propriétaire de terrain ou d'un immeuble portant une construction sans grande valeur, loue le fonds par bail de longue durée, à charge pour le locataire de construire à ses frais un immeuble bâti de valeur ou de consistance donnée devant revenir sans indemnité et libre de toutes charges au bailleur à l'expiration du bail, la taxe foncière unique est due, à raison de l'immeuble construit par le propriétaire du sol.

La valeur locative imposable au nom du propriétaire sera considérée, pendant toute la durée du bail, comme équivalente à l'annuité correspondant à la somme nécessaire pour amortir pendant la durée du bail, le prix des travaux exécutés et des charges imposées au preneur.

Dans le cas considéré, la taxe foncière unique est due par le propriétaire à partir du 1er janvier de l'année qui suit celle de l'achèvement de la construction édifiée par le locataire, sauf application des dispositions de l'article 996 nouveau 2 bis relatives à l'exemption temporaire.

V- Base d'imposition

Article 996 nouveau 3

La taxe foncière unique pour les propriétés bâties dans les communes ne disposant pas du registre foncier urbain est réglée en raison de la valeur locative de ces propriétés au 1er janvier de l'année de l'imposition sous déduction de 40% pour les maisons et 50% pour les usines.

Aucun abattement n'est appliqué dans les collectivités territoriales disposant du registre foncier urbain. La liste en

est arrêtée par le Ministre en charge des Finances.

La valeur locative des sols des bâtiments de toute nature et des terrains formant une dépendance indispensable et immédiate des constructions entre, le cas échéant, dans l'estimation du revenu servant de base à la taxe foncière unique afférente à ces constructions.

Article 996 nouveau 3 bis

La valeur locative est le prix que le propriétaire retire de ses immeubles lorsqu'il les donne à bail ou, s'il les occupe lui-même, celui qu'il pourrait en tirer en cas de location.

La valeur locative est déterminée au moyen de baux authentiques ou de locations verbales passées dans les conditions normales.

En l'absence d'actes de l'espèce, l'évaluation est établie par comparaison avec les locaux dont le loyer aura été régulièrement constaté ou sera notoirement connu.

Si aucun de ces procédés ne peut être appliqué, la valeur locative est déterminée par voie d'appréciation directe.

Pour la détermination de la valeur locative par voie d'appréciation, le taux appliqué aux bâtiments, chantiers et sols est de 5%.

La valeur locative des terrains à usage industriel ou commercial est déterminée à raison de l'usage auquel ils sont appliqués y compris la valeur locative du sol.

Dans le cas d'une construction sur sol d'autrui, la valeur locative à prendre en compte, pendant la phase d'amortissement de l'investissement réalisé, est celle qui résulte de l'application du taux de 5% à la valeur brute des bâtiments encore à l'actif. Si les immobilisations sont complètement amorties et que le contribuable verse des loyers au propriétaire des sols, la valeur locative est constituée par les loyers.

Article 996 nouveau 3 ter

Les terrains et propriétés non bâties sont imposés à la taxe foncière unique à raison de leur évaluation administrative au 1er janvier de l'année d'imposition.

Les évaluations administratives sont déterminées en fonction des valeurs vénales par les conseils municipaux et sont susceptibles de révision tous les cinq (05) ans.

A titre transitoire, les valeurs utilisées au 1er janvier 2020 sont considérées comme les valeurs retenues par les organes délibérants des communes et sont reconduites pour le quinquennat suivant, sauf notification de nouvelles valeurs administratives aux services des impôts avant le 31 décembre de la dernière année du quinquennat.

VI- Taux de l'impôt**Article 996 nouveau 4**

1- Les taux en sont fixés chaque année par les conseils municipaux ou communaux et ne peuvent excéder les limites ci-après :

Communes dotées du Registre Foncier Urbain

- 3 à 7% pour les propriétés non bâties ;
- 4 à 8% pour les propriétés bâties.

Autres Communes

- 15 à 30 % pour les propriétés bâties ;
- 4 à 6% pour les propriétés non bâties.

Les collectivités territoriales doivent faire connaître à la Direction Générale des Impôts au plus tard le 31 décembre de chaque année, les décisions relatives aux taux d'imposition applicables au 1^{er} janvier de l'année suivante dans leur ressort territorial.

A défaut, les impositions sont établies selon les taux de l'année précédente.

2- Les taux d'imposition à la taxe foncière unique pour l'année 2020 sont :

Zones dotées du Registre Foncier Urbain

- 5% pour les propriétés non bâties ;
- 6% pour les propriétés bâties.

Zones non dotées du Registre Foncier Urbain

COMMUNES	TAUX (%)	
	Propriétés bâties	Propriétés non bâties
Ouidah	25	5
Abomey	28	5,6
Bohicon	25	5,6
Kandi	30	6
Natitingou	30	6
Djoujou	30	6
Lokossa	20	6
AUTRES COMMUNES DES DEPARTEMENTS		
Atlantique	20	4
Ouémé - Plateau	15	4
Zou - Collines	25	4
Borqou - Alibori	30	6
Atacora - Donqá	24	4
Mono - Couffo	20	4

En sus du montant de l'impôt issu de l'application des taux ci-dessus, il est perçu, à la charge des occupants d'immeubles d'habitation, un prélèvement au profit du

budget des collectivités territoriales, destiné à financer la collecte et le traitement des ordures ménagères. Le montant du prélèvement est fixé par délibération des conseils municipaux ou communaux dans la fourchette de cinq cent (500) à huit mille (8 000) francs.

VII- Obligations des contribuables**Article 996 nouveau 5**

La valeur locative est appréciée par l'administration fiscale. Nonobstant les dispositions de l'alinéa ci-dessus, les contribuables sont tenus de déclarer leurs propriétés foncières, par simple lettre, au service des impôts, dans un délai de trente (30) jours suivant l'acquisition ou l'achèvement des constructions desdites propriétés.

Ils sont astreints à la pose d'une plaque signalétique sur leurs propriétés non bâties ou à l'inscription d'une mention à l'entrée de leurs constructions, comportant l'adresse complète précisant obligatoirement le numéro "Rue Entrée de la Parcelle" (REP).

Les propriétaires et principaux locataires et en leur lieu et place les gérants d'immeubles, sont tenus de fournir par écrit aux agents chargés de l'assiette de l'impôt, dans les dix (10) premiers jours du mois de décembre de chaque année, une déclaration indiquant au jour de sa production:

- 1- les nom et prénoms de chaque locataire, la consistance des locaux qui leur sont loués, le montant du loyer principal et, s'il y a lieu, le montant des charges ;
- 2- les nom et prénoms de chaque occupant à titre gratuit et la consistance du local occupé;
- 3- la consistance des locaux occupés par le déclarant lui-même ;
- 4- la consistance des locaux vacants.

Les déclarations prévues aux alinéas précédents peuvent être transmises par voie électronique.

Le défaut ou l'inexactitude de la déclaration sera sanctionné par une amende fiscale de cinquante mille (50 000) francs encourue autant de fois qu'il est relevé d'omissions ou d'inexactitudes dans les renseignements qui doivent être fournis en exécution des dispositions du présent article.

Les dispositions ci-dessus ne seront appliquées qu'après un refus d'obtempérer dans les trente (30) jours de la mise en demeure de produire les déclarations ou de régulariser les erreurs relevées sur la déclaration.

L'application des sanctions ci-dessus ne fait pas obstacle à la mise en œuvre de la solidarité au paiement des impôts qui seraient dus par les propriétaires.

VIII- Paiement de l'impôt**Article 996 nouveau 6**

Sauf dispositions contraires, la taxe foncière unique est recouvrée dans les conditions générales prévues à l'article 1113 du Code Général des Impôts. Toutefois, elle donne lieu à des versements d'acomptes dans les conditions suivantes :

- 50 % du montant total de la cote due l'année précédente à fin janvier;
- 50% à fin avril.

Tout retard dans le paiement des acomptes prévus à l'alinéa 1er ci-dessus donne lieu à l'application d'une majoration de 10% du montant des sommes dont le versement est différé.

IX- Collectivités bénéficiaires**Article 996 nouveau 7**

Le produit de la taxe foncière unique est affecté au budget de la commune sur le territoire de laquelle elle est assise.

Le représentant de la collectivité bénéficiaire peut demander à l'Administration, communication des bases imposables et proposer la correction des erreurs qu'il recenserait.

X- MUTATIONS FONCIERES**Article 996 nouveau 8**

1- Les mutations foncières sont effectuées à la diligence des parties intéressées.

Elles peuvent cependant être appliquées d'office dans les rôles par les agents chargés de l'assiette d'après les documents certains dont ils ont pu avoir communication.

2- Tant que la mutation n'a pas été faite, l'ancien propriétaire continue à être imposé au rôle, et lui, ses ayants droit ou ses héritiers naturels peuvent être contraints au paiement de la taxe foncière unique, sauf le recours contre le nouveau propriétaire.

XI- REMISES ET MODERATIONS POUR PERTES DE REVENUS**Article 996 nouveau 9**

En cas de destruction totale ou partielle ou de démolition volontaire en cours d'année de leurs maisons ou usines, les propriétaires peuvent demander une remise ou une modération de la taxe foncière frappant ces immeubles.

Les demandes doivent être adressées au Directeur Général des Impôts dans le mois de la destruction ou de l'achèvement de la démolition.

XII- DISPOSITIONS DIVERSES**Article 996 nouveau 10**

Le paiement régulier de l'impôt crée une présomption de propriété. A l'inverse, le non-paiement de l'impôt peut également être considéré comme une présomption de non-propriété par les autorités compétentes.

Tout acte translatif de la propriété ou de son usage, toute autorisation de lotir, de construire ou d'habiter, toute attribution de titre foncier et d'une façon générale, tout acte attribuant un droit de propriété ou d'usage d'un bien taxable n'emporte effet qu'autant qu'il comporte la mention certifiée conforme par les services fiscaux : « le propriétaire du bien est à jour de ses obligations au regard de la taxe foncière unique ».

CHAPITRE IV : CONTRIBUTIONS DES PATENTES ET DES LICENCES

SECTION PREMIERE : CONTRIBUTION DES PATENTES

I. CHAMP D'APPLICATION

A- DEFINITION, PERSONNES ET PROFESSIONS IMPOSABLES

Article 997

Toute personne physique ou morale béninoise ou étrangère, qui exerce au Bénin, un commerce, une industrie, une profession non explicitement compris dans les exemptions déterminées ci-après est assujettie à la contribution des patentes. Sont également passibles de la patente les établissements publics ayant un caractère industriel ou commercial ainsi que les organismes de l'Etat, des départements ou des communes ayant le même caractère.

Les patentes sont annuelles et personnelles et ne peuvent servir qu'à ceux à qui elles sont délivrées.

Le fait habituel de l'exercice d'une profession, d'un commerce comporte, seul, l'imposition des droits de patente.

Article 997 bis

Ne sont pas assujettis à la contribution des patentes :

- 1- l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics pour la distribution de l'eau et les services d'utilité générale : ils seront imposables pour l'exploitation d'une usine électrique, d'une voie Decauville, d'un chemin de fer ;
- 2- les fonctionnaires et employés salariés par ces services ou établissements, en ce qui concerne seulement l'exercice de leurs fonctions ;
- 3- les maîtres ouvriers des corps de troupe sous la même réserve;
- 4- les peintres, sculpteurs, graveurs et dessinateurs, considérés comme artistes et ne vendant que le produit de leur art ;
- 5- les professeurs de belles-lettres, sciences et art d'agrément, les instituteurs primaires, les chefs d'institution et maîtres de pension ;
- 6- les éditeurs de feuilles périodiques, les artistes dramatiques ou lyriques ;
- 7- les cultivateurs, seulement pour la vente et la manipulation des récoltes et fruits provenant de terrains qui leur appartiennent ou par eux exploités et pour le bétail

qu'ils y élèvent, qu'ils y entretiennent ou qu'ils y engraisent ;

8- les concessionnaires de mines, pour le seul fait de l'extraction et de la vente des matières par eux extraites, l'exemption ne pouvant en aucun cas être étendue à la transformation des matières extraites ;

9- les pêcheurs, lors même que la barque qu'ils montent leur appartient ;

10- les associés des sociétés en nom collectif, en commandite simple ou anonymes ;

11- les établissements publics ou privés ayant pour but de recueillir des enfants pauvres et de leur donner une profession ;

12- les Caisses d'Epargne ou de Prévoyance administrées gratuitement, les Assurances mutuelles régulièrement autorisées ;

13- les coopératives constituées conformément aux textes légaux qui les régissent, sous réserve qu'elles ne vendent et n'achètent qu'à leurs adhérents, dans la limite de leurs statuts ;

14- les capitaines de navires de commerce ne naviguant pas pour leur compte, les pilotes ;

15- les cantiniers attachés à l'armée ;

16- les commis et toutes les personnes travaillant à gages, à façon et à la journée, dans les maisons, ateliers et boutiques des personnes de leur profession; les commis-voyageurs ;

17- les personnes qui vendent en ambulance des journaux, des fleurs, des objets de curiosités, des fruits, des légumes, des herbes, de la paille fraîche, des colas, des poissons, du beurre, du lait, des œufs, des arachides grillées et autres menus comestibles ;

18- les porteurs d'eau ;

19- les artisans travaillant chez eux ou chez les particuliers seuls ou avec un ouvrier.

Ne sont point considérés comme ouvriers, les jeunes gens ayant moins de seize (16) ans, ni la femme travaillant avec son mari, ni les enfants non mariés travaillant avec leurs ascendants, ni le simple manoeuvre dont le concours est indispensable à l'exercice de la profession ;

20- les syndicats agricoles et les sociétés de prévoyance, secours et prêts mutuels agricoles et les institutions ou coopératives d'épargne et de crédit ;

21- les contribuables assujettis à la taxe professionnelle synthétique.

C-EXEMPTIONS TEMPORAIRES**Article 997 ter**

Les entreprises nouvelles régulièrement créées sont exonérées de la contribution des patentes sur les douze (12) premiers mois d'activités.

Au titre de l'année d'expiration de la période d'exonération, la contribution est due à partir du premier jour du mois suivant celui dans lequel le délai est échu.

II- CALCUL DE LA PATENTE**Article 998**

La contribution des patentes se compose, en principal, des éléments suivants :

- un droit fixe
- un droit proportionnel sur la valeur locative des locaux professionnels.

Il est perçu, en sus, un prélèvement au profit du budget des collectivités territoriales, destiné à financer la collecte et le traitement des ordures ménagères. Le montant du prélèvement est fixé par délibération des conseils municipaux ou communaux dans la fourchette de deux mille [2.000] à cinquante mille (50.000) francs.

Article 999 : supprimé par la Loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

Article 1000 : supprimé par la Loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

II. - DROIT FIXE**Article 1001**

Le droit fixe est déterminé suivant un tarif général pour toutes les professions et un tarif spécial pour les activités d'importation et d'exportation.

Pour l'application des tarifs du tableau général, le territoire est divisé en deux zones, comme suit :

1ère zone : départements du Zou et des Collines, de l'Atlantique et du Littoral, de l'Ouémé et du Plateau, du Mono et du Couffo ;

2ème zone : départements du Borgou et de Alibori, de l'Atacora et de la Donga.

Article 1002

Le patentable ayant plusieurs établissements distincts de même espèce ou d'espèces différentes, est passible d'un droit fixe en raison du commerce, de l'industrie ou de la profession exercée dans chacun de ces établissements.

Sont considérés comme formant des établissements distincts, ceux qui présentent le triple caractère :

- 1 - d'avoir un préposé spécial traitant avec le public même s'il n'a pas la procuration du chef ou de l'agent de la maison ;
- 2 - de comporter un inventaire spécial de leurs marchandises ;
- 3 - d'être situés dans des locaux distincts, lors même que ceux-ci seraient juxtaposés, dans le même immeuble, à d'autres établissements du même patenté.

Mais les opérations effectuées par un patenté dans ses propres locaux ou dans les locaux séparés pour le compte de tiers dont il n'est que représentant, contrôlées par le ou les commettants, soit qu'ils exigent des rapports, comptes rendus, comptabilités spéciales, soit qu'ils fassent surveiller périodiquement lesdites opérations par des agents ou inspecteurs, donnent toujours lieu à imposition de droits de patente distincts établis au nom du ou des commettants.

Article 1003 : supprimé par la Loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

Tarif du droit fixe**Article 1003 bis****Tarif général**

Tranches de chiffre d'affaires	1 ^{ère} zone	2 ^{ème} zone
Chiffre d'affaires inférieur ou égal à un (01) milliard	70.000	60.000
Chiffre d'affaires supérieur au milliard	Ajouter au tarif ci-dessus 10.000 par milliard ou fraction de milliard supplémentaire	

Le chiffre d'affaires s'entend de l'ensemble des recettes et produits acquis au titre de l'exercice précédent.

Tarif des importateurs et exportateurs

Éléments	Montant du droit
Montant des importations et exportations inférieur ou égal à 80.000.000	150.000
Montant des importations et exportations supérieur à 80.000.000 et inférieur ou égal à 200.000.000	337.500
Montant des importations et exportations supérieur à 200.000.000 et inférieur ou égal à 500.000.000	525.000
Montant des importations et exportations supérieur à 500.000.000 et inférieur ou égal à 1.000.000.000	675.000
Montant des importations et exportations supérieur à 1.000.000.000 et inférieur ou égal à 2.000.000.000	900.000
Montant des importations et exportations supérieur à 2.000.000.000 et inférieur ou égal à 10.000.000.000	1.125.000
Montant des importations et exportations supérieur à 10.000.000.000	1.125.000 plus 10.000 par milliard ou fraction de milliard supplémentaire

Article 1003 ter

Toute personne, société ou entreprise se livrant de manière habituelle et dans un but lucratif en République du Bénin, à des opérations d'importation et d'exportation est régulièrement passible de la contribution des patentes en qualité d'importateur-exportateur, encore bien qu'elle n'y disposerait d'aucun établissement local ou autre emplacement commercial, ni d'aucun préposé spécial installé à demeure et se bornerait à utiliser pour l'exercice de sa profession, les services et locaux d'une entreprise spécialisée.

III. - DROIT PROPORTIONNEL**Article 1004 nouveau**

Le droit proportionnel est établi sur la valeur locative des bureaux, magasins, boutiques, usines, ateliers, hangars, remises, chantiers, seccos, terrains de dépôts, wharfs et autres locaux et emplacements soumis à la taxe foncière unique sur les propriétés bâties à l'exception des appartements servant de logement ou d'habitation. Il est dû alors même que les locaux occupés sont concédés gratuitement.

La valeur locative est déterminée comme il est précisé à l'article 996 nouveau 3 bis du présent Code.

Pour la détermination de la valeur locative par voie d'appréciation, le taux appliqué aux bâtiments, chantiers et sols est de 5%.

Mais en aucun cas, le droit proportionnel ne peut être inférieur au tiers du droit fixe.

Article 1005

Supprimé par la loi n°2008-09 du 30 décembre 2009 portant loi de finances pour la gestion 2009

Article 1006 (mod LF 2021) :

Le droit proportionnel est établi dans toutes les localités où sont situés les locaux servant à l'exercice des professions imposables.

Le patentable ayant plusieurs établissements distincts de même espèce ou d'espèces différentes, comme il est défini à l'article 1002 du présent code est passible d'un droit proportionnel au titre de chacun de ces établissements.

Article 1006 bis

Les taux de droit proportionnel applicables à la valeur locative sont, par commune, les suivants:

LOCALITES	TAUX
Cotonou	17%
Porto-Novo	17%
Autres communes de l'Ouémé et du Plateau	13%
Ouidah	18%
Autres communes de l'Atlantique	13%
Abomey	14%
Autres communes du Zou et des Collines	13,5%
Parakou	25%
Autres communes du Borgou et de l'Alibori	15%
Communes de l'Atacora et de la Donga	15%
Communes des départements du Mono et du Couffo	12%

Article 1007 : supprimé par la Loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

III - DISPOSITIONS SPECIALES A CERTAINES CATEGORIES D'ENTREPRISES

Article 1008 : supprimé par la Loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

Article 1009 : supprimé par la Loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

Article 1010 : Supprimé par la loi N°2014-25 du 23 décembre 2014 portant loi de finances pour la gestion 2015.

Article 1011 : Supprimé par la Loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

IV- ETABLISSEMENT DES ROLES PRIMITIFS

Article 1012 : supprimé par la Loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

Article 1013 : supprimé par la Loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

Article 1014 : Supprimé par la loi n° 2011-43 portant loi de finances pour la gestion 2012

Article 1015 : Supprimé par loi n° 2011-43 portant loi de finances pour la gestion 2012

V- ETABLISSEMENT DES ROLES SUPPLEMENTAIRES

Article 1016 : supprimé par la Loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

Article 1017 : Supprimé par loi n° 2011-43 portant loi de finances pour la gestion 2012

Article 1017 bis

Nonobstant les dispositions des articles 997 ter et 998 du présent code, les contribuables bénéficiaires de marchés ou d'adjudications de travaux publics sont assujettis à une patente complémentaire, d'après le montant de l'adjudication ou du marché, à un taux de 0,5%.

Tout avenant comportant, explicitement ou implicitement, une augmentation du prix initial de l'adjudication ou du marché donne lieu à un complément d'imposition.

La base imposable, qu'il s'agisse du contrat primitif ou de l'avenant est le montant hors taxe.

VI- FORMULE DES PATENTES - OBLIGATION DES REDEVABLES

Article 1018

1- Toute personne physique ou morale assujettie à la contribution des patentes est tenue de souscrire une demande aux fins d'immatriculation et de joindre à sa demande un plan de localisation.

2- Un Numéro d'Identifiant Fiscal Unique est attribué par la Direction Générale des impôts à chaque opérateur économique, associé, entreprise individuelle ou société, à partir des informations fournies à l'occasion des formalités de création.

Cet Identifiant Fiscal Unique (IFU) doit être mentionné dans

toutes les formalités administratives et notamment lors des déclarations fiscales ou douanières.

Il doit également être inscrit sur les factures et dans toute correspondance commerciale ou professionnelle.

3- Toute modification substantielle affectant l'exploitation (changement de dirigeant, modification du capital, cession, cessation, fusion, scission), et/ou le lieu d'exercice de l'activité, fera l'objet d'une déclaration dans les trente (30) jours suivant cette modification.

Article 1018 bis

Toutes les personnes physiques ou morales exerçant, en République du Bénin, des activités commerciales ou non, industrielles, artisanales ou agricoles sont astreintes à la pose d'une enseigne ou d'une plaque signalétique professionnelle sur leurs magasins de dépôt ou de ventes et les locaux abritant leurs sièges, bureaux, ateliers et/ou usines.

L'enseigne ou la plaque signalétique professionnelle doit, tout en respectant les règles d'exercice de la profession, comporter au moins les renseignements ci-après :

- la dénomination ou la raison sociale ;
- l'adresse complète précisant obligatoirement le numéro "Rue Entrée Parcelle (REP)" du lieu d'exercice de l'activité;
- le numéro du registre de commerce ou le numéro d'identification professionnelle ;
- le numéro d'identifiant fiscal unique (IFU).

L'enseigne ou la plaque signalétique professionnelle doit être fixée de manière visible et lisible au-dessus de l'entrée principale des magasins de dépôt ou de ventes et des locaux abritant les sièges, les bureaux, les ateliers et/ou les usines. Les infractions relatives à cette obligation sont sanctionnées, conformément à l'article 1020 du présent code.

Article 1019 : Supprimé par la Loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

Article 1020

Le défaut d'immatriculation à l'identifiant Fiscal Unique, l'absence du numéro IFU ou l'indication d'un faux numéro et le défaut de pose d'enseigne, de plaque signalétique professionnelle ou du numéro "Rue Entrée Parcelle (REP)", sont sanctionnés par une amende fiscale égale à cent mille (100.000) francs.

Le défaut de régularisation dans les trente (30) jours suivant une mise en demeure entraîne l'application d'une

amende fiscale égale à deux cent mille (200 000) francs.

Article 1020 bis

La contribution des patentes est déclarée et liquidée par le redevable au moyen d'un formulaire prévu à cet effet.

La déclaration de la contribution des patentes est souscrite dans le même délai que la déclaration de revenu fixé aux articles 33, 44 et 159. Elle peut être transmise par voie électronique.

Cette déclaration, globale pour l'ensemble des établissements que possède une entreprise, comporte, outre les informations relatives à l'identification de l'entreprise, les renseignements ci-après :

- 1- le chiffre d'affaires total ;
- 2- le chiffre d'affaires ventilé par établissement lorsque ces établissements sont situés dans des communes distinctes du lieu de situation de l'établissement principal ;
- 3- la valeur locative de chaque établissement lorsque ces établissements sont situés dans des communes distinctes du lieu de situation de l'établissement principal ;
- 4- le montant des acomptes payés par établissement ;
- 5- le solde dû.

Tout patentable qui n'a pas souscrit la déclaration ci-dessus dans le délai ou qui n'a pas fourni dans le même délai les renseignements nécessaires à l'établissement de celle-ci, ou a omis ou fourni des renseignements insuffisants est passible des sanctions prévues aux articles 1096 bis et 1096 ter du présent Code.

Les omissions totales ou partielles constatées dans les déclarations de la contribution des patentes ainsi que les erreurs commises dans la détermination des bases d'imposition ou dans l'application du tarif, peuvent être réparées suivant les délais et procédures prévus au deuxième livre du présent Code.

Les dispositions du point 1° du paragraphe 2 de l'article 1085-B du présent Code ne sont pas applicables à la contribution des patentes.

La patente complémentaire due par application des dispositions de l'article 1017 bis du présent code doit être déclarée au plus tard la fin du mois suivant celui de l'adjudication ou de l'avenant au niveau des services des impôts compétents du lieu de l'exécution du marché, sous peine des sanctions prévues à l'article 1096 bis du présent code. Le mois de l'adjudication s'entend de celui de la signature, par le commettant, du contrat, du bon de commande, de l'ordre de service ou tout document en tenant lieu. A défaut de ladite signature, la date de

démarrage de l'exécution est valablement retenue.

Article 1021 : supprimé par la Loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

Article 1022 : Abrogé par la Loi n° 2020 - 33 du 24 décembre 2020 portant gestion 2021

Article 1023 : supprimé par la Loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

Article 1024 : supprimé par la Loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

Article 1025

Tout patentable exerçant à demeure est tenu, dans son établissement, de justifier du paiement de la patente au titre de l'année en cours, lorsqu'il en est requis par les agents de l'Administration.

Article 1026 : supprimé par la Loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

Article 1027 : supprimé par la Loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

Article 1028 : supprimé par la Loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

Article 1029 nouveau : supprimé par la Loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

VII - RECOUVREMENT

Article 1030 : supprimé par la Loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

IV. TRANSFERT DE PATENTE

Article 1031

La contribution des patentes est due jusqu'au 31 décembre de l'année de l'imposition.

Article 1032

Toutefois, en cas de cession de commerce comportant la jouissance des locaux, la vente du matériel ou celle des marchandises, la patente sera, sur la demande établie d'un commun accord par le cédant et le cessionnaire, transférée à ce dernier, la demande est recevable dans le délai de trois (03) mois à partir de la cession de l'établissement ; elle devra, à peine de non recevabilité, être accompagnée de la quittance des termes échus ou à échoir à la date de la cession ; la mutation de cote sera réglée par le Directeur Général des Impôts.

En cas de fermeture des établissements, magasins, boutiques, ateliers par suite de décès, de liquidation

judiciaire, de faillite déclarée, d'expropriation ou d'expulsion, les droits ne seront dus que pour le passé et le trimestre en cours sur réclamation des intéressés produite dans les quinze (15) jours de la fermeture définitive ; il sera accordé décharge du surplus de la taxe.

Article 1032 bis

La contribution des patentes doit être acquittée dans les conditions suivantes :

- 50 % à fin janvier ;
- le solde à fin avril lors du dépôt de la déclaration.

Le retard dans le paiement de l'acompte de janvier et du solde donne lieu à l'application d'une majoration de 10% du montant des sommes dont le versement est différé.

Le produit des contributions des patentes est perçu au profit du budget de la commune sur le territoire de laquelle ces contributions sont assises.

La patente complémentaire doit être payée au plus tard la fin du mois suivant celui de l'adjudication ou de l'avenant.

Le paiement tardif est sanctionné par application de la majoration prévue à l'alinéa 2 du présent article.

Les entreprises bénéficiaires d'un marché dont la patente complémentaire excède dix millions (10.000.000) de francs peuvent obtenir, sur demande adressée au Directeur Général des Impôts, l'autorisation de paiement fractionné.

Dans ce cas, la patente complémentaire est perçue suivant le paiement des 5 décomptes. Chaque paiement de la quotité afférent au décompte devra intervenir dans les dix (10) premiers jours suivant le paiement des décomptes sous peine de la sanction prévue à l'article 1096 du présent Code.

SECTION 2 : CONTRIBUTION DES LICENCES

I. - PERSONNES IMPOSABLES ET DEFINITION

Article 1033

Toute personne ou société se livrant à la vente en détail des boissons alcooliques ou fermentées, soit à consommer sur place, soit à emporter est assujettie à un droit de licence, pour chaque établissement de vente sans réduction pour les succursales.

Est assimilée à la vente toute remise de boissons alcooliques faite à l'occasion de transactions commerciales, que ce soit à titre d'échange, de troc ou même de cadeau.

Toutefois, la licence n'est pas due par le commerçant qui se borne à vendre des limonades gazeuses, de l'alcool de menthe pharmaceutique et tous autres produits médicamenteux.

Article 1034

La licence ne comporte qu'un droit fixe. Le tarif applicable est réglé par l'article 1037 bis du présent Code.

Article 1035

La licence est indépendante de la patente et l'imposition à l'une ne dispense pas du paiement de l'autre. Dans le cas où plusieurs des professions comprises au tableau E sont exercées dans le même établissement, le droit le plus élevé est seul exigible.

II. - ETABLISSEMENT DES IMPOSITIONS

Article 1036

Toutes les dispositions édictées par le présent chapitre concernant l'assiette et le recouvrement des patentes, les déclarations que sont tenus de faire les contribuables, la production des formules de patente et demandes de transfert, sont applicables en matière de licence.

Article 1037

La contribution des licences est exigible dans les mêmes conditions que la contribution des patentes.

En cas de non-paiement de la licence exigible d'avance, l'autorité administrative pourra ordonner la fermeture immédiate de l'établissement sans préjudice du paiement total des droits dus au titre de la licence pour l'exercice en cours.

Par boissons non alcooliques, il faut entendre les vins ordinaires, vins fins, bières, cidres et poirés.

Par boissons alcooliques, il faut entendre, les vins de liqueur, vermouths, quinquina, et toutes autres boissons fermentées ou contenant de l'alcool et titrant plus de 12°, à l'exception de l'alcool de menthe pharmaceutique et tous autres produits médicamenteux alcoolisés.

Article 1037 bis

Le tarif de la contribution des licences est fixé comme suit :

Tranches de chiffre d'affaires	1 ^{ère} zone	2 ^{ème} zone
Chiffre d'affaires inférieur ou égal à cinq cent millions	50.000	30.000
Chiffre d'affaires supérieur à cinq cent millions et inférieur ou égal à un (01) milliard	80.000	60.000
Chiffre d'affaires supérieur à un (01) milliard	100.000	

Le chiffre d'affaires s'entend de l'ensemble des recettes et produits acquis au titre de l'exercice précédent.

III. RECOUVREMENT

Article 1037 ter

La contribution des licences doit être acquittée dans les conditions suivantes :

- 50% à fin janvier ;
- le solde à fin avril lors du dépôt de la déclaration.

Le retard dans le paiement de l'acompte de janvier et du solde donne lieu à l'application d'une majoration de 10% du montant des sommes dont le versement est différé.

Le produit de la contribution des licences est perçu au profit du budget de la commune sur le territoire de laquelle cette contribution est assise.

SECTION 3 : DISPOSITIONS COMMUNES A LA CONTRIBUTION DES PATENTES ET A LA CONTRIBUTION DES LICENCES

Article 1038 : supprimé par la Loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020



CHAPITRE V : TAXE SUR LES ARMES A FEU**Article 1039**

La taxe sur les armes à feu qui comprend un droit fixe et une taxe annuelle est perçue au profit des communes.

A. DROIT FIXE**Article 1040**

a) La délivrance dans les conditions prescrites par le décret n° 61-39 du 7 février 1961, des autorisations de détention d'armes perfectionnées et d'armes non perfectionnées donne lieu au paiement préalable d'un droit fixe, selon les distinctions suivantes :

- armes perfectionnées rayées.....750francs ;
- armes perfectionnées non rayées autres que celles ci-dessous300 francs ;
- armes de jardin ou de salon d'un calibre égal ou inférieur à 6 mm300 francs ;
- revolvers et pistolets 1000 francs ;
- armes de traite 100 francs.

b) Sont exemptées du paiement du droit fixe :

- 1 - les armes à feu à usage de la Troupe, de la Police ou de toute autre force publique ;
- 2 - les armes réglementaires dont sont munis les officiers et sous-officiers en activité de service ou de réserve ;
- 3 - les armes dites d'honneur ;
- 4 - les armes à feu existant dans les magasins et entrepôts du commerce tant qu'elles n'auront pas été mises en usage.

c) La délivrance du duplicata sera faite conformément à l'article 13 du décret n°61- 39 du 7 février 1961 moyennant le versement de droits identiques à ceux ci- dessus indiqués.

d) La taxe de délivrance des autorisations de détention considérée comme recette éventuelle est perçue sur ordre de recette. Dans la pratique, le préposé des Impôts perçoit immédiatement le droit et un ordre de recette de régularisation est établi chaque mois, par l'ordonnateur, pour les recouvrements effectués à ce titre.

B. TAXE ANNUELLE**Article 1041**

1. Tout détenteur d'une arme à feu est astreint au paiement d'une taxe annuelle calculée sur les bases ci-après :

- armes perfectionnées rayées 3 800 francs ;
- armes perfectionnées non rayées autres que celles ci-dessous..... 2300 francs ;
- armes de jardin ou de salon d'un calibre égal ou inférieur à 6 mm 800 francs ;
- revolvers et pistolets 3000 francs ;
- armes de traite 800 francs.

Ladite taxe annuelle se confond en ce qui concerne les armes de traite avec le droit de permis de chasse correspondant au permis sportif ordinaire, ce permis n'étant pas exigé des détenteurs dûment autorisés d'un fusil de traite.

Les armes hors d'usage ne cesseront d'être taxées qu'autant qu'elles auront été remises aux autorités administratives habilitées à les recevoir.

2 . Les exemptions figurant à l'article 1040 b sont valables pour la taxe annuelle.

3. La taxe sur les armes à feu est perçue sur rôles, qui sont établis par le service des Impôts d'après les listes des possesseurs d'armes qui lui sont fournies annuellement dans le courant du mois de janvier par le ministre chargé de l'Intérieur, les départements et les communes. Le montant de la taxe est exigible immédiatement dès sa mise en recouvrement. Tout retard injustifié apporté au paiement de la taxe entraînera, outre l'application des mesures prévues en matière de contribution, le retrait du permis de détention d'armes.

**CHAPITRE VI : REDEVANCES PROPORTIONNELLES
ET SUPERFICIAIRES DUES SUR DES SUBSTANCES
DE CARRIERE**

Article 1041 nouveau

Les redevances ou taxes diverses perçues par les communes sur l'exploitation des carrières sont régies par les textes en vigueur en matière de fiscalité minière.



**CHAPITRE VII : TAXES ASSIMILEES A LA
DISPOSITION DES COMMUNES
SECTION PREMIERE : TAXE D'ENLEVEMENT DES
ORDURES**

Articles 1042 nouveau à 1044 nouveau : supprimés
par la Loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant gestion
2020

SECTION 2 : TAXE DE VOIRIE

Articles 1045 à 1047

Supprimés par l'article 25 de l'Ordonnance n° 94-001 du 16
septembre 1994 portant Loi de Finances pour la gestion
1994.



TITRE II : TAXES INDIRECTES A LA DISPOSITION DES COMMUNES**CHAPITRE PREMIER : TAXE DE PACAGE****Article 1048**

Les départements peuvent instituer par délibérations des conseils municipaux ou communaux une taxe de pacage.

Article 1049

Cette taxe est établie par animal venant pâturer sur le territoire du Bénin, au nom du possesseur des animaux.

Le tarif de la taxe est fixé comme suit : 100 F à 500 F par animal et par an.

Article 1050

Il sera délivré aux contribuables qui auront acquitté la taxe entre les mains du receveur principal des Impôts un récépissé indiquant au recto le montant total du versement et au verso le nombre et la nature des animaux et le droit appliqué respectivement à chaque espèce.

Dans le cas où la perception de la taxe s'effectue par le préposé officiellement habilité en dehors du chef-lieu de département ou de commune, il est délivré un laissez-passer extrait d'un registre à souches, indiquant le nombre et la nature des animaux, ainsi que le montant du droit perçu.

Le récépissé ou le laissez-passer sont valables, pour la période de pacage comprise dans l'année au cours de laquelle ils sont délivrés.

En cas de fraude constatée par un procès-verbal, les contrevenants sont astreints au paiement d'une taxe supplémentaire égale au double des droits fraudés.

CHAPITRE II : TAXE SUR LES PIROGUES MOTORISÉES ET BARQUES MOTORISÉES**Article 1051**

Les communes peuvent instituer par délibération des conseils communaux ou municipaux une taxe sur les pirogues et barques.

Article 1052

Cette taxe frappe tout possesseur de pirogues et barques utilisées en mer, sur les lagunes ou fleuve soit pour la pêche soit pour le transport à l'exception des pirogues et barques non motorisées.

Les maxima de cette taxe sont fixées par catégorie de pirogues ou de barques par la loi.

Article 1053

Le paiement de la taxe est constaté par la délivrance d'une plaque de taille variable suivant la catégorie de la pirogue ou barque, qui devra être apposée de façon apparente à l'extérieur de la pirogue ou barque.

Article 1054

La taxe est due annuellement et doit obligatoirement être acquittée avant le 1^{er} avril de chaque année.

Après cette date les redevables sont astreints au paiement d'une double taxe.

En cas d'acquisition d'un élément nouveau postérieurement au 31 mars de chaque année, la taxe doit être acquittée le jour même de l'acquisition. Dans ce cas, le double droit est dû pour compter du lendemain du jour de l'acquisition.

Le tarif de la taxe est fixé comme suit : 300 francs à 500 francs par jour d'exploitation.

CHAPITRE III : TAXE SUR LES BICYCLETTES**Articles 1055 à 1057**

Supprimés par l'article 2 de la Décision- Loi n° 89-001 du 11 mars 1989 portant Loi de Finances pour la gestion 1 989.

CHAPITRE IV : TAXE SUR LES SPECTACLES, JEUX ET DIVERTISSEMENTS

Article 1058 nouveau

Les communes peuvent par délibérations des conseils municipaux ou communaux instituer une taxe sur les spectacles, jeux et divertissements réalisés dans les établissements ou chez des personnes non assujetties aux taxes sur le chiffre d'affaires prévues par les articles 219 et suivants du présent Code.

Article 1059

Cette taxe frappe :

- les spectacles cinématographiques ;
- les représentations théâtrales, de variétés et de cirque ;
- les exploitations d'attraction et jeux d'adresse divers ;
- les jeux et spectacles forains ;
- les dancings et établissements de nuit ;
- les appareils automatiques placés dans les lieux publics ;
- l'organisation de bals ou de réjouissances collectives ;
- d'une façon générale toute autorisation de manifestation à caractère bruyant.

Article 1060

Le tarif de cette taxe est fixé comme suit : 1% à 5% des

- les autorisations de battre le tam-tam lors des cérémonies familiales, coutumières ou religieuses ;

recettes, soit par établissement, soit par appareil exploité, soit par jour.

Article 1061

La taxe est acquittée :

- mensuellement au plus tard le 10 de chaque mois pour les établissements stables ;
- le jour ouvrable suivant le dernier jour des représentations ou manifestations exceptionnelles ;
- avant délivrance de l'autorisation, lorsque celle-ci est nécessaire et que le montant de la taxe n'est pas fixé par pourcentage sur les recettes.

Article 1062

Lorsque la taxe n'est pas acquittée spontanément dans les délais prescrits à la caisse du receveur des Impôts, il est appliqué une pénalité égale à 20% du montant de la taxe, et établi un ordre de recettes en conséquence par l'ordonnateur des budgets communaux.

La pénalité est portée à 40% en cas de mauvaise foi et à 80% en cas de manœuvres frauduleuses.

Il en est de même en cas de fausse déclaration ou de droits fraudés.

CHAPITRE V : TAXE SUR LA VENTE DES BOISSONS FERMENTÉES DE PRÉPARATION ARTISANALE

Article 1063

Les communes peuvent instituer par délibérations des conseils communaux une taxe sur la vente des boissons fermentées de préparation artisanale.

Article 1064

La taxe sur la vente des boissons fermentées de préparation artisanale est due par tous commerçants vendant ces boissons, que la vente ait lieu dans des établissements fixes ou sur les marchés.

Le tarif de cette taxe est fixé comme suit : - 5 F à 100 F par jour pour la vente sur les marchés ;

- 100 F à 1.000 F par bouteille de 20 litres ;

- 1.500 F à 6.000 F par an et par établissement.

Article 1065

Cette taxe est due une seule fois pour l'année entière et doit obligatoirement être acquittée avant le 1er avril de chaque année. Les vendeurs de boissons redevables de la taxe qui ne l'auraient pas acquittée dans le délai prescrit sont astreints au paiement d'une pénalité de 20% si leur bonne foi n'est pas en cause.

La pénalité est portée à 40% en cas de mauvaise foi et à 80% en cas de manœuvres frauduleuses.

Article 1066

Il est délivré, par les autorités administratives compétentes, sur présentation de quittance ou reçu du paiement de la taxe au receveur des Impôts, une carte fiscale de vendeur valant autorisation de vendre. Cette carte doit être présentée à toute réquisition.

**CHAPITRE VI : TAXE SUR LES LOCAUX LOUES EN
GARNI**

Article 1067 nouveau : abrogé par la Loi n° 2020 - 33 du 24 décembre 2020 portant gestion 2021

Article 1068 : abrogé par la Loi n° 2020 - 33 du 24 décembre 2020 portant gestion 2021

Article 1069 : abrogé par la Loi n° 2020 - 33 du 24 décembre 2020 portant gestion 2021

Article 1070 : abrogé par la Loi n° 2020 - 33 du 24 décembre 2020 portant gestion 2021

Article 1071 : abrogé par la Loi n° 2020 - 33 du 24 décembre 2020 portant gestion 2021



CHAPITRE VII : TAXE SUR LA PUBLICITE**Article 1072**

Les communes peuvent instituer, par délibération des conseils municipaux ou communaux, une taxe sur la publicité faite à l'aide soit d'affiches peintes, soit de panneaux-réclame, soit de panneaux lumineux, soit d'appareils sonores.

Article 1073

La taxe frappe :

- 1 - les affiches sur papier ordinaire, imprimées ou manuscrites apposées soit sur des murs, soit dans un lieu public ;
- 2 - les affiches peintes, les panneaux réclames et généralement toutes les affiches autres que celles sur papier, qui sont apposées dans un lieu public, quand bien même elles ne seraient ni sur un mur, ni sur une construction ;
- 3 - la publicité au moyen d'appareils sonores tels que haut-parleurs, électrophones, etc. qu'ils soient fixes ou montés sur véhicules, automobiles, sans préjudice des réglementations d'ordre public dans l'usage de ces appareils.

Article 1074

Le tarif de cette taxe est fixé comme suit :

- 150 francs à 600 francs par m² d'affiche sur papier ordinaire ;
- 600 francs à 3.600 francs par m² d'affiche peinte ;
- 10.000 francs à 45.000 francs par panneau réclame ;
- 15.000 francs à 75.000 francs par panneau lumineux ;
- 1.000 francs à 10.000 francs par appareil sonore et par jour.

Les taux minima et maxima de la taxe sont fixés par la loi.

Article 1075

La taxe d'affichage prévue au 1 de l'article 1073, est perçue préalablement à l'affichage par apposition de timbres mobiles.

Article 1076

En ce qui concerne les affiches, appareils sonores et panneaux-réclames, la taxe est perçue préalablement, soit à leur apposition, soit à leur mise en service. L'apposition ou l'installation des affiches susvisées doit faire l'objet d'une déclaration souscrite par le bénéficiaire de la publicité ou par l'entreprise d'affichage et comportant les

renseignements ci-après :

- a) nature et texte de l'affichage;
- b) nom, prénoms, profession ou raison sociale, domicile ou siège social des personnes ou collectivités au profit desquelles la publicité est faite ;
- c) toute modification apportée à une affiche doit faire l'objet d'une nouvelle déclaration. Cette déclaration doit être souscrite auprès du maire.

Article 1077 :

Lorsqu'une affiche comporte plusieurs faces, chaque face est considérée comme une affiche distincte et la taxe est exigée pour chacune des faces.

Article 1078

L'exonération de la taxe sur la publicité est prévue lorsque la publicité est effectuée pour le compte de l'Etat, des établissements publics, des sociétés d'économie mixte et des communes auxquelles sont assimilées les circonscriptions urbaines.

Article 1079

La taxe annuelle relative aux affiches, panneaux-réclames prévue au 2 de l'article 1073 est exigible au plus tard le 30 juin. Passé ce délai, le double de la taxe sera exigé.

Article 1080

Le défaut de la déclaration entraîne une pénalité de 20%. La pénalité est portée à 40% en cas de mauvaise foi et à 80% en cas de manœuvres frauduleuses.

Article 1081

La taxe est perçue sur ordres de recettes des ordonnateurs des budgets communaux et acquittée aux caisses des receveurs des Impôts.

La taxe est recouvrée sans frais, au lieu et place de la commune par les sociétés distributrices d'électricité et d'eau en même temps que le montant de leurs factures. Elle est reversée par ces sociétés par trimestre aux receveurs des Impôts.

Article 1084

L'abonnement au titre de l'éclairage des voies et places publiques est exonéré du paiement de la taxe.

**CHAPITRE VIII : TAXE SUR LA CONSOMMATION
D'ELECTRICITE ET D'EAU**

Article 1082 :

Les communes peuvent par délibération des conseils municipaux ou communaux instituer une taxe sur la consommation de l'électricité et de l'eau. Cette taxe est perçue en fonction de la quantité d'énergie électrique et d'eau consommée par les usagers.

Article 1083

Le tarif de cette taxe est fixé comme suit :

- basse tension :
- 2 F par kilowatt/heure pour les départements de l'Atlantique, du Littoral, de l'Ouémé, du Plateau, du Mono et du Couffo ;
- 3 F par kilowatt/heure pour les départements du Zou, des Collines, du Borgou, de l'Alibori, de l'Atacora et de la Donga ;
- moyenne tension :
- 1 F par kilowatt/heure sur toute l'étendue du territoire national.

**CHAPITRE IX : TAXE SUR LES TAXIS DE VILLE DE
DEUX A QUATRE ROUES**

Article 1084 bis

Toute commune peut par délibération de son conseil établir une taxe sur les taxis de ville de deux à quatre roues.

Article 1084 ter

Le tarif de cette taxe est fixé comme suit : 0 F à 5.000 F par taxi et par mois.

Article 1084 quater

La taxe due par le propriétaire de taxi au titre d'un mois donné est perçue par le receveur des Impôts au plus tard le 10 du mois suivant. Tout mois commencé est compté pour un mois entier.

CHAPITRE X : TAXE DE DEVELOPPEMENT LOCAL**I.- OPERATIONS ET PERSONNES IMPOSABLES****Article 1084 quinter-1**

Il est créée une taxe de développement local applicable aux produits agricoles, forestiers, animaux, halieutiques, miniers et aux recettes de l'exploitation des sites touristiques.

Article 1084 quinter-2

Sont assujettis à la taxe de développement local les producteurs de coton et de tous autres produits agricoles et leurs dérivés, les acheteurs grossistes de noix d'anacarde et autres produits oléagineux, de produits vivriers, halieutiques, de charbon de bois, de volaille, de fruit et légumes, les exploitants forestiers, les vendeurs ou courtiers de bétail (intermédiaires entre vendeurs et acheteurs de bétail), les éleveurs conduisant les troupeaux en transhumance, les exploitants et les transporteurs de produits miniers (substances de carrières), les exploitants des parcs nationaux, musées et autres sites touristiques.

Article 1084 quinter-3

Tous ces assujettis sont tenus d'incorporer la taxe de développement local à leurs prix et de la collecter sur leurs clients.

Lorsque le prix est fixé par l'Etat, il y incorpore la taxe de développement local en la faisant ressortir dans la structure de prix. A défaut, le prix fixé est réputé taxe de développement local incluse.

II. - EXONERATIONS

Article 1084 quinter-4 : supprimé par la Loi n° 2019 - 46 du 27 décembre 2019 portant gestion 2020

III. - FAIT GENERATEUR**Article 1084 quinter-5**

Le fait générateur de la taxe de développement local est :

- la vente pour le coton et tous autres produits agricoles et leurs dérivés, les produits vivriers (céréales, légumineuse, cosettes, gari et autres farines, fruits et légumes, racines et tubercules, produits maraîchers), le bétail et les produits halieutiques ;
- la traversée du territoire pour les troupeaux en transhumance ;

- le transport pour les noix d'anacarde et autres produits oléagineux, les produits miniers et forestiers (bois d'œuvre, charbon de bois, billes, perches) ;
- l'encaissement pour les recettes d'exploitation des parcs nationaux, musées et autres sites touristiques.

IV. – TARIF ET TAUX**Article 1084 quinter-6**

Les tarifs et les taux de la taxe de développement local sont de :

- 1 franc à 2 francs par kg de riz vendu ;
- 1 franc à 5 francs par kg des autres céréales, légumineuses, cossette, gari et autres farines, des racines et tubercules, de coton, de produits halieutiques vendus ;
- 0,20 franc à 1 franc par kg de régimes de palme ;
- 1 franc à 5 francs par kg de noix d'anacarde et autres produits oléagineux ;
- 0 franc à 5 francs des autres produits tels que, les produits maraîchers, les fruits et légumes ;
- 500 francs à 1 000 francs par madrier transporté ;
- 500 francs à 2000 francs par bille transportée ;
- 5 francs à 10 francs par perche transportée ;
- 1 franc à 2 francs par kg de produits forestiers non ligneux (noix de karité) et de charbon de bois transporté ;
- 100 francs à 200 francs par tête de bétail en transhumance ou en transit ;
- 25 francs à 100 francs par tête de volaille vendue ;
- 25 francs à 500 francs par espèce non conventionnelle (lapin, aulacode, etc.) vendue ;
- 100 francs à 500 francs par tête de porc vendu ;
- 100 francs à 500 francs par tête de petit ruminant (cabri, chèvres, mouton, etc.) vendu ;
- 500 francs à 1000 francs par tête de gros ruminant (bœuf, chameau etc.) vendu ;
- 2 000 francs à 5 000 francs par camion de produits miniers transportés ;
- 5% à 10% des recettes brutes encaissées par les exploitants des parcs nationaux, musées et autres sites touristiques ;
- 1 franc à 5 francs par jeune plant vendu.

Sur délibération des représentants élus des collectivités territoriales, les tarifs et taux retenus sont fixés annuellement dans les fourchettes sus-indiquées. A défaut, les impositions sont établies selon les tarifs et taux de l'année précédente.

V. - RECOUVREMENT**Article 1084 quinter-7**

Le recouvrement de la taxe de développement local s'opère selon les dispositions du présent Code relatives aux taxes et impôts indirects par des agents assermentés avec l'utilisation des quittances sécurisées ou au moyen de procédés électroniques, dans les conditions déterminées par voie réglementaire. Les clients des assujettis visés à l'article 1084 quinter-3 supra sont solidairement responsables du paiement de la taxe de développement local.

Cependant, pour les exploitants consommateurs de produits miniers sur site, la TDL est calculée sur le cubage exploité, déclarée et versée au receveur territorialement compétent au plus tard le dix (10) du mois suivant celui de l'exploitation.

Article 1084 quinter-8

La taxe de développement local est perçue une seule fois par la commune dans le ressort de laquelle est située la matière taxée.

Tout assujetti qui n'aurait pas payé la taxe de développement local dans la commune compétente peut être appréhendé et imposé par n'importe quelle autre commune. Dans ce cas, la totalité de la taxe de développement local est reversée à la commune visée au premier alinéa du présent article, le produit des pénalités d'assiette et de recouvrement étant réparti conformément aux dispositions de l'article 1084 quinter-10 infra.

VI. - OBLIGATIONS, CONTROLE, CONTENTIEUX, SANCTIONS**Article 1084 quinter-9**

Les dispositions du présent code relatives aux obligations, contrôle, contentieux et sanctions en matière de taxes et impôts indirects s'appliquent à la taxe de développement local.

VII. - DISPOSITIONS DIVERSES**Article 1084 quinter-10**

Le produit des pénalités d'assiette et de recouvrement appliquées en vertu des dispositions du deuxième alinéa de l'article 1084 quinter -8 supra est réparti entre la commune dans le ressort de laquelle est située la matière taxée, la commune ayant appréhendé et imposé le fraudeur et le service des impôts de cette dernière.

Les prélèvements de fait qui n'ont pas été légalisés par la présente ordonnance sont interdits et supprimés.

TITRE III : TAXES UNIQUES PERÇUES AU PROFIT DU BUDGET NATIONAL ET DES BUDGETS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

CHAPITRE PREMIER : TAXE FONCIÈRE UNIQUE

Article 1084-1 :

Transféré à l'article 996 nouveau 1

Article 1084-2 :

Modifié et transféré à l'article 996 nouveau 2

Article 1084-3 :

Transféré à l'article 996 nouveau 3

Article 1084-4 :

Modifié et transféré à l'article 996 nouveau 4

Article 1084-8 :

Transféré à l'article 996 nouveau 1

Article 1084-5 :

Transféré à l'article 996 nouveau 5

Article 1084-6 :

Modifié et transféré à l'article 996 nouveau 6

Article 1084-7 :

Transféré à l'article 996 nouveau 7

CHAPITRE II : TAXE PROFESSIONNELLE UNIQUE

Articles 1084-9 à 1084-16

Supprimés par la L.F. 2015



TITRE IV : DISPOSITIONS COMMUNES AUX IMPÔTS DES TITRES I ET III

CHAPITRE UNIQUE : COUT ADMINISTRATIF DE L'IMPOT

Article 1084-17

Le produit des contributions des patentes, des licences et de la taxe foncière unique est perçu au profit du budget de la commune sur le territoire de laquelle ces contributions sont assises, sous déduction de 10% représentant le coût administratif de l'impôt.

Un arrêté du ministre en charge des Finances précise les modalités d'application des présentes dispositions.



TROISIEME PARTIE
IMPOTS ET TAXES PERÇUS AU PROFIT DES BUDGETS DE
L'ETAT ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES



TITRE UNIQUE
CHAPITRE UNIQUE : TAXE PROFESSIONNELLE SYNTHETIQUE

Article 1084-18

Il est créé une contribution unique dénommée taxe professionnelle synthétique (TPS) regroupant les impôts et taxes ci- après :

- l'impôt sur le revenu commercial et non commercial ;
- la contribution des patentes ;
- la contribution des licences ;
- le versement patronal sur les salaires.

Sont assujetties à la TPS les personnes dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur ou égal à cinquante millions (50 000 000) de francs CFA quelle que soit la nature de leur activité.

Sont exonérés de la Taxe Professionnelle Synthétique :

- les peintres, sculpteurs, graveurs, dessinateurs et autres personnes considérées comme artistes et ne vendant que le produit de leur art ainsi que les personnes physiques ou morales dont l'activité relève de la catégorie des bénéficiaires des exploitations agricoles, de pêche et d'élevage ;
- les entreprises nouvelles régulièrement créées, au titre de leurs douze (12) premiers mois d'activités. Au titre de l'année d'expiration de la période d'exonération, la taxe est due à partir du premier jour du mois suivant celui dans lequel le délai est échu.

Article 1084-19

La taxe professionnelle synthétique est applicable aux micros et petites entreprises relevant du régime du forfait, installées au Bénin, dans les conditions de limite de chiffre d'affaires prévues ci- dessus.

Elle est calculée sur la base du chiffre d'affaires déclaré. En ce qui concerne les nouvelles entreprises, Elle est calculée sur la base du chiffre d'affaires déclaré.

SECTION 1 : LES MICROS ENTREPRISES**Article 1084-20**

Les micros-entreprises s'entendent des personnes physiques qui réalisent, par exercice comptable, un chiffre d'affaires inférieur ou égal à vingt millions (20 000 000) de francs CFA.

Article 1084-21

La taxe professionnelle synthétique due par les micros entreprises est déterminée par application d'un taux de 2% au montant du chiffre d'affaires réalisé, quelle que soit la nature de l'activité. Le montant de l'impôt ne peut être inférieur à dix mille (10.000) francs. Ce minimum est porté à cent cinquante mille (150 000) francs pour les personnes physiques ou morales qui, dans le cadre de leurs activités, doivent fournir une attestation de leur situation fiscale.

Les marchands forains qui vendent en étalage ou sur inventaire des objets de menues valeurs sont passibles de droits dénommés TP'S foraine. Ces droits sont fixés par actes réglementaires. Ils sont tenus de se faire délivrer par les fonctionnaires chargés de rétablissement des rôles, une formule spéciale extraite d'un registre à souches, qui ne leur sera remise que contre paiement intégral des droits de TPS foraine.

Article 1084-22 : Supprimé par la loi n° 2017-40 du 29 décembre 2017 portant loi de finances pour la gestion 2018

Article 1084-23

La taxe professionnelle synthétique est due par commune et par établissement.

Toutefois, le marchand forain qui justifie du paiement de l'impôt dans une commune n'est plus imposable dans les autres communes pour cette même activité.

Les marchands forains qui séjourneront plus de trente (30) jours dans la même localité sont passibles, le cas échéant, à partir du premier jour du trimestre en cours au moment de l'installation, d'un supplément des droits égal à la différence entre le montant des droits de TPS foraine déjà imposé et le montant des droits qu'ils paieraient comme marchands sédentaires dans cette localité.

Pour l'application de l'alinéa 2 ci-dessus, il faut entendre par « marchand forain », non seulement tous commerçants vendant en ambulance à proprement parler, mais encore tous commerçants vendant sur les marchés, même lorsqu'ils occupent régulièrement le même emplacement, et tous commerçants installés sur un terrain privé ou sur la voie publique vendant en étalage ou occupant des baraquements ou locaux similaires qui ne sont pas fixés au sol à perpétuelle demeure.

Tout individu qui transporte des marchandises de commune en commune, d'escale en escale, ou bien dans les territoires communaux et banlieues, de village en village, même lorsqu'il vend pour le compte de marchands est tenu d'avoir une TPS personnelle de marchand forain.

Article 1084-24 : Supprimé par la loi n°2017- 40 du 29 décembre 2017 portant loi de finances pour la gestion 2018

Article 1084-25 : Supprimé par la loi n°2017- 40 du 29 décembre 2017 portant loi de finances pour la gestion 2018

Article 1084-26 : Supprimé par la loi n°2017- 40 du 29 décembre 2017 portant loi de finances pour la gestion 2018

Article 1084-27 : Supprimé par la loi n°2017- 40 du 29 décembre 2017 portant loi de finances pour la gestion 2018

SECTION 2 : LES PETITES ENTREPRISES

Article 1084-28

Les petites entreprises s'entendent des personnes physiques ou morales qui réalisent, par exercice comptable, un chiffre d'affaires supérieur à vingt millions (20 000 000) de francs CFA et inférieur ou égal à cinquante millions (50.000.000) de francs CFA.

Les entreprises nouvelles ayant déclaré un chiffre d'affaires prévisionnel de cinquante millions (50 000 000) de francs CFA restent soumises à la taxe professionnelle synthétique et ne sont admises au régime du réel que dans les conditions définies à l'article 1084-37 du présent Code.

Par dérogation aux dispositions de l'article 28 du présent Code, les entreprises nouvelles ayant déclaré un chiffre d'affaires prévisionnel supérieur à cinquante millions (50.000.000) de francs CFA sont soumises au régime du réel.

Toutefois, les petites entreprises peuvent opter pour le régime du réel.

Cette option doit être expresse et faire l'objet d'une demande adressée au service des impôts compétent avant le 30 novembre de l'année précédant celle au titre de laquelle elle est exercée.

Ce service est tenu de notifier l'agrément ou le refus au contribuable au plus tard le 31 décembre de l'année concernée. Le défaut de réponse équivaut à une acceptation. Cette option prend effet à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant celle de la demande.

La période d'assujettissement minimale au régime du réel dans ce cas est de deux (02) ans et se renouvelle par tacite reconduction à l'issue de cette période, sauf dénonciation avant le 30 novembre de la deuxième année.

Article 1084-29

Sous réserve de l'alinéa 2 de l'article 1084-20, les petites entreprises sont déclassées micros-entreprises, lorsque leur chiffre d'affaires, demeure pendant deux (2) exercices consécutifs, inférieur ou égal à vingt millions (20.000.000) de francs CFA.

Les petites entreprises sont assujetties au régime réel d'imposition dès lors que leur chiffre d'affaires annuel atteint les limites définies à l'articles 28 du présent Code.

Article 1084-30

Supprimé par la loi n°2017- 40 du 29 décembre 2017 portant loi de finances pour la gestion 2018

Article 1084-31

La taxe professionnelle synthétique est déterminée par application au montant du chiffre d'affaires réalisé, d'un taux de 2% quelle que soit la nature de l'activité.

Le montant de l'impôt ne peut être inférieur cent cinquante mille (150.000) francs CFA.

En sus du montant de l'impôt, il est perçu :

- un prélèvement de quatre mille (4 000) au profit de l'Office de Radiodiffusion et Télévision du Bénin ;
- un prélèvement au profit du budget des collectivités locales, destiné à financer la collecte et le traitement des ordures ménagères. Le montant du prélèvement est fixé par délibération des conseils municipaux ou communaux dans la fourchette de deux mille (2.000) à cinquante mille (50.000) francs.

Article 1084-32 à 1084-36

Supprimés par la loi n°2017- 40 du 29 décembre 2017 portant loi de finances pour la gestion 2018

SECTION 3 : DISPOSITIONS COMMUNES AUX MICROS ET PETITES ENTREPRISES

Article 1084-37

En cas de dépassement des seuils fixés aux articles 1084-20 nouveau et 1084-28 nouveau du présent Code, le contribuable est tenu de se soumettre aux dispositions relatives au régime correspondant à son nouveau chiffre d'affaires au plus tard le 1^{er} jour du mois suivant la constatation du dépassement.

Les dispositions du précédent alinéa s'appliquent également lorsque le montant des achats de biens et services, équipements et celui des contrats signés dépasse le seuil fixé à l'article 1084-18 du présent Code.

La TPS payée, avant le changement de régime, est considérée comme un acompte imputable sur les nouvelles impositions, à raison de 50% pour les impôts locaux et 50% pour les impôts d'Etat.

Recouvrement

Article 1084-38

Les entreprises assujetties à la TPS sont tenues de verser, au plus tard le 31 janvier, un acompte égal au montant de l'impôt minimum prévu aux articles 1084-21 et 1084-31 du présent Code.

Le solde éventuel est payé au plus tard le 30 avril lors de la souscription de la déclaration.

Tout retard dans le paiement donne lieu à l'application d'une majoration de 10% du montant des sommes dont le versement est différé.

Article 1084-38 bis

Les contribuables visés au deuxième paragraphe de l'article 1084-23 sont tenus de payer par anticipation en une seule fois la totalité des droits dont ils sont redevables et ce, avant le 1^{er} mars de chaque année. A compter de cette dernière date, le montant des droits de TPS foraine est majoré de 10%, lorsque le contribuable s'acquitte de ses droits sans attendre l'émission d'un rôle le concernant, et de 20%, lorsque, ne s'étant pas acquitté par anticipation, il est imposé par voie de rôle normal.

Lorsque le marchand forain est en début d'activité ou demande le renouvellement d'une formule périmée, le fonctionnaire chargé de l'établissement du rôle lui remet immédiatement une fiche indiquant le montant des droits exigibles.

Pour acquitter les droits dont ils sont ainsi redevables par anticipation, les marchands forains doivent se présenter spontanément au service des Impôts du lieu où ils exercent leur profession, où il leur est remis une fiche portant indication du montant des droits dont ils doivent s'acquitter aux caisses des recettes des Impôts. Sur présentation du reçu, il leur est remis leur formule annuelle de TPS foraine. Tout marchand forain est tenu de conserver et de présenter à toutes réquisitions des agents chargés de l'assiette et du recouvrement des impôts, ainsi que de tous agents particulièrement habilités à cet effet par les Autorités locales, les pièces justifiant son imposition à la TPS.

Article 1084-40

Les dispositions des articles 162 bis, 167, 1018 et 1020 du

présent Code sont applicables aux personnes soumises à la taxe professionnelle synthétique.

Article 1084-39

Tout paiement relatif à la taxe professionnelle synthétique est constaté par la délivrance d'une quittance.

Les dispositions du titre III du troisième livre du présent code relatives au recouvrement de l'impôt sont applicables à la taxe professionnelle synthétique en tous ses points non contraires aux dispositions des articles 1084-18 à 1084-38.

Article 1084-40

Les dispositions des articles 162 bis, 167, 1018 et 1020 du présent Code sont applicables aux personnes soumises à la taxe professionnelle synthétique.

Obligation déclarative

Article 1084-41

Les entreprises soumises à la TPS doivent souscrire, au plus tard le 30 avril de chaque année, au service des impôts territorialement compétent, une déclaration relative à l'exercice précédent.

Cette déclaration, souscrite en trois (03) exemplaires, accompagnée des états financiers, doit comporter:

- les noms, prénoms ou raison sociale ;
- le numéro de l'identifiant fiscal unique ;
- la nature de la ou des activité(s) ;
- les références de localisation (ville, quartier, îlot, parcelle, rue, entrée, numéro de porte) ;
- le numéro de la boîte postale ;
- le numéro de téléphone et, le cas échéant, l'adresse électronique ;
- la liste des cinq principaux fournisseurs et cinq principaux clients de l'entreprise ;
- le montant des achats de l'année précédente, ventilé par nature des marchandises achetées ;
- le montant du chiffre d'affaires ;
- le montant annuel de leurs loyers professionnels.

Article 1084-42

Les modalités de contrôle des entreprises relevant de la taxe professionnelle synthétique (TPS) sont celles prévues au livre deuxième du présent Code. En cas de dépassement du seuil d'imposition à la TPS à l'issue d'un contrôle, le contribuable est reclassé de droit au régime du bénéficiaire réel.

Article 1084-43

Les entreprises visées à l'article 1084-18 du présent code sont tenues de présenter leur comptabilité selon le système comptable adapté à leur niveau de chiffre d'affaires.

Elles sont tenues de présenter, à toute réquisition de l'inspecteur des Impôts, les documents suivants :

- le registre ou cahier des achats et des dépenses renseigné chronologiquement ;
- le registre ou cahier des ventes et des prestations de services renseigné chronologiquement.

Ces registres, ainsi que les pièces justificatives doivent être conservés dans un délai de cinq (5) ans.

Article 1084-44

Les contribuables visés à l'article 1084-18 du présent Code peuvent bénéficier de l'assistance du médiateur fiscal dans les conditions fixées par arrêté du ministre en charge des Finances.

Article 1084-45

Les personnes assujetties à la taxe professionnelle synthétique bénéficient des réductions d'impôts dans les conditions prévues aux articles 140 et 141 du présent Code.

Article 1084-46

Le produit de la taxe professionnelle synthétique est affecté à raison de 50% au budget de l'Etat et 50% au budget de la collectivité territoriale où est exercée l'activité.

Toutefois, le produit de la taxe professionnelle synthétique foraine est affecté en intégralité au budget de la collectivité territoriale dans laquelle les opérations de recouvrement ont eu lieu.

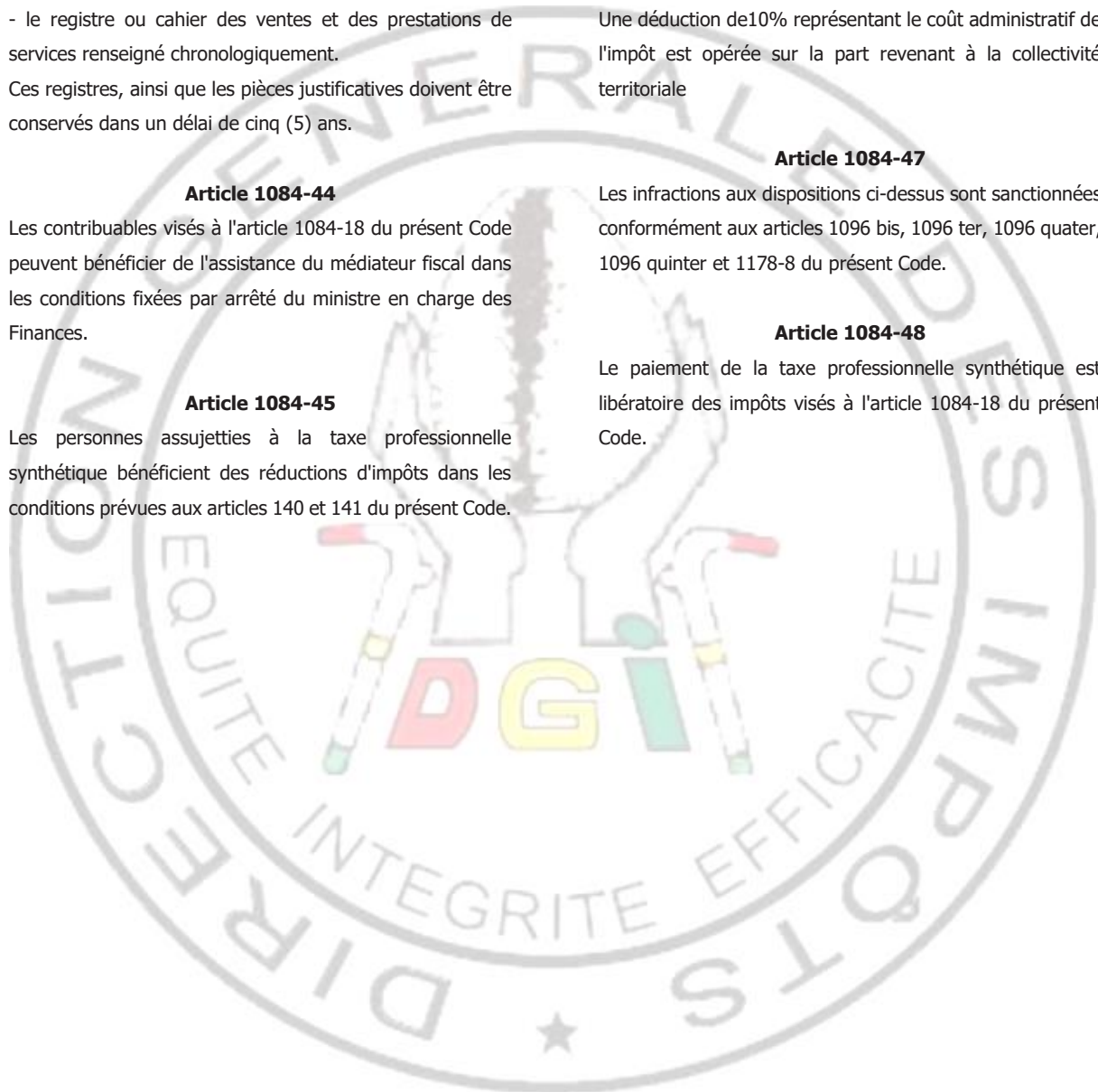
Une déduction de 10% représentant le coût administratif de l'impôt est opérée sur la part revenant à la collectivité territoriale

Article 1084-47

Les infractions aux dispositions ci-dessus sont sanctionnées conformément aux articles 1096 bis, 1096 ter, 1096 quater, 1096 quinter et 1178-8 du présent Code.

Article 1084-48

Le paiement de la taxe professionnelle synthétique est libératoire des impôts visés à l'article 1084-18 du présent Code.



LIVRE DEUXIÈME



LIVRE DEUXIÈME : DISPOSITIONS GÉNÉRALES
TITRE UNIQUE

CHAPITRE UNIQUE : DISPOSITIONS GÉNÉRALES
SECTION PREMIERE : IMPOSITION DES DROITS
OMIS

Article 1085

1°) Les omissions totales ou partielles constatées dans l'assiette de l'un quelconque des impôts et taxes prévus au livre 1^{er} du présent Code ainsi que les erreurs commises dans l'application des tarifs peuvent être réparées jusqu'à l'expiration de la troisième année suivant celle au titre de laquelle l'imposition est due, sous réserve de dispositions particulières à certains impôts ou taxes.

2°) Toute erreur commise, soit sur la nature de l'impôt applicable, soit sur le lieu de l'imposition concernant l'un quelconque des impôts et taxes ci-dessus visés, peut, sans préjudice du délai fixé à l'alinéa précédent, être réparée jusqu'à l'expiration de l'année suivant celle de la décision qui a prononcé la décharge de l'imposition initiale.

3°) Toute omission ou insuffisance d'imposition relevée par une instance devant les tribunaux répressifs peut, sans préjudice du délai général de répétition fixé au paragraphe 1 ci-dessus, être réparée jusqu'à l'expiration de l'année suivant celle de la décision qui a clos cette instance.

4°) Lorsqu'à la suite de l'ouverture de la succession d'un contribuable ou de celle de son conjoint, il est constaté que ce contribuable a été omis ou insuffisamment imposé aux rôles de l'année du décès ou de l'une des quatre (04) années antérieures, l'impôt général sur le revenu et les impôts cédulaires non perçus au titre desdites années peuvent sans préjudice du délai général de répétition fixé au paragraphe 1 ci-dessus, être mis en recouvrement jusqu'à la deuxième année suivant celle de la déclaration de succession ou, si aucune déclaration n'a été faite, celle du paiement par les héritiers des droits de mutation par décès. Les impositions établies après le décès du contribuable en vertu du présent paragraphe, ainsi que toutes autres impositions dues par les héritiers du chef du défunt, constituent une dette déductible de l'actif successoral pour la perception des droits de mutation par décès. Elles ne sont pas admises en déduction du revenu des héritiers pour l'établissement des impôts cédulaires et de l'impôt général dont ces derniers sont passibles.

5°) Les impositions établies en vertu du présent article supportent, s'il y a lieu, les majorations de droits ou droits en sus prévus par les dispositions relatives à l'impôt qu'elles concernent.

6°) Les impositions établies en vertu du présent article sont

déterminées suivant les règles en vigueur au 1er janvier de chacune des années auxquelles elles s'appliquent.

7°) Lorsque l'Administration découvre qu'un contribuable se livre à des agissements frauduleux, le droit de reprise de l'administration s'exerce jusqu'à la fin de la sixième année qui suit celle au titre de laquelle l'imposition est due.

8°) Cette prorogation de délai est applicable aux auteurs des agissements, à leurs complices et, le cas échéant, aux personnes pour le compte desquelles la fraude a été commise.

9°) les agissements frauduleux sont constitués, dans le cadre du présent article, seulement dans les faits de l'exercice effectif d'activité occulte. L'activité occulte est réputée exercée lorsque le contribuable n'a pas déposé dans le délai légal les déclarations qu'il était tenu de souscrire.

10°) Lorsque l'Administration a, dans le délai initial de reprise, demandé à l'autorité compétente d'un autre Etat ou territoire des renseignements concernant un contribuable, elle peut réparer les omissions ou les insuffisances d'imposition afférentes à cette demande, même si le délai initial de reprise est écoulé, jusqu'à la fin de l'année qui suit celle de la réception de la réponse et, au plus tard, jusqu'au 31 décembre de la troisième année suivant celle au titre de laquelle le délai initial de reprise est écoulé.

Le présent article s'applique dans la mesure où le contribuable a été informé de l'existence de la demande de renseignements dans le délai de soixante (60) jours suivant son envoi, ainsi que de l'intervention de la réponse de l'autorité compétente de l'autre Etat ou territoire dans le délai de soixante (60) jours suivant sa réception par l'administration.

SECTION I BIS : DROIT DE CONTROLE

Article 1085-A

L'administration des Impôts contrôle les déclarations ainsi que les actes utilisés pour l'établissement des impôts, droits, taxes et redevances. Elle contrôle également les documents déposés en vue d'obtenir des déductions, restitutions ou remboursements d'impôt.

A cette fin, elle peut demander aux contribuables tous renseignements, justifications ou éclaircissements relatifs aux déclarations souscrites ou aux actes déposés.

Le délai accordé aux contribuables pour répondre aux demandes visées ci-dessus et d'une manière générale à

toutes notifications émanant de l'administration des Impôts est de trente (30) jours à compter de la date de la réception de cette notification à moins qu'un autre délai ne soit prévu par le présent Code.

La notification de redressement suite à un contrôle fiscal interrompt la prescription courant contre l'Administration et y substitue la prescription du droit commun.

Lorsque l'Administration reçoit les observations du contribuable à l'issue d'une notification de redressement suite à un contrôle fiscal, elle est tenue de confirmer les redressements qu'elle entend maintenir dans un délai de trois (03) mois à compter de la date de réception desdites observations. A défaut, les observations formulées par le contribuable sont considérées comme acceptées dans leur intégralité.

Ce délai de trois (3) mois peut être prorogé par l'Administration de manière expresse. Dans tous les cas, la confirmation doit intervenir dans un délai maximum de six (06) mois à compter de la date de réception des observations du contribuable.

Article 1085 -A1

Les formes de contrôle prévues aux articles 1085 bis et 1085 ter peuvent être inopinées et se traduire par la constatation matérielle d'éléments physiques de l'exploitation ou de l'existence et de l'état des documents comptables, sans qu'il ne puisse en résulter un vice dans la procédure de vérification. L'avis de vérification ou de contrôle ponctuel est dans ce cas remis au début des opérations.

Après la constatation des éléments visés à l'alinéa précédent, l'examen au fond de la comptabilité ne peut valablement débiter qu'après un délai de quarante-huit (48) heures, non comptés les jours fériés, accordé au contribuable pour se faire assister par son conseil.

La fin des opérations de contrôle externe doit être constatée par une synthèse des points d'accord et de désaccord avec le contribuable.

Article 1085-A2

Il est créé un organe consultatif dénommé commission des impôts compétente pour :

- connaître des désaccords entre l'Administration et les contribuables visés à l'article 1084-18 du CGI, sur l'assiette de la taxe professionnelle synthétique ;
- Connaître des désaccords portant sur des questions de fait qui peuvent naître des redressements confirmés suivant les procédures contradictoires.

- connaître des faits susceptibles d'être pris en compte pour l'examen des questions de droit ;

- se prononcer sur le caractère anormal d'un acte de gestion ou sur des faits constitutifs d'abus de droit.

- La commission peut être saisie aussi bien par l'Administration que par le contribuable. La saisine de la commission suspend la procédure de redressement jusqu'à sa décision.

Le rapport par lequel l'une des parties soumet le différend qui l'oppose à l'autre à la commission des impôts, ainsi que tous les autres documents dont elle fait état pour appuyer sa thèse, doivent être tenus à la disposition de l'autre.

Cette communication doit être faite sous réserve du secret professionnel relatif aux renseignements concernant d'autres contribuables. Elle doit cependant porter sur les documents contenant des indications relatives aux bénéfices ou revenus de tiers.

Les dispositions relatives à la composition et au fonctionnement de cette commission sont fixées par arrêté du ministre en charge des Finances.

I. Procédures applicables à tous impôts et taxes des titres I et II du premier livre suite au contrôle sur pièces

A. Procédure contradictoire

Article 1085-B

Lorsque l'administration des Impôts constate une insuffisance, une inexactitude, une omission ou une dissimulation dans les éléments servant de base au calcul des impôts, droits, taxes, redevances ou sommes quelconques dus en vertu du présent Code, les redressements correspondants sont effectués suivant la procédure de redressement contradictoire définie à l'article 1085-C du présent Code.

La procédure de redressement contradictoire n'est pas applicable :

- 1° en matière d'impositions directes perçues au profit des collectivités locales ou d'organismes divers, à l'exception de la contribution des patentes et des licences ;;
- 2° dans le cas de taxation ou évaluation d'office des bases d'imposition.

Article 1085-C

L'Administration adresse au contribuable une notification de redressement qui doit être motivée de manière à lui permettre de formuler ses observations ou de faire connaître son acceptation dans le délai prévu à l'article

1085-A du présent Code.

Lorsque l'Administration rejette les observations du contribuable, sa réponse doit être motivée. En cas de persistance du désaccord sur les redressements confirmés, l'Administration ou le contribuable soumet le litige à l'avis de la commission des impôts prévue à l'article 1085-A2 du présent Code.

Article 1085-D

Supprimé par l'ordonnance n°2014-01 du 02 janvier 2014 portant loi de finance pour la gestion 2014

B. Procédure d'imposition d'office

1° Taxation d'office

Article 1085-E

Sont taxés d'office:

a - les contribuables qui n'ont pas déposé dans le délai légal les déclarations qu'ils sont tenus de souscrire en vertu des dispositions des titres I et II du présent Code, sous réserve de la procédure de régularisation prévue à l'article 1085-F du présent Code ;

b - les contribuables qui se sont abstenus de répondre aux demandes d'éclaircissements ou de justifications prévues à l'article 132 du présent Code;

c - les contribuables dont les dépenses personnelles ostensibles ou notoires, augmentées de leurs revenus en nature dépassent le total exonéré et qui n'ont pas souscrit de déclaration ou dont le revenu déclaré, après déduction des charges énumérées à l'article 10 du présent Code, est inférieur au total des mêmes dépenses et revenus en nature ;

d - les contribuables qui n'ont pas satisfait dans le délai de trente (30) jours à la demande de l'administration des Impôts les invitant à désigner un représentant au Bénin.

Dans le cas prévu au point c ci-dessus, la base d'imposition est, à défaut d'éléments certains permettant d'attribuer au contribuable un revenu supérieur, fixée à une somme égale au montant des dépenses et des revenus en nature diminuée du montant des revenus exonérés de l'impôt sur le revenu. Le contribuable ne peut faire échec à cette évaluation en faisant valoir qu'il aurait utilisé des capitaux ou réalisé des gains en capital ou qu'il recevait périodiquement ou non des libéralités d'un tiers.

Avant l'établissement de l'imposition, l'administration des Impôts notifie la base de taxation au contribuable qui dispose, à titre dérogatoire, d'un délai de quinze (15) jours pour présenter ses observations.

Article 1085-F

La procédure de taxation d'office prévue à l'article 1085-E ci-dessus n'est applicable que si le contribuable n'a pas régularisé sa situation dans les huit (08) jours de la notification d'une mise en demeure.

Toutefois, il n'y a pas lieu de procéder à cette mise en demeure :

- a. si le contribuable change fréquemment son lieu de résidence ou de principal établissement ;
- b. si le contribuable a transféré son activité à l'étranger sans déposer la déclaration de ses résultats ou de ses revenus non commerciaux ;
- c. si le contribuable ne s'est pas fait connaître des services fiscaux ;
- d. si un contrôle fiscal n'a pu avoir lieu du fait du contribuable ou de tiers ;
- e. lorsque l'Administration a dressé un procès-verbal de flagrante fiscale dans les conditions prévues à l'article 1085 quinquies du présent Code au titre de l'année ou de l'exercice au cours duquel le procès-verbal est établi.

2° Rectification d'office

Article 1085-G

Sont rectifiées d'office :

- a. les déclarations des contribuables qui présentent une comptabilité incomplète, inexacte ou non probante ne permettant pas de justifier les résultats déclarés ;
- b. les déclarations des contribuables qui n'ont pas pu représenter les documents visés à l'article 36 du présent Code ;
- c. les déclarations des contribuables qui n'ont pas fourni les justifications demandées par l'Administration ou qui ont fourni des justifications insuffisantes.

3° Evaluation d'office

Article 1085-H

Sont évalués d'office :

- a. le bénéfice imposable des contribuables qui réalisent des revenus provenant d'entreprises industrielles, commerciales ou artisanales, ou des revenus d'exploitations agricoles imposables selon un régime de bénéfice réel, lorsque la déclaration annuelle prévue aux articles 33 et 159 n'a pas été déposée dans le délai légal ;
- b. le bénéfice imposable des contribuables qui réalisent des revenus non commerciaux ou des revenus assimilés lorsque la déclaration annuelle prévue à l'article 44 du

présent Code n'a pas été déposée dans le délai légal ;

c. les revenus fonciers des contribuables qui se sont abstenus de répondre aux demandes de justifications mentionnées au premier alinéa de l'article 132 du présent Code ;

d. les bénéficiaires forfaitaires dénoncés, lorsque l'Administration a en sa possession des éléments nouveaux. Les bases ou éléments servant au calcul des impositions d'office et leurs modalités de détermination sont portées à la connaissance du contribuable huit (08) jours au moins avant la mise en recouvrement des impositions. Cette notification est interruptive de prescription.

Article 1085-I

En cas de désaccord avec l'inspecteur, le contribuable taxé d'office, ou dont la déclaration a été rectifiée d'office dans les conditions prévues aux articles 1085-E à 1085-H du présent Code ne peut obtenir, par voie contentieuse, la décharge ou la réduction de la cotisation qui lui a été assignée, qu'en apportant la preuve de l'exagération de son imposition.

II. CONTROLE PONCTUEL

Article 1085 bis

Les agents des impôts ayant au moins le grade d'inspecteur peuvent effectuer des contrôles ponctuels qui ne constituent pas une vérification de comptabilités.

Les inspecteurs d'assiette peuvent effectuer le contrôle ponctuel, sur place des seuls contribuables dont la gestion relève de leur compétence, soit après en avoir informé le contribuable au moyen d'un avis de contrôle ponctuel à lui notifié 48 heures plus tôt, non comptés les jours fériés, soit inopinément en lui remettant sur place l'avis. L'avis de contrôle comporte les informations visées au point 2°) de l'article 1085-ter 3 du présent Code.

Toutefois, en cas de nécessité, le contrôle ponctuel peut être fait par tout inspecteur des impôts désigné à cet effet par le directeur général des Impôts.

Le contribuable qui subit un contrôle ponctuel bénéficie des garanties suivantes :

- l'inspecteur doit l'informer dès le début du contrôle, qu'il a la faculté de se faire assister par un conseil de son choix pendant le contrôle, ou pour discuter les propositions de redressement et y répondre ;
- l'agent qui fait le contrôle doit être assermenté et porteur de sa commission ;
- la durée de l'intervention sur place dépend de l'importance

de l'entreprise et ne peut dépasser deux demi-journées et exceptionnellement trois demi-journées ;

- les redressements effectués ne peuvent concerner que les impôts à paiement mensuel ou trimestriel dus au titre de l'année en cours et l'impôt sur le revenu de l'année dont la déclaration est souscrite au cours de l'année de contrôle, y compris la contribution des patentes ;
- les renseignements ou précisions fournis par écrit au contribuable au cours du contrôle ponctuel engagent l'Administration. S'il s'avère que ces renseignements comportent des erreurs, leur régularisation ne peut avoir un effet rétroactif, mais l'administration pourra prendre des sanctions disciplinaires à l'égard de l'agent qui a fourni les renseignements erronés.

L'inspecteur d'assiette qui a terminé un contrôle ponctuel doit faire connaître au redevable la nature et les motifs des redressements envisagés, et l'inviter à faire parvenir ses observations ou son acceptation dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la notification.

La notification de redressements doit être suffisamment motivée. Elle doit mentionner, pour chaque impôt ou groupe d'impôts concernés, la nature et le taux des pénalités et amendes fiscales légalement encourues.

La possibilité pour le contribuable de solliciter une transaction des pénalités et amendes fiscales ainsi que les conséquences qui en découlent doivent être mentionnées dans la confirmation de redressements.

Si le contribuable donne son accord dans le délai prescrit, ou si les observations présentées dans ce délai sont reconnues fondées, l'administration procède à l'établissement de l'imposition sur la base acceptée par l'intéressé.

L'absence de réponse dans le délai de trente (30) jours est considérée comme une acceptation tacite des redressements.

Le contribuable qui accepte formellement ou tacitement les redressements conserve le droit de réclamer contre l'imposition, après sa mise en recouvrement mais la charge de la preuve lui incombe.

Si aucun accord n'est réalisé à la suite de la réponse du contribuable, l'administration fixe la base de l'imposition et calcule le montant des impôts exigibles, sous réserve du droit de réclamation du redevable après l'établissement du rôle ou l'émission du titre de perception.

III. VERIFICATION DES COMPTABILITES

Article 1085 ter

Les agents des impôts ayant au moins le grade d'inspecteur, peuvent procéder à des vérifications de comptabilités industrielles, commerciales, non commerciales, agricoles et artisanales.

La vérification de comptabilités se fait au siège de l'entreprise ou au lieu de son principal établissement. Dans l'hypothèse où le contrôle ne peut s'effectuer en ces deux lieux, le contribuable doit demander par écrit qu'il se déroule soit dans les bureaux de son comptable, soit dans les locaux de l'administration.

La vérification de comptabilités peut être limitée à un ou plusieurs impôts déterminés ou au contraire porter sur l'ensemble des obligations fiscales du contribuable, même si, n'étant pas régies par le CGI, elles résultent d'un texte législatif ou réglementaire qui permet de les contrôler et de les poursuivre dans les mêmes conditions que certaines catégories d'impôts.

Les garanties accordées au contribuable en matière de vérification des comptabilités sont celles prévues par l'article 1085-ter 3 du présent Code.

Le vérificateur qui constate une insuffisance, une inexactitude, une omission ou une dissimulation dans les éléments servant de base de calcul aux impôts, droits, taxes, redevances ou sommes quelconques dues en vertu du présent Code, effectue les redressements correspondants suivant les procédures et délais prévus par les articles 1085 ter 4 et 1085 ter 5 du présent Code.

Les dossiers des vérifications effectuées par les inspecteurs des services d'assiette et des services de contrôle sont transmis après avis motivé des directeurs concernés, au directeur général des Impôts pour approbation.

Le directeur général des Impôts peut déléguer son pouvoir d'approbation aux directeurs des services opérationnels des Impôts.

Des sanctions disciplinaires seront appliquées aux vérificateurs qui auront fourni par écrit des renseignements ou précisions erronés au contribuable.

Au cours de la procédure de vérification de la comptabilité, l'Administration peut examiner les opérations figurant sur des comptes financiers utilisés à la fois à titre privé et ou professionnels et demander au contribuable tous éclaircissements ou justifications sur ces opérations sans que cet examen et ces demandes constituent le début d'une procédure d'examen de la situation fiscale personnelle.

Les sanctions fiscales et les procédures pénales applicables

aux contribuables qui se seraient rendus coupables d'opposition individuelle ou collective au contrôle sont celles prévues par les articles 1097 et 1099 du Code Général des Impôts.

Article 1085 ter-1

Lorsque la comptabilité est tenue au moyen de systèmes informatisés, le contrôle porte sur l'ensemble des informations, données et traitements informatiques qui concourent directement ou indirectement à la formation des résultats comptables ou fiscaux et à l'élaboration des déclarations rendues obligatoires par le présent Code ainsi que sur la documentation relative aux analyses, à la programmation et à l'exécution des traitements.

Le contribuable doit pour ce faire satisfaire à l'obligation de représentation des documents comptables mentionnés à l'article 36 du présent Code en remettant, sous forme dématérialisée répondant à des normes fixées par arrêté du ministre chargé des Finances, une copie des fichiers des écritures comptables définies aux articles 14 et suivants de l'acte uniforme du 26 janvier 2017 relatif au droit comptable et à l'information financière.

L'Administration peut effectuer des tris, classements ainsi que tous les traitements et calculs aux fins de s'assurer de la concordance entre la copie des enregistrements concourant à la formation du résultat comptable et les déclarations fiscales du contribuable.

Article 1085 ter-2

Lorsque, au cours d'une vérification de comptabilité, l'Administration a réuni des éléments faisant présumer qu'une entreprise a opéré un transfert indirect de bénéfices, au sens des dispositions de l'article 37 du présent Code, elle peut demander à cette entreprise des informations et documents précisant :

- 1° la nature des relations entrant dans les prévisions de l'article 37 visé ci-dessus, entre cette entreprise et une ou plusieurs entreprises exploitées hors du Bénin ou sociétés ou groupements établis hors du Bénin ;
- 2° la méthode de détermination des prix des opérations de nature industrielle, commerciale ou financière qu'elle effectue avec des entreprises, sociétés ou groupements visés au 1° et les éléments qui la justifient ainsi que, le cas échéant, les contreparties consenties ;
- 3° les activités exercées par les entreprises, sociétés ou groupements visés au 1°, liées aux opérations visées au 2° ;
- 4° le traitement fiscal réservé aux opérations visées au 2°

et réalisées par les entreprises qu'elle exploite hors du Bénin ou par les sociétés ou groupements visés au 1^o dont elle détient, directement ou indirectement, la majorité du capital ou des droits de vote.

Les demandes visées au premier alinéa doivent être précises et indiquer explicitement, par nature d'activité ou par produit, le pays ou le territoire concerné, l'entreprise, la société ou le groupement visé ainsi que, le cas échéant, les montants en cause. Elles doivent, en outre, préciser à l'entreprise vérifiée le délai de réponse qui lui est ouvert. Ce délai, qui est de trente (30) jours, peut être prorogé sur demande motivée sans pouvoir excéder au total une durée de quarante-cinq (45) jours.

Lorsque l'entreprise a répondu de façon insuffisante, l'administration lui adresse une mise en demeure d'avoir à compléter sa réponse dans un délai de trente (30) jours en précisant les compléments de réponse qu'elle souhaite. Cette mise en demeure doit rappeler les sanctions applicables en cas de défaut de réponse.

Article 1085 ter-2 bis

Toute personne morale établie en République du Bénin remplissant l'une des conditions visées à l'alinéa suivant doit tenir à la disposition de l'administration fiscale, à la date d'engagement de la vérification de comptabilité, une documentation permettant de justifier la politique de prix pratiquée dans le cadre des transactions de toutes natures réalisées avec des entreprises établies à l'étranger avec lesquelles elle a un lien de dépendance ou de contrôle au sens de l'alinéa 5 de l'article 37 du présent Code .

L'obligation documentaire prévue à l'alinéa 1er s'applique à toute personne morale qui :

- a) a un chiffre d'affaires annuel hors taxes ou un actif brut supérieur ou égal à un milliard (1.000.000.000) de francs ; ou
- b) défient à la clôture de l'exercice, directement ou indirectement plus de la moitié du capital ou des droits de vote d'une société établie ou constituée en République du Bénin ou hors de la République du Bénin, remplissant la condition mentionnée au point a) ; ou
- c) dont plus de la moitié du capital ou des droits de vote est détenue, à la clôture de l'exercice, directement ou indirectement, par une société remplissant la condition mentionnée au point a).

La documentation prévue à l'alinéa 1er comprend des informations générales sur le groupe d'entreprises liées et des informations spécifiques concernant l'entreprise

vérifiée.

Le contenu de cette documentation est fixé par arrêté du Ministre chargé des Finances. Cette documentation ne se substitue pas aux justificatifs afférents à chaque transaction.

Si la documentation requise n'est pas mise à la disposition de l'administration fiscale à la date d'engagement de la vérification de comptabilité, ou ne l'est que partiellement, le service des impôts adresse à la personne morale visée à l'alinéa 1er, une mise en demeure de la produire ou de la compléter dans un délai de trente (30) jours, en précisant la nature des documents ou compléments attendus.

Article 1085 ter-2 ter

1. Une entreprise établie en République du Bénin est tenue de déposer, dans les douze (12) mois suivant la clôture de l'exercice, par voie électronique, une déclaration pays par pays, selon un modèle établi par l'Administration, comportant la répartition des bénéfices pays par pays du groupe d'entreprises liées auquel elle appartient, et des données fiscales et comptables ainsi que des informations sur le lieu d'exercice de l'activité des entreprises constituant le groupe, lorsque :

- a) elle détient directement ou indirectement une participation suffisante dans une ou plusieurs entreprises de telle sorte qu'elle est tenue d'établir des états financiers consolidés selon les principes comptables en vigueur ou serait tenue de le faire si ses participations étaient cotées en bourse en République du Bénin ; et
- b) elle réalise un chiffre d'affaires annuel hors taxes consolidé supérieur ou égal à 492 milliards de francs au titre de l'exercice qui précède celui concerné par la déclaration ; et
- c) aucune autre entreprise ne détient directement ou indirectement une participation décrite à l'alinéa a) dans l'entreprise susmentionnée.

2. Une entreprise établie en République du Bénin est tenue de déposer la déclaration pays par pays dans le délai et selon les moyens et format susvisés lorsqu'elle :

- est détenue directement ou indirectement par une entreprise établie dans un État qui n'exige pas le dépôt de la déclaration pays par pays et qui serait tenue au dépôt de cette déclaration si elle était établie en République du Bénin, ou
- est détenue directement ou indirectement par une entreprise établie dans un État ne figurant sur la liste prévue au présent article mais avec lequel la République du Bénin

a conclu un accord d'échange de renseignements en matière fiscale, ou

- a été désignée à cette fin par le groupe d'entreprises liées auquel elle appartient et en a informé l'administration fiscale.

3. Une entreprise établie en République du Bénin détenue directement ou indirectement par une entreprise établie dans un État figurant sur la liste prévue au présent article, et qui est tenue de déposer une déclaration pays par pays en vertu de la législation en vigueur dans cet État ou qui serait tenue au dépôt de cette déclaration si elle était établie en République du Bénin, est également tenue de déposer la déclaration prévue au présent article si une défaillance systémique de l'État de résidence fiscale de l'entreprise qui la détient directement ou indirectement a été notifiée à l'entreprise établie en République du Bénin par l'administration fiscale.

4. Lorsque deux ou plusieurs entreprises établies en République du Bénin, appartenant au même groupe d'entreprises liées, remplissent les conditions visées au 2 et 3 du présent article, l'une d'entre elles peut être désignée parie groupe pour remettre à l'administration fiscale la déclaration pays par pays sous réserve d'informer l'administration fiscale que ce dépôt vise à remplir l'obligation déclarative impartie à toutes les entreprises de groupe d'entreprises liées qui résident en République du Bénin à des fins fiscales.

5. Le contenu de cette déclaration est fixé par arrêté du Ministre en charge des Finances.

6. La déclaration prévue au présent article fait l'objet, sous réserve de réciprocité, d'un échange automatique avec les États ayant conclu avec la République du Bénin un accord à cet effet.

7. La liste des États ayant conclu un accord avec la République du Bénin autorisant l'échange automatique de la déclaration pays par pays prévue au présent article est fixée par arrêté du Ministre en charge des Finances.

Article 1085 ter-3

1°) Le vérificateur peut intervenir sur place, soit après en avoir informé le contribuable au moyen d'un avis de vérification à lui notifié quarante-huit (48) heure plus tôt, non comptés les jours fériés, par lettre recommandée ou non avec avis de réception, soit inopinément en lui remettant sur place l'avis.

2°) L'avis de vérification informe le contribuable sur :

- les impôts, droits et taxes objet du contrôle ;

- la période concernée ;

- la date et l'heure de la première intervention du vérificateur dans l'entreprise ;

- la faculté de se faire assister par un conseil de son choix ;

- les noms et prénoms du vérificateur.

Dans tous les cas, le contribuable doit être informé, dès le début de la vérification, qu'il a la faculté de se faire assister par un conseil de son choix pendant les opérations de vérification, ou pour discuter les propositions de redressements et y répondre.

3°) Lorsqu'il est envisagé d'étendre la vérification à une période ou un impôt ou taxe non précisé sur l'avis initial, le vérificateur informe le contribuable par un avis complémentaire deux (2) jours plus tôt, non comptés les jours fériés.

4°) Outre l'assistance d'un conseil, le contribuable bénéficie des garanties suivantes :

a- Les agents habilités à procéder à des vérifications de comptabilités doivent être assermentés et porteurs de leurs commissions. .

Lorsqu'une vérification de comptabilité ou une procédure de redressement requiert des connaissances techniques particulières, l'Administration peut faire appel aux conseils techniques d'experts mandatés par le Directeur Général des Impôts.

L'administration fiscale peut également, dans le cadre de l'exercice de son droit de contrôle, intervenir conjointement avec l'administration douanière ou faire appel à des experts internationaux dans le cadre des accords dont la République du Bénin est partie.

b- les interventions sur place ne pourront se prolonger pendant une durée supérieure à trois mois, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas cinq cent millions (500 000 000) de francs CFA ;

c- L'Administration ne peut effectuer aucun redressement concernant une période précédemment vérifiée sur place, sauf réparation d'erreurs ou d'omissions apparaissant au seul examen du dossier ;

d- les renseignements ou précisions fournis par écrit aux contribuables au cours d'une vérification ou à toute autre occasion engagent l'Administration. S'il s'avère qu'ils comportent une erreur commise au préjudice du Trésor, la régularisation de cette erreur ne pourra pas avoir d'effet rétroactif ;

e- le contribuable qui accepte formellement ou tacitement les redressements visés à l'article 1085 ter 4 conserve le droit de réclamer contre l'imposition, après sa mise en

recouvrement, mais la charge de la preuve lui incombe.

Article 1085 ter-4

Lorsque la vérification sur place est terminée, l'inspecteur fait connaître au redevable la nature et les motifs des redressements envisagés par une notification de redressements qui mentionne, pour chaque impôt ou groupe d'impôts rappelé, la nature des pénalités légalement encourues.

Il invite en même temps l'intéressé à faire parvenir son acceptation ou ses observations dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de cette notification.

La notification de redressements susvisée a pour effet d'interrompre le délai de prescription et de faire courir un nouveau délai de même nature et de même durée que celui interrompu.

Si le redevable donne son accord dans le délai prescrit, ou si les observations présentées dans ce délai sont reconnues fondées, l'Administration procède à l'établissement de l'imposition sur la base acceptée par l'intéressé. L'absence de réponse dans le délai de trente (30) jours est considérée comme une acceptation tacite des redressements. Si aucun accord n'est réalisé à la suite de la réponse du contribuable, l'Administration fixe la base de l'imposition et calcule le montant des impôts exigibles, sous réserve du droit de réclamation du redevable après l'établissement du rôle ou l'émission du titre de perception.

Le contribuable est cependant informé que les pénalités sont susceptibles de réduction par voie de transaction dans les conditions prévues à l'article 1111 nouveau du présent code.

Article 1085 ter-5

Par dérogation aux dispositions de l'article 1085 ter 4, lorsque le désaccord persiste sur des questions de fait, il peut être soumis, à l'initiative de l'Administration ou sur demande du redevable à la commission des impôts, prévue à l'article 1085-A2 du présent Code. L'avis de la commission est notifié au redevable par l'inspecteur qui l'informe, en même temps, du chiffre qu'il se propose de retenir comme base d'imposition. Il est alors procédé à l'établissement d'un rôle ou à l'émission d'un titre de perception.

Si l'imposition visée à l'article précédent est conforme à l'avis de la commission, le redevable conserve le droit de présenter une demande en réduction par voie de réclamation contentieuse, à charge pour lui d'apporter tous éléments, comptables ou autres, de nature à permettre

d'apprécier le chiffre qui doit effectivement être retenu comme base d'imposition.

Dans le cas contraire, la charge de la preuve incombe à l'Administration tant que la base d'imposition retenue pour l'établissement de l'impôt excède celle résultant de l'appréciation de la commission.

Article 1085 ter-6

En cas d'opposition à contrôle, individuelle ou collective, de refus de communication ou de défaut de comptabilité sincère et probante, la procédure de redressement peut être abandonnée et l'Administration peut procéder aux impositions par voie d'évaluation ou de rectification d'office des bases imposables à l'aide de tous éléments en sa possession.

L'opposition individuelle ou collective au contrôle est constatée par des procès-verbaux établis par les vérificateurs et éventuellement par les agents de la force publique ayant la qualité d'officier de police judiciaire.

Le contribuable ne peut contester une imposition établie d'office que par un recours contentieux introduit dans les formes et délais prévus aux articles 1108 du Code Général des Impôts, à charge pour lui d'apporter la preuve de l'exagération de l'imposition.

IV. Examen contradictoire de la situation fiscale personnelle

Article 1085 quater

Dans les conditions prévues au présent livre, l'Administration des impôts peut procéder à l'examen contradictoire de la situation fiscale des personnes physiques au regard de l'impôt sur le revenu, qu'elles aient ou non leur domicile fiscal au Bénin, lorsqu'elles y ont des obligations au titre de cet impôt.

L'examen contradictoire de la situation fiscale personnelle se déroule dans les locaux de l'Administration. A l'occasion de cet examen, l'Administration peut contrôler la cohérence entre, d'une part, les revenus déclarés et, d'autre part, la situation patrimoniale, la situation de trésorerie et les éléments du train de vie du contribuable.

Sous peine de nullité de l'imposition, un examen contradictoire de la situation fiscale personnelle ne peut s'étendre sur une période supérieure à six (06) mois à compter de la réception de l'avis de vérification.

Cette période est prorogée du délai accordé, le cas échéant, au contribuable et, à la demande de celui-ci, pour répondre aux demandes d'éclaircissements ou de justifications pour

la partie qui excède les trente (30) jours prévus à l'article 132 du présent Code.

Elle est également prorogée du délai évoqué ci-dessus et des délais nécessaires à l'Administration pour obtenir les relevés de compte lorsque le contribuable n'a pas usé de sa faculté de les produire dans un délai de trente (30) jours à compter de la demande de l'Administration ou pour recevoir les renseignements demandés aux autorités étrangères, lorsque le contribuable a pu disposer de revenus à l'étranger ou en provenance directe de l'étranger.

La période mentionnée au troisième alinéa est portée à un an en cas de découverte, en cours de contrôle, d'une activité occulte.

Article 1085 quater-1

Un examen contradictoire de la situation fiscale personnelle au regard de l'impôt sur le revenu, ne peut être engagé sans que le contribuable en ait été informé par l'envoi ou la remise d'un avis de vérification.

L'avis de vérification doit être notifié au contribuable à son domicile, au lieu d'exercice de son activité professionnelle, au siège social de l'entreprise dont il détient des actions ou des parts sociales ou à toute adresse où il est propriétaire d'un immeuble.

Cet avis doit préciser les années soumises à l'examen et mentionner expressément, sous peine de nullité de la procédure, que le contribuable a la faculté de se faire assister par un conseil de son choix.

Article 1085 quater-2

Au cours d'une procédure d'examen de situation fiscale personnelle, l'Administration peut examiner les opérations figurant sur des comptes financiers utilisés à la fois à titre privé et ou professionnel et demander au contribuable tous éclaircissements ou justifications sur ces opérations sans que cet examen et ces demandes constituent le début d'une procédure de vérification de comptabilité.

L'Administration peut tenir compte, dans chacune de ces procédures, des constatations résultant de l'examen des comptes ou des réponses aux demandes d'éclaircissements ou de justifications, et faites dans le cadre de l'autre procédure conformément aux seules règles applicables à cette dernière.

V. Procédure de flagrance fiscale

Article 1085 quinter

Lorsque, dans le cadre des procédures de la vérification sur place, ainsi que dans le cadre du droit de visite et

d'investigation mentionné à l'article 1096 du présent Code, il est constaté, pour un contribuable se livrant à une activité professionnelle et au titre de la période en cours pour laquelle l'une des obligations déclaratives prévues aux articles 33, 159, 173, 180, 182 et 252 du présent Code n'est pas échue, l'un au moins des faits visés aux points 1 à 3 ci-après, les agents de l'administration des Impôts ayant au moins le grade d'inspecteur, munis de leur commission, peuvent dresser à l'encontre de ce contribuable un procès-verbal de flagrance fiscale:

1° l'exercice d'une activité que le contribuable n'a pas fait connaître à un service des impôts, sauf s'il a satisfait, au titre d'une période antérieure, à l'une de ses obligations fiscales déclaratives ;

2° la délivrance de factures ne correspondant pas à la livraison d'une marchandise ou à l'exécution d'une prestation de services, ou de factures afférentes à des livraisons de biens au titre desquelles la taxe sur la valeur ajoutée ne peut faire l'objet d'aucune déduction ou la comptabilisation de telles factures reçues ;

3° les agissements de nature à priver la comptabilité de valeur probante à savoir :

- a. la réitération d'opérations commerciales sans facture et non comptabilisées ;
- b. l'utilisation d'un logiciel de comptabilité ou de caisse et de procédés frauduleux de nature à entraîner la dissimulation des chiffres d'affaires réalisés ;
- c. les importations de marchandises sous de fausses identités.

Le procès-verbal de flagrance fiscale est signé par les agents de l'administration des Impôts ainsi que par le contribuable. En cas de refus de signer, mention en est faite au procès-verbal.

L'original du procès-verbal est conservé par l'administration des Impôts et copie est notifiée au contribuable.

Ces opérations ne constituent pas une vérification de comptabilité au sens de l'article 1085 ter du présent Code.

Article 1085 quinter-1

La notification du procès-verbal de flagrance fiscale permet d'effectuer les saisies conservatoires mentionnées à l'article 1158 et suivants du présent Code.

Lorsque le procès-verbal de flagrance fiscale a été dressé dans le cadre de la procédure prévue à l'article 1085 quinter, l'Administration peut, par dérogation aux dispositions des titre I et II du présent Code, utiliser pour la détermination du montant mentionné à l'article 1085

quinter-2 ci-dessus, les informations recueillies au cours de cette procédure. Elle peut également se fonder, pour la détermination du montant mentionné à l'article 1085 quinter-2, sur des renseignements et informations obtenus de tiers, en application des articles 1093 à 1096 nouveaux du présent Code.

Pour arrêter le montant mentionné à l'article 1085 quinter-2, l'Administration est fondée à consulter sur place les registres et documents de toute nature, notamment ceux dont la tenue est prévue par le présent Code et par l'acte uniforme relatif au droit commercial général. A cet effet, l'Administration peut obtenir ou prendre copie des documents utiles, par tous moyens et sur tous supports.

Un procès-verbal relatant les opérations effectuées est établi. Il est signé par l'agent de l'administration des impôts ainsi que par le contribuable. En cas de refus de signer, mention en est faite au procès-verbal. L'original de ce procès-verbal est conservé par l'Administration et copie en est remise, séance tenante, au contribuable.

Article 1085 quinter-2

Le comptable peut procéder, par dérogation aux dispositions de l'article 1105 du Code Général des Impôts et de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, à des saisies conservatoires à hauteur du montant, mentionné au procès-verbal, qui ne peut excéder :

1° pour l'impôt sur le revenu, le produit résultant de l'application, au montant du chiffre d'affaires hors taxe recueilli au titre de l'année ou de l'exercice en cours pour lequel aucune obligation déclarative n'est échue, jusqu'à la date du procès-verbal de flagrance fiscale diminué d'un abattement de 70%, représentatif de charges et de dépenses, du taux de 25% pour les personnes physiques et de 30% pour les sociétés, prévu pour le calcul de l'impôt sur le revenu, sans aucune réduction. Ce produit est diminué du montant des acomptes trimestriels versés dans les conditions prévues à l'article 1120 du même code;

2° pour la taxe sur la valeur ajoutée, le montant obtenu par application du taux d'imposition en vigueur à la base du chiffre d'affaires hors taxe recueilli ou reconstitué au titre de la période en cours pour laquelle aucune obligation déclarative n'est échue, jusqu'à la date du procès-verbal de flagrance fiscale, et sous déduction d'un montant de taxe déductible dans les conditions prévues aux articles 234, 235 nouveau, 236, 237 et 238 nouveau du même Code ;

3° pour les retenues qui devraient être effectuées au titre

de l'impôt sur le revenu sur les rémunérations versées aux employés, à défaut d'éléments recueillis sur place, un montant égal à 15% appliqué au chiffre d'affaires après un abattement de 80%.

Les impositions ci-dessus sont assorties de pénalités au taux le plus élevé prévu à l'article 1096 ter du présent Code.

Article 1085 quinter-3

La procédure de flagrance fiscale peut être suspendue à la demande écrite du contribuable s'il propose de régulariser sa situation fiscale au regard de ses obligations déclaratives et de se libérer immédiatement des impositions dues au titre de la période visée à l'article 1085 quinter augmentées d'une majoration de 20% et des intérêts moratoires prévus à l'article 1116 nouveau du présent Code. En aucun cas, la régularisation ne doit entraîner des pertes de droits à percevoir de plus de 50% du montant que la flagrance aurait induit.

Les contentieux relatifs aux actes de la présente procédure sont instruits et jugés conformément aux dispositions des articles 1108 nouveau et 1165 du présent Code.

Article 1086

Le bénéfice de l'article 1085 ci-dessus ne peut être invoqué par les entreprises créancières de l'Etat dont les déclarations souscrites au titre de l'année au cours de laquelle est née leur créance la plus ancienne et des années suivantes restent vérifiables tant que ladite créance demeure exigible.

SECTION II : CONVENTIONS INTERNATIONALES

Article 1087

L'assiette des impôts et taxes visés par le livre premier du présent Code reste subordonnée, s'il y a lieu, aux dispositions des conventions internationales dont l'extension au Bénin a été régulièrement autorisée.

Toutefois, les revenus des obligations attribués aux résidents hors UEMOA sont exonérés de la retenue à la source libératoire de tout impôt sur le revenu.

Article 1088

Les organismes relevant de l'Organisation des Nations Unies et ayant conclu avec le Gouvernement Béninois des accords prévoyant des immunités fiscales tant pour les organismes eux-mêmes que pour leurs membres, bénéficient au Bénin des mêmes avantages.

Article 1089

Nonobstant toutes dispositions contraires du présent Code, sont passibles au Bénin des impôts sur le revenu, tous revenus dont l'imposition est attribuée au Bénin par une convention internationale relative aux doubles impositions.

SECTION III : SECRET PROFESSIONNEL**Article 1090**

Est tenue au secret professionnel dans les termes de l'article 378 du Code pénal, et passible des peines prévues audit article, toute personne appelée, à l'occasion de ses fonctions ou attributions, à intervenir dans l'établissement, la perception ou le contentieux des impôts et taxes visés par le livre premier du présent Code (titre 1^{er} et chapitres 1^{er}, II et III du titre II). Toutefois, lorsqu'une plainte régulière a été portée par l'Administration contre un redevable et qu'une information a été ouverte, l'inspecteur des Impôts ne peut opposer le secret professionnel au juge d'instruction qui l'interroge sur les faits faisant l'objet de la plainte.

Les dispositions du présent article ne s'opposent pas à l'échange de renseignements avec les divers agents du service des Impôts, les agents du service des Mines, en ce qui concerne la situation des exploitants miniers, les administrations financières des Etats ayant avec le Bénin une convention d'assistance réciproque en matière d'impôt.

Article 1091

Les contribuables ne sont autorisés à se faire délivrer les documents ci-après qu'en ce qui concerne leur propre cotisation. Ce sont :

- le quitus fiscal ;
- la situation fiscal ;
- l'attestation fiscal ;
- l'attestation de domiciliation fiscal ;
- le certificat d'imposition ou de non-imposition ;
- et tous autres documents assimilés.

A l'exception des extraits de rôles des impôts et taxes, les documents ci-dessus sont délivrés contre paiement d'une redevance de cinq mille (5.000) francs CFA.

Le montant de la redevance est acquitté au guichet de la Recette des Impôts assignataire.

Un arrêté du ministre chargé des Finances précise les modalités de répartition du produit de la redevance.

Article 1092

Les déclarations produites par les contribuables pour

l'établissement des impôts cédulaires ou de l'impôt en général leur sont opposables pour la fixation des indemnités ou des dommages-intérêts qu'ils réclament à l'Etat ou aux communes lorsque le montant de ces indemnités ou dommages-intérêts dépend directement ou indirectement du montant de leurs bénéfices ou de leurs revenus.

Le contribuable demandeur est tenu de fournir à l'appui de sa demande un extrait de rôle ou un certificat de non-imposition délivré par l'inspecteur des Impôts du lieu de son domicile.

SECTION IV : DROIT DE COMMUNICATION AUPRES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**Article 1093 nouveau**

En aucun cas, les Administrations publiques ainsi que les entreprises concédées ou contrôlées par l'Administration, les établissements ou organismes quelconques soumis au contrôle de l'autorité administrative, ne peuvent opposer le secret professionnel aux agents de l'Administration fiscale qui, pour établir, contrôler ou recouvrer les impôts institués par les règlements existants, leur demandent communication des documents de service qu'ils détiennent.

Article 1093 nouveau 1

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ne peut opposer à l'Administration fiscale le secret professionnel pour les renseignements relatifs aux opérations sur comptes de titres, ouvertures de crédit, allocations de devises et opérations avec l'étranger.

L'Administration peut demander copies de tous documents, notamment relevés de comptes, correspondances commerciales.

Article 1094 nouveau

Dans toute instance devant les juridictions civiles et criminelles, le Ministère public donne communication des dossiers aux agents de l'Administration fiscale.

Article 1095 nouveau

L'autorité judiciaire doit donner connaissance aux agents de l'Administration fiscale de toute indication qu'elle peut recueillir de nature à faire présumer une fraude commise en matière fiscale ou une manœuvre quelconque ayant eu pour résultat de frauder ou de compromettre l'assiette ou le recouvrement de l'impôt, qu'il s'agisse d'une instance civile ou commerciale ou d'une information criminelle, même terminée par un non-lieu.

Durant la quinzaine qui suit le prononcé de toute décision rendue par les juridictions civiles, administratives, consulaires, prud'homales et militaires, les pièces restent déposées au Greffe à la disposition des services de la direction générale des Impôts.

Le délai est réduit à dix (10) jours en matière correctionnelle.

Toute sentence arbitrale, soit que les arbitres aient été désignés par la justice, soit qu'ils l'aient été par les parties, tout accord intervenu en cours d'instance, en cours ou en suite d'expertise ou d'arbitrage, doivent faire l'objet d'un procès-verbal, lequel est, dans le délai d'un (01) mois, déposé avec les pièces au Greffe du Tribunal compétent. Ce procès-verbal est tenu à la disposition du service des Impôts pendant un délai de quinze (15) jours à partir du dépôt.

Article 1095 nouveau 1

Les dépositaires des registres des magasins généraux, les dépositaires des registres de l'état civil, ceux des rôles des contributions et tous autres chargés des archives et dépôts de titres publics sont tenus de les communiquer, sans les déplacer, aux préposés de l'Enregistrement à toute réquisition et de leur laisser prendre, sans frais, les renseignements, extraits et copies qui leur seront nécessaires pour les intérêts du Trésor.

Ces dispositions s'appliquent aussi aux notaires, huissiers, greffiers et secrétaires d'administrations locales et municipales pour les actes dont ils sont dépositaires, sauf les restrictions résultant de l'alinéa suivant.

Sont exceptés les testaments et autres actes de libéralité à cause de mort, du vivant des testateurs. Les communications ci-dessus ne pourront être exigées les jours de repos, et les séances, dans chaque autre jour, ne pourront durer plus de quatre heures, de la part des préposés, dans les dépôts où ils feront leurs recherches.

Sont également soumis au droit de communication conféré aux agents des services fiscaux par le présent article, les receveurs des droits et revenus des communes et de tous établissements publics.

SECTION IV BIS : LE DROIT D'ENQUETE

Article 1095 nouveau 2

Le droit d'enquête est une procédure administrative destinée à rechercher les manquements aux règles et obligations de facturation auxquelles sont tenus les assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et aux autres impôts et taxes indirects.

Le droit d'enquête est une procédure distincte des procédures de contrôle de l'impôt et permet à l'Administration d'intervenir de manière inopinée chez un assujetti.

Article 1095 nouveau 3

Le droit d'enquête défini à l'article 1095 nouveau 2 est exercé par les agents des impôts ayant au moins le grade d'inspecteur des impôts. Ces agents peuvent se faire présenter les factures, la comptabilité matière ainsi que les livres, les registres et les documents professionnels pouvant se rapporter à des opérations ayant donné ou devant donner lieu à facturation ou s'en faire délivrer copie et procéder à la constatation matérielle des éléments physiques de l'exploitation.

Lorsque les factures sont émises au moyen de procédés électroniques, ils peuvent accéder également à l'ensemble des informations, documents, données, traitements informatiques ou système d'informations et à la documentation décrivant leur modalité de réalisation.

Le droit d'enquête s'exerce sur place chez l'assujetti ou, sur convocation, dans les bureaux de l'administration.

Article 1095 nouveau 4

Les enquêteurs ont accès, pendant les horaires d'ouverture des services publics, aux locaux à usage professionnel, à l'exclusion des parties de ces locaux, affectées au domicile privé, ainsi qu'aux terrains et aux entrepôts. Ils ont également accès aux moyens de transport à usage professionnel et à leur chargement.

Les interventions peuvent, à titre exceptionnel et sur réquisition du directeur général des impôts, se dérouler durant les heures d'activité professionnelle de l'assujetti.

Lors de la première intervention ou convocation au titre du droit d'enquête prévu à l'article 1095 nouveau 2, un avis d'enquête est remis à l'assujetti ou à son représentant lorsqu'il s'agit d'une personne morale. En l'absence de ces deux personnes, l'avis est remis à la personne qui reçoit les enquêteurs, et dans ce cas, un procès-verbal est établi immédiatement. Il est signé par les agents de l'Administration et par la personne qui a reçu l'avis d'enquête. En cas de refus de signer, mention en est faite au procès-verbal. Une copie de celui-ci est remise à cette personne. Une autre est transmise à l'intéressé ou à son représentant.

Article 1095 nouveau 5

A l'issue de l'enquête, les agents de l'Administration établissent un procès-verbal consignait les manquements constatés ou l'absence de tels manquements. La liste des documents dont une copie a été délivrée lui est annexée s'il y a lieu.

Un procès-verbal est établi après la dernière intervention sur place ou la dernière convocation. Il est signé par les agents de l'Administration ainsi que par l'assujetti ou son représentant.

En cas de refus de signer, mention en est faite au procès-verbal. Une copie de celui-ci est remise à l'intéressé.

Les constatations du procès-verbal ne peuvent être opposées à cet assujetti ainsi qu'aux tiers concernés par la facturation que dans le cadre des procédures de contrôle mentionnées à l'article 1085 A et suivants du présent Code au regard des impositions de toute nature et de la procédure d'enquête prévue à la présente section.

La durée des interventions sur place dans le cadre du droit d'enquête ne peut excéder trois (03) jours ouvrables.

Article 1095 nouveau 6

Toute entrave au droit d'enquête prévu par le présent Code, notamment le refus de communiquer les documents prescrits, l'exercice des voies de fait sur les agents de l'Administration ou toute autre entrave de nature à les mettre dans l'impossibilité d'exercer le droit d'enquête, est sanctionnée par les dispositions prévues à l'article 1099 nouveau du présent Code.

Section V**DROIT DE COMMUNICATION, DE VISITE,
D'INVESTIGATION ET DE SAISIE AUPRES DES
ENTREPRISES PRIVEES****Article 1096 nouveau**

Pour l'assiette, le contrôle ou le recouvrement de l'impôt, toute personne physique ou morale, béninoise ou étrangère, toute compagnie, tout assureur pour les opérations d'assurances de toute nature, est tenue de représenter à toute réquisition des agents de l'administration fiscale, les livres dont la tenue est prescrite par les actes uniformes de l'OHADA portant sur le droit des sociétés commerciales et de groupement d'intérêt économique et sur le droit commercial général, titres, polices, pièces de recettes, de dépenses, de comptabilité, de délibérations, comptes rendus d'assemblées, effets en portefeuilles, bordereaux de coupons, correspondances

ainsi que tous autres documents. Sur demande du service des Impôts, les personnes susvisées sont tenues d'indiquer les soldes à une date déterminée des comptes ouverts dans leurs écritures au nom de leur client, ainsi que le montant des ventes effectuées à un client déterminé pendant une période donnée, lorsque ce client est lui-même commerçant.

A l'égard des sociétés, le droit de communication prévu à l'alinéa précédent s'étend aux registres de transfert d'actions et d'obligations ainsi qu'aux feuilles de présence aux assemblées générales.

Les entrepreneurs de bâtiments ou de travaux publics sont tenus de fournir au service des Impôts dans les dix jours du mois, l'identité et l'adresse exacte de leurs sous-traitants ainsi que le montant et la nature des travaux qui leur ont été confiés le mois précédent.

Si la comptabilité n'est pas tenue en langue officielle, une traduction certifiée par un traducteur assermenté doit être représentée à toute réquisition des agents de l'administration fiscale.

Lorsqu'il existe des présomptions qu'un contribuable se soustrait, par des manœuvres frauduleuses, à l'établissement ou au paiement de l'impôt, les agents des impôts ayant au moins le grade d'inspecteur habilités par le Directeur Général des Impôts à rechercher les motifs de ces agissements, sont autorisés, accompagnés d'un officier de police judiciaire, sur simple présentation de leur commission, à effectuer des visites ou des investigations dans les locaux professionnels ou d'habitation où les pièces et documents s'y rapportant sont susceptibles d'être détenues et procéder à leur saisie.

Les interventions ne peuvent être entamées ni avant six heures (6H), ni après vingt-et-une heure (21 H).

Elles peuvent, à titre exceptionnel et sur autorisation expresse du Directeur Général des Impôts se dérouler à n'importe quelle heure.

Les agents des impôts peuvent se faire accompagner soit d'un officier de police judiciaire, soit d'un officier municipal ou communal de la localité ou de son représentant pour la visite des locaux d'habitation.

Au terme de l'intervention, un procès-verbal est dressé et signé par les agents des Impôts et par le contribuable ou son représentant.

Le procès-verbal mentionne les conclusions de l'opération et les documents éventuels emportés. En cas de refus de signer, mention en est faite au procès-verbal dont l'original est remis au contribuable ou à son représentant ou à la

personne ayant assisté au déroulement de l'intervention. En cas de refus de réceptionner, mention en est faite au procès-verbal.

Au cas où les documents à saisir seraient sur support informatique, le contribuable doit, sur réquisition des agents des impôts, en reproduire copie séance tenante. Il doit également représenter la documentation relative aux analyses, à la programmation et à l'exécution des traitements.

Article 1096 nouveau -1

Les livres, registres, documents ou pièces de toute nature sur lesquels peut s'exercer le droit de communication de l'Administration doivent être conservés pendant un délai de dix (10) ans à compter de la date de la dernière opération mentionnée dans les livres, registres ou de la date à laquelle les documents ont été établis.

Cette obligation et ce délai sont applicables quel que soit le support utilisé pour l'établissement des documents ou pour leur conservation.

Article 1096 nouveau -2

Les banques primaires, les établissements de crédits, les compagnies d'assurances, les organismes non gouvernementaux, les officiers publics et ministériels et tout commerçant faisant un chiffre d'affaires supérieur à 100 000 francs CFA par an ne peuvent opposer à l'administration fiscale, le secret professionnel pour les renseignements relatifs aux opérations sur comptes de titres, ouvertures de crédits, allocations de devises et opérations avec l'étranger. L'Administration peut demander copies de tous documents, notamment les relevés de comptes et les correspondances commerciales.

Article 1096 nouveau -3

Le droit de communication peut être exercé par correspondance ou sur place. Lorsque l'Administration entend exercer son droit de communication sur place, elle est tenue d'adresser au plus tard, à la date de la première intervention, un avis de passage. L'avis de passage précise la nature des documents qui doivent être mis à la disposition de l'Administration et porte la mention expresse qu'il s'agit de l'exercice du droit de communication et non d'une vérification de comptabilité.

SECTION VI : PENALITES ET AMENDES FISCALES APPLICABLES AUX IMPOTS ET TAXES DES TITRES I ET II DU PREMIER LIVRE

1. Pénalités de retard

a) Défaut ou retard de déclaration

Article 1096 bis

Le défaut de production dans les délais prescrits d'une déclaration ou d'un acte comportant indication d'éléments à retenir pour l'assiette ou la liquidation d'un impôt entraîne l'application, sur le montant des droits mis à la charge du contribuable ou résultant de la déclaration ou de l'acte souscrit tardivement, d'une pénalité de retard de 20%.

Cette pénalité est également applicable au contribuable qui n'a pas fourni à l'appui de sa déclaration, les documents dont la production est exigée par les articles 34 et 159 du présent Code.

Lorsque la déclaration ou l'acte n'a pas été déposé dans les trente (30) jours suivant la réception d'une mise en demeure, notifiée sous pli recommandé ou lorsque le contribuable n'a pas déposé les déclarations ou documents exigés, deux (02) mois après la date de dépôt, la pénalité passe à 40% du montant des droits résultant de la déclaration.

A partir du 1^{er} avril, tout retard dans le paiement de la taxe sur les véhicules à moteur est sanctionné par l'application au montant dû d'une pénalité de 20%.

Pour les véhicules mis en circulation au cours de l'année, la pénalité est due le premier jour suivant celui de l'exigibilité des droits.

Le défaut de paiement de la taxe sur les véhicules à moteur entraîne l'immobilisation du véhicule avec le concours des agents chargés de constater les infractions à la circulation routière et sa restitution est subordonnée au règlement de l'impôt dû, y compris les arriérés, le cas échéant.

Pour les marchands forains, le défaut de justification du paiement de la taxe professionnelle synthétique entraîne la saisie des marchandises ou l'immobilisation du véhicule. La restitution des objets saisis est subordonnée au règlement de la taxe.

c) Insuffisance de déclaration

Article 1096 ter

b.1. Les inexactitudes ou les omissions relevées dans une déclaration ou un acte comportant l'indication d'éléments à retenir pour l'assiette ou la liquidation de l'impôt ainsi que la restitution d'une créance de nature fiscale dont le versement a été indûment obtenu de l'Etat entraînent

l'application d'une pénalité d'assiette de 20% aux droits non déclarés dans le cas où le contribuable n'a déclaré qu'un impôt insuffisant d'au moins un dixième.

Cette pénalité est portée à 40% :

- en cas d'inexactitude relevée dans les documents et renseignements écrits fournis à l'appui de la déclaration du bénéficiaire réel ;

- si, l'insuffisance excédant le dixième du montant de l'impôt déclaré, le contribuable n'établit pas sa bonne foi.

Elle est portée à 80% :

- en cas de manœuvres frauduleuses

- en cas de taxation d'office à défaut de déclaration souscrite dans les trente (30) jours suivant une mise en demeure.

b.2. La pénalité de 80% est également applicable en cas de facturation illégale de la taxe sur valeur ajoutée.

b.3. Les réductions ou annulations de crédit de TVA déclaré suite à un contrôle fiscal, entraînent l'application d'une amende fiscale égale à 25% du montant du crédit réduit ou annulé.

Cette amende est portée à 80% en cas de réduction ou annulation de crédit de TVA remboursé.

2. Amendes fiscales

Article 1096 quater

a. Une amende fiscale de cent mille (100 000) francs CFA est applicable à :

a.1. toute entreprise bénéficiaire du Code des Investissements ou toute entreprise nouvelle qui n'a pas souscrit ou qui a souscrit hors délai la déclaration des résultats de l'année ou de l'exercice précédent ;

a.2. Tout contribuable qui n'a pas souscrit ou a souscrit hors délai la déclaration prévue à l'article 251 et au point 3 de l'article 1018 du présent Code.

Cette amende est portée à deux cent mille (200.000) francs en cas de défaut de souscription de ladite déclaration dans un délai de trente (30) jours suivant une mise en demeure ;

a.3. L'entreprise déficitaire qui n'a pas souscrit aux obligations imposées par les articles 33 et 159 du présent Code.

b. Tout contribuable qui a souscrit hors délai de déclaration de chiffre d'affaires « néant » ou de déclaration « créditrice », le redevable retardataire est passible d'une amende égale à cinquante mille (50 000) francs CFA par mois ou fraction de mois de retard avec un maximum de cinq cent mille (500 000) francs CFA.

c. Tout contribuable qui ne s'est pas conformé aux

prescriptions des articles 21 point 6, 41 et 236 du présent code est astreint au paiement d'une amende égale à 5% du montant des paiements effectués en espèces au-delà de ce seuil.

d. Les entreprises qui n'auront pas tenu une comptabilité régulière ou qui n'auront pas satisfait à la représentation des documents comptables énumérés aux articles 34 et suivants, 44 et suivants, 159 et suivants et 258 du présent code, sont passibles d'une amende de un million (1.000.000) de francs CFA par exercice comptable.

En cas de récidive, l'amende est portée à deux millions (2 000 000) de francs CFA par exercice comptable.

e. Tout retard constaté dans la communication des renseignements visés au paragraphe 3 de l'article 34 ci-dessus est sanctionné par une amende fiscale de cent mille (100 000) francs CFA augmentée de cinquante mille (50 000) francs CFA par mois ou par fraction de mois de retard à partir du deuxième mois. Dans tous les cas, le montant total de l'amende fiscale ne peut excéder un million (1 000 000) de francs CFA.

f. Toute entreprise qui se soustrait à la communication des renseignements énumérés au point 3.a de l'article 34 du présent code, ou qui communique des renseignements inexacts ou insuffisants, est passible d'une amende fiscale égale à dix pour cent (10%) du montant total hors TVA des opérations réalisées, avec un minimum de cinq cent mille (500.000) francs CFA. Elle est tenue solidairement responsable du paiement des impôts dus par les clients en cause.

L'application de cette amende fiscale est subordonnée à une mise en demeure adressée au contribuable l'invitant à se conformer aux dispositions du point 3.a de l'article 34 du présent code. L'amende fiscale s'applique si le contribuable ne communique pas à la Direction Générale des Impôts, dans un délai de trente (30) jours dès notification de la mise en demeure, les renseignements visés au point 3.a de l'article 34 susvisé suivant les procédures prescrites par le présent Code.

L'application de cette amende fiscale ne fait pas obstacle à l'imposition des mêmes sommes au nom du bénéficiaire.

g. Toutes autres contraventions aux dispositions d'un quelconque impôt, objet des titres I et II du présent code sont punies d'une amende de cent mille (100 000) francs CFA à la charge des redevables.

h. Une amende fiscale est applicable à toute entreprise ayant introduit hors délai la demande de certificat de crédit intérieur MP2 relatif à un marché public à financement

extérieur ou aux autres régimes d'exception. Le montant de l'amende est déterminé par application d'un taux de 20% au montant du crédit sollicité. Le montant total de l'amende ne peut excéder deux cent mille (200 000) francs.

i. Les importateurs, producteurs ou revendeurs, les régisseurs et les comptables des services publics ainsi que les bénéficiaires de prestations de services qui n'ont pas effectué ou reversé la retenue à la source visée à l'article 168 du présent Code, sont passibles d'une amende égale au montant de la retenue non effectuée ou non reversée. L'amende est réduite de moitié au premier manquement.

j. 1. Toute personne soumise à l'obligation d'utiliser les machines électroniques certifiées de facturation, qui vend des biens et des services sans délivrer une facture normalisée établie dans les conditions définies à l'article 162 bis du CGI, est passible d'une amende égale à dix (10) fois le montant non facturé. Le montant de l'amende ne peut en aucun cas, être inférieur à un million (1 000 000) de francs CFA par facture non-délivrée.

j.2-. En cas de récidive, le montant de l'amende est égal à vingt (20) fois le montant pour lequel la facture normalisée n'a pas été délivrée, avec un minimum de deux millions (2.000.000) de francs par facture non délivrée. Dans ce cas, l'amende est appliquée cumulativement avec une fermeture administrative de trois (3) mois.

La fermeture administrative devient définitive si l'entreprise récidive une deuxième fois.

Lorsqu'il s'agit d'une entreprise dont les dirigeants sont de nationalité étrangère, l'interdiction de séjour en République du Bénin est faite à ces dirigeants cumulativement avec les sanctions ci-dessus visées.

La procédure d'interdiction de séjour est mise en œuvre sur demande du Ministre chargé des Finances.

j.3. Les sanctions prévues aux points 1 et 2 ci-dessus sont également applicables à toute personne qui :

- fait une transaction et délivre une facture normalisée de valeur ou de quantité minorée ;
- cause un dysfonctionnement à la machine électronique certifiée de facturation ou au système de facturation électronique.

Elles ne font obstacle ni au paiement de la TVA éludée, ni aux poursuites pénales contre le contribuable concerné.

j.4. les fournisseurs de système de facturation électronique qui ne satisfont pas à l'obligation d'homologation prévue au point 5 de l'article 162 bis sont passibles d'une amende de cinq millions (5.000.000) de francs CFA.

La même sanction est applicable aux entreprises qui ont

développé leur propre système de facturation électronique sans avoir satisfait à l'obligation d'homologation.

j-5 : Tout manquement non spécifié à la réglementation relative aux machines électroniques certifiées de facturation est passible d'une amende d'un million (1.000.000) de francs.

j-6 : L'administration des sanctions prévues au présent article ne fait obstacle ni au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée éludée et les pénalités y relatives, ni aux poursuites pénales contre les auteurs et leurs complices.

k. Une amende de un million (1 000 000) de francs CFA est applicable en cas de défaut de renseignement ou d'absence de l'un quelconque des éléments constitutifs des états financiers. Cette amende n'est applicable qu'après le défaut de régularisation dans les huit (8) jours d'une mise en demeure adressée au contribuable.

En cas de récidive, le montant de l'amende est porté à deux millions (2 000 000) de francs CFA

l.1. Le défaut de dépôt ou le dépôt incomplet, dans le délai prévu, de la déclaration annuelle des prix de transfert mentionnée à l'article 34 du présent Code entraîne l'application d'une amende de dix millions (10.000.000) de francs ;

2. le défaut de réponse ou la réponse incomplète à la mise en demeure prévue aux articles 1085 ter-2 et 1085 ter-2 bis du présent Code entraîne l'application pour chaque exercice vérifié, d'une amende égale à 0,5% du montant des transactions concernées par les documents ou compléments qui n'ont pas été mis à la disposition de l'Administration après mise en demeure. Le montant de cette amende ne peut être inférieur à dix millions (10.000.000) de francs par exercice.

m. Tout retard, omission ou inexactitude constaté dans la communication des renseignements visés à l'article 1101 du présent Code est sanctionné par une amende fiscale de cent mille (100.000) francs augmentée de cinquante mille (50.000) francs par mois ou par fraction de mois de retard.

n. Le défaut de production, ou la production d'une manière incomplète ou inexacte, dans le délai prescrit, de la déclaration mentionnée à l'article 1085 ter-2 ter du présent Code, entraîne l'application d'une amende égale à dix millions (10.000.000) de francs.

o. Les fonctionnaires, comptables publics et tous débiteurs de salaires ou leurs préposés qui n'ont pas effectué, fait effectuer ou reverser l'impôt prélevé à la source sur les soldes, traitements, salaires et accessoires, ainsi que ceux qui ont donné à leurs subordonnés des ordres ou des

instructions dans ce sens, sont passibles d'une amende égale au montant de la retenue non effectuée ou non reversée.

Il en est de même en cas de défaut de retenue ou de non reversement de la TVA, de l'impôt sur le Revenu des Personnes Physiques et de tous autres prélèvements à reverser pour compte.

2.1 Amendes fiscales pour les droits d'enregistrement

Article 1096 quater 1

a : Est passible d'une amende de 100.000 francs, toute personne qui a présenté hors délai à l'enregistrement un acte soumis à la formalité « gratis ».

b. Est soumise à une amende égale au montant du droit fixe, tout acte soumis au droit fixe et présenté hors délai à la formalité de l'enregistrement.

c. Les greffiers ou secrétaires qui auront négligé de soumettre à l'enregistrement dans le délai fixé les actes qu'ils sont tenus de présenter à cette formalité payeront personnellement, à titre d'amende et pour chaque contravention, la pénalité prévue à l'article 1096 bis et lorsque l'acte est soumis à un droit fixe, une somme égale au montant du droit.

Ils acquitteront en même temps le droit sauf leur recours, pour ce droit seulement, contre la partie.

d. Les dispositions du point c. qui précède s'appliquent également aux secrétaires des administrations locales et municipales pour chacun des actes qu'il leur est prescrit de faire enregistrer, s'ils ne les ont pas soumis à l'enregistrement dans le délai.

e. Il est néanmoins fait exception aux dispositions des deux points précédents, quant aux jugements rendus à l'audience, qui doivent être enregistrés sur les minutes, et aux actes d'adjudication passés en séance publique des administrations, lorsque les parties n'auront pas consigné aux mains des greffiers et des secrétaires, dans le délai prescrit pour l'enregistrement, le montant des droits fixés par le présent Code. Dans ce cas, le recouvrement en sera poursuivi, contre les parties par les inspecteurs et elles supporteront, en outre, la peine prévue à cet effet.

Pour cet effet, les greffiers et les secrétaires fourniront aux inspecteurs de l'Enregistrement, dans la décade qui suivra l'expiration du délai, des extraits par eux certifiés des actes et jugements dont les droits ne leur auront pas été remis par les parties, sous peine d'une amende de 5.000 francs pour chaque acte de jugement, et d'être, en outre,

personnellement contraints au paiement des sanctions fiscales.

Il sera délivré aux greffiers et secrétaires par les inspecteurs de l'Enregistrement, des récépissés, sur papier non timbré, des extraits d'actes ou de jugements qu'ils doivent fournir en exécution de l'alinéa précédent. Ces récépissés seront inscrits sur leurs répertoires.

f. Les dispositions du point e. qui autorisent pour les adjudications en séance publique seulement la remise d'un extrait à l'inspecteur de l'Enregistrement pour la décharge du secrétaire, lorsque les parties n'ont pas consigné les droits en ses mains, sont étendues aux autres actes assujettis obligatoirement à la formalité.

2. Majoration pour paiement tardif

Article 1096 quinter

Une majoration pour paiement tardif égale à 10 % du montant des sommes dont le versement est différé, est appliquée lorsque la déclaration prévue 36 aux articles 178, 182, 183, 185, 188, 210, 215 et 252 est souscrite dans les délais mais n'est pas accompagnée du versement de l'impôt correspondant.

4. Majoration pour paiement aux guichets des services des Impôts

Article 1096 sexies

Une majoration pour paiement au guichet égale à 5% du montant des sommes versées, est appliquée lorsqu'un paiement d'impôt est effectué directement dans un guichet des services des impôts.

Les modalités d'application des présentes dispositions sont précisées par voie réglementaire.

Article 1097 nouveau

La destruction avant l'expiration d'un délai de dix (10) ans des documents visés à l'article 1096 nouveau donne lieu à l'application d'une amende fiscale de cinq cent mille (500.000) francs CFA.

Le refus de communiquer les livres, pièces et documents susvisés existants, sur réquisition verbale des agents de l'administration fiscale sera constaté par procès-verbal et suivi d'une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au contribuable intéressé. Si, à l'expiration du délai de dix (10) jours après réception de cette lettre, la communication demandée n'a pas été obtenue, une amende fiscale de cinq cent mille (500 000) francs CFA sera appliquée. Cette amende sera portée

à un million (1 000 000) de francs CFA à l'expiration du délai d'un mois et majorée de cent mille (100 000) francs CFA par mois ou fraction de mois de retard en sus.

Toute personne physique ou morale qui se sera soustraite à la communication de renseignements ou qui aura communiqué des renseignements inexacts ou insuffisants sera passible d'une amende de cinq cent mille (500 000) francs CFA et sera tenue solidairement responsable du paiement des impôts dus.

Les amendes susvisées sont constatées par le Directeur Général des Impôts, comprises dans un ou plusieurs rôles immédiatement exigibles pour la totalité et ne peuvent être contestées que dans les conditions prévues à l'article 1098 nouveau ci-après pour les impôts autres que les droits d'enregistrement.

Indépendamment de cette amende, tous assujettis aux vérifications des agents de l'Enregistrement devront, en cas d'instance, être condamnés à présenter les pièces ou documents non communiqués, sous une astreinte de dix mille (10.000) francs CFA au minimum par jour de retard. Cette astreinte commencera à courir de la date de la signature par les parties ou de la notification du procès-verbal qui sera dressé pour constater le refus d'exécuter le jugement régulièrement signifié ; elle ne cessera que du jour où il sera constaté, au moyen d'une mention inscrite par un agent de contrôle sur un des principaux livres de la société ou de l'établissement, que l'Administration a été mise à même d'obtenir la communication ordonnée.

Le recouvrement de l'amende et de l'astreinte sera suivi comme en matière d'enregistrement.

Article 1097 nouveau 2

Les personnes ou sociétés visées par l'article 488 doivent se conformer, pour l'exercice du droit de communication des agents du service de l'Enregistrement, aux dispositions des articles 1096 nouveau 2 et 1097 nouveau sous les sanctions édictées par ce dernier article.

Article 1098 nouveau

Tout agent d'affaires, expert ou toutes autres personnes, associations, groupements ou sociétés faisant profession de tenir ou d'aider à tenir les écritures comptables de plusieurs clients, qui a apporté son concours à l'établissement ou l'utilisation des documents ou renseignements reconnus inexacts est passible d'une amende fiscale fixée à 500 000 francs pour la première infraction relevée à sa charge, 1 000 000 de francs pour la deuxième infraction, 1 500 000 francs

pour la troisième et ainsi de suite en augmentant de 500 000 francs le montant de l'amende pour chaque infraction nouvelle, que ces infractions aient été commises auprès d'un seul ou de plusieurs contribuables, soit successivement, soit simultanément.

Le contrevenant et son client sont tenus solidairement au paiement de l'amende.

L'amende est constatée par le directeur général des Impôts et comprise dans un rôle qui peut être mis en recouvrement jusqu'à l'expiration de la troisième année suivant celle au titre de laquelle est dû l'impôt compromis.

L'application de l'amende pourra être contestée devant la Cour Suprême jusqu'à la fin du sixième mois suivant celui de la mise en recouvrement du titre de perception. Article

1099 nouveau

A l'exception des cas prévus par les articles précédents, quiconque de quelque manière que ce soit, met les agents habilités à constater les infractions à la législation fiscale dans l'impossibilité d'accomplir leurs fonctions est puni d'une amende fiscale de 500 000 à 2 000 000 de francs.

Cette amende est indépendante de l'application des autres pénalités prévues par les textes en vigueur, toutes les fois que l'importance de la fraude peut être évaluée.

En cas de récidive, le Tribunal de Première Instance est saisi et peut, en outre, prononcer une peine de onze (11) jours jusqu'à deux (02) mois de prison.

L'opposition collective à l'établissement de l'assiette et au recouvrement de l'impôt est punie d'un emprisonnement de onze (11) jours à deux (02) mois et de 500 000 à 2 000 000 de francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

SECTION VII : CONTROLE DES REVENUS

MOBILIERS

Article 1100

1 - Toute personne ou société qui fait profession de payer des intérêts, dividendes, revenus et autres produits de valeurs mobilières ou dont la profession comporte à titre accessoire des opérations de cette nature, ne peut effectuer de ce chef aucun paiement ni ouvrir un compte sans exiger du requérant la justification de son identité et l'indication de son domicile réel.

Elle est, en outre, tenue de remettre au directeur général des Impôts le relevé des sommes payées par elle sous quelque forme que ce soit, sur présentation ou remise de coupons ou d'instruments représentatifs de coupons. Ce relevé indique pour chaque requérant ses nom et prénoms,

son domicile réel et le montant net des sommes par lui touchées.

Les mêmes obligations incombent aux collectivités pour les dividendes et intérêts de leurs propres actions, parts ou obligations qu'elles payent à des personnes ou sociétés autres que celles qui sont chargées du service de leurs coupons.

Les personnes et sociétés soumises aux prescriptions du présent article et qui ne s'y conforment pas ou qui portent sciemment des renseignements inexacts sur les relevés fournis par elles à l'Administration, sont passibles d'une amende fiscale de 1 000 francs CFA pour chaque omission ou inexactitude.

2 - Les coupons présentés sont, sauf preuve contraire, réputés propriété du requérant. Dans le cas où celui-ci présente des coupons pour le compte de tiers, il a la faculté de remettre à l'établissement payeur une liste indiquant outre ses nom, prénoms et domicile réel, les nom, prénoms et domiciles réels des propriétaires véritables, ainsi que le montant des coupons appartenant à chacun d'eux.

L'établissement payeur annexe cette liste au relevé fourni en exécution du deuxième alinéa du paragraphe 1^{er} du présent article. Quiconque est convaincu d'avoir encaissé sous son nom des coupons appartenant à des tiers en vue de faire échapper ces derniers à l'application de l'impôt général sur le revenu, est passible des amendes fiscales prévues à l'article 1099 nouveau.

Les livres, pièces et documents de nature à permettre la vérification des relevés prévus au présent article qui ne sont pas soumis à un délai de conservation plus étendu doivent, sous les sanctions édictées par l'article 1097 nouveau, être conservés dans le bureau, l'agence ou la succursale où ils ont été établis, à la disposition des agents des Impôts jusqu'à la fin de la quatrième année suivant celle au cours de laquelle les paiements correspondants ont été effectués.

Article 1101

1- Les administrations publiques, les établissements ou organismes soumis au contrôle de l'autorité administrative et toute personne physique ou morale, domiciliées ou établies en République du Bénin, qui reçoivent habituellement en dépôt des valeurs mobilières, titres ou espèces doivent déclarer à l'administration des impôts l'ouverture, la clôture et la modification des comptes de toute nature qu'ils gèrent.

2- Les déclarations d'ouverture, de clôture ou de modification de comptes sont établies sur un fichier

électronique dont le format est communiqué par l'Administration. Elles doivent comporter les renseignements suivants :

- la désignation et l'adresse de l'établissement qui gère le compte ;
- la désignation du compte, numéro, nature, type et caractéristique ;
- la date et la nature de l'opération déclarée : ouverture, clôture ou modification en distinguant si celle-ci affecte le compte lui-même ou son titulaire ;
- pour les personnes physiques ; leur nom, prénoms, date et lieu de naissance, numéro IFU et adresse ;
- pour les personnes morales; leur dénomination ou raison sociale, forme juridique, numéro IFU et adresse.

3- Les déclarations d'ouverture, de modification et de clôture de comptes par les établissements, organismes, personnes physiques ou morales, qui gèrent ces comptes sont souscrites dans les dix (10) premiers jours du mois qui suit celui de l'ouverture, de la clôture ou de la modification.

4- Chaque année, avant le 1^{er} février, les établissements visés au point 1 ci-dessus sont tenus d'adresser, par fichier électronique, à l'administration des Impôts, le relevé des coupons portés au cours de l'année précédente au crédit des titulaires des comptes de dépôt de titres, valeurs ou espèces, comptes d'avances, comptes courants ou autres.

Les dispositions du présent article s'appliquent également aux compagnies d'assurance et aux sociétés de gestion et d'intermédiation.

SECTION VIII : REPRESSION DES ABUS DE DROIT

Article 1102

Toute opération conclue sous la forme d'un contrat ou d'un acte juridique quelconque et dissimulant une réalisation ou un transfert de bénéfices ou de revenus, effectués directement ou par personnes interposées, n'est pas opposable à l'Administration des Impôts, qui a le droit de restituer à l'opération son véritable caractère et de déterminer en conséquence les bases des impôts sur le revenu.

SECTION IX : Majoration de pénalités

Article 1103

Supprimé par la loi n° 2010-46 du 30 Décembre 2010 portant loi de finances pour la gestion 2011

SECTION X : MESURES DIVERSES**Article 1103 bis**

Lorsque l'échéance de déclaration ou de paiement de l'un quelconque des impôts ou taxes régis par le présent code coïncide avec un jour non ouvré, elle est reportée au jour ouvré suivant. Le cas échéant, la pénalité de retard n'est applicable qu'après ledit jour ouvré.

Article 1103 ter

1- L'administration fiscale peut délivrer un rescrit fiscal exposant la position de l'Administration concernant l'interprétation d'un texte fiscal ou l'application de la législation fiscale à une situation proposée par un contribuable.

2- La demande doit être formulée, selon le cas :

- soit avant la date d'expiration du délai dont dispose le contribuable pour faire sa déclaration ;
- soit en l'absence d'obligation déclarative, avant la date de paiement de l'impôt concerné.

3- La demande de rescrit doit être adressée par écrit au Directeur Général des Impôts et contenir les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du demandeur ;
- une présentation précise, complète et sincère de la situation présentée à l'Administration ;
- la question précise à laquelle le contribuable souhaite obtenir une position de l'Administration ;
- le texte fiscal sur la base duquel le demandeur saisit l'Administration pour qu'elle prenne position et, dans la mesure du possible, l'analyse que le demandeur en fait.

4- En cas de demande incomplète, l'administration fiscale peut inviter le demandeur à lui fournir des informations complémentaires.

5- L'Administration répond dans un délai de trois (03) mois à partir de la réception de la demande ou, en cas de demande incomplète, à partir de la réception des compléments d'informations demandées.

6- Le rescrit fiscal obtenu sur la situation du contribuable est opposable à l'Administration si les trois (03) conditions suivantes sont remplies :

- le contribuable suit la position ou les indications communiquées par l'Administration ;
- le contribuable est de bonne foi ;
- la situation du contribuable est identique à celle sur laquelle l'Administration a pris position.

Toutefois, la garantie prévue à l'alinéa précédent cesse si :

- la situation du contribuable n'est plus identique à celle qu'il

a présentée dans sa demande ;

- la législation applicable à la situation du contribuable a évolué ;

- l'Administration modifie son appréciation sur la situation qui lui a été présentée par le contribuable.

L'appréciation antérieure n'est plus valable à partir du jour où le contribuable a été informé de ce changement, et seulement pour l'avenir.

7- Le rescrit peut prendre la forme d'un accord avec le contribuable sur la détermination du prix de pleine concurrence concernant une ou plusieurs transactions conformément aux dispositions de l'article 37 du présent Code.

L'accord validé par l'administration fiscale lui est opposable au titre de l'exercice au cours duquel l'accord a été donné et pour les trois (03) exercices suivants.

L'Administration se réserve le droit de dénoncer cet accord lorsqu'il s'avère qu'il a été conclu sur la base d'informations erronées ou incomplètes.

Article 1103-1

Supprimé par la loi n° 2018-39 du 28 Décembre 2018 portant loi de finances pour la gestion 2019

Article 1103-2

1- Le régime de droit commun s'applique à tous les marchés publics de travaux, fournitures ou services financés en totalité ou en partie par voie d'emprunts extérieurs contractés par l'Etat, les collectivités locales et les établissements publics.

2- Le même régime s'applique également aux marchés passés par les entreprises publiques et les sociétés et offices d'Etat lorsque lesdits marchés sont financés sur fonds extérieurs.

3- Lorsqu'une opération est financée en partie ou en totalité: par des subventions non remboursables ou des dons, le régime de droit commun s'applique à l'ensemble.

Cependant, ces marchés peuvent bénéficier d'un régime dérogatoire qui consiste à la prise en charge par l'Etat béninois de la fiscalité indirecte. Par fiscalité indirecte, il faut entendre d'une part, le droit de douane et les taxes au cordon douanier et, d'autre part, les taxes intérieures sur le chiffre d'affaires, que supporte le titulaire du marché, dans les prix et valeurs des biens, marchandises et fournitures acquis ou incorporés dans la réalisation du marché.

Les clauses des marchés publics établies en contravention des présentes dispositions sont inopposables à

l'administration fiscale

Article 1103-3

Les personnes agréées à l'un des régimes du Code des Investissements ou les titulaires d'agrément particuliers octroyés par l'Etat ou les collectivités territoriales qui ne respectent pas leurs cahiers des charges ne peuvent bénéficier des avantages fiscaux prévus dans lesdits agréments. Ces personnes sont réputées relever du droit commun dès la constatation d'un manquement au cahier des charges faite par l'administration fiscale ou toute autre structure de contrôle.

En tout état de cause, aucune autorité publique ne peut dispenser, par des énonciations particulières, un titulaire d'agrément ou un bénéficiaire d'un régime dérogatoire de l'obligation de se soumettre aux contrôles fiscaux, dans le

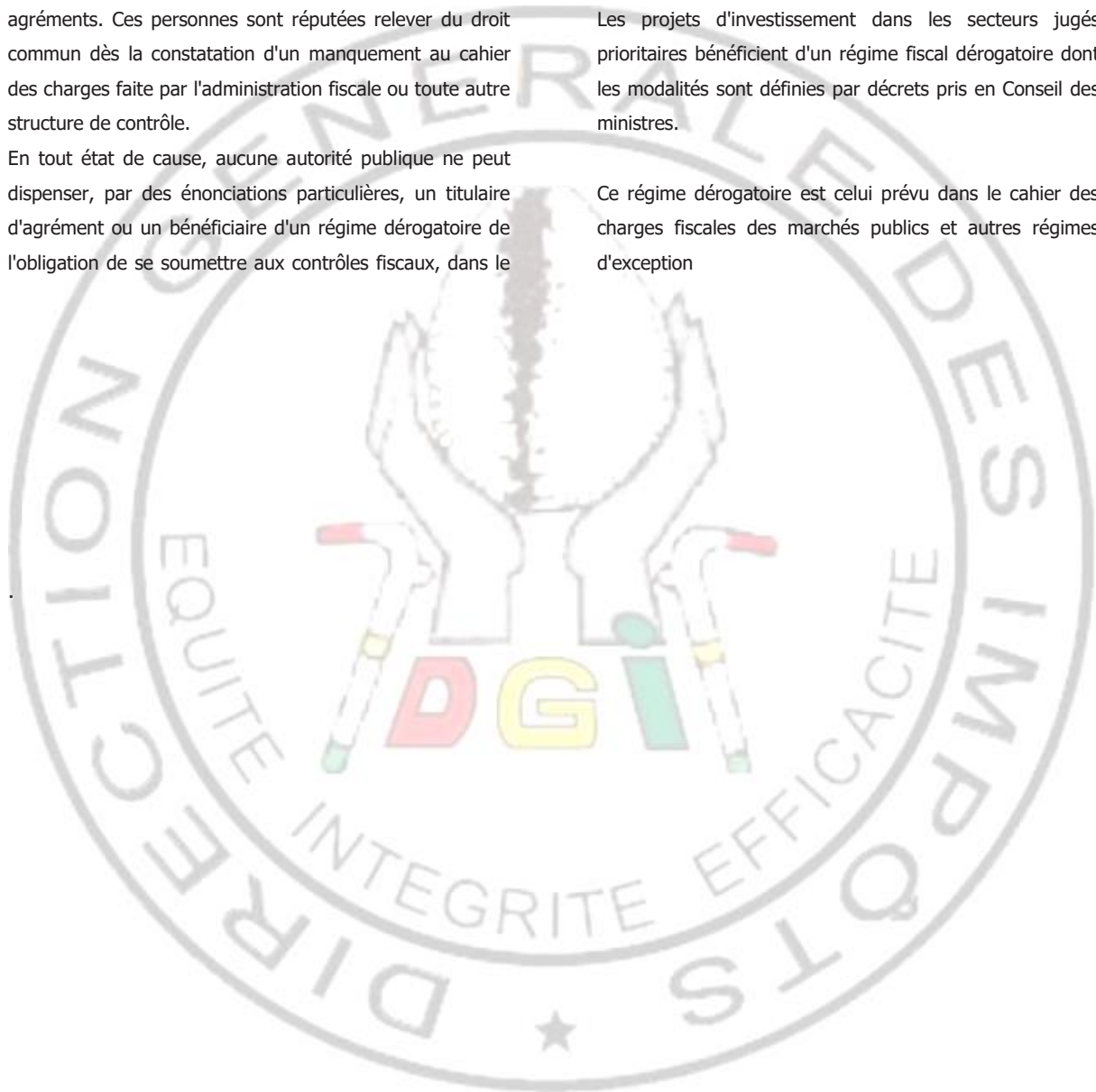
respect de la réglementation, ou aux inspections effectuées par des structures techniques nationales habilitées à cet effet.

Le cas échéant, les clauses visant à interdire les contrôles ou les inspections des titulaires d'agrément ou bénéficiaires de régimes dérogatoires sont réputées non écrites.

Article 1103-4

Les projets d'investissement dans les secteurs jugés prioritaires bénéficient d'un régime fiscal dérogatoire dont les modalités sont définies par décrets pris en Conseil des ministres.

Ce régime dérogatoire est celui prévu dans le cahier des charges fiscales des marchés publics et autres régimes d'exception



LIVRE TROISIÈME

RÔLES, RÉCLAMATIONS DÉGRÈVEMENTS ET RECOUVREMENT



TITRE PREMIER

CHAPITRE UNIQUE : RÔLES ET AVIS D'IMPOSITION

Article 1104 nouveau

Tous impôts et taxes visés au livre premier du présent Code sont ou peuvent éventuellement être recouverts en vertu de rôles rendus exécutoires par arrêté du ministre chargé des Finances.

Celui-ci peut déléguer ses pouvoirs au Directeur Général des Impôts, en ce qui concerne les rôles établis par ses chefs de service, sans qu'il en résulte de modification au point de vue de la compétence des tribunaux.

Le Directeur Général des Impôts peut déléguer sa signature aux directeurs techniques et départementaux des Impôts et aux Chefs des centres des Impôts des Moyennes Entreprises.

Constituent des titres exécutoires :

- les extraits de rôle ou avis d'imposition ;
- l'avis de mise en recouvrement ;
- le procès-verbal de flagrante fiscale, dressé en application des articles 1085 quater et suivants du présent Code.

Article 1105

La date de mise en recouvrement du rôle est fixée au lendemain du jour de la réception de ce rôle par le receveur chargé de la perception. Cette date constitue le point de départ des délais de recouvrement, de prescription et de réclamation. Elle marque le début de la période de quatre (04) ans sur laquelle porte le privilège du Trésor.

Un avis d'imposition est transmis à tout contribuable inscrit au rôle. Il mentionne le total par cote des sommes à acquitter, les conditions d'exigibilité ainsi que la date de mise en recouvrement.

Les avis d'imposition sont adressés aux contribuables sous enveloppe fermée lorsqu'il s'agit d'impôts sur le revenu et d'impôts sur le chiffre d'affaires.

Article 1106 bis

Un avis de mise en recouvrement est établi et notifié à tout redevable qui n'a pas acquitté les acomptes échus ou les droits et taxes qui découlent d'une quelconque déclaration prévue au Code Général des Impôts dans les conditions et délais définis pour chaque nature d'impôt.

L'avis de mise en recouvrement est visé et rendu exécutoire par le receveur des impôts à qui incombe le recouvrement des acomptes non payés à l'échéance.

Il est adressé au redevable dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 1106 du présent Code et doit comporter les mentions suivantes :

- 1° les indications nécessaires à la connaissance des droits, taxes, redevances, ou autres sommes qui font l'objet de cet avis ;
- 2° les éléments du calcul et le montant des droits et des majorations, ou intérêts de retard, qui constituent la créance ;
- 3° sommation de payer immédiatement les sommes qui y sont portées sous peine de poursuites.

Article 1107

Les rôles d'impôts directs sont établis :

- au vu des déclarations souscrites à l'échéance et comportent pour chaque contribuable les nom, prénoms ou raison sociale, le montant de la cotisation, les paiements effectués et le solde si besoin ;
- suivant un état global des reversements lorsque ces impôts font l'objet de retenue à titre libératoire par des tiers :

Ils sont validés ou rendus exécutoires et pris en charge conformément à l'article 1104 nouveau. Toutefois, il n'y a pas lieu d'émettre d'avis pour les contribuables présentant un solde créditeur. Font également l'objet de rôle, tous les rappels d'impôts à la suite d'un contrôle fiscal.

Les impôts indirects font l'objet d'un état récapitulatif des reversements effectués par les redevables légaux.

Un état des acomptes provisionnels est fait trimestriellement pour constater les paiements reçus. Ces acomptes sont constatés dans un compte de provisions qui est apuré en fonction de l'impôt dû au titre de l'exercice concerné.

Ces états validés par le directeur général des impôts ou les personnes habilitées tiennent lieu de justification des reversements au Trésor public, sans émission de rôle.

TITRE II : RECLAMATIONS ET DEGREVEMENTS

CHAPITRE PREMIER : JURIDICTION

CONTENTIEUSE

SECTION PREMIERE : DEMANDES EN DECHARGE

OU REDUCTION

Article 1108 nouveau

Les demandes en décharge ou en réduction tendent à obtenir, soit la réparation d'erreurs commises dans l'assiette ou le calcul des impositions, soit le bénéfice d'une disposition législative ou réglementaire.

Ces demandes sont présentées par le contribuable qui figure à un rôle nominatif, ou au nom duquel a été versé un impôt dont le règlement ne nécessite une émission de rôle préalable, ainsi que par le fonctionnaire chef de la circonscription administrative s'il s'agit de rôles numériques établis par village ou de rôles récapitulatifs adressés au nom d'une perception. Elles doivent être adressées au ministre chargé des Finances (Direction Générale des Impôts) et appuyées des titres de perception ou, à défaut, de leurs références exactes.

Les réclamations doivent être motivées et introduites, sous peine de forclusion, dans un délai de trois (3) mois à partir de la date de notification de l'avis d'imposition, du titre de perception ou de celle de la perception des impôts perçus autrement que par rôle.

Quelle que soit la nature des impôts et taxes en cause, les contestations élevées par les contribuables sont d'abord obligatoirement soumises, par voie de réclamation, au ministre chargé des Finances (Direction Générale des impôts), qui doit notifier sa décision au réclamant dans un délai de six (06) mois suivant la date de présentation de sa demande.

Lorsque la décision du Ministre chargé des Finances ou de son délégué ne donne pas entière satisfaction au demandeur, celui-ci peut porter le litige devant les juridictions dans un délai de deux (2) mois à partir du jour où il a reçu notification de cette décision.

Cette faculté est également reconnue à tout réclamant qui n'a pas reçu avis de la décision du Ministre chargé des Finances ou de son délégué dans le délai de six (6) mois suivant la date de présentation de sa demande.

En matière d'impôts directs et d'impôts indirects et de taxes

assimilées, les décisions rendues par l'Administration sur les réclamations contentieuses et qui ne donnent pas entière satisfaction aux intéressés peuvent être portées devant le tribunal administratif.

En matière de droits d'enregistrement et de droits de timbre, le tribunal compétent est le tribunal judiciaire du bureau chargé de la perception.

Le contribuable qui, par une réclamation introduite dans les conditions ci-dessus, conteste le bien-fondé ou la quotité des impositions mises à sa charge, peut surseoir au paiement de la partie contestée desdites impositions s'il le demande dans sa réclamation et fixe le montant du dégrèvement auquel il prétend et à la condition de constituer un cautionnement, valant paiement cash au Trésor Public, de montant égal à 25% de la partie contestée.

A défaut de constitution du cautionnement visé à l'alinéa précédent, le recouvrement de la partie contestée de l'impôt est poursuivi par toutes voies de droit à l'exclusion de la vente forcée qui ne peut intervenir qu'après un délai de deux mois à partir du jour de la notification de la décision de rejet de la requête par le Ministre chargé des Finances, ou, si le litige est porté devant les juridictions, qu'après la signification des décisions des juridictions.

Le Ministre chargé des Finances ou son délégué peut, en tout temps, prononcer d'office le dégrèvement des cotes ou portions de cotes formant surtaxe sur proposition de l'Administration ou à l'initiative du contribuable.

Les délais prévus au présent article sont des délais francs.

Article 1108 nouveau 1

Lorsqu'un contribuable demande la décharge ou la réduction d'une imposition quelconque, l'Administration peut, à tout moment de la procédure et malgré l'expiration des délais de prescription, effectuer ou demander la compensation dans la limite de l'imposition contestée, entre les dégrèvements reconnus justifiés et les insuffisances ou omissions de toute nature constatées dans l'assiette ou le calcul de l'imposition au cours de l'instruction de la demande.

La compensation peut aussi être effectuée ou demandée entre les impôts d'Etat, lorsque la réclamation porte sur l'un d'eux à condition qu'ils soient établis au titre d'une même

année. Les impôts et taxes collectés pour le compte de l'Etat en sont exclus.

Les compensations de droits prévues aux alinéas précédents de cet article sont opérées dans les mêmes conditions au profit du contribuable à l'encontre duquel l'Administration effectue un redressement lorsque ce contribuable invoque une surtaxe commise à son préjudice ou lorsque le redressement fait apparaître une double imposition.

SECTION II : DEMANDES PRESENTÉES PAR LE SERVICE DU RECOUVREMENT

(Etat des cotes indûment imposées)

Article 1109

Les comptables chargés de la perception des impôts directs portés sur des rôles nominatifs peuvent présenter des états de cotes indûment imposées comprenant les cotes établies par faux ou double emploi manifeste, ainsi que les cotes qui leur paraissent avoir été établies à tort, mais, pour ces dernières, seulement lorsqu'il s'agit de contribuables qui ne peuvent réclamer eux-mêmes ou dont le domicile est inconnu.

Les états de cotes indûment imposées doivent parvenir au ministre chargé des Finances ou à son délégué, dans les trois (03) mois qui suivent la mise en recouvrement du rôle. La décision du ministre chargé des Finances ou de son délégué est notifiée au comptable qui dispose d'un délai de trois (03) mois pour compter de la réception de cette notification pour porter l'affaire devant la Cour Suprême (chambre administrative) lorsque la décision ne lui donne pas satisfaction.

CHAPITRE II : JURIDICTION GRACIEUSE**SECTION PREMIERE : DEMANDE EN REMISE OU MODERATION****Article 1110 nouveau**

Sont admis à solliciter une remise ou une modération d'impôt, tous les contribuables qui, par suite de gêne ou d'indigence, ne peuvent acquitter tout ou partie de leur cotisation. Les remises ou modérations s'appliquent plus particulièrement aux redevables qui se trouvent réellement hors d'état de se libérer envers le Trésor ; elles ne peuvent être accordées en raison du défaut de prospérité plus ou moins passager d'entreprises commerciales, industrielles, minières, forestières ou agricoles.

La demande doit être adressée au ministre chargé des Finances qui statue.

La requête doit parvenir au ministre chargé des Finances dans les trente (30) jours de l'événement qui la justifie.

Lorsque la décision du ministre chargé des Finances ne donne pas entière satisfaction au demandeur, celui-ci a la faculté de soumettre l'affaire au Chef de l'Etat.

Article 1110 nouveau 1

Aucune autorité publique ne peut accorder de remise totale ou partielle de droits d'enregistrement, de droits de timbre, de taxe sur la valeur ajoutée et de taxes assimilées à ces droits, et d'impôts retenus à la source ou de prélèvements pour le compte du Trésor public ni en suspendre ou faire suspendre le recouvrement sans en devenir personnellement responsable.

Sont punissables des peines prévues à l'égard des concussionnaires tous détenteurs de l'autorité publique qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation de la loi, accordé toute exonération ou franchise de droits, impôts ou taxe publique prévus par la présente codification.

Toutefois, le Président de la République est habilité à décider en Conseil des ministres, par mesure de réciprocité, l'exonération ou le remboursement des droits exigibles ou perçus par application de la présente codification sur des actes passés au nom d'Etats étrangers par leurs agents diplomatiques ou consulaires, lorsqu'il est justifié que les actes de même nature passés dans ces Etats étrangers par le Gouvernement de la République du Bénin bénéficient de la même exonération

SECTION II : DEMANDES EN REMISE DE PENALITES ET TRANSACTIONS**Article 1111 nouveau**

1. Les demandes en remise de pénalité et de majoration sont présentées, instruites et jugées dans les mêmes formes et conditions. Toutefois, elles doivent parvenir au ministre chargé des Finances dans un délai de deux (2) mois à partir du jour où le contribuable a eu connaissance de sa dette.

2. L'Administration peut accorder sur la demande du contribuable par voie de transaction, une atténuation d'amendes fiscales ou de majorations d'impôts lorsque ces pénalités et, le cas échéant, les impositions auxquelles elles s'ajoutent ne sont pas définitives.

Les pénalités et amendes fiscales sont réduites de moitié si le redevable s'acquitte, dans les dix (10) jours de la réception de l'avis d'imposition faisant suite à un contrôle fiscal, de la totalité des droits simples mis à sa charge et des pénalités et amendes fiscales restant dues. La réduction est d'un quart (1/4) si le paiement a lieu dans le délai d'un (01) mois.

Le Directeur Général des Impôts statue sur toute transaction et toute remise relatives aux pénalités et amendes fiscales lorsque le montant de la somme exigible n'excède pas dix millions (10 000 000) de francs CFA.

Il peut déléguer son pouvoir aux directeurs techniques et départementaux des Impôts et aux chefs des Centres des Impôts des Moyennes Entreprises.

Au-delà de dix millions (10 000 000) de francs CFA, la décision appartient au ministre chargé des Finances qui peut toutefois déléguer ce pouvoir au Directeur Général des Impôts. Les mêmes règles s'appliquent aux transactions relatives aux pénalités de retard.

Lorsqu'une transaction a été conclue, aucune procédure contentieuse ne peut plus être engagée ou reprise par le contribuable pour remettre en cause les pénalités, amendes fiscales et les droits visés dans l'acte de transaction.

En cas de non-respect total ou partiel des obligations mises à la charge du contribuable, la transaction devient caduque. L'Administration poursuit alors le recouvrement intégral et immédiat des pénalités, amendes fiscales et des droits légalement exigibles.

L'Administration ne peut transiger lorsqu'elle envisage de recourir à l'action publique pour les infractions mentionnées au Code général des impôts.

SECTION III : ETAT DES COTES IRRECOURVABLES**Article 1112**

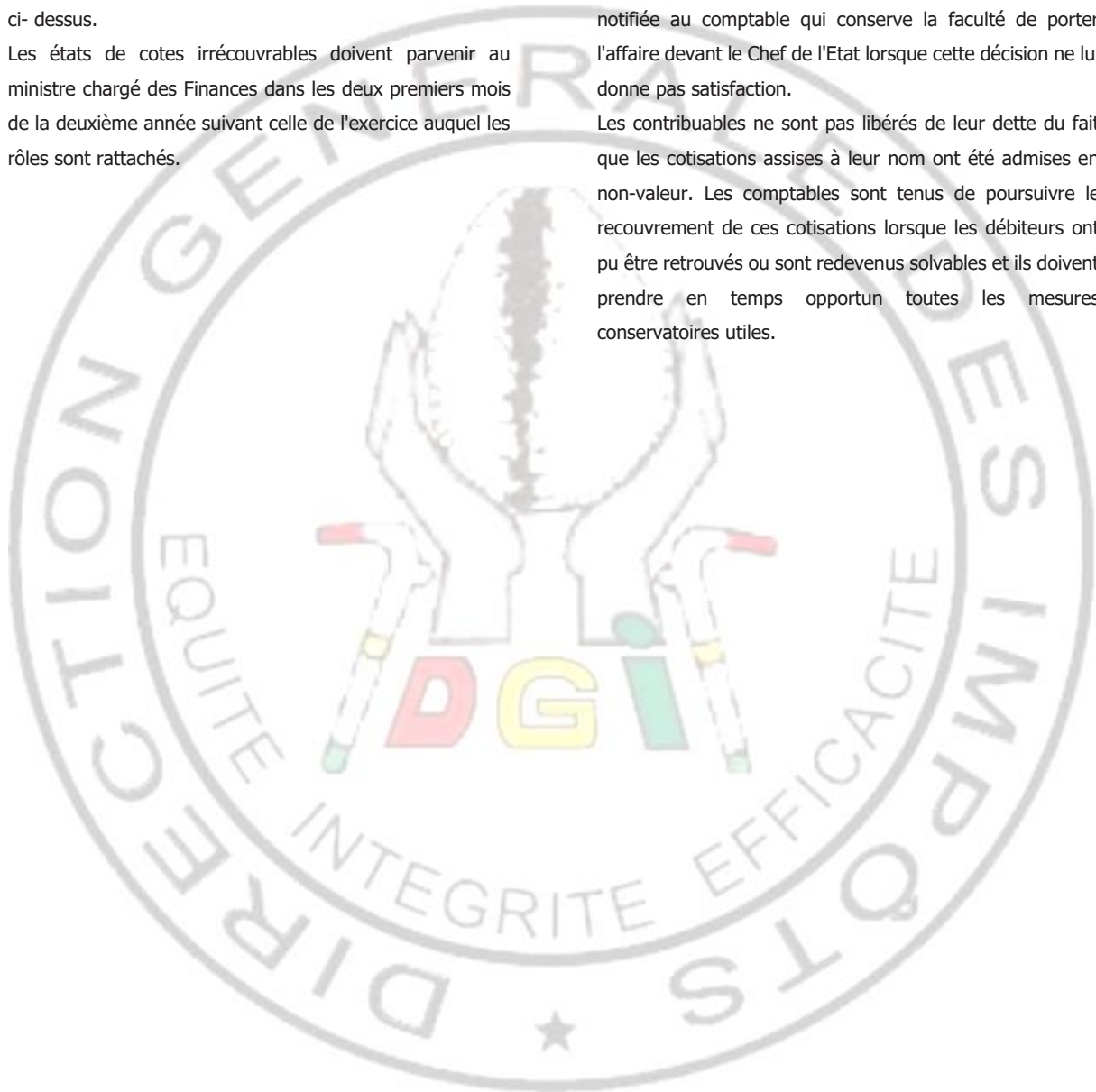
Les comptables chargés de la perception des impôts présentent des états de cotes irrécouvrables comprenant, d'une part, les impositions dont le recouvrement s'avère impossible et, d'autre part, les cotes indûment imposées qui n'auraient pu être inscrites sur les états visés à l'article 1109 ci-dessus.

Les états de cotes irrécouvrables doivent parvenir au ministre chargé des Finances dans les deux premiers mois de la deuxième année suivant celle de l'exercice auquel les rôles sont rattachés.

Dans les deux premiers mois de la troisième année suivant celle de l'exercice, les comptables peuvent présenter des états supplémentaires de cotes irrécouvrables ou de cotes qui, ayant été portées sur les états primitifs, n'ont pas été admises en non-valeur.

La décision du ministre chargé des Finances, qui doit intervenir avant le 1^{er} octobre de l'année au cours de laquelle l'état de cotes irrécouvrables a été présenté, est notifiée au comptable qui conserve la faculté de porter l'affaire devant le Chef de l'Etat lorsque cette décision ne lui donne pas satisfaction.

Les contribuables ne sont pas libérés de leur dette du fait que les cotisations assises à leur nom ont été admises en non-valeur. Les comptables sont tenus de poursuivre le recouvrement de ces cotisations lorsque les débiteurs ont pu être retrouvés ou sont redevenus solvables et ils doivent prendre en temps opportun toutes les mesures conservatoires utiles.



TITRE III : RECOUVREMENT**CHAPITRE PREMIER : EXIGIBILITE DE L'IMPÔT****SECTION PREMIERE : DISPOSITIONS GENERALES****Article 1113**

Sauf disposition expresse contraire, les contributions, impôts et taxes visés par le présent Code ainsi que les contributions, impôts, taxes et produits recouvrés comme en matière de contributions directes ou indirectes, sont exigibles le dernier jour du mois suivant celui de la notification de l'avis d'imposition. Les impositions mises en recouvrement au mois de décembre sont exigibles en totalité au 31 décembre de la même année.

Le déménagement hors du ressort de la recette des Impôts, la vente volontaire ou forcée, la cession ou cessation d'entreprise, le décès du contribuable, la faillite ou la liquidation judiciaire, l'exercice d'une profession commerciale non sédentaire, entraînent l'exigibilité immédiate de l'impôt.

Article 1114 nouveau

Supprimé par la loi N°2017-40 du 29 décembre 2017 portant loi de finances pour la gestion 2018

Article 1115

Le retard dans le paiement des impositions antérieures, l'application d'une majoration d'imposition par le service d'assiette ou de vérification fiscale, soit par suite de défaut de déclaration, soit pour déclaration tardive ou insuffisante des revenus, bénéfices ou chiffres d'affaires imposables, entraînent l'exigibilité immédiate de l'ensemble des impositions assises au nom du contribuable ou du redevable, dès la notification de l'avis d'imposition.

Article 1116 nouveau

Sauf disposition expresse contraire, tout contribuable qui, à l'expiration des délais fixés à l'article 1113, n'aura pas intégralement payé les contributions directes, indirectes et taxes assimilées dont il a reçu l'avis d'imposition, devra, sans préjudice des frais afférents aux poursuites dont il aurait pu être l'objet, acquitter sur la portion non soldée, une majoration de 10 %.

Le défaut, l'insuffisance dans le paiement ou le reversement tardif de l'un des impôts, droits et taxes établis ou recouvrés

spontanément donnent lieu au versement d'un intérêt de retard de 1 % par mois indépendamment de toutes autres sanctions.

Cet intérêt court à compter du premier jour du mois suivant celui de l'exigibilité de l'impôt. Tout mois commencé est dû.

SECTION II : DISPOSITIONS APPLICABLES A L'IMPÔT SUR LE REVENU ET A L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS**Article 1117**

Supprimé par la loi n° 2010-46 du 30 Décembre 2010 portant loi de finances pour la gestion 2011

Article 1118

Supprimé par la loi n° 2010-46 du 30 Décembre 2010 portant loi de finances pour la gestion 2011

Article 1119

Les retenues mensuelles effectuées au titre de l'impôt sur le revenu, sur les sommes versées aux salariés sont libératoires mais ne dispensent pas ces contribuables de la déclaration annuelle de revenu qui doit être accompagnée d'un bulletin individuel établi et certifié par l'employeur indiquant le montant de chacune des retenues effectuées au titre de l'année civile précédente au titre de l'impôt sur le revenu.

Article 1120 nouveau

L'impôt sur le revenu des personnes physiques et l'impôt sur les sociétés doivent être payés, pour les contribuables relevant du régime du réel d'imposition, en quatre (04) termes déterminés provisoirement d'après l'impôt de l'année précédente.

Les paiements doivent être effectués dans les dix (10) premiers jours des mois de mars, juin, septembre, décembre de chaque année, le premier de ces acomptes étant celui dont l'échéance suit immédiatement le début de l'exercice ou de la période d'imposition. Le montant de chaque acompte est égal au quart de l'impôt dû l'année précédente. Toutefois, s'agissant de l'acompte du 10 mars, il sera provisoirement calculé sur la base de l'impôt au titre de l'avant-dernier exercice. Le montant de cet acompte doit, lors du versement du deuxième acompte, faire l'objet d'une

régularisation sur la base du dernier exercice.

Le solde de l'impôt dû est acquitté le jour du dépôt de la déclaration annuelle.

Article 1121

Supprimé par la loi N°2014-25 du 23 décembre 2014 portant loi de finances pour la gestion 2015

Article 1122 nouveau

Si l'un des acomptes ou des versements n'a pas été intégralement payé dans les 10 premiers jours des mois de mars, juin, septembre et décembre, il sera fait application dès le 11^e jour des mois sus-cités d'une pénalité de retard égale à 10 % des versements non effectués ou effectués au-delà du délai imparti.

Il en est de même pour le solde de l'impôt dû lors du dépôt de la déclaration annuelle.

Article 1123

Le montant des versements sera ultérieurement imputé en l'acquit des impositions établies en raison des revenus réalisés par le contribuable pendant l'année précédente.

Lors de la mise en recouvrement du rôle, les contribuables autres que les salariés, devront, le cas échéant, justifier des paiements d'acomptes ou versements.

Si ceux-ci sont supérieurs aux impositions établies, la différence est remboursée d'office ou imputée sur les restes à recouvrer au titre d'autres impôts s'il en existe.

Si les acomptes ou versements sont inférieurs aux impositions établies, le solde est recouvré selon la procédure prévue à l'article 1113 ci-dessus.

Article 1124

La succession de tout contribuable qui, compris dans les rôles de l'année précédente, sera décédé avant le 1^{er} janvier de l'année courante est dispensée du versement d'acomptes.

Article 1125

Les versements effectués en numéraire ou par chèque, sans émission préalable de rôle, au titre de tous impôts, droits et taxes, à l'exception des droits de timbre, d'enregistrement et droits assimilés, sont encaissés par le receveur des Impôts sur présentation d'un bordereau de versement établi en triple exemplaire.

Le cas échéant, l'émission des rôles aura lieu après liquidation de l'impôt.

Article 1126

Le montant des versements sera ultérieurement imputé en l'acquit des impositions établies au cours de l'année pendant laquelle les versements auront été effectués à raison des revenus réalisés par le contribuable pendant l'année précédente.

Si ces impositions représentent une somme inférieure au montant des versements anticipés, ceux-ci sont immédiatement imputés, à due concurrence, en l'acquit des dites impositions. Les fractions des versements anticipés demeurant disponibles après que cette imputation a été opérée sont remboursées d'office au contribuable.

Si le contribuable n'a pas été compris dans les rôles de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés mis en recouvrement au cours de l'année pendant laquelle les versements ont été effectués, le montant de ces versements est remboursé d'office à l'intéressé.

Article 1127

Lorsqu'un contribuable estime pouvoir apporter la preuve que le montant total de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés, auquel il doit être soumis au titre d'une année, doit être inférieur au montant total des acomptes dont il est redevable, il peut déposer, un (1) mois avant l'échéance de l'acompte du trimestre considéré, une demande en réduction des versements d'acomptes à l'inspecteur du service d'assiette compétent.

Les demandes en réduction des versements d'acomptes présentées par les contribuables doivent exposer les motifs pour lesquels ils estiment que le montant, qu'ils doivent préciser, de leur impôt sur le revenu, de l'année en cours doit être inférieur au montant des acomptes dont ils sont redevables pour ladite année.

L'inspecteur peut lui délivrer après vérification, une autorisation de réduction de l'acompte ou dispense d'acompte, quinze (15) jours au moins avant la date d'exigibilité de l'acompte du trimestre de la demande. Copie de cette autorisation ou dispense est transmise au service chargé du recouvrement.

L'inspecteur du service d'assiette est habilité à refuser la demande en réduction d'acomptes présentée par un contribuable lorsque ce dernier ne s'est pas intégralement acquitté, à la date du dépôt de sa demande, de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés mis à sa charge au cours de l'année antérieure.

Soit en application de l'alinéa précédent, soit pour toutes

autres raisons, lorsque l'inspecteur du service d'assiette estime avoir en sa possession les éléments suffisants pour opposer un refus nettement motivé à une demande en réduction d'acomptes, il doit notifier ce refus par lettre dans les quinze (15) jours de la réception de la demande. Passé ce délai, la demande du contribuable est considérée comme acceptée tacitement.

Article 1128

Lorsque l'inspecteur du service d'assiette a donné son accord formel ou tacite à la demande en réduction d'acomptes présentée par un contribuable, ce dernier doit acquitter ses acomptes de l'année en cours aux dates et selon les pourcentages prévus aux articles 1120 nouveau et 1122 nouveau ci-dessus, chaque acompte étant alors calculé sur le montant des impôts dont il s'estime redevable, tel que précisé dans sa demande.

Article 1129

Lorsque lors de l'émission des rôles, la déclaration faite à l'inspecteur du service d'assiette, pour obtenir une réduction des versements d'acomptes, est reconnue inexacte de plus du dixième, le contribuable est passible d'une pénalité égale à 20 % de la différence constatée.



CHAPITRE II : PAIEMENT DE L'IMPÔT**Article 1130**

Les impôts et taxes visés au présent Code ainsi que les impôts et taxes recouvrés comme en matière de contributions directes sont payables par l'un des moyens suivants : - versement d'espèces à la caisse du receveur des Impôts compétent ou aux guichets des banques ;

- remise de chèque bancaire ou postal certifié libellé au nom du receveur des Impôts compétent ou du Trésor Public ;
- virement bancaire ou postal dans un compte ouvert au nom de la direction générale des Impôts ;
- remise d'un certificat de détaxe ou d'un autre moyen de paiement d'impôts et taxes autorisé par l'Administration des impôts.

Les contribuables sont également autorisés à payer les impôts, droits, taxes et redevances, pénalités, amendes et intérêts dont ils sont redevables au moyen de procédés électroniques, dans les conditions déterminées par voie réglementaire.

Les modalités d'application du paiement des impôts aux guichets des banques sont précisées par arrêté du ministre chargé des Finances.

Article 1131

Tout versement d'impôt donne obligatoirement lieu à délivrance d'une quittance extraite du journal à souches réglementaire ; les agents chargés de recouvrement doivent, en outre, émarger les paiements sur leurs rôles à mesure qu'il leur en est fait.

La quittance de paiement peut aussi être délivrée par voie électronique.

Article 1132

Les quittances concernant les contributions directes et taxes assimilées perçues au profit du budget national ou des budgets annexes au moyen de rôles établis par la direction générale des Impôts sont exemptées de timbre.

Une quittance par duplicata est remise gratuitement par l'agent chargé du recouvrement au contribuable qui en fait la demande pour justifier du paiement de ses impôts.

Article 1132 bis

L'action en recouvrement des impôts, taxes, droits, redevances et prélèvements de toute nature est soumise à la prescription de quatre (04) ans. Ce délai a pour point de départ la date de mise en recouvrement des impôts, droits, taxes et autres prélèvements sous réserve des dispositions particulières prévues par le présent Code pour certains impôts.

Cette prescription qui court contre l'Administration est interrompue par :

- le paiement de tout ou partie de la créance ainsi que les réclamations du contribuable ;
- l'inscription du privilège du Trésor ;
- les sommations, mises en demeure de payer et tous actes de poursuites ;
- tous actes comportant reconnaissance de la dette fiscale de la part du contribuable.

CHAPITRE III : OBLIGATIONS DES TIERS ET PRIVILEGE DU TRESOR EN MATIERE D'IMPÔTS

Article 1133

Le rôle régulièrement mis en recouvrement est exécutoire non seulement contre le contribuable qui y est inscrit, mais contre ses représentants ou ayants cause.

Article 1134

Tous fermiers ou locataires sont tenus de payer, en l'acquit des propriétaires, la taxe foncière unique pour les biens qu'ils auront pris à la ferme ou à loyer et les propriétaires sont obligés de recevoir les quittances de cette taxe à valoir sur le prix des fermages ou loyers.

Article 1135

Tout cessionnaire d'un fonds de commerce, d'un immeuble, d'une charge, d'un office, d'une entreprise ou du droit d'exercer une profession non commerciale, est responsable, avec le cédant ou les ayants droit de celui-ci, du paiement des impôts y afférents dus jusqu'à la date de la cession et ce, notwithstanding toute convention particulière. Le fait pour un employeur ou un débirentier de ne pas reverser au guichet des recettes des Impôts les retenues effectuées par lui sur les salaires et traitements constitue le délit d'abus de confiance prévu et puni par les articles 406 et 408 du Code Pénal. Ces dispositions sont applicables à tous les impôts dont le recouvrement est soumis au précompte à la source. Les redevables des taxes sur le chiffre d'affaires qui les ont incluses dans le prix des factures et ne les ont pas versées au guichet des recettes des Impôts sont passibles des peines prévues à l'article 405, alinéas 1 et 3 du Code Pénal. Après que le directeur général des Impôts a reçu l'accusé de réception de la mise en demeure qui a été notifiée au redevable sous pli recommandé, celui-ci pourra à la requête du ministre chargé des Finances, être poursuivi devant le Tribunal de 1^{ère} Instance siégeant en matière correctionnelle.

Article 1136

En garantie du paiement des impôts dont elle peut être redevable, toute personne locataire d'un bureau meublé est tenue de verser au guichet du receveur des Impôts, à la fin de chaque mois sous la responsabilité du loueur de bureau et par son entremise une somme égale à 25 % du prix de location.

Article 1137

Quel que soit le régime matrimonial adopté par les époux, chacun d'eux est solidairement responsable du paiement des impositions assises au nom de son conjoint, sauf séparation de corps.

Article 1138

Le propriétaire d'un fonds de commerce est solidairement responsable avec l'exploitant du paiement des impôts établis à raison de l'exploitation de ce fonds.

Article 1139

Les cotisations à l'impôt sur le revenu des personnes physiques comprises dans les rôles au nom des associés en nom collectif ou en commandite simple, conformément aux dispositions de l'article 5 du présent Code, n'en demeurent pas moins des dettes sociales.

Article 1140

Le privilège du Trésor en matière d'impôts est un privilège général sur les meubles et les immeubles ; il prend rang après le privilège des salaires visé à l'article 228 du Code du travail et après le privilège des frais de justice. Il s'exerce pendant une période de quatre (04) ans comptée dans tous les cas à partir de la mise en recouvrement du rôle quelle que soit l'année d'origine de l'imposition.

Il s'exerce de la même façon pour le recouvrement des versements qui doivent être effectués par les contribuables sans émission de rôles ou par acomptes avant l'émission des rôles, dès l'exigibilité desdits versements dès lors que la somme à recouvrer est notifiée, au service du Recouvrement, par le service d'Assiette compétent.

Le privilège établi aux paragraphes précédents s'exerce en outre :

- sur les récoltes, fruits, loyers et revenus des biens meubles et immeubles ;
- sur les produits, loyers et revenus de toute nature des exploitations minières, industrielles, agricoles et commerciales ;
- sur les soldes, traitements, salaires et accessoires dans la limite des portions saisissables ci-après :
 - * le quart sur les premiers 10 000 francs CFA de la rémunération brute mensuelle et toutes sommes inférieures ;
 - * le tiers sur la portion de rémunération brute mensuelle de 10 001 francs CFA à 40 000 francs CFA;
 - * la moitié sur la portion de rémunération brute mensuelle

de 40 001 francs CFA à 60 000 francs CFA ;

* la totalité de la rémunération brute mensuelle au-dessus de 60 000 francs CFA.

Article 1140 bis

Pour le recouvrement des impôts, taxes, droits, redevances et prélèvements de toute nature, intérêts de retard, amendes et majorations prévus par le Code général des Impôts, le Trésor a une hypothèque légale sur tous les biens immeubles des redevables. Cette hypothèque prend rang à la date de son inscription au service en charge de la Conservation foncière et des Hypothèques. Elle ne peut être inscrite qu'à partir de la date à laquelle le contribuable a encouru une majoration ou pénalité pour défaut de paiement, ou de la date de la notification de l'avis d'imposition lorsque les impositions résultent d'une procédure de redressement.

Article 1140 ter

Afin de garantir le gage du Trésor en cas de changement fréquent ou fortuit de domicile ou en cas de risque d'organisation d'insolvabilité lorsqu'une procédure de redressement est en cours, le receveur des impôts peut prendre toutes mesures provisoires, notamment :

- l'inscription provisoire d'hypothèque sur les biens immeubles ;
- la saisie provisoire sur les biens meubles, sur les biens placés dans un coffre-fort, sur les créances, sur les droits d'associés et sur les valeurs mobilières.

Toute saisie ou inscription provisoire d'hypothèque devient définitive lors de la mise en recouvrement de l'impôt ou de son exigibilité.

Article 1141

Les huissiers, greffiers, commissaires-priseurs, notaires, syndics de faillite, séquestres et tous autres dépositaires publics de deniers ne peuvent remettre aux héritiers, créanciers et autres personnes ayant droit de toucher les sommes séquestrées et déposées qu'en justifiant du paiement des contributions directes dues par les personnes du chef desquelles lesdites sommes seront provenues.

Sont même autorisés, en tant que de besoin, lesdits séquestres et dépositaires à payer directement les contributions qui se trouveraient dues avant de procéder à la délivrance des deniers ; les quittances desdites contributions leur seront passées en compte

Ces dispositions s'appliquent également aux liquidateurs de

sociétés dissoutes.

Les obligations imposées aux tiers tenus au paiement en vertu des dispositions du présent article s'étendent, avant la mise en recouvrement des rôles, au règlement de toutes les sommes qui doivent être payées spontanément par les contribuables au titre des retenues à la source et des versements à effectuer par anticipation ou par acomptes provisionnels ou en vertu de dispositions fiscales particulières.

Article 1142

-Tous gérants, administrateurs, directeurs et liquidateurs de sociétés :

- tous dépositaires, publics ou autres, qui à un titre quelconque détiennent des deniers affectés à des contribuables débiteurs d'impôts privilégiés ;
 - tous établissements de banque et centres de chèques postaux ;
 - tous agents d'affaires qui détiennent le prix d'une vente effectuée pour le compte d'un contribuable ;
 - tous huissiers chargés de recouvrer des loyers pour le compte d'un propriétaire d'immeubles débiteur d'impôts ;
 - tous employeurs débiteurs de salaires envers leurs salariés redevables d'impôts ;
 - tous acquéreurs de fonds de commerce ayant appartenu à des contribuables et qui ne sont pas encore libérés envers eux ;
 - tous héritiers d'un contribuable ;
 - tous comptables publics ;
 - la Caisse des Dépôts et Consignations ;
 - et d'une façon générale tous fermiers, locataires, receveurs, économes et autres dépositaires et débiteurs de deniers provenant du chef des redevables et affectés au privilège du Trésor public sont tenus, sur la demande qui leur est faite, de payer en l'acquit des redevables et sur le montant des fonds qu'ils doivent ou qui sont entre leurs mains jusqu'à concurrence de tout ou partie des contributions dues par ces derniers, le tiers saisi étant astreint à respecter les règles d'exigibilité fixées aux articles 1113 à 1129 du présent Code. La demande des receveurs des impôts prend la forme d'un avis à tiers détenteur.
- Les dispositions du présent article s'appliquent également aux gérants, administrateurs, directeurs et liquidateurs des sociétés pour les impôts dus par celles-ci.
- L'avis à tiers détenteur appréhende toutes les sommes dont le tiers est détenteur ou débiteur au moment où il le reçoit, ainsi que toutes celles dont il deviendra détenteur ou

débiteur dans les six (06) mois qui suivent sa date de réception et dans la limite des sommes à recouvrer.

Lorsque l'avis à tiers détenteur est notifié à une banque, un système financier décentralisé, un établissement financier ou à toute autre personne faisant profession de tenir des deniers, il leur est fait obligation de communiquer, séance tenante, par écrit et sans frais, au porteur de contrainte, la nature du ou des comptes du débiteur poursuivi ainsi que, relevé de compte à l'appui, leur solde au jour de la notification.

Article 1143

Le privilège attaché à l'impôt ne porte pas préjudice aux autres droits que, comme tout créancier, le Trésor peut exercer sur les biens des contribuables.

Article 1144

Les dispositions des articles 1140 à 1143 qui précèdent sont applicables aux taxes communales assimilées aux contributions directes et aux taxes synthétiques ; toutefois, le privilège créé au profit des taxes municipales ou communales prend rang immédiatement après celui du Trésor.

Article 1145

Lorsqu'un contribuable a quitté sa résidence avant l'émission du rôle, il appartient à l'agent de l'assiette ainsi qu'au comptable de chercher son adresse. Ce dernier envoie une contrainte extérieure au comptable de la nouvelle résidence de l'assujetti.

Toutefois, les prescriptions de l'article 127 du présent Code, visant l'impôt sur le revenu, sont applicables de plein droit à l'ensemble des impôts et taxes institués par le présent Code, et dus par tout contribuable d'origine étrangère au Bénin quittant même provisoirement le territoire de la République du Bénin.

Nul ne peut quitter, même provisoirement, le territoire, s'il ne justifie de la régularité de sa situation fiscale tant vis-à-vis des services de l'Assiette que des services du Recouvrement des impôts. Un décret fixe les conditions d'application de la présente disposition.

Article 1146

En cas de faillite ou de règlement judiciaire, le Trésor conserve la faculté de poursuivre directement le recouvrement de sa créance privilégiée sur tout l'actif sur lequel porte son privilège.

Article 1147

Les dispositions prévues aux articles 1140 à 1146 ci-dessus sont applicables tant en matière d'impôts directs qu'en matière de tous impôts et taxes indirects perçus ou non par voie de rôles.

CHAPITRE IV : POURSUITES
SECTION PREMIERE : PROCEDURE

Article 1148

Est susceptible de poursuites, tout contribuable qui n'a pas acquitté, à la date réglementaire, le terme échu des impôts de toutes natures perçus au profit du budget de l'Etat ou des communes.

Article 1149

Les héritiers ou légataires peuvent être poursuivis solidairement et conjointement à raison des contributions directes non encore payées par leur auteur, tant que la mutation n'a pas été opérée par leurs soins sur les rôles, à moins qu'ils n'aient fait un acte de renonciation en forme et qu'ils n'en justifient.

Article 1150

Les receveurs des Impôts ont qualité pour engager les poursuites et décerner contrainte contre les contribuables retardataires, en vertu des rôles ou titres exécutoires qu'ils détiennent ou des notifications qui leur sont adressées par le service des Impôts, pour avoir paiement des sommes à recouvrer sans émission de rôle et de celles exigibles immédiatement en vertu des dispositions du présent Code. Lorsqu'après un (01) an, le contribuable n'a pas acquitté le montant des cotes exigibles, que le commandement et la saisie se sont révélés inefficaces pour en assurer le recouvrement, le receveur des Impôts peut faire procéder au blocage immédiat de tous comptes courants, de dépôts ou d'avances ouverts à l'intéressé, après avis conforme du directeur général des Impôts et autorisation du ministre chargé des Finances sur rapport du comptable détenteur des rôles.

Le blocage des comptes est une mesure spéciale qui ne peut être assimilée ni à une saisie ni à un avis à tiers détenteur.

Article 1151

Seuls les porteurs de contraintes, agents assermentés et commissionnés par le Gouvernement, peuvent exercer les poursuites.

Article 1152

Dans les communes, des porteurs de contraintes ad hoc peuvent être nommés.

Article 1153

Les porteurs de contraintes, dans l'exercice de leurs fonctions, doivent toujours être munis de leur commission ; ils la mentionnent dans leurs actes et la présentent quand ils en sont requis.

Article 1154

Les poursuites comprennent trois degrés, à savoir

- 1er degré : commandement ;
- 2e degré : saisie ;
- 3e degré : vente.

La saisie s'entend de toute procédure de recouvrement forcé telle que prévue par les articles 1158 et suivants du présent Code.

Ces trois (3) degrés constituent des poursuites judiciaires, c'est-à-dire que seuls les tribunaux judiciaires sont compétents pour statuer sur la validité intrinsèque de ces actes dans les conditions prévues à l'alinéa 7 de l'article 1165 du présent Code. Toutes contestations portant sur l'existence ou la quotité de la dette sont du ressort des tribunaux administratifs.

Dès le premier degré de poursuites, les mesures d'accompagnement suivantes peuvent être mises en exécution :

- sur autorisation du directeur général des impôts et nonobstant les dispositions de l'article 1158 ci- après, les receveurs peuvent procéder, cinq (05) jours après le commandement à la fermeture provisoire des établissements industriels, commerciaux ou non commerciaux pour une durée de trois (03) jours à trois (03) mois renouvelable, dès lors que le contribuable ne s'est pas acquitté de sa dette fiscale dans les délais prescrits ;
- sur proposition du directeur général des impôts, le ministre chargé des Finances peut procéder à la publication par voie de presse (écrite, orale et télévisée) de la liste des contribuables qui ont fait l'objet d'un commandement et qui ne se sont pas acquittés de leurs dettes fiscales dans les délais impartis.

La procédure de fermeture provisoire n'est pas mise en œuvre contre le contribuable qui détient sur l'Etat ou ses démembrements une créance de montant supérieur à sa dette fiscale et qui produit une attestation du service de dépenses.

Article 1155

Au cas où les poursuites judiciaires exécutées à l'encontre des contribuables exerçant leurs professions à demeure fixe

se révéleraient inopérantes par manque, insuffisance ou détournement des biens saisissables, il pourra être pris à l'égard desdits contribuables la sanction administrative de fermeture définitive de leur établissement, sur proposition des agents chargés du recouvrement, par arrêté conjoint du ministre chargé des Finances et du ministre de l'intérieur.

Article 1156

Les poursuites en recouvrement sont exercées dès l'exigibilité de la somme à recouvrer, en vertu du droit de poursuites direct et individuel du Trésor.

Les frais de poursuites sont dus par le redevable retardataire dès la date de la signature de la contrainte décernée par le receveur des Impôts. Les frais de poursuite et les majorations de retard sont éventuellement minorés proportionnellement au montant des dégrèvements obtenus sans qu'il y ait lieu de notifier un nouvel acte de poursuite au contribuable intéressé.

Le commandement est rédigé en original et en copie. Lorsque l'acte de poursuites n'a pu être notifié à personne ou à domicile ou lorsque le redevable n'a pu être touché à l'adresse figurant sur le rôle ou titre de perception par suite de changement de résidence, d'absence ou de tout autre motif, il est valablement notifié au bureau du maire ou de l'autorité locale.

Tout acte de poursuites est réputé être notifié non seulement pour le recouvrement de la portion exigible des cotes qui y sont portées, mais encore pour celui de toutes les portions des mêmes cotes qui viendraient à échoir avant que le contribuable se soit libéré de sa dette.

La voie postale peut être utilisée pour la notification des actes de poursuites lorsque le redevable dispose d'une boîte postale, d'une adresse desservie par les services des Postes ou lorsqu'il est domicilié en dehors des limites territoriales du poste comptable. L'acte de poursuites est placé sous enveloppe fermée portant au recto le numéro d'ordre de l'acte à notifier ainsi que l'adresse du redevable et au verso le timbre du comptable qui exerce les poursuites. Le pli est adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les actes de poursuites notifiés par l'intermédiaire du service des Postes échappent aux conditions générales de validité des exploits telles qu'elles sont fixées par le Code de Procédure Civile.

Article 1157

Les commandements sont établis par des porteurs de

contraintes et visés par l'agent chargé du recouvrement. Ils portent obligatoirement les mentions suivantes :

- 1° les références du titre exécutoire en vertu duquel les poursuites sont exercées ;
- 2° le décompte distinct des sommes réclamées en principal et accessoires ;
- 3° le coût du commandement ;
- 4° le commandement d'avoir à payer la dette fiscale dans un délai de cinq (05) jours, sous peine d'y être contraint par toutes les voies de droit.

Article 1158

Cinq (05) jours francs après la notification d'un commandement, le comptable public peut procéder au recouvrement forcé par toutes voies de droit, conformément aux dispositions du présent Code. Mais celui-ci peut toujours être pratiqué simultanément à la notification d'un commandement si le receveur le juge nécessaire à la conservation du gage ou du privilège du Trésor.

Si le contribuable offre de se libérer en totalité, le porteur de contraintes suspend la saisie et fait application du tarif de la saisie interrompue prévu à l'annexe III du présent code. Le paiement d'un acompte ne suspend pas les effets de la saisie qui doit être pratiquée pour sauvegarder la totalité des droits du Trésor.

Les règles de saisie ci-après sont applicables pour le recouvrement des impôts, taxes, redevances et prélèvements de toute nature prévus par le Code général des Impôts. Elles échappent aux procédures de recouvrement prévues par le Code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes.

A-La saisie des biens meubles

Peuvent faire l'objet de saisie, les biens meubles, les fruits et les récoltes du contribuable, que ces biens soient détenus par lui ou par un tiers.

La procédure est précédée d'un commandement décerné au contribuable dans les conditions définies à l'article 1157 du présent code.

La vente des biens saisis est effectuée dans les conditions prévues à l'article 1161 du présent Code.

Les biens insaisissables selon le droit commun ne sont pas concernés par la saisie mobilière.

B - La saisie des biens immeubles

Peuvent faire l'objet de saisie, les biens immeubles du

contribuable.

Elle doit être précédée de la notification au contribuable d'un commandement aux fins de paiement dans les conditions prévues à l'article 1157 du présent Code.

A défaut de paiement, la vente de l'immeuble est réalisée aux enchères publiques, après accomplissement des formalités requises.

Les réclamations en matière de saisie de biens meubles ou immeubles sont introduites et examinées conformément aux dispositions des articles 1164 à 1166 du présent Code.

Article 1159

Dans le cas d'insolvabilité notoire, les porteurs de contraintes se bornent à obtenir du maire un certificat attestant l'indigence des contribuables. Un procès-verbal de carence est dressé en double expédition, sur papier libre.

Une expédition sera jointe à l'état des cotes irrécouvrables, l'autre sera mise à l'appui de l'état des frais à l'agent de poursuites.

Article 1160

Aucune vente ne peut s'effectuer qu'en vertu d'une autorisation du ministre chargé des Finances suivi d'une ordonnance à pied de requête du juge compétent qui doit intervenir sous huitaine. A défaut, l'Administration procède à la vente.

Article 1161

La vente ne peut avoir lieu avant les quinze (15) jours suivant la date de la saisie, sauf autorisation spéciale du ministre chargé des Finances dans les cas d'urgence.

En ce qui concerne les denrées périssables, ainsi que les biens qui ne peuvent être conservés sans courir le risque de détérioration ou d'obsolescence, la vente est effectuée dans les trois (03) jours qui suivent la saisie, sans qu'il soit nécessaire de requérir l'ordonnance du juge.

La vente est faite par les soins d'un commissaire-priseur dans les formes prescrites par les textes en vigueur. Elle donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal.

En ce qui concerne les fonds de commerce, la direction générale des Impôts peut faire ordonner par le Président du Tribunal de Première Instance que la vente d'un fonds de commerce soit effectuée dans les formes prévues pour les ventes de biens appartenant à des mineurs.

La requête précise la nature et si possible la valeur approximative du fonds ; elle sollicite éventuellement la mise sous séquestre de l'exploitation.

Le président du Tribunal compétent est celui de la situation du fonds. Il est investi à cet égard de toutes les attributions dévolues au tribunal par les articles 954 et suivants du Code de procédure civile.

En matière de vente de biens immeubles, si lors de l'adjudication aucune enchère n'est portée ou si le montant des offres est insuffisant au regard de la valeur de l'immeuble, il est procédé à une deuxième adjudication dans un délai supérieur à un (01) mois et inférieur à un (01) an. En cas d'absence d'adjudicataire ou d'insuffisance des offres, l'immeuble est attribué à l'Etat.

Article 1162

L'agent de perception doit être présent ou représenté lors de la vente et doit donner aussitôt quittance, sous réserve de restitution ultérieure s'il y a lieu.

SECTION II : OPPOSITIONS - REVENDICATIONS - MESURES CONSERVATOIRES

Article 1163

Si, au moment où l'agent de poursuites vient pour effectuer la saisie, le contribuable se libère, la saisie est suspendue, et quittance provisoire ou définitive lui est remise.

Article 1164

La saisie est exécutée nonobstant opposition.

Article 1165

Lorsque dans le cas de saisie des meubles et autres effets mobiliers pour le paiement des contributions et amendes, il est formé une demande en revendication d'objets saisis, cette demande doit être soumise, en premier lieu, au directeur général des Impôts.

La demande en revendication d'objets saisis, appuyée de toutes justifications utiles, doit, à peine d'irrecevabilité, être formée dans les sept (07) jours de la date à laquelle la saisie a été pratiquée.

Le directeur général des Impôts doit statuer dans un délai maximum d'un mois après le dépôt du mémoire du revendiquant. Dans le cas où la décision rendue ne lui donne pas satisfaction, le revendiquant peut encore fournir de nouvelles preuves au directeur général des Impôts dans un délai de quinze (15) jours. La réponse du directeur général des Impôts à la suite des nouvelles preuves doit intervenir dans les quinze (15) jours. En cas de nouveau désaccord, le revendiquant peut assigner le comptable

saisissant devant le Tribunal de Première Instance. Cette assignation doit être formée dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification de la décision du directeur général des Impôts.

L'assignation lancée avant l'expiration du délai imparti au directeur général des Impôts pour statuer, ou avant la notification de sa décision est irrecevable. Le tribunal statue exclusivement au vu des justifications soumises au directeur général des Impôts et les revendiquants ne sont admis ni à lui soumettre des pièces justificatives autres que celles qu'ils ont déjà produites à l'appui de leurs mémoires, ni à invoquer dans leurs conclusions des circonstances de fait autres que celles exposées dans leurs mémoires.

Les dispositions des trois alinéas ci-dessus sont applicables à toutes les réclamations relatives aux poursuites en matière de recouvrement de contributions et amendes, étant entendu que la preuve doit chaque fois être faite de ce que tous les avis d'imposition et commandements réglementaires ont été adressés aux contribuables.

Ces réclamations revêtent la forme soit d'une opposition à l'acte de poursuites, soit d'une opposition à la contrainte administrative. L'opposition doit, à peine de nullité, être formée dans les sept (07) jours de la notification de l'acte et, s'il s'agit d'une opposition à contrainte, dans les sept jours de la notification du premier acte qui procède de cette contrainte. Si la demande est portée devant les tribunaux, elle doit, sous la même sanction, être introduite dans les sept jours de l'expiration du délai imparti au directeur général des Impôts ou au directeur général du Trésor et de la Comptabilité Publique pour statuer, ou dans les sept (07) jours de la notification de sa décision.

L'opposition à l'acte de poursuite ne peut viser que la validité en la forme de l'acte. Elle est portée devant les tribunaux judiciaires et jugée comme en matière sommaire. Les règles applicables en la matière sont celles du présent code. Elles échappent aux règles de droit commun.

Toute contestation portant sur l'existence de l'obligation, sa quotité ou son exigibilité constitue une opposition à contrainte. Elle est portée devant la juridiction administrative. Toutefois, lorsqu'un tiers, mis en cause en vertu de disposition de droit commun, contestera son obligation à la dette du contribuable inscrit au rôle ou titre exécutoire, la juridiction administrative surseoir à statuer jusqu'à ce que la juridiction civile ait tranché la question de l'obligation. La juridiction civile devra, à peine de nullité, être saisie dans les sept (07) jours de la décision de sursis à statuer.

Les tiers solidaires et tiers détenteurs sont poursuivis comme les contribuables eux-mêmes et sont soumis à la même procédure dans le cas d'opposition à poursuites ou à contrainte.

Nul ne peut surseoir aux poursuites en recouvrement des impôts, taxes assimilées et amendes, sauf versement, au Trésor Public, par l'opposant d'une caution valant paiement cash, de 25% du montant total de la somme contestée.

Le juge des référés est incompétent en matière de réclamations portant sur les poursuites exercées par les comptables publics.

Article 1166

En tous cas, en attendant le prononcé du jugement à intervenir, toutes mesures conservatoires sont prises par le porteur de contraintes.

Article 1167

Lorsque le porteur de contraintes ne peut exécuter sa commission parce que les portes sont fermées ou que l'ouverture en est refusée, il établit un gardien aux portes et avise sans délai l'autorité administrative qui autorise l'ouverture des locaux.

Les frais d'ouverture des portes sont à la charge des redevables. Le représentant du Gouvernement doit alors assister à cette ouverture et à la saisie; il signe le procès-verbal de saisie qui mentionne l'incident.

Article 1168

Des mesures conservatoires sont également prises lorsqu'un agent de poursuites ou de perception est informé d'un commencement d'enlèvement furtif d'objets constituant le gage de la contribution et qu'il y a lieu de craindre leur disparition.

Article 1169

A défaut de paiement spontané, seront poursuivis et personnellement contraints au paiement forcé par toutes voies de droit prévues par le présent code, au même titre et selon la même procédure qu'à l'encontre des contribuables figurant nominativement sur les rôles ou titres de perception:

- les tiers solidaires tenus au paiement de l'impôt en vertu des dispositions de droit commun ou de la législation fiscale ;
- les dépositaires publics et liquidateurs de sociétés dissoutes visés à l'article 1141 ci-dessus qui se sont

dessais des deniers affectés au privilège du Trésor sans avoir réglé les impôts dus par les personnes du chef desquelles lesdits deniers provenaient ;

- les associés, gérants, administrateurs, directeurs et liquidateurs de sociétés qui n'ont pas acquitté à la date d'exigibilité ou aux échéances prescrites, les impôts à régler par la société qu'ils ont administrée ou liquidée ou dont ils ont perçu des rémunérations, dividendes, avances ou bénéfiques ;

- les tiers détenteurs qui, requis de payer en l'acquit des redevables, s'abstiennent de le faire dans les cinq (05) jours de la notification de la demande à tiers détenteur visée à l'article 1142 ci-dessus. Ce paiement devant être effectué nonobstant toute opposition, ils deviennent solidairement responsables des sommes dont les redevables ont éludé le versement.

Le comptable public peut constater sur place la nature des diligences menées en vue de l'exécution de l'avis à tiers détenteur en demandant la production de toutes justifications nécessaires.

Les comptables publics sont autorisés à utiliser l'avis à tiers détenteur, pour le recouvrement de toutes les créances publiques et à l'encontre de toute personne poursuivie même si elle ne figure pas nominativement sur le titre exécutoire. La demande valant avis à tiers détenteur ne requiert aucune forme particulière ; il suffit que le tiers saisi soit informé de l'objet de la demande, du nom du saisi et du montant de la somme réclamée par le comptable public. Le tiers saisi est tenu de déférer immédiatement à l'injonction du comptable public : malgré l'opposition du saisissant de droit commun, il n'encourt aucune responsabilité à son égard en versant directement au receveur des impôts la somme réclamée. Dans le cas de contestation portant sur le privilège, le montant de la somme contestée doit être consigné à un compte de dépôt au Trésor jusqu'au jugement à l'exception de toute autre consignation.

Article 1170

Supprimé par la loi n° 2018-39 du 28 Décembre 2018 portant loi de finances pour la gestion 2019

SECTION III : OPERATIONS COMPTABLES - RESPONSABILITES

Article 1171

Les frais de poursuites sont mandatés aux porteurs de contraintes sur le vu d'un état de frais visé par le directeur

général des Impôts.

Article 1172

Les frais de commandements, saisies, ventes et tous actes s'y rapportant sont fixés conformément au tarif annexé au présent Code.

Article 1173

Chacun des actes de poursuites délivrés par les porteurs de contraintes doit, sous peine de nullité, relater le prix auquel il a été taxé.

Article 1174

Les actes et pièces relatifs aux commandements, saisies et ventes et tous actes ayant pour objet le recouvrement des impôts, ainsi que les actes et pièces relatifs aux poursuites, sont exemptés de la formalité de timbre et de l'enregistrement. Cette exemption s'étend aux originaux et copies des actes accessoires.

Article 1175

Toute saisie ou vente faite contrairement aux formalités prescrites par le présent Code peut donner lieu à poursuites contre ceux qui y ont procédé et les frais restent à leur charge.

Article 1176

En cas d'injures ou de rébellion contre les agents de poursuites, ceux-ci se retirent près du chef d'arrondissement ou du maire et dressent un procès-verbal. L'autorité administrative dénonce les faits aux tribunaux.

SECTION IV : SANCTIONS PENALES ET MESURES

DIVERSES

Article 1177

Les dispositions de l'article 826 du Code de procédure pénale en matière de contrainte par corps sont applicables aux personnes physiques n'ayant pas acquitté leurs impôts échus dans les délais prescrits. La réquisition d'incarcération ne peut être transmise au Procureur de la République que trois (03) jours francs après la notification du commandement.

Article 1178

Sont passibles, indépendamment des sanctions fiscales applicables, d'une amende de deux cent cinquante mille (250 000) à un million cinq cent (1 500 000) francs CFA, les

entreprises n'ayant pas acquitté leurs impôts dans les délais fixés au présent code.

Les peines d'emprisonnement prévues à l'article 1177 sont applicables, personnellement aux présidents directeurs généraux, directeurs, gérants et, en général, à toute personne ayant qualité pour représenter la société poursuivie.

Est passible d'une amende de deux cent cinquante (250.000) à un million cinq cent (1 500 000) francs CFA et d'un emprisonnement de un (01) an à cinq (05) ans ou de l'une de ces deux peines seulement et indépendamment des sanctions fiscales applicables, quiconque, frauduleusement, s'est soustrait ou a tenté de se soustraire au paiement total ou partiel de ses impôts, en organisant son insolvabilité ou en mettant obstacle par d'autres manœuvres au recouvrement.

Sont passibles des mêmes peines :

- 1 - les dépositaires de deniers visés à l'article 1141 du présent Code qui n'ont pas acquitté la totalité des impôts dus par les personnes du chef desquelles lesdits deniers étaient provenus avant de s'en dessaisir ;
- 2 - les tiers détenteurs ou tiers saisis qui n'ont pas obtempéré aux avis qui leur ont été notifiés en vertu de l'article 1142 du présent Code ;
- 3 - les fonctionnaires, comptables publics et tous débiteurs de salaires ou leurs préposés qui n'ont pas effectué ou fait effectuer le reversement des impôts prélevés à la source sur les soldes, traitements, salaires et accessoires, ainsi que ceux qui ont donné à leurs subordonnés des ordres ou des instructions dans ce sens. Il en est de même en cas de non-reversement de TVA, AIB, IRPP et tous autres prélèvements à reverser pour compte ;
- 4 - les employeurs qui n'ont pas déposé dans le délai prescrit la déclaration prévue à l'article 171 concernant leurs employés quittant le territoire ou dont la déclaration produite est incomplète ou erronée ; - quiconque en vue de s'assurer, en matière d'impôts directs et taxes assimilées, le bénéfice de dégrèvements de quelque nature que ce soit, produit des pièces fausses ou reconnues inexactes ou de fausses déclarations ;
- 5 - quiconque a usé de son influence, de sa fonction ou de sa position sociale pour faire échec à l'assiette ou au recouvrement de l'impôt au bénéfice de tiers ou à son propre profit
- 6 - quiconque par voies de fait, menaces ou manœuvres concertées aura organisé ou tenté d'organiser le refus individuel ou collectif de l'impôt ; quiconque aura

incité le public à refuser ou retarder le paiement de l'impôt;
8- les personnes physiques qui auront à dessein brisé des scellés après la fermeture des locaux pour non-paiement d'impôt.

Quiconque aura délivré, utilisé ou présenté une fausse quittance ou une quittance falsifiée pour échapper au paiement de l'impôt, est passible d'une amende de un million (1 000 000) de francs CFA et d'une peine d'emprisonnement de trois (03) à cinq (05) ans

S'il y a opposition individuelle ou collective à l'assiette ou au recouvrement de l'impôt, il sera fait application des peines prévues à l'article 224 du Code pénal.

Article 1179

Tous ceux qui ont fait l'objet d'une condamnation définitive prononcée en application des dispositions de l'article 1178 sont solidairement tenus avec le redevable légal de l'impôt fraudé ou impayé au paiement de l'impôt ainsi qu'à celui des pénalités fiscales y afférentes.

Les cessionnaires visés à l'article 1135 du présent Code sont solidaires du paiement des impôts dus par leurs prédécesseurs. Ils sont poursuivis au même titre et passibles des mêmes sanctions que le cédant, pour tous les impôts impayés se rapportant à l'objet de la cession, quelle que soit la dénomination du redevable figurant sur le rôle ou titre de perception.

Article 1180

Nul ne peut obtenir inscription ou modification d'inscription au registre de commerce, inscription ou mutation au registre foncier s'il ne justifie de la régularité de sa situation fiscale certifiée par le service de l'Assiette et celui du Recouvrement de l'impôt.

Article 1181

Nul ne peut exercer la profession d'importateur ou d'exportateur ou obtenir de licences ou autorisation d'importation ou d'exportation s'il n'est immatriculé à l'IFU, à jour de ses obligations déclaratives, de paiement et de tenue de comptabilité.

Le contribuable à jour de ses obligations fiscales est au fichier des contribuables actifs de la direction générale des impôts. En cas de défaillance, il est retiré d'office dudit fichier. Il ne peut y être réinséré qu'après régularisation de sa situation fiscale.

Les dispositions ci-dessus sont également applicables aux commissionnaires agréés en Douanes.

TARIFS DES FRAIS DE POURSUITES		
NATURE DES ACTES	TARIF	SALAIRES DES PORTEURS DE CONTRAINTES
1. Signification de saisie-arrêt suivant les formes du Code de Procédure Civile	5 % avec minimum de 500 F	30 F
2. Commandement.	5 % avec minimum de 500 F	30 F
3. Procès-verbal de saisie Brandon.	5 % avec minimum de 1 000 F	50 F
4. Procès-verbal de saisie exécution	5 % avec minimum de 1 000 F	50 F
5. Procès-verbal de saisie interrompue	1 % avec minimum de 500 F	30 F
6. Procès-verbal de carence	1% avec minimum de 500 F	
7. Témoins (par vacation)	1 % avec minimum de 100 F	
8. Procès-verbal d'apposition d'affiches	1 % avec minimum de 100 F	20 F
9. Original d'affiches	1 % avec minimum de 100 F	20 F
10. 4 ou 5 affiches	1% avec minimum de 100 F	20 F
11. Signification de vente	1 % avec minimum de 100 F	30 F
12. Procès-verbal de Récolement	1 % avec minimum de 100 F	30 F
13. Procès-verbal de vente	1 % avec minimum de 1 000 F	50 F
14. Procès-verbal d'interruption de vente	1% avec minimum de 100 F	30 F
15. Produits dus au Commissaire-Preneur	10 % avec minimum de 300 F	
16. Frais de transport des biens saisis	2 % de la somme due au moment de la saisie avec minimum de 1 000 F	
17. Pour tous les actes	Arrondissement à la centaine de francs inférieure lorsque le montant des frais dépasse le minimum taxable	

TABLE DES MATIERES

	Pages
TITRE I : IMPÔTS DIRECTS D'ETAT	6
Chapitre I : Impôt sur le revenu des personnes physiques	6
Section I : Dispositions générales	6
Section II : Détermination des bénéficiaires ou des revenus nets catégoriels	8
Section III : Dispositions particulières	32
Section IV : Obligations des contribuables	36
Section V : Contrôle des déclarations	36
Section VI : Calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques	37
Chapitre II : Impôt sur les sociétés	40
Section I : Champ d'application	40
Section II : Détermination du bénéfice imposable	43
Section III : Etablissement de l'imposition	45
Section IV : Obligations des personnes morales	46
Chapitre III : Dispositions communes aux impôts visés aux chapitres premier et deuxième	48
Section I : imposition des contribuables disposant de revenus professionnels provenant de sources diverses	48
Section I bis Obligation de délivrance de factures normalisées	48
Section II : Déclaration des commissions, courtages, ristournes, honoraires, droits d'auteur, rémunérations d'associés et de parts de bénéficiaires	48
Section III : Suspension, cessation d'activités ou cession d'entreprises	49
Section IV : Traitement des contribuables ayant créé des emplois stables d'une durée d'au moins un an	50
Section V : Remboursement par crédit d'impôt des frais d'acquisition et de paramétrage informatique des machines électroniques de facturation de la taxe sur la valeur ajoutée	51
Chapitre IV : Les retenues à la source	52
Section I : Acompte sur impôt assis sur les bénéficiaires	52
Section I bis : Retenue sur les paiements effectués par les associations et organismes divers	54
Section II : Retenue à la source de l'impôt sur les bénéficiaires des prestataires non domiciliés au Bénin	54
Section II bis : Prélèvement sur les importations, les ventes et les prestations réalisées par les personnes non connues au fichier des contribuables de la direction générale des impôts	55
Section II ter : Prélèvement libératoire sur les ventes d'hydrocarbures réalisées au Bénin par les personnes non domiciliées	56
Section III : Retenue sur les traitements et salaires	56
Section IV : Retenue à la source sur les revenus fonciers	57
Section V : Retenues en matière de revenus des capitaux mobiliers	57
Section VI : Contribution spéciale libératoire sur les gains des jeux de hasard	59
Chapitre VI : Autres impôts directs et taxes assimilées	
Section I : Taxe sur les véhicules des sociétés	Supprimée
Section II : Versement patronal sur salaires	61
Section III : Taxe sur les véhicules à moteur	61
Section IV : Taxe sur l'exportation de la ferraille et des sous-produits ferreux	63
TITRE II : Impôts indirects	65
Chapitre premier : Taxe sur la valeur ajoutée	65
Section première : Affaires imposables	65
Section II : Exonérations	66
Section III : Base imposable	68
Section IV : Fait générateur et exigibilité	68
Section VI : Régime des déductions	69
Section VII : Remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée	71
Section VIII : Obligations des redevables	73
Section IX : Sanctions -pénalités	74
Annexe I Produits exonérés	76
Chapitre II : Taxe spécifique sur les produits pétroliers	81
Chapitre III à chapitre VII octies	supprimés
Chapitre VII novies : Taxe sur les produits spécifiques	81

Chapitre VII ter : Taxe sur les véhicules de tourisme dont la puissance est égale ou supérieure à 13 chevaux	84
Chapitre X : Taxe sur les activités financières	85
Chapitre XI : Taxe sur les jeux de hasard	86
Chapitre XII : Taxe de séjour dans les hôtels et établissements assimilés	87
Chapitre XIII : Taxe pour le développement du sport	88
Chapitre XIV : Contribution sur la vente de services de communications électroniques sur les réseaux ouverts au public	89
TITRE III : Droits d'enregistrement, de timbre et de publicité foncière et hypothécaire	91
Sous-titre I : Dispositions générales	supprimé
Chapitre premier : Attributions et fonctionnement du service responsable	supprimé
Chapitre II : Des poursuites pour le recouvrement des divers impôts	Transféré
Chapitre III : Droit de communication	Transféré
Chapitre IV : Divisions du présent titre	94
Sous-titre II : Droits d'enregistrement (exemptions : voir sous/titre IV)	95
Chapitre premier : De l'enregistrement, des droits et de leur application	95
Chapitre II : Des valeurs sur lesquelles est assis le droit proportionnel	98
Chapitre III : Des délais pour l'enregistrement des actes et déclarations	101
Chapitre IV : Des bureaux ou les actes et mutations doivent être enregistrés	104
Chapitre v : Du paiement des droits et de ceux qui doivent les acquitter - paiement des droits avant l'enregistrement	105
Chapitre VI : des peines pour défaut d'enregistrement des actes et déclarations dans les délais	Transféré
Chapitre VII : des insuffisances et des dissimulations de la manière dont elles sont établies et des peines auxquelles elles donnent lieu	109
Section première : Des insuffisances	109
Section II : Des dissimulations	111
Chapitre VIII : Transmissions à titre gratuit	113
Section première : Condition de forme et de fond de la déclaration de succession	113
Section II : Des bases d'imposition	114
Section III : Déduction des dettes et charges	116
Section IV : De certains biens taxables	117
Section V : Du paiement des droits	118
Section VI : Pénalités	118
Chapitre IX : Moyens de contrôle et prescriptions diverses	120
Section première : obligations générales des officiers ministériels, secrétaires, juges, arbitres, fonctionnaires publics ou assujettis divers et des parties	120
Section II : Obligations spéciales concernant les biens dépendant de succession et les mutations par décès.	124
Section III : Formalité de l'enregistrement	127
Chapitre X : Des droits acquis et des prescriptions, restitutions ou remboursements de droits	129
Chapitre XI : De la fixation des droits	131
Section première : Droits fixes	131
Section II : Droits proportionnels	134
Section III : Droits sur les mutations a titre gratuit	138
SOUS-TITRE III : Code du timbre	141
Chapitre premier : Droit de timbre	141
Section première : Dispositions générales	141
Section 2 : Remise aux distributeurs auxiliaires du timbre	143
Section 3 : Modes de paiement du droit de timbre	143
Chapitre II : Timbre de dimension	148
Chapitre III : Timbre proportionnel	151
Section première : Effets négociables et non négociables	151
Section 2 : Règles spéciales aux warrants	153
Chapitre IV : timbres des quittances	154
Section première : dispositions générales	154
Section 2 : Dispositions spéciales à l'O.C.B.N.	155
Chapitre V : Timbre des chèques et des ordres de virement	156
Chapitre VI : Timbre des affiches	157
Chapitre VII : Timbre des contrats de transport	158
Chapitre VIII : Timbre des cartes d'identité, passeports et titres de voyages	161

Chapitre IX : Timbre des casiers judiciaires	162
Chapitre X : Timbre de certains actes de nature particulière	163
Sous-titre IV : Exemption en matière de timbre ou d'enregistrement visa en débet et assistance judiciaire	166
Chapitre premier : Exemptions	166
Chapitre II : Visa en débet	179
Section première : Actes visés pour timbre et enregistrés en débet, autres que ceux relatifs à l'assistance judiciaire	179
Section II : Assistance judiciaire	179
Section III : Dispositions générales	181
Sous-titre V : Taxe unique sur les contrats d'assurance	182
Section première : Contrôle des organismes et opérations d'assurance	182
Section 2 : Paiement de la taxe unique sur les contrats d'assurance	182
Section 3 : Assurance des biens, personnes et responsabilités situés au Bénin	184
SOUS TITRE VI : Droits de publicité foncière et hypothécaire	186
Chapitre premier : Droits et salaires de conservation foncière	186
Section première : Droit au profit du trésor	186
Section 2 : Salaires et honoraires	187
Section 3 : Dispositions complémentaires communes	187
Chapitre II : Hypothèques maritimes	189
Chapitre III : hypothèques terrestres	190
Sous-titre VI : Taxe sur les cessions immobilières	191
TITRE PREMIER : impôts directs et taxes assimilées	194
Chapitre premier : taxe civique	194
Chapitre premier : taxe de développement local	194
Chapitre II : taxe de crédit agricole	194
Chapitre III bis : Taxe foncière unique	195
Chapitre IV : Contribution des patentes	199
Section première : contribution des patentes	199
Section 2 : Contribution des licences	204
Chapitre V : taxe sur les armes à feu	206
Chapitre VI : redevances proportionnelles et superficielles dues sur des substances de carrière	207
Chapitre VII : taxes assimilées à la disposition des communes	208
Section première : taxe d'enlèvement des ordures	208
TITRE II taxes indirectes a la disposition des communes	209
Chapitre premier : taxe de pacage	209
Chapitre II : Taxe sur les pirogues motorisées et barques motorisées	209
Chapitre III : Taxe sur les bicyclettes	209
Chapitre IV : Taxe sur les spectacles, jeux et divertissements	210
Chapitre V : Taxe sur la vente des boissons fermentées de préparation artisanale	211
Chapitre VI : Taxe sur les locaux loués en garni	212
Chapitre VII : Taxe sur la publicité	213
Chapitre VIII : Taxe sur la consommation d'électricité et d'eau	214
Chapitre IX : Taxe sur les taxis de ville de deux à quatre roues	214
Chapitre X : Taxe de développement local	215
TITRE III : Taxes uniques perçues au profit du budget national et des budgets des collectivités territoriales	217
TITRE IV Dispositions communes aux impôts des titres I et III	218
Chapitre unique : cout administratif de l'impôt	218
TITRE UNIQUE chapitre unique : taxe professionnelle synthétique	220
Section 1 : Les micros entreprises	220
Section 2 : Les petites entreprises	221
Section 3 : Dispositions communes aux micros et aux petites entreprises	221
TITRE UNIQUE Chapitre unique : Dispositions générales	221
Section première : Imposition des droits omis	225
Section I bis : Droit de contrôle	225
Section II : Conventions internationales	234
Section III : Secret professionnel	235
Section IV : Droit de communication auprès des administrations publiques	235
Section IV bis : Le droit d'enquête	236

Section V : Droit de communication, de visite, d'investigation et de saisie auprès des entreprises privées	237
Section VII : Contrôle des revenus mobiliers	242
Section VIII : Répression des abus de droit	243
Section IX : Majoration de pénalités	243
Section X : Mesures diverses	244
TITRE PREMIER Chapitre unique : Rôles et avis d'imposition	247
TITRE II : Réclamations et dégrèvements	248
Chapitre premier : Juridiction contentieuse	248
Section première : Demandes en décharge ou réduction	248
Chapitre II : Juridiction gracieuse	250
Section première : Demandes en remise ou modération	250
Section II : Demandes en remise de pénalité	250
Section III : Etat des cotes irrecouvrables	251
TITRE III : Recouvrement	252
Chapitre premier : Exigibilité de l'impôt	252
Section première : Dispositions générales	252
Section II : Dispositions applicables à l'impôt sur le revenu et à l'impôt sur les sociétés	252
Chapitre II : Paiement de l'impôt	255
Chapitre III : Obligations des tiers et privilège du trésor en matière d'impôts	256
Chapitre IV : Poursuites	259
Section première : Procédure	259
Section II : Oppositions-revendications-mesures conservatoires.	261
Section III : Opérations comptables – responsabilités	263
Section IV : Sanctions pénales et mesures diverses	263
Tarif des frais de poursuite	